



THÈSE

En vue de l'obtention du

DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE

Délivré par :

Université Toulouse - Jean Jaurès

Présentée et soutenue par :

David LAGARDE

le mardi 3 juillet 2018

Titre :

Sur les routes de l'exil syrien
Récits de vie et parcours migratoires des réfugiés de Deir Mqaren

École doctorale et discipline ou spécialité :

ED TESC : Géographie

Unité de recherche :

UMR LISST

Directeur/trice(s) de Thèse :

Denis ECKERT, Directeur de recherche CNRS, Centre Marc Bloch (Berlin)
Olivier PLIEZ, Directeur de recherche CNRS, UMR LISST, Université Toulouse 2 - Jean Jaurès

Jury :

Virginie BABY-COLLIN, Professeure des universités HDR en Géographie, Aix-Marseille
Université, rapportrice

William BERTHOMIERE, Directeur de recherche CNRS, Université Bordeaux-Montaigne,
rapporteur

Philippe DUGOT, Professeur des universités HDR en Géographie, Université Toulouse 2 - Jean
Jaurès, examinateur

Christine ZANIN, Maître de conférence HDR en Géographie, Université Paris 7, examinatrice

Université Toulouse 2 - Jean Jaurès

Laboratoire LISST

Thèse en vue de l'obtention du doctorat de l'Université de
Toulouse

Spécialité : Géographie et aménagement

Présentée et soutenue publiquement le mardi 3 juillet 2018 par

David Lagarde

Sur les routes de l'exil syrien

Récits de vie et parcours migratoires des réfugiés
de Deir Mqaren

Directeurs de thèse

Denis ECKERT, Directeur de recherche CNRS, Centre Marc Bloch (Berlin)

Olivier PLIEZ, Directeur de recherche CNRS, Université de Toulouse 2 Jean-Jaurès

Jury

Virginie BABY-COLLIN, Professeure des universités, Aix-Marseille Université

William BERTHOMIÈRE, Directeur de recherche CNRS, Université Bordeaux-Montaigne

Philippe DUGOT, Professeur des universités, Université de Toulouse 2 Jean-Jaurès

Christine ZANIN, Maître de conférence, Université Paris-Diderot

Sur les routes de l'exil syrien

Récits de vie et parcours migratoires des réfugiés de Deir Mqaren



Cette illustration, librement inspirée du travail de l'artiste Bouchra Khalili, représente plusieurs voyages d'exilés de Deir Mqaren au sein de l'espace euro-méditerranéen. Au fur et à mesure de la lecture de cette thèse, le lecteur pourra découvrir les histoires migratoires qui se cachent derrière les lignes en pointillées qui relient les différents points de la carte...

Remerciements

Si l'exercice de la thèse relève parfois d'une traversée en solitaire, il représente surtout l'aboutissement d'un parcours intellectuel et humain hors du commun, façonné par de nombreuses rencontres apportant, chacune à leur manière, leur pierre à l'édifice. La première d'entre elle fut incontestablement ma rencontre avec Olivier Pliez au Caire, en mars 2012, lorsque que je me trouvais en Égypte dans le cadre d'une recherche que j'effectuais à l'époque pour le réseau Migreurop. En m'accordant sa confiance et en me proposant quelques mois plus tard de réaliser un mini-Atlas des migrations égyptiennes, il m'a permis de remettre un pied dans le monde académique. En juin 2013, c'est encore lui qui me suggérait de me lancer, aux côtés de Denis Eckert et lui-même, dans l'aventure du doctorat. Durant les quatre ans et demi qu'a duré ce travail, tous deux ont répondu avec promptitude à mes nombreuses et régulières sollicitations, tout en jouant un rôle central dans l'orientation théorique et méthodologique de cette thèse. Je vous adresse ici mes plus sincères remerciements pour l'écoute dont vous avez fait preuve, ainsi que les multiples conseils, toujours justes et pertinents, que vous m'avez distillés au cours de ces dernières années.

En découvrant le campus du Mirail au début de l'année 2014, j'ai eu la chance de faire la rencontre des membres de l'équipe du LISST. Les séminaires MoRéMi ont largement nourri ma réflexion sur la thématique des réseaux sociaux, qui m'était jusqu'alors relativement inconnue. Merci à Lucine Endelstein, Stéphanie Lima, Hasnia-Sonia Missaoui, Fatima Qacha et Yann-Philippe Tastevin. Si vos travaux et vos conseils ont été décisifs dans l'élaboration de ma problématique de recherche, votre bienveillance et votre soutien m'ont aidé à avancer plus sereinement sur le chemin de la recherche. Il en va de même des membres de l'ANR Lajeh et de l'équipe de l'IFPO à Amman. Bien que nos rencontres furent ponctuelles, elles se sont toujours révélées conviviales et enrichissantes, tant sur le plan humain que scientifique. Au sein de la troupe des Ifpiens, je remercie tout particulièrement Kamel Doraï, coordinateur de l'ANR Lajeh, pour m'avoir permis de prendre part à ce programme. C'est également lui, et William Berthomière, qui ont guidé mes premiers pas dans le monde de la recherche, voilà maintenant près de 10 ans, lors de mes années de Master au laboratoire Migrinter de Poitiers. En m'ayant aidé à obtenir un stage au sein de l'Observatoire urbain du Proche-Orient à l'IFPO, effectué à Damas en 2011, Kamel Doraï n'est pas tout à fait étranger à la genèse de cette thèse. Et pour que l'histoire soit tout à fait complète, je n'oublie pas que c'est par l'intermédiaire de William Berthomière que j'ai pour la première fois contacté Olivier Pliez...

J'adresse également mes remerciements à toute l'équipe du réseau Migreurop et de l'association Échanges & Partenariats. Je pense en particulier à Olivier Clochard, qui, en m'incitant à prendre part à la réalisation de la carte des camps d'étrangers en Europe dès mon retour de Syrie en 2011, puis aux activités du « groupe carto » par la suite, a largement influencé ma pratique de la cartographie des migrations, en m'amenant à poser un regard différent sur la représentation graphique des phénomènes migratoires. Merci également à toute l'équipe du séminaire Mondis-Geovisu. Si cette aventure fut brève, les trois ateliers que nous avons organisés à Toulouse en 2017 font partie des échanges les

plus stimulants que j'ai pu vivre durant mes quatre années de formation doctorale. Chacune de nos séances a donné lieu à des réflexions qui se sont pour moi révélées d'une aide considérable quant à la réalisation des figures contenues dans ce manuscrit. Je profite donc de ces pages pour remercier Françoise Bahoken, Anne-Christine Bronner, Laurent Jégou, Marion Maisonobe, Olivier Pissoat, Yann-Philippe Tastevin, Najla Touati, ainsi que nos différents invités. Parmi les membres de cette équipe, Françoise et Laurent avaient déjà entrepris depuis longtemps de m'accompagner dans mon cheminement cartographique, en consacrant du temps à la critique, toujours bienveillante et constructive, de mes productions ; mais aussi au partage de références bibliographiques et d'écrits parfois non-publiés, qui m'ont également été utiles. Marion et Laurent ont aussi été très réactifs et d'excellent conseil pour me guider dans la mise en page de mon manuscrit. Qu'ils en soient ici tous les trois vivement remerciés ! Merci également à Christine Barwick du centre Marc Bloch à Berlin et à Bénédicte Michalon de l'UMR Passages à Bordeaux pour leur relecture de la dernière partie du chapitre 8 de cette thèse, ainsi qu'à Hasnia-Sonia Missaoui, qui a pris le temps de lire et de commenter l'intégralité du chapitre premier. Enfin, j'adresse aussi une pensée à Catherine Gousseff et au laboratoire CERCEC pour la collaboration cartographique particulièrement stimulante de l'été 2015. Celle-ci m'a conduit à poser mon regard sur de nouveaux horizons géographiques, et à aiguïser ainsi encore un peu plus mes envies d'ailleurs.

Cette thèse n'aurait pas pu se dérouler dans d'aussi bonnes conditions sans le soutien financier de plusieurs organismes et programmes de recherche. Merci à Sophie Bava pour le financement de deux terrains de recherche en Égypte, dont le premier s'est déroulé avant même le début de mon inscription en doctorat. Prendre part aux travaux du programme Ecomig, financé par l'IRD, m'a redonné le goût de la recherche académique, tout en contribuant à façonner mon projet de thèse. En soutenant ma candidature, l'UMR LISST m'a permis d'obtenir un contrat doctoral entre 2013 et 2016, au sein de l'ED TESC de l'Université Toulouse 2 Jean-Jaurès. L'Université fédérale de Toulouse, en m'accordant une bourse d'aide à la mobilité internationale, m'a aidé à réaliser mon dernier terrain jordanien en 2015. Merci également à l'IFPO pour l'aide financière qu'ils m'ont accordée à plusieurs reprises pour réaliser des enquêtes en Jordanie et en Allemagne. A Toulouse, je remercie également le Labex SMS et l'UT2J, ainsi que l'IAST (TSE - Fondation Jean Jacques Laffont), cet institut m'ayant accordé une année supplémentaire de contrat doctoral en 2017-2018, afin d'achever la rédaction de ce manuscrit dans des conditions optimales. Je n'oublie pas non plus les négociations de Pablo Bilbao qui m'ont permis d'entrer dans mes fonctions de doctorant depuis l'ambassade de France à Amman. Marie Kniebiehler a ensuite assuré un relais parfait pour accompagner les apprentis chercheurs du LISST dans l'organisation de leurs missions. Merci à elle, sans oublier Marie-Annick Brière-André et Marie-Ange Parisot !

Un infini merci à mes parents pour tout ce qu'ils ont toujours fait pour moi, parfois au prix de sacrifices personnels ; sans parler des journées d'inquiétudes avec lesquelles ils ont dû composer lorsque mes pérégrinations m'ont amené à séjourner dans des destinations au contexte politique quelque peu instable. Merci à Arnaud, Andrea, Ben et Marina de m'avoir si bien ouvert la voie. Mes remerciements se dirigent également vers les membres de ma famille belge, qui, depuis le premier jour, m'ont remarquablement

accueilli parmi eux. Perrine, merci pour ton soutien, ton écoute, tes encouragements, tes relectures, tes nombreux commentaires cartographiques... et tout le reste ! Il est certain que cette thèse aurait été autrement plus difficile à réaliser sans ta présence constante à mes côtés !

Durant toute cette aventure, j'ai également profité des conseils et du soutien d'amis plus ou moins familiers du monde de la recherche. Merci à Hicham Jamid pour ses messages d'encouragement réguliers durant les moments de rédaction parfois difficiles. A Anne Bouhali, pour m'avoir appris à naviguer de manière optimale entre mon ancien quartier parisien de la Chapelle et le campus du Mirail. L'appel du Sud et la perspective de mener une vie plus paisible, entre Périgord et Méditerranée, se révéla finalement plus fort que la frénésie de la vie parisienne. Merci à Josselin, Sophie, Julie, Marion, Pauline, Adrien, Guy, Mélanie, Olivier, Sonia, Philippe et Nicole pour avoir facilité notre installation dans cette cité toulousaine, si agréable à vivre. A Katy, qui a définitivement tout compris en venant nous rejoindre sur les bords de Garonne ! Toulouse - Pic St Loup, 275 kilomètres... Je comprends maintenant mieux les vraies raisons de ce déménagement en terres occitanes ! Cœnologie et gastronomie riment aussi avec les principaux centres d'intérêts de tous les membres de la troupe des *Exxxtras*®, des copains d'enfance aubeterriens et des années de lycée ribéraçoises... Merci d'être toujours là après de si nombreuses années, et de m'aider à ne pas perdre le cap !

Et bien sûr, *last but not least*, un grand merci à toutes les personnes qui ont accepté de se prêter au jeu de l'entretien, en Jordanie, en Allemagne, ainsi que dans les différents pays du pourtour méditerranéen où j'ai été amené à mener des enquêtes. Après m'avoir ouvert les portes de leurs foyers pour se confier sur les vicissitudes de leurs histoires de vie et de leurs parcours migratoires, les exilés de Deir Mqaren occupent dans ces pages de remerciement une place à part.

الى فاديا , ابتسام , ياسمين و فيصل و كذلك إلى كل من ساهم و ساعد في أنجاز هل رسالة
الدكتورة يلي احتوت على قصص سكان قريرتكم و عن هجرتكم منها . أنا بعنذر انوما رح احسن حظ
اسمائكم الحقيقية منشان ردلكم هل معروف , سامحوني و بعنذر كمان ألف مرة لاني ماكتبت هل رسالة
الدكتورة بالعربي و تم اختصارها لمقالة واحدة بالعربي . أتمنى انشالله الرجوع اليها في المستقبل . على
كل بتستاهلونها و بتستاهلو كل الخير لانو أجبتوا على كل الأسئلة أغنيتم مئات الصفحات يلي صارت
هلاء مثل الأرشيف يلي بتعبير عن قصص مجتمعكم و سكانكم يلي انتشرو اليوم بكل اصقاع الأرض . كل
الشكر مرة تانية و بتمنى شوفكم يوماً ما بسوريا و بمنطقنكم الغالية دير مقرن يلي هي غالية على قلوبكم

Liste des protagonistes principaux

La famille G.

Ibtissam, la mère de Fadia. Née à Deir Mqaren, elle s'est mariée à Youssef A., un Palestinien de Jordanie avec lequel elle s'est ensuite installée dans le camp de Yarmouk à Damas. Après leur divorce, Ibtissam est partie vivre avec Fadia dans le centre de la capitale, avant de s'installer à Amman en raison du conflit.

Fadia, la fille d'Ibtissam et de Youssef. Née à Deir Mqaren avant de déménager avec ses parents dans la capitale syrienne. Elle étudiait l'anglais à l'université de Damas jusqu'en 2012, date à laquelle elle est partie s'installer à Amman avec sa mère. Elle y a retrouvé son fiancé et futur mari Nawfel, qu'elle avait rencontré sur les bancs de la faculté quelques années auparavant.

Yasmin, épouse de Faysal N. Elle est également la sœur de Hamza G. et la nièce d'Ibtissam. Née à Deir Mqaren, où elle a vécu jusqu'en octobre 2014 avec ses 4 enfants, avant de rejoindre son mari parti 16 mois avant elle.

Hamza, époux d'Alaa Z. Il est également le frère de Yasmin G. et le neveu d'Ibtissam. Avant le début du conflit, il travaillait dans la vente de produits alimentaires entre Deir Mqaren et la Jordanie. Il est parti s'installer à Irbid au début de l'année 2013 où il a poursuivi son activité de vente ambulante.

La famille Z.

Alaa, épouse d'Hamza G. Après le départ de son mari, elle est restée vivre à Deir Mqaren avec leurs enfants pendant encore quelques mois, avant de finalement rejoindre son époux à Irbid en juin 2013.

La famille N.

Faysal, le mari de Yasmin, est également le neveu d'Ibtissam. Avant le début du conflit, il travaillait dans l'export de marchandise de Syrie vers la Jordanie. A ce titre, il représentait l'un des plus importants marchands de Deir Mqaren.

Wassim, le frère de Faysal et neveu d'Ibtissam, est marié avec Rim. Comme la plupart des hommes de Deir Mqaren, il travaillait dans la vente ambulante avant le début du conflit. Il a quitté la Jordanie en août 2014 afin de rejoindre la Suède, où il réside avec l'un de ses gendres ayant entrepris ce long voyage migratoire avec lui.

La famille A.

Rim, l'épouse de Wassim N. Elle a rejoint son mari en juin 2013, parti à Amman avant elle. Depuis que celui-ci est parti pour la Suède, elle vit seule avec ses enfants, sauf lorsqu'elle héberge des membres de sa famille ou des amis du village ayant besoin d'un logement temporaire.

La famille L.

Zakaria, le cousin de Faysal N, est lui aussi le neveu d'Ibtissam. Jusqu'en 2012, il tenait un stand de snack, de boissons et de narguilés avec son père sur les hauteurs du mont Qassioun à Damas. Il a ensuite quitté Deir Mqaren pour s'installer au Liban. Après un

séjour de plusieurs mois dans ce pays, il s'est finalement installé dans le centre-ville d'Amman.

Bachar L., le père de Fatima (l'épouse de Mahmoud Ja.) est également l'oncle de Zakaria L. et de Faysal N. Il a quitté le village en famille en 2012 et réside depuis avec sa femme et la plus jeune de leur fille dans le quartier de Dahiyet al-Rasheed à Amman. Suite à leur installation en Jordanie, ses autres enfants ont tous quitté le Proche-Orient pour différentes raisons.

La famille Ja.

Mahmoud, le neveu de Faysal N., est marié à Fatima, la fille de Bachar L. Il travaillait comme gérant de supermarché dans le quartier de Sayda Zaynab à Damas, tout en vivant à Deir Mqaren. Après son licenciement économique durant l'été 2012, il s'est rendu à Amman afin de trouver un nouvel emploi.

La famille Jb.

Abu Omar. Après un séjour de 10 ans au Canada où il a travaillé dans plusieurs entreprises appartenant à son oncle, Abu Omar est revenu s'installer en Syrie en 2010 et a ouvert une pépinière dans la ville de Qudsaya, située à quelques kilomètres de Deir Mqaren, sur la route de Damas. En 2012, il est parti vivre à Amman avec sa femme et leurs enfants, où il a rejoint ses frères, qui résidaient déjà en Jordanie.

Yassin est le neveu d'Abu Omar. A l'image de son ami Zakaria L., il a quitté la Syrie où il travaillait comme cuisinier dans un restaurant touristique d'Aïn el-Fijeh, car il ne souhaitait pas s'engager dans la guerre entre le régime et les insurgés. Après être parti vivre à Beyrouth, il a poursuivi sa route jusqu'à Amman, où il a vécu un temps en colocation avec Zakaria.

La famille A.

Zeina, l'épouse d'Amoun A. (décédé à Irbid) est la mère de Majed et Ayman. En mai 2013, elle est partie rejoindre son époux et ses enfants préalablement installés à Irbid.

Ayman, le fils de Zeina B. est aussi le frère de Majed. Il travaillait déjà dans la vente ambulante entre Deir Mqaren et Irbid avant le début de l'insurrection. Lorsqu'il n'a plus été en mesure de continuer ses allers-retours entre les deux localités, il est parti s'installer à Irbid, où il réside dans un appartement qu'il loue avec d'autres hommes du village.

Majed, le fils de Zeina B. est l'un des frères cadets d'Ayman. Comme ce dernier, il a également quitté Deir Mqaren pour travailler dans la vente ambulante à Irbid, où plusieurs membres de sa famille l'ont rejoint par la suite, y compris sa mère Zeina et ses deux plus jeunes frères.

La famille H.

Nisrine, était l'épouse de Yasser, un Palestinien de Jordanie décédé en combattant les forces du régime syrien dans la vallée du Barada. Suite à la mort de son mari, Nisrine a d'abord tenté d'ouvrir un commerce dans son village de Deir Mqaren, avant de finalement partir s'installer à Amman avec ses enfants, qui disposent de la nationalité jordanienne.

Taysir, est le frère de Hady et le cousin de Nisrine. Taysir a commencé à travailler dans la vente ambulante en Jordanie en 1998, dès l'âge de 14 ans. Au début de l'année 2012, il s'est installé à Zarqa chez l'un de ses frères préalablement installé dans cette ville.

Hady, frère de Taysir et cousin de Nissrine. Jusqu'à ce qu'il décide de rejoindre deux de ses frères déjà installés en Jordanie, Hady était propriétaire d'une pépinière près de son village de Deir Mqaren.

Autres protagonistes importants

Karam est un partenaire commercial des marchands ambulants de Deir Mqaren depuis les années 1990. Depuis le début du conflit, il s'est porté garant auprès des autorités jordaniennes pour des dizaines d'exilés de Deir Mqaren. Il a également fait don d'importantes quantités de marchandises aux colporteurs dans le besoin, effaçant la plupart du temps les dettes que ces derniers ont pu contracter auprès de lui.

L'ASL (Armée syrienne libre) était le principal mouvement d'opposition armée au régime syrien durant les 2 premières années du conflit. Son influence déclina rapidement par la suite. Au début de l'exode, l'ASL, en lien avec les autorités jordaniennes, se chargeait d'assurer la coordination du passage des candidats à l'exil depuis la Syrie vers la Jordanie, en dehors des postes frontières officiels.

Le HCR (Haut-commissariat aux réfugiés des Nations unies) est l'organisme qui, en collaboration avec les autorités jordaniennes, coordonne l'action humanitaire en direction des réfugiés. A ce titre, il est également en charge d'enregistrer les Syriennes et les Syriens lors de leur arrivée dans le royaume.

Sans oublier **le village de Deir Mqaren** (دير مقرن), que l'on pourra prononcer « Dèr Moukarèn » en français...

Sommaire

Introduction générale	15
Chapitre premier	
Une « géographie de l'exil » forcément multisituée	33
1. Un terrain dessiné au fil de l'eau	35
2. Tours et détours d'une enquête menée au sein d'un milieu d'interconnaissance	44
Chapitre 2	
La spatialisation des récits migratoires	67
1. Collecter des récits migratoires	70
2. Construire une cartographie des expériences vécues	79
Chapitre 3	
La vallée du Barada, du jardin d'éden aux terrains militaires	109
1. Agriculture locale et circulations marchandes au début du XXème siècle	110
2. Vers une redéfinition des itinéraires saisonniers	124
Chapitre 4	
Migrations internationales et « système de mobilité » transfrontalier	133
1. Contours du champ migratoire syrien à la veille de l'insurrection	135
2. Diffusion et logiques de fonctionnement d'un réseau marchand transfrontalier	154
Chapitre 5	
Dynamiques spatio-temporelles de l'exode syrien au Moyen-Orient	179
1. Pourquoi produire des données statistiques sur les réfugiés ?	180
2. Premiers départs vers les pays limitrophes	185
3. Vers la fermeture hermétique des frontières jordaniennes	194
Chapitre 6	
Décrypter la mécanique des flux de réfugiés	213
1. Le réseau marchand de Deir Mqaren à l'épreuve du conflit syrien	218
2. Des migrations circulaires à l'exil familial	225
3. Le Liban : une étape sur la route de la Jordanie	234
4. Réseaux sociaux et passages frontaliers de la « migration d'urgence »	241
Chapitre 7	
Modalités d'insertion des réfugiés syriens en Jordanie	285
1. Questionner les catégories migratoires	287
2. Trouver un logement et un emploi en Jordanie	298

Chapitre 8	
Vers un inexorable processus de diasporisation ?	335
1. Identifier les contours du monde des réfugiés syriens	338
2. Rallier l'Occident depuis la Jordanie	355
3. Les politiques d'accueil allemandes : une contrainte pour les réseaux des réfugiés ?	395
Vers une nouvelle bifurcation dans le processus de diasporisation ?	417
Conclusion générale	421
Bibliographie	431
Table des matières	466

INTRODUCTION GÉNÉRALE

- Chassé croisé migratoire

Pendant près de vingt ans, Faysal, un homme âgé d'une trentaine d'années et originaire de Deir Mqaren - un village de la vallée du Barada situé à mi-chemin entre Damas et la frontière libanaise - a travaillé dans la vente et l'export de produits alimentaires et de biens manufacturés entre la Syrie et la Jordanie. En 2012, l'escalade des violences dans son pays l'a contraint à mettre un terme à ses activités, puis à s'installer dans le royaume hachémite, afin de se procurer des revenus lui permettant de continuer à subvenir aux besoins économiques de son foyer. Un peu plus d'un an après son départ, Faysal a été rejoint en Jordanie par son épouse Yasmin et leurs quatre enfants, qui ont quitté la Syrie afin de se mettre à l'abri des combats qui frappaient leur village. Quelques mois plus tard, le couple a finalement décidé de poursuivre sa route jusqu'en Allemagne. Après avoir fait la rencontre de Faysal à Amman, en novembre 2014, j'ai continué à maintenir des contacts à distance avec lui. Lorsqu'il m'a proposé de lui rendre visite à Dortmund au cours de l'été 2016, j'ai accepté l'invitation qui m'était faite de partager le quotidien de sa famille durant une dizaine de jours.

Au cours de mon séjour chez Faysal et Yasmin, mon hôte m'a longuement questionné sur les moyens les plus économiques de rendre visite à son frère Wassim, installé en Suède depuis le mois de décembre 2014. *« Je ne l'ai pas revu depuis qu'il a quitté Amman. Nous étions très proches et sa présence me manque beaucoup. Avant notre départ de Deir Mqaren, nous vivions dans le même immeuble avec mes parents et mes autres frères. (...) Dans les années 1970-1980, ce n'était pas facile de trouver du travail au village, donc lorsqu'on a proposé à mon père de partir travailler comme tailleur en Libye, il n'a pas hésité à s'expatrier pendant plusieurs années. Il est parti seul, avant de revenir quelques années plus tard à Deir Mqaren, où il a ouvert son propre atelier de couture. Nous [ses enfants] avons grandi et certains d'entre nous s'apprêtaient à se marier. Comme mes parents souhaitaient vivre entourés de leurs enfants et de leurs petits-enfants, il a investi une partie de ses économies dans la construction d'une grosse maison de quatre étages, qu'il a divisée en plusieurs appartements. Lorsque nous nous sommes mariés, mes frères et moi avons chacun hérité d'un des*

logements, où nous nous sommes installés avec nos épouses. Cela a permis à notre famille de rester très soudée. (...) Finalement, quelques années après son retour de Libye, mon père s'est également mis à travailler comme vendeur ambulancier au Liban, car cela lui rapportait plus d'argent que son seul métier de tailleur». A l'époque, de plus en plus d'hommes du village se lançaient dans cette activité de vente ambulante. Faysal et plusieurs de ses frères ont imité leur père quelques temps plus tard, en partant travailler plusieurs mois par an au Liban pour certains, et en Jordanie pour d'autres ; jusqu'à ce que le déclenchement de la guerre en Syrie ne revienne mettre en cause la pérennité de ces circulations transfrontalières.

- Caractéristiques anciennes et recompositions récentes du système migratoire moyen-oriental

Du génocide arménien à la guerre en Irak de 2003, en passant par la permanence des tensions israélo-palestiniennes ayant marqué toute la seconde moitié du 20^{ème} siècle, les violences qui ont déchiré le Moyen-Orient à l'époque contemporaine ont poussé plusieurs millions de personnes à quitter leur pays, de manière provisoire ou permanente. Au cours de ces dernières décennies, aux côtés de la persistance des mouvements de réfugiés¹ palestiniens [Doraï, 2006] et irakiens [Chatelard et Doraï, 2009], des migrations de travail internes à la région, mais provenant également d'Asie du sud et dans une moindre mesure d'Europe de l'est et d'Afrique sub-saharienne, ont largement participé à animer les dynamiques de mobilités traversant la région [Berthomière, 2002 ; De Bel-Air, 2005 ; Anteby-Yemini, 2008 ; Dahdah, 2015]. A ce titre, le Moyen-Orient représente depuis déjà plusieurs décennies un « carrefour migratoire » [Berthomière *et al.*, 2003] s'inscrivant pleinement dans le processus de « globalisation des migrations internationales » [Berthomière, 2007].

Depuis 2011, l'exil des Syriens est venu renforcer cette tendance, tout en engendrant une nouvelle reconfiguration du « système migratoire » moyen-oriental. En effet, suite à l'extrême violence dont a fait preuve le régime de Bachar al-Assad face aux revendications portées (à l'origine) par le peuple syrien, plus de 5,5 millions de personnes ont trouvé refuge en dehors de Syrie ; tandis que 6,6 millions auraient été déplacées à

¹ Tout au long de la thèse, le terme « réfugié » est utilisé dans son sens générique, incluant l'ensemble des individus fuyant des troubles de différentes natures, engendrés par un conflit armé. Les termes de « demandeur d'asile », de « réfugié statutaire » ou simplement de réfugié « enregistré » (auprès du HCR) font pour leur part référence aux catégories légales - questionnées dans le cadre du chapitre 7 - entre lesquelles les personnes en quête d'un refuge sont amenées à « naviguer » durant les différentes étapes de leurs parcours migratoires.

l'intérieur même du pays. L'ampleur de l'exode est telle qu'en juin 2016, les Syriens représentaient 33% des 16,5 millions de réfugiés internationaux enregistrés auprès du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) ; faisant d'eux la plus importante population déplacée de toute la planète. Comme on l'observe ailleurs dans le monde en contexte de « migrations d'urgence² », l'écrasante majorité de ces individus - 4,6 millions - s'est installée dans les pays limitrophes, modifiant par là même la « configuration démographique » [Jaber, 2016] des principaux États d'accueil. En effet, avec la présence de plus d'un million de Syriens enregistrés par l'agence onusienne au Liban, cette population représente près de 20% des habitants de ce pays. Plus au nord, l'arrivée de 2,8 millions de Syriens sur son sol a propulsé la Turquie au premier rang des États d'accueil de réfugiés au monde. Cet exode concerne également d'autres régions du globe, dans des proportions somme toute modestes, mais malgré tout non négligeables. Ainsi, bien que la majorité des exilés en provenance de Syrie installés loin du Moyen-Orient aient pris la direction de l'Europe, à l'été 2016, seuls 675 000 réfugiés statutaires et demandeurs d'asile syriens étaient comptabilisés dans les vingt-huit pays membres de l'Union européenne. A eux seuls, l'Allemagne et la Suède accueillaient 70% de ce total. De l'autre côté de l'Atlantique, les États-Unis et le Brésil représentaient les deux principaux pays d'accueil de réfugiés syriens sur le continent américain, avec respectivement 9 200 et 3 600 individus recensés par les autorités locales.

- Saisir la dimension réticulaire des flux de réfugiés

Si ce décompte laisse entrevoir le volume ainsi que les grandes spatialités de l'exil syrien, il ne permet pas de rendre compte du fonctionnement interne et de la complexité des flux de réfugiés qui, depuis 2011, contribuent à alimenter les rouages de la « géodynamique des migrations internationales » [Simon, 1995]. L'ampleur des chiffres portant sur l'exode syrien questionne pourtant les modalités d'un tel déplacement de population. En effet, comment saisir les différents facteurs susceptibles d'influencer les Syriennes et les Syriens dans leur prise de décision migratoire et le choix de leur lieu

2 En privilégiant dans cette recherche le terme de « migrations d'urgence » au détriment de celui de « migrations forcées », mon intention est d'insister sur la diversité des motifs et des situations amenant des individus à quitter un pays touché par un conflit armé, même s'ils n'ont pas forcément été contraints de le faire à la suite de violences physiques ou de menaces proférées à leur encontre. Cette démarche va dans le sens de la proposition d'Anthony Richmond [1993] « de remplacer la dichotomie entre migrations volontaires et migrations forcées par l'idée d'un continuum entre migrations « proactives » et migrations « réactives » » [Simon-Lorrière, 2013 : 27]. En utilisant le terme de « migrations d'urgence », il est évident que je ne cherche pas à remettre en question toute la richesse des apports théoriques, conceptuels et méthodologiques apportées depuis les années 1980 par les tenants des « *Refugee Studies* » [Stein et Tomasi, 1981 ; Zetter, 1988] et des « *Forced Migration Studies* » [Zetter, 1991 ; Black, 1991, 2001].

d'installation ? Comment ces personnes circulent-elles dans un pays en proie à de violents combats, et comment accèdent-elles ensuite à la mobilité au sein d'espaces soumis à des politiques migratoires coercitives ? Pourquoi choisissent-elles d'emprunter certains chemins plutôt que d'autres ; de transiter par certaines localités qui, mises en relation par le biais de ces circulations, laissent entrevoir des réseaux d'acteurs et de lieux aux ramifications complexes, structurant en profondeur les dynamiques de l'exil au départ de Syrie ? Autour de quelles échelles géographiques et temporelles s'ancrent, se structurent et se déploient ces déplacements de population massifs ?

Comme le révèle en filigrane la trajectoire familiale de Faysal, dans le contexte moyen-oriental, marqué par une ancienne et importante mobilité humaine, liée à l'existence de disparités économiques, de réseaux familiaux transfrontaliers et de conflits à répétition [Chatty, 2010], il est essentiel de prendre en considération l'existence de circulations migratoires anciennes, remontant à la période antérieure au conflit, afin de comprendre la logique des mouvements actuels de réfugiés. En procédant de la sorte, cette étude cherchera à mettre en évidence le « continuum » [Richmond, 1994] existant entre les flux contemporains en provenance de Syrie et les migrations économiques précédant l'insurrection de 2011, tout en contribuant au débat sur la distinction communément établie entre les phénomènes de migration volontaire et forcée [Shami, 1996 ; Long, 2013]. Adopter une grille de lecture uniquement centrée autour d'une analyse quantitative de l'exode syrien depuis 2011 reviendrait, au contraire, à occulter toute la complexité spatiale, temporelle, politique et sociale structurant ce processus de dispersion. De la même manière, cela signifierait vider de son essence un phénomène profondément humain, constitué de l'addition de trajectoires individuelles d'hommes et de femmes aux parcours de vie singuliers, dotés d'un capital social et économique différents ; autant de facteurs susceptibles, en somme, d'influencer en profondeur leurs trajectoires migratoires [Van Hear, 2014].

A l'inverse, je prends ici le parti de réduire la focale d'analyse, pour passer de l'étude d'un phénomène de masse, à celle de groupes sociaux plus restreints, afin de voir comment, *in fine*, cette seconde échelle d'observation s'imbrique à la première. Ce faisant, mon ambition est d'interroger la structuration de l'exil au départ de Syrie depuis 2011, dans son articulation aux dynamiques internes du champ migratoire syrien antérieur au conflit. Pour cela, il s'agira de voir comment les trajectoires des réfugiés peuvent être

influencées par l'existence préalable de réseaux de lieux et d'acteurs, solidement ancrés dans le temps, et se déployant au sein d'un cadre géographique transnational. Autrement dit, je chercherai à voir si l'exil syrien se fonde sur des dynamiques géographiques et sociales qui lui sont propres, engendrant dans ce cas des processus singuliers, ou si, au contraire, les réfugiés en provenance de Syrie sont venus se greffer sur des réseaux de lieux et d'acteurs plus anciens, animant depuis longtemps les mobilités au sein de l'espace proche-oriental, et, plus largement, euro-méditerranéen.

Afin de répondre à ces objectifs de recherche, il m'a semblé indispensable d'adopter une approche intermédiaire, située entre le niveau micro - s'intéressant aux choix individuels - et le niveau macro - privilégiant la prise en compte des contextes politiques, économiques ou encore culturels. Dès lors que l'on privilégie ce niveau méso d'analyse, il convient d'apporter une attention toute particulière aux logiques de réseaux sociaux, susceptibles d'influencer les dynamiques de mobilités entre les différents pôles d'attraction d'un champ migratoire [Kritz et Zlotnik, 1992 ; Gurak et Caces, 1992 ; Massey *et al.*, 1993 ; Simon, 1995 ; Ma Mung *et al.*, 1998]. Ce faisant, mes intentions sont ici multiples. L'une d'entre elle vise à prendre le contre-pied des visions institutionnelles et globalisantes, qui ont trop souvent tendance à dépeindre les réfugiés « *comme les victimes passives d'un sort qui les dépasse* » [Monsutti, 2004 : 18]. Au contraire, je chercherai à souligner la capacité d'action, les stratégies, les tactiques, adoptées par les Syriennes et les Syriens en quête de stabilité. Cette recherche s'inscrit en ce sens dans le cadre de la réflexion développée par Emmanuel Ma Mung [2009] sur « l'autonomie dans les migrations ». En effet, elle cherche précisément à mettre l'accent sur les initiatives des réfugiés, généralement basées sur la coopération entre les membres d'un même groupe de solidarité [Monsutti, 2004], afin d'étudier la façon dont les individus et les collectifs aménagent par et pour eux-mêmes les conditions extérieures de leur migration, *nonobstant* le poids des structures.

Cela m'amènera notamment à m'interroger sur la manière dont les réseaux sociaux peuvent servir de support à la circulation de ressources, susceptibles de faciliter, et d'influencer par là même, les trajectoires migratoires des réfugiés [Willems, 2003 ; Monsutti, 2004 ; Simon-Lorrière, 2013]. Il s'agira ainsi de voir comment les exilés syriens réussissent à se mouvoir entre les différentes étapes de leurs voyages, d'interroger leurs modalités d'accès au logement et à l'emploi au sein de leurs espaces de transit et

d'installation, tout cela en questionnant la diversité des liens sociaux auxquels ils font appel afin d'accéder à ces ressources migratoires. Je porterai également une attention toute particulière à l'influence des contextes, des lieux, au sein desquels se développent ces relations, tout en cherchant à identifier les espaces qu'elles permettent de relier. Autrement dit, cette thèse se donne pour ambition de « *dépasser et de décloisonner les approches par trop réduites aux acteurs, aux modalités de la mobilité ou aux espaces et aux lieux, mais plutôt de considérer les articulations entre ces différentes composantes [...] [afin de] relever et de décrypter les processus de construction des réseaux sociaux, leur insertion (ou non) dans les stratégies des acteurs en mobilité ou en migration internationale, leurs référents sociaux (familiaux, claniques, communautaires, confessionnels, etc.) leurs échelles spatiales (régionale, continentale, trans-locale, transnationale) et leurs dynamiques d'émergence, d'activation, voir de réactivation ou encore de déclin* » [Lima et al., 2017]. Il s'agira par là d'appréhender l'exil syrien dans toute sa complexité, tant sociale que spatiale, en interrogeant les continuités, les imbrications, les entrelacements, les recompositions que ce phénomène migratoire engendre, entre des réseaux d'acteurs et de lieux aux contours multiformes. Jusqu'à présent, les travaux portant sur l'étude des flux migratoires ont généralement eu tendance à occulter une multitude de localités - considérées comme secondaires - et d'acteurs - demeurant souvent peu ou pas visibles - pourtant essentiels à prendre en considération afin de matérialiser l'ensemble d'une filière migratoire, ainsi que les modes de fonctionnement qui lui sont propres. En effet, on ne connaît encore que (trop) peu de choses sur l'espace-temps connectant les pays de départ et d'accueil des réfugiés. Les routes qu'empruntent ces derniers, leurs multiples ramifications, les lieux qu'elles permettent de relier, ainsi que la pluralité des acteurs qui les animent demeurent encore largement méconnus du grand public et d'une majorité de chercheurs. Au regard de ce constat, cette recherche se propose d'interroger la dimension réticulaire des mobilités humaines, en prenant pour objet d'étude l'analyse des parcours migratoires de réfugiés originaires de Syrie. Ce faisant, il s'agira d'illustrer le fonctionnement des flux migratoires reliant ce pays au reste de l'espace euro-méditerranéen, en portant une attention toute particulière aux dynamiques transfrontalières se déployant entre les territoires syrien et jordanien. Nous pourrons voir de cette façon comment ces circulations permettent de connecter des espaces distants, par le jeu de réseaux matériels et humains aux ramifications parfois complexes.

- Positionnement de la recherche

Depuis le début des années 90, les notions d'espace et de territorialité ont été mobilisées par un nombre croissant de sociologues et d'anthropologues, dans le but d'étudier l'influence des réseaux sociaux sur les pratiques transnationales des réfugiés [Malkki, 1995 ; Shami, 1996 ; Al-Ali *et al.*, 2001 ; Monsutti, 2004 ; Koser, 2007]. Si ces travaux ont permis de mieux saisir les continuités pouvant exister entre les différents espaces d'installation de ces populations, et la manière dont leurs pratiques sociales les amenaient à transgresser les frontières des États-nations, rares sont les approches ayant cherché à interroger la notion de « réseau social » en tant que telle. Par conséquent, on peut considérer que celle-ci « *est devenue un mot-clé dans de nombreuses recherches sur les nouvelles formes migratoires (...) [relevant] bien plus d'un usage métaphorique qu'analytique* » [Hily *et al.*, 2004 : 6].

A la fois sociales et spatiales, les configurations relationnelles multiscalaires structurant l'exil syrien invitent pourtant à dépasser la conception et la lecture relativement vague et métaphorique de la notion de réseau, telle qu'elle est généralement utilisée dans le champ des études migratoires [Wierzbicki, 2004 ; Nelson, 2015 ; Bilecen *et al.*, 2017]. En effet, la composition des réseaux des migrants étant souvent considérée comme acquise [Ryan *et al.*, 2008 ; Schapendonk, 2014 ; Wissink et Mazzucato, 2018], jusqu'à récemment, peu de travaux cherchaient à décrire de manière empirique leurs modes de fonctionnement, la diversité des ressources auxquelles ils permettent d'accéder, ou encore la manière dont ils s'intègrent à des structures sociales plus larges, s'inscrivant au sein d'espaces géographiques discontinus. Qui plus est, dans la majorité des études migratoires, les réseaux sont généralement appréhendés comme des objets « *statiques, composés de personnes spécifiques servant des objectifs précis et immuables : faciliter ou au contraire entraver la migration*³ » [Wissink et Mazzucato, 2018]. Par conséquent, les processus de construction et d'évolutions des réseaux sociaux des migrants ne sont que trop rarement questionnés [Faist, 2000 ; Hily *et al.*, 2004]. Plusieurs recherches ont pourtant souligné leur caractère profondément dynamique, en montrant notamment que la migration pouvait à la fois influencer et être influencée par les réseaux personnels des migrants [Ryan *et al.*, 2008 ; Pathirage et Collyer, 2011 ; Ryan, 2011 ; Schapendonk, 2014 ; Wissink et

³ « *Second, in migration studies, networks are commonly conceptualised as potential facilitators of migration, where networks in Europe facilitate the migration of newcomers, while migrants in transit are driven by expectations and motivations of their families in countries of origin. This implicitly assumes that networks are static, composed of specific people who serve specific and unchanging purposes: they either help or hinder migration* ». NB : Afin de fluidifier la lecture, toutes les citations d'auteurs anglophones ont été traduites en français dans le corps du texte. J'ai assuré l'ensemble des traductions de l'anglais au français, tout en faisant figurer la citation originale en note de bas de page .

Mazzucato, 2018]. Par ailleurs, en limitant leurs observations aux seuls membres des communautés d'origine (et plus rarement d'installation) des migrants, la plupart des chercheurs mobilisant la notion de réseau ont eu tendance à négliger une multitude d'acteurs, individuels et collectifs, pourtant directement impliqués dans l'émergence et la perpétuation des flux migratoires [Krissman, 2005]. De la même manière, les simples interactions et les relations « éphémères » intervenant durant la phase de mobilité passent elles-aussi généralement inaperçues, bien qu'elles s'avèrent souvent déterminantes dans la réussite des parcours migratoires individuels [Gladkova et Mazzucato, 2015].

Depuis le début des années 2000, on assiste toutefois à une multiplication de travaux visant à analyser en détail les caractéristiques structurelles des réseaux des migrants [Bagchi, 2001 ; Martínez García *et al.*, 2002 ; Grzymala-KazLowska, 2005 ; Lubbers *et al.*, 2010 ; de Miguel Luken et Tranmer, 2010 ; Molina *et al.*, 2012 ; Herz, 2015 ; Cachia et Maya Jariego, 2017 ; Bojarczuk et Mühlau, 2017]. En utilisant les concepts et les méthodes de l'analyse des réseaux sociaux, ces chercheurs ont réussi à identifier précisément la diversité des individus et des collectifs insérés au sein des réseaux des migrants, les différents types de liens - familiaux, amicaux, professionnels, etc. - qui les composent, ainsi que la nature des ressources auxquelles ils permettent d'accéder. La consultation de ces travaux, basés sur une approche située au carrefour de l'analyse (quantitative) des réseaux sociaux et de la sociologie des migrations, a donc largement contribué à nourrir ma réflexion sur la manière de questionner la dimension relationnelle de l'exil syrien, tout en dépassant l'utilisation de la notion de réseau dans sa seule acception métaphorique. C'est également par le biais de cette approche que j'entends questionner l'émergence, les évolutions et les recompositions des réseaux migratoires permettant aux réfugiés d'accéder à la mobilité - moyen de transport, passage d'une frontière, sortie d'un camp - ainsi qu'à d'autres types de ressources - logement, emploi, services de santé, obtention de documents officiels, entre autres.

Néanmoins, ces recherches trouvent souvent leur limite dans leur absence totale de prise en compte des contextes spatiaux et sociaux au sein desquels s'inscrivent les dynamiques réticulaires qu'elles se proposent d'analyser [Ryan et D'Angelo, 2017]. A mon sens, elles gagneraient à être enrichies d'une approche visant à interroger la spatialité des réseaux des populations migrantes. En effet, au delà du seul cas spécifique des migrations internationales, il est impossible de nier les influences réciproques qui, à plusieurs niveaux,

lient entre eux réseaux sociaux et réseaux spatiaux. On sait par exemple que les localisations spatiales influencent les relations entre les acteurs. En effet, bien que le développement et la démocratisation des moyens de transport et des technologies de l'information et des communications (TIC) ont d'une certaine façon contribué à atténuer les effets de distance [Urry, 2003 ; Axhausen, 2007], la proximité spatiale conditionne encore largement l'émergence, le développement et l'entretien de relations sociales [Wellman, 1996 ; Wellman et Haythornthwaite, 2002]. Réciproquement, les réseaux sociaux influencent aussi les inscriptions spatiales des individus, notamment en terme de mobilités [Urry, 2003 ; Ohnmacht, 2006 ; Axhausen, 2007 ; Carrasco *et al.*, 2008]. En ce sens, on peut considérer qu'ils constituent non seulement une motivation, mais aussi une ressource de la sélection des lieux. En partant du constat qu'un réseau social relie entre eux des individus situés dans des localités distantes, il peut être éclairant de prendre en considération leur localisation au sein de l'espace géographique, et plus largement les caractéristiques spatiales des lieux où ils se trouvent [Faust *et al.*, 1999], afin de mieux saisir leur position, leur rôle, au sein d'un réseau topologique [Polónia *et al.*, 2011]. En d'autres termes, on peut considérer qu'en fonction des lieux où ils sont localisés, les acteurs sociaux ont, ou non, la possibilité d'accéder à des voies de communications, à des moyens de transports, à des espaces stratégiques, permettant de mieux comprendre les spécificités de leur fonction, ainsi que leur position de centralité ou de marginalité au sein de certaines structures sociales [Retailé et Walther, 2011 ; Walther, 2015]. Prendre en compte dans l'analyse la spatialisation des réseaux sociaux peut aussi permettre de distinguer des modèles spatiaux différents, selon que des acteurs sont proches du point de vue géographique - parce qu'ils se trouvent au sein d'une même localité ou partagent une frontière commune - ou proches du point de vue topologique, en ce qu'ils interagissent régulièrement les uns avec les autres [Radil *et al.*, 2010].

Revenons-en au cas plus spécifique des migrations internationales. Dans la mesure où le monde académique s'accorde aujourd'hui sur le fait que les réseaux sociaux des migrants influencent indéniablement leur accès aux ressources, et par extension les multiples composantes de leurs trajectoires migratoires, interroger la spatialité des réseaux sociaux des exilés syriens devrait nous permettre de mieux comprendre les logiques spatiales et relationnelles des flux de réfugiés au départ de Syrie, et leur articulation à des phénomènes migratoires antérieurs au conflit. J'émetts donc l'hypothèse qu'en dépit de la vision véhiculée par certains acteurs institutionnels, les réfugiés ne sont pas distribués au

hasard dans l'espace. Au contraire, j'estime que ceux-ci disposent d'un minimum de libre-arbitre quant au choix de leur destination, de leur inscription dans certains lieux de transit, sur certains segments de routes ; *nonobstant* les contraintes structurelles auxquelles ils doivent faire face au sein d'environnements régis par des politiques migratoires coercitives, visant à encadrer étroitement leurs mobilités. Ces dynamiques spatiales sont donc à mon sens largement conditionnées par les relations qu'ils entretiennent directement avec les membres de leurs réseaux personnels, mais aussi avec d'autres acteurs impliqués, de près ou de loin, dans ces circulations. Nous verrons ainsi que leur accès à des ressources et à certains espaces dépend de la mobilisation de chaînes de relations instables, impliquant des individus situés dans des localités changeantes en fonction de l'ouverture et de la fermeture de certains passages, des difficultés d'accès à certains lieux, dans le contexte évolutif des combats en Syrie et du caractère labile des politiques migratoires des États d'accueil et de transit. Ce faisant, il s'agira également d'identifier les contours des réseaux spatiaux que dessinent la mise en relation d'individus situés dans des espaces distants, tout en révélant les caractéristiques et la diversité des groupes et des individus qui les agencent. En résumé, en m'intéressant non seulement aux acteurs, aux lieux, aux infrastructures et aux moyens de transport qui sous-tendent la circulation des Syriens en quête d'un refuge, cette recherche entend offrir une meilleure compréhension des spatialités des flux de réfugiés en provenance de Syrie, mais aussi de leurs dimensions sociales et temporelles. Ainsi, plutôt que d'appréhender les migrations à partir de lieux fixes et des seules communautés d'accueil et d'installation des réfugiés, je propose de considérer l'exil syrien à travers le mouvement des réfugiés et la mise en relation d'espaces distants et discontinus qu'impliquent leurs circulations. L'étude de ces mouvements de population et de leur diffusion à l'ensemble des régions du globe constitue en ce sens un objet d'étude idoine pour saisir les continuités mêlant la dimension topologique des réseaux sociaux, à celle, topographique, des réseaux de lieux.

- Circonscrire la portée du regard pour gagner en qualité d'analyse

Plusieurs auteurs ont mentionné l'importance des structures familiales, tribales ou encore professionnelles, sur les dynamiques de circulations transfrontalières, de polarisation des flux, et d'installation des réfugiés syriens dans les pays limitrophes de la Syrie [Becquart, 2014 ; Roussel, 2015a ; Ababsa, 2015 ; Jaber, 2016 ; Thorleifsson, 2016 ; Durand, 2017]. Ces travaux n'ont cependant pas réellement cherché à analyser le

fonctionnement de ces réseaux migratoires, pouvant ainsi laissé entrevoir l'idée d'un réseau (social) homogène et univoque⁴. Pour réussir à éclairer « *la pluralité des usages, des pratiques, des représentations des réseaux sociaux en migration* » [Lima *et al.*, 2017], il est nécessaire d'aborder cette question à partir d'une approche méthodologique permettant d'identifier précisément les membres et les spatialités de ces réseaux, au delà des seuls collectifs et des territoires (de départ et d'accueil) au sein desquels ils seraient censés s'inscrire.

Pour cela, les théories issues de la sociologie des réseaux sociaux - en particulier celles élaborées autour de la notion de « réseau personnel » [Degenne et Forsé, 2004 ; Bidart *et al.*, 2011 ; Mercklé, 2011] - offrent un ensemble d'outils et de concepts cohérents, qui méritent entièrement d'être pris en considération par les chercheurs s'intéressant aux réseaux d'individus en migration. C'est le cas en particulier de l'approche par le biais des « chaînes relationnelles » [Bidart *et al.*, 2011], ayant amené à l'élaboration de la méthode des « narrations quantifiées » [Grossetti, 2011], qui vise à saisir les dynamiques d'activation de relations interpersonnelles, en vue de l'accès à une ressource⁵. Dès lors, il devient plus facile de renseigner « *les pratiques et les relations des acteurs, comme les processus de structuration des lieux et [les] connexions* » [Doron, 2017] territoriales qu'elles engendrent. Autrement dit, cette méthode, fondée sur des entretiens qualitatifs, permet à la fois d'interroger des trajectoires individuelles et la manière dont elles s'inscrivent dans un mouvement plus collectif, afin *in fine*, de « *saisir les dynamiques à l'œuvre au sein des réseaux sociaux que tissent les acteurs et des réseaux territoriaux qu'ils fréquentent* » [Lima *et al.*, 2017]. En se proposant d'apporter une attention particulière à l'analyse des réseaux personnels des réfugiés, cette thèse s'inscrit dans une approche qualitative de l'exil syrien. Ce faisant, je chercherai à questionner les contextes ethnographiques, historiques, géographiques, politiques dans lesquels « s'encastrent » les réseaux sociaux des exilés syriens, ainsi que le sens que ces individus donnent aux relations qu'ils mobilisent en différents points de leurs parcours migratoires. Cela permettra notamment de voir « *pourquoi certains liens ont été créés entre des acteurs, comment ces connexions ont évoluées dans le temps, quelle est exactement la nature de ces liens, et de quelle manière ils sont perçus par les acteurs*⁶ » [Walther, 2015 : 12].

4 Notons que mis à part dans le cas du mémoire de Master de Charlotte Becquart, et dans une moindre mesure de l'article de Cathrine Thorleifsson, aucune de ces recherches n'avait réellement pour objet d'étude principal l'analyse de ces réseaux.

5 Cette méthode est issue des travaux développés dans les années 1970 par Mark Granovetter [1973] autour de la théorie de la force des liens faibles.

6 « *Social network analysis can also be combined with more qualitative approaches that look at the locally situated ethnographic, historical, geographical and institutional context in which social networks are embedded as well as of the meanings that the actors give to their relations. A formal approach to networks has everything to gain from integrating qualitative information that explain why certain ties have been created between actors, how these connections have evolved over time, what exactly is the nature of the ties, and how they are perceived by the actors* ».

Comme l'affirmait Roger Brunet dans son célèbre ouvrage *Mondes nouveaux*, les réseaux (en tout genre) constituent des objets d'étude dans lesquels « *il est difficile d'entrer et qu'il est encore plus difficile d'évoquer, tant est fort l'enchevêtrement des divers éléments* » [1990 : 403] qui les composent. Si sur le plan heuristique, identifier un ordre dans la chaîne de causalités et de relations qui sous tendent le fonctionnement de filières migratoires peut paraître particulièrement séduisant, méthodologiquement, le défi à relever se révèle être de taille. Cela explique sûrement en partie pourquoi la majorité des études mobilisant la notion de réseaux se sont contentées de l'utiliser à partir d'une approche figurative, sans chercher à analyser dans le détail les modalités de fonctionnement de ces structures. Ainsi, afin de faciliter l'analyse, et d'améliorer dans le même temps son degré de précision, il m'est apparu indispensable de délimiter les contours d'un groupe restreint, afin de voir comment est-ce que celui-ci pouvait en venir à s'inscrire au sein de flux migratoires particuliers. Par extension, cela soulève aussi la question des jeux d'échelles, si chère aux géographes, en ce que cette approche permet d'appréhender les continuités existantes entre la dimension locale de certains processus de mobilités, et leur articulation directe à des phénomènes globaux.

C'est ainsi que j'en suis venu à poser mon regard sur les pratiques des marchands ambulants de Deir Mqaren, dont Faysal fait partie. Comme nous le verrons dans la suite de la thèse, avec la population de ce village, nous sommes en présence d'acteurs et de circulations fonctionnant selon des logiques de réseaux inscrites dans le temps long et se déployant au sein d'un cadre géographique multisitué, qui se révèlent être relativement visibles, faciles à repérer, à circonscrire, et donc à décrire, à analyser. Autrement dit, en partant de l'analyse d'un matériau empirique et qualitatif, collecté en Jordanie auprès de personnes provenant uniquement du village de Deir Mqaren, la démarche se veut heuristique et vise à matérialiser l'ensemble d'une filière migratoire, dans le but d'en dévoiler la diversité des acteurs, des ramifications territoriales, mais également ses multiples recompositions socio-spatiales ; ceci dans le contexte changeant du conflit en Syrie, et de la mise en place généralisée de politiques migratoires restrictives à l'encontre des populations migrantes. A travers cette approche, limitée à un petit nombre d'enquêtes, mon intention est également d'attirer l'attention du lecteur sur des aspects plus confidentiels de l'exil syrien, de l'inviter à poser son regard sur le fonctionnement de quelques-unes des « routes euro-méditerranéennes discrètes » empruntées par les réfugiés

[Tarrus, 2016]. En effet, depuis le début de l'insurrection syrienne, la majorité des lieux et des routes qui structurent les flux au départ de Syrie sont restés tout à fait invisibles aux yeux des observateurs. La majorité des chercheurs et des experts ont eu tendance à limiter leur regard à quelques localités de transit et d'installation, tels que les camps de réfugiés du Moyen-Orient, ou encore les *hotspots* et autres campements au statut plus ou moins formels, situés le long de « la route des Balkans ». Certes, ces espaces constituent indéniablement d'importants « carrefours de circulation » [Thiollet, 2014] et de fait, des étapes majeures de la biographie d'une majorité d'exilés. En ce sens, ils méritent donc pleinement que le monde académique y accorde de l'attention. Néanmoins, l'étude de ces seuls lieux ne saurait suffire à saisir la complexité des mécanismes spatiaux et relationnels par lesquels ces espaces les plus visibles sont reliés à des localités insignifiantes qui, mises bout à bout, forment l'ossature des flux de réfugiés en provenance de Syrie.

- Donner à voir l'invisible

Afin de faciliter la compréhension de ces dynamiques socio-spatiales, ma démarche ira de paire avec un travail de visualisation portant sur des échelles collectives et individuelles, visant à mettre en avant la multidirectionnalité des flux, ainsi que « *les aspérités spatiales et temporelles [...] qui jalonnent les itinéraires empruntés par les migrants* » [Choplin et Pliez, 2011]. En effet, malgré les évolutions récentes de la discipline cartographique⁷, notre perception des mobilités des réfugiés reste largement structurée par des approches visuelles faites de graphiques et de cartes - basés sur des données chargées d'enjeux politiques et financiers - à la fois anxiogènes et souvent falsificatrices. Ces images, qui envahissent l'espace médiatique, sont censées provenir de la sphère « analytique » des chercheurs et des experts. Or, représenter les migrations et les circulations de réfugiés sous des formes « globalisantes » est un échec facilement prévisible. Néanmoins, ces images conservent une terrible efficacité émotionnelle et dramatisante, en ce qu'elles s'appuient sur la « factualité » et la « neutralité » supposée de la discipline cartographique. Je prendrai donc au mot les incitations de Brian Harley qui invite à « déconstruire les cartes » [Harley, 1995]. Pour ce faire, il s'agira de prendre le contre-pied des approches traditionnelles de la cartographie des migrations, qui tendent généralement à perpétuer des représentations dominantes des interactions politiques [Farinelli, 2009].

⁷ Voir « *Vers une cartographie plus subjective* » dans la deuxième partie du chapitre 2.

Ainsi, à côté du travail argumentatif « classique » sur la base de textes dans une recherche sur les réfugiés, je considère qu'il existe aussi un enjeu tout particulier à proposer des documents visuels, et en particulier cartographiques, qui peuvent, sinon émanciper les réfugiés eux-mêmes⁸, au moins libérer notre regard, en montrant des figures rigoureusement construites, qui assument leurs limites, et qui dévoilent des configurations différentes des circulations migratoires à l'espace géographique. En d'autres termes, en lieu et place d'une cartographie « globalisante », telle qu'elle est habituellement proposée par les médias et les organisations internationales, j'adopterai également une approche visant à cartographier des trajectoires individuelles de réfugiés, à partir des récits qu'ils font de leurs voyages migratoires. Si les déplacements des migrants et des réfugiés sont généralement représentés sous la forme de flèches unidirectionnelles, reliant un point A à un point B, aboutissant ainsi « *à la vision d'un espace migratoire lisse* » [Choplin et Pliez, 2010], en adoptant une approche qualitative de mon objet d'étude, j'entends à l'inverse « *zoomer dans ces flèches, afin de révéler les dynamiques empiriques des processus qu'elles tentent de représenter* » [...] *en suivant plus précisément les sentiers secondaires, les détours et les retours en arrière des expériences de voyage des migrants*¹⁰ » [Schapendonk, 2011 : 12].

La carte, qui représente l'ancrage spatial de ces événements, doit donc ici être considérée comme « *un instrument analytique parmi d'autres* » [Caquard et Joliveau, 2016], au même titre que des graphiques, des arbres, des algorithmes, etc. A partir du matériau collecté par le biais de la méthode des narrations quantifiées, je m'appliquerai également à restituer à travers des diagrammes de réseaux la dynamique et les spatialités des chaînes relationnelles mobilisées par les enquêtés dans le cadre de leurs parcours migratoires. Ces formalisations graphiques devraient ainsi permettre de « *montrer à voir explicitement ce qui est [habituellement] du domaine de l'invisible* » [Lima et al., 2017].

- Huit chapitres pour revenir sur un processus de dispersion

Pour répondre aux différentes interrogations soulevées dans les pages précédentes, j'ai choisi d'organiser mon propos en huit chapitres permettant de revenir en détail sur les grandes tendances du processus de dispersion ayant affecté la société syrienne depuis

8 Dans la mesure où je n'ai pas eu recours à une pratique de la cartographie participative, comme ont pu le faire Anne-Laure Amilhat-Szary, Sarah Mekdjian et Marie Moreau (voir les références bibliographiques à la fin de cette thèse).

9 « *This research has a qualitative approach and zooms into these arrows to reveal the empirical dynamics of the processes that they attempt to represent* ».

10 « *By investigating the dynamics of trajectories, it also challenges the unidirectional character of the arrow as we follow more accurately the side-paths, detours and returns of migrants' travel experiences* ».

2011, en prenant comme prisme d'analyse l'étude des histoires migratoires des exilés de Deir Mqaren.

Je commencerai donc par présenter la façon dont les contours de mon terrain se sont progressivement dessinés au fil des rencontres effectuées en Jordanie. Il s'agira par là d'opérer un retour réflexif sur les modalités d'accès à mon panel d'enquêtés, tout en interrogeant la complexité des relations que peut nouer un chercheur français enquêtant auprès de réfugiés syriens provenant d'un même village d'origine, et ayant la particularité d'être insérés dans un réseau d'interconnaissances particulièrement complexe.

Le chapitre 2 s'inscrira dans la continuité du premier, en ce qu'il vise à présenter les outils méthodologiques mobilisés tout au long de cette recherche empirique et qualitative. Il constituera donc l'occasion d'exposer la manière dont j'ai été amené à « détourner » des techniques d'enquêtes issues de la sociologie des réseaux sociaux afin d'enrichir ma géographie. Dans un deuxième temps, je m'appliquerai à dresser un état de l'art de la cartographie des mouvements de population, depuis ses origines à la fin du 19^{ème} siècle, jusqu'à aujourd'hui. En revenant sur l'évolution des manières de représenter cartographiquement des phénomènes migratoires, il s'agira de voir *in fine* comment ces différents travaux m'ont influencé dans l'élaboration d'une série de cartes basée sur l'histoire intime d'individus en mouvement.

Les chapitres 3 et 4 portent plus spécifiquement sur la généalogie des migrations au départ de Syrie et visent à interroger l'articulation de l'exode de 2011 à des dynamiques plus anciennes, spécifiques au champ migratoire syrien antérieur au conflit. Je m'intéresserai donc d'abord aux mobilités à l'échelle de l'ancien territoire du *Bilad esh-Sham*¹¹ ottoman, en me basant à la fois sur la mémoire de mes interlocuteurs, ainsi que sur des monographies remontant à la première moitié du 20^{ème} siècle. Nous verrons qu'au delà de ces seules mobilités proche-orientales, les Syriens ont également pris part à des migrations au long cours, en particulier en direction du continent américain, et, depuis les années 1970, vers les pays de la péninsule Arabique. Si ces migrations vers de lointaines destinations n'ont que très marginalement influencé les trajectoires des réfugiés, l'ancienneté et l'intensité des circulations entre la Syrie, le Liban et la Jordanie ont, pour

¹¹ Le *Bilad al-Sham* est le nom donné à la région contenant les États actuels de Syrie, de Jordanie, d'Israël, de Palestine et du Liban, entité autrefois économiquement et culturellement homogène, dominée par la ville de Damas.

leur part, constitué un puissant facteur d'attraction et de polarisation des flux à l'échelle transfrontalière depuis le début de l'exode.

Afin d'illustrer cette tendance et de poser les jalons de l'analyse portant sur l'influence des réseaux sociaux sur les parcours migratoires des réfugiés, je reviendrai dans le chapitre 4 sur les modalités de diffusion du réseau marchand des vendeurs ambulants de Deir Mqaren au sein du royaume hachémite, depuis le début des années 1990. Cela permettra par la suite de mieux comprendre les spatialités des flux de réfugiés entre ce village et les principales villes jordaniennes.

Dans le chapitre 5, il s'agira d'appréhender les grandes dynamiques et les principales temporalités de l'exode syrien à l'échelle du Moyen-Orient, première région d'accueil des réfugiés en provenance de Syrie. Comme nous le verrons en détail, ces informations, portant sur l'ampleur et la direction de ces flux (massifs), émanent ici principalement de chiffres officiels fournis par le HCR et ses différents partenaires.

Après avoir adopté une approche globale de la question de l'exil syrien, le chapitre six entend témoigner de la complexité sociale, spatiale et temporelle des mobilités humaines, à partir d'une échelle d'observation particulièrement fine. Les récits des enquêtés seront placés au centre de l'analyse, dans la mesure où ils représentent un matériau riche, permettant de saisir les imbrications liant entre eux des réseaux d'acteurs, appréhendés comme les principaux rouages de la mécanique des flux de réfugiés entre la Syrie et la Jordanie, et des réseaux de lieux qui en forment l'ossature. Nous serons ainsi amenés à voir quels chemins ont été empruntés par mes interlocuteurs afin de rallier cette destination, les différents lieux par lesquels ils ont été amenés à transiter, les temporalités de leurs déplacements, ainsi que les acteurs ayant influencé leurs inscriptions spatiales au sein de l'espace transfrontalier syro-jordanien. Cela nous permettra également de révéler les multiples aspérités et les nombreux blocages, engendrés, depuis 2013, par l'adoption de politiques migratoires visant à limiter l'accès des réfugiés syriens au territoire du royaume hachémite.

Le chapitre sept portera sur la question de l'insertion des réfugiés syriens au sein de la société jordanienne. Pour cela, je continuerai à interroger l'influence qu'ont joué les relations personnelles des enquêtés sur leurs stratégies d'accès aux ressources au sein des

principales villes du pays. Nous verrons que si l'ancienneté des activités commerciales entre le village de Deir Mqaren et le territoire jordanien a permis aux hommes d'accéder rapidement à des revenus au moment de leur installation dans le royaume, à l'image des difficultés rencontrées par les autres exilés syriens ayant trouvé refuge en Jordanie, la multiplication des contrôles policiers à l'encontre des travailleurs embauchés dans le secteur de l'emploi informel a, par la suite, largement affecté leurs conditions de travail, tout en les exposant à un risque d'expulsion ou de renvoi vers les camps de réfugiés en cas d'arrestation.

Plongés dans un contexte mêlant des conditions de vie difficiles en Jordanie, à une situation sécuritaire en constante dégradation en Syrie, un nombre croissant de Syriennes et de Syriens a fait le choix de se lancer une nouvelle fois sur les routes de l'exil, afin d'atteindre des destinations leur offrant des perspectives d'avenir plus clémentes. Il s'agira donc dans le huitième et dernier chapitre de s'intéresser aux facteurs ayant amené une partie de cette population à quitter la Jordanie pour s'installer en Europe, ainsi qu'aux modalités d'accès aux périlleuses routes migratoires reliant le Moyen-Orient au territoire de l'espace Schengen. En guise d'ouverture vers de nouvelles problématiques de recherche, je terminerai cette thèse en m'intéressant à l'influence que peuvent avoir les politiques d'accueil allemandes sur les trajectoires des Syriens ayant trouvé refuge dans ce pays.

CHAPITRE PREMIER

UNE « GÉOGRAPHIE DE L'EXIL » FORCÉMENT MULTISITUÉE

Si la relation d'enquête se distingue de la plupart des échanges de l'existence ordinaire en ce qu'elle se donne des fins de pure connaissance, elle reste, quoi qu'on fasse, une relation sociale qui exerce des effets (variables selon les différents paramètres qui peuvent l'affecter) sur les résultats obtenus.

Pierre Bourdieu, 1993

L'enquête de terrain « *ne se déploie pas dans un vide social et ne déroge pas aux logiques, codes et conventions, qui régissent tout espace social. Elle ne relève pas d'un monde à part, séparé et clos. Elle n'est ni extérieure ni indépendante des dynamiques sociales qu'elle se donne pour objectif d'étudier* » [Papinot, 2014 : 2]. Cette recherche, portant sur la dispersion géographique et les parcours migratoires des habitants d'un village de Syrie a été conduite au sein d'un milieu d'interconnaissance particulièrement dense. En ce sens, elle ne déroge pas aux logiques évoquées par Christian Papinot. En opérant un retour réflexif sur ma démarche de recherche et mon « engagement sur le terrain » [Agier, 1997], je souhaite montrer comment mon approche méthodologique s'est construite « au fil de l'eau » [Petit, 2010], au gré « *de la dynamique de [mes] relations sociales d'enquête* » [Papinot, 2014 : 5]. Revenir sur cet aspect de l'étude, c'est aussi accepter qu'en dépit de la rigueur scientifique que j'ai essayé de respecter à chaque étape de l'enquête, « *les résultats produits (...) ne peuvent échapper à une dose plus ou moins importante de contingence, d'approximation et d'incertitude* » [Schwartz, 1993 : 266]. Cette volonté d'objectivation vise également à assumer la « liberté tactique » [Buire, 2012] déployée sur un terrain qui m'a régulièrement amené à composer et à improviser en dehors des « *cadres méthodologiques préétablis* » [Ibid.]. En cherchant à rendre compte de manière « *minutieuse de la spécificité des situations, chaque fois inédite, à laquelle [j'ai été] confronté* » [Laplantine, 2015 : 10], j'entends proposer un angle d'analyse sur ma propre

implication, afin d'éclairer les « *choix scientifiques (...), les hypothèses soulevées [et] les interprétations* » [Dupont, 2014 : 1] livrées dans cette thèse.

Il convient donc de montrer comment les contours géographiques de mon terrain se sont dessinées au hasard des rencontres et d'une mise en altérité qui m'a amené à « lâcher prise », pour me « laisser porter » entre les différentes connexions des réseaux personnels de mes interlocuteurs ; m'amenant par là même à « naviguer » entre quelques-unes des étapes ayant ponctué leurs parcours migratoires depuis leur départ de Syrie. J'exposerai ensuite les spécificités d'une enquête menée au sein d'un milieu d'interconnaissance, avec l'aide d'une interprète et auprès de réfugiés relativement vulnérables. Tout au long de ma démonstration, je chercherai à exposer les procédés d'élaboration d'une enquête de terrain pluridisciplinaire et à présenter les outils mobilisés (de manière parfois très artisanale) pour la mener à bien. Je m'appuierai pour cela sur un ensemble d'expériences vécues, qui illustrent la dimension évolutive de mon terrain et la définition progressive de ma population d'étude ; tout en fournissant au lecteur les clés nécessaires à une meilleure compréhension de ce que j'entends « dire des autres » [Olivier de Sardan, 2004] et du « monde social des réfugiés » [Marx, 1990] auprès desquels j'ai mené cette recherche. *In fine*, cette approche réflexive cherchera à expliciter les conditions d'élaboration d'une méthodologie hybride¹², qui vise à dépasser la métaphore du réseau, pour proposer une analyse en terme de réseau social et spatial à partir de données empiriques qualitatives, portant sur une population en mouvement depuis plusieurs décennies.

12 Pour un examen de l'utilisation croissante de la notion d'hybridité dans le champ des sciences-sociales, consulter l'article « Notes sur l'hybridité » de Bernardot et Thomas [2014-2016].

1. Un terrain dessiné au fil de l'eau

Après un premier terrain exploratoire mené au tout début de ma thèse, d'octobre à décembre 2013, entre Amman et Le Caire, ma rencontre avec Fadia, mon interprète, l'année suivante, m'a progressivement amené à recentrer ma recherche sur les seuls réfugiés syriens originaires du petit village de Deir Mqaren. En privilégiant l'étude d'une population à celle de localités précises, contrairement à mes intentions initiales, le projet heuristique s'est inversé : de la compréhension de l'insertion de flux provenant de l'ensemble du territoire syrien dans deux localités précises en Jordanie et en Égypte, il s'est en définitive agi de souligner le caractère dynamique et multidirectionnel des flux au départ d'un seul village de Syrie. En suivant les « pistes relationnelles » [Semin, 2010] de la communauté villageoise de Deir Mqaren, j'ai été amené à me rendre dans plusieurs villes de Jordanie et d'Allemagne, faisant des réseaux sociaux un terrain de recherche à part entière.

- Sites d'enquête et calendrier de terrain

Mes séjours sur le terrain se sont déroulés sur une durée totale cumulée de 7 mois. Le premier a principalement eu lieu à Amman, en Jordanie, au tout début de ma thèse, entre les mois d'octobre et décembre 2013. L'année suivante, j'ai passé cinq semaines en Jordanie. C'est à ce moment là que j'ai réalisé mes premiers entretiens avec des personnes originaires de Deir Mqaren à Amman et à Irbid, ainsi que dans le village de Sakib, situé à mi-chemin entre les villes de Jerash et Ajlun. Mon ultime phase d'enquête en Jordanie s'est déroulée entre les mois d'octobre et décembre 2015, principalement dans les villes d'Amman et Irbid comme l'année précédente, mais également dans celle de Zarqa. Durant ce séjour, j'ai pu approfondir des entretiens initiés en 2014, tout en réalisant de nouvelles interviews avec d'autres exilés originaires de Deir Mqaren. Fort des connaissances emmagasinées lors de ces différentes phases d'enquêtes jordaniennes, j'ai commencé à entrevoir la possibilité de réaliser de nouveaux terrains. Ainsi, sur mon trajet de retour vers la France au début du mois de décembre 2015, une escale de cinq jours à Athènes m'a permis de me rendre sur une partie des lieux traversés par les enquêtés dans

la capitale grecque au cours des mois précédents. J'en ai profité pour interroger plusieurs acteurs associatifs et des fonctionnaires grecs intervenant auprès des Syriens en transit dans le pays. Au mois de mars 2016, une visite du quartier d'Aksaray à Istanbul - effectuée aux côtés de Jean François Pérouse¹³ et d'autres collègues du programme de recherche *Lajeh*¹⁴ auquel je participe - m'a permis d'entrevoir le fonctionnement de cette centralité migratoire, par laquelle plusieurs des personnes interrogées dans le cadre de cette recherche ont transité sur la route de l'Europe occidentale. Mes enquêtes de terrain se sont achevées en Allemagne au mois de juillet 2016. Durant ce séjour de 2 semaines, j'ai essentiellement résidé dans le quartier d'Eving, à Dortmund, chez Yasmin et Faysal, un couple originaire de Deir Mqaren avec qui je suis entré en contact pour la première fois au mois de novembre 2014. A cette époque, Faysal résidait dans le quartier de Jabal Al Taj à Amman, tandis que sa femme Yasmin et leurs 4 enfants étaient maintenus de force par les autorités jordaniennes au point de passage informel d'Hadalat, à la frontière entre la Syrie et la Jordanie.

¹³ Jean François Pérouse est Maître de conférence à l'Université de Toulouse 2 et directeur de l'Institut Français d'Études Anatoliennes (IFEA). Ses travaux porte essentiellement sur la ville d'Istanbul et sa population.

¹⁴ Je participe depuis l'automne 2015 au programme de recherche *Lajeh*, financé par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) et coordonné par Kamel Dorai (CNRS, IFPO Amman). C'est dans le cadre de ce projet qu'a été financé le terrain que j'ai réalisé en Allemagne au mois de juillet 2016.

Des terrains additionnels conduits en différents points de l'espace euro-méditerranéen

Durant mon premier séjour de terrain au Moyen-Orient à l'automne 2013, j'ai effectué deux enquêtes de respectivement dix et cinq jours au Caire. A cette époque, mon objectif était de conduire mes recherches auprès de Syriens installés en Égypte après avoir préalablement transité par la Jordanie. J'ai également mené une série d'entretiens en France et en Allemagne au sein de deux réseaux de réfugiés syriens différents, mais composés de personnes aux profils relativement similaires. Originaires de Damas et tous âgés d'une trentaine d'années, les membres de ces deux groupes, dont certains sont depuis devenus des amis, étaient dans leur écrasante majorité inscrits à l'université de Damas avant leur départ de Syrie. La plupart d'entre eux a réussi à se rendre en Europe en empruntant des voies légales, après avoir obtenu des visas dans divers consulats européens à Beyrouth ou Amman. Lors d'un séjour de recherche à Oran, en novembre 2016, j'ai également réalisé un long entretien informel avec d'autres membres de l'un de ces deux réseaux.

Terrains et calendrier d'enquêtes

Année	Période	Durée	Sites d'enquête
2013	Octobre - Décembre	2 mois et 2 semaines	Jordanie : Amman Égypte : Le Caire (8 jours en novembre, puis 5 jours en décembre)
2014	Novembre - Décembre	1 mois et 1 semaine	Jordanie : Amman, Irbid, Sakib (village situé entre Jerash et Ajlun)
2015	Octobre - Décembre	2 mois	Jordanie : Amman, Irbid, Zarqa Grèce : Athènes (5 jours en décembre)
2016	Juillet	2 semaines	Allemagne : Dortmund, Hambourg, Essen

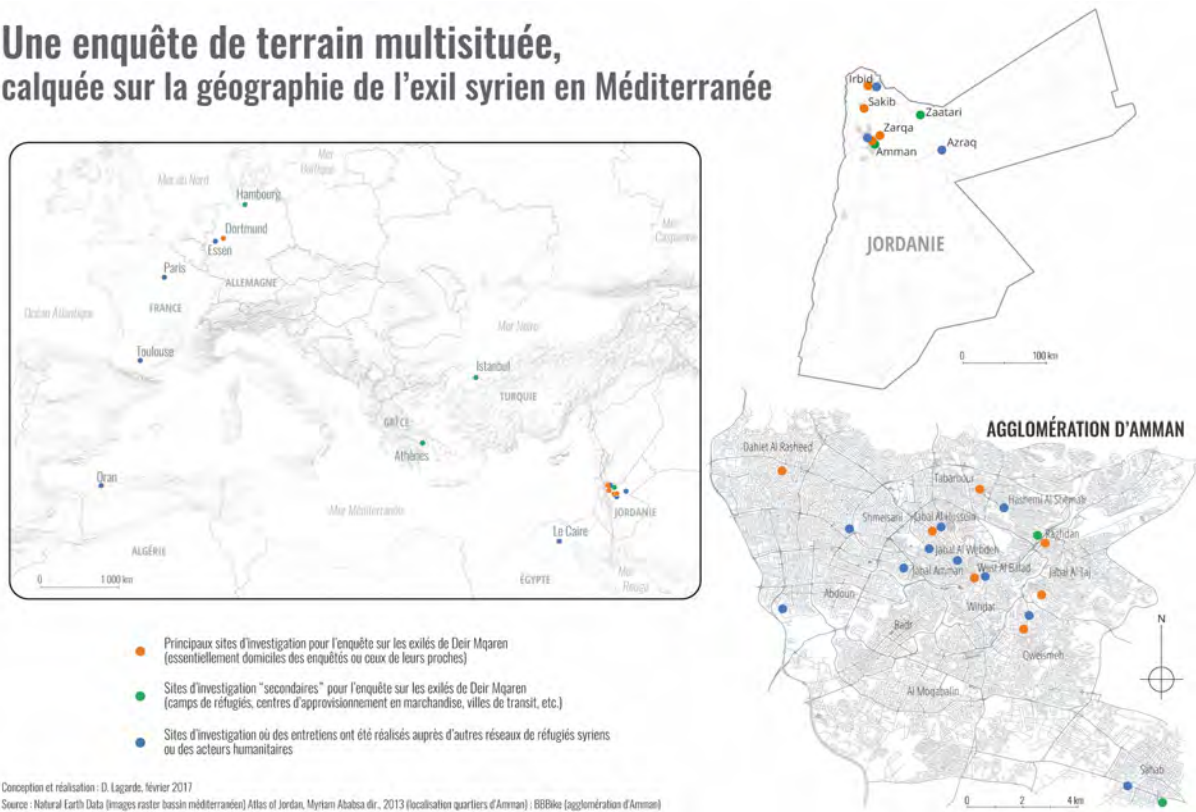
- Tableau des terrains et calendrier d'enquêtes

- Suivre des « pistes relationnelles » pour décrire des réseaux

Comme le laisse présager cette présentation des différents sites d'enquête, mon terrain de recherche s'est transformé en fonction « *des vicissitudes d'une géographie empirique qui laisse place à l'aléatoire* » [Dahdah, 2015 : 65]. Reprenant l'appel de George Marcus [Marcus, 1995] à conduire des enquêtes ethnologiques multisituées, j'ai tenté de « *suivre les chemins, les fils qui permettent de dérouler le fonctionnement d'un processus social (...) situé en plusieurs lieux (...) parcourus et investis par les gens* » [Baby-Collin, 2014 : 488]. Julien Brachet affirme que « *dans une optique de compréhension globale des parcours migratoires, des voyages des migrants en tant que combinaison d'étapes et de déplacements, on a intérêt à ne pas étudier les migrations uniquement à partir d'un endroit fixe, à partir d'un seul point d'observation, mais au contraire il apparaît nécessaire de varier les contextes d'observation (...). Ce qui suppose que l'observateur soit mobile* » [Brachet, 2012 : 548-549]. Suivre ces conseils m'a amené à me déplacer en quelques lieux « *qui jouent un rôle central dans les flux* » [Monsutti, 2005 : 43] en provenance de Deir Mqaren. En me rendant dans des appartements précis d'Amman, d'Irbid et de Zarqa en particulier, au sein du camp de réfugié de Zaatari¹⁵, dans des centres d'approvisionnement en marchandises et des gares routières d'Amman, des quartiers de migrants d'Athènes et Istanbul, dans l'appartement de Yasmin et Faysal à Dortmund, je me suis calqué sur la « géographie de l'exil » [Doraï, 2006] au départ de Deir Mqaren, pour « remonter » progressivement les chemins empruntés par les enquêtés entre leur village d'origine et leurs différents lieux d'installation et de transit. Par la pratique et la conduite d'une géographie des migrations multisituée, j'ai tenté de reconstituer « *les liens qu'une population migrante tisse entre différents lieux d'établissement [et de circulations et] qui, malgré la dispersion spatiale, forment un champ social cohérent* » [Monsutti, 2005 : 43]. Toutefois, circonscrire un réseau social au point d'en faire un objet d'étude à part entière s'est révélé être une question méthodologique délicate, qui a trouvé sa réponse au gré des rencontres et des nouvelles pistes de recherche qui venaient à émerger à mesure que l'enquête progressait.

¹⁵ Les entretiens menés dans et autour du camp de Zaatari se sont déroulés grâce à et avec la collaboration de Kamel Doraï qui travaille depuis 2014 sur les différents modes d'installation des réfugiés syriens en Jordanie et au Liban. Nous avons mené ensemble une première phase d'enquête à Zaatari en 2014. En 2015, nous sommes retournés dans le camp ainsi que dans la ville d'Azraq, où nous avons mené une nouvelle série d'entretiens aux côtés d'Alia Fakhry, une stagiaire de l'IFPO qui réalisait alors un mémoire sur les femmes réfugiées syriennes en Jordanie.

Une enquête de terrain multisituée, calquée sur la géographie de l'exil syrien en Méditerranée



Carte 1 Terrains d'enquêtes

Un accès au terrain guidé par une rencontre

Lors de mon premier séjour passé en Jordanie dans le cadre de ma thèse, ma recherche de logement s'est révélée quelque peu chronophage. Pendant plus d'une semaine, j'ai contacté plusieurs agents immobiliers et arpenté quotidiennement les rues de la capitale en quête d'un toit. A force de déambuler dans les quartiers du centre ville d'Amman en faisant du porte à porte, j'ai finalement réussi à trouver une maisonnette à louer à un prix raisonnable. En 2014, n'ayant que 5 semaines de terrain devant moi, j'ai eu recours à un site d'annonces en ligne pour organiser plusieurs visites à l'avance. C'est ainsi que je suis entré en contact avec Sumaya, une photjournaliste américaine qui cherchait un colocataire pour occuper l'une des chambres de l'appartement qu'elle louait à l'époque à Amman. Après quelques échanges de mails, elle m'a finalement donné rendez-vous le jour de mon arrivée au *Fann wa chai*, un café huppé du quartier de Jabal al-Webdeh, situé au centre de la capitale. Si je n'ai finalement jamais emménagé dans l'appartement de Sumaya, cette rencontre s'est néanmoins révélée déterminante pour ma recherche. En effet, cette jeune ressortissante américaine m'a permis d'entrer en contact avec Fadia, sa professeure d'arabe, devenue par la suite mon interprète et, au même titre que sa mère Ibtissam, ma principale informatrice. Deux jours après mon rendez-vous avec Sumaya, j'ai

fais la connaissance de Fadia au café *Képi*, lui aussi situé à Jabal al-Webdeh, un quartier où réside la plupart de ses étudiants. Dès les premières minutes de notre rencontre, la conversation a pris une tournure joviale, avant de se transformer en un début d'entretien informel, portant essentiellement sur son parcours de vie et celui de ses proches. Notre conversation nous a rapidement amené à retracer les « itinéraires de vie » [Bailly et Scariati, 1999] des membres de sa famille, marqués par l'exode forcé et l'émigration économique.

Youssef, la vie d'exil d'un Palestinien
au Proche-Orient, entre Hébron et Sahab



Carte 2 Trajectoire de Youssef

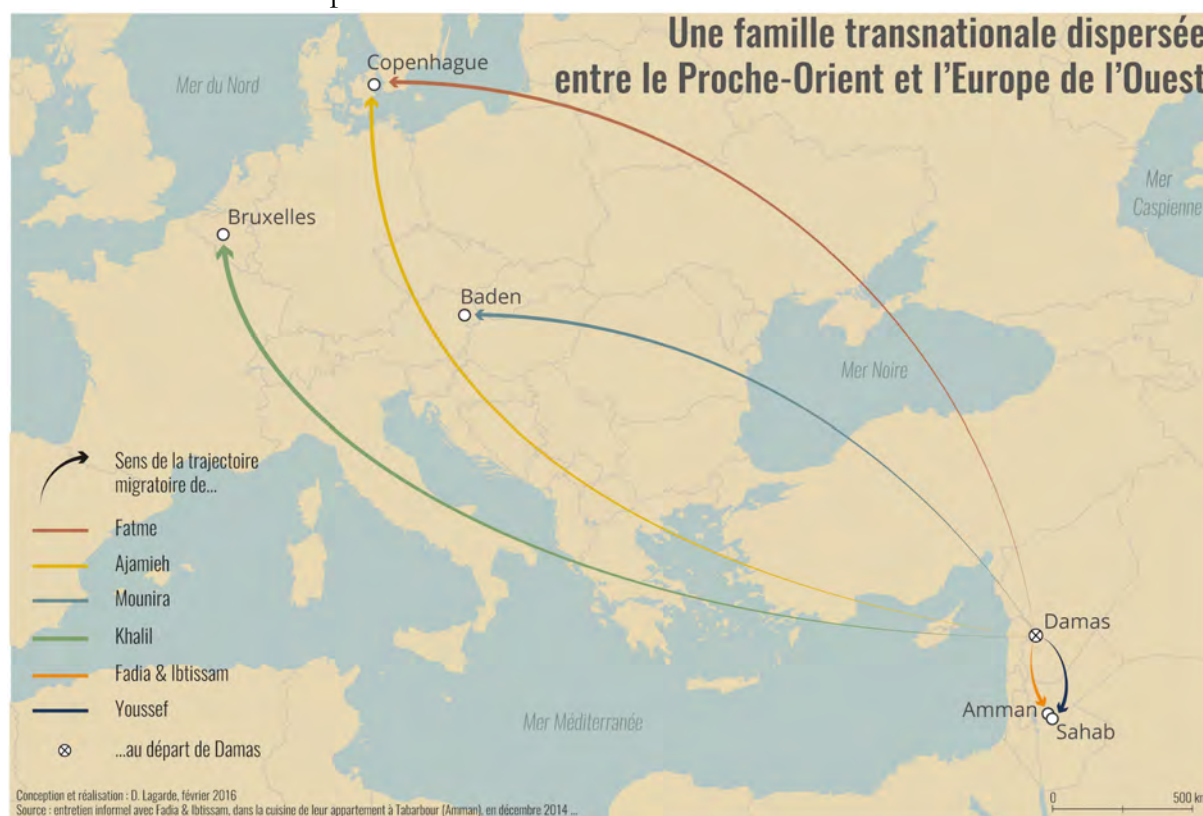
Une biographie familiale symptomatique de la généalogie de nombreux parcours migratoires au Moyen-Orient

Fadia est la cadette d'une famille de cinq enfants. Elle est née en 1986 à Deir Mqaren, d'une mère syrienne, Ibtissam, originaire de ce même village, et d'un père palestinien, Youssef, né à Hébron. Dans les années 1950, quelques années seulement après sa naissance, les grands-parents de Fadia sont venus s'installer en Jordanie, ce qui a permis à son père d'obtenir la nationalité du pays, qu'il a par la suite transmise à ses propres enfants.

A la fin de l'année 1970, du fait de son implication dans les événements de Septembre noir¹⁶, Youssef a été contraint de quitter le royaume hachémite pour se rendre au Liban, avant de s'installer à Doumar, une ville satellite de Damas. C'est ici qu'il a fait la rencontre de deux des trois frères d'Ibtissam. Selon les mots de cette dernière, ceux-ci ont estimé que Youssef, à l'époque professeur d'anglais itinérant dans différentes écoles de la vallée du Barada « *ferait un excellent mari pour [elle]* ». Le mariage a donc eu lieu et le couple a emménagé dans la foulée à Deir Mqaren. Au début des années 1990, le père de Fadia a ensuite obtenu un emploi de professeur d'anglais dans une école du camp de réfugiés palestiniens de Yarmouk, situé dans les faubourgs de Damas. Ce changement a donc amené le couple à quitter le village pour s'installer avec leurs quatre filles et leur fils dans cet immense quartier du sud de la capitale syrienne. Quelques années après leur arrivée à Damas, les deux époux se sont séparés. Tandis que Youssef est resté vivre dans le camp de Yarmouk, Ibtissam et ses enfants ont déménagé dans le quartier d'Al Muhajireen, situé au cœur de la capitale. Au cours des années suivantes, les trois sœurs et le frère de Fadia ont tour à tour quitté la Syrie pour s'installer en Europe. Fatme et Ajamieh sont parties à Copenhague, Mounira à Baden en Autriche, et Khalil à Bruxelles. A la fin des années 2000, Fadia, vivant désormais seule avec sa mère, a entamé une licence d'anglais à l'université de Damas. En parallèle de ses études, elle donnait des cours d'arabe à des étrangers employés dans des ONG ou des organisations internationales. Mais à partir de mars 2011, la multiplication des manifestations et la répression sanglante du régime ont progressivement poussé ses élèves à quitter le pays, avant que Fadia et sa mère décident de

¹⁶ La Jordanie était à l'époque le pays hôte de l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine), dirigée par Yasser Arafat. Cette organisation n'a pas accepté que le royaume hachémite adhère au plan Rogers, signé en juillet 1970, et impliquant la fin des opérations militaires jordaniennes contre Israël. Le mois de septembre 1970 fut alors marqué par une montée des incidents entre une partie des Palestiniens du pays et le pouvoir jordanien. Le 1^{er}, le roi Hussein a échappé à une tentative d'assassinat et le 7, des membres du FPLP (Front populaire de libération de la Palestine) ont détourné trois avions de lignes occidentales vers Zarqa. A la suite de ces incidents, le roi a décidé d'en finir avec les *Fedayins*, en décrétant la loi martiale le 16, avant de lancer une grande offensive le 17 septembre contre les différents camps de réfugiés palestiniens du pays. Les combats, extrêmement violents, ont fait plusieurs milliers de morts dans les rangs des combattants palestiniens.

les imiter en mars 2012. Depuis, Fadia a travaillé en Jordanie comme interprète pour des associations venant en aide à des réfugiés et comme professeure d'arabe, notamment pour des étudiants qui étaient déjà les siens en Syrie. Comme le montre ce cours descriptif, les parcours de vie des membres de la famille de Fadia révèlent en filigrane l'histoire récente des sociétés moyen-orientales et de leurs évolutions depuis le milieu du XX^{ème} siècle ; au même titre qu'ils semblent en partie expliquer l'intérêt dont celle-ci a fait preuve à l'égard de ma recherche dès les premiers instants de notre rencontre.



Carte 3 Trajectoires des membres du foyer d'Ibtissam et Youssef

Un « patrimoine identitaire » adapté au contexte d'une enquête jordanienne

Bien qu'ayant vécu toute leur vie en Syrie, Fadia et Ibtissam disposent d'un statut particulier en Jordanie. Grâce à son contrat de mariage, Ibtissam peut, si elle le souhaite, continuer de circuler entre la Jordanie et la Syrie en empruntant les voies officielles. Cela lui a par exemple permis au cours de l'été 2016 de profiter d'une accalmie dans les combats dans le sud de la Syrie et les environs de Damas pour rendre visite à ses proches, restés à Deir Mqaren, avant de rentrer à Amman quelques semaines plus tard. Sans bénéficier des mêmes droits qu'une citoyenne jordanienne, Ibtissam reste toutefois largement protégée par son contrat de mariage et la présence de son « ex » - car pas juridiquement divorcés - mari Youssef, qui dispose de la nationalité jordanienne et vit désormais à Sahab, un quartier industriel du sud-est d'Amman. Fadia quant à elle

bénéficie de la nationalité jordanienne qui lui a été transmise à la naissance par son père. Sa citoyenneté la protège, entre autres, des sanctions auxquelles sont exposés les ressortissants syriens employés en Jordanie sans permis de travail. Par ailleurs, en ayant résidé toute sa vie en Syrie, elle dispose d'un accent, d'un ensemble de codes sociaux, culturels et relationnels qui lui permettent si elle le souhaite, d'être facilement identifiée comme une Syrienne. Elle peut donc s'appuyer sur son « patrimoine identitaire géographique » qui a contribué à façonner son appartenance multiple [Guérin-Pace, 2006] de Palestinienne d'origine, Jordanienne de nationalité et Syrienne de cœur, avec laquelle elle joue en fonction des contextes et de ses interlocuteurs ; aspect de sa personnalité qui s'est révélée particulièrement confortable durant mes enquêtes de terrain. Travailler avec une personne de nationalité syrienne aurait impliqué de lui faire encourir des risques en cas de contrôle d'identité, certes peu vraisemblables dans la mesure où les entretiens que j'ai réalisés avec Fadia se sont tous déroulés au sein d'espaces privés, mais qui aurait pu se solder par un placement en rétention en cas d'arrestation¹⁷. Cette situation m'aurait logiquement incité à travailler seul, principalement en anglais ou en français, comme j'avais commencé à le faire à l'automne 2013. J'aurais également pu me faire aider par un interprète jordanien, avec le risque que sa présence influence le discours de mes interlocuteurs syriens, comme je l'ai observé en travaillant avec une interprète égyptienne lors de mes deux séjours de terrain au Caire, en novembre et décembre 2013. En effet, dès les premiers entretiens menés à ce moment là, et probablement en raison du contexte politique tendu de l'époque - qui était celui de la reprise du pouvoir par l'armée depuis le 3 juillet 2013 - j'ai rapidement remarqué que mes interlocuteurs n'étaient pas très enclins à se confier à une Égyptienne. Il est même arrivé que certains réfugiés annulent des rendez-vous quelques heures seulement avant l'horaire que nous avons fixé pour nous rencontrer. À l'inverse, dans le cas de mon terrain jordanien, je n'ai jamais eu à essuyer de tels refus. Au contraire, Fadia a toujours participé à l'installation d'un climat de confiance propice à des échanges spontanés, sincères et à priori dénués de toute forme d'autocensure.

17 À partir de l'automne 2013, les autorités jordaniennes ont multiplié les contrôles d'identité envers les ressortissants syriens afin de vérifier la validité de leurs « cartes de sécurité », document attestant de leur enregistrement auprès de la police et donc de la légalité de leur présence sur le territoire. De nombreux contrôles visent aussi les travailleurs syriens employés sans permis de travail. Certains réfugiés appréhendés en situation irrégulière ont ainsi été envoyés vers les camps de Zaatarî et d'Azraq, voir dans certains cas, expulsés en Syrie. Nous y reviendrons dans le chapitre 7.

2. Tours et détours d'une enquête menée au sein d'un milieu d'interconnaissance

Dans un texte consacré aux « terrains sensibles » [Bouillon *et al.*, 2005], Michel Agier [2005] évoque les dyades, construites tout au long de l'enquête par le chercheur avec celles et ceux qui, sur le terrain, font office de guides, d'interprètes, d'amis, voir parfois « *de véritable[s] alter ego du chercheur dans le groupe ou le milieu étudié* » [Ibid. : 182]. Il n'est cependant pas très fréquent que leur influence véritable sur les enjeux d'une recherche soit abordée de manière frontale. Christian Papinot va même jusqu'à affirmer que la relation d'enquête [Payet *et al.*, 2010] comme relation sociale semble avoir « *longtemps fait l'objet de dénégation ou de contournement* » [Papinot, 2014 : 13]. Des exceptions notables existent cependant, à commencer par le célèbre ouvrage de Paul Rabiow [1988], *Un ethnologue au Maroc*, dans lequel il décrypte dans le menu détail les gains et les obstacles issus des relations qu'il a nouées sur le terrain avec ses différents informateurs. D'autres auteurs ont traité de la complexité plus particulière des relations d'amitié qui se développent parfois entre le chercheur et ses intermédiaires [El-Or, 1992 ; Crick, 1995 ; Hendry, 1995]. La sincérité dont fait preuve Sarah Mekdjian dans sa thèse [2009] à propos de la relation privilégiée qu'elle a développée avec Lucy, sa principale informatrice, constitue à mon sens un témoignage rare et d'autant plus précieux de l'importance de ces personnes de l'ombre sur la production scientifique en sciences-sociales. En ayant profondément influencé les caractéristiques de mon panel d'enquête et mon accès à ma population d'étude, j'estime que Fadia et Ibtissam méritent elles aussi d'occuper une place de choix dans ce manuscrit. Je tenterai donc d'opérer dans les pages qui viennent un retour réflexif sur la place de ces deux actrices lors de mes séjours jordaniens de 2014 et 2015. Cela m'amènera en particulier à montrer comment Fadia, en adoptant successivement les rôles d'informatrice, de traductrice, voir par moment d'assistante de recherche [Tubiana, 1999], a largement contribué à la collecte des données et à la constitution de mon panel, composé d'un ensemble d'individus étroitement liés les uns aux autres, par le biais d'une imbrication complexe de relations familiales, amicales, villageoises et commerciales.

- Complexité d'une relation d'enquête

Premier désagrément : négocier les termes d'une relation d'enquête

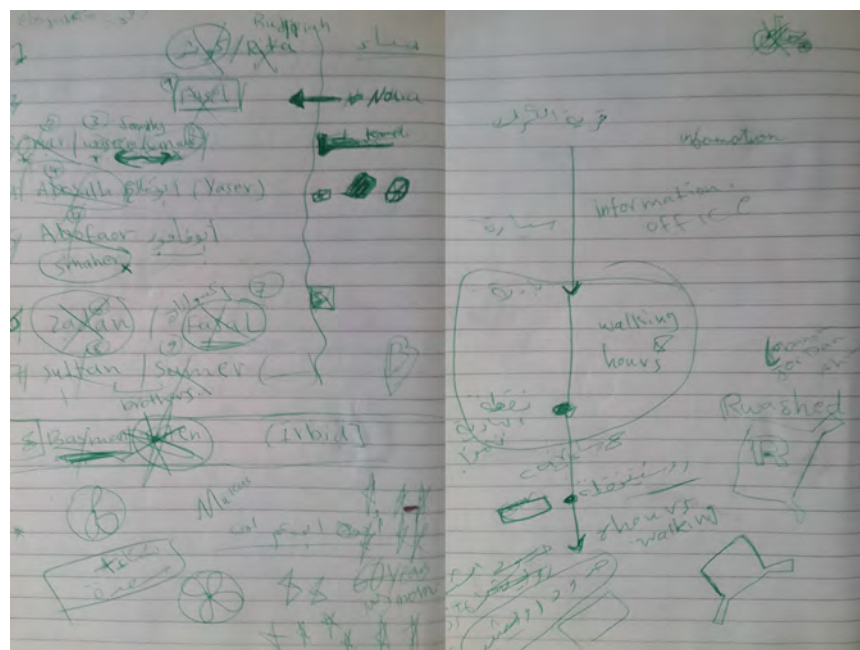
Si, pour reprendre l'exemple des travaux de Sarah Mekdjian, la relation qu'elle a nouée avec son informatrice Lucy s'est rapidement transformée en une relation d'amitié, ma collaboration avec Fadia était pour sa part principalement motivée par l'intérêt réciproque que nous pouvions avoir à travailler ensemble : scientifique pour moi et financier pour elle. Il ne faisait ainsi aucun doute que nos rapports allaient être avant tout de type contractuel, plutôt qu'amical. Avant qu'elle accepte de m'accompagner sur le terrain, nous avons fixé ensemble les détails pratiques de notre collaboration. J'entends les exposer ici avec sincérité, dans le but d'offrir un maximum de clarté sur les arcanes de mes enquêtes jordaniennes, en commençant par les aspects les plus prosaïques... Lors de notre première rencontre au café *kepi* en 2014, Fadia m'a demandé de la rémunérer 10 dinars jordaniens¹⁸ (JOD) de l'heure, soit l'équivalent de la somme qu'elle réclamait à ce moment-là à ses étudiants pour une heure de cours d'arabe. A cette époque, son appartement, meublé de manière sommaire à base de mobilier de seconde main, témoignait de la modestie de ses conditions de vie et de celles de sa mère. Au cours de l'année 2015, le nombre de ses élèves a considérablement augmenté. Parallèlement, elle a profité de sa bonne réputation d'enseignante et des revenus élevés de la majorité de ses étudiants « occidentaux » pour revoir à la hausse le montant de ses prestations. La veille de mon retour en Jordanie en octobre 2015, elle m'a prévenu qu'elle croulait désormais sous le travail, ce qui lui permettait de « *très bien gagner sa vie* », mais risquait en retour d'affecter la disponibilité dont elle avait fait preuve envers moi l'année précédente. Lorsque nous nous sommes revus avant de reprendre ensemble les enquêtes de terrain, les meubles et bibelots achetés en nombre chez Ikea m'ont permis de constater l'augmentation des bénéfices générés par son activité d'enseignante. Malgré cela, Fadia ne m'a pas demandé de la rétribuer plus que l'année précédente. Au contraire, elle m'a plutôt fait comprendre que si elle acceptait de continuer à m'aider cette année encore, c'était surtout pour l'intérêt qu'elle portait à mon projet de recherche, qu'elle souhaitait que j'amène à son terme dans les meilleures conditions possibles. La seule exigence qu'elle a formulée à mon encontre a été de faire preuve d'un maximum de flexibilité au niveau de mes horaires de travail, afin de m'adapter à son propre emploi du temps. En 2015, nous avons donc mené l'essentiel des entretiens le weekend, le soir, ou entre deux leçons, généralement en début ou en fin

¹⁸ 10 dinars jordaniens équivalaient à 11,30€ en novembre 2014 et 13€ à l'automne 2015.

d'après-midi. Dans la mesure où Fadia a longtemps constitué mon seul lien avec les réfugiés de Deir Mqaren, je me suis parfois retrouvé dans une situation de dépendance vis-à-vis d'elle, en particulier à partir du moment où j'ai pris la décision d'axer précisément ma recherche sur cette population.

L'apport indéniable de Fadia sur la (bonne) conduite des entretiens

Dès les premiers entretiens que nous avons mené ensemble en 2014, Fadia a clairement saisi les enjeux et les objectifs de ma recherche, à tel point qu'elle m'est d'emblée apparue comme étant la personne idoine pour m'épauler dans mon enquête. D'un tempérament curieux et avide de nouvelles occupations, elle fit une parfaite informatrice, d'autant plus que le temps libre dont elle disposait à cette époque favorisa largement mon entreprise. Malgré son scepticisme initial à l'égard du degré de précision que j'espérais obtenir des réponses des enquêtés, elle a rapidement fait preuve d'une grande rigueur méthodologique dans la conduite des entretiens et la gestion des relances. Dans la mesure où quasiment aucune des personnes interrogées n'accepta que nos conversations soient enregistrées, l'intermédiaire de Fadia facilita largement ma prise de notes. Pendant qu'elle traduisait mes questions, il m'arrivait d'inscrire certains détails dans mon carnet, sans que le fil de l'entretien n'en soit véritablement affecté. Il lui arrivait à elle aussi de noter des informations relatives aux différentes étapes et aux lieux des itinéraires évoqués, ou bien encore aux liens entre les personnes mentionnées dans les récits des enquêtés.



• Notes prises par Fadia au cours d'un entretien

Source : Fadia, Irbid, 2015. Ces notes retracent les différentes étapes d'un segment de route emprunté par une enquêtée. Elles mentionnent également les personnes avec lesquelles cette dernière est entrée en relation afin de rallier ces différentes localités.

Une relation aux informatrices constituant une clé de lecture supplémentaire à la compréhension du microcosme étudié

D'une manière générale, l'interprète permet d'éclairer les sous-entendus, les implicites, tout en inscrivant une parole singulière dans l'histoire particulière d'un individu ou d'un groupe [Denis, 2003]. Depuis son départ de Deir Mqaren en 2000, Fadia n'a jamais cessé de se rendre dans le village de son enfance, généralement accompagnée de sa mère qui, elle, y revenait de manière quasi-hebdomadaire depuis Damas jusqu'à son départ pour la Jordanie en avril 2012. La proximité qu'elles entretiennent avec certaines personnes du village, associée à leur connaissance de(s) l'histoire(s) de cette communauté villageoise a constitué pour moi un éclairage indispensable dans la compréhension des phénomènes que je me propose d'étudier sur la durée. Les nombreuses conversations que nous avons eu avec Fadia et Ibtissam, que ce soit dans les transports en commun, à l'arrière d'un taxi, dans les rues de la capitale, ou dans l'intimité de leur foyer, m'ont souvent permis de mieux appréhender les réponses des enquêtés, mais également de décrypter certains des propos, des comportements, ou des attitudes qu'ils ont pu avoir au cours des entretiens. Si leur présence a malgré tout pu instaurer un biais dans les réponses de certains de mes interlocuteurs, je suis persuadé qu'elles ont agi en retour comme une forme de caution, me servant de « titre de recommandation » [Beaud et Weber, 2010] auprès des personnes les plus réticentes à me rencontrer au début de l'enquête, ou encore auprès de celles qui ne se seraient pas confiées à un inconnu comme elles l'ont fait grâce à l'entremise de mes deux informatrices. En effet, plus l'affection réciproque était grande entre les enquêtés et Fadia, plus ceux-ci semblaient enclins à se livrer sur les aspects les plus intimes de leur vie privée. Cela fut notablement visible lors des entretiens que nous avons menés avec Nissrine et Rim. Sans aller jusqu'à prétendre qu'être un homme n'a aucunement impacté le contenu des données collectées auprès des femmes de Deir Mqaren, j'estime toutefois que le truchement de Fadia et Ibtissam a facilité mes recherches auprès de cercles féminins auxquels je n'aurais pas eu accès de manière individuelle. Récolter les témoignages de femmes par la médiation d'une de leur proche a ainsi largement facilité l'instauration d'un climat de confiance entre elles et moi, créant des conditions propices à la récolte de leurs récits de vie¹⁹. En m'ouvrant les portes de leur quotidien, Fadia et Ibtissam m'ont également donné accès à celui de leurs proches. Elles

¹⁹ Il m'est arrivé de constater à plusieurs reprises durant les entretiens que j'ai mené auprès de femmes le biais que pouvait introduire la présence de leurs maris dans la pièce. En effet, ces derniers intervenaient régulièrement pour contredire ou remettre en cause les propos de leurs épouses, même lorsqu'ils portaient sur des événements auxquels ils n'avaient pas assisté. À l'inverse, les hommes avaient souvent tendance à solliciter leurs femmes afin d'obtenir des précisions sur les dates et les temporalités de certaines étapes de leurs parcours migratoire.

m'ont permis de prendre part à de nombreuses discussions à priori banales, de partager des repas conviviaux et d'assister à des moments de vie parfois insolites. Fadia et Ibtissam ont de cette façon agi comme « un pont » entre des personnes issues de mondes sociaux différents, réduisant de la sorte la distance sociale qui me séparait des enquêtés. Elles m'ont également fourni les clés de compréhension nécessaires pour saisir et comprendre l'origine de certains rapports de domination, de certaines relations de pouvoir, ou bien encore des liens qui unissent entre eux les habitants de Deir Mqaren. N'ayant pas eu la possibilité de séjourner dans ce village afin de m'imprégner des représentations et des comportements partagés par la population de Deir Mqaren, les conversations que j'ai eues, en particulier avec Ibtissam, sur la vie quotidienne et l'histoire de cette localité me furent d'une aide précieuse afin de combler ce manque, et de mieux négocier par la suite ma place au sein de ce « milieu d'interconnaissance » [Beaud et Weber, 2010].

- De la découverte du « malban » à la définition d'une population d'étude

Motivé par un désir de couvrir l'ensemble des situations possibles, j'ai cherché durant toute la première phase de mon enquête à interroger des Syriens aux origines sociales et géographiques variées. Cela m'a amené à interviewer pêle-mêle des chefs de tribus, d'anciens garagistes, ferronniers, combattants de l'ASL, etc. résidant désormais dans le camp de Zaatari; de riches chefs d'entreprises ayant relocalisé leur usine ou leur restaurant à Amman du fait du ralentissement de l'activité économique à Damas ; ou encore des étudiants, des artisans, des ouvriers, des journaliers, des épiciers, etc. installés et exerçant leurs activités dans différents quartiers de la capitale jordanienne. Lorsque j'ai commencé à réaliser mes premiers entretiens aux côtés de Fadia, j'ai continué à ne pas me limiter à interroger les seules personnes auxquelles elle pouvait me donner accès. Durant mon séjour de novembre 2014, nous avons mené autant d'entretiens avec ses proches qu'avec des personnes que j'ai rencontrées soit par l'intermédiaire de mon propre réseau, soit au hasard de mes déambulations dans la ville. Dans ce dernier cas, après une rapide prise de contact en arabe me permettant de constater que mes interlocuteurs avaient un profil intéressant pour ma recherche, je suis retourné les voir avec Fadia afin de réaliser des entretiens formels plus approfondis.

Vers le recentrage de ma population d'enquête

Le recentrage de ma population d'enquête autour du seul milieu d'interconnaissance des habitants de Deir Mqaren s'est toutefois opéré de manière assez rapide. Lors du deuxième entretien que j'ai réalisé au domicile de Fadia et Ibtissam, Yassin, un cuisinier de formation, reconverti dans la vente ambulante depuis son départ de Syrie, mentionna le mot « *malban* » pour désigner la marchandise qu'il vendait à l'époque. Comprenant qu'il s'agissait d'une sucrerie, mais sans savoir laquelle en particulier, j'ai demandé à Fadia qu'elle me donne plus de précisions. Sa réponse fut de pointer du doigt un carton posé au sol dans un coin du salon, rempli de confiseries ressemblant peu ou prou à des loukoums... Surpris par la quantité de friandises qu'il contenait, je lui ai demandé quelle était l'origine de ce colis. « *C'est Karam, un Jordanien que les gens du village connaissent depuis très longtemps qui nous l'a donné. C'est devenu le principal fournisseur des gars du village depuis que la guerre a éclaté en Syrie et il nous donne toujours des sucreries lorsqu'il passe nous rendre visite à la maison* ». Me voyant quelque peu décontenancé par sa réponse, Fadia se mit à rire aux éclats, rapidement suivie par Yassin, Aïcha sa fiancée, et Ibtissam, qui, jusque là, écoutait d'une oreille distraite notre conversation, tout en vacant à ses propres occupations. Yassin rajouta à la tournure « lyrique » que pris subitement notre échange en affirmant plein d'aplomb que « *les mokasarat²⁰ et les malbans sont inscrits dans l'ADN des hommes de Deir Mqaren* » ; ce à quoi Fadia répondit en affirmant que : « *quasiment tous les gars du village travaillent dans la vente ambulante de sucreries et de mokasarat. La plupart d'entre eux se rendent d'ailleurs depuis très longtemps en Jordanie et au Liban pour vendre ces produits. (...) [Avant le début du conflit], ils achetaient leurs marchandises dans des usines de Damas, et les revendaient ensuite plus cher à l'étranger, ce qui permettait à certains d'entre eux de gagner beaucoup d'argent ! Mais comme ils ne peuvent plus rentrer en Syrie du fait de la guerre, c'est Karam qui leur fournit désormais l'essentiel de leur marchandise* ». Cette anecdote éveilla instantanément ma curiosité pour cette activité marchande et ses acteurs. Suivre les trajectoires individuelles et collectives des vendeurs du village et de leurs proches m'a semblé constituer une étude de cas particulièrement stimulante et adaptée à mon intention d'évaluer l'influence des réseaux (en tout genre) sur les parcours migratoires des réfugiés syriens de Jordanie. Le principal piège dans lequel que je craignais de tomber en consacrant ma recherche aux exilés syriens était de focaliser mon attention sur des aspects trop contemporains de l'exil et l'immédiateté d'un phénomène migratoire aux contours particulièrement labiles. L'ancrage spatio-temporel des pratiques de mobilités transfrontalières des marchands de

²⁰ Les *mokasarat* sont un mélange fruits à coques et de graines torrifiés et salés très populaire au Moyen-Orient.

Deir Mqaren m'offrait au contraire la perspective d'appréhender les migrations syriennes sur la longue durée.

Le relevé généalogique comme outil de mesure d'un processus de diasporisation

A compter du jour où j'ai privilégié l'étude des mobilités de la population originaire de Deir Mqaren, je m'en suis en partie remis à Fadia pour choisir les personnes à interviewer. Ce choix m'a amené, après une dizaine d'entretiens seulement, à observer une certaine redondance dans les profils des individus interrogés. Ceci s'explique principalement par le fait que Fadia m'ait logiquement orienté vers les personnes du village dont elle se sentait le plus proche, avec lesquelles elle était unie par des liens de parenté ou d'amitié, et chez qui nous pouvions nous rendre tous les deux, sans forcément être accompagnés d'Ibtissam²¹. L'élaboration d'un outil destiné à l'origine à mieux appréhender l'ampleur et la spatialité de la dispersion de la population de Deir Mqaren s'est révélée d'une aide précieuse pour m'aider à composer mon corpus d'enquête. L'avant veille de mon départ d'Amman au début du mois de décembre 2014, Ibtissam me proposa de rester dîner avec elle, Fadia, et son fiancé Nawfel, invitation que j'acceptai avec plaisir. Après le repas, tandis que Nawfel s'appliquait à préparer un narguilé, Ibtissam se leva pour aller faire chauffer du thé et posa ensuite une panier remplie de noix au milieu de la table. Le décor était planté pour une longue et captivante soirée, rythmée par les nombreux récits d'Ibtissam portant sur le village de Deir Mqaren et ses habitants. Après plus d'une heure de conversation, cette dernière en vint à évoquer une anecdote sur une personne partie durant la première moitié du XX^{ème} siècle aux États-Unis, où elle fit selon elle fortune, avant de revenir passer quelques semaines de vacances auprès des siens. *« Je ne me rappelle plus de son prénom, mais en tout cas, je pense qu'il est parmi les premiers [de la famille] S. à être parti en Amérique. Quelques-autres membres de sa famille l'ont suivi par la suite, mais aucun d'entre eux n'est jamais revenu au village. (...) Je sais qu'ils travaillent dans le commerce, mais je ne sais pas ce qu'ils vendent exactement, ni dans quelle ville ils se trouvent. (...) En tout cas, quand il est revenu à Deir Mqaren, je n'étais encore qu'une enfant, mais je me rappelle très bien qu'il a été accueilli par des hordes de voisins qui se pressaient pour venir le saluer. Il a même fini par se fâcher contre un groupe d'enfants pour les faire partir, tellement ils étaient pressants et nombreux à se bousculer devant la porte de la maison où il logeait pour tenter de l'apercevoir ! »* En réponse à cette anecdote, j'ai demandé à Ibtissam si elle pouvait me citer toutes les personnes originaires de Deir Mqaren qu'elle

²¹ Au mois de novembre 2014, Fadia et moi menions certains jours plus de 5 entretiens d'une durée de trente minutes à deux heures, principalement à Amman et Irbid. Ce rythme de travail n'était donc pas facile à suivre pour Ibtissam, qui ne se déplace plus très vite. Par ailleurs, dans la mesure du possible, j'ai toujours cherché à limiter le nombre de personnes présentes dans la pièce où se déroulaient les entretiens afin de limiter au maximum les biais introduits dans les réponses des enquêtés par la présence de leurs proches.

savait vivre aujourd'hui hors de Syrie, et si possible, de mentionner leur lieu de résidence actuel. Légitimement vite lassé par cet exercice, Nawfel nous quitta dès son narguilé terminé, tandis que cette tâche nous occupa pendant près de trois heures supplémentaires et donna lieu à de nombreuses autres anecdotes sur le village et ses habitants. Au total, Ibtissam mentionna ce soir là 99 personnes, essentiellement des hommes. Je repartis de chez mes hôtes la tête bien lourde, mais avec le sentiment que je tenais là une piste intéressante qu'il me faudrait creuser lors de mon retour en Jordanie l'année suivante.

Lorsque je suis revenu à Amman en octobre 2015, j'ai décidé de poursuivre plus rigoureusement l'exercice improvisé l'année précédente, en cherchant cette fois-ci à systématiser ma collecte de données. L'objectif de ce travail était simple : il s'agissait de mieux appréhender l'ampleur et les caractéristiques de l'exode au départ de Deir Mqaren à partir de la localisation actuelle des gens originaires de ce village. Dans le but d'améliorer la représentativité de l'échantillon, j'ai cherché à faire appel à la « mémoire généalogique » [Chamberlain et Leydesdorff, 2004] d'Ibtissam. En partant des noms et de la localisation des 99 personnes mentionnés par mon informatrice en décembre 2014, je lui ai demandé de reconstituer la géographie de leurs réseaux de parenté. A mesure qu'Ibtissam restituait leurs liens de filiation et leur lieu de vie, je griffonnais à la main leurs arbres généalogiques.

Lorsqu'elle était en mesure de me fournir des renseignements supplémentaires, je me suis également efforcé de collecter des données relatives aux parcours des individus passés par la Jordanie : leur point d'entrée sur le territoire, la localisation de leurs résidences successives, leur profession avant leur départ de Syrie et les différents emplois qu'ils ont occupés depuis. Une fois de retour chez moi, j'entrais ensuite méthodiquement toutes ces informations dans un tableur.

SUR LES ROUTES DE L'EXIL SYRIEN



- Arbres généalogiques griffonnés au cours d'un entretien

Source : D. Lagarde, Amman, 2015. Ces dessins retracent la généalogie de la famille N., celle, entre autre, de Faysal et Wassim, deux protagonistes dont nous reparleront à plusieurs reprises dans la suite du texte.

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M
id	nom	anonymisé	sexe	père	mère	époux	époux	année naissance	année décès	lieu naissance	année départ	entrée Jordanie
1			H	76	77	Single		1993		Deir Mqaren	2012	Jaber
2			H	475	477	Single		1987		Deir Mqaren	2012	Jaber
3			H	204	205	Single		1993		Deir Mqaren		Amman Airport
4			H	136	137	Single		1985		Deir Mqaren		Jaber
5			H	130	213	124		1985		Deir Mqaren	sept-14	Jaber
6			H	220	221	Single		1985		Deir Mqaren		Jaber
7			F	214	8	217		1985		Deir Mqaren	mars-12	Jaber
8			F	215	216	214 (Séparés)		1950		Deir Mqaren	mars-12	Jaber
9			F	222	88	223		1975		Deir Mqaren		Jaber
10			H	211	212	79		1976		Deir Mqaren		Jaber
11			F	210	13	12		1979		Deir Mqaren	juin-13	Zastari
12			H	211	212	11		1975		Deir Mqaren		Jaber
13			F	209	208	210		1963		Deir Mqaren		Amman Airport
14			H	211	212	255		1985		Deir Mqaren		Zastari
15			H	224	225	226		1985		Deir Mqaren		Jaber
16			F	466	499	15		1985		Deir Mqaren		Nizami
17			H	227	228	229		1975		Deir Mqaren	Vivait en Jordanie	Nizami
19			H	227	228	206		1965		Deir Mqaren	Vivait en Jordanie	Nizami
20			H	227	228	230		1975		Deir Mqaren		Jaber
21			H			22		1975		Alep		Jaber
22			F	227	228	21		1985		Deir Mqaren		Nizami
23			H	237	238	24		1985		Deir Mqaren		Amman airport
24			F	76	77	23		1985		Deir Mqaren		Nizami
25			H	479	500	512		1975		Deir Mqaren		Jaber
26			H	480	501	515		1973		Deir Mqaren		Jaber
27			H	244	243	Single		1995		Deir Mqaren		Jaber
28			H	239	240	29		1985		Deir Mqaren		Jaber
29			F			28				Deir Mqaren		Jaber
30			H	32		31		1985		Deir Mqaren		Jaber
31			F	310	309	30		1985		Deir Mqaren		Jaber
32			H	253	254			1945		Deir Mqaren		Jaber
33			H	518	207	135		1965		Deir Mqaren	2012	Jaber
34			H	125	126	116		1985		Deir Mqaren		Jaber
35			F	125	126			1990		Deir Mqaren		Jaber
240			F	242	241	239				Deir Mqaren		Nizami
36			H	484	514	504		1965		Deir Mqaren		Jaber
37			H	36	504	Single		1995		Deir Mqaren		Jaber
38			H	486	505	506		1955		Deir Mqaren		Jaber

O	P	Q	R	S	T	U	V	W	X	Y	Z	AA
Lieu de vie avant le conflit	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Étape 4	Étape 5	Étape 6	Étape 7	Étape 8	Activity in 2011	2nd activity	3rd activity	4th activity
Deir Mqaren	Amman (Nouveau Germany)								Lycée	Mokasarat		
Deir Mqaren	Amman (Jabal Germany)								Mokasarat	Mokasarat		
Deir Mqaren	Lebanon	Amman (Jabal Amman Sha)	Turkey						Cuisinier	Mokasarat		
Deir Mqaren	Amman Sharia al Ourdoun (Apt 1)								Serveur café	Mokasarat		
Deir Mqaren	Amman Sharia al Ourdoun (Apt 2)								Bâtiment (D)	Mokasarat		
Deir Mqaren	Jabal Amman avec Turkey et Nermer								Conducteur	Mokasarat		
Damas (al Mul)	Bhamdoun	Deir Mqaren Irbid		Jabal Amma Dahiyet al Aqsa					Étudiant(e)	Humanitaria Teacher	Translator	
Damas (al Mul)	Bhamdoun	Deir Mqaren Irbid		Jabal Amma Dahiyet al Aqsa								
Deir Mqaren	Zarqa	Pertout en J. Jabal At Taj										
Deir Mqaren		Amman Ma'an		Jabal al Taj (, Allemagne)					Mokasarat	Mokasarat		
Deir Mqaren	Zastari	Amman Sha	Jabal al Taj (, Jabal al Taj a Amman (al Manara)									
Deir Mqaren	Amman Sharia	Jabal al Taj (, Suède)							Mokasarat	Mokasarat		
Deir Mqaren	Jabal al Taj (Apt ibis)											
Deir Mqaren	Zastari	Jabal al Taj (, Zarqa)		Allemagne ???					Mokasarat	Mokasarat		
Deir Mqaren	Jabal al Taj (Aq Sweileh)								Mokasarat	Mokasarat		
Amman (Jabal al Qalati)		Jabal al Qalati (Apt 1)							Mokasarat	Mokasarat		
Amman (Jabal al Qalati)		Jabal al Qalati (Apt2)							Mokasarat	Mokasarat		
Deir Mqaren		Jabal al Qalati (Apt3)							Mokasarat	Mokasarat		
Deir Mqaren		Jabal al Qalati (Apt4)										
Deir Mqaren		Jabal al Qalati (Apt4)										
Deir Mqaren	Amman (Wust)	Jabal al Qala Allemagne							Mokasarat à Mokasarat			
Deir Mqaren		Jabal al Qala Jerash (chez Rabiah wa Adnan)										
Deir Mqaren	Jabal al Qalati (Prison)								Mokasarat	Mokasarat		
Deir Mqaren	Wust al Balad	Jabal al Huss Jabal al Qoussour (avec Ahmed Shahadeh)							Mokasarat ou Liban et Jordanie			
Deir Mqaren	Jabal al Hussein Beyrouth		Allemagne						Mokasarat			
Deir Mqaren	Jabal al Hussein (Apt2)								Mokasarat	Mokasarat		
Deir Mqaren	Jabal al Hussein (Apt2)											
Damas (Daf es)	Hashemil al Sernall								Autre	Travail à Sweileh dans les voitures		
Damas (Daf es)	Hashemil al Sernall								Fonctionnaire	Rien...		
Deir Mqaren	Hashemil al Sha Deir Mqaren								Serveur café Mt Qassioun			
Deir Mqaren	Amman (quart Dahiet Al Rasheed (Apt 1)								Gérant de su	Mokasarat	Gardien d'immeuble	
Deir Mqaren	Ras al Ain (avec Sharia al Ota Dahiet Al Ra Shariya Gardens (sur son lieu de travail)											
Deir Mqaren	Dahiet Al RasH Ain el Basha Sweileh		Deir Mqaren (depuis 11/2013)									
Deir Mqaren	N'a jamais vécu en Jordanie, elle venait simplement voir ses enfants											
Deir Mqaren	Jabal Amman								Mokasarat	Mokasarat		
Deir Mqaren		Jabal Amman							Mokasarat	Mokasarat		
Deir Mqaren									Mokasarat	Mokasarat		

- Capture d'écran du tableur contenant les informations collectées par le biais de l'enquête généalogique

Apports et limites du relevé généalogique

Si cette enquête généalogique a répondu à mes attentes en termes d'identification des principaux lieux de polarisation des flux en provenance de Deir Mqaren, elle m'a en réalité apporté beaucoup plus que cela. En premier lieu, cet exercice se révéla être un excellent moyen « de [me] familiariser avec [le] groupe villageois et [ses] rapports formels » [Rabinow, 1988 : 100]. A travers cette collecte de données, j'ai pu mettre au jour des « configurations

familiales transnationales » [Le Gall, 2005] jusqu'alors difficilement palpables. Des alliances matrimoniales se sont progressivement révélées et m'ont permis d'appréhender les hiérarchies sociales à l'échelle du village, souvent révélatrices de trajectoires migratoires en direction de l'Europe et de l'Amérique du nord antérieures au conflit de 2011. En faisant émerger des liens de parenté « distendus » ou « dissous » [Razy et Baby-Collin, 2011], l'enquête généalogique m'a également permis de lire l'histoire d'individus ignorés ou tout simplement oubliés, mais qui, par leurs parcours de vie et leurs mobilités internationales, ont eux aussi contribué à connecter cette bourgade (à priori) isolée de Syrie à d'autres localités de la planète. Enfin, comme le souligne Hasnia-Sonia Missaoui [2008], les « *enquêtes généalogiques, proposent une possible lecture, au delà de la transmission culturelle, des logiques de transmission de savoir-faire, de compétences socio-économiques* » [Ibid. : 335] qui se sont révélées déterminantes afin de mieux comprendre les trajectoires professionnelles et les logiques de mobilités des colporteurs du village dans le temps long. Cet exercice mental particulièrement minutieux, et je le concède, par moment très rébarbatif à mon goût, a beaucoup plu à Ibtissam qui, à plusieurs reprises, a affirmé qu'il s'agissait là « *d'un excellent moyen de faire travailler [sa] mémoire, de se remémorer des souvenirs du village (...) mais surtout de garder à tout jamais une trace de l'histoire de la dispersion de la population de Deir Mqaren* ». Je n'ai pas compté précisément le temps passé avec elle à compléter les lignes de ce tableau - qui en contient au total 537 - mais la durée nécessaire à cette collecte de données doit au bas mot nous avoir occupé pendant une trentaine d'heures. Si consacrer autant de temps pour s'enquérir de la généalogie des connaissances d'Ibtissam, de leurs activités, de leurs mobilités, de leurs résidences, n'a pas été chose facile, elle comporte également plusieurs limites. Bien qu'étant surpris par sa capacité à retracer avec précision autant de liens de parenté et à se remémorer les noms d'autant d'individus avec lesquels elle n'entretient pas de contacts réguliers, construire une généalogie à partir de la mémoire d'une seule personne ne permet pas d'obtenir un échantillon fidèlement représentatif des caractéristiques socio-professionnelles et de la distribution spatiale de l'ensemble de la population du village. On le remarque par exemple à la sous-représentation des enfants et des adolescents dans le tableau de données ainsi constitué. A l'inverse, il y a une surreprésentation de la lignée directe ou par alliance d'Ibtissam et Fadia, ainsi que des gens issues de familles de notables qui occupent des positions sociales valorisées au village (imams, juristes, *makehatirs*²²). Par conséquent, les lignes du tableau les plus renseignées

²² Le *mukhtar* (*makhatirs* au pluriel) est le chef d'un village ou, dans les villes, d'un quartier. Il est désigné par les habitants pour gérer les différents aspects de la vie du village ou du quartier, tels que des conflits de voisinage, des « problèmes de mœurs », la gestion l'état-civil, etc.

sont celles qui concernent les individus avec lesquels Ibtissam entretient le plus d'affinités, ce qui nous amène dans ces cas-là à un degré d'information particulièrement élevé.

Au fur et à mesure des anecdotes et des données collectées par le biais du relevé généalogique, des directions de recherche commençaient à se préciser, me permettant de la sorte de dégager les questions qu'il me faudrait poser lors des futurs entretiens. Lors de mon séjour de terrain de 2015, ce tableau m'a aidé à sélectionner les futurs enquêtés que j'estimais être les plus à même de produire des réponses aux questions que je me posais [Blanchet et Gotman, 2010]. Cet outil m'a par ailleurs aidé à répondre aux contraintes imposées par le nouvel emploi du temps de Fadia. En identifiant au préalable des individus ayant des parcours différents de ceux interrogés en 2014, j'ai pu améliorer la représentativité de mon panel. En organisant une rencontre avec une des personnes ayant participé à un même voyage entre la Syrie et la Jordanie, j'ai parfois réussi à obtenir des informations sur les composantes spatiales et temporelles d'un itinéraire emprunté simultanément par plus d'une dizaine d'individus. Ainsi, malgré ma frustration de ne pas avoir pu mener d'interviews avec des exilés installés dans les villes de Madaba et Kerak par manque de temps, la redondance des réponses recueillies, qui semblaient ne plus apporter d'éléments nouveaux à la fin de ce terrain de 2015, m'a permis de constater que j'étais arrivé à un point de « saturation » [Blanchet et Gotman, 2010] attestant du caractère suffisamment représentatif de mon panel.

- Posture de l'étranger dans une enquête menée auprès de réfugiés

De la désagréable situation de dépendance enquêteur/informatrices

En 2015, face au manque de disponibilité de Fadia, je lui ai demandé si elle accepterait de me mettre en contact avec certains membres de son entourage afin que je réalise des entretiens sans elle. Mes sollicitations répétées en ce sens sont toujours restées lettre morte, au prétexte que ces derniers « *n'accepteraient jamais de se confier à un inconnu en dehors de sa présence* ». Je lui ai donc suggéré de m'y rendre accompagné d'Ibtissam, ce qui ne semblait pas non plus être une solution envisageable pour elle. Lors de son premier séjour au Maroc, Paul Rabinow s'est trouvé confronté à une situation similaire, l'amenant à affirmer que malgré les conflits qui l'opposaient à Ali, son principal informateur, il savait que plus ce dernier lui rendait service, plus lui-même viendrait en retour à dépendre de lui, à tel point que « *le moyen de limiter et de contrôler cet instinct de possession chez les informateurs, devait*

se révéler un problème majeur durant tout [son] travail de terrain » [Rabinow, 1988 : 74]. Bien que Fadia m'ait affirmé que l'aspect financier de notre collaboration ne l'intéressait plus vraiment en 2015, il ne semble faire aucun doute que mes deux informatrices ont cherché à garder un monopole d'accès aux enquêtés, leur assurant des revenus le temps de mes séjours de terrain en Jordanie. Aussi légitime soit-elle, cette stratégie nous a placé tous les trois dans une relation d'interdépendance dont je n'ai que trop tardivement pris conscience. Si cela ne m'a jamais empêché de collecter les informations nécessaires au bon déroulement de ma recherche, cette forme de dépendance mutuelle s'est par moment révélée désagréable, frustrante, et surtout révélatrice des difficultés d'intégrer un milieu d'interconnaissance avec lequel on ne partage ni la même langue, ni les mêmes codes culturels et identitaires.

Ma reprise en main du choix des personnes à interroger à partir des informations contenues dans mon tableau - alors toujours en cours d'élaboration - a également influencé le contexte des entretiens menés durant la phase d'enquête de l'automne 2015. En effet, dans la mesure où Fadia n'était pas aussi familière que sa mère de l'ensemble de la population du village, elle ne connaissait plus systématiquement les gens que nous interrogeons, contrairement à Ibtissam, qui, de fait et contrairement à l'année précédente, nous a accompagné chez la plupart des enquêtés. Cette dernière ne s'intéressait que très rarement aux contenus des échanges, profitant plutôt de la situation pour discuter avec les membres du foyer qui ne participaient pas aux entretiens, et qu'elle n'a plus l'habitude de voir régulièrement depuis son départ de Syrie. Néanmoins, Ibtissam représentait ma caution auprès des gens que nous sollicitons et qui, comme j'ai pu le remarquer à plusieurs reprises, n'auraient pas osé lui faire l'affront de refuser un entretien avec moi. Cette observation m'a permis de « toucher du doigt » l'autorité et la notoriété dont jouit Ibtissam auprès des personnes que nous avons rencontrées. Son lignage, l'ascension sociale de ses enfants partis travailler et vivre en Europe bien avant le début du conflit, conjugué au fait qu'elle n'ait jamais cessé de se rendre très régulièrement à Deir Mqaren semble participer à l'image positive dont elle jouit auprès des personnes que nous avons interrogées. A l'inverse, mis à part avec les membres de sa famille proche, Fadia n'a jamais cherché à entretenir des relations avec d'autres habitants du village depuis son départ de Deir Mqaren. Ainsi, il nous est arrivé de nous rendre chez des gens que Fadia avait côtoyés durant son enfance et qu'elle n'avait jamais revus depuis. Dans ces cas là, ces personnes n'hésitaient pas à lui remémorer certains souvenirs, certaines anecdotes du

passé, tout en lui faisant comprendre que contrairement à sa mère, sa manière de tourner en dérision les contraintes sociales du village la plaçait désormais dans une position d'*outsider*. Il n'était pas difficile dans ces moments là d'observer par sa gestuelle et ses expressions faciales le malaise que cette situation provoquait chez elle. Parmi les enquêtés chez lesquels nous nous sommes rendus en 2015, certains étaient beaucoup plus conservateurs que ceux que nous avons rencontrés en 2014. Au cours des entretiens, les regards, jamais malveillants mais parfois insistants de nos interlocuteurs, amenaient Fadia à jeter un voile sur ses épaules ou sur l'arrière de sa tête, alors qu'elle ne porte pas habituellement le *hijab*. Sa posture parfois plus renfermée, plus réservée, sa gestuelle crispée, ou bien encore son désir de quitter les lieux dès l'entretien terminé, contrastaient fortement avec la joie toujours affichée par Ibtissam de revoir des connaissances qu'elle n'a plus l'occasion de fréquenter aussi régulièrement qu'avant depuis son départ de Syrie.

Enquêter au sein d'un milieu d'interconnaissance aussi dense et soudé implique un certain nombre d'exigences, tant pour l'enquêteur que pour son intermédiaire. Il m'a donc fallu trouver la recette efficace pour me faire accepter en tant que chercheur. Négocier mon entrée et ma place dans ce milieu d'interconnaissance, ou bien encore justifier l'intérêt de ma recherche n'a pas toujours été chose facile. En effet, mes données ont été produites dans le cadre d'un terrain que je qualifierais « d'interpersonnel » [Coffey, 1999] dans le sens où il a été profondément « *dépendant de et guidé par les relations construites et établies au fil du temps* » [Ibid. : 39]. Dans ce contexte, il est « *inévitabile et désirable [de chercher] à développer des relations positives avec ceux que nous sommes amenés à étudier²³* » [Ibid.]. En effet, comme le relèvent Daniel Cefaï et Valérie Amiraux [2002], « *la dynamique d'interaction entre enquêteurs et enquêtés, les processus de catégorisation qui s'y jouent et les relations de confiance et de familiarité qui [se nouent sur le terrain] sont capitaux* » [Cefaï et Amiraux, 2002 : 21]. Dans mon cas, cette observation vaut pour une partie des personnes interviewées, mais plus encore pour mes deux informatrices, ce qui explique pourquoi je n'ai jamais tenté de contourner leur médiation afin d'accéder à de nouveaux enquêtés. En effet, si elles l'avaient souhaité, elles auraient très facilement réussi à me fermer tout ou partie de mon accès à ce réseau, y compris au terrain que projetais de réaliser en Europe dès 2014.

²³ Toutes les traductions contenues dans la thèse sont celles de l'auteur. « *Fieldwork is dependent upon and guided by the relationships that are built and established over time. (...) It is inevitable and desirable that we seek to develop positive relationships with those we are engaged in studying (with).* »

Comme j'ai tenté de le montrer, ces quelques situations vécues et observations de terrain se sont révélées déterminantes dans l'analyse et la redéfinition de mon objet d'étude. Elles m'ont également aidé à définir mon panel et, par là même, les contours géographiques de mon terrain. Par ailleurs, elles m'ont également été utiles pour mettre à jour certains enjeux de pouvoirs et de domination qui régissent les relations enquêteur/intermédiaires/enquêtés [Crick, 1995 ; Robben, 2012]. En revanche, je me suis retrouvé pris dans un « enclivage » [Olivier de Sardan, 1995] volontaire liés à mes objectifs d'enquête, au caractère profondément interpersonnel de mon terrain et surtout à la présence quasi-systématique de Fadia lors des entretiens. En effet, *« le recours à un interprète, qui est toujours aussi un « informateur privilégié », introduit des formes particulières « d'enclivage » : le chercheur dépendant alors des propres affinités et hostilités de son interprète, comme des appartenances ou des ostracismes auquel le voue le statut de ce dernier »* [Ibid. : 20].

Négociant sa place de chercheur au sein d'un milieu d'interconnaissances

Si bénéficiaire du truchement de Fadia et Ibtissam a facilité ma prise de contact avec les enquêtés, cela ne m'a pas dispensé de leur présenter l'objet de ma recherche. Comme le résume Chloé Buire à propos de son terrain de thèse sud-africain au Cap, *« certains [acteurs] sont méfiants, d'autres espèrent trouver quelque chose à y gagner. Dans tous les cas, la présence d'un chercheur est une perturbation à travers laquelle le corps social se révèle, mais une perturbation parmi tant d'autres, avec pour particularité de proposer un échange gratuit, fondé sur la curiosité mutuelle »* [Buire, 2012 : 613]. Attiser cette curiosité passait dans un premier temps par une courte présentation de mon étude au début de chaque nouvelle rencontre. L'objectif était triple : insister sur le fait que nos échanges n'avaient pas vocation à être publiés dans la presse, leur permettre de comprendre le sens des questions que je m'apprêtais à leur poser, et ne pas leur donner de « faux espoirs » [Lammers, 2003] sur d'éventuels bénéfices financiers qu'ils pourraient tirer des entretiens. Je m'efforçais pour cela de leur présenter l'objectif de mon travail, en précisant qu'il s'inscrivait dans le cadre d'une thèse de doctorat sur les réfugiés syriens faisant appel à diverses disciplines, en particulier la géographie, la sociologie et l'histoire²⁴. Si publication il devait y avoir, celle-ci serait donc de type universitaire et non pas journalistique, ce qui semblait rassurer la plupart des enquêtés²⁵. Je

²⁴ Il s'agit de trois disciplines clairement identifiées et identifiables par la majorité des enquêtés. S'agissant de l'histoire, les premiers interviewés ont d'eux même souligné l'aspect historique de certaines des questions que je leur adressais. C'est pour cette raison que j'ai insisté sur l'aspect historique plutôt qu'anthropologique ou ethnographique de mon étude lorsque j'étais amené à la présenter à de nouveaux interlocuteurs.

²⁵ Plusieurs enquêtés ont affirmé avec véhémence qu'ils n'auraient pas accepté de répondre aux questions d'un journaliste, affirmant qu'ils ne souhaitaient pas servir les intérêts des médias qui *« tirent des bénéfices financiers des images négatives et des stéréotypes qu'ils véhiculent sur les réfugiés syriens depuis le début de l'exode »*. La position du chercheur leur semblait donc plus à même de relayer de manière objective les exactions commises par le régime de Bachar Al-Assad et la situation des réfugiés en Jordanie.

les informais ensuite que je souhaitais retracer le plus précisément possible l'histoire des mobilités des habitants de Deir Mqaren depuis, mais également avant, le début du conflit en Syrie. Parmi les premières personnes interrogées, certaines ont considéré que ma volonté de consacrer ma thèse de doctorat à la seule population de ce village était assez suspecte et potentiellement préjudiciable pour eux. Karen Jacobsen et Loren B. Landau [Jacobsen et Landau, 2003] ont attiré l'attention de leurs pairs sur les risques éventuels qu'ils pouvaient causer aux réfugiés auprès desquels ils menaient leurs enquêtes. L'une des premières précautions adoptées a donc été de garantir l'anonymat de l'ensemble des enquêtés, ainsi que celui de leurs proches. Pour ne pas entrer dans des considérations trop complexes pouvant être perçues comme abstraites, j'évoquais ensuite avec les personnes interrogées mon attachement à la Syrie, lié aux différents séjours que j'ai effectués dans ce pays depuis 2008 et aux amis que je m'y suis fait ; avant d'insister sur ma présence à Damas au début de l'insurrection²⁶, fait qui constitua indéniablement l'épisode de ma biographie personnelle ayant le plus profondément motivé mon envie de consacrer une thèse aux exilés syriens.

Préserver l'anonymat des enquêtés

L'une des principales préoccupations des personnes que j'ai interrogées étaient liées à la divulgation de leur identité en cas de publication. Nous avons donc pris conjointement avec les premiers enquêtés la décision d'anonymiser l'intégralité des noms mentionnés au cours de cette thèse. En raison de la mention faite de certains liens de parenté dans ce texte, j'ai choisi de manière unilatérale d'anonymiser aussi les noms des rares personnes m'ayant demandé que j'utilise leur vraie identité, ce qui fut le cas par exemple de Faysal. De fait, l'ensemble des prénoms, ainsi que la première lettre des patronymes utilisés dans ce texte sont tous des noms d'emprunts, que j'ai moi-même attribués aux enquêtés, ou que nous avons choisi ensemble au moment de l'entretien.

Lors des premières discussions que j'ai eu avec Fadia, je me suis rendu compte, par la description qu'elle m'a faite de Deir Mqaren, que je m'étais rendu dans cette bourgade lors d'une marche effectuée avec des amis dans la vallée du Barada au mois de juin 2011. J'avais donc en tête un ensemble de repères spatiaux qui m'ont permis d'évoquer des lieux spécifiques du village, en particulier les abords du Barada plantés de noyers et si chers aux habitants de Deir Mqaren. En plus de laisser mes interlocuteurs pantois, mon évocation

²⁶ J'ai réalisé entre avril et août 2011 un stage de cartographie à l'IFPO de Damas. Prévu au départ pour une période de 2 mois, j'ai décidé d'un commun accord avec Valérie Clerc, ma maître de stage à l'époque, de prolonger mon séjour jusqu'à la rentrée de septembre. Toutefois, l'attaque de l'ambassade de France par des manifestants pro-gouvernementaux le 13 juillet 2011 a conduit les autorités françaises à fermer l'ensemble de leurs représentations diplomatiques en Syrie, ainsi qu'à rappeler leurs ressortissants présents dans le pays. Mon séjour syrien s'est donc achevé quelques semaines après cet événement.

des paysages de la région du Wadi Barada et de leur commune d'origine semblait asseoir immédiatement la légitimité de ma démarche, comme si le fait « d'avoir vu » justifiait celui de « vouloir comprendre et témoigner ». Tout cela m'a placé dans une situation d'enquête particulièrement confortables, durant laquelle je n'ai à aucun moment été assimilé à un acteur humanitaire [Baujard, 2005 ; Fresia, 2005 ; Tallio, 2012 ; Simon-Lorrière, 2013], comme cela m'est parfois arrivé au début de mon étude avec certains enquêtés extérieurs au milieu d'interconnaissance de Deir Mqaren.

Des facilités d'enquêter au sein d'un (tout) « petit monde »²⁷

A mesure que progressait l'enquête, le nombre de personnes ayant entendu parler de ma recherche augmentait considérablement. Lorsque je me suis rendu chez Bachar L. pour l'interviewer à la fin de mon dernier séjour d'enquête en Jordanie, il m'a ouvert la porte de chez lui en m'adressant ces quelques phrases : « *Enfin ! Ce n'est pas trop tôt ! Je commençais à me demander pourquoi ce drôle d'étudiant français qui écrit un livre sur le village n'était pas encore venu me poser de questions... (...) Tu aurais eu tort de repartir sans venir m'interroger, parce que je peux te parler de tout ce qui s'est passé à Deir Mqaren depuis l'époque de mon grand-père !* ». Il m'est aussi arrivé à deux reprises de faire la connaissance de vendeurs du village en déambulant dans les rues d'Amman. D'abord surpris que je devine leur village d'origine à la marque des sucreries qu'ils vendaient, l'évocation de quelques membres de leur réseau personnel suffisait à établir un climat propice à la discussion. L'un d'eux, Abu Omar J. avait déjà entendu parler de moi par l'intermédiaire d'un de ses frères, que je n'ai d'ailleurs jamais eu l'occasion de rencontrer. Lorsqu'il a constaté que je m'étais entretenu avec plusieurs membres de son entourage, il n'a pas hésité à se confier longuement sur son parcours de vie, avant de me demander de revenir lui rendre visite le plus souvent possible sur son lieu de travail. Au cours des jours suivants, je suis revenu le voir quasi-quotidiennement sur son stand, installé dans le souk de la gare routière de Raghdan. Ayant vécu 10 ans au Canada entre 2000 et 2010, la possibilité d'utiliser quelques mots d'anglais semblait lui procurer beaucoup de satisfaction, notamment en ce que cela constituait pour lui un moyen de se distinguer socialement des marchands des étals voisins. Finalement, plus l'enquête progressait et plus j'évoluais dans un milieu d'interconnaissance dont j'arrivais à percevoir précisément les connexions. Réciproquement, un nombre croissant de personnes prenait connaissance de mon enquête de terrain et ne voyait pas d'utilité à ce que je justifie l'objectif et les raisons de ma démarche, comme cela avait été le cas au

²⁷ La formule de « petit monde » est ici empruntée à Stanley Milgram [1967].

début. Au contraire, à partir du moment où les individus sollicités ont compris ce que j'étais venu faire en Jordanie, il m'a semblé qu'ils étaient curieux de me rencontrer et d'observer à leur tour « *l'altérité du chercheur et son appartenance sociale au monde des autres* » [Papinot, 2014 : 141]. Un des indices me permettant d'émettre cette hypothèse vient des questions personnelles de plus en plus fréquentes qui m'étaient adressées ; tout comme l'accueil et l'attitude des enquêtés chez lesquels se déroulaient les entretiens.



Croquis : P. Piraud-Fournet 2017

- Croquis d'un exemple de la disposition des différents protagonistes durant un entretien

Source : Réalisation du croquis, Pauline Piraud-Fournet, juillet 2017. Conception, D. Lagarde

Du don/contre-don, à l'enquêteur-enquêté...

A de très rares exceptions près, les interviews ont toujours eu lieu au domicile des enquêtés, dans un dispositif relativement classique, du moins au début de l'enquête. Le même rituel se répétait systématiquement : après avoir exposé l'objectif de ma recherche à mon interlocuteur pendant que l'un de nos hôtes nous servait du thé ou du café - toujours accompagnés des traditionnelles sucreries provenant de l'usine de Karam F. et des *mokasarat* que l'on retrouve chez tous les habitants de Deir Mqaren – les échanges se déroulaient dans le cadre d'un entretien semi-directif visant à collecter des récits de vie. Cette configuration a progressivement évolué, surtout lors de mon terrain de 2015. Le fait de retourner voir certains enquêtés interrogés l'année précédente, d'être en mesure de prendre des nouvelles de leurs proches rencontrés à d'autres occasions, ou bien encore de m'enquérir de la santé de leurs parents restés en Syrie ou partis en Europe semble avoir été perçu comme une marque de respect et d'intérêt à l'égard de la population du village.

En retour, l'accueil qui m'était réservé devenait de plus en plus formalisé, même de la part de personnes que je n'avais jamais rencontrées auparavant. Ainsi, durant les derniers temps de mon enquête, il était fréquent qu'un repas nous soit servi avant ou après la passation de l'entretien lui-même. Ces moments de convivialité m'ont souvent permis « *d'enrichir mes données d'enquête à partir de matériaux peu formalisés* », de mieux comprendre « *de quoi la vie quotidienne des habitants* » de Deir Mqaren était faite et de découvrir ce dont ils « *parlent spontanément* » entre eux [Olivier de Sardan, 1995 : 6]. N'ayant jamais réussi à refuser ces marques d'hospitalité, il nous est arrivé avec Fadia de manger jusqu'à trois repas en l'espace d'une seule demi-journée ! Devant de telles marques de sympathie et d'attention venues de personnes que je savais être dans une relative précarité financière, la question de savoir comment les aider en retour s'est rapidement posée. Cette situation me mettait d'autant plus dans l'embarras que je rétribuais Fadia pour son travail, alors qu'elle disposait de revenus et de conditions de vie beaucoup plus confortables que les enquêtés. Dès le début de ma recherche, m'engager dans des relations financières avec mon interprète m'a posé plusieurs problèmes d'éthique. Il était donc évident pour moi qu'à aucun moment de l'enquête je n'accepterai de payer pour que des personnes répondent à mes questions, problème qui ne s'est heureusement jamais posé, puisqu'aucune d'entre elles ne m'a sollicité en ce sens. Nous avons en revanche décidé d'un commun accord avec Fadia que nous achèterions ensemble des fruits frais pour chaque foyer dans lequel nous nous rendrions afin de réaliser un entretien, ce type d'attention profitant à la fois aux adultes et aux enfants. Lorsque j'étais prévenu à l'avance que les enquêtés envisageaient de nous préparer un repas, il m'est parfois arrivé d'apporter quelques pâtisseries supplémentaires. Enfin, lors de mon séjour en Allemagne chez Yasmin et Faysal, j'ai offert des jouets à leurs 4 enfants ; et comme je l'avais fait pour Ibtissam quelques mois auparavant, j'ai ramené aux parents depuis la France plusieurs kilos de noix provenant de la ferme où a grandi mon père, présent dont la dimension symbolique fut dans les deux cas particulièrement appréciée.

Au delà de ces contre-dons somme toute assez dérisoires, l'attention portée à l'histoire de leur village d'origine, à leurs parcours de vie et à ceux de leurs parents semblait être perçue par mes interlocuteurs comme une forme de « gratification symbolique » [Bouillon, 2005]. Je rejoins ici Liisa H. Maalki lorsque elle affirme que l'acceptation de l'enquête est souvent liée à la volonté des réfugiés de confier leur récit à un observateur extérieur, dans le but de documenter et de rendre visible l'histoire qui les a

amené jusqu'à leur lieu d'exil [Malkki, 1995 : 55]. J'ai également eu par moment l'impression que mes interlocuteurs me considéraient comme un « *témoin privilégié d'une situation (...) de relégation et d'injustice, ainsi que des efforts [et] de la combativité, mis en œuvre pour y faire face* » [Bazin, 2004 : 172, cité par Papinot, 2014 : 147]. En effet, plusieurs d'entre eux se sont servis de l'entretien comme d'un « espace-temps » leur offrant la possibilité d'exprimer leur rancœur face aux agissements du régime de Bachar Al-Assad, du gouvernement jordanien ou bien encore envers l'immobilisme dont fait preuve la communauté internationale face à la situation des réfugiés syriens. Certains ont été jusqu'à conférer à mes travaux une valeur de témoignage, susceptible de faire changer les consciences et par répercussion les politiques d'accueil européennes. Dans ces cas là, j'ai toujours longuement insisté sur le peu d'écho qu'était susceptible d'avoir ma recherche auprès du public français et à fortiori sur les décideurs européens. Parallèlement, plus on m'attribuait la place de l'observateur étranger, familier des questions de géopolitique internationale et à ce titre perçu comme légitime pour répondre à leurs interrogations, plus on me sollicitait pour que je partage mes opinions sur divers sujets d'actualité. On m'a régulièrement interrogé sur ce que j'avais observé dans le camp de Zaatari, demandé d'exprimer mon sentiment face aux politiques migratoires de la Jordanie et de l'Union européenne, ou bien encore sollicité pour donner mon opinion sur le régime de Recep Tayyip Erdogan, une figure politique qui semblait - du moins à l'époque - particulièrement estimée parmi les réfugiés de Deir Mqaren. On m'a également questionné pour infirmer une rumeur prétendant que les réfugiés ayant bénéficié d'une procédure de réinstallation du HCR vers un pays occidental ne pourraient plus revenir en Syrie une fois la guerre terminée ; sur les conditions d'accès au marché de l'emploi en Europe ; ou encore sur les procédures de regroupement familial vers la Suède... Lors de mon séjour de terrain à Dortmund en juillet 2016, les rôles d'enquêteur et d'enquêté se sont même totalement équilibrés. En effet, contrairement au long échange que nous avons eu chez lui à Jabal al-Taj en 2014, Faysal n'a jamais souhaité prendre part à un entretien formel lors de mon séjour en Allemagne. En revanche, j'ai passé de nombreuses heures à répondre aux questions parfois très personnelles qu'il m'adressait sur ma vie privée, ainsi que sur les codes culturels, les pratiques et les us et coutumes des « Occidentaux ». Je suis apparu pour lui comme une personne en mesure de répondre aux très nombreuses questions qu'il se posait depuis son arrivée en Allemagne, que celle-ci portent sur les opportunités d'emploi dans les différents pays de l'Union européenne, sur les subtilités des relations sociales entre les hommes et les femmes en Europe, ou bien

encore sur le rapport de la société française à la religion musulmane. Finalement, plus mon enquête de terrain progressait et plus les échanges que j'avais avec mes interlocuteurs en dehors des phases d'entretiens formelles prenaient une tournure ouverte et décontractée, mon séjour en Allemagne constituant le point culminant de cette dynamique, tranchant singulièrement avec les premières interviews menées en octobre 2014 ! « *Progressivement, les rôles s'inversent et se confondent* » [Buire, 2012 : 614]. La multiplication des conversations informelles se déroulant dans le cadre de la vie quotidienne des enquêtés participent à « *déritualiser les relations enquêteur/enquêté* » [Schwartz, 1993 : 268] ; favorisant en parallèle l'établissement d'une relation de confiance, qui, dans mon cas, m'a permis d'adresser des questions plus personnelles et d'enrichir la qualité et le degré de précision des récits de vie collectés.

CHAPITRE 2

LA SPATIALISATION DES RÉCITS MIGRATOIRES

Désinstitutionnaliser et déglobaliser la démarche anthropologique conduit nécessairement à porter une attention accrue aux parcours individuels. Les notions d'espace et d'individualité sont essentielles à cette orientation nouvelle.

Marc Augé, 1997

La figuration occupe une place importante dans notre manière de concevoir le monde. Du dessin spontané à la carte la plus mesurée et codifiée, un continuum exprime ce besoin d'images comme si les mots étaient insuffisants.

Denis Retaillé, 2014

Cette thèse entend déconstruire l'approche prônée par les différentes instances (ONG, institutions internationales, États) qui forment le « gouvernement humanitaire » [Agier, 2006, 2008] et s'émanciper « *de l'obsession identitaire qui saisit souvent les leaders politiques, les commentateurs de l'actualité et parfois les chercheurs en sciences-sociales eux-mêmes* » [Agier, 2013 : 8]. Mon propos invite donc à repenser le paradigme institutionnel, en montrant que les réfugiés ne sont pas de vulgaires objets balistiques, n'ayant aucune prise sur leurs projets migratoires. Pour cela, au lieu d'analyser des processus migratoires à partir d'un lieu fixe - qui aurait pu être un camp de réfugiés ou un quartier de ville par exemple - et étudier la provenance des flux convergeant vers cet espace, j'ai pris le parti inverse : partir de l'échelle d'un village et décrypter les trajectoires migratoires de ses (anciens) habitants. Cette démarche compréhensive entend rendre compte d'un processus de diasporisation, en insistant sur la complexité des parcours migratoires qui lui sont contigus, ainsi que sur la diversité des situations vécues par les individus concernés. Dans

ces conditions, adopter le « point de vue de l'autonomie » [Ma Mung, 2009] constitue un prisme essentiel pour étudier la façon dont les individus et les groupes cherchent à aménager par et pour eux-mêmes les conditions de leur migration, y compris lorsque celle-ci est contrainte par un environnement coercitif. Cela nous amènera à mettre l'accent sur le savoir-faire et le pouvoir-faire des réfugiés : « *L'autonomie comme savoir-faire pourrait être alors définie comme la capacité d'un sujet, individuel ou collectif, à constituer et maintenir un monde, et l'autonomie comme pouvoir-faire comme la capacité de ce même sujet à agir sur et à transformer ce monde* » [Ma Mung, 2009 : 29].

Privilégier le point de vue de l'autonomie revient à placer les expériences individuelles des réfugiés au centre de l'analyse. Dans cette perspective, il apparaît donc primordial de s'intéresser à leurs récits de vie. C'est ce que j'ai cherché à faire dans le cadre de mon enquête de terrain en tentant de reconstituer, à partir d'une combinaison d'écoute attentive et de questionnements plus précis, la structure diachronique des événements biographiques des personnes interrogées. Mon ambition était dans un premier temps de saisir des effets de causalité entre leurs pratiques spatiales, depuis le début de la crise syrienne, et les caractéristiques géographiques des réseaux personnels, villageois et marchands, dans lesquels ils étaient déjà imbriqués auparavant. En procédant de la sorte, j'ai cherché à identifier les « *réseaux (...) tissés par delà les frontières depuis plusieurs décennies* » [Pliez, 2002 : 34] qui ont participé de la construction d'un espace migratoire, contenant un ensemble de ressources accessibles via ces mêmes réseaux, et susceptibles d'être remobilisées par l'ensemble du groupe en temps de crise. *In fine*, mon intention était de comprendre comment les flux de réfugiés au départ de Deir Mqaren se sont déployés au sein de cet espace de circulation, en s'appuyant sur les structures sociales à disposition et les solidarités préexistantes au conflit [Gehrig et Monsutti, 2003]. Dans un second temps, j'ai cherché à dépasser la notion de réseau dans son acceptation métaphorique [Torre, 2016] afin de revenir sur les dimensions sociales, spatiales et temporelles des structures réticulaires contemporaines sur lesquelles s'appuient les réfugiés tout au long de leurs parcours migratoires. Pour cela, je suis allé puiser des outils développés dans le cadre de recherches consacrées à la sociologie des réseaux sociaux, qui m'ont permis de saisir des continuités entre des réseaux d'acteurs et de lieux. Toutefois, en restant profondément ancré dans une approche géographique de mon objet d'étude, à aucun moment l'objectif n'a été de quantifier « *des réseaux sociaux et (...) leur impact, mais [plutôt d'identifier] des processus*

à l'œuvre à l'intérieur et autour de [ces réseaux] » [Berrou, 2010 : 85] susceptibles d'influencer la dimension spatiale des processus migratoires étudiés.

1. Collecter des récits migratoires

Si le récit de vie se situe au croisement de nombreuses disciplines des sciences-humaines [Burrick, 2010], il puise néanmoins ses origines dans les travaux menés dans l'entre-deux-guerres par des sociologues de l'École de Chicago. Dès le début des années 1920, ces derniers ont eu recours à différents types de matériaux biographiques (récits de vie, autobiographies, mémoires, états civils) pour mener leurs recherches auprès de groupes sociaux demeurés jusqu'alors relativement absents du paysage sociologique traditionnel. Parmi eux, William Thomas et Florian Znaniecki se sont intéressés aux réseaux tissés par les migrants polonais entre les États-Unis et leur pays d'origine, ainsi qu'à leurs conditions de vie avant leur départ de Pologne et depuis leur arrivée sur le continent américain. La monographie monumentale issue de leurs investigations [Thomas et Znaniecki, 1958] constitue l'un des premiers exemples d'étude consacrée à une population de migrants internationaux à partir d'un matériau narratif. En France, l'approche biographique émergera dans les années 1970, grâce notamment aux travaux de Daniel Bertaux [1976, 1980]. Dans le champ des études sur les migrations forcées, il a fallu attendre le début des années 1980 pour voir des socio-anthropologues avoir recours à des méthodes d'enquête similaires afin de mettre en lumière des parcours d'exil parfois profondément divergents [voir par exemple Freeman, 1989 ; Veith, 1994 ; Freeman et Nguyễn, 2003 ; Marshood, 2010 ; Morrice, 2011]. Comme le souligne Marita Eastmond [2007], en donnant la parole aux acteurs, le récit de vie permet de replacer l'expérience vécue par les individus au centre de l'analyse, pour sortir des généralisations véhiculées à travers la notion de « *refugee experience*²⁸ » [Stein et Tomasi, 1981]. Pour Beate Collet et Blandine Veith [2013], il s'agit de « *comprendre les projets [que les migrants] construisent pour accéder à des conditions de vie plus conformes à leurs aspirations en termes de droits et de rapports sociaux, économiques et politiques. Si chaque chercheur, selon ses orientations théoriques, privilégie telle ou telle facette des processus, c'est toute la complexité des logiques individuelles et sociales que l'approche biographique vise à éclairer. (...) L'objectif est ainsi de sortir des analyses qui transforment les migrants en victimes, en mettant en lumière les ressorts de l'action, les stratégies et les projets, qu'ils échouent ou*

²⁸ « *Too frequently viewed as isolated, deviant and nonrecurring, the refugee experience and refugee behavior may be scientifically perceived as distinctly consistent and notably predictable* » [Stein et Tomasi, 1981 : 6].

qu'ils aboutissent, en soulignant aussi la diversité des migrations, des mobiles, des générations historiques. Il ne s'agit certes pas de sous-estimer le poids des déterminismes et des contraintes qui pèsent sur les individus, mais de les appréhender autrement en écoutant aussi ce que ces derniers racontent de leurs expériences et du sens qu'ils leur accordent » [Ibid. : 37-38 et 46-47]. Comprendre les projets des migrants, éclairer la complexité de leurs logiques individuelles, mettre en lumière les ressorts de leurs actions, la diversité de leurs parcours. Cette citation de Beate Collet et Blandine Veith semble résumer à elle seule l'intérêt d'adopter une approche biographique pour étudier des parcours migratoires de réfugiés. Cependant, il est important de garder à l'esprit que cette méthode, basée sur l'histoire intime des individus, comporte une forte dimension subjective, susceptible d'aboutir à des récits dissimulant des décalages profonds entre la vie telle qu'elle est vécue (*life as lived*), la manière dont elle a été expérimentée par les individus (*life as experienced*), avant d'être racontée au chercheur (*life as told*), qui la traduira dans un dernier temps sous forme de texte (*life as text*) [Eastmond, 2007 : 249]. Ces quatre étapes de production d'un récit de vie constituent donc autant de biais possibles entre la réalité d'un parcours de vie et la façon dont un chercheur en rendra compte.

Dans l'introduction de son livre *Hearts of Sorrow* [1989], James M. Freeman abonde dans ce sens, en affirmant que « *the life stories in this book are, strictly speaking, not autobiographies, but narratives that are the product of my collaborative activities with the narrators and the research-interpreters. The words are those of the narrators; they are, however, a response to questions asked by me. (...) But I alone edited these accounts, arranged them according to themes, and provided explanatory notes and interpretations* » [Ibid. : 23]. Pour Bruner, les travaux issus du courant de l'approche biographique restent donc avant tout « *our stories about their stories* » [Bruner, 1986 : 10]. En effet, même en faisant preuve de la plus grande rigueur scientifique, un chercheur ne pourra jamais rendre compte de manière intrinsèque de l'expérience vécue par un tiers. Les récits qu'il collectera risqueront toujours d'être emprunts d'une certaine forme d'autocensure, aussi faible soit-elle. Ils comporteront inévitablement des approximations, à fortiori lorsqu'ils portent sur des situations d'exil souvent « *génératrices de traumatismes susceptibles de perturber les souvenirs, de favoriser le refoulement de[s] épreuve[s] vécues par les réfugiés* » [Liagre, 2008 : 456]. Plusieurs auteures ont également attiré l'attention sur les difficultés rencontrées par certains réfugiés pour évoquer leurs souvenirs les plus douloureux. Elles invitent en retour leurs pairs à être particulièrement attentifs aux silences [Ghorashi, 2008], aux non-dits et au langage corporel [Lammers, 2003 ;

Eastmond, 2007] des enquêtés. A de multiples reprises, j'ai constaté que le timbre de voix, la posture, le regard ou encore les expressions faciales émotionnelles des exilés interrogés exprimaient de manière beaucoup plus sensible et explicite que des mots « *la violence du régime de mobilité opérant aux frontières* » [Heller et Pezzani, 2015 : 95], ainsi que la pénibilité des voyages entrepris pour tenter de contourner les obstacles qui en résultent. Si je m'efforcerai d'en rendre compte tout au long de cette thèse sous la forme d'écrits et de représentations (carto)graphiques, les émotions exprimées de manière silencieuse par mes interlocuteurs resteront difficiles à partager avec le lecteur. J'ajouterais par ailleurs que les témoignages des enquêtés portent incontestablement les stigmates de ma qualité de géographe. J'entends par là que les questions que je leur ai adressées visaient à leur faire générer un discours orienté autour des dimensions spatiales de leurs parcours de vie. En conséquence, cette démarche introduit un biais supplémentaire, résultant du décalage existant entre la perception globale qu'ils se font de leur propre vécu, et l'approche que j'ai choisi d'adopter pour en rendre compte. Dans les pages qui suivent, j'entends donc exposer au lecteur les méthodes d'entretien - souvent basées sur des « bricolages méthodologiques » élaborés durant les différentes phases d'enquête de terrain - mobilisées afin de collecter des récits permettant de rendre compte de l'imbrication parfois complexe entre des réseaux de personnes et des réseaux de lieux, tels qu'ils se construisent tout au long des parcours migratoires des réfugiés.

- Question de l'interprétariat

La durée des entretiens formels a considérablement varié en fonction de la volonté de mes interlocuteurs de partager leur histoire de vie. Les échanges les plus longs ont duré jusqu'à quatre heures environ, certains ayant été réalisés en deux fois, tandis que les plus courts se sont déroulés en une demi-heure seulement. Comme je l'ai évoqué précédemment, les récits de vie ont été collectés grâce à l'intermédiaire de Fadia qui, en plus de faciliter mon accès aux enquêtés a aussi joué le rôle d'interprète. Comme le résume si justement Gilles Sautter [1995], « *la langue est une percée dans la pensée de la société de ceux qu'on analyse* » [*Ibid.* : 194]. Conscient de l'importance de maîtriser correctement la langue de mes interlocuteurs, j'ai suivi des cours d'arabe dialectal syrien depuis le premier mois de mon inscription en thèse en octobre 2013, jusqu'à la fin de mon dernier terrain en Jordanie en décembre 2015. Malgré tout, mon niveau de langue reste limité. Par conséquent, je n'ai réussi à mener des entretiens entièrement en arabe et de manière

totalelement autonome que lors de mon terrain de juillet 2016 à Dortmund. Au cours de ce séjour, il m'est arrivé de perdre des bribes d'explications sur des sujets pour lesquels je ne dispose pas de vocabulaire dans cette langue, mais cette lacune a largement été comblée par la richesse des informations tirées de l'observation participante [Mekdjian, 2009]. Néanmoins, dès les premiers entretiens initiés en octobre 2013, je me suis efforcé de m'adresser le plus souvent possible aux enquêtés dans leur langue maternelle. Après quelques semaines d'immersion, j'ai acquis suffisamment de mots de vocabulaire liés à l'exil pour leur poser moi-même quelques questions sur la succession des étapes de leurs parcours migratoires. Par la suite, mis à part avec une minorité d'enquêtés ayant un accent très prononcé, j'étais en mesure de comprendre les propos de mes interlocuteurs, Fadia intervenant surtout pour traduire mes questions et éclairer certaines subtilités de leur discours que je n'arrivais pas à saisir moi-même. Malgré tout, ma maîtrise insuffisante de l'arabe a constitué une limite évidente à la communication, sans parler de la perte de certaines nuances lors des traductions effectuées par Fadia ou durant mon séjour à Dortmund.

- D'un entretien semi-directif classique à une narration plus orientée

Collecter des récits de vie

Dans la mesure du possible, j'ai cherché à ce que le déroulement des entretiens suive la chronologie des parcours de vie des enquêtés. Dans un premier temps, il s'agissait de les amener à se présenter, puis à évoquer leur vie quotidienne avant le début du conflit dans le cadre d'un entretien semi-directif laissant parfois place à certaines digressions. Dans le cas des colporteurs, cette introduction les a systématiquement amené à décrire en détail l'activité professionnelle qu'ils exerçaient, en insistant sur la fréquence de leurs mobilités commerciales vers la Jordanie, l'organisation de leurs circuits de vente, les bénéfices qu'ils tiraient de ce métier, ou encore la vie en collectivité au sein des appartements dans lesquels ils séjournaient temporairement dans les villes qui constituaient les principaux point d'ancrage de leur réseau marchand. Plus rarement, il est arrivé qu'ils fassent un retour chronologique pour parler de l'activité professionnelle de leurs parents. Dans ces cas là, je leur demandais de faire appel à leurs souvenirs les plus lointains afin qu'ils me fournissent des informations sur leurs pratiques tels qu'eux s'en souviennent, ou tels que leurs proches le leur contaient. Rares toutefois sont ceux qui ont été en mesure d'entrer dans le détail, mais, parmi les enquêtés les plus âgés, certains ont

réussi à décrire des pratiques agricoles et marchandes, à retracer des circuits de vente remontant aux premières années du XX^e siècle. Quand bien même les différents récits collectés sur cette époque « préfrontalière » [Givre et Sintès, 2015] faisaient état de pratiques similaires, ils restent néanmoins basés sur des histoires transmises de génération en génération et comportent de fait d'importantes approximations, en plus d'être vraisemblablement magnifiés. Faire appel à la mémoire des enquêtés m'a également permis de retracer avec plus de précision le processus d'établissement, de fonctionnement et de reproduction de la branche jordanienne du réseau marchand à l'époque contemporaine, et d'en identifier les acteurs clés.

Après cette longue séquence introductive, la suite de l'échange avait trait à des événements biographiques ultérieurs aux prémices de l'insurrection de mars 2011, à commencer par les ressorts de leur prise de décision migratoire. Cette étape de l'entretien marquait généralement le point de départ des récits collectés auprès des femmes de Deir Mqaren.²⁹ Là encore, certains enquêtés passaient rapidement sur cet aspect de leur parcours de vie, tandis que d'autres s'efforçaient de replacer cette bifurcation biographique dans un contexte politique et individuel plus large. Dans ces cas là, ils évoquaient principalement les exactions commises par le clan al-Assad depuis son arrivée au pouvoir en 1970, la chronologie de l'insurrection et des violences à l'échelle du village, ou encore les difficultés quotidiennes engendrées par la guerre. De nouvelles questions cherchaient ensuite à mieux comprendre les logiques et les stratégies migratoires des enquêtés, à identifier les localités et les routes qui composent leurs itinéraires, les moyens de transport utilisés et la durée de chacune des étapes du périple les ayant amené jusqu'à leur lieu d'installation en Jordanie. A partir de là, le contenu des échanges prenait une tournure plus géographique, tout en étant plus « contraints » par des relances fréquentes de ma part.

Identifier des imbrications entre des réseaux de lieux et des réseaux de personnes

Les informations collectées durant la première partie des entretiens permettent de comprendre l'influence des réseaux sur les pratiques de mobilités des habitants de Deir Mqaren dans le temps long. Elles contribuent également à éclairer certaines logiques de

²⁹ Il s'agit là d'une des limites de cette étude, liée à ma conduite des entretiens et à mon approche qui se focalisait essentiellement sur les parcours migratoires des réfugiés. Mis à part avec Fadia, je n'ai pas réellement amené les femmes que j'ai interrogées à me parler de leurs conditions de vie à Deir Mqaren avant 2011. Les interroger sur leur vie quotidienne au village, notamment lors de l'absence temporaire de leurs maris partis au Liban ou en Jordanie dans le cadre de leur activité professionnelle aurait considérablement enrichi leurs récits de vie, ainsi que ma compréhension du lien entre les pratiques de mobilités des hommes et l'immobilité géographique de leurs épouses et enfants jusqu'au déclenchement du conflit.

« canalisation » et de « polarisation » des flux [Faret, 2003] au départ du village pour la période ultérieure à 2011. Toutefois, malgré une entrée par l'échelle micro adoptée à travers l'approche biographique, le récit de vie ne permet pas à lui seul de montrer de manière tangible les mécanismes relationnels qui permettent aux réfugiés de circuler au sein d'un espace transnational soumis à des régimes de mobilité coercitifs. Pour comprendre précisément comment les étapes des parcours migratoires des réfugiés syriens « *se lient entre elles, se succèdent, se chevauchent* » [Counilh, 2014 : 22], il est nécessaire de s'intéresser aux acteurs qui créent « *des continuités et des connexions à priori improbables entre des réseaux de lieux et des réseaux de personnes* » [Tastevin et Pliez, 2015 : 122]. Il s'agit pour cela de placer la focale sur le mouvement des individus ; d'appréhender leurs itinéraires « de l'intérieur », en s'intéressant aux acteurs qui interviennent sur des segments de routes et dans des localités variées, souvent distantes, afin de permettre aux réfugiés d'atteindre des destinations plus sûres et des conditions de vie plus conformes à leurs aspirations. Pour ce faire, j'ai cherché à collecter des informations précises sur les dimensions spatiales, relationnelles et temporelles de leurs périple.

Le deuxième temps des entretiens ne cherchait donc plus uniquement à mesurer l'influence des réseaux déjà établis avant le départ, mais plutôt à identifier l'ensemble des intermédiaires qui facilitent l'accès des réfugiés à des ressources distantes, le moment où ils interviennent dans leur parcours, ainsi que les localités à partir desquelles ils opèrent. L'échelle d'analyse ne porte donc pas uniquement sur les réseaux personnels des enquêtés, mais plutôt sur des « *processus pouvant impliquer plusieurs acteurs, individuels ou collectifs* » [Grossetti, 2011 : 163]. En remontant les maillons de ces « chaînes relationnelles » [Grossetti *et al.*, 2011] dans une démarche géographique, il s'agit de s'intéresser à des « *liens sociaux en train de se faire, et ceci non pas pour analyser les liens eux-mêmes, mais plutôt les points qu'ils relient ou qui sont à relier, en les traçant dans un cadre géographique multisitué* » [Tastevin et Pliez, 2015 : 123].

Pour saisir les imbrications entre des réseaux de lieux et des réseaux de personnes permettant de créer des continuités entre des espaces distants et discontinus, je me suis inspiré de la méthode des « expériences vécues » [Bertaux, 2010] ; utilisée sous le vocable « d'histoires de cas » [Grossetti et Barthe, 2008] ou de « récits de pratiques » [Grossetti, 2011], lorsqu'elle vise à identifier des processus impliquant plusieurs acteurs, qui ne se connaissent pas nécessairement entre eux. Ces dernières années, ce type de méthode -

popularisé dans les années 1970 par l'article fondateur de Mark Granovetter (1973) - a été utilisé pour mettre au jour des processus entrepreneuriaux, aussi bien au « Nord » [Grossetti *et al.*, 2006 ; Grossetti et Barthe, 2008] qu'au « Sud » [Berrou et Gondard-Delcroix, 2012 ; Tastevin et Pliez, 2015]. Dans mon cas, il s'agissait d'appréhender des processus migratoires. Rejoignant Julien Brachet qui invite à « *envisager la migration comme un processus, comme [un] fait social caractérisé par la notion de « mouvement » (...) qui se réalise progressivement dans le temps et dans l'espace* » [Brachet, 2012 : 548-549], j'ai sollicité les enquêtés pour qu'ils décrivent en détail l'avancement de leur parcours entre le moment de leur départ de Deir Mqaren et leur installation hors camp en Jordanie. En m'inspirant des sociologues qui cherchent à identifier des chaînes relationnelles, j'ai tenté de reconstituer des chaînes de localités qui, mises bout à bout, forment la colonne vertébrale des itinéraires empruntés par les réfugiés entre la Syrie et la Jordanie³⁰. A chaque fois qu'une nouvelle étape était mentionnée, je leur faisais préciser quels moyens de transport ils avaient empruntés pour s'y rendre et le temps que cela leur avait pris. Cette démarche me permettait aussi de récolter des impressions plus subjectives sur leurs expériences des lieux et de la route. Je m'attachais ensuite à saisir les chaînes relationnelles activées - localement ou à distance - tout au long de leur parcours. A chaque fois que les enquêtés faisaient référence à une ressource externe liée à leur progression dans l'espace (information, argent, documents officiels, moyen de locomotion, passage d'une frontière, hébergement, services de santé), je leur demandais de préciser la façon dont cet accès s'était réalisé. Lorsqu'une nouvelle personne était mentionnée, je les sollicitais pour savoir si elle faisait partie de leur réseau personnel ou, dans le cas contraire, par l'intermédiaire de qui est-ce qu'ils étaient entrés en contact avec elle. Des questions supplémentaires visaient à permettre d'identifier la localisation de ces différents intermédiaires, leur nationalité, leurs activités ; autant d'interrogations auxquelles mes interlocuteurs n'étaient pas toujours en mesure d'apporter des réponses. Dans le prolongement de cette approche par les chaînes relationnelles, j'ai occasionnellement eu recours à des « générateurs de noms³¹ » afin d'appréhender le degré « d'éclatement géographique » des réseaux personnels des enquêtés, ou encore afin de savoir aux côtés de qui ils avaient voyagé entre

30 Comme nous le verrons par la suite, la même méthode a été utilisée avec Yasmin, afin d'appréhender des processus similaires, mais pour un voyage plus long, entre la Jordanie et l'Allemagne.

31 Un générateur de noms est un outil qui utilise une ou plusieurs questions précises dans le but d'obtenir une liste contenant les noms des personnes qui forment un réseau personnel. A titre d'exemple, voici les générateurs les plus régulièrement utilisés au cours de cette enquête : « *Citez l'ensemble de vos proches originaires de Deir Mqaren et résidant actuellement hors de Syrie ? ; Quelles sont les personnes avec qui vous avez voyagé entre Deir Mqaren et votre destination finale (en Jordanie ou en Allemagne) ? ; Qui sont les personnes avec lesquels vous entreteniez le plus d'affinités en Syrie et maintenant ? ; Avec qui entretenez-vous le plus de contact par le biais d'outils de communication à distance ?* ». Pour plus de détails sur cette méthode et ses utilisations possibles, lire l'article de Claire Bidart et Johanne Charbonneau [2011].

chacune des étapes de leurs parcours. Cette méthode, associée à celle des relevés généalogiques et à l'observation participante, m'a permis d'identifier des groupes de voyageurs constitués sur la base de relations de parenté ou de proximité sociale (amitié) et géographique (voisinage). Le dernier temps de l'entretien redevenait ensuite moins contraint et reprenait progressivement la forme d'un entretien semi-directif classique, destiné à collecter des impressions sur leurs pratiques quotidiennes en Jordanie, leurs relations avec la population locale, ou encore leurs projets migratoires.

Une méthode qui nécessite l'établissement de relations de confiance avec les enquêtés

La collecte de récits de pratiques s'est révélée être un exercice relativement délicat à mettre en place en contexte d'asile, surtout auprès d'un panel d'enquêté composé d'hommes et de femmes fuyant une dictature dotée de services de sécurité omniprésents dans la vie quotidienne en Syrie. Obtenir des résultats significatifs par le biais de cette méthode implique donc impérativement d'établir un climat de confiance et de faire preuve d'une véritable sincérité envers les enquêtés. Si j'ai évoqué précédemment l'aspect désagréable et frustrant de ma situation de dépendance envers Fadia et Ibtissam, je n'aurais certainement pas été en mesure d'appliquer cette méthode aussi efficacement sans la médiation de ces deux femmes. Bien qu'ayant bénéficié de leur truchement dès les premiers entretiens menés avec des exilés de Deir Mqaren, j'ai attendu d'avoir collecté un certain nombre de récits de vie « conventionnels » avant de recourir à la méthode des histoires de cas. Ainsi, la majorité des données relationnelles obtenues dans le cadre de cette enquête l'ont été lors du séjour de terrain que j'ai réalisé en Jordanie à l'automne 2015, notamment auprès de personnes que j'avais déjà rencontrées l'année précédente. D'une année sur l'autre, certains enquêtés se sont confiés sur des aspects de leurs parcours qu'ils s'étaient gardés de partager avec moi lors de notre première rencontre, notamment sur des ressources auxquelles ils ont accédé de façon informelle (passeurs, bakchichs, relations privilégiées avec des fonctionnaires jordaniens). Par ailleurs, pour réussir à reconstituer précisément des chaînes de relations et des chaînes de localités, l'enquêteur doit être rigoureux dans ses questions et systématique dans ses relances ; l'interprète doit prendre soin de traduire en citant dans le menu détail l'ensemble des individus et des étapes mentionnés par l'enquêté, qui doit lui-même faire preuve de beaucoup d'attention et de bonne volonté afin de rendre compte le plus fidèlement possible des multiples composantes de son parcours migratoire. Mes prises de notes furent donc nombreuses et précises, afin de procéder aux bonnes relances durant

l'entretien, puis faciliter ensuite ma retranscription des récits de vie.

Traitement et analyse des données spatiales et relationnelles

A la fin de chaque journée d'entretiens, une fois de retour chez moi, je m'efforçais de retranscrire le plus minutieusement possible les récits de vie des enquêtés. Face aux nombreux refus que j'ai essuyé au début de l'enquête pour enregistrer les interviews, j'ai rapidement renoncé à utiliser un enregistreur. Il était donc d'autant plus important de retranscrire rapidement ces entretiens afin de limiter au maximum le nombre d'approximations dans les récits. L'objectif principal de cet exercice était de reconstituer la trame chronologique des parcours des réfugiés. En effet, même en m'efforçant de leur faire narrer l'avancement de leurs périples étape par étape, il est très souvent arrivé que mes relances amènent les enquêtés à revenir sur des faits antérieurs à ceux qu'ils étaient entrain d'évoquer à ce moment-là. Malgré le caractère chronophage de cette tâche, la retranscription rapide et rigoureuse des récits m'a permis de faire instantanément émerger de nouvelles interrogations et d'améliorer ainsi mon questionnement tout au long de l'enquête. Par ailleurs, afin de m'assurer de la cohérence de l'enchaînement des différentes séquences des itinéraires, ainsi que des phases de mobilités résidentielle et professionnelle évoquées lors des entretiens, il m'est arrivé de traduire les parcours les plus complexes sous forme de frises chronologiques dessinées à la main. Cela m'a parfois permis d'identifier des incohérences temporelles ou encore de relever d'importantes approximations dans les récits. Le cas échéant, j'étais en mesure de recontacter par téléphone ou de retourner voir les enquêtés afin de clarifier certains points précis de leurs histoires de vie. Au fur et à mesure de la collecte, les récits étaient croisés entre eux pour donner une compréhension à plusieurs voix du microcosme étudié. Ce procédé m'a amené à identifier des similitudes et des différences entre les dimensions spatiales et temporelles des parcours des différents enquêtés, ainsi qu'à cerner un ensemble d'acteurs communs ayant facilité leur accès aux ressources. A partir de là, l'enjeu était de réussir à construire une (carto)graphie efficace, susceptible de rendre compte de la manière la plus précise possible de toute la complexité des dynamiques migratoires contenues dans ce matériau narratif.

2. Construire une cartographie des expériences vécues

Effectuer un recensement exhaustif des nombreuses tentatives de cartographie des migrations relève de l'impossible. En effet, celles-ci sont disséminées dans des publications hétéroclites, dont certaines sont de surcroît difficilement accessibles à la consultation. Je tenterai néanmoins de mentionner dans ce chapitre quelques-uns des travaux réalisés par les pionniers de cet exercice. À défaut d'être exhaustive, cette tentative d'État de l'art de la cartographie des migrations constituera l'occasion de présenter une partie des techniques utilisées et des figures produites sur ce thème, depuis la première moitié du 19^{ème} siècle. Il s'agira donc de mettre en évidence les continuités et les différences qui existent entre ces travaux et ceux des cartographes contemporains, qui tentent de représenter les phénomènes migratoires dans toute leur diversité. À travers cette démarche, mon intention vise aussi et surtout à souligner la manière dont ces différentes approches ont pu influencer ma propre pratique cartographique, et par extension la réalisation des diverses cartes contenues dans cette thèse.

D'une cartographie essentiellement quantitative, les représentations graphiques des phénomènes migratoires se sont progressivement appliquées à illustrer des aspects plus individuels des migrations internationales. Dans un souci d'articuler mon objet de recherche sur la population de Deir Mqaren, aux dynamiques les plus globales de l'exil syrien, il me semblait indispensable de jouer sur ces jeux d'échelles, en passant de la représentation de phénomènes de masse, à celle d'histoires migratoires plus intimes, centrées sur l'individu. Cette thèse contient ainsi plusieurs figures représentant des déplacements de population se déployant dans un cadre géographique multiscalair, allant du local au transnational. Celles-ci doivent donc être perçues avant tout pour ce qu'elles sont, à savoir une tentative supplémentaire de représentation cartographique du mouvement [Gallais, 1976 ; Boyer, 2005 ; Kaddouri, 2008 ; Ravenel *et al.*, 2010 ; Retailé *et al.*, 2012 ; Retailé, 2013 ; Counilh, 2014] ; opération périlleuse s'il en est, dans la mesure où « *le mouvement en tant que tel et l'espace du mouvement disparaissent dans l'opération cartographique dont les repères restent fixes* » [Retailé *et al.*, 2012 : 3]. Comme ce fut le cas pour la

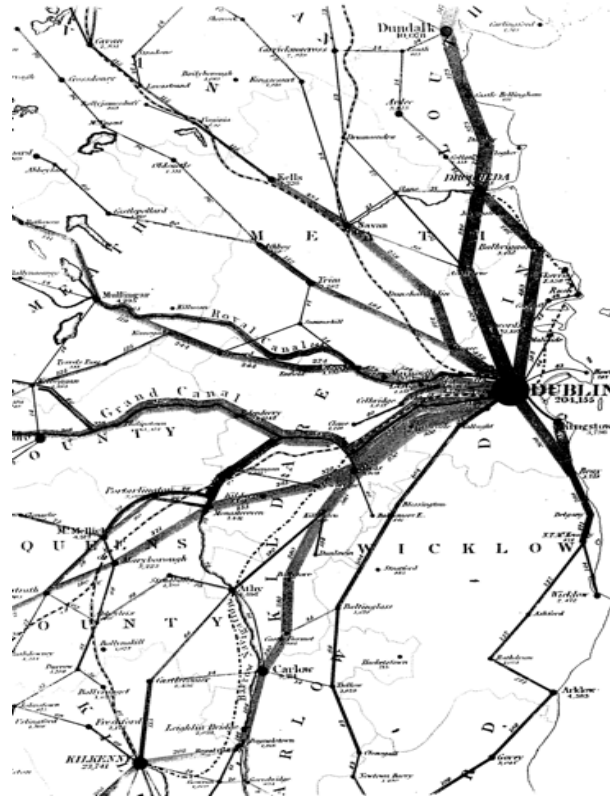
construction des outils méthodologiques présentés dans les pages précédentes, certaines de ces figures sont issues d'un long processus de tâtonnements, marqué par de nombreuses séances de « bricolages cartographiques » en solitaire, ainsi que de réflexions collectives, menées dans le cadre des ateliers « Mondis-Geovisu³² ».

Mon intention de dresser un État de l'art des travaux cartographiques portant sur des mouvements de population répond également à un intérêt personnel de longue date pour l'histoire de la cartographie des migrations internationales. Au début de ma thèse, j'ai minutieusement cherché à consulter des écrits susceptibles de retracer l'évolution des représentations cartographiques des phénomènes migratoires, sans jamais réussir à trouver d'études répondant pleinement à mes interrogations. J'ai donc choisi de me lancer moi-même dans cette tâche, avant de constater que je n'étais pas le seul à me poser ces questions. En effet, un collectif de chercheurs-cartographes français - dont les travaux de certains sont largement cités dans les lignes de ce chapitre - a achevé un travail de recensement des différentes tentatives de visualisation des mouvements migratoires [Bacon *et al.*, 2016] au moment même où je terminais de rédiger ce chapitre³³. J'ai néanmoins fais le choix de ne pas modifier mon texte après la consultation de cet article, afin de mieux souligner les similitudes et les différences des résultats que nous avons respectivement obtenus. J'incite donc d'autant plus le lecteur à consulter ce papier, paru dans la *Revue Européenne des Migrations Internationales* (REMI) au cours de l'année 2017. S'agissant de l'organisation de la suite de ce chapitre, après avoir retracé l'émergence de la cartographie des migrations, puis présenté ses évolutions les plus récentes, je reviendrai en détail sur les aspects méthodologiques m'ayant permis de réaliser le passage entre récit [Caquard et Joliveau, 2016] et cartographie d'itinéraire [Besse, 2010].

³² Ces ateliers de recherche, organisés durant le premier semestre de l'année 2017 - au début de la rédaction de ce manuscrit - furent coordonnés par Françoise Baboken, Anne-Christine Bronner, Laurent Jégou, Marion Maisonobe, Philippe Tastevin, Najla Touati et moi-même. Pour plus d'informations sur les différentes séances organisées, consulter le carnet Hypothèses « Mondis » consacré aux ateliers « Mondis-Geovisu » <https://mondis.hypotheses.org/410>.

³³ Je remercie Olivier Clochard d'avoir partagé avec moi, avant sa publication finale, la version manuscrite de l'article de Bacon et al. [2016], dont je n'avais pas encore pris connaissance avant de lui parler de ce chapitre de ma thèse.

- Genèse d'une cartographie des mouvements de population

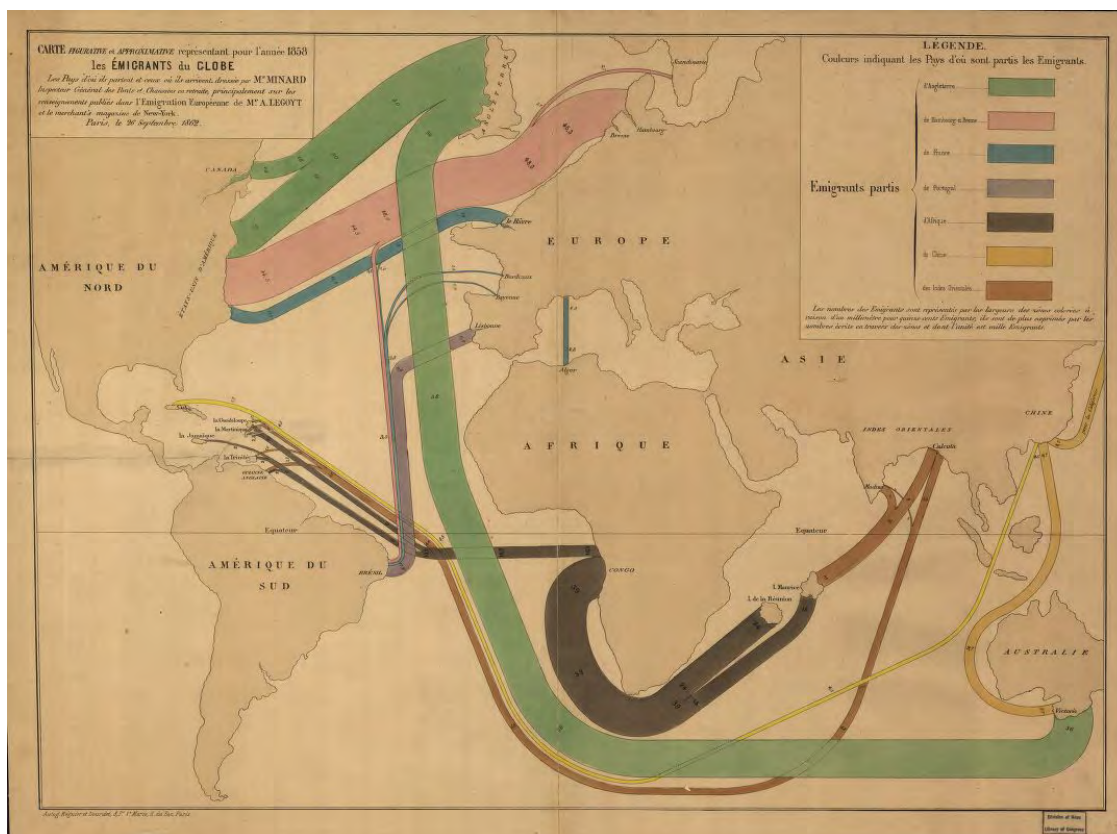


Carte 4 Nombre de passagers convoyés par voies de chemin de fer en Irlande (Henry D. Harness, 1837)

Source : British Museum. Carte accessible à l'adresse suivante <http://www.math.yorku.ca/SCS/Gallery/images/harness-flow.gif>

Parmi les travaux des chercheurs ayant contribué à poser les jalons d'une cartographie des mouvements de population, la carte réalisée par Henry D. Harness en 1837 fait figure d'acte fondateur. Selon Arthur H. Robinson [1955], célèbre géographe et cartographe américain, cette représentation du nombre relatif de passagers convoyés par voies de chemin de fer à travers l'Irlande, constitue le premier exemple du recours à un tracé linéaire, pour représenter graphiquement une donnée quantitative. Au cours des années suivantes, Charles Minard réutilisa cette méthode à de multiples reprises pour représenter l'intensité de divers types de flux à travers sa série de cinquante et une cartes figuratives. Ses figures témoignent d'une grande rigueur statistique et d'une approche esthétique jamais atteinte jusqu'alors, au détriment il est vrai de l'exactitude géographique de certains de ses fonds de carte [Robinson, 1967]. Après avoir été parmi les premiers cartographes à recourir à des figurés de proportionnalité pour représenter l'importance des volumes de flux - comme l'avait fait Henry D. Harness avant lui - il introduisit en

1856 l'utilisation de figurés de couleurs, pour distinguer les différents types de matières premières circulant le long de réseaux commerciaux complexes [Rendgen, 2016]. Plus tard, il ira jusqu'à expérimenter la méthode des diagrammes circulaires - imaginée au début du siècle par l'économiste écossais William Playfair - afin de représenter sur une carte les volumes de marchandises en transit dans les principaux ports français [Ibid.]. Cette technique, qui à l'époque n'était pas encore utilisée dans le domaine de la cartographie des migrations, a été largement reprise depuis afin de localiser des stocks de migrants à des échelles différentes. Au delà des innovations impulsées par Charles Minard dans la pratique cartographique en terme de rigueur statistique, de sémiologie graphique et d'esthétique, ce dernier contribua également à la représentation des migrations par son planisphère intitulé *Les émigrants du globe*. Cette carte, publiée en 1862, est en effet considérée comme la première représentation graphique de flux origine/destination utilisée pour représenter des mouvements de migrants à l'échelle internationale [Boyandin *et al.*, 2010].



Carte 5 Les émigrants du globe (Charles Minard, 1862)

Source : Library of Congress.

Carte accessible à l'adresse suivante <https://www.loc.gov/item/98687134/>.



Carte 6 Currents of migration (Ernst G. Ravenstein, 1885)

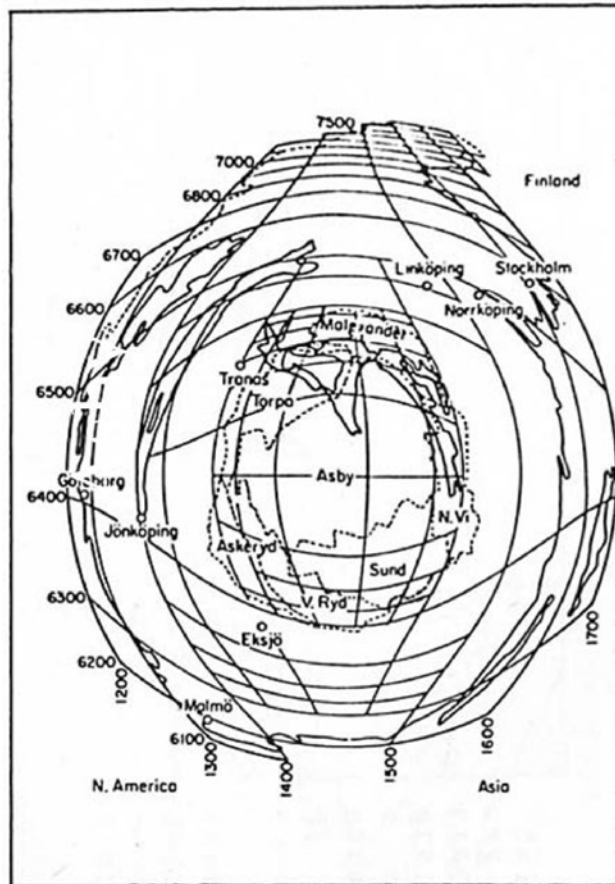
Source : Complexity.info.

Carte accessible à l'adresse suivante <http://www.complexcity.info/files/2013/12/Figure-2-4-color.png>

En 1885, c'est au tour du cartographe Ernst Georg Ravenstein de marquer durablement sa discipline, avec une carte intitulée *Currents of Migrations*. Celle-ci symbolise les déplacements de migrants internes à différentes échelles de l'archipel britannique. En ayant recours à l'utilisation de flèches, Ravenstein introduit « *le lien orienté non proportionnel pour représenter des flux [entre les comtés britanniques et] se pose ainsi en décalage des pratiques de ses contemporains* » [Bahoken, 2013 : 4]. A travers ce procédé, il sera le premier à illustrer sous la forme d'une carte la multidirectionnalité des flux de migrants. « *En prenant la peine de représenter les innombrables flux migratoires de courte distance, Ravenstein, en pleine Révolution industrielle, écarte l'idée d'une attraction urbaine irrésistible pour mettre en évidence le primat des mouvements internes au monde rural et leur rôle dans la canalisation des déplacements vers les villes : le capharnaïm graphique provoqué par l'abondance des flèches lui permet de suggérer ce mécanisme* » [Rosental, 1997 : 80]. Au delà de l'avancée en terme de sémiologie graphique, Ravenstein apparaît d'autant plus comme un précurseur que sa figure vise à déconstruire par l'image une croyance largement répandue chez ses contemporains : celle de l'attraction

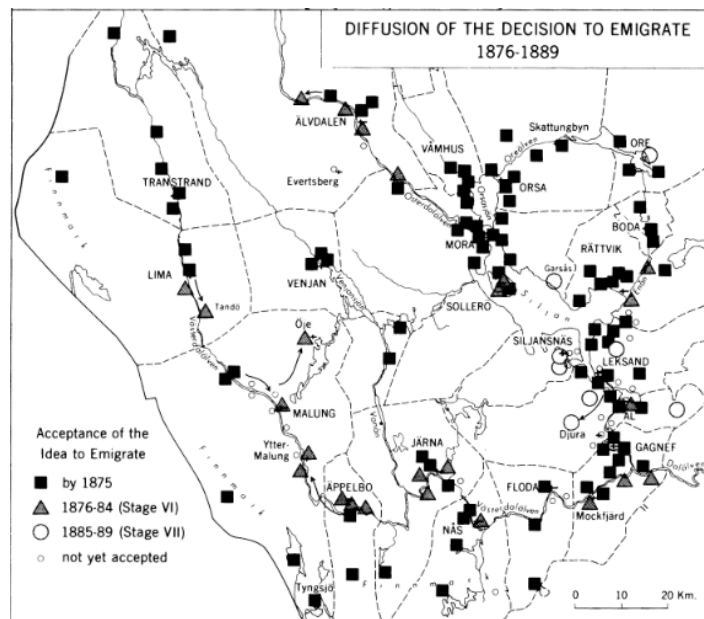
des villes par rapport aux mouvements entre les campagnes. Dans le monde globalisé dans lequel nous évoluons aujourd'hui, cette observation n'est pas sans rappeler la sur-attention accordée par les acteurs politiques et médiatiques aux flux migratoires « Sud-Nord » [Lessault et Beauchemin, 2009], comme l'illustre l'écrasante majorité des représentations cartographiques contemporaines. Nous y reviendrons.

Il faut ensuite attendre le tournant du XX^{ème} siècle pour voir apparaître des évolutions notables dans la représentation graphique des phénomènes migratoires. Ces changements seront impulsés par des chercheurs de l'École de Lund, qui vont s'efforcer d'illustrer la complexité du monde social en s'intéressant à l'influence des relations interpersonnelles sur les mouvements de population. Ils s'appuient pour cela sur des données extraites de registres paroissiaux datant du XIX^{ème} siècle, particulièrement nombreux et détaillés en Suède à l'époque. Grâce à ce matériau original, ils vont réussir à analyser des processus migratoires à l'échelle individuelle, pour les traduire ensuite sous la forme de représentations graphiques inédites. Torsten Hägerstrand, chef de file de ce courant, utilise dès les années 1950 des cartes en anamorphoses pour démontrer « *la présence de régularités (stabilités) dans les « patterns » migratoires d'une décennie à l'autre* » [Chardonnel, [s. d.]] depuis et vers la paroisse suédoise d'Asby. Deux décennies plus tard, Sune Åkerman, Bo Kronborg & Thomas Nilsson [1977] détaillent à travers un diagramme adoptant la forme de traits continus « *les liens de parenté existant entre les migrants partis d'un ensemble de paroisses suédoises vers les États-Unis au XIXe siècle* » [Rosental, 1997 : 79] ; tandis que John G. Rice & Robert C. Ostergren [1978] réalisent de leur côté une carte illustrant le processus de diffusion spatiale de la prise de décision migratoire à l'échelle d'une paroisse de l'ouest suédois.

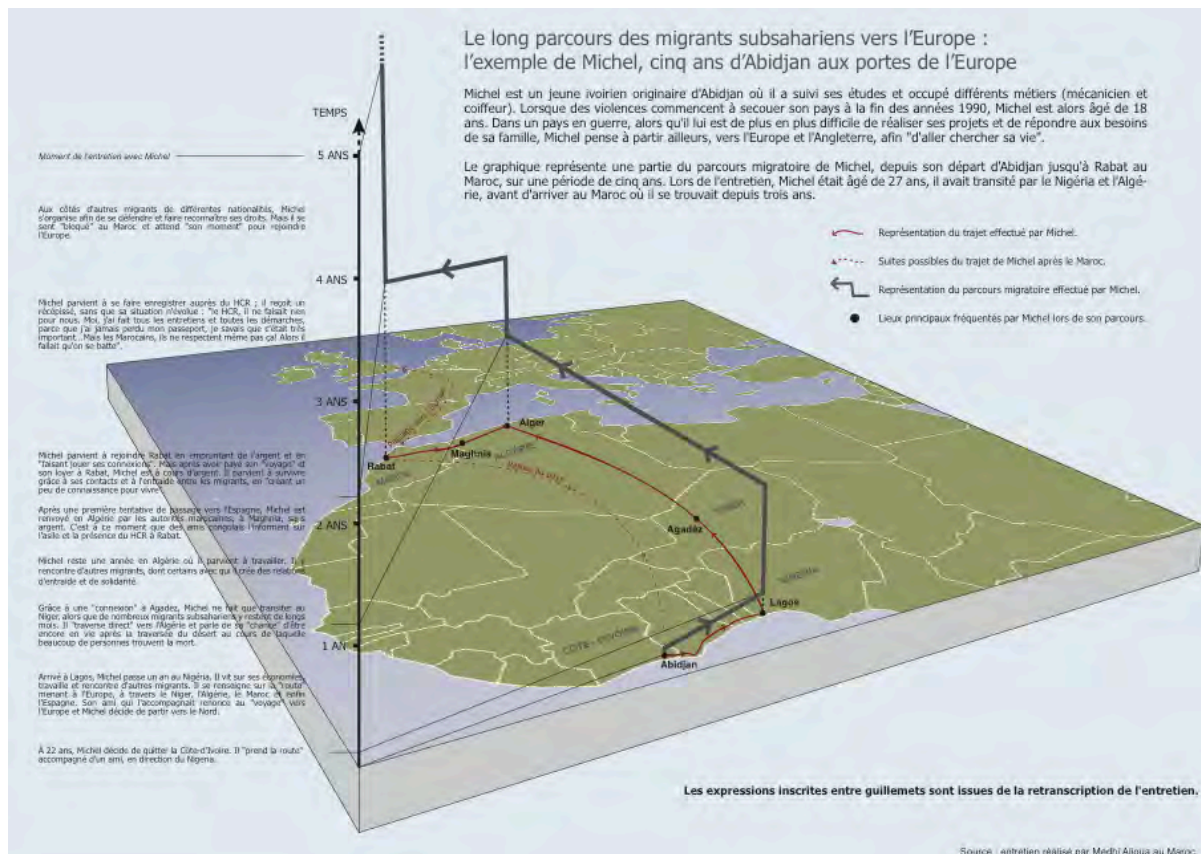


Carte 7 Modèles migratoires (Hägerstrand, 1957)

Source : Hägerstrand (1957). La déformation du fond de carte est proportionnelle à l'intensité des mouvements migratoires. Cette figure cherche à illustrer la primauté des migrations à l'échelle locale sur les mouvements en direction de destinations plus lointaines.



Carte 8 Processus de diffusion de la prise de décision migratoire (Rice & Ostrgren, 1978)



Carte 9 Parcours de migrants subsahariens vers l'Europe d'après («l'aquarium») d'Hägerstrand (Clochard et al., 2009)

Néanmoins, la production issue des travaux de l'École de Lund la plus influente reste sans conteste celle de « l'aquarium d'Hägerstrand », une figure en trois dimensions visant à mettre en parallèle les composantes spatiales et temporelles des mobilités à l'échelle individuelle. En ayant recours à ce procédé, Hägerstrand entendait « *s'émanciper de la carte plate et de ses dessins statiques afin de penser le monde en mouvement* ³⁴ » [Hägerstrand, 1982 : 324 cité par Chardonnel, 2007 : 102]. En dépit d'une lecture relativement complexe, son « aquarium » a le premier permis de représenter cartographiquement la complexité des articulations entre les facteurs temporel et spatial des trajectoires de vie des individus.

A partir du début des années 1990, la prise en compte croissante de la dimension spatiale des phénomènes migratoires [Simon, 2006] et de leur ampleur à l'échelle mondiale [Simon, 2008] va entraîner une généralisation des représentations cartographiques des migrations internationales, notamment à travers la publication des premiers Atlas entièrement consacrés à cette question. D'après Michel Bruneau [2004], *L'Atlas des diasporas* de Gérard Chaliand et Jean Pierre Rageau [1991] constituerait le premier essai d'une représentation exhaustive de phénomènes diasporiques à l'échelle mondiale. En

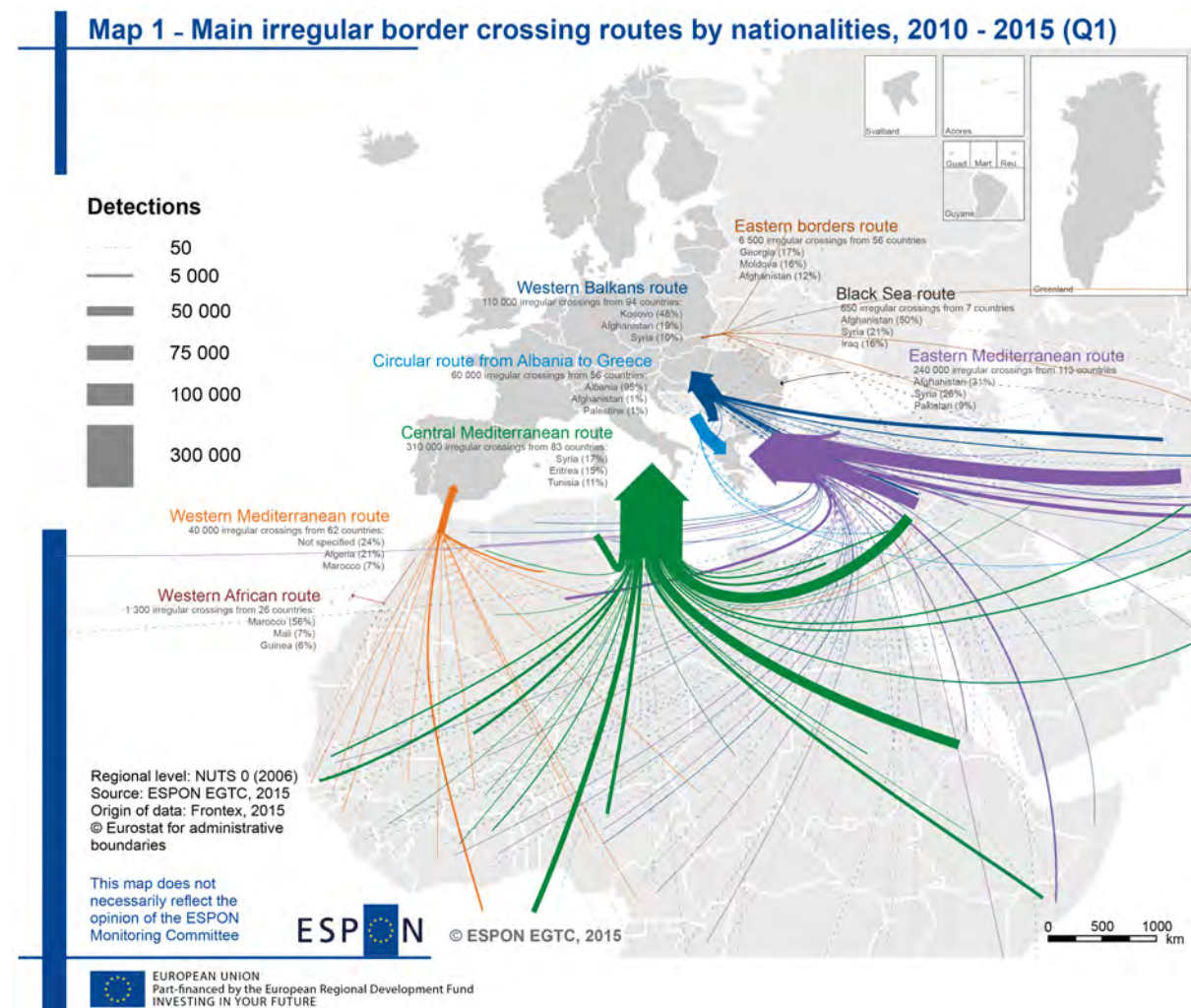
34 « *rise up from the flat map with its static patterns and think in terms of a world on the move* ».

1993, Aaron Seagal, Patricia M. Chalk & Gordon J. Shields publient aux États-Unis *An Atlas of International Migration*, un ouvrage qui connaîtra une diffusion planétaire. L'année suivante, Gérard Chaliand et Jean Pierre Rageau récidivent, en publiant avec Michel Jan un *Atlas historique des migrations* [1994]. Il semblerait néanmoins que ce soient les recherches impulsées par Gildas Simon au sein du laboratoire Migrinter de Poitiers, qui ont le plus contribué au développement d'une cartographie des migrations dans le monde académique français. Dans son livre *Géodynamique des migrations internationales dans le monde* [1995], ce dernier s'applique à dessiner les contours de l'organisation spatiale du système migratoire international à travers une série de 49 cartes et figures³⁵. En ayant recours à une palette sémiologique et à des échelles d'observations variées, il a réussi à rendre compte de la diversité des formes et de l'intensité des mouvements de population à travers le monde. Malgré ces avancées notables, Paul André Rosental faisait néanmoins remarquer en introduction d'un article publié en 1997, que les sciences sociales « *malgré la diversité de leurs approches du phénomène [migratoire], confèrent à l'instrument cartographique et à la lecture proprement spatiale de la mobilité une place généralement limitée* » [Rosental, 1997 : 78]. Cependant, nous verrons plus loin dans le texte que les choses ont profondément évolué au cours de la décennie suivante !

- Apories de la cartographie quantitative des flux migratoires

Jusqu'au début des années 2000, à l'exception notable de certaines représentations réalisées par les tenants de l'École de Lund, les données utilisées pour cartographier les phénomènes migratoires étaient essentiellement issues de statistiques ou d'estimations lacunaires, affectant par là-même la qualité de leur analyse quantitative et de leur traitement cartographique. Comme le faisait remarquer Gildas Simon en 1995, les chiffres sur les migrations représentent une question sensible, en particulier dans les pays de destination. En effet, « *les enjeux sociopolitiques de la migration et les controverses à ce sujet sont tels que, dans certains pays d'immigration, ils contribuent plus à obscurcir le débat scientifique sur la terminologie et l'étude statistique qu'à le clarifier* » [Simon, 1995 : 9].

³⁵ Dans sa thèse de doctorat publiée en 1979, Gildas Simon avait déjà eu recours à l'élaboration d'une remarquable cartographie du champ migratoire des travailleurs tunisiens installés en France. Un ensemble de 53 cartes avait été réalisé en collaboration avec Simone Donnefort-Paoletti et Françoise Demons, à l'époque cartographes au département de Géographie de l'université de Poitiers. Dans la partie méthodologique de sa thèse, Gildas Simon soulignait que « *l'une des principales difficultés que nous avons rencontrées [dans l'élaboration des cartes] est l'absence de points de comparaison avec des travaux de même type, car il faut bien dire que la recherche sur les migrations internationales n'a pas donné lieu, jusqu'à présent, à des documents cartographiques très approfondis* » [Simon, 1979 : 25].

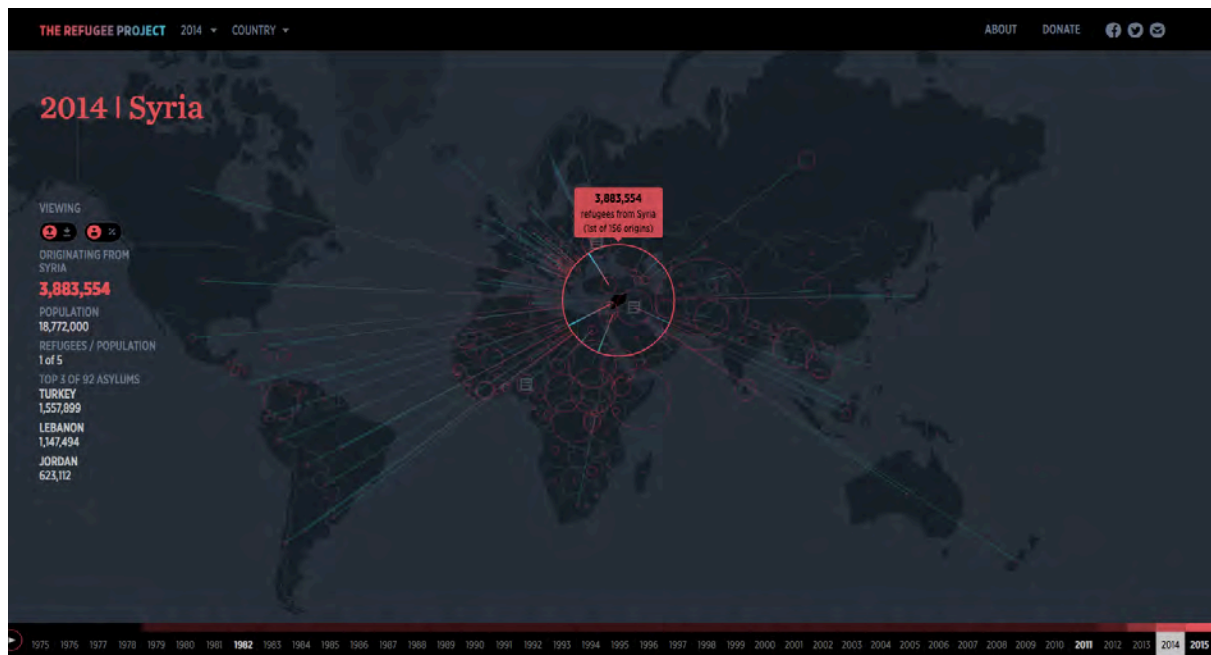


Carte 10 Routes des franchissements irréguliers vers l'Europe (Projet Epson, 2015)

On peut ainsi considérer qu'il n'existe « *pas de décomptes indépendants, ni aucune sorte d'étude rigoureuse sur les effectifs de réfugiés urbains*³⁶ » [Jacobsen, 2006 : 275] et que, par extension, la cartographie basée sur ces chiffres n'est pas non plus dépourvue d'enjeux (géo)politiques. Ce constat a notamment amené Julien Brachet, Armelle Choplin et Olivier Pliez à affirmer que d'abondantes représentations cartographiques sur les migrations internationales « *servent d'arguments aux stratèges de la géopolitique régionale tentant de dessiner une « géographie globale des risques et des menaces »* » [Brachet *et al.*, 2011 : 3]. Les deux cartes présentées ici ne constituent qu'un maigre échantillon des nombreuses représentations similaires existantes. Je les utiliserai néanmoins afin de décrypter le message qu'elles sont susceptibles de véhiculer au sein de l'opinion publique. Les innombrables flèches, utilisées pour représenter l'intensité et la direction des flux d'individus entrés de manière irrégulière en Europe entre 2010 et 2015, ont pour dénominateur commun de toutes converger en direction de l'Union européenne. La

36 « *Statistical information received from official bodies, particularly governments and political organizations, should be treated with caution. There are no independent counts, or any kind of rigorous study of the numbers of urban refugees.* »

signification de cette image semble sans appel : l'Europe est une citadelle assiégée par une invasion de migrants en provenance de toutes les directions !



Carte 11 Répartition mondiale des réfugiés syriens en 2014 (The Refugee Project)

Source : Capture d'écran du site de cartographie dynamique « The Refugee Project » consultable à l'adresse suivante <http://www.therefugeeproject.org/>

Celle de la répartition des Syriens – basée en réalité sur des stocks et non pas des flux de population, contrairement à ce que la sémiologie graphique utilisée pourrait le laisser penser – est encore plus frappante. Ici, la déflagration est d'ampleur mondiale. La dispersion des Syriens fait l'effet d'une bombe, qui exploserait en Syrie, avant de venir affecter la quasi-totalité des États de la planète. Face à un tel phénomène, il semble fort légitime que l'Union européenne cherche à se protéger en érigeant des barrières lui permettant de filtrer les flux de centaines de milliers d'étrangers lancés à l'assaut de ses frontières... De tout temps, des distorsions délibérées du contenu des cartes ont été utilisées à des fins de propagande politique. Comme l'affirme Brian Harley, « *derrière le créateur des cartes se cache un ensemble de rapports de pouvoir, qui crée ses propres spécifications. [...] Les réalisateurs de carte de propagande ont généralement été les défenseurs d'une vision géopolitique à sens unique* » [Harley, 1995 : 33]. La plupart des cartes publiées par les médias ou les organisations politiques sont construites à partir de chiffres approximatifs. Les échelles d'observations considérées et les symboles utilisés témoignent quant à eux d'une vision européocentriste des migrations internationales, en contraste profond avec les réalités de l'exil syrien, et plus généralement des dynamiques migratoires contemporaines. Il incombe

donc aux chercheurs de prendre le contre-pied de ces approches dominantes, en réduisant leur focale d'observation, tout en s'intéressant à des échelles géographiques variées.

En dépit de toutes leurs limites, les statistiques sur les migrants et les réfugiés constituent néanmoins une source d'information non négligeable afin d'appréhender la dispersion de la population syrienne à l'échelle planétaire. Les données disponibles sur cette question m'ont par exemple permis de replacer mon étude dans un contexte géopolitique plus large, et d'interroger notamment la solidarité des pays d'accueil de réfugiés syriens à l'échelle planétaire. Établir une cartographie des pays de destination des migrants et des réfugiés syriens avant et depuis le début de la crise en Syrie m'a par ailleurs offert la possibilité de mettre à jour des corrélations entre ces deux tendances. Dans la suite de la thèse, je ferai donc dialoguer ces chiffres afin de voir dans quelle mesure les migrations au départ de Deir Mqaren s'inscrivent dans ces dynamiques globales. Nous verrons par ailleurs que certaines incohérences perceptibles dans les statistiques migratoires - et dévoilées au fil du texte - révèlent en filigrane la complexité des parcours migratoires des Syriens, faits d'allers-retours entre des échelles géographiques et selon des temporalités variées. Ainsi, si certains réfugiés sont comptabilisés à plusieurs reprises par les organisations humanitaires et les institutions (inter)gouvernementales lorsqu'ils traversent les frontières, d'autres font au contraire tout pour demeurer en dehors des radars de ces instances. Pour témoigner de ces réalités mouvantes, il m'a semblé utile de développer, aux côtés de cartes « classiques », basées sur des stocks et des flux de population, une cartographie fondée sur le vécu intime des individus. Celle-ci cherchera en particulier à témoigner des nombreuses aspérités du déplacement de ces personnes dans l'espace, ainsi que des différentes composantes - spatiales, sociales et temporelles - de leurs parcours migratoires.

- Vers une cartographie plus subjective

Au cours des années 2000, la forte médiatisation des arrivées de migrants africains sur les côtes européennes a favorisé l'émergence de nouvelles formes de représentations cartographiques des migrations internationales. Des collectifs plus ou moins structurés, composés de militants, d'artistes, de chercheurs, se sont emparés des cartes comme d'un outil permettant de témoigner des conséquences humaines des politiques migratoires mises en place au sein de l'espace euro-méditerranéen [Casas-Cortes et Cobarrubias, 2007]. Ces nouvelles formes de représentations, plus contestatrices, mêlant à la fois l'art, la géographie, la politique et le militantisme social, ont permis de mieux rendre visible les contours de la forteresse européenne. Philippe Rekacewicz est à juste titre considéré comme l'un des précurseurs de ce mouvement. De 1988 à 2014, sa collaboration avec *Le Monde Diplomatique* a largement contribué à populariser la cartographie des migrations auprès du grand public. De surcroît, les cartes qu'il publie dans ce journal « *se font plus denses et subjectives [...]. Elles ne se contentent plus d'accompagner les articles, mais proposent à elles seules une démonstration au lecteur [...]. Le cartographe assume pleinement la part de subjectivité et d'engagement que comprend son travail. Il sait parfaitement que c'est son regard qui est proposé au lecteur* » [Holzinger, 2013 : 213].

En 2003, le réseau Migreurop³⁷ publie la première version de la *Carte des camps d'étrangers*. « *Cette carte, qui pour des raisons pratiques représente les lieux [de rétention administrative] fermés et identifiables auxquels ont été ajoutés certains lieux ouverts caractéristiques, permet de visualiser l'ampleur du phénomène de mise à distance des étrangers en Europe* » [Intrand et Perrouty, 2005 : 1]. Les travaux des cartographes du réseau s'efforcent également d'illustrer le processus d'externalisation des frontières de l'Europe, la complexification perpétuelle des politiques migratoires mise en place par l'Union européenne et ses partenaires, ainsi que les conséquences humaines de ces mesures sur la vie des migrants. Depuis la création de Migreurop, Philippe Rekacewicz contribue régulièrement au volet cartographique des activités du réseau, porté par Olivier Clochard, à l'époque doctorant au sein du laboratoire Migrinter [Clochard, 2007]. En 2004, ils retravaillent ensemble pour *Le Monde*

³⁷ Migreurop est un réseau d'associations, de chercheurs et de citoyens militants créé de manière informelle lors du Forum Social de Florence en novembre 2002, avant de se constituer en association de loi 1901 en 2005. Les principaux objectifs du réseau sont de : (i) collecter des informations sur les conséquences des politiques mises en place par l'Union européenne sur la vie des migrants ; (ii) documenter les réalités diverses des formes d'enfermement des étrangers en Europe ; (iii) diffuser ces informations auprès de l'opinion public ; (iv) alerter les parlementaires européens sur les enjeux des mesures politiques adoptées par l'Union européenne en matière de gestion migratoire.

*Diplomatique*³⁸ une cartographie bouleversante des migrants décédés en tentant de rejoindre le territoire européen, imaginée par Olivier Clochard un an plus tôt afin d'illustrer un de ses articles publié dans la revue *Les cahiers d'outre-mer* [Clochard, 2003]. Cette carte sera ensuite mise à jour en 2006, avant d'être reprise par Nicolas Lambert, qui la déclinera en de multiples versions³⁹.

L'objectif de cette nouvelle approche de la cartographie - parfois qualifiée de « radicale⁴⁰ », de « critique » [Rekacewicz, 2013], voir de « contre-cartographie » [Casas-Cortes *et al.*, 2015] - est d'introduire une prise de conscience chez le lecteur, en lui rappelant que les cartes ne représentent pas des espaces vides de tout contexte social. Au contraire, il s'agit de donner à voir à travers ce support les relations de pouvoirs et de domination qui s'exercent dans l'espace de manière parfois tragique. Comme l'affirme lui-même Philippe Rekacewicz, l'enjeu est aussi de « réintroduire l'émotion dans la production cartographique [...] [en passant] de la carte informative à la carte émotionnelle » [Rekacewicz et Tratnjek, 2016 : 7]. Pour cela, les codes cartographiques conventionnels sont détournés, les cartes esthétisées, amenant les cartographes à revendiquer un « lien entre l'art et la géographie » [Rekacewicz, dans Cazanova et Izambert, 2010]. En ayant recours à des esquisses, Philippe Rekacewicz réussit à « atteindre un public nouveau, un public qui n'est pas familier avec les cartes » [Rekacewicz, dans Cazanova et Izambert, 2010]. Ce rapprochement avec le monde artistique [Rekacewicz, 2007] permet à la cartographie des migrations de faire progressivement son entrée dans les musées [Poehls, 2011]. C'est le cas notamment en France avec l'exposition itinérante intitulée *Frontières, migrants et réfugiés*, présentée en 2008 au Festival International de Géographie de Saint-Dié-des-Vosges. Celle-ci est composée d'esquisses réalisées par Philippe Rekacewicz, en collaboration avec des chercheurs spécialisés dans le domaine des migrations internationales, parmi lesquels on retrouve plusieurs membres du laboratoire Migrinter⁴¹ et/ou du réseau Migreurop. Les 20 cartes de cette collection⁴² montrent les interactions entre le phénomène migratoire et les frontières politiques, notamment par la représentation de parcours de migrants entre

38 <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/mortsauxfrontieres>

39 Pour un aperçu de ces différentes versions, consulter le carnet *Hypothèses* de Nicolas Lambert : <http://neocarto.hypotheses.org/>

40 Nicolas Lambert, 2013, « Cartographie radicale », *Carnet (neo)cartographique*. <https://neocarto.hypotheses.org/15>

41 Même s'il n'a pas directement pris part à ce projet artistique, Gildas Simon collabore lui aussi avec Philippe Rekacewicz. En effet, dans son livre *La planète migratoire dans la mondialisation* [Simon, 2008], il remercie en introduction Philippe Rekacewicz, *Le Monde diplomatique*, *La Documentation française* et le laboratoire Migrinter pour avoir rendu possible l'édition de cartes en couleur, figurant dans un cahier hors texte.

42 Le catalogue de l'exposition est consultable en ligne sur ce site : <http://web.crdp-poitiers.org/crdp/wp-content/uploads/2017/03/Frontières-migrants-réfugiés-1.pdf>

l’Afrique et l’Europe. Cette collaboration entre les mondes des arts, de la recherche et du militantisme se traduit l’année suivante par la publication de *L’Atlas des migrants en Europe* [Clochard *et al.*, 2009 ; 2012], qui évoluera quelques années plus tard en une exposition itinérante, *Moving Beyond Borders*, dans laquelle se mêleront cartes, photos et captations sonores.

Ce mélange des genres se poursuit à partir de 2011 dans le cadre du programme de recherche *antiAtlas des frontières*, coordonné par Cédric Parizot. Encore une fois, plusieurs membres du réseau Migreurop figurent parmi les participants au projet, qui réunit à la fois des chercheurs, des professionnels du contrôle frontalier et des artistes. L’ambition de ce programme est de réussir à dépasser le côté statique et formel du support cartographique traditionnel, pour proposer de nouvelles formes de représentations, susceptibles de mieux prendre en considération « *la fluidité de l’expérience sociale* » [Parizot *et al.*, 2014 : 503] dans son rapport aux frontières. Il s’agit en particulier de montrer la diversité des réseaux qui permettent, ou au contraire empêchent, aux biens et aux personnes de traverser ces dispositifs. La carte devient parfois dynamique⁴³, se transforme en objet filmique⁴⁴, prend une consistance physique [Mekdjian *et al.*, 2014]. Elle peut également être construite de manière collaborative, parfois directement avec les migrants dont elle entend raconter l’histoire [Mekdjian et Moreau, 2016]. A la même période, le projet *e-diaspora Atlas*, se propose quant à lui de « cartographier » sous la forme de graphes la dynamique des systèmes migratoires et ses évolutions sur le web, en partant des sites Internet fréquentés par les migrants [Diminescu, 2012].

- Mettre en carte des récits migratoires

Influence des géoartistes sur ma manière d’aborder la cartographie des migrations

Comme nous pouvons le voir, les formes et les enjeux des représentations cartographiques des migrations internationales ont considérablement évolué depuis le début des années 2000. Ceci est en partie lié au développement de cette thématique dans le milieu de la recherche, à l’évolution des outils de cartographie informatique, à une meilleure prise en compte de « l’esthétique des cartes » [Jégou, 2013], mais surtout à un décentrement du regard de ceux qui les produisent. En effet, les cartographes sont

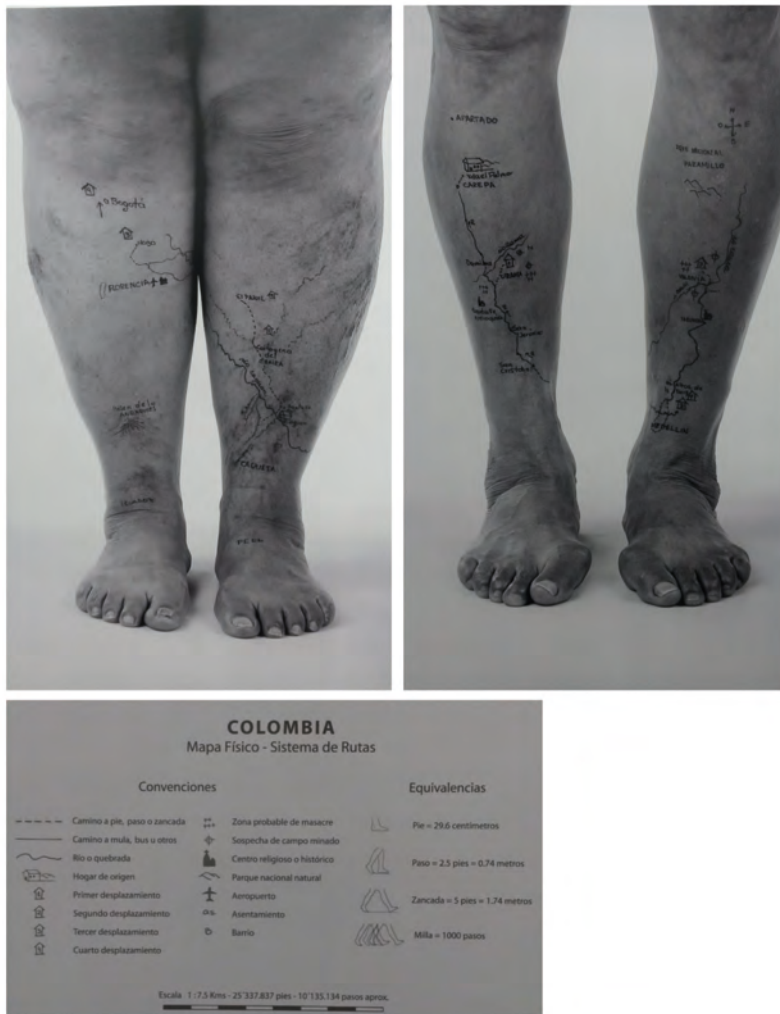
43 Clochard et Pillant, 2013. « Connected Camps : les lieux d’enfermement en Europe et au-delà ». *Colloque antiAtlas des frontières*, Aix-en-Provence. <https://www.youtube.com/watch?v=0TmBzjdUHcs>

44 Charles Heller et Lorenzo Pezzani, 2014, *Liquid Traces*, 17'. <https://vimeo.com/89790770>

désormais plus soucieux de représenter les multiples facettes des phénomènes migratoires, notamment en partant des expériences vécues par les individus. Les évolutions récentes de la discipline ont ainsi amené à la création de cartes plus objectives, dotées d'une grande rigueur scientifique, mais en prenant le parti de les mettre en scène pour qu'elles racontent une histoire⁴⁵. En ayant recours au support cartographique, plusieurs chercheurs se sont ainsi efforcés de rendre compte des localités traversées, des routes et des moyens de transports empruntés par les migrants [voir par exemple Maugeri, 2007⁴⁶ ; Liagre, 2008 ; Robin, 2014 ; Counilh, 2014]. En s'inscrivant dans la continuité de ces travaux, cette thèse entend rendre compte de destins individuels et collectifs, au travers d'une « cartographie d'itinéraires » [Besse, 2010] puisant en partie ses racines dans un courant situé au croisement des monde de l'art et de la science, impulsé par des « géoartistes » qui s'efforcent « *de livrer une connaissance du réel en conjuguant les techniques, les matériaux et les niveaux d'observation* » [Zanin, 2010]. Les cartes réalisées par Philippe Rekacewicz dans le cadre de l'exposition *Frontières, Migrants et Réfugiés*, inaugurée en 2008, constitue à ma connaissance l'un des premiers exemples du genre.

45 Nicolas Lambert, 2014, « De l'usage contestataire des cartes », *Carnet (neo)cartographique*, <https://neocarto.hypotheses.org/1127>

46 Alice Maugeri, 2007, « Itinéraires clandestins », *Les blogs du « Diplo »*. <https://blog.mondediplo.net/2007-09-24-Itineraires-clandestins>



Carte 12 *Signos cardinales, Cuadernos de geografía* (Libia Posada, 2008)

Source : Libia Posada, 2008. « *Signos cardinales, Cuadernos de geografía* ». 12 photographies de 100x80cm chacune.

Photographies prises par D. Lagarde (septembre 2017) au musée des abattoirs de Toulouse, lors de l'exposition « *Medellin, une histoire colombienne* ».

Au cours de la même année, Libia Posada, une artiste colombienne dotée d'une formation de chirurgienne a également eu recours à une cartographie d'itinéraires dans le cadre d'un projet intitulé *Signos cardinales, Cuadernos de geografía*. Cette œuvre photographique montre les chemins empruntés par des femmes victimes de déplacements forcés à l'intérieur de la Colombie. Dessinées à la main par l'artiste sur les jambes de ces déplacées internes, avant d'être photographiées, ces « cartes » symbolisent les différents moyens de transport, les lieux de transit et l'enchaînement des étapes de leurs voyages, tout cela en respectant rigoureusement les échelles géographiques des distances parcourues par ces femmes.

Entre 2008 et 2011, l'artiste franco-marocaine Bouchra Khalili a elle aussi cherché à illustrer des trajectoires migratoires individuelles à travers son projet vidéo *The Mapping*

*Journey*⁴⁷. Pour cela, elle a demandé à huit migrants de lui conter leurs voyages et de les dessiner simultanément sur un fond de carte. Ces dessins ont ensuite été réutilisés dans un autre projet de l'artiste, intitulé *The Constellations*. A l'image des cartes du ciel qui donnent à voir des constellations d'étoiles, Bouchra Khalili a relié par des pointillés blancs sur fond bleu les différentes étapes des trajets de ces huit individus. Cette démarche artistique au rendu énigmatique permet de donner une consistance d'ensemble aux parcours de ces migrants, mais également de percevoir les continuités qui existent entre les différentes étapes de leurs voyages.

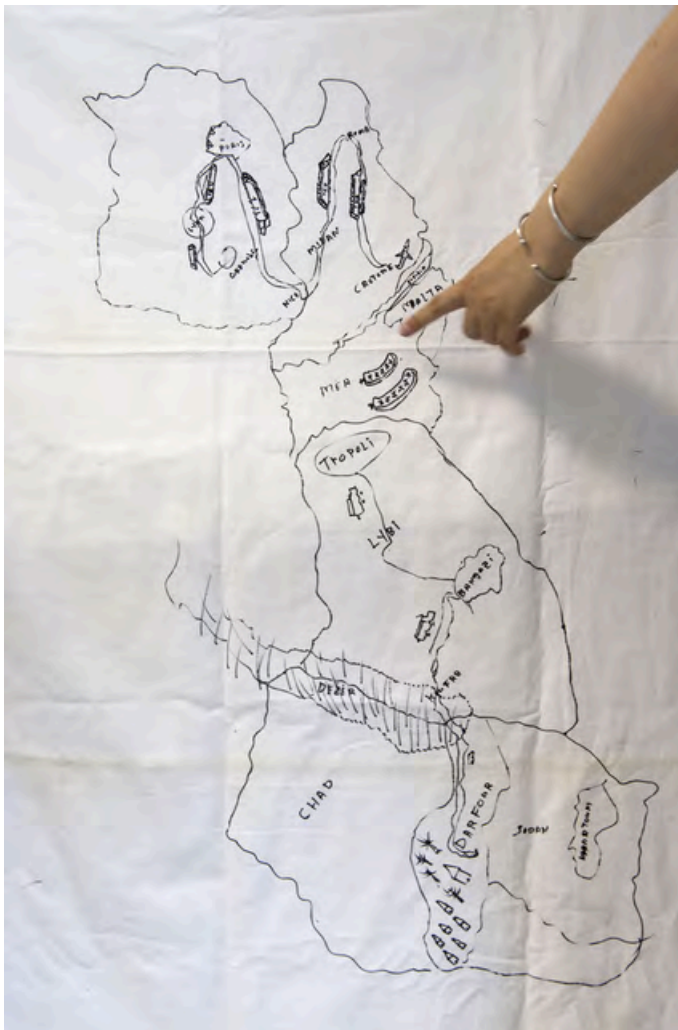


Carte 13 *The Constellations* (Bouchra Khalili, 2011)

Source : 8 sérigraphies montées sur cadres aluminium de 62x42cm chacun. Capture d'écran provenant du site de l'artiste. <http://www.bouchrakhalili.com/the-constellations/>

47 <http://www.bouchrakhalili.com/the-mapping-journey-project/>

Parmi les projets ayant particulièrement retenu mon attention figure celui mené par des demandeurs d'asile et des réfugiés résidant à Grenoble, ainsi que des chercheuses et des artistes, qui se sont réunis, entre mai et juin 2013, dans le cadre d'un « *atelier de cartographie participatif et expérimental, à la croisée des sciences humaines et de l'art* » [Mekdjian *et al.*, 2014 : 2]. Ensemble, ils ont construit des cartes sonores, dessinées, brodées, sculptées, évoquant des « *souvenirs d'entre-deux migratoires et de franchissements frontaliers* » [Mekdjian *et al.*, 2014 : 2]. Le support cartographique a ici été utilisé comme un objet transitionnel, permettant l'échange de conseils, d'histoires, de souvenirs sur des lieux quittés et traversés [Mekdjian et Moreau, 2016].



Carte 14 Du Soudan en France (2) (Issa Ibrahim Hamid, 2013)

Source : Feutre sur tissu. Capture d'écran provenant de l'article de Sarah Mekdjian et Marie Moreau [2016] dans l'*antiAtlas Journal*. <https://www.antiatlas-journal.net/01-mekdjian-moreau-re-dessiner-l-experience-art-science-et-conditions-migratoires/#>

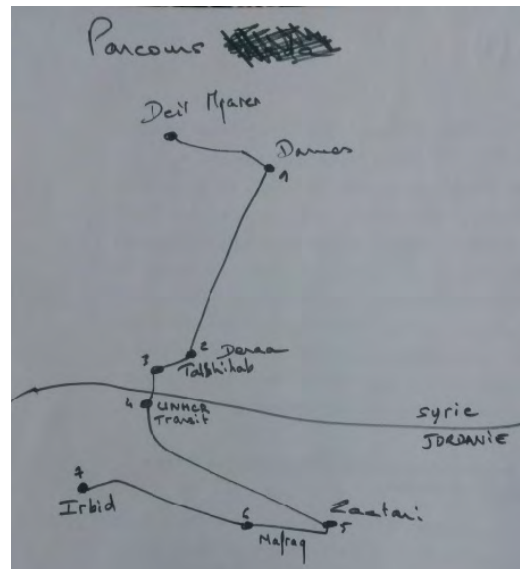
Bien que mon regard de cartographe se soit indéniablement nourri et enrichi de la consultation des travaux de ces « géoartistes », ma démarche reste pour sa part beaucoup

plus conventionnelle. En combinant les approches quantitative et qualitative de la cartographie des migrations, mon objectif premier est de réussir à illustrer la multidirectionnalité des flux migratoires au départ de Syrie, tout en faisant émerger aux yeux du lecteur les nombreuses aspérités qui jalonnent les itinéraires empruntés par les Syriennes et les Syriens en quête d'un refuge. En partant des expériences vécues par mes interlocuteurs, mon intention se résume finalement à construire une cartographie de leurs parcours migratoires, susceptible de faciliter la compréhension des logiques socio-spatiales qui leur sont consubstantielles. Les cartes d'itinéraires contenues dans cette thèse ont ainsi pour prétention de donner à voir la manière dont les trajectoires des habitants de Deir Mqaren s'influencent mutuellement, se succèdent, s'entrecroisent en divers pôles du champ migratoire dans lequel ils s'inscrivent. Cela permettra de ne pas rester figé entre les seuls points de départ et d'arrivée, mais au contraire de représenter l'enchaînement des étapes à l'échelle des individus et des collectifs, de mieux comprendre la durée des phases de mouvement et d'arrêt, mais aussi d'identifier les espaces de frictions qui ralentissent la progression. Dès lors, ces cartes d'itinéraires sont à envisager comme une « *interface pour voyager entre lieux et récits* » [Caquard et Joliveau, 2016]. En d'autres termes, en permettant au lecteur de visualiser en un seul « coup d'œil » les chemins empruntés par les enquêtés et les difficultés qu'ils ont rencontrées sur leur route, mon intention vise à donner plus de poids aux récits de vie collectés lors des différentes phases d'enquête. En procédant de la sorte, il s'agira de « *relever des ressemblances et des différences dans les trajectoires* » [Counilh, 2014 : 208] des enquêtés au départ de Deir Mqaren, ceci dans le but de « *matérialiser des parcours de vie fascinants et d'identifier les « points denses » qui les jalonnent* » [Caquard et Dimitrovas, 2017].

Réussir le passage entre récit migratoire et cartographie d'itinéraire

Néanmoins, réussir à négocier le passage entre le récit de vie et la carte nécessite une identification et une caractérisation rigoureuse des lieux et des chemins empruntés par les enquêtés, afin de « *transformer ces récits en bases de données cartographiables* » [Caquard et Joliveau, 2016]. En me permettant de recueillir des informations détaillées sur les localités traversées, les moyens de transport utilisés, les routes empruntées et les acteurs ayant influencé les inscriptions spatiales des enquêtés, la collecte de récits de pratiques a largement facilité le travail postérieur de cartographie de leurs voyages migratoires. Ainsi, après chaque entretien, et dans l'optique de traduire ensuite cartographiquement ces informations, je m'efforçais de visualiser leurs parcours sous la forme de dessins

griffonnés à main levée, afin de donner rapidement une consistance d'ensemble à ces itinéraires, *via* la matérialisation de l'enchaînement des étapes qui les composent. Lorsque je ne connaissais pas les villes ou les villages énumérés par mes interlocuteurs, je tentais de les localiser à posteriori à partir des images satellites et des toponymies rendues accessibles en ligne par les opérateurs internationaux de *Webmapping*, tels que *Google Earth*. Toutefois, cette méthode ne m'a pas toujours permis de localiser certains sites « sensibles », tels que les points de passages frontaliers de Hadalat et Rukban, ou encore le centre d'enregistrement du HCR de Rabaa al-Sahran. Afin de combler ces lacunes, ainsi que les incertitudes formulées par les enquêtés sur la toponymie et la localisation exacte de certaines étapes de leurs itinéraires, je me suis appuyé sur les entretiens que j'ai menés auprès d'acteurs humanitaires et d'un fonctionnaire d'ambassade, les informations contenues dans des rapports d'ONG, d'organisations internationales ou encore dans des coupures de presse.



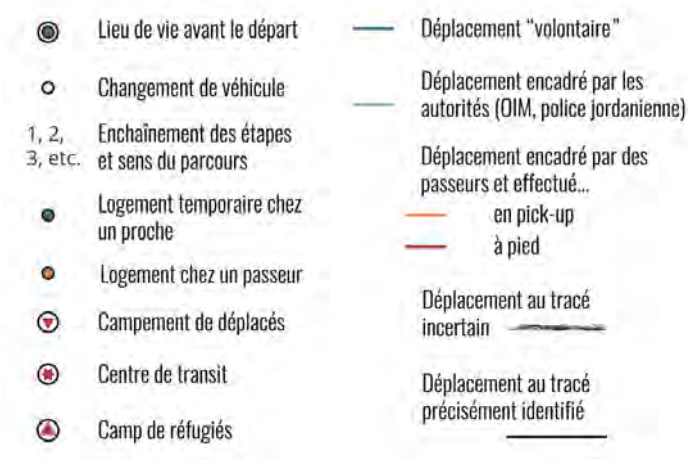
- Retranscription à main levée des étapes du parcours d'Alaa

Source : David Lagarde, Amman, 2014.

Cette étape du travail nécessitait déjà de réaliser certains arbitrages quant aux lieux à prendre en considération lors de l'étape finale de cartographie d'itinéraires. Ainsi, j'ai fait le choix de prendre en compte l'ensemble des étapes mentionnées comme telles par les enquêtés. Il s'agissait donc d'endroits où ils sont restés au minimum de quelques dizaines de minutes à plusieurs heures, afin, par exemple, de changer de véhicule, ou de se faire enregistrer dans un centre de transit ou un camp de réfugiés, au moment de leur arrivée dans un nouveau pays. Dans certains cas, leurs étapes ont pu se prolonger durant plusieurs jours, parfois sous la contrainte de leur passeur, voir plusieurs semaines, en particulier lorsqu'ils étaient logés chez des proches au moment de leur arrivée en Jordanie.

A partir de là, un travail de discrétisation a pu être effectué, afin de différencier par le biais de symboles appropriés chaque type d'étapes différentes : changement de véhicule, logement chez un proche, logement chez un passeur, campement de déplacés, centre de transit, camp de réfugié, etc. Le même travail a ensuite été effectué afin d'identifier les routes empruntées par mes interlocuteurs. A l'image du travail de catégorisation des différents lieux de transit par lesquels sont passés les enquêtés, j'ai cherché à mettre plus particulièrement en avant les acteurs ayant influencé les contours de leurs itinéraires. Ainsi, trois types de déplacements ont été pris en compte. Tout d'abord les déplacements effectués de manière « volontaire », lors desquels mes interlocuteurs ont été en mesure de choisir de manière délibérée leur mode de transport, ainsi que leur destination finale. Dans ces cas là, le tracé de la route empruntée apparaît en bleu sur la carte, afin de mettre en avant la part de libre-arbitre dont ils disposaient alors. Ont également été représentés les déplacements encadrés par les autorités de gestion de l'accueil des réfugiés, qu'il s'agisse de forces de l'ordre ou d'organisations internationales. Deux couleurs différentes ont ici été adoptées en fonction du caractère plus ou moins contraint du déplacement. Ainsi, un tracé bleu-vert correspond à un déplacement encadré par les autorités, mais allant dans le sens de la progression du parcours envisagé par les réfugiés, tandis qu'un tracé violet-pourpre - seulement utilisé pour le parcours de Yasmin en Europe - permet de visualiser des situations de « refoulement ». Figurent enfin les segments d'itinéraires déterminés par des passeurs. Ceux-ci sont représentés en orange lorsqu'ils ont été effectués à bord d'un véhicule, ou en rouge lorsqu'ils ont été réalisés à pied ; cette couleur permettant de symboliser la plus grande pénibilité de ces déplacements. Dans un souci de trancher avec une cartographie des flux ayant uniquement recours à l'utilisation de flèches unidirectionnelles pour représenter les mobilités des migrants, j'ai cherché à « coller » au maximum aux chemins réellement suivis par les enquêtés. Ainsi, lors des entretiens, je m'efforçais dans la mesure du possible de leur faire préciser les routes empruntées entre chacune de leurs étapes. Ces informations comportant parfois une part importante d'incertitude, en particulier s'agissant des déplacements effectués dans le désert, parfois en dehors de toute piste carrossable, j'ai choisi de recourir à des esquisses afin de suggérer l'imprécision des tracés, d'évoquer l'incertitude ou l'incomplétude de l'information. Ce choix vise à montrer au lecteur la dose d'imprécision cartographique inhérente à la phase de recueil des données. Ainsi, pour reprendre les mots de Philippe Rekacewicz, « *l'idée n'est pas de rendre la carte plus approximative (ou floue), mais de montrer, de rendre visible en quoi elle est justement approximative* » [Rekacewicz et Tratnjek, 2016 : 7]. Ces orientations sémiologiques

prennent donc le contre-pied des différents outils dédiés à la cartographie des récits sur Internet⁴⁸ [Caquard et Dimitrovas, 2017], dont le visuel numérique, à mon sens un peu trop « rigide », ne permettait pas de rendre compte de la dimension « sensible » [Olmedo, 2011]⁴⁹ d'une cartographie visant à mettre en image des récits migratoires ponctués de multiples aspérités, et basés sur l'histoire intimes de ces individus en mouvement.



• Légende «(type)» des cartes d'itinéraires

Source : David Lagarde, 2017. Principaux symboles utilisés dans les cartes d'itinéraires figurant dans la thèse.

Confronté au problème des échelles (spatiales et temporelles) sur lesquelles se déploient ces voyages migratoires, j'ai également choisi de décomposer certains parcours en plusieurs figures, afin de conserver un plus grand degré de précision dans l'analyse. En effet, si le recours à une cartographie animée [Cheylan, 2007 ; Ravenel *et al.*, 2010] m'aurait indéniablement permis de mieux représenter ces dynamiques de mouvement, la contrainte du support papier intrinsèque à tout manuscrit de thèse m'a amené à privilégier des techniques issues de la pratique émergente de la « bande cartographiée ». Comme l'indiquent Frédéric Miotto et Marie-Sophie Putfin, celle-ci puise son inspiration dans « *des techniques graphiques et de communications qui ne sont pas propres à la cartographie. L'idée étant de ne pas tout placer sur une seule carte, mais de décomposer le message sur plusieurs petites* » [Miotto et Putfin, 2017 : 54]. Ainsi, notamment pour le voyage migratoire de Yasmin entre Deir Mqaren et Dortmund, particulièrement long, périlleux et complexe, j'ai préféré

48 Je n'ai pas ressenti l'intérêt ni l'envie de me former à ces différents outils cartographiques durant ma thèse. Néanmoins, d'après Sébastien Caquard et Stefanie Dimitrovas [2017], ESRI Story Maps offre une large palette d'options cartographiques, permettant notamment de représenter « *l'idée d'approximation spatiale* », tandis qu'Atlascine permet de bien rendre compte des dimensions temporelles des récits. Il pourrait donc être intéressant d'utiliser de tels outils lors de mes futures recherches, au moins afin de me constituer une « base de données » des différents parcours migratoires collectés, quitte à retravailler ensuite à l'aide d'un logiciel d'illustration ceux se révélant les plus intéressants.

49 Élise Olmedo, 2011. « *Cartographie sensible, émotions et imaginaire* ». *Visions cartographiques*. Les blogs du Monde diplomatique.

décomposer son parcours pour le représenter sous la forme de plusieurs cartes complémentaires, ponctuant le fil de son récit. Chacune des figures réalisées fait ainsi référence à un moment clé de sa trajectoire migratoire transnationale, permettant par là même de jouer sur les échelles spatiales et temporelles afin de conserver un degré d'information optimal.

La temporalité des parcours migratoire : une dimension particulièrement difficile à représenter (carto)graphiquement

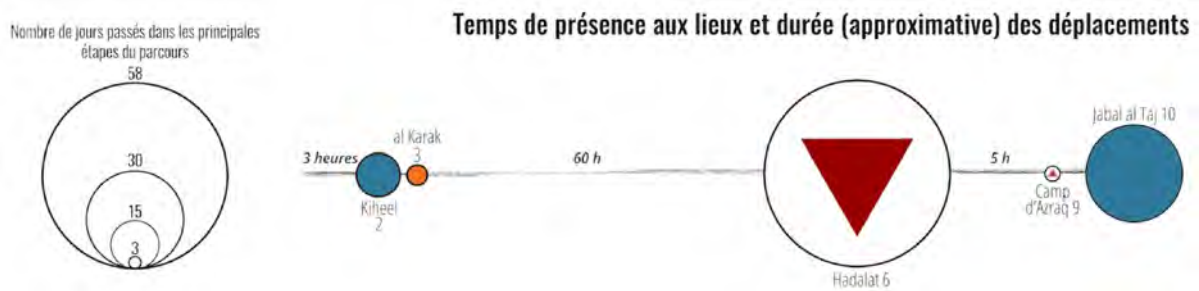
Sur la question de la dimension temporelle des parcours des migrants, comme le faisait remarquer à juste titre Anne-Laure Counilh dans sa thèse de doctorat, « *les temporalités sont généralement évacuées de la représentation cartographique [des phénomènes migratoires]* ». Quelques auteurs ont toutefois tenté de représenter cette dimension sous la forme de frises chronologiques [Counilh, 2014], de cercles proportionnels [Spire, 2014⁵⁰], ou en ayant recours au modèle de « l'aquarium d'Hägerstrand » [Bruslé, 2006 ; Clochard *et al.*, 2009]. Le premier chapitre de la thèse de Françoise Bahoken⁵¹ [2016] m'a été particulièrement utile afin d'élaborer ma réflexion sur cet aspect de la recherche. En effet, il montre combien il est difficile de faire figurer sur un même plan les dimensions spatiales, temporelles et sociales des phénomènes migratoires. C'est pourquoi j'ai fait le choix de représenter certains parcours sous la forme de plusieurs figures différentes, représentant chacune des composantes (spatiales, temporelles, sociales) d'un même voyage migratoire, tout en permettant d'en restituer la dynamique. La première information temporelle porte sur les différentes séquences migratoires, l'enchaînement des étapes. Celle-ci a donc directement été apposée sur le fond de carte sous la forme de simples chiffres - 1, 2, 3, etc. - placés à côté des différentes localités cartographiées.

Dans le cas de trajectoires plus complexes, ayant entraîné des phases d'arrêt parfois particulièrement longues, j'ai eu recours à une frise chronologique, sur laquelle je plaçais des cercles proportionnels plus ou moins grands en fonction du temps passé dans chacune des étapes du parcours. Cette figure vient dans ces cas là se placer sous la carte représentant les dimensions géographiques de la trajectoire de l'enquêté. Si j'ai longuement hésité à recourir au modèle de « l'aquarium d'Hägerstrand », en raison des nombreuses informations figurant déjà sur les cartes d'itinéraires, il m'a semblé plus lisible de recourir à des planches, me permettant de décomposer ainsi les différentes dimensions des parcours migratoires des enquêtés. Afin d'établir un lien direct entre la carte et la frise chronologique l'accompagnant, j'ai choisi de réutiliser sous la forme de cercles proportionnels les symboles figurant sur la carte, tout en mentionnant également le nom et l'ordre des différentes étapes. Par ailleurs, afin de faciliter au maximum la lecture de ces

⁵⁰ Voir également les travaux développés dans le cadre du projet MOBIDYC [consulter André-Poyaud *et al.*, 2009], financé par la MSH de Poitiers et auquel à notamment participé Françoise Bahoken.

⁵¹ Je profite de cette mention de la thèse de Françoise Bahoken pour remercier cette dernière du temps qu'elle a consacré à répondre à mes nombreuses « interrogations cartographiques ». Les conseils qu'elle m'a prodigués m'ont été particulièrement précieux, au même titre que ses nombreux écrits sur les représentations graphiques du mouvement, non-publiés, qu'elle a partagé avec moi et qui, de fait, n'ont malheureusement pas pu être cités dans cette recherche.

figures, je n'ai pas représenté les changements de véhicules, qui auraient introduit un degré d'information supplémentaire, ne m'apparaissant pas réellement nécessaire. Notons également que le tracé de la frise est représenté par une esquisse et non pas par un trait plein ; l'objectif étant une nouvelle fois de suggérer au lecteur le degré d'approximation concernant le temps passé sur la route entre chacune des étapes du parcours.



- Frise chronologique symbolisant la temporalité des différentes étapes d'un parcours migratoire

Source : David Lagarde, 2017. Frise chronologique permettant de retracer les temporalités des parcours migratoire des enquêtés. En l'occurrence, il s'agit de celui de Yasmin, entre Deir Mqaren et Amman.

Représenter les chaînes relationnelles facilitant l'accès aux ressources des réfugiés

Comme plusieurs auteurs ont cherché à le faire, [Arab, 2009a, 2009b ; Muanamoha et al., 2010 ; Wissink & Mazzucato, 2018 ; Ryan & D'Angelo, 2017], j'ai également tenté de visualiser, en les spatialisant, les acteurs sociaux sur lesquels s'appuient les réfugiés de Deir Mqaren afin de circuler au sein d'un cadre géographique multisitué. A travers ce type de figure, mon objectif est d'illustrer la manière dont des réseaux sociaux contribuent à créer des continuités entre les lieux. En d'autres termes, il s'agit par là même de faciliter la conception de l'espace « *relatif, produit, [tel qu'il est] défini par les relations entre les lieux, elles-mêmes produites par les interactions entre des acteurs sociaux localisés* » [Counilh, 2014 : 209]. Pour ce faire, je me suis une nouvelle fois appuyé sur le matériau narratif collecté par le biais de la méthode des histoires de cas, classé et mis en forme tel que je l'ai présenté plus haut dans le texte. A l'image du premier traitement graphique des données réalisé afin d'identifier les localités structurant les parcours migratoires des enquêtés, à la fin de chaque entretiens durant lesquels la méthode des histoire de cas a été mobilisée, je griffonnais sur papier les liens connectant entre eux les différents protagonistes du récit.

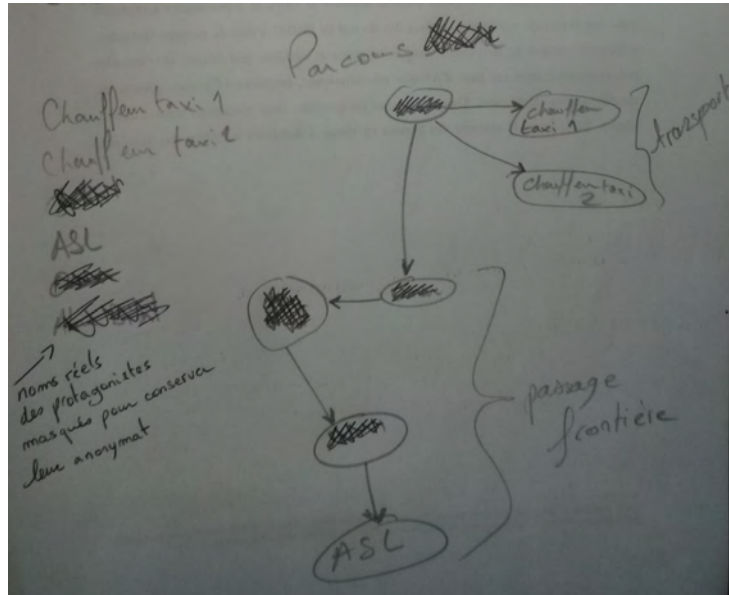


Diagramme 1 Dessin à main levée d'une chaîne relationnelle

Source : David Lagarde, Amman, 2014. Retranscription à main levée après un entretien des chaînes relationnelles ayant permis à Alaa de passer la frontière syro-jordanienne.

Dans certains cas, ces données relationnelles ont ensuite été traduites à l'aide d'un logiciel d'illustration sous forme de petits schémas mieux organisés, dans la lignée des sociogrammes développés par Jacob Moreno dans les années 1930⁵². A travers cette démarche, mon intention était de réussir à figer la structure et la composition d'un réseau de relations à un instant clé de la trajectoire migratoire des enquêtés. Ces diagrammes sont ainsi utilisés à des fins illustratives, afin de mieux saisir les caractéristiques des chaînes relationnelles activées par les réfugiés à différents moments de leur parcours. En effet, à l'image de la cartographie d'itinéraires, en venant appuyer le récit par l'image, ces représentations graphiques entendent faciliter la compréhension des dynamiques relationnelles sous-jacentes à l'obtention d'une ressource pour les réfugiés. D'un point de vue cognitif, il permet ainsi de saisir plus facilement quels sont les acteurs impliqués dans les parcours des enquêtés, les ressources auxquelles ils permettent d'accéder, ainsi que le sens de leur mise en relation. En introduisant également des informations géographiques, portant sur la localisation des différents acteurs au moment de l'activation des chaînes relationnelles dans lesquelles ils se trouvent insérés, cela permet également de souligner le caractère transfrontalier - voir dans certains cas transnational - de ces réseaux d'accès aux ressources. Par ailleurs, la comparaison des différents diagrammes permet également d'identifier des acteurs centraux, ayant permis à plusieurs réfugiés de passer une frontière, de sortir d'un camp de réfugiés, de se loger, etc. Dessiner à la main après les entretiens ces

⁵² Pour plus de détails sur le travail de Jacob Moreno, notamment en ce qui concerne la question des sociogrammes, consulter son ouvrage de référence paru en 1934. *Who shall survive : A New Approach to the Problem of Human Interrelations*, consultable en ligne à l'adresse suivante : <https://archive.org/details/whoshallsurviven00jmo>.

chaînes relationnelles m'a ainsi permis de rapidement saisir la structure et les caractéristiques spécifiques de ces réseaux de personnes. Dans le même temps, cela m'a été utile pour identifier rapidement les acteurs centraux de la communauté villageoise et marchande de Deir Mqaren, ayant largement facilité la migration des habitants du village.

CHAPITRE 3

LA VALLÉE DU BARADA, DU JARDIN D'ÉDEN AUX TERRAINS MILITAIRES

Depuis l'époque ottomane et jusqu'à la fin de celle des mandats, les habitants de Deir Mqaren vivaient principalement de la vente itinérante de leur production agricole au Liban, en Palestine et en Transjordanie⁵³, où les marchands du village se rendaient durant les mois d'hiver avec d'écouler leurs récoltes. Néanmoins, au tournant du 20^{ème} siècle, les bouleversements politiques qui secouent le Moyen-Orient vont être à l'origine d'une profonde recomposition des moyens de subsistance des habitants du village. En effet, celui-ci va se retrouver inséré en plein cœur du dispositif militaro-sécuritaire mis en place par le régime al-Assad dans le cadre de sa lutte contre l'État d'Israël ; ce qui aura pour conséquence de priver les paysans de Deir Mqaren de la majeure partie de leurs terrains agricoles. Quelques années plus tard, sous l'effet de l'accroissement urbain effréné de la capitale et de l'augmentation concomitante de ses besoins en eau, le Barada va se retrouver largement asséché durant les mois d'été, sonnante par là même le glas du secteur agricole dans la vallée.

Je présenterai dans ce chapitre les conditions de vie des habitants de Deir Mqaren et les caractéristiques de leurs circulations commerciales entre la fin du XIX^{ème} et la seconde moitié du XX^{ème} siècle. A travers ces descriptions, mon intention est d'exposer la genèse des pratiques de vente ambulante et des mobilités marchandes au départ de ce village, afin de mieux comprendre par la suite les dynamiques contemporaines de cette

⁵³ Il s'agit ici de la région de Transjordanie, c'est-à-dire la zone géographique située à l'est du Jourdain et s'étendant du Mont Hermon au nord, à la plaine d'Aqaba au sud. L'Émirat de Transjordanie, entité politique et administrative placée sous domination britannique, sera quant à lui créé en 1921, suite à la chute de l'Empire ottoman. Le royaume hachémite de Jordanie, nom officiel de la Jordanie contemporaine, sera finalement créé en 1946. Entre 1949 et 1988, le territoire national jordanien comprenait également la Cisjordanie, occupée par Israël depuis 1967 [Ababsa, 2013].

activité, ayant permis aux réfugiés du village d'accéder rapidement à un emploi lors de leur installation plus permanente au sein du royaume hachémite à partir de 2012. Les descriptions qui suivent sont majoritairement issues des informations collectées lors des entretiens que j'ai menés en Jordanie en 2014 et 2015. Même si celles-ci corroborent les quelques maigres renseignements que j'ai pu me procurer dans les monographies de Richard Thoumin [1936] et Jacques Weulersse [1946] sur la vie dans les villages de l'Anti-Liban à l'époque mandataire, dans la mesure où elles sont basées sur des souvenirs transmis sur plusieurs générations, celles-ci méritent toutefois d'être considérées avec une certaine prudence.

1. Agriculture locale et circulations marchandes au début du XX^{ème} siècle

L'attention des observateurs ayant étudié les dynamiques rurales dans la région de Damas s'est largement focalisée sur l'oasis de la *Ghouta*, au détriment des villages de la vallée du Barada. Au premier abord, on pourrait être tenté d'extrapoler les observations faites sur la vie des jardins damascènes à la région située en amont de la rivière. Céder à cette tentation se révélerait pourtant fort hasardeux, pour ne pas dire tout à fait contestable. En effet, ces deux espaces diffèrent en de nombreux points. Tandis que le sol riche de la *Ghouta* est particulièrement bien adapté à une culture maraîchère, le calcaire de la haute vallée du Barada convient mieux aux arbres fruitiers. Par ailleurs, l'isolement de cette région de montagne contraste nettement avec l'intensité des circulations qui animent depuis des siècles la ville de Damas, et ont fait de cette cité l'un des principaux carrefours commerciaux à l'est de la Méditerranée. Dans les pages qui suivent, je m'appliquerai à présenter les principales caractéristiques de la vie quotidienne des habitants du village de Deir Mqaren au début du 20^{ème} siècle. Ce faisant, il s'agira de commencer à retracer la généalogie des migrations syriennes au départ de Deir Mqaren⁵⁴.

⁵⁴ Cette réflexion plus générale est également menée dans le cadre du projet ANR *Lajeh* (<https://lajeh.hypotheses.org/>) auquel je participe depuis son lancement en octobre 2015.



Illustration photographique 1 La vallée du Barada à la fin du 19^{ème}/début du 20^{ème} siècles

Cliché « a » : Photochrome - réalisé entre 1890 et 1900 - du village de Souk Wadi Barada, situé à cinq kilomètres environ du village de Deir Mqaren, en amont de la rivière, en direction de Zabadani (source : Library of Congress). **Cliché « b »** : Photo du seuil rocheux de Tekieh prise en 1895 depuis la voie de chemin de fer reliant Beyrouth à Damas l'année de son inauguration (source : Studio Félix Bonfils, Beyrouth, The Fouad Debbas Collection, British Library). **Cliché « c »** : Photochrome du Barada à l'entrée de Damas datant de la fin du XIX^{ème} siècle (source : Library of Congress) **Cliché « d »** : Photo de la rivière Barada à la sortie de la plaine de Zabadani datant de la période 1920-1933 (Source : Library of Congress).

- Caractéristiques géographiques de la vallée du Barada

Le Barada est le cours d'eau le plus important du versant oriental de la chaîne de montagnes qui forme l'ossature de la Syrie centrale. Cette rivière endoréique, essentiellement alimentée par les aquifères que constituent les épais calcaires karstifiés du massif de l'Anti-Liban, prend sa source dans la plaine de Zabadani, à 1 100 mètres d'altitude. Quelques kilomètres en aval, elle franchit ses premières gorges au niveau du seuil rocheux de Tekieh, puis serpente jusqu'à Damas en traversant la profonde vallée du Barada dans laquelle se succèdent les villages. Après avoir traversé les quartiers historiques

et la *Ghouta* orientale⁵⁵ de Damas, le Barada s'évapore dans la steppe aride située à l'est de la capitale. Jusqu'à son assèchement partiel au cours de la seconde moitié du 20^{ème} siècle, son régime pluvio-nival se traduisait par de hautes eaux au début du printemps et un étiage marqué en fin d'été [Sanlaville, 2000].

Depuis le début de son existence, l'ancienne Chrysorrhoeas, ou « coulée d'or » [Reclus, 2015], alimente en eau la plaine de la *Ghouta* et la vallée du Barada qui, pour certains, correspondraient au site du jardin d'Eden [Gibb, 1956]. Au delà de toute forme de croyance, on peut en tout cas affirmer que le Barada a largement participé à la construction de l'image de la cité damascène, décrite par Dimashki, un Imam sufi du 13^{ème} siècle, comme « *appartenant aux plus saines, aux plus jolies et plus belles et aux plus élégantes villes du monde* » [Dimašqī, 1874 : 261]. Émerveillé par l'architecture de cette cité, ce dernier l'est tout autant par la luxuriance de « *ses jardins [qui] montent au nombre de 111 000, arrosés par un seul courant d'eau, qui vient du pays de Zabadāni et de la rivière de Baradā* » [Dimašqī, 1874 : 263]. Les vergers de Damas, connus pour être parmi les plus anciens du monde [Morgan, 2015 : 28] ont largement participé au rayonnement international de cette cité, célèbre depuis l'époque romaine pour l'exportation de ses fruits, qui venaient orner les tables des sujets les plus nantis de l'Empire [Manton, 2016 : 20]. Les eaux du Barada ont également modelé la planification de l'espace urbain, tout comme la forme et le style architectural des maisons damascènes [Châtel, 2014], contribuant ainsi à faire de cette cité l'une des plus illustres de la région. A une vingtaine de kilomètres au nord-ouest de Damas, dans la haute vallée du Barada, au sud de l'Anti-Liban, se trouve le village de Deir Mqaren, situé à environ 900 mètres d'altitude, sur une terrasse fluviale obscurcie par un travertin jaunâtre [Abou Romieh *et al.*, 2012 : 90]. Adossé au versant nord de la vallée, il fait face à un massif calcaire culminant à 1 067 mètres de hauteur. Administrativement, cette localité est rattachée au Gouvernorat de *rif-Dimashq*⁵⁶. Depuis la fin de l'époque mandataire, où Deir Mqaren comptait 599 âmes [SGFFL, 1945], cette bourgade a connu une très forte croissance démographique, puisque selon les enquêtés, environ 5 000

55 Le mot arabe *Ghouta* est généralement traduit par celui d'oasis en français. Il s'agit plus précisément d'un mot « *que les géographes arabes emploient pour désigner une région en creux où les eaux se rassemblent* » [Bianquis, 1977 : 35]. Dans le cas damascène, ce terme fait surtout référence aux terres agricoles qui se situent à l'est de la capitale et qui ont constitué pendant des siècles une oasis luxuriante au milieu de désert. Au cours de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, les habitations et les usines ont progressivement rongé le cœur de l'oasis, transformant l'ancienne ceinture de verdure de la capitale en une zone industrielle grise et poussiéreuse, où seules survivent quelques minces parcelles de terres cultivées.

56 Littéralement « Damas-campagne ».

personnes y résidaient en 2011⁵⁷.



Carte 15 Villages du Wadi Barada au début du 20^{ème} siècle

En juin 2011, lors de mon dernier séjour sur le sol syrien, j'ai eu l'occasion de fouler brièvement la terre de Deir Mqaren. A cette date, nul n'était en mesure d'envisager la tournure dramatique qu'allait prendre l'insurrection populaire initiée trois mois plus tôt dans la ville de Deraa contre le régime de Bachar al-Assad et son clan. Pour ma part, j'étais encore plus loin d'imaginer que je consacrerai quatre ans de ma vie à étudier le processus de dispersion géographique de la population de cette bourgade de l'Anti-Liban. Avec le recul, la marche anodine effectuée ce jour-là avec des amis sur les rives du Barada prend pour moi une dimension toute particulière...

Venant de Damas, je me rappelle que les lieux nous semblaient nettement plus verdoyants. Le bruit de l'eau et la fraîcheur que nous procurait l'ombre des arbres bordant le sentier que nous suivions le long de la rivière, octroyaient à la scène une atmosphère bucolique encore solidement ancrée dans ma mémoire. Il ne m'a pas pour autant semblé nécessaire de faire de nombreux clichés des environs. Je n'ai pas non plus consigné de descriptions écrites de cette journée, contrairement à ce qu'il m'arrive parfois de faire au

⁵⁷ Ce chiffre est basé sur les estimations établies par les enquêtés. Aujourd'hui, faute d'accès au terrain et à des données statistiques fiables, il est difficile d'évaluer avec précision le nombre exact d'habitants résidant à Deir Mqaren en 2011.

cours de mes voyages. Mes souvenirs de l'environnement géographique de cette zone sont donc aujourd'hui assez incertains. Je me rappelle toutefois des nombreux noyers alignés à proximité immédiate du cours d'eau, laissant rapidement place à un paysage de garrigue sèche, composé de quelques arbres poussant de manière anarchique : amandiers, oliviers, et figuiers pour l'essentiel. Notre courte marche débutée à Aïn el-Fijeh s'est terminée quelques kilomètres plus loin en amont, à Deir Mqaren, le premier village que nous avons traversé. Ici et contrairement à d'autres localités de Syrie où j'ai eu l'occasion de me rendre⁵⁸, aucune voiture immatriculée dans le Golfe ni villa clinquante ne laissaient présager qu'une partie de la population s'était expatriée à l'étranger pour y gagner sa vie. Ce gros bourg rural, essentiellement composé de maisons de parpaings accrochées à flanc de colline, ne témoignait en effet d'aucun « signe extérieur de migrations ». Quelques potagers et basse-cours bordaient les ruelles escarpées de cette localité poussiéreuse, au pied de laquelle coule encore ce qui reste du Barada, cette rivière au débit autrefois si généreux. Les dernières images que je garde de cette journée sont celles des habitants de Deir Mqaren nous souhaitant chaleureusement la bienvenue, avec, en arrière plan, les falaises calcaires qui prenaient une teinte de plus en plus orangée à mesure que le soleil descendait sur la vallée.

58 Je pense en particulier à Al Nebek, une petite ville du massif du Kalamoun, située au nord de Damas en direction de Homs ; et plus encore à Abu Kamal, dernière localité syrienne avant la frontière irakienne, assise sur les rives de l'Euphrate. Il se peut que ce type d'indices, témoignant du départ en migration d'une partie de la population locale, soient plus visibles encore dans d'autres villes de Syrie où je n'ai jamais eu l'occasion de me rendre.



Illustration photographique 2 La vallée du Barada entre Aïn el-Fijeh et Deir Mqaren

Cliché « a » : Lit du Barada depuis la rive sud. Cette partie de la rivière est particulièrement ombragée. Plus on remonte dans les gorges en direction de Zabadani, plus les bords deviennent arides (source : D. Lagarde, juin 2011). **Cliché « b »** : L'ancienne ligne de chemin de fer reliant Beyrouth et Damas, inaugurée en août 1895, n'est plus en service depuis 1976. La nature y a depuis doucement repris ses droits. Toutefois, certains tronçons continuèrent d'être utilisés jusque dans les années 2000, principalement pour transporter des touristes entre la capitale et Aïn el Fijeh. En 2015, le régime syrien a rouvert une partie de cette ligne, toujours dans un but touristique... (source : D. Lagarde, juin 2011). **Cliché « c »** : Quelques noyers poussent encore sur les premières pentes de la falaise faisant face au village de Deir Mqaren (source : D. Lagarde, juin 2011). **Clichés « c » et « d »** : Les terrains situés au sommet de ces deux pics rocheux ont été expropriés par le Ministère de la Défense et transformés en terrains militaires dans les années 1980. Plusieurs sources jaillissaient autrefois sur ces plateaux au milieu desquels poussaient la majorité des figes, des amandes et des baies d'églantiers vendues par les marchands du village. Ironiquement, c'est depuis ce même site - d'où les habitants de Deir Mqaren ont tiré l'essentiel de leurs revenus pendant de nombreuses décennies - que l'armée du régime a effectué ses premiers tirs de mortier sur le village au mois de février 2012 (source : D. Lagarde, juin 2011).

- Vivre au rythme du calendrier agricole

Jusqu'au milieu du XX^{ème} siècle, les populations de la vallée du Barada vivaient principalement de l'agriculture. Les habitations en terre du village de Deir Mqaren s'étiraient alors à la limite supérieure de la zone irriguée, sur les pentes douces exposées au sud [Thoumin, 1936]. Le climat, beaucoup plus clément que dans le reste du pays en raison de l'altitude, mais surtout de la fraîcheur et de l'humidité qu'entretenaient les eaux

courantes du Barada, était particulièrement adapté à la culture des arbres fruitiers. Si le lit étroit de la rivière suffisait à contenir les eaux de mai à novembre, il ne pouvait empêcher d'importants débordements en hiver et au printemps. Ces crues jouaient alors un rôle fertilisant essentiel à la vitalité des vergers situés au pied du village, dans le fond de la vallée [Thoumin, 1936]. Parmi les nombreux arbres cultivés dans la région, le noyer donnait à celle du Wadi Barada l'un de ses aspects les plus caractéristiques, tandis que la vigne et les figuiers se développaient partout où les terrains le permettaient. Les abricots faisaient également partie des principaux fruits produits localement ; d'autres arbres fruitiers offrant quant à eux des rendements plus faibles.

A la fin de mon dernier séjour d'enquête en Jordanie, nous nous sommes rendus, Ibtissam, Fadia et moi chez Bachar L., à Dahiet al-Rasheed, un quartier du nord-ouest d'Amman, dans l'optique de l'interroger sur son parcours migratoire, tout en sachant qu'il pourrait probablement répondre à plusieurs de mes interrogations sur l'origine des circulations commerciales au départ de Deir Mqaren. Après nous avoir chaleureusement accueilli, Bachar nous invite à partager un déjeuner en compagnie de sa femme et de leur fille, la seule de leurs enfants encore présente en Jordanie⁵⁹. Tandis que les *mezze*⁶⁰, les poulets rôtis, les plats de riz et de *frikeh*⁶¹ s'amoncellent sur la large table basse en verre du salon, Ibtissam en profite pour mentionner l'intérêt que je porte aux conditions de vie de la population de Deir Mqaren au cours du siècle passé. Le regard de Bachar s'illumine alors instantanément. Dans un regard malicieux, ce dernier me lance : « *Je t'avais bien dit que j'étais le mieux placé pour répondre à tes questions*⁶² ! » Il n'en faut pas plus pour lancer l'entretien, avant même que nous ayons pu commencer à goûter aux mets succulents qui s'offraient à notre vue... « *Mon père est né en 1918 et a vécu jusqu'au début des années 1980. Autant dire qu'il a largement vu le village se transformer au cours de sa vie. (...) Il était le propriétaire de nombreux terrains agricoles à Deir Mqaren, mais cela ne l'empêchait pas pour autant de travailler en étroite collaboration avec les autres habitants du village.* » Bachar interpelle alors Ibtissam en lui rappelant que leurs pères avaient l'habitude de voyager ensemble en Palestine pour vendre les fruits qu'ils produisaient dans leurs vergers, fait qu'elle atteste dans un regard emprunt

59 Comme nous le verrons par la suite, trois des cinq enfants de Bachar L. et de sa femme Maroussi Z. vivent désormais en Allemagne, tandis que le cadet, souffrant de graves problèmes de santé, suivait au moment de l'entretien un traitement médical aux États-Unis.

60 Les *mezze* sont des plats levantins servis dans des petites assiettes disposées au centre de la table, permettant aux convives de multiplier leurs choix.

61 Le *frikeh* est du blé vert grillé au goût légèrement fumé, servi en accompagnement de plats de viande, à la place du riz ou du boulgour.

62 Voir le paragraphe intitulé « *Des facilités d'enquêter au sein d'un (tout) petit monde* », à la fin de la première partie du chapitre 1.

d'une certaine nostalgie. Avant de lui demander plus de précisions sur les détails de ces voyages commerciaux, je décide de l'interroger sur l'organisation de la vie quotidienne à Deir Mqaren. *« Les gens du village ont depuis toujours travaillé dans le secteur agricole. A en croire les dires de mon père, leurs conditions de vie étaient extrêmement difficiles. Les hommes comme les femmes travaillaient dur toute la journée, de 5h du matin jusqu'à la tombée de la nuit. Leur vie était calquée sur le rythme du calendrier agricole. L'été, ils étaient occupés par la récolte des fruits dans les vergers, qui commence dès le mois de mai avec la cueillette des cerises. Venaient ensuite celles des abricots, des prunes, des pêches et des pistaches en juillet et en août ; puis des noix, du raisin, des amandes, des pommes et des poires en septembre. Durant l'automne et jusqu'au début du mois de décembre, les villageois s'affairaient à la taille des arbres, ce qui leur permettait ensuite de revendre les surplus de bois lorsqu'ils étaient secs. Cette période correspondait aussi à celle des premières plantations de légumes et de céréales qu'ils récoltaient ensuite au printemps. (...) Ils cultivaient également de la luzerne pour les ânes. (...) Les femmes occupaient une place déterminante dans l'économie du village, car en plus d'aider à la culture des vergers, ce sont elles qui étaient chargées de s'occuper des récoltes lorsque les hommes quittaient Deir Mqaren pour vendre leur production. »*

Les propos de Bachar font singulièrement échos aux descriptions que les géographes français faisaient de la vie dans les villages syriens durant la première moitié du 20^{ème} siècle. En effet, *« ces aspects de la vie rurale permettent de se représenter à la fois la routine et l'intensité de l'activité paysanne. Ils expriment une adaptation au milieu physique réalisée dès une époque fort ancienne. Les habitudes qu'elle impose ont pénétré les populations, (...) [tandis que] les traditions relatives à la mise en valeur des champs et des vergers ont modelé, pour ainsi dire, la mentalité [des habitants de la vallée] »* [Thoumin, 1936 : 139]. *« Avec le village une notion nouvelle apparaît, celle de la communauté géographique. Le village-type, le vieux village de sédentaires, est déjà un organisme complexe ; les différentes familles autonomes qui le composent forment un ensemble qui demeure uni, même si elles se détestent, de par la communauté du terroir »* [Weulersse, 1946 : 225]. Si cette structure communautaire semblait à l'époque déterminer la gestion des tâches quotidiennes à l'échelle villageoise, d'après les données collectées lors de mes différents terrains d'enquête en Jordanie, il semblerait qu'elle influençait tout aussi fortement le système de mobilités dans lequel s'inscrivaient alors les paysans de Deir Mqaren.



Carte 16 Principaux axes de circulation au Proche-Orient au début du 20^{ème} siècle

- Circulations marchandes vers le début du 20^{ème} siècle

A partir de la fin du 19^{ème} siècle, le développement du secteur agricole au Proche-Orient – en particulier celui des céréales dans les grandes plaines du Hauran – encouragea de grandes familles de marchands damascènes du *Midan*⁶³ à s'installer dans les villes transjordanienne de Salt, Kerak et Ajlun afin d'y développer des activités commerciales [Neveu, 2013 ; Becquart, 2014]. Des négociants syriens étaient également présents dans d'autres localités du Proche-Orient, comme à Jérusalem et Naplouse en Palestine. Ces dynamiques renforcèrent alors considérablement le développement des échanges entre Damas et les principales villes de la région. Les villages les plus isolés, à l'image de ceux situés dans le massif de l'Anti-Liban, restèrent quant à eux à l'écart de ces évolutions. Cela peut notamment s'expliquer par les faibles rendements obtenus dans les fermes de montagne, ainsi que par leur absence de connexion aux principaux réseaux de circulations de l'époque. Selon Weulersse, « *l'économie rurale traditionnelle du Proche-Orient était (...) demeurée jusqu'au XX^{ème} siècle d'un type remarquablement archaïque : produisant peu, échangeant moins encore, elle ne pouvait procurer au paysan qu'un niveau de vie des plus bas* » [Weulersse, 1946 : 143-144]. D'après l'auteur, les cadres économiques traditionnels des paysans du Proche-Orient se résumaient donc d'abord et avant tout à celui de leur village, puis de la ville voisine, et dans une moindre mesure au reste de la région. Les échanges semblaient ainsi fonctionner à sens unique, le surplus des campagnes allant aux villes, ces dernières ne rendant en échange que peu de choses au monde rural [Weulersse, 1946 : 140-144]. La longue marginalité des liens villes-campagnes s'explique aussi par l'absence de moyen de transports véritablement efficaces à l'époque. En dehors de l'entretien et de la sécurisation de la route du Hijaz menant à la Mecque, véritable colonne vertébrale des mobilités à l'intérieur du *Bilad esb-Sham* ottoman qui a largement participé au développement des localités situées le long de cet itinéraire, les autorités de l'Empire n'investirent que très peu dans l'aménagement du réseau routier et ferroviaire. Ainsi, lorsque Richard Thoumin publia en 1936 un ouvrage consacré à la *Géographie humaine de la Syrie centrale*, seules six routes permettaient de relier le territoire syrien au Liban et à la Palestine [Thoumin, 1936 : 173]. L'une des plus fréquentées fut ouverte en 1865. Longue de 109 kilomètres et

63 Le *Midan* est un quartier commerçant de Damas qui, à l'époque ottomane, constituait un important carrefour des circulations marchandes régionales. En étant situé à la sortie de la capitale, sur la route du pèlerinage, ce quartier accueillait les fidèles venant du nord ou remontant de la Mecque qui logeaient dans les nombreuses auberges ouvertes afin d'accueillir les pèlerins. Ces derniers ramenaient avec eux de la marchandise provenant des régions qu'ils venaient de traverser et en achetaient d'autres dans le Midan, pour la revendre dans les lieux au sein desquels ils seraient amenés à transiter par la suite. Toute cette activité marchande a donc donné lieu à de grandes lignées de commerçants, dont les descendants possèdent encore aujourd'hui de nombreux commerces et immeubles du quartier (entretien avec Vanessa Guéno, Amman, 9 novembre 2015).

particulièrement sinueuse, elle permettait de relier Damas à Beyrouth à travers le massif de l'Anti-Liban. A partir de 1895, une ligne de chemin de fer traversant Deir Mqaren vint doubler cet axe routier et renforcer par là même l'intensité des échanges entre les deux villes [Weulersse, 1946 : 139]. D'après les enquêtés, cette ligne de chemin de fer permettait à certains marchands du village de se rendre occasionnellement à Damas pour y vendre une partie de leur production, en particulier des fruits et légumes frais qu'ils écoulaient aux abords du grand souk al-Hamidieh.



Illustration photographique 3 Transport à dos d'âne sur un pont près du village de Souk Wadi Barada

Cliché « a » : Gravure sur papier de Barry W. Bartlett datant de 1836-38 représentant un convoi d'hommes circulant sur le pont du Souk Wadi Barada accompagné de leurs ânes (source : Victoria & Albert Museum, London). **Cliché « b »** : Photo du début du XX^{ème} siècle de femmes passant sur le pont du Souk Wadi Barada avec leurs ânes lestés d'un chargement non identifiable (source : inconnue).

Partout ailleurs et jusqu'au milieu du 20^{ème} siècle, on continuait d'employer les ânes, lents, mais qui occasionnaient des dépenses infimes en comparaison des autres modes de transport. Cet animal, pouvant aisément supporter des charges de 50 kilos, était fréquemment lesté de fardeaux avoisinant les 100 kilos par les paysans syriens [Thoumin, 1936 : 189-191]. Si l'on se fie aux histoires qui se sont transmises de génération en génération à Deir Mqaren, en décembre, après avoir terminé leurs travaux de plantations, les hommes du village chargeaient leurs ânes des stocks de fruits qu'ils avaient mis à sécher au soleil durant les mois précédents. Ils se rendaient ensuite en groupe au Liban, afin de vendre une partie de leur production. A en croire Bachar, leurs principaux lieux de vente se situaient dans les environs de Bhamdoun, Jbeil et Tyr. « *Ils privilégiaient en particulier*

les villages et les quartiers des villes où résidaient les chrétiens qui leur achetaient des fruits secs et des fruits à coques en prévision des fêtes de Noël. Puis une fois leur chargement écoulé, ils reprenaient la direction du village pour refaire le plein de marchandise, avant de repartir vers la fin du mois de janvier en direction de la Palestine et de [l'actuelle] Jordanie. Ce circuit les amenait jusqu'à Jérusalem, où ils laissaient leurs ânes dans des étables et chargeaient leurs Kharij⁶⁴ pour vendre leur marchandise à pied, dans les villages des alentours, comme continuent de le faire aujourd'hui leurs descendants. Ils remontaient ensuite vers Deir Mqaren en écoulant le reste de leur production dans les villes et les villages qu'ils traversaient. (...) Au printemps, les femmes quittaient elles aussi la vallée avec leurs ânes pour faucher l'herbe fraîche qui poussait sur les plateaux environnants. Une fois de retour à Deir Mqaren, elles la faisaient sécher pour en faire du foin qu'elles donnaient aux animaux durant l'hiver».

⁶⁴ Littéralement « sac » ou « besace » en arabe. Chez les habitants de Deir Mqaren, ce terme désigne précisément la « gibecière » contenant la marchandise des colporteurs, composé de deux poches profondes et portée en bandoulière sur l'épaule.



Carte 17 Itinéraires saisonniers des marchands de Deir Mqaren au début du 20^{ème} siècle

Je n'ai trouvé aucune trace dans la littérature permettant d'envisager l'ampleur de telles mobilités marchandes entre la fin du XIX^{ème} et le milieu du XX^{ème} siècle. Seuls les travaux de Richard Thoumin font mention, de façon tout à fait anecdotique, de la circulation de colporteurs qui, « *sur les pistes qui unissent les villages de la Bekaa, du Kalamoun et de l'Hermon*⁶⁵, (...) [*sont à eux seuls*] *tout le souk des villages les plus déshérités* » [Thoumin, 1936 : 142]. Il est par ailleurs impossible d'émettre des hypothèses précises sur le tracé des itinéraires empruntés par les colporteurs entre Deir Mqaren et leurs différents points de vente en Palestine, au Liban et en Transjordanie. En effet, en dehors des six routes mentionnées précédemment, jusqu'au milieu du XX^{ème} siècle, le transport s'effectuait essentiellement à dos d'âne, en particulier dans les régions montagneuses. Dans ces espaces ruraux, il n'y avait alors « *ni routes ni chemins, pour la bonne raison qu'il n'y [avait] ni charrois, ni voiture imposant des itinéraires fixes ; chaque animal pass[ait] par où il plai[sait] à son conducteur de le mener ; rien que des pistes temporaires, plus ou moins capricieuses, dessinées par le pas même des animaux qui suivent, en général, la ligne la plus courte ou la plus commode* ». Pour l'observateur de l'époque « *ces terroirs (...) sans routes, sans lignes directrices imprimées dans le sol, déconcertent [l']œil et [l']esprit ; ils (...) paraissent inorganisés* » [Weulersse, 1946 : 134]. Néanmoins, au Liban, le réseau routier s'étant rapidement développé durant la première moitié du XX^{ème} siècle, un ensemble de pistes permettait de circuler plus facilement entre les villages, en particulier dans les environs de Beyrouth [Thoumin, 1936 : 145-149]. A en croire les cartes dressées par le *Bureau topographique des troupes du Levant* en 1939, les voies de circulation étaient également nombreuses en Palestine. Le développement économique de la façade côtière du Proche-Orient favorisa dans le même temps la multiplication des échanges à plus longue distance avec le reste du globe, marquant par là même le temps des premières migrations au long cours au départ du Levant, comme nous le verrons plus en détail dans le chapitre suivant. Mais avant de retracer les contours de ces migrations au long court, continuons de nous intéresser à la vie du secteur agricole dans la vallée du Barada, ainsi qu'aux mobilités marchandes de ses habitants.

65 La plaine de la Bekaa, frontalière de la Syrie, sépare les massifs du Mont Liban et de l'Anti-Liban. La principale ville de cette région est Baalbek. Le mont Hermon forme une frontière naturelle entre le Liban et la Syrie, au centre d'un triangle formé par les villes syrienne de Qatana à l'est, et libanaises de Rachaya el Ouali et Nabatiyeh à l'ouest. La région du Kalamoun est quant à elle située sur le versant oriental du massif de l'Anti-Liban. Les principales villes de cet espace sont Qara et Yabroud (voir la figure 26 « *Principales routes et voies ferrées du Proche-Orient dans les années 1930* » située plus haut dans ce chapitre.

2. Vers une redéfinition des itinéraires saisonniers

La fin de l'époque des mandats, et plus particulièrement la création d'Israël en 1948, vont être à l'origine d'importants soubresauts géopolitiques au Proche-Orient, à commencer par la multiplication des conflits armés entre l'État hébreu et ses voisins arabes. Cette situation va rapidement venir priver d'accès les marchands de Deir Mqaren à une partie importante de leur territoire de vente. Au cours des décennies suivantes, les changements politiques qui vont intervenir à la tête de la Syrie, en particulier l'accession du parti *Baath* à la tête du pays, vont ensuite avoir d'importantes répercussions sur le paysage de la vallée du Barada, et par extension sur la vitalité de son secteur agricole, forçant les habitants de Deir Mqaren à trouver des sources de revenus alternatifs.

- Création des États nations et soubresauts géopolitiques au tournant du 20^{ème} siècle

Au cours des années suivantes, les puissances mandataires vont progressivement se retirer de l'ensemble du Moyen-Orient. En 1946, la France reconnaît l'indépendance de la Syrie et rappelle ses derniers bataillons encore présents sur place. Un an plus tard, l'assemblée générale des Nations-Unies adopte un plan de partage visant à implanter un État juif aux côtés d'un État arabe dans les limites territoriales de la Palestine mandataire. Cette décision entraîna une guerre civile qui se prolongea jusqu'à l'indépendance d'Israël, proclamée par David Ben Gourion le 14 mai 1948. Au lendemain de l'annonce du Premier ministre israélien, les armées syrienne, jordanienne, égyptienne, libanaise et irakienne - épaulées par des forces expéditionnaires composées de combattants originaires de différents pays arabes - déclarent la guerre à l'État hébreu, donnant ainsi une dimension régionale au conflit [Morris, 2001].

Cette première phase du conflit israélo-arabe prit fin à la signature d'accords d'armistice conclus entre les belligérants au printemps 1949. Néanmoins, au cours des décennies suivantes, et même en dehors des guerres de 1967 et 1973, la région frontalière du Golan resta le théâtre d'incidents sporadiques entre les armées syriennes et

israéliennes. La préoccupation des « frontières sûres » - qui continue aujourd'hui encore de dominer la politique israélienne - amena les autorités de l'État hébreu à lutter de manière constante contre les risques « d'infiltrations » de combattants étrangers en provenance des pays voisins et donc à un contrôle très strict des passages aux frontières [Derriennic, 1974]. Cette situation priva par là même les marchands de Deir Mqaren d'accéder à leurs principaux secteurs de vente en Palestine. Toutefois, d'après Hady H., ancien pépiniériste à Deir Mqaren désormais colporteur dans les environs de Jerash, au nord d'Amman, certains liens unissant les marchands du village à leurs clients palestiniens se sont maintenus en dépit du conflit et de la dispersion. « *Quelques clients palestiniens des marchands du village se sont réfugiés au Liban et en Jordanie après les guerres de 1948 et 1967. Dans ces cas là, il arrivait que certains d'entre eux continuent de leur acheter de la marchandise lorsque les colporteurs passaient dans les endroits où ils s'étaient installés à l'étranger. Il y a aussi des Palestiniens qui sont venus vivre à Deir Mqaren, soit directement depuis la Palestine, soit après être passés par le Liban ou la Jordanie, où certains ont obtenu la nationalité jordanienne. C'était justement le cas de ton père, non ?* », dit-il en s'adressant à Fadia, qui acquiesce d'un rapide signe de tête, cherchant à ne pas interrompre l'entretien plus longtemps. « *Donc si la création d'Israël a complètement chamboulé les circuits de vente traditionnels, elle a aussi entraîné de nombreux mariages entre des habitants du village et des Palestiniens (...). Je ne pourrais pas dire si les relations commerciales ont directement influencé ces unions, mais en tout cas, j'estime qu'à Deir Mqaren, 10% d'entre elles environ sont le fait de couples syro-palestiniens⁶⁶* ».

Afin d'écouler leur production, les marchands du village furent donc contraints de recentrer leurs zones de commercialisation sur le Liban, la Transjordanie, mais également la Syrie. Selon Ibtissam, au cours des années 1950-1960, « *l'amélioration des routes et le développement des transports automobiles publics facilita les déplacements dans la région, mais aussi à l'intérieur même de la Syrie. Cela a donc permis aux marchands du village de se rendre dans des endroits où ils n'avaient pas l'habitude d'aller auparavant. (...) Lorsque j'étais enfant, mon père m'amenait parfois avec lui dans la région d'Alep et la vallée de l'Euphrate. Nous partions tous les deux pendant une ou deux semaines, nos bagages chargés de mokasarat, de fruits secs, voir parfois aussi de quelques biens manufacturés que nous vendions dans les rues des villes et des villages où nous nous rendions. J'en garde de très bons souvenirs et il s'agit pour moi de moments inoubliables !* ». Ces quelques évocations

66 Comme nous le verrons par la suite, mis à part Ibtissam, j'ai également interrogé une autre femme de Deir Mqaren, Nissrine, qui était mariée à un homme d'origine palestinienne décédé le 23 mai 2013, victime d'un bombardement du régime sur une position de l'ASL, groupe rebelle au sein duquel il était engagé. Concernant les 10% de mariages entre des personnes originaires de Deir Mqaren et de Palestine évoqué par Hady, au regard des informations collectées par le biais de l'enquête généalogique, ce chiffre apparaît assez largement surestimé.

d'enfance d'Ibtissam sonnent comme la fin d'une époque à Deir Mqaren ; celle où l'activité de colportage était exclusivement basée sur la vente d'une marchandise produite localement.

- Des orientations politiques fatales au secteur agricole de la vallée

En 1963, le parti Baas s'empare du pouvoir et engage la Syrie dans une série de grandes réformes agraires, allant de pair avec un rapide développement industriel. Le cap fixé par le régime baathiste entraînera le pays vers de profondes mutations sociales, économiques et culturelles, qui s'accéléreront sous le règne du général Hafez al-Assad [Longuenesse, 1979 ; Seurat, 1979 ; Picard, 2013] qui accède au pouvoir par un coup d'État en novembre 1970. Pour ce dernier, la Syrie doit remplir la « *fonction de prétorien du monde arabe* » [Seurat, 2013 : 121] dans sa lutte contre Israël. Au niveau idéologique intérieur, cette doctrine constituera la véritable « *clé de voûte de sa légitimité* » [Seurat, 2013 : 121] et l'amènera à mettre en place un puissant appareil bureaucratique d'État, au sein duquel l'armée aura la mainmise sur l'ensemble des instruments du pouvoir. Ainsi, au nom du combat contre « l'ennemi sioniste », et en s'appuyant « *sur les bases de deux lois adoptées en 1958 et 1983 permettant au gouvernement de réquisitionner des terres pour des projets d'intérêt public⁶⁷* » [Châtel et Raba'a, 2014 : 12], plusieurs centaines d'hectares furent confisquées par le Ministère de la Défense dans la vallée du Barada au cours des années 1980. Bachar L., qui était à l'époque âgé d'une quinzaine d'années, se rappelle des conséquences de ces mesures pour certaines familles de Deir Mqaren. « *Dans les années 1980, le régime s'est accaparé les plateaux situés au sommet des gorges faisant face au village pour en faire des terrains militaires. Il y avait plusieurs sources qui sortaient de terre sur ce plateau et qui alimentaient en eau des figuiers, des amandiers, des oliviers et des églantiers situés dans cette zone. La confiscation pure et simple de ces terres, sans aucune indemnisation de l'État en retour, a alors privé plusieurs propriétaires de leur seule et unique source de revenus.* »

67 « Overall, hundreds of hectares were confiscated in the area on the basis of two laws from 1958 and 1983, which allow the state to seize private property for projects "of public benefit," such as a school, a university or a military installation. »

DEIR MQAREN

Un village situé dans une vallée stratégique et fortement militarisée



Carte 18 Localisation des terrains militaires dans la vallée du Barada

Sources : Image satellite, *Google Earth*. Localisation des terrains militaires, entretien avec Bachar L. et *Wikimapia*. Cartographie, D. Lagarde.

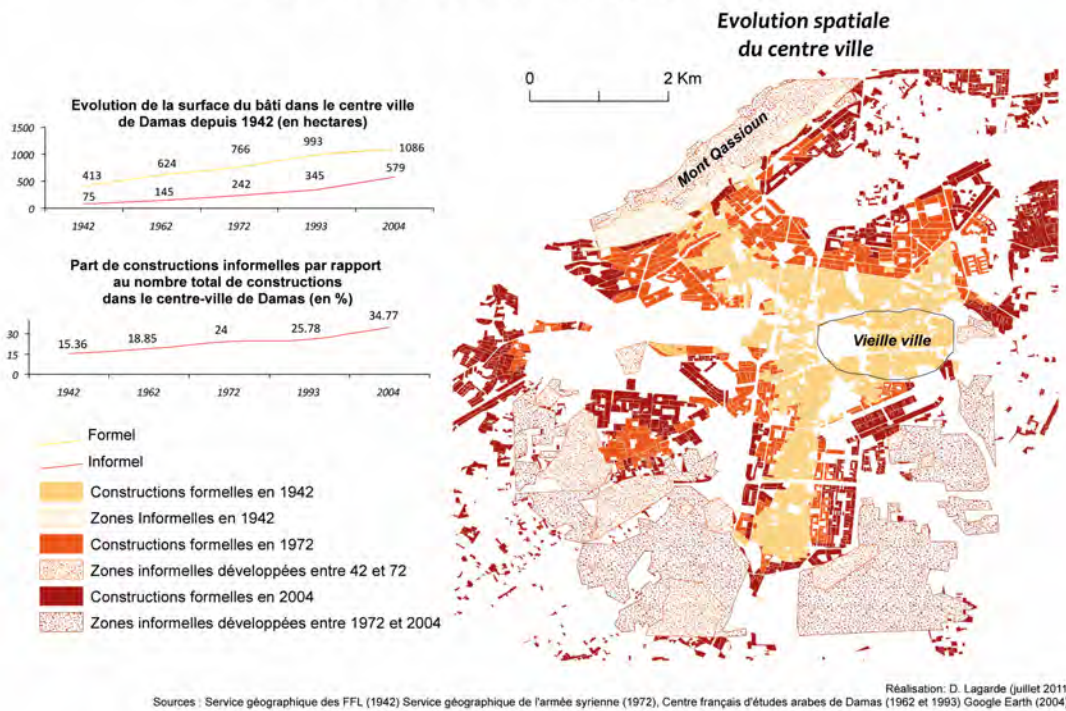
Les grandes orientations politico-militaires du régime d'Hafez al-Assad entraînent également un phénomène de centralisation important. Les principales institutions de l'État, ainsi que les plus grosses universités et usines du pays se trouvèrent regroupées dans et autour de Damas, générant plusieurs vagues de migrations internes à partir du milieu des années 1970. En effet, « *Damas était, du point de vue militaire et géographique, en contact direct avec Israël. Dans le cadre du combat contre Israël, le besoin de construire une grande et forte armée [... a] joué un grand rôle dans l'émigration de nombreuses familles syriennes de différents gouvernorats vers Damas et sa périphérie, où résidaient les militaires et où se concentraient la majorité des positions et des unités combattantes* » [Abboud, 2007 : 170]. Dans le même temps, le manque d'intérêt dont l'État syrien fit preuve à l'égard des campagnes, en particulier pour celles situées dans les régions arides de l'Est du pays, est venu renforcer cette émigration en direction de la capitale. Ainsi, durant toute la seconde moitié du 20^{ème} siècle, l'agglomération damascène fit l'objet d'une pression démographique constante. Entre les recensements de 1960 et de 2004, la population de la capitale est passée d'environ 530 000

à 3,5 millions d'habitants⁶⁸. Sur le plan urbanistique, ce phénomène s'est traduit par un grignotage rapide des terres agricoles de la Ghouta, sur lesquelles ont été implantés plusieurs camps militaires, des zones industrielles, ainsi que d'innombrables logements au statut informel [Balanche, 2009]. Les conséquences écologiques et sanitaires de l'explosion urbaine et démographique de la capitale se sont révélées désastreuses [Bianquis, 1977 ; Balanche, 2006] bien au delà des seuls environs immédiats de la ville de Damas [Châtel, 2014]. En effet, dans les années 1990, les besoins en eau de la capitale devinrent tels que « *les autorités prirent la décision de percer une série de 120 puits de forage autour de la source du Barada*⁶⁹ » [Châtel et Raba'a, 2014 : 15] pour l'acheminer jusqu'à Damas par une longue conduite traversant la vallée. Si cette mesure a permis de répondre provisoirement au risque de pénurie d'eau pour les habitants de la capitale, elle a également marqué le quasi-tarissement de la rivière en période d'étiage, soit entre les mois de mai et décembre.

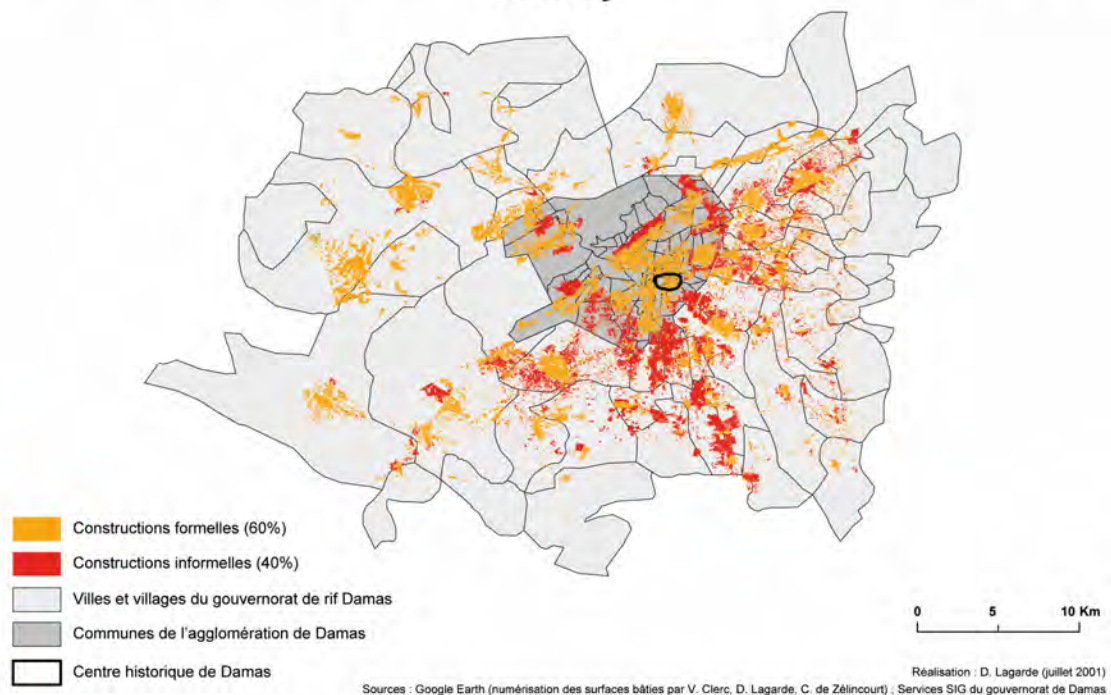
68 Recensement général de la population, Bureau central des statistiques, Damas, 2005.

69 « *Soon, though, demand in Damascus outstripped the supply from the Fija spring and the Damascus water authority decided to drill a series of 120 boreholes around the smaller Barada spring higher up in the valley.* »

Processus d'étalement urbain dans le centre ville de Damas (1942-2004)



Ensemble des constructions des gouvernorats de Damas et rif Damas en 2009



Carte 19 Croissance des quartiers informels des gouvernorats de Damas et Rif-Damas entre 1942 et 2009

Près d'une heure après le début de notre discussion sur l'histoire de Deir Mqaren et des mobilités commerciales de ses habitants, Bachar L. conclut son récit par une tirade emprunte d'une profonde rancœur. « *Les Assad ont donc commencé par nous voler nos terres,*

avant de nous voler notre rivière ! (...) Si mon père voyait ce que sont devenus ses vergers, cela le tuerait une deuxième fois. Les conséquences de ces spoliations ont été terribles pour le village. A partir des années 1990, nous n'avions plus d'eau pour arroser nos vergers et le paysage a radicalement changé en l'espace de quelques années seulement. » Bachar se saisit alors de son téléphone posé sur l'accoudoir du canapé où il est assis pour me montrer des photos surannées du Wadi Barada, mises en lignes sur un compte Facebook dédié à l'histoire de la vallée. « *Tu as été à Deir Mqaren, tu as vu à quoi ressemblait le village. Pourtant regarde comme la vallée était verte et fertile il y a encore quelques années. C'est à partir du moment où les Assad sont arrivés au pouvoir qu'il est devenu très difficile de continuer à tirer des revenus du travail de la terre. Dans les années 1980 déjà, les surfaces cultivables ont considérablement diminué à cause des nombreuses réquisitions effectuées par l'armée. Pour ma part, j'ai tout de même conservé quelques terres héritées de mon père dans le village, près du lit de la rivière, que j'ai continué à cultiver dans la mesure du possible. J'élevais aussi quelques chèvres, des moutons et des vaches. En parallèle de cette activité, j'allais parfois vendre des mokasarat et des fruits secs avec ma voiture autour des cafés pour touristes du mont Qassioun et de Palmyre. Je remplissais des pots à confiture de figues et de noix issues de ma production, puis je les recouvrais de miel. Je me procurais également des mokasarat d'excellente qualité que j'achetais à des grossistes de la Ghouta. Les touristes étrangers raffolaient de ce genre de produits...* » Bachar se mit alors à entonner une rengaine en français à tue-tête, énumérant l'ensemble de la marchandise qu'il vendait à l'époque, ce qui eu comme effet immédiat de redonner le sourire à son auditoire !

La seconde moitié du 20^{ème} constitua à plusieurs titres un tournant crucial dans l'histoire de Deir Mqaren. En effet, les expropriations de terres cultivables et leur transformation en terrains militaires, l'accaparement des ressources en eau au profit des habitants de la capitale, ainsi que la croissance démographique observable dans le village comme partout ailleurs en Syrie [Courbage, 1994], eurent des conséquences considérables sur l'écologie et le secteur de l'emploi dans la vallée. Comme je l'ai mentionné au début de ce chapitre, entre 1945 et le début des années 2000, la population du village aurait quasiment été multipliée par dix. Sous l'effet de cette très forte pression démographique, le petit hameau de montagne, composé à l'origine de maisons de briques et de torchis, s'est rapidement transformé en un gros bourg poussiéreux aux couleurs ternes. A partir de la fin de la décennie 1980, les pentes autrefois verdoyantes du village ont ainsi commencé à être recouvertes par de grosses maisons de parpaings, hautes de plusieurs étages. Par ailleurs, un contingent important de jeunes prétendait à ce moment-là intégrer le marché du travail. A défaut de pouvoir continuer à vivre de l'agriculture et de la vente

de produits locaux comme le faisaient leurs parents, la nouvelle génération va être contrainte de trouver des alternatives susceptibles de lui permettre d'accéder à des revenus désormais inaccessibles localement.

Sur l'origine de la forte croissance démographique en Syrie et à Deir Mqaren au 20^{ème} siècle

La forte augmentation de la population de Deir Mqaren - ayant entraîné dans son sillage un important développement de la surface du bâti - semble être liée à une croissance démographique très soutenue au cours du 20^{ème}, plutôt qu'à l'arrivée de nouveaux habitants dans le village. Au sortir de la seconde guerre mondiale, on assiste en Syrie à un fort accroissement de population, principalement lié au progrès de la médecine dans le pays. Grâce à un bon accès aux soins, le taux de mortalité n'a cessé de chuter depuis les années 1950, passant de 21,4 pour la période 1950-1955, à 5,6 pour la période 1995-2004. Combiné à un taux de natalité supérieur à 4,5% jusqu'en 1995, la croissance démographique fut forte et prolongée partout en Syrie, provoquant une augmentation de population très importante dans l'ensemble des régions du pays [Reiffers, 1997]. A l'échelle de Deir Mqaren, les relevés généalogiques que j'ai dressés m'ont permis de collecter des informations sur le lieu de naissance de près de 500 habitants de Deir Mqaren. Parmi eux, seule une très faible minorité était née ailleurs en Syrie ou à l'étranger. Dans ces cas là, l'origine de l'installation de ces personnes au sein de cette localité était systématiquement liée à leur mariage avec un ou une « enfant du village ». D'après plusieurs enquêtés, la population de Deir Mqaren est composée d'une dizaine de familles installées dans cette bourgade depuis plusieurs générations.

CHAPITRE 4

MIGRATIONS INTERNATIONALES ET « SYSTÈME DE MOBILITÉ » TRANSFRONTALIER

Dans les études migratoires, la figure du réseau est généralement convoquée de manière métaphorique pour décrire les relations et les formes organisationnelles qui structurent les collectifs de migrants et les territoires qu'ils parcourent. Cette notion invite à appréhender la migration comme une combinaison de stratégies individuelles et collectives, permettant aux migrants d'accéder à un ensemble de ressources facilitant leur mobilité, et constituant par là même « *l'un des moteurs les plus efficaces de la dynamique des migrations internationales* » [Simon, 1995 : 175]. En effet, c'est par le biais de ces structures relationnelles que se développent les filières qui favorisent les circulations des migrants et organisent l'espace en champs et systèmes migratoires. En mobilisant ces différentes notions, je continuerai dans ce chapitre à retracer l'évolution, les principales caractéristiques, ainsi que le fonctionnement des migrations internationales au départ de Deir Mqaren. Il s'agira dans un premier temps de voir dans quelle mesure celles-ci s'inscrivent dans les limites de l'espace migratoire syrien, tel qu'il s'est construit sur le temps long, dès la fin de l'époque ottomane, puis à partir de l'indépendance du pays en 1946.

Dans un deuxième temps, je m'intéresserai au processus d'émergence et de structuration d'un « système de mobilité » [Cortes, 1998], qui s'est développé à l'échelle transfrontalière dans le cadre des activités de colportage établies entre le village et les principales villes de Jordanie et du Liban dans le courant des années 1980-1990. Cette deuxième partie du chapitre nous amènera ainsi à revenir sur le processus de formation et de diffusion spatiale du réseau marchand et migratoire de Deir Mqaren, deux aspects qui

ne sont que rarement pris en compte dans les travaux portant sur les réseaux des migrants⁷⁰ [Hily *et al.*, 2004 ; Faist, 2010]. A travers cette démarche, il s'agira notamment d'appréhender les dynamiques collectives des vendeurs de Deir Mqaren, en tant que producteurs d'initiatives sociales et économiques. Plus précisément, l'objectif sera de saisir l'influence des réseaux sur l'origine et la canalisation des flux en transit entre ce village et la Jordanie. Cela permettra notamment de mieux comprendre certaines logiques de fonctionnement de cette activité marchande, et d'attirer l'attention « *sur d'autres processus que ceux découlant de logiques basées uniquement sur la rationalité économique ou le jeu de comportements individuels* » [Faret, 2003 : 183]. La description de ces structures nous amènera concomitamment à révéler la production d'un dispositif fixe, composé d'ancrages entre lesquels circulent des flux de personnes et de marchandises [Pliez, 2007] au sein d'un espace transfrontalier.

70 A partir de l'observation respective des Marocains en France et des Mexicains aux États-Unis, Chadia Arab [2009] et Laurent Faret [2003] ont remarquablement décrit les dynamiques de formation et de diffusion spatiale des réseaux migratoires. J'incite donc le lecteur à consulter ces travaux, beaucoup plus exhaustifs que les miens en ce qui concerne ces questions, et qui ont largement contribué à nourrir ma réflexion sur mon propre objet d'étude.

1. Contours du champ migratoire syrien à la veille de l'insurrection

Après le développement des courants migratoires reliant les pays du Levant aux continents américains, africains et européens durant la première moitié du 20^{ème} siècle, les migrations au départ de Syrie vont s'intensifier à partir de la décennie 1970. Les liens politiques établis entre le régime al-Assad et les pays du bloc communiste vont constituer le moteur d'une mobilité étudiante donnant parfois lieu à l'installation durable de ressortissants syriens en Europe de l'Est. Néanmoins, le champ migratoire syrien de la seconde moitié du 20^{ème} siècle est surtout caractérisé par une considérable intensification des migrations de main d'œuvre entre la Syrie et les autres États du Moyen-Orient. Koweït, Arabie-Saoudite, Libye et Émirats arabes unis constituent notamment d'importants pôles d'attraction, du fait de l'augmentation des opportunités d'emploi, liée à la forte hausse des cours des prix du pétrole. Plus encore que ces pays producteurs d'hydrocarbures, c'est surtout le Liban et la Jordanie qui accueillent l'essentiel du contingent des migrants syriens. En effet, jusqu'à la veille de l'insurrection contre le régime de Bachar al-Assad en 2011, plusieurs centaines de travailleurs syriens y étaient employés dans les secteurs du bâtiment, de la restauration et de l'agriculture ; la majorité d'entre eux s'inscrivant dans une migration circulaire, les amenant à multiplier les allers-retours entre leur pays d'origine et leur lieu de travail à l'étranger.

Alors que le Proche-Orient se connecte rapidement au reste du globe, par le fait d'une augmentation croissante des effectifs d'émigrants quittant la région, la population de Deir Mqaren continue pour sa part de vivre d'une production agricole locale et de mobilités marchandes, s'inscrivant uniquement dans un cadre régional. Néanmoins, à partir des années 1980-1990, un nombre croissant d'hommes⁷¹ de Deir Mqaren confrontés aux difficultés d'accès au marché de l'emploi syrien vont chercher à se procurer des revenus alternatifs au Liban et en Jordanie. Mais avant d'étudier en détail le fonctionnement de ces filières migratoires, commençons par voir comment ces mobilités

⁷¹ Le réseau marchand de Deir Mqaren est exclusivement masculin. Selon les enquêtés, aucune femme du village n'a jamais travaillé dans le secteur de la vente ambulante.

transfrontalières sont venues s'inscrire dans une tendance générale d'intensification des migrations de main d'œuvre entre la Syrie et les autres pays du Moyen-Orient, initiée depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, dans un contexte d'accroissement rapide et profond des inégalités économiques entre les différents États de la région, désormais « indépendants ».

- Le temps des premières migrations syro-libanaises

L'Égypte, terre d'accueil des marchands levantins depuis le 12^{ème} siècle

Les premiers mouvements de population d'importance au départ de Syrie ont été observés au 12^{ème} siècle en direction de l'Égypte, durant le règne des Ayyoubides, lorsque ces deux pays furent intégrés au sein d'un même empire. A cette époque, de nombreux marchands syriens s'installèrent dans la ville du Caire pour vendre des produits ramenés du Levant dans le grand marché du *Khan al Khalili*. La période ayyoubide marqua également l'arrivée de nombreux enseignants et étudiants syriens, qui contribuèrent largement à la vitalité intellectuelle de la prestigieuse université islamique d'*al-Azhar*. Au 18^{ème} siècle, de nouveaux marchands syriens - essentiellement chrétiens et originaires de Damas - s'installèrent en Égypte, cette fois-ci dans les ports de la côte méditerranéenne de Damiette, Rosette et Alexandrie. Le nombre de Syriens en Égypte ne fit ensuite qu'augmenter entre la moitié du 19^{ème} siècle et le début de la Première Guerre mondiale, au point d'atteindre plus de 30 000 personnes selon le recensement de 1917 [Hourani, 1992b]. A cette migration de faible distance, composée majoritairement de personnes originaires de Damas et issues des classes les plus aisées de la société syrienne, succédèrent des flux qui prirent la direction de terres plus lointaines, et concernèrent des populations rurales plus défavorisées.

Premières migrations outre-Atlantique au 19^{ème} siècle

Durant la seconde moitié du 19^{ème} siècle, les progrès en matière de transports maritimes permirent aux Levantins de rejoindre plus facilement les ports du sud de l'Europe, et de là, le continent américain. Parallèlement, le développement de Beyrouth comme centre d'export de la soie et d'import de biens manufacturés en provenance d'Occident favorisa la connexion de la région au reste de la planète. Des journaux publiant quotidiennement les dernières nouvelles du globe attisèrent alors les envies d'ailleurs d'une partie de la jeunesse levantine, attirés par des conditions de vie jugées plus

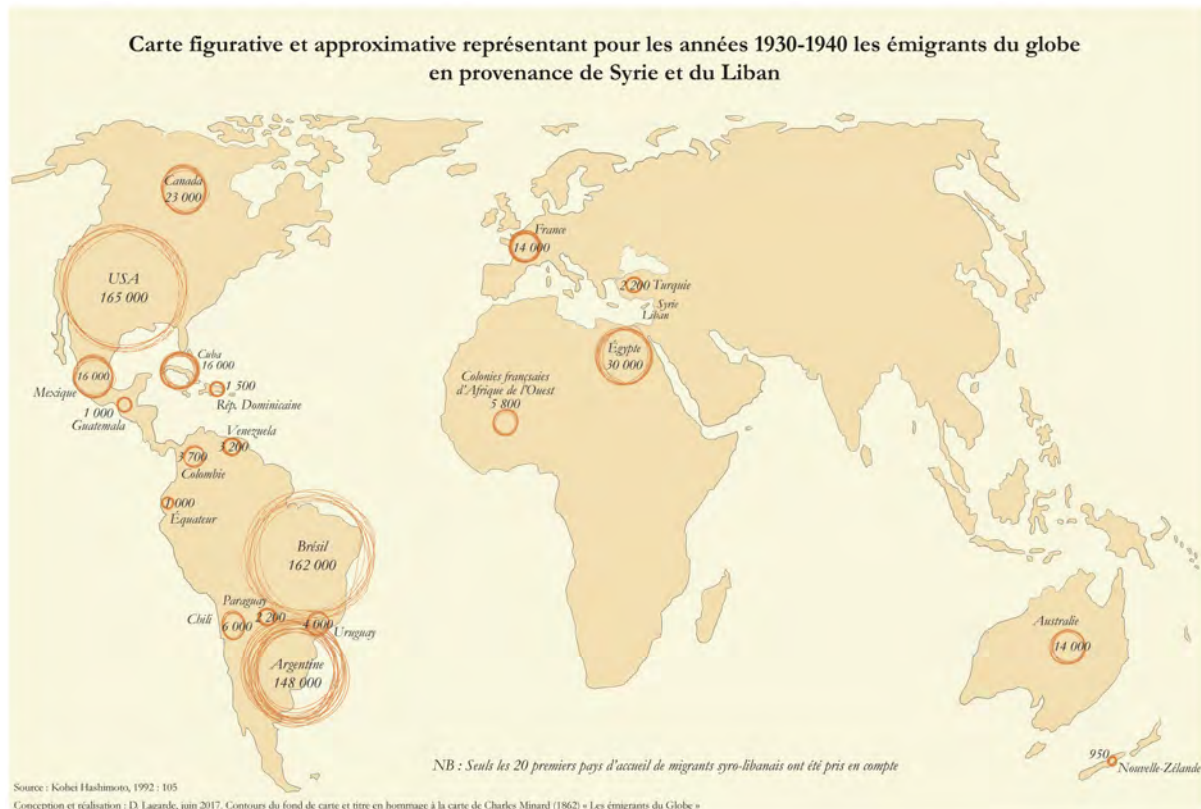
clémentes de l'autre côté de l'Atlantique [Hourani, 1992a]. A cette époque, la croissance démographique de la population, la rudesse du climat et les difficultés d'accès à la propriété rencontrées par les jeunes rendaient la vie particulièrement difficile dans les régions semi-désertiques du Proche-Orient. « *En outre, et à un degré moindre, des facteurs de nature politique et religieuse, liés à la désagrégation de l'Empire Ottoman ou à des conflits entre factions religieuses influencèrent ces départs* » [Truzzi, 2002 : 123]. Ainsi, dès le début des années 1880, des effectifs croissants de Syro-libanais commencèrent à se rendre aux États-Unis, au Canada, et dans une moindre mesure au Mexique et à Cuba. Si l'essentiel des émigrants étaient originaires des districts libanais du Mtein, de Kesrouan ou encore du Chouf, en Syrie, les villages du Kalamoun furent de loin les plus concernés par ce phénomène. Dès le début du 20^{ème} siècle, certaines localités situées dans le nord de l'Anti-Liban, étaient reliées par des courants migratoires à des espaces d'installation précis sur le continent américain. D'après les observations effectuées par Richard Toumin entre 1924 et 1931, les émigrants grecs-catholiques du village d'al-Nebek sont ainsi presque exclusivement partis à Jacksonville en Floride, tandis que dans les localités voisines de Yabroud et Qara, les chrétiens privilégiaient l'Argentine et le Brésil [Thoumin, 1936 : 337].

Si certains Syro-libanais avaient déjà commencé à prendre la direction de l'Amérique du Sud dès la fin du 19^{ème} siècle, c'est surtout au sortir de la Première Guerre mondiale que leur nombre a considérablement augmenté. En effet, l'introduction de quotas limitant le nombre annuel d'entrées de migrants arabes au Canada et aux États-Unis à partir des années 1920 a progressivement détourné le flux en direction du sud du continent américain. Ainsi, « *près de sept émigrants sur dix choisissent, à cette époque, l'Amérique du Sud (Argentine, Brésil, Uruguay et Chili). [Les Syriens] forment, entre 1920 et 1939, 44% du total des Levantins selon les statistiques officielles mandataires, installées en Amérique latine, les autres étant Libanais et Palestiniens. Ils constituent la majorité des arabes en Argentine. Les chrétiens, les Alaouites et les Druzes composent la quasi-totalité de l'effectif global (environ 70% de chrétiens et 20% de Druzes et d'Alaouites) car très peu de sunnites partent alors vers l'Amérique* » [Roussel, 2015b : 306]. A l'image des pionniers partis de Syrie et du Liban pour les États-Unis dans les années 1880 [Naff, 1992], lors de son arrivée en Amérique latine, cette nouvelle génération de migrants réussit à s'insérer rapidement sur le marché du travail en exerçant la profession de colporteur. Bien que ces individus aient travaillé majoritairement dans le secteur agricole avant de quitter le Proche-Orient, ils n'ont pas hésité à se reconvertir dans la vente ambulante, en s'appuyant sur le développement rapide d'un réseau commercial ethnique

facile à intégrer. Comme le souligne Oswaldo Truzzi « *l'activité de colporteur offrait plusieurs avantages, mais surtout elle n'exigeait pas d'habiletés spécifiques ou d'investissements. [Les Syro-libanais] commençaient en portant les paniers et les énormes valises de ceux qui étaient déjà du métier et après avoir acquis quelques rudiments linguistiques, ils partaient seuls. Il y avait toujours la possibilité de remplir un plateau ou une valise de quincailleries variées et de les vendre dans les quartiers de la capitale, à l'intérieur du pays, ou dans les campagnes avides de nouveautés commerciales. Mais cette facilité d'installation ne doit pas masquer la dureté, la pénibilité du travail* » [Truzzi, 2002 : 131]. Ces activités de colportage ne sont pas sans rappeler celles des marchands de Deir Mqaren qui, à la même époque sillonnaient les chemins du Proche-Orient pour revendre leur production. Nous verrons également que les pratiques marchandes et la diffusion spatiale de cette activité en Jordanie à l'époque contemporaine sont parfaitement similaires aux descriptions faites par Oswaldo Truzzi sur le Brésil. Néanmoins, la comparaison s'arrête là. En effet, mis à part la mention faite par Ibtissam d'un membre de la famille S. parti « *faire fortune en Amérique* » durant la première moitié du 20^{ème} siècle, personne à Deir Mqaren ne semble s'être inscrit dans ces flux migratoires de longue distance entre la fin du 19^{ème} et le début du 20^{ème} siècle.

L'Afrique, l'autre destination des migrants levantins

À l'époque mandataire, la France et ses colonies représentent une autre destination de choix pour les Levantins. En effet, sur la période 1920-1930, l'hexagone constitue en volume « *le quatrième territoire d'installation des Syriens derrière l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay* » [Roussel, 2015b : 307]. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, plusieurs milliers de Syro-libanais, attirés par les potentialités de développement du continent africain, profitent également des facilités administratives qui leur sont accordées par l'administration coloniale pour s'installer dans les colonies françaises d'Afrique de l'Ouest. D'autres s'établirent en Égypte, en Érythrée, en Guinée, en Afrique anglophone ou encore en Abyssinie (Éthiopie). Les Syriens restèrent toutefois très minoritaires dans ce total comparé aux Libanais, puisqu'ils ne représentaient que 10% des Levantins installés en Afrique au tournant du 20^{ème} siècle [Roussel, 2015b].



Carte 20 Principales destinations des migrants syro-libanais dans les années 1930-1940

- Développement des migrations de main d'oeuvre

Une amélioration de l'accès à l'éducation qui favorise les mobilités étudiantes

Dès son arrivée au pouvoir dans les années 1960, le parti Baas a considérablement amélioré l'accès à l'éducation des Syriennes et des Syriens afin d'atteindre les objectifs qu'il s'était fixé en terme de développement industriel du pays. Au cours des décennies suivantes, les effectifs de l'enseignement secondaire général et professionnel ont donc connu une très nette augmentation. D'après les enquêtes, plusieurs habitants de Deir Mqaren ont bénéficié de ces évolutions et réussit à accéder ainsi au statut de « petits fonctionnaires ». Ces progrès en matière de scolarisation se sont également traduits par une remarquable augmentation du nombre d'inscrits dans l'enseignement supérieur. La loi dite d'absorption - adoptée dans les années 1970 afin de rendre l'accès à l'enseignement supérieur gratuit et garanti à tout élève ayant obtenu son baccalauréat - a permis à de nombreux jeunes issus des couches moyennes et défavorisées d'accéder à l'université⁷² [Hanafi, 1994].

Au sein des grands pôles universitaires du pays, à Damas, Alep, Lattaquié et Homs,

⁷² « Les effets pervers de cette loi produisent un nombre pléthorique d'ingénieurs diplômés qui ne correspondait pas du tout à la capacité du marché du travail » [Hanafi, 1994 : 25].

le nombre d'étudiants est passé d'environ 40 000 en 1970, à près de 170 000 vingt ans plus tard⁷³. Par ailleurs, un nombre croissant d'étudiants a bénéficié de bourses allouées par l'État afin d'aller étudier à l'étranger, généralement dans des pays du bloc soviétique ayant signé des accords de coopération avec le gouvernement syrien [Longuenesse, 1995]. Ceux qui ne disposaient pas du capital social leur permettant d'accéder à ces financements - généralement accordés sur la base de relations privilégiées avec des fonctionnaires de l'État - ont parfois choisi de partir sur leurs propres deniers. Dans ces cas là, l'Europe de l'Ouest et l'Amérique du nord apparaissaient comme les destinations les plus prisées. S'il est difficile de se procurer des chiffres sur l'ampleur de ce phénomène depuis les années 1960, on estime néanmoins qu'entre 1980 et 2000, environ 250 000 Syriens auraient décroché un diplôme à l'étranger. Parmi eux, plus de 98 000 ont obtenu le grade d'ingénieur, et 90 000 celui de médecin [Marzouk, 2010]. Une partie des boursiers syriens partis en Europe de l'Est au cours des décennies 1970-1980 ont ensuite profité des liens privilégiés dont ils disposaient avec cet espace afin d'y développer des relations « affairistes » lors de l'introduction du marché libre dans les années 1990 [Tarrius, 2016]. Salam Kawakibi mentionne ainsi que « *les Syriens étaient les premiers à exploiter leurs anciennes connexions et connaissances dans ces pays suite à l'effondrement du mur de Berlin en 1989* » [Kawakibi, 2008 : 8].

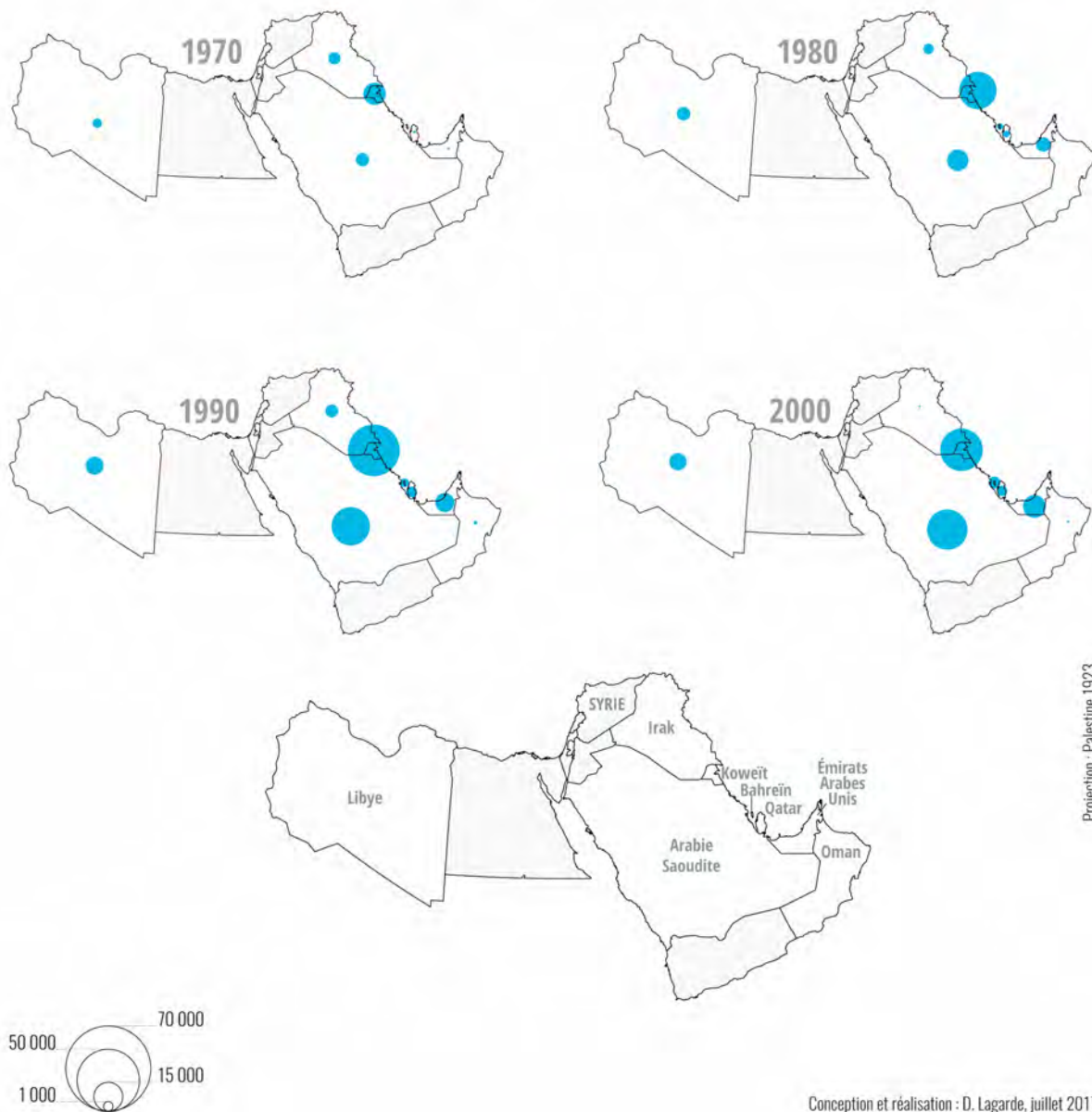
De nouvelles opportunités d'emploi dans les pays du Golfe

A partir de 1973, l'augmentation spectaculaire des cours des prix du pétrole favorisa la multiplication de gigantesques programmes d'équipement et d'industrialisation dans les pays producteurs d'hydrocarbures du Moyen-Orient. Ces grands projets nécessitèrent un recours à une importante main d'œuvre étrangère, dont une partie était originaire de Syrie [Bourgey, 1985]. Ainsi, en 1975, si le nombre de travailleurs syriens au Liban commençait déjà à décroître du fait du conflit, il était à l'inverse en pleine augmentation dans la péninsule arabique ainsi qu'en Libye. A cette date, la population syrienne y était estimée à 183 000 individus, le Koweït et l'Arabie Saoudite étant les deux principaux pays d'accueil de ressortissants syriens dans le Golfe. En plus de ce total, on dénombrait au cours de la même année environ 22 000 Syriens supplémentaires en Jordanie [Winckler, 1997]. Dans les années 1980, en dépit de la crise économique mondiale et du premier acte de la guerre Iran/Irak, les chiffres du nombre de Syriens dans le Golfe et en Libye continuèrent d'augmenter lentement durant toute la décennie.

⁷³ Source : Annuaires statistiques, Elisabeth Longuenesse [1995].

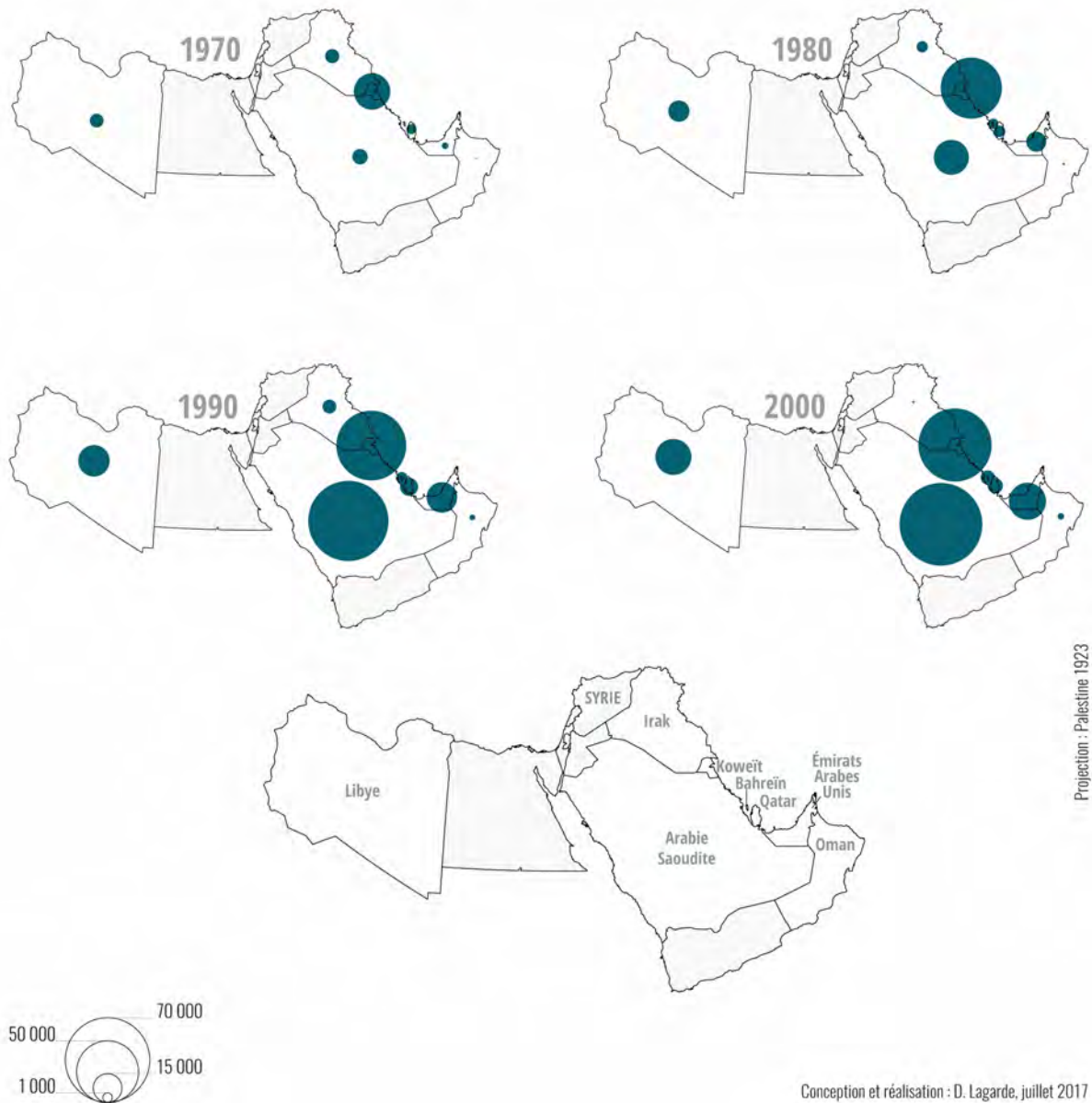
Néanmoins, à partir du mois d'août 1990, au moment où l'Irak envahit son voisin koweïtien et que la Syrie prend part à la coalition internationale dirigée par les États-Unis afin de répondre militairement à cette agression, 110 000 Syriens quittent le Koweït pour rentrer dans leur pays d'origine ; ramenant leur total dans les pays producteurs de pétrole au Moyen-Orient - Libye comprise - à environ 112 000 personnes [Winckler, 1997]. Comme l'illustrent les deux cartes qui suivent, cette migration de travail est essentiellement masculine, en particulier en Arabie Saoudite. Il arrive néanmoins que femmes et enfants prennent également part à ce phénomène migratoire dans le cadre d'une migration familiale. C'est le cas en particulier au Koweït, dès le début des années 1980.

Évolution de la répartition des Syriennes en Libye et dans les pays pétroliers du Golfe de 1970 à 2000



Carte 21 Évolution de la répartition des migrantes syriennes dans les pays producteurs de pétrole entre 1970 et 2000

Évolution de la répartition des Syriens en Libye et dans les pays pétroliers du Golfe de 1970 à 2000



Carte 22 Évolution de la répartition des migrants syriens dans les pays producteurs de pétrole entre 1970 et 2000

Les travailleurs syriens du Liban, une force de travail sans droits

A la fin des années 1940, lorsque le Liban et la Syrie sont devenus deux entités nationales distinctes, de plus en plus de Syriens ont commencé à traverser la frontière séparant les deux pays afin d'y trouver un emploi. Le dynamisme économique de certaines régions libanaises, leur proximité géographique par rapport au territoire syrien, ainsi que l'intensité historique des liens sociaux et des échanges parcourant l'espace syro-libanais furent à l'origine d'un flux migratoire qui se développa de manière constante dans les années 1950-1960, au point de devenir un véritable « phénomène de masse » avant le début du conflit [Chalcraft, 2009]. Toutefois, « *durant la guerre civile libanaise, et particulièrement durant l'invasion de l'armée syrienne*⁷⁴, les travailleurs migrants syriens ont fait l'objet de graves discriminations, et, par conséquent, ce groupe s'est retrouvé contraint de retourner en Syrie après une longue période de reconnaissance au Liban⁷⁵ » [Tabar, 2010 : 11].

La fin du conflit libanais - conclu lors de la signature de l'accord de Taef en 1990 - marqua un retour significatif des Syriens sur le marché de l'emploi au Liban. Comme le souligne Assaf Dahdah, cette « *main-d'oeuvre syrienne au Liban reste une population très majoritairement masculine, faiblement qualifiée, sous-payée, travaillant principalement comme ouvriers dans le BTP, l'agriculture, et tout autre secteur d'emploi relevant des 3D jobs (Dirty, Difficult and Dull) [Ambrosetti et al. 2008]*⁷⁶ ; des secteurs largement délaissés par les Libanais qui, à niveau de qualification équivalent et même s'ils le souhaitent, ne peuvent de toute façon pas concurrencer une main-d'oeuvre sans droits et aux exigences salariales nettement inférieures » [2015 : 101]. Au cours des entretiens que j'ai menés en Jordanie, plusieurs marchands de Deir Mqaren ont précisément insisté sur le caractère ingrat de leur profession, et en particulier sur la question de la pénibilité de leurs conditions de travail qui, selon eux, constitue le principal facteur ayant permis aux hommes du village d'accéder à une position de quasi-monopole dans un secteur d'activité totalement délaissé par les Libanais et les Jordaniens. Une sorte de mythe semble même s'être développé autour du métier de colporteur dans l'imaginaire collectif du village. En effet, une majorité d'enquêtés a insisté sur la force physique et le talent commercial hérités de leurs ancêtres, qui exerçaient une activité similaire par le passé, au point que ces caractéristiques seraient, pour reprendre les mots de plusieurs de mes interlocuteurs, « *inscrites dans l'ADN des enfants du village...* ». Si nous laisserons de côté

⁷⁴ L'occupation syrienne au Liban a débuté en 1976, pour se terminer près de trente ans plus tard, en avril 2005.

⁷⁵ « During the Lebanese Civil War, and particularly during the Syrian army invasion, Syrian migrant workers were greatly discriminated against, and, as a result, this hard-working group of people saw the need to return to Syria after what had been a long period of acceptance in Lebanon ».

⁷⁶ Ambrosetti Elena, Tattolo Giovanna, Toader Alina, Kateb Kamel et Diguët Dominique, 2008. « Femmes, rapports de genre et dynamiques migratoires », Population, 63, p. 767-793.

l'hypothèse de la modification génétique, il ne semble en revanche faire aucun doute que ces pratiques marchandes, qui se sont transmises sur plusieurs générations, ont permis « l'autonomisation » [Missaoui, 2008] de ce groupe villageois face aux régimes centralisateurs et autoritaires qui se sont succédés à la tête de la Syrie depuis les années 1960. Nous y reviendrons.

En 1993, les régimes syriens et libanais signent des accords politiques venant entériner une situation existante *de facto* depuis des décennies : celle de la liberté de circulation, de séjour et de travail pour les ressortissants des deux pays [Naufal, 2011]. Il demeure par conséquent difficile d'estimer précisément la taille de la population syrienne résidant effectivement au Liban à la veille de l'insurrection contre le régime al-Assad. Selon le socio-démographe Philippe Fargues, les Syriens étaient environ 400 000 à 500 000 à résider dans ce pays sans permis de séjour à la fin des années 2000 [Fargues, 2009 : 552]. Si l'on s'en tient en revanche aux chiffres contenus dans la base de données des Nations Unies - utilisée afin de réaliser une partie des cartes contenues dans ce chapitre⁷⁷ - seulement 5 325 Syriens résidaient au Liban dix ans plus tôt [United Nations, Department of Economic and Social Affairs, 2008]. Cette différence vient directement du fait que ce nombre ne correspond qu'à la population syrienne inscrite sur les registres des autorités, sachant que « *les avocats, les médecins et les hommes d'affaires représentent la grande partie d'entre [elle]* » [Kawakibi, 2008 : 6], bien qu'ils soient très loin d'être majoritaires parmi les Syriens du Liban. L'image statistique délivrée par les Nations Unies est par conséquent fortement biaisée et les chiffres ridiculement bas comparé aux réalités observées sur le terrain [Chalcraft, 2009]. C'est d'ailleurs sûrement la raison pour laquelle aucune information n'est apportée sur le nombre de Syriens résidant au Liban dans la version réactualisée de cette base portant sur la période 2000-2010.

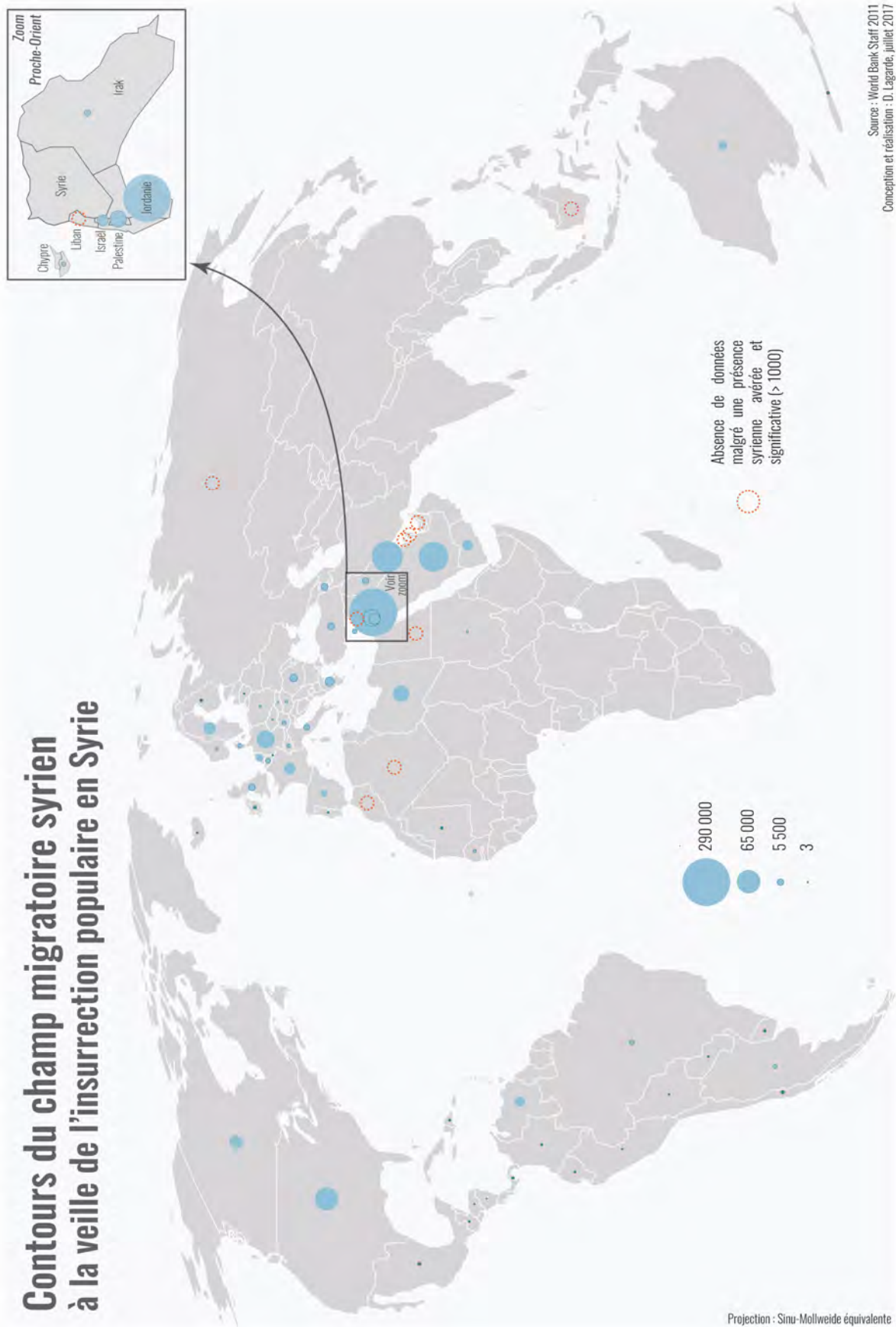
La présence syrienne en Jordanie avant le début du conflit

S'il est tout à fait impossible d'établir des estimations raisonnablement fiables sur le nombre de Syriens présents au Liban avant le début du conflit en Syrie, l'exercice se révèle à peu près aussi périlleux pour la Jordanie. Néanmoins, il est possible d'affirmer que ce

⁷⁷ Au cours des années 2000 une équipe de chercheurs réunis dans le cadre d'un programme coordonné par les Nations Unies a entrepris de créer une base de données portant sur les migrations bilatérales à l'échelle mondiale pour chaque décennie comprise entre 1960 et 2000. Ces informations ont été obtenues à partir de plusieurs milliers de recensements individuels et registres de population, portant sur plus de 230 pays et territoires de destination à travers le monde [Özden *et al.*, 2011 : 13]. Une première réactualisation de cette base permet d'appréhender la répartition mondiale des migrants internationaux pour la période 2000-2010. Enfin, la version la plus récente fournit à elle des informations pour la période 2010-2015. Cette base de données, intitulée « *United Nations Global Migration Database* » est accessible à l'adresse suivante : <https://esa.un.org/unmigration/>

phénomène migratoire ancien [Becquart, 2014] n'a jamais cessé d'augmenter depuis le début des années 1990 ; les chiffres oscillant de 20 000 pour cette décennie, à plus de 280 000 à la veille de l'insurrection de 2011. S'il est difficile de quantifier la réalité de ce phénomène, on sait que de nombreux mariages mixtes entre des Syriennes et des Jordaniens constituaient le moteur d'une importante circulation entre les deux pays. Depuis le massacre de Hama en 1982⁷⁸, le royaume hachémite fait également figure de refuge pour une partie des dissidents syriens menacés par le clan al-Assad. À l'image du Liban, ce pays accueillait également une importante main-d'œuvre syrienne, essentiellement employée dans les secteurs de la restauration, de la construction et de l'agriculture. La majorité d'entre eux, originaires du sud de la Syrie, travaillait dans les localités frontalières des gouvernorats de Mafraq et d'Irbid, ainsi qu'à Amman, principal bassin d'emploi du pays. Une migration plus qualifiée, constituée d'hommes d'affaires et de riches commerçants syriens s'est par ailleurs développée depuis le début du 20^{ème} siècle. « Dans les années 1920, cette immigration s'intensifie dans un contexte d'instabilité politique et de montée du nationalisme en Syrie. Le succès du parti Baath en 1963 fait fuir la bourgeoisie libérale syrienne vers Beyrouth, Le Caire, mais aussi Amman » [Becquart, 2014 : 79]. Cette immigration se poursuit au début des années 2000, sur fond de dégradation des relations politiques syro-libanaises, avant d'atteindre son paroxysme à la suite de l'assassinat de Rafiq Hariri en février 2005. En effet, une partie de l'élite économique syrienne a, à ce moment là, transféré ses avoirs déposés dans des banques libanaises vers des établissements bancaires jordaniens, et élu domicile dans le royaume [Bel-Air et Dergarabedian, 2006]. Ainsi, même si la présence syrienne en Jordanie avant 2011 reste très mal documentée dans la littérature scientifique, elle n'en constitue pas moins une réalité d'une ampleur tout à fait considérable.

78 En février 1982, le régime de Hafez al-Assad lance une répression sanglante contre la population de la ville de Hama, afin de mater une insurrection initiée par la mouvance des Frères musulmans en Syrie. Les frappes aériennes et les tirs de mortier du régime auraient causé la mort de plusieurs milliers de personnes (entre 10 000 et 40 000 selon les sources).



Carte 23 Contours du champ migratoire syrien au début du 21^{ème} siècle

- Le village de Deir Mqaren dans la mondialisation migratoire

Un village resté à l'écart des grandes migrations outre-Atlantique

D'après mes informateurs originaires du village, avant le milieu du 20^{ème} siècle, les mobilités des habitants de Deir Mqaren s'effectuaient quasi-exclusivement de manière temporaire et dans un cadre régional. S'il est difficile d'établir avec certitude les raisons ayant amené la population de ce village à rester à l'écart de ces mouvements migratoires à grande échelle, je me risquerai toutefois à proposer ici quelques pistes de réflexion. En premier lieu, mis à part dans quelques pays d'Afrique de l'Ouest où les musulmans (libanais chiïtes) étaient majoritaires [Winder, 1962], ces migrations au long cours ont très largement concerné des chrétiens, des alaouites ou des druzes. Or, jusqu'à aujourd'hui, la population de Deir Mqaren a toujours été d'une grande homogénéité confessionnelle. A ma connaissance, les habitants de ce village se déclarent tous de confession musulmane sunnite. Par ailleurs, la région montagneuse de l'Anti-Liban demeurait encore à l'écart des échanges politique, économique et culturel qui, à l'époque, connectaient déjà Beyrouth à d'autres espaces du globe, géographiquement distants. Cela pourrait donc constituer un autre facteur permettant d'expliquer pourquoi les habitants de Deir Mqaren et de la vallée du Barada furent moins tentés de s'inscrire dans ces flux migratoires au long cours. Enfin, les auteurs ayant étudié les migrations au départ de Syrie avant l'indépendance du pays mentionnent tous comme facteur principal de départ les conditions de vie particulièrement difficiles rencontrées par les émigrants de la région aride du Kalamoun. Même si la vie dans la vallée du Barada étaient difficiles à l'époque, les revenus tirés de la production de fruits et de leur vente ambulante devait néanmoins sensiblement améliorer l'existence de la population de Deir Mqaren, limitant par là même ses désirs d'émigration, du moins jusqu'au tournant du 20^{ème} siècle.

Des mobilités étudiantes bénéficiant aux familles les plus aisées du village

D'après les informations obtenues auprès des enquêtés, quelques habitants du village auraient pris part à des mobilités étudiantes en direction de la Roumanie, de l'Allemagne et du Canada. Parmi eux, certains en ont profité pour s'installer durablement dans les pays au sein desquels ils ont été diplômés. C'est le cas par exemple de l'un des frères d'Ibtissam, qui a étudié à Bucarest dans les années 1980. Lors de son retour en Syrie, l'effondrement du bloc communiste s'est traduit par une dévalorisation rapide des titres obtenus dans les pays de l'Est, comparés à ceux acquis dans les pays occidentaux.

N'ayant jamais réussi à trouver un emploi à la hauteur de ses qualifications, ce dernier s'est tourné vers le commerce de contrebande avec le Liban. Selon Ibtissam, cette activité lui a permis d'accumuler suffisamment d'argent pour investir quelques années plus tard dans une usine de confiserie en Roumanie. Quelques années après son ouverture, son entreprise - qui ne lui aurait d'ailleurs jamais permis de générer de réels bénéfices - aurait « *accidentellement brûlée...* ». Avec les indemnités d'assurance qu'il a perçues, il a ensuite investi dans une usine de chaussures qui se serait révélée autrement plus florissante. « *Il a commencé par fabriquer des chaussures en Roumanie, avant de les importer de Chine pour les revendre ensuite sur le marché roumain et européen. Cela lui a permis de gagner beaucoup d'argent et de confier ensuite la gestion de ses affaires à ses deux fils, qui ont depuis continué à faire prospérer l'entreprise familiale, tout en investissant dans de nouveaux secteurs d'activités. (...) Depuis qu'il s'est installé en Roumanie, il revenait de manière occasionnelle en Syrie. Puis à partir du moment où ses fils ont repris les affaires familiales, lui et sa femme [une fille de la famille J. également originaire de Deir Mqaren] se sont mis à partager leur vie entre Bucarest et le village ; jusqu'à ce que le conflit les force finalement à rester en Roumanie* ».

D'après les affirmations de plusieurs enquêtés, cette mobilité étudiante internationale aurait surtout bénéficié aux membres de la famille J., considérée par l'ensemble des personnes que j'ai interrogées comme une lignée de notables à l'échelle du village. Une nouvelle fois, c'est dans le cadre des nombreuses discussions informelles que j'ai eu avec Ibtissam qu'il m'a été possible d'en apprendre un peu plus sur cette filiation. « *Les J. font parti d'une des plus importantes lignées de Deir Mqaren. D'ailleurs, ils ne se sont jamais trop « mélangés » avec les autres familles du village. Mon frère a tout de même épousé une de leurs filles. (...) J'entretiens de bonnes relations avec certains d'entre eux, mais d'une manière générale, les gens les considèrent comme des personnes fières et hautaines. (...) Ce sont d'importants propriétaires terriens. Ils détenaient non seulement des terres à Deir Mqaren, mais également dans d'autres villages de la vallée. Ils comptaient aussi plusieurs juristes et cheikhs dans leurs rangs, qui exerçaient leurs fonctions à Damas et à Deir Mqaren. Toutes ces activités leur ont permis d'accumuler beaucoup d'argent et c'est sûrement pour cette raison que certains d'entre eux se sentent un peu supérieurs aux autres habitants du village (...) Dans les années 1980, plusieurs garçons de la famille sont partis étudier en Allemagne et au Canada, ce qui leur a ensuite permis d'aider leurs proches à venir s'installer là-bas, soit pour y travailler, soit pour y trouver refuge au moment où la situation sécuritaire est devenue trop dangereuse en Syrie. (...) Hassan J. par exemple a bénéficié d'une bourse du gouvernement syrien pour finir ses études d'ingénieur en Allemagne en 1988. Une fois qu'il a obtenu son diplôme, il a préféré rester vivre là-bas plutôt que de*

revenir travailler en Syrie. D'après ce que l'on m'a dit, il occupe un très bon poste et gagne beaucoup d'argent. (...) Lorsque la guerre a éclaté en 2012, il a réussi à obtenir des autorités allemandes des visas pour toute sa famille : ses sept frères et sa sœur, tous accompagnés de leurs conjoints ! ».

De faibles migrations de main d'œuvre en direction de l'Amérique du nord

Les migrations d'étude dans lesquels se sont inscrits plusieurs membres de la famille J. ont bénéficié à leurs proches, bien avant le début du conflit en Syrie. Abu Omar J., avec qui j'ai passé plusieurs après-midi à converser sur le stand qu'il tient dans le souk de la gare routière de Raghdan s'est longuement confié sur son expérience personnelle. *« Mon père était avocat à Damas. Son cabinet se trouvait dans le quartier de Souk Sarouja, juste en face du centre culturel français. (...) Moustapha, l'un de ses plus jeunes frères, est parti terminer ses études d'économie au Canada en 1982. Il s'est ensuite marié avec une Canadienne et a obtenu un poste de professeur d'économie politique à l'université d'Edmonton. Quelques années plus tard, il a investi dans différents types d'établissements dans la ville d'Inuvik, qui se trouve dans la région des Territoires du Nord-Ouest. (...) En l'espace de quelques années, la moitié de la ville lui appartenait. Il est désormais propriétaire de plusieurs motels, de blanchisseries, de supermarchés, de restaurants, et aussi d'une bonne dizaine de maisons qu'il loue à des employés des mines et des compagnies pétrolières qui ont développé des activités dans les environs. (...) Depuis qu'il possède toutes ces affaires, mon oncle a fait venir plusieurs personnes de notre famille pour travailler dans ses entreprises, mais aussi quelques Libanais, des Soudanais et des Égyptiens. (...) Pour ma part, je suis parti de Syrie en 2000. Avant cela, je travaillais comme conducteur de bus et j'effectuais aussi des livraisons dans la vallée ainsi qu'à Damas. (...) Lorsque mon oncle m'a proposé de venir travailler pour lui avec mon frère, nous n'avons pas hésité très longtemps, même si cela a été pour moi très dur de partir sans ma femme et mes enfants. (...) Moustapha s'est occupé d'organiser tout notre voyage : les visas, les billets d'avion et le logement sur place. (...) Une fois à Inuvik, les conditions de vie étaient incroyablement difficiles et il m'a fallu plusieurs années pour ne serait-ce que commencer à m'y habituer. L'hiver, la température tombait régulièrement jusqu'à moins cinquante ou moins soixante degrés [Celsius], mais surtout, comme cette ville se trouve à quelques centaines de kilomètres seulement du pôle nord, il y fait nuit 24/24h pendant plusieurs mois par an. Aujourd'hui, avec le recul, je dois avouer que cela reste pour moi une expérience assez fascinante ! (...) J'ai occupé plusieurs emplois lorsque j'étais là-bas, en fonction des besoins de mon oncle. J'ai géré des blanchisseries, travaillé comme cuisinier, comme ouvrier sur des chantiers, comme plombier et même comme livreur. J'effectuais aussi régulièrement des livraisons entre Inuvik, Edmonton et Saskatoon. C'était toujours un plaisir pour moi de parcourir ces grands espaces, de voir autant de forêt, de lacs et d'animaux. La nature canadienne est tellement différente de la Syrie ! (...) Un an après mon arrivée à Inuvik, j'ai*

racheté des parts dans l'un des restaurants de mon oncle, ce qui m'a permis de devenir actionnaire majoritaire de cet établissement. (...) En moyenne, je gagnais 3 000 \$ par mois. J'économisais une partie de cette somme et renvoyais le reste à ma femme et mes enfants restés au village. (...) Après dix ans au Canada, quand j'ai estimé avoir mis suffisamment d'argent de côté pour vivre convenablement en Syrie, je suis rentré au pays. Au moment de partir [en 2010], j'ai cédé les parts de mon restaurant à mon oncle, et en échange, il m'a donné des terres dont il avait hérité à Deir Mqaren et à Qudsaya⁷⁹. J'y ai fait construire deux immeubles, et installé une pépinière où j'ai travaillé jusqu'à ce que je parte pour la Jordanie en 2012. J'avais également ouvert un petit café où j'avais installé plusieurs fontaines. Les gens venaient passer l'après-midi au frais, à l'ombre des arbres, pour boire du thé et fumer le narguilé. Ces quelques biens me permettaient de continuer à gagner correctement ma vie, tout en vivant au village entouré des miens. (...) [Mais] avec la révolution, j'ai été contraint de tout vendre dans l'urgence et j'ai quasiment perdu l'intégralité du capital que j'avais économisé pendant ces dix années de sacrifices au Canada... ».

D'autres interlocuteurs ont aussi fait allusion à des « enfants du village » partis s'installer aux États-Unis dans les années 1970-1980. Néanmoins, aucun d'entre eux ne m'a fourni d'informations précises sur l'ampleur de ce flux et les conditions du départ de Syrie de ces émigrants. Seul Faysal N. a été en mesure de me spécifier que sa tante Dima L. vivait depuis les années 1980 à Bâton-Rouge, en Louisiane, avec son mari, lui aussi originaire de Deir Mqaren. Néanmoins, les échanges que mon interlocuteur entretient avec sa famille se limitent à de courtes interactions sur *Facebook*. Comme je l'ai évoqué au début de cette thèse, le frère et les trois sœurs de Fadia font parti des autres personnes originaires du village à s'être installées durablement en « Occident ». Une fois leur formation achevée en Syrie, ces derniers ont rejoint le continent européen au début des années 2000, où ils ont réussi à accéder à un emploi à la hauteur de leur niveau d'éducation.

Des dynamiques migratoires plus transfrontalières que transnationales

Grâce à l'amélioration du niveau général d'instruction et de formation en Syrie, certains membres des familles de Deir Mqaren les mieux dotés économiquement et socio-culturellement disposent depuis les années 1980 des compétences nécessaires afin de répondre aux exigences croissantes des économies les plus « développées » de la planète. Comme nous le montre les différents exemples évoqués jusqu'à présent, la seconde moitié du 20^{ème} siècle correspond donc à l'émergence de migrations qualifiées et semi-qualifiées

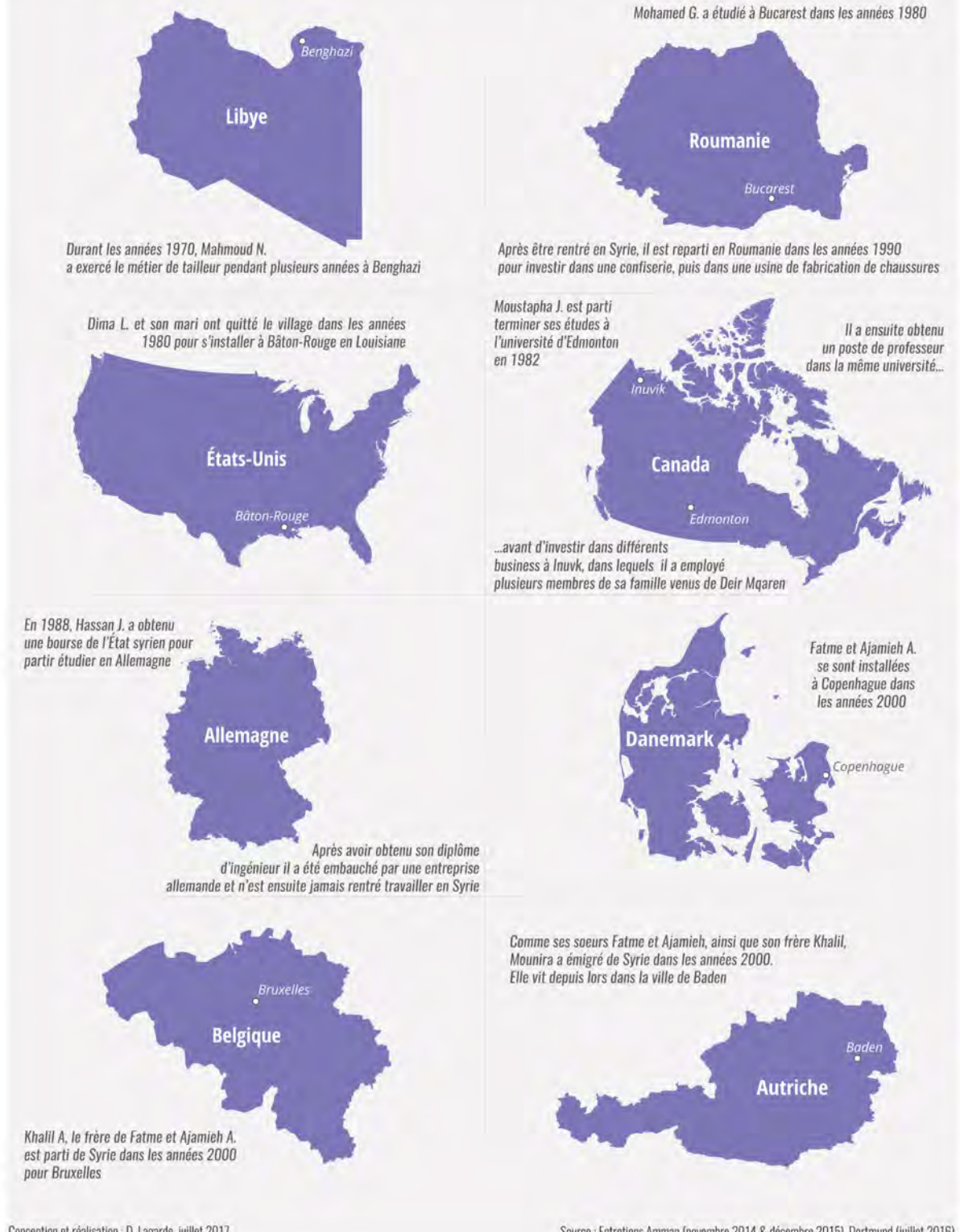
⁷⁹ Un village situé en aval du Barada par rapport à Deir Mqaren, sur la route de Damas.

au départ du village. D'une assez faible ampleur, celles-ci adoptent souvent un caractère définitif. Dans un contexte global d'intensification des mobilités internationales et de multiplication des échanges entre les différents espaces du globe, les destinations des migrants originaires de cette localité se sont aussi diversifiées ; les parcours individuels des habitants de Deir Mqaren venant progressivement se greffer au champ migratoire syrien en expansion constante depuis le début du 20^{ème} siècle. En dépit de leur caractère a priori anecdotique, les « petites histoires » des migrants de Deir Mqaren évoquées plus haut dans le texte dévoilent ainsi en filigrane la grande histoire des migrations au départ de Syrie, tout en apportant un éclairage singulier sur l'entrée des campagnes syriennes dans le processus de « mondialisation migratoire⁸⁰ » [Simon, 2008].

Néanmoins, et comme nous le verrons dans la suite de ce chapitre, les mobilités transfrontalières entre Deir Mqaren, la Jordanie et le Liban priment très largement sur les migrations au long court qui viennent d'être évoquées. Dans les pages qui viennent, je m'efforcerai d'apporter un éclairage inédit sur quelques-uns des aspects de ce phénomène migratoire transfrontalier. Pour ce faire, il s'agira d'analyser les logiques de fonctionnement et le processus de diffusion du réseau marchand qui, entre le milieu des années 1980 et la fermeture des frontières jordaniennes dans le contexte de la guerre en Syrie, reliait le village de Deir Mqaren à quelques-unes des principales villes de Jordanie.

80 A travers les notions de « mondialisation » et de « planète » migratoires, Gildas Simon souhaite insister sur la prévalence des logiques économiques mondialisées sur les modes de fonctionnement des flux migratoires aux échelles locale, régionale et transnationale.

De la campagne syrienne vers le reste du monde... Quelques destinations de migrants originaires de Deir Mqaren partis du village entre les années 1970 et le début de l'insurrection



Carte 24 Quelques destinations de migrants originaires de Deir Mqaren entre les années 1970 et 2000

2. Diffusion et logiques de fonctionnement d'un réseau marchand transfrontalier

Au Moyen-Orient, la diversité des mobilités transfrontalières et leur ancrage dans la durée imposent une grille de lecture des mouvements de réfugiés qui dépasse le seul temps de la crise. Elles doivent en effet se lire dans le prolongement de systèmes réticulaires préexistants, à l'image du réseau marchand de Deir Mqaren. Pour cela, nous serons amenés à revenir dans les pages qui suivent sur le contexte économique de la vallée du Barada du milieu des années 1980, lorsqu'à la suite de l'accaparement de terres par le régime, puis de l'assèchement partiel de la rivière, les marchands du village ont été amenés à revendre des denrées alimentaires produites à l'étranger, avant d'être importées en Syrie, puis revendues par leurs soins au Liban et en Jordanie. Nous verrons qu'un ensemble d'acteurs clés - grossistes, exportateurs, colporteurs, policiers jordaniens - ont favorisé le développement et le bon fonctionnement du réseau marchand à l'origine de ce « système de mobilité ». D'un point de vue topographique, cette structure réticulaire était constituée de plusieurs points d'ancrages fixes - usines agroalimentaires à Damas et Sahab, magasins détaxés à la frontière, poste frontière de Nassib/Jaber, appartements et hôtels en Jordanie - entre lesquels circulaient sans entraves un ensemble de flux de biens et de personnes. Néanmoins, l'insurrection contre le régime de Bachar al-Assad, initiée le 15 mars 2011 dans la ville frontalière de Deraa, est rapidement venue entraver les rouages de ce système, remettant par là même en cause la principale source de revenus des habitants du village.

A travers la description détaillée de cette activité de vente ambulante, cette partie de la thèse entend souligner sa profondeur historique, et plus encore son influence sur les logiques de flux et de pratiques des exilés de Deir Mqaren, ayant trouvé refuge en Jordanie. En effet, c'est précisément ce dispositif marchand qui a déterminé la « géographie de l'exil » au départ de cette bourgade, depuis 2011. Mais avant de présenter en détail l'activité des colporteurs entre le milieu des années 1980 et le début de l'insurrection, je commencerai par apporter un éclairage sur la notion de réseau dans le

champ des sciences-sociales en général, et dans celui des études migratoires en particulier. Comme le souligne Laurent Faret, si « *migrer est un acte individuel, (...) devenir migrant (...) est un processus éminemment social* » [Faret, 2003 : 183]. Ainsi, il apparaît nécessaire de porter une attention particulière aux logiques de réseau afin de mieux saisir l'origine des flux, leur canalisation dans l'espace, la perpétuation de certaines pratiques, ainsi que l'acquisition de savoir-faire par les populations migrantes. L'objectif sera donc ici de montrer les apports de ce concept à la compréhension et à l'analyse du phénomène migratoire ici étudié ; tout en apportant un éclairage supplémentaire sur l'ancrage théorique de cette thèse.

- La notion de « réseaux sociaux » en migration

Émergence de la notion de « réseau » dans le champ des sciences sociales

Les premières analyses en terme de « réseaux » sont apparues au cours des années 1920, dans les situations décrites par les sociologues de l'École de Chicago. Néanmoins, il a fallu attendre les années 1950 pour que ce terme soit utilisé de manière systématique sous la plume de l'anthropologue britannique John Barnes [2014], qui semble être à l'origine de sa formalisation dans le cadre de ses recherches sur Bremnes, un village de pêcheurs norvégien. En s'appuyant sur le terme de « réseau social », l'auteur cherchait à rendre compte de l'enchevêtrement complexe et multiforme, ainsi que du caractère changeant des relations sous-jacentes à la stratification sociale de cette communauté insulaire de Norvège [Hannerz, 1996]. Par la suite, la question des réseaux sociaux a connu un engouement tel au sein de la recherche en sociologie que deux revues spécialisées sur cette thématique ont été créées à la fin des années 1970 : *Social Networks* et *Connections*. Aussi diverses soient elles, les études portant sur l'analyse de réseaux ont pour dénominateur commun d'être toutes « *habitées par une préoccupation constante de saisir les « formes sociales » à un niveau « intermédiaire » entre l'individu et la société, celui des interactions entre les individus* » [Mercklé, 2011 : 15]. Autrement dit, « *la compréhension d'un fait social s'inscrit à la fois dans un contexte macro et microsocial : les relations sociales [étant] le produit d'interactions entre individus qui s'articulent selon des contextes (politiques, économiques et sociaux) plus larges* » [Hily et al., 2004 : 7]⁸¹.

81 Soulignons que le titre de la présente sous partie est précisément emprunté à cet article de Marie-Antoinette Hily, William Berthomière et Dimitrina Mihaylova [2004].

L'approche en terme de réseaux dans le champ des migrations internationales

Depuis le début des années 1970, un nombre croissant d'auteurs se sont intéressés à l'analyse des réseaux comme élément de compréhension des migrations internationales⁸² ; l'étude de ces structures relationnelles constituant un outil méthodologique particulièrement adapté à la compréhension des « *situations de mobilités qui caractérisent les sociétés contemporaines* » [Monsutti, 2004 : 62]. En privilégiant l'analyse des migrations à partir du niveau *meso*, cette approche a permis d'identifier la manière dont les ressources, les biens et les idées circulent au sein de configurations socio-spatiales singulières. Cette intention est d'ailleurs clairement perceptible dans la définition que Douglas S. Massey et ses collaborateurs donnent des réseaux des migrants, constitués d'un « *ensemble de liens interpersonnels qui relient les migrants, les futurs migrants et les non-migrants dans les espaces d'origine et de destination*⁸³ » [Massey *et al.*, 1993 : 448]. Ces réseaux peuvent donc être constitués à la fois de liens familiaux [Litwak, 1960], de relations d'amitiés, ou encore de lointaines connaissances [Choldin, 1973]. D'un point de vue spatial, ils n'apparaissent pas non plus restreints à une aire géographique strictement délimitée [Muanamoha *et al.*, 2010]. A l'instar d'autres domaines de la vie quotidienne, telle que la recherche d'un emploi ou d'un logement, la « force des liens faibles » [Granovetter, 1973] est également déterminante afin d'accéder à des ressources susceptibles de faciliter l'entrée en migration. D'une manière générale, les réseaux peuvent donc être considérés comme des structures dynamiques, évolutives, aux contours parfois difficilement identifiables. Ils sont aussi susceptibles de s'adapter, de se réorganiser, ou de se recomposer en fonction des contraintes exogènes auxquelles ils peuvent être confrontés.

82 Je n'entends pas faire ici une recension des travaux portant sur les liens entre réseaux sociaux et migrations internationales. De nombreux auteurs ont déjà réalisé cet exercice. Parmi eux, on pourra consulter les travaux de Gurak & Caces [1992], Ma Mung *et al.* [1998] ou encore Hily *et al.* [2004].

83 « *Migrant networks are sets of interpersonal ties that connect migrants, former migrants, and nonmigrants in origin and destination areas through ties of kinship, friendship, and shared community origin.* »

De l'origine et de la permanence des flux migratoires

Selon James T. Fawcett, les facteurs susceptibles d'expliquer l'émergence et la direction des flux migratoires résident principalement dans les liens de nature politique, économique, culturelle, voir militaire qui relient de façon formelle les pays de départ et de destination des migrants [Fawcett, 1989]. Ce sont néanmoins leurs réseaux relationnels, inscrits à la fois dans l'espace et le temps, qui alimentent de manière constante les courants migratoires [Boyd, 1989 ; Massey *et al.*, 1993]. Étudier les logiques de mobilités à travers le prisme des réseaux offre donc la possibilité de mieux saisir l'origine, la direction, la composition et la permanence des flux de population à différentes échelles, ainsi que la façon dont certaines trajectoires individuelles viennent s'y greffer. Thomas Faist considère pour sa part que les réseaux sociaux permettent de condenser le capital social⁸⁴, en premier lieu à l'échelle locale, puis au delà des frontières des États nations par la suite. Il affirme ainsi que si le capital social est susceptible de « *limiter la mobilité durant les premières phases de la migration, il peut ensuite fonctionner comme une courroie de transmission et aider à l'accélération du mouvement international lors des phases suivantes* »⁸⁵ [Faist, 2000 : 14]. En effet, alors même que les coûts humains et financiers sont particulièrement élevés pour les pionniers de la migration, leurs actions permettent progressivement d'établir des liens entre leurs espaces d'origine, de transit et d'installation ; et d'accumuler par là même des ressources susceptibles d'influencer les trajectoires migratoires de leurs proches [Massey *et al.*, 1990]. L'insertion d'un futur migrant dans un réseau complexe de relations semble de ce fait apparaître comme un facteur déterminant au départ. Dans son étude sur les communautés transnationales vivant entre le Mexique et les États-Unis, Laurent Faret évoque quelques-unes des manifestations concrètes des effets de réseaux pour les migrants : « *aide active dans le lieu d'arrivée, (...) accès à un emploi, aide à se loger et se nourrir, prêt d'argent et, plus généralement, circulation d'informations sont les principaux domaines où s'exercent les échanges réciproques* » [Faret, 2003 : 184]. A mesure qu'ils se développent, ces réseaux tendent aussi à remplir d'autres fonctions. Ils peuvent réduire le coût de la mobilité spatiale des individus, participer à déterminer quelles sont les personnes susceptibles de migrer au sein des espaces de départ et des familles, ou encore sélectionner les lieux d'origine et de destinations [Gurak et Caces, 1992].

84 La définition du capital social donnée par Alejandro Portes apparaît comme étant la mieux adaptée aux phénomènes observés et décrits dans cette thèse : « *The resources themselves are not social capital; the concept refers instead to the individual's ability to mobilize them on demand* » [Portes, 1995 : 12].

85 « *In particular, we need to consider the character of social capital as a local asset that limits mobility in the beginning stages of migration, while it may function as a transmission belt and help accelerate international movement in the later stages* ».

« Filières » et « circulations » migratoires : deux notions essentielles à la compréhension des mobilités marchandes au départ de Deir Mqaren

C'est dans ce contexte qu'apparaissent des « chaînes migratoires⁸⁶ » [MacDonald et MacDonald, 1964] et que se dessinent des « filières », reliant des régions et des sous-populations spécifiques à des destinations précises à l'étranger [Guilmoto et Sandron, 2000]. La notion de filière recouvre en effet l'idée de chaînes de solidarités sociales inscrites dans une structure spatiale en réseau, unissant les membres d'un groupe fondé sur des appartenances familiales, villageoises, ethniques, religieuses [Durand, 1994 ; Simon, 1995]. Dans son mémoire de DEA, Fanny Schaeffer [1998] - mentionnée ici par Chadia Arab - expose les « *mécanismes qui amènent un groupe originaire d'un même lieu à s'installer dans un autre lieu, à la fois pour répondre aux besoins qui ont poussé à la migration et pour assurer un continuum avec la communauté de départ, en reconstituant ailleurs une mini communauté villageoise répondant aux mêmes règles et à la même organisation que la communauté mère, et cela en restant en relation très étroite avec cette dernière. (...) [C]'est à partir de ces filières que se créent des chaînes de solidarité et des circuits d'échange qui relient directement les espaces de départ aux espaces d'arrivées* » [Arab, 2009 : 28]. C'est précisément ce type de mécanismes qu'il m'a été donné d'identifier à travers les récits de vie des enquêtés ayant pris part à des activités de colportage avant le début de la crise syrienne ; et de comprendre par là même « *que dans le cadre des déterminismes globaux à l'intérieur desquels s'inscrit le phénomène, la migration est d'abord l'affaire d'une communauté singulière qui, face à un événement qui vient perturber ses équilibres fondamentaux doit trouver en elle-même et forger les solutions pour y faire face* » [Longuenesse et al., 1986 : 11].

Néanmoins, rares sont les personnes originaires de Deir Mqaren à s'être installées durablement en Jordanie et au Liban avant 2011. En effet, l'écrasante majorité des marchands ne passait la frontière que pour des périodes relativement courtes, le temps d'écouler leur marchandise ramenée de Syrie. Après s'être longtemps cantonnés à l'étude des seules migrations dites « définitives », les analystes du fait migratoire se sont efforcés au cours des années 1980-1990 d'élaborer des concepts permettant de mieux prendre en compte les transformations récentes des différentes formes de mobilités humaines. A travers la notion de « circulation » [Chapman et Prothero, 1983], « *la migration n'est plus*

⁸⁶ « *La migration en chaîne peut être définie comme le mouvement par lequel les migrants potentiels sont tenus au courant d'opportunités, sont pourvus d'un moyen de transport, dispose d'un hébergement initial et d'un emploi obtenu par le biais de relations sociales avec de précédents migrants* » [MacDonald et MacDonald, 1964 : 82].

nécessairement perçue comme un événement à portée définitive, supposant une rupture avec le lieu de départ et une « insertion » dans un autre lieu. (...) Que ce soit des parcours de migration circulaire avec retour au point de départ ou des mobilités observables dans les deux sens, c'est donc la mobilité alternante, à caractère répétitif et cyclique, entre un pays et l'autre, reliant une ville à l'autre, un village à une métropole, souvent sous le mode du « va-et-vient » entre deux ou plusieurs lieux et échappant par là même aux définitions traditionnelles de la migration qui semble pouvoir constituer le fil conducteur de l'approche des migrations par la circulation » [Cortes et Faret, 2009 : 11-12]. A travers ces pratiques, les circulants élargissent leur espace de vie et d'activité en basant leurs logiques de subsistance sur la complémentarité des lieux. Les réseaux et les filières qui sous-tendent les circulations des migrants amènent ainsi à une structuration de l'espace et à l'organisation d'un « système de mobilité », une notion définie « par l'ensemble des liens ou relations qu'établissent les acteurs-migrants entre les différents espaces qu'ils fréquentent » [Cortes, 1998 : 267]. Il s'agit ainsi de considérer les interactions spatiales à différentes échelles, le critère n'étant pas nécessairement le changement définitif du lieu de résidence, mais plutôt l'utilisation simultanée ou successive dans le temps de différentes unités spatiales - telles qu'un village, une communauté, une ville, ou une région - à partir d'un même espace de référence. Comme le souligne Geneviève Cortes, grâce à cette approche, la migration est délivrée de son « ambiguïté conceptuelle ; le déplacement ne s'inscrit plus dans un projet de rupture » [1998 : 267].

Tous ces apports théoriques se sont révélés pour moi déterminants afin de réussir à analyser le système de mobilité qui s'est mis en place entre Deir Mqaren et quelques-unes des principales villes de Jordanie dans le courant des années 1990. Si la description de ces dynamiques peut sembler assez « déconnectée » du cœur de mon objet de recherche sur les réfugiés syriens, nous verrons dans la suite de cette thèse qu'il s'agit au contraire d'une étape essentielle de ma réflexion. En effet, l'ancrage socio-spatial de ce dispositif marchand et migratoire constitue un élément déterminant afin de saisir les logiques de l'exil au départ de ce village depuis 2011, dans le contexte de la guerre en Syrie.

- Réseau marchand et « système de mobilité » transfrontalier

Obtenir des informations sur l'émergence du « système de mobilité »

« D'un point de vue professionnel, [avant le début du conflit] il n'y avait pas vraiment d'autres options [que de travailler dans la vente ambulante pour les habitants du village]. Certains arrivaient à se

faire embaucher comme fonctionnaire dans la police, ou dans d'autres services administratifs, mais la plupart travaillaient dans les mokasarat. Mon père et mon beau-père travaillaient dans les mokasarat ; mon mari travaillait dans les mokasarat ; ses frères travaillaient dans les mokasarat... 90% des hommes du village travaillaient dans les mokasarat !!! (...) La majorité des vendeurs n'avaient pas de diplôme et sont entrés très jeunes dans le métier, mais Wassim, mon mari, est allé jusqu'au bac. Il s'est ensuite inscrit à l'université et a suivi des cours d'histoire pendant un an, mais au final, il a arrêté parce qu'il s'est rendu compte qu'il n'arriverait jamais à obtenir un diplôme sans wasta⁸⁷. C'est pareil dans l'administration. Sans connexion avec des gens proches du pouvoir, il était quasiment impossible pour les gens venus de la campagne comme nous de trouver un emploi attrayant en Syrie. Et comme l'État syrien ne s'est jamais préoccupé de notre village, nous avons toujours dû nous débrouiller seuls. De tout temps ce village n'a vécu que grâce à la débrouille de ses habitants. Pour les mokasarat par exemple, c'est parce que les Jordaniens et les Libanais n'acceptent pas de petits emplois pénibles et dévalorisés que les gens du village se sont engouffrés dans cette activité. (...) Il s'agit pourtant d'un travail rentable, puisqu'en passant une vingtaine de jours seulement à l'étranger, Wassim arrivait à gagner 35 000 livres syriennes⁸⁸, ce qui lui permettait ensuite de vivre environ 3 mois d'affilée au village avant de devoir repartir travailler [en Jordanie] ».

En octobre 2015, lors de notre seconde rencontre à Amman, Rim A. s'est longuement confiée sur les raisons ayant amené son mari Wassim N. à se lancer dans la vente ambulante au cours des années 1990⁸⁹. Ce court extrait de nos échanges résume à lui seul le contexte et les motivations de l'ensemble des vendeurs ayant pris part à cette activité depuis le début des années 1980 : accéder à des revenus à l'étranger en l'absence de perspectives d'embauche en Syrie. Personne en effet n'a jamais avancé d'autre raison que celle-ci afin de justifier sa prise de décision migratoire. Il ne m'a donc pas été difficile d'identifier les principaux facteurs ayant amené à l'émergence de ce flux. Néanmoins, réussir à comprendre comment celui-ci a réussi à perdurer dans le temps, tout en s'enracinant au sein de l'espace jordanien s'est révélé être une tâche beaucoup plus ardue. Afin de trouver des réponses à ces questions, il m'a semblé nécessaire d'identifier quels étaient les pionniers de ce négoce, à l'origine de la branche jordanienne du réseau marchand de Deir Mqaren, du moins dans sa configuration contemporaine. Les premières questions adressées en ce sens donnaient généralement lieu à des réponses pour le moins

⁸⁷ En arabe, le terme *wasta* fait référence à une relation personnelle permettant d'obtenir un service, y compris dans l'administration. On pourrait le traduire en français par « piston ».

⁸⁸ Environ 560€ selon le taux de change moyen de 2010.

⁸⁹ Wassim N., vit en Suède depuis l'hiver 2014. Il est le frère de Faysal N., mon hôte de Dortmund. Si je n'ai jamais eu l'occasion de le rencontrer, j'ai en revanche mené deux entretiens avec Rim, sa femme, au cours de mes séjours en Jordanie de 2014 et 2015. En juillet 2016, lorsque j'ai séjourné chez Faysal et Yasmin à Dortmund, le couple m'a affirmé que Rim était toujours dans l'attente d'une réponse à sa demande de regroupement familial. Nous y reviendrons en détail à la fin de cette thèse.

évasives, renvoyant non pas à des personnes, mais plutôt aux pratiques de circulations saisonnières remontant à l'époque ottomane, présentées dans le cadre du chapitre précédent. Néanmoins, lorsque j'insistais auprès des enquêtés afin qu'ils me fournissent des informations portant sur une période plus contemporaine, le nom de Karam F. revenait quasi-systématiquement dans leur bouche. Lors du premier entretien que nous avons réalisé avec l'un des colporteurs du village, Fadia m'avait indiqué que Karam était devenu leur principal fournisseur depuis le début du conflit en Syrie, et qu'il entretenait des liens étroits avec la population de Deir Mqaren depuis plusieurs années déjà⁹⁰. Face au piétinement de mes recherches concernant la question de l'émergence du réseau de vente ambulante en Jordanie, cet entrepreneur m'est donc apparu comme la personne idoine afin de me sortir de l'impasse dans laquelle je semblais m'être engouffré. Après avoir plusieurs fois sollicité Fadia pour qu'elle convienne d'un rendez-vous avec Karam, elle a finalement obtenu une réponse positive de sa part à quelques jours seulement de mon retour en France, à la toute fin du mois de novembre 2014. Dans la mesure où son travail lui prenait beaucoup de temps, il nous a proposé deux options : le rencontrer un soir après 22 heures, ou l'accompagner le temps d'un après-midi à bord de la fourgonnette qu'il utilise pour livrer sa marchandise à ses clients. Pour ma part, la deuxième proposition m'ait apparue de loin comme la plus intéressante du point de vue de ma recherche ; quant à Fadia, sillonner les rues de la capitale à bord d'un tel engin semblait l'amuser beaucoup plus que la perspective de mener un énième entretien dans un appartement, qui plus est à une heure aussi tardive. Quelques jours plus tard, Karam est donc passé nous prendre chez Fadia et Ibtissam vers 14 heures, sous une pluie battante et quasiment ininterrompue depuis le début de la matinée. La première étape de notre périple nous a mené chez l'un de ses fournisseurs en *mokasarat*, situé sur les premières pentes de la colline sur laquelle s'étend le quartier populaire de Hashemi al-Shemali. Notre seconde étape fut la gare routière de Wihdat, à partir de laquelle Karam envoie parfois de petites quantités de marchandise à bord d'un bus de ligne aux personnes de Deir Mqaren installées dans la ville de Kerak. De là, nous nous sommes ensuite rendus dans la zone industrielle de Sahab, où se trouve son usine de production et de conditionnement de bonbons. C'est également ici qu'il stocke les *mokasarat* qu'il revend aux marchands du village.

Cette tournée de près de trois heures à travers l'agglomération d'Amman ne nous a finalement pas laissé beaucoup de temps pour parler des activités marchandes des

⁹⁰ Voir « De la découverte du « malban » à la définition d'une population d'étude » dans la première partie du chapitre 1.

colporteurs de Deir Mqaren... Karam nous propose donc de l'accompagner chez Taysir et Hadi H., deux frères originaires du village, désormais installés à Sakib, une bourgade perchée sur les flancs d'une montagne séparant les villes de Jerash et d'Ajlun. La perspective de continuer cette mise en immersion, et de pouvoir en plus réaliser deux entretiens supplémentaires suffit à me convaincre. Fadia n'ayant rien de prévu pour le reste de la journée, nous acceptons son offre. Mais avec les pluies diluviennes qui se sont abattues sur la ville sans discontinuer durant toute la journée, notre progression sur les voies rapides bordant la capitale est particulièrement lente. Peu importe, cela nous laisse le temps de longuement questionner Karam, qui se prend au jeu de l'entretien, et répond avec application aux nombreuses questions qui restaient en suspens depuis plusieurs semaines. Durant le temps que nous avons passé à ses côtés sur les routes du nord-ouest de la Jordanie, il s'est efforcé de nous conter les détails de la collaboration qui le lie à la population de Deir Mqaren depuis maintenant près de vingt-cinq ans.

Genèse de la branche jordanienne du réseau marchand

Tout aurait commencé en 1992, sur le parvis de la mosquée al-Hussein, située au cœur de la ville basse d'Amman. Ce quartier constituait à l'époque le poumon de l'activité commerciale de la capitale. Aujourd'hui, même si cette place marchande n'est plus aussi « centrale » qu'à l'époque, elle continue malgré tout d'attirer des clients venus de toute l'agglomération, ainsi que quelques touristes en quête du peu d'exotisme qu'Amman a à leur offrir. Au début des années 1990, Karam était âgé d'une vingtaine d'années et se lançait tout juste dans le commerce de petites denrées alimentaires. Un jour qu'il sortait de la mosquée du centre-ville, il remarqua un stand sur lequel trois hommes proposaient des fruits secs, des *mokasarat* et des *malbans*. *« Comme je me lançais dans la vente de produits similaires, je suis allé voir d'un peu plus près ce qu'ils vendaient. (...) Nous avons échangé sur la provenance et le prix de leurs produits. Ils se procuraient toute leur marchandise chez des grossistes syriens de la Ghouta, qui achetaient eux-mêmes des fruits [secs et à coques] dans la région d'Alep, en Turquie et dans le reste du monde. Par contre, les malbans étaient produits dans des usines de Damas. (...) Je leur ai proposé de leur vendre certains articles à des prix plus intéressants que leurs fournisseurs syriens ; et c'est tout simplement ainsi que nous avons commencé à collaborer. Je leur vendais des sucreries et eux me ramenaient en échange des figes séchées, des amandes et des pistaches d'Alep. (...) Puis, de simples partenaires commerciaux, nous sommes progressivement devenus des amis proches. Avant le début de la révolution, il m'arrivait régulièrement d'aller passer mes vacances ou mes weekends avec ma femme et mes enfants à Deir Mqaren, ce qui m'a permis de m'y faire des amis au delà du simple cercle des*

marchands ». Après un périple de plus de quatre heures sur des routes détremées - voir carrément inondées par endroit - nous arrivons finalement chez Taysir et Hadi H. L'accueil qu'ils ont réservé à Karam confirme que les liens qu'il a noués avec la population de Deir Mqaren semble en effet largement dépasser le cadre de la seule relation mercantile. Après avoir englouti une montagne de *mensaf*⁹¹, nous passons le reste de la soirée à siroter du thé en discutant du conflit en Syrie et de la nouvelle vie de ces deux frères en Jordanie, tout cela en évoquant régulièrement les nombreux souvenirs que Taysir et Hadi partagent avec Karam. Nous reprenons finalement la route vers minuit en direction d'Amman. Après avoir déposé Fadia devant chez elle, ce dernier me ramènera jusqu'à chez moi, où je m'empresserai de coucher sur papier les nombreuses informations collectées tout au long de cette journée.

⁹¹ Le *mensaf* est le plat traditionnel de Jordanie - que l'on retrouve aussi en Syrie - composé d'agneau cuit dans une sauce au yaourt déshydraté et fermenté, servi avec du riz ou du boulgour. Il arrive également qu'il soit servi avec du poulet, comme ce fut le cas ce soir là chez Taysir et Hadi.

1985-1995 : le temps des « pionniers »

Parmi les trois vendeurs que Karam a rencontrés devant la mosquée al-Hussein en 1992, deux sont désormais décédés. Le troisième était Bilal G.⁹², qui, en 2016, vivait entre la Syrie et le Liban, où il se rendait régulièrement afin de vendre des pâtisseries syriennes. Au début de mon enquête de terrain de 2014, j'avais eu l'occasion de m'entretenir avec l'un de ses fils, Hamza G., qui vivait à l'époque dans la ville d'Irbid⁹³. Lors du séjour que j'ai effectué en Jordanie l'année suivante, nous sommes retournés le voir à son domicile avec Fadia et Ibtissam. J'en ai alors profité pour renouveler ma question au sujet de l'émergence de la branche jordanienne du réseau marchand, en la formulant cette fois-ci de manière différente. Au lieu de lui demander quelles étaient les personnes qui en étaient à l'origine - question qui me renvoyait jusqu'alors et dans le meilleur des cas à des informations portant sur l'époque des mandats⁹⁴ - je l'ai directement interrogé sur les activités de Bilal. En procédant de la sorte, j'espérais qu'il puisse me donner quelques détails sur les prémices de la mise en place de ce « système de mobilité ». Hamza commença par me confirmer que son père faisait bien partie des trois personnes qui avaient fait la connaissance de Karam en 1992. Avant cet épisode, Bilal avait déjà l'habitude de se rendre régulièrement en Jordanie, où il est venu travailler pour la première fois en 1985 afin d'y revendre des produits issus de l'agro-industrie, faisant donc de lui, d'après Hamza, l'un des pionniers de ce nouveau dispositif marchand⁹⁵, désormais basé sur des filières d'approvisionnement en partie « mondialisées »⁹⁶. A cette époque, les quelques hommes de Deir Mqaren impliqués dans ce commerce ne vendaient leur marchandise que dans la ville d'Amman, et séjournaient systématiquement à l'hôtel al-Hamra, un établissement bon marché situé au cœur du souk de la ville basse. Durant toute

92 Bilal G. est (entre autres) le père de Hamza et Yasmin G., cette dernière ayant déjà été mentionnée à plusieurs reprises dans cette thèse, notamment pour m'avoir accueilli chez elle et son mari Faysal à Dortmund en juillet 2016.

93 Comme nous le verrons plus loin dans le texte, Hamza G., sa femme Alaa Z. et leurs quatre enfants résident désormais en Colombie Britannique, au Canada.

94 Au sujet des difficultés que j'ai rencontrées afin d'obtenir des informations portant sur une période plus contemporaines lors de mon enquête de 2014, il est fort possible que celles-ci soient issues du filtre de l'interprétariat. En effet, mes quelques notions d'arabes étaient à l'époque encore trop faibles pour que je puisse saisir d'éventuels biais dans la manière dont Fadia formulait en arabe les questions que j'adressais en anglais aux enquêtés.

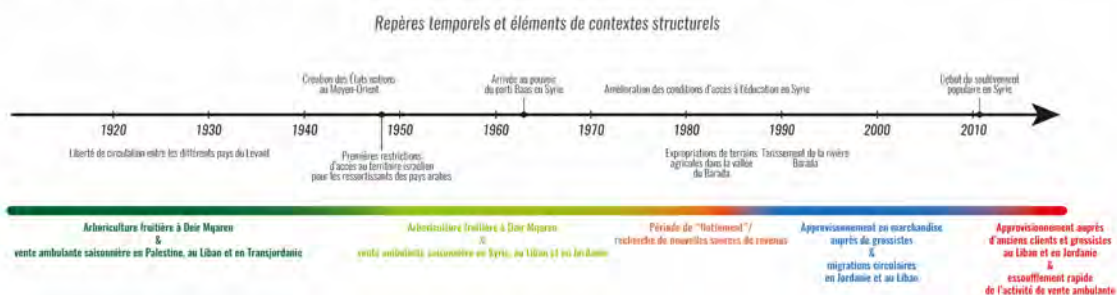
95 Sans disposer des noms précis des individus ayant pris la décision de se rapprocher de grossistes de la Ghouta afin de palier à l'impossibilité de continuer à produire localement leur marchandise, je disposais à présent d'informations plus précises sur la période à laquelle cette reconfiguration de l'activité de colportage avait été amorcée ; ce qui m'a considérablement aidé par la suite à formuler mes questions de manière à obtenir des réponses précises sur l'évolution du phénomène entre le début des années 1980 et la fin des années 2010. Par ailleurs, si du point de vue des marchands que j'avais questionnés avant de rencontrer Karam en novembre 2014, cette activité de vente ambulante n'avait jamais cessé d'exister depuis sa naissance à l'époque ottomane, à mon sens, son réagencement dans les années 1980 marqua le début d'un dispositif profondément différent du précédent, sur lequel il me semblait essentiel d'obtenir plus de détails. Comme nous le verrons par la suite, c'est en effet ce dernier qui détermina en grande partie la « géographie de l'exil » au départ de Deir Mqaren après 2011.

96 Voir l'encart « *Les mokasarat : petite histoire d'un snack cosmopolite* » situé à la fin de ce chapitre.

la première moitié des années 1990, les capitaux injectés dans l'économie du royaume par les quelques 300 000 Jordaniens de retour du Golfe après l'invasion du Koweït par l'Irak boostèrent le secteur de l'immobilier. De nouveaux quartiers se développèrent à l'ouest de la capitale, tandis que se multipliaient les nouvelles échoppes commerçantes dans les quartiers populaires du centre-ville. L'activité de vente ambulante devint alors de plus en plus florissante, incitant par là même un nombre croissant d'habitants de Deir Mqaren à se lancer dans ce commerce, certains abandonnant leurs emplois en Syrie pour embrasser une carrière de colporteur. Les derniers arrivés investirent alors de nouveaux secteurs de vente dans la capitale, mais également dans la ville d'Irbid, qui connaissait elle aussi une croissance importante au cours de cette période. Progressivement, les marchands de Deir Mqaren se rendirent dans d'autres villes du pays, à Zarqa, Madaba, Jerash, Tafleeh et Maan, où ils séjournèrent dans des hôtels, tout en quadrillant également les localités environnantes, à pied ou en voiture.

Au début des années 2000, le réseau marchand des colporteurs de Deir Mqaren était solidement implanté en Jordanie. Qui plus est, cette population disposait d'un quasi-monopole dans ce secteur d'activité, seuls quelques marchands issus de tribus originaires du gouvernorat de Tafleeh leur faisant concurrence, en particulier dans la ville-basse d'Amman. Pour Karam, l'augmentation du nombre de vendeurs correspondit à une croissance considérable de son activité, à tel point qu'en 2000, il décida de créer sa propre usine de confiseries. « *A la fin des années 1990, j'ai fini par vendre tellement de malbans et de chata matas⁹⁷ aux marchands du village que je me suis décidé à ouvrir ma propre usine de production. (...) Dans les années 2000, environ 500 gars de Deir Mqaren travaillaient dans la vente de sucreries et de mokasarat en Jordanie et au Liban. Avec le roulement qui s'effectuait parmi les vendeurs, il y a avait toujours en moyenne une centaine de personnes qui travaillaient dans le pays (...). Avant le début du conflit, les gens du village constituaient près de 80% de ma clientèle* ».

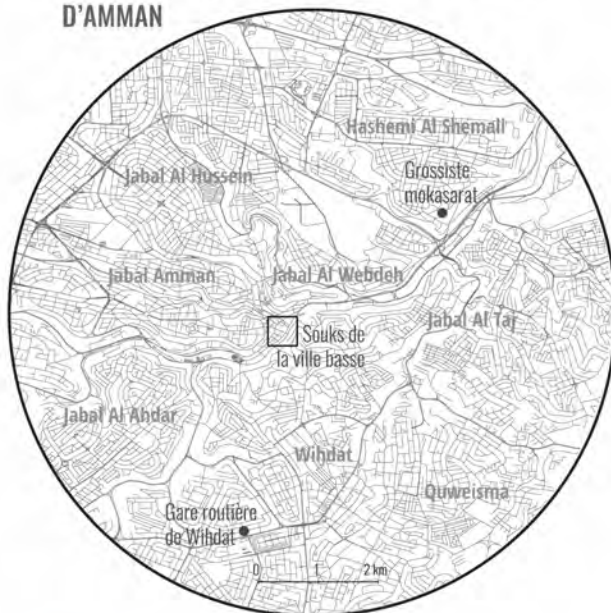
Temporalités de l'activité de vente ambulante à Deir Mqaren



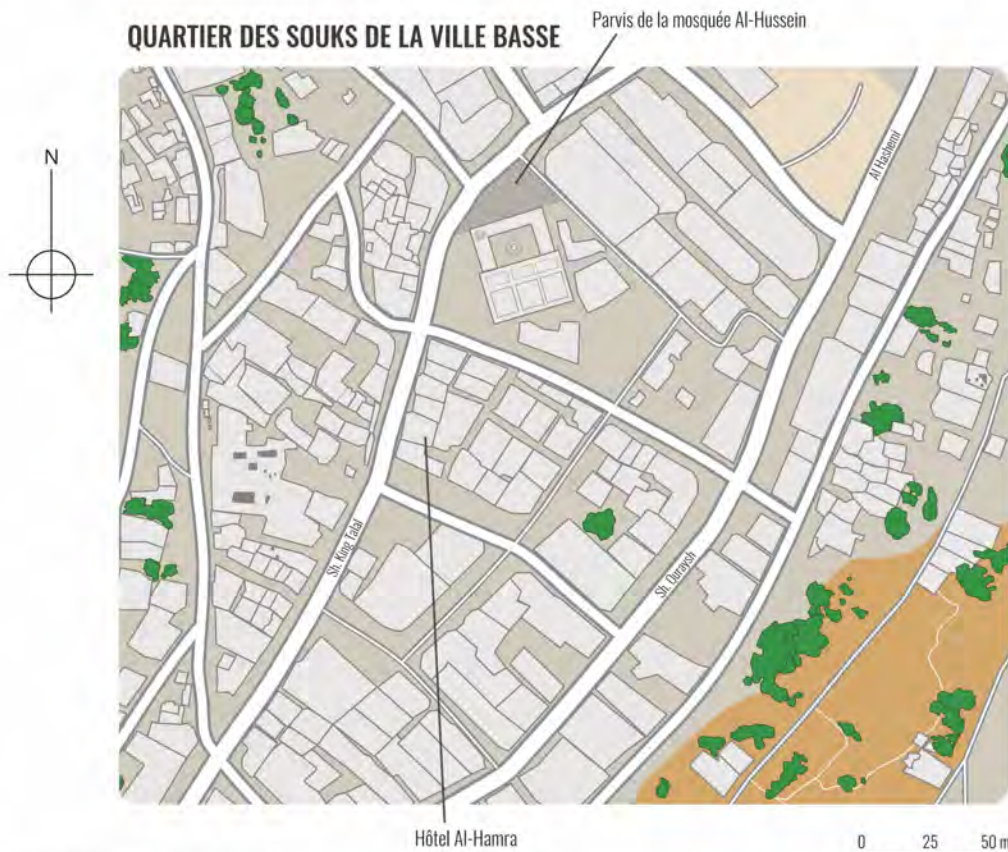
⁹⁷ Les chata matas sont de gros bonbons acidulés (bourrés de colorants) produits sous forme de grandes plaques qui sont ensuite découpées en cubes d'environ deux centimètres d'épaisseur.

- Temporalités de l'activité de vente ambulante à Deir Mqaren

QUARTIERS DU CENTRE DE L'AGGLOMÉRATION D'AMMAN



QUARTIER DES SOUKS DE LA VILLE BASSE



Conception et réalisation : D. Lagarde, septembre 2017

Source : Google Maps ; entretiens avec Karam F. sur les routes de Jordanie (novembre 2014) ; Hamza G. à Irbid (octobre 2015) et Faysal à Dortmund (juillet 2016)

Carte 25 Centre-ville d'Amman incluant les localités mentionnées dans le texte



Illustration photographique 4 Quartier des souks de la ville basse d'Amman

Clichés « a » et « b » : Des vendeurs ambulants proposent leurs marchandises aux passants sur le parvis de la mosquée Al-Husseïn, là où en 1993, Karam F. a fait la rencontre de Bilal G. et des deux autres colporteurs de Deir Mqaren qui l'accompagnaient ce jour là. **Cliché « c » :** Un vendeur de dattes installé à proximité de l'hôtel Al-Hamra. D'après plusieurs marchands de Deir Mqaren seuls les marchands issus d'une tribu originaire de la région de Tafilah dans le sud de la Jordanie seraient encore tolérés par les agents municipaux dans le centre-ville. En revanche, les colporteurs de Deir Mqaren sont rares à continuer de s'aventurer dans les souks de la ville basse. Depuis 2013, plusieurs d'entre eux ont en effet été arrêtés et placés en garde à vue, avant d'être finalement libérés sous caution (source : D. Lagarde, 11/2105).

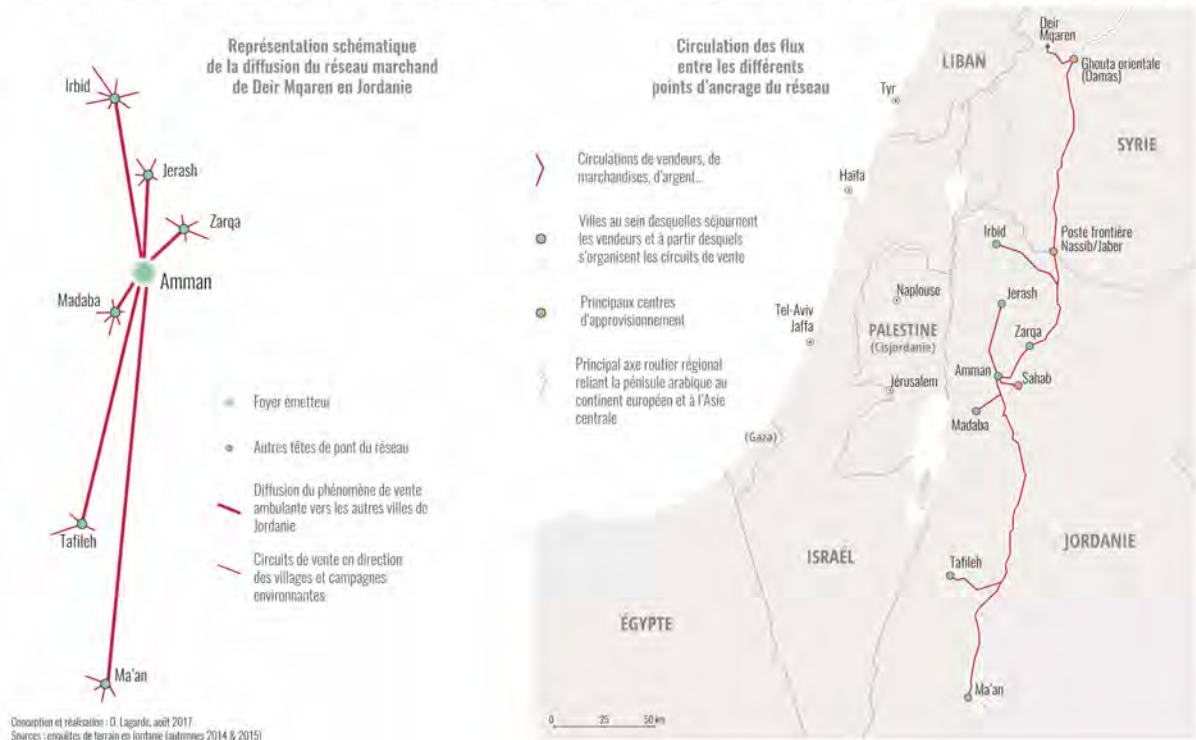
- Mode de fonctionnement du « système de mobilité »

Des hôtels bon marché à la colocation d'appartements

Lorsque les vendeurs ont commencé à investir de nouvelles villes, le processus observé fut le même que dans la capitale. Après avoir pris leurs quartiers dans des hôtels bon marché en centre-ville, les colporteurs circulaient dans les rues environnantes ou installaient leur marchandise sur un étal, puis, une fois leur stock écoulé, reprenaient la direction du village où ils retrouvaient leur place au sein de leurs foyers. Au cours des années 2000, certains marchands ont ensuite décidé de quitter les établissements au sein desquels ils séjournèrent jusqu'alors en Jordanie, afin de louer des appartements dans les différentes villes où ils se rendaient dans le cadre de leurs déplacements professionnels. Un système de « colocation », basé sur le principe suivant s'est alors mis en place : à chaque fois qu'une personne séjournait dans un des logements loué par des membres de la communauté, celle-ci devait payer une part du loyer proportionnelle au temps passé dans les lieux. Grâce au nombre important de colporteurs continuellement présents dans le pays, ces appartements jouissaient d'un taux d'occupation optimal, permettant aux hommes du village de ne jamais dépenser plus que quelques dinars dans leur loyer à chacun de leurs voyages dans le royaume.

Concernant le nombre exact et la localisation de ces habitations, je n'ai jamais réussi à obtenir de réponses tout à fait concordantes de la part des enquêtés. Néanmoins, il est possible d'affirmer que les marchands de Deir Mqaren louaient une dizaine d'appartements dans les quartiers du centre et de l'est de la capitale, ainsi que trois autres dans le centre-ville d'Irbid. Ils disposaient également de deux ou trois logements dans chacune des villes de Zarqa, Jerash, Madaba, Tafleeh et Maan. Leur taille variait du deux pièces - accueillant généralement trois ou quatre personnes à la fois - à des appartements de quatre ou cinq pièces, au sein desquels cohabitaient simultanément plus d'une dizaine d'hommes du village.

Un réseau marchand transfrontalier à l'origine d'un système de mobilité



Carte 26 Diffusion et contours du réseau marchand de Deir Mqaren en Jordanie

Entrer dans la profession

La vente ambulante en Jordanie relève d'un dispositif particulièrement souple et horizontal, auquel n'importe quel homme de Deir Mqaren peut prendre part s'il le souhaite. L'entrée dans la carrière de colporteur se fait généralement par l'intermédiaire d'un frère, d'un cousin ou d'un ami du village déjà familier du système, et grâce auquel on va accéder à des fournisseurs, ainsi qu'à un logement en Jordanie. Parmi les témoignages que j'ai pu collecter lors de mes différentes enquêtes de terrain, celui d'Ayman A. illustre le mieux la flexibilité de cette structure en réseau, ainsi que le caractère parfois très spontané de l'entrée dans la profession. Au moment de l'entretien, en novembre 2015, Ayman séjournait à Irbid dans l'appartement où il avait déjà l'habitude de loger lorsqu'il venait travailler en Jordanie avant le début du conflit. Son premier séjour dans le royaume a eu lieu en 2008, quelques semaines seulement après qu'il ait terminé sa scolarité obligatoire. Amani, son frère aîné, était venu s'isoler des distractions du village afin de réviser au calme, à quelques semaines de ses examens. « *Mon frère avait l'habitude de venir travailler à Irbid durant ses vacances afin de payer une partie de ses études. La première fois que je suis venu en Jordanie, plutôt que de rester à Deir Mqaren, Amani est allé passer une dizaine de jours à Irbid pour préparer ses examens. L'appartement était vide durant la journée puisque tout le monde partait travailler, donc il était tranquille pour réviser, et le soir, il pouvait se détendre avec ses amis. (...)* [Pour ma part], j'avais déjà un job d'été depuis quelques années dans un restaurant touristique d'Aïn el-Fijeh.

J'avais la possibilité d'y travailler cette année là encore, mais j'ai préféré profiter du séjour d'Amani pour l'accompagner en Jordanie et essayer de gagner un peu d'argent en travaillant comme colporteur. (...) Mon frère m'a aidé à me procurer de la marchandise et en arrivant à Irbid, il m'a montré les quelques quartiers de la ville où il avait l'habitude de travailler. (...) Depuis ce jour, je n'ai jamais réellement changé de secteurs de vente. (...) Lorsque mon frère est reparti passer ses examens en Syrie, comme les affaires marchaient bien, j'ai décidé de rester quelques semaines supplémentaires pour gagner un peu plus d'argent. C'est comme ça que j'ai commencé et je n'ai jamais arrêté ce travail depuis ».



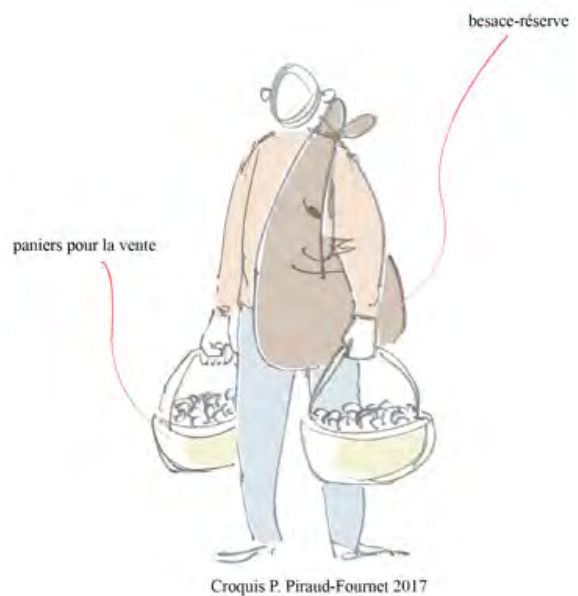
• Croquis d'un colporteur de Deir Mqaren
Source : Pauline Piraud-Fournet, juillet 2017

Une activité éprouvante et « risquée »

Avant l'arrivée massive de réfugiés en Jordanie et l'interdiction appliquée aux Syriens de conduire un véhicule provenant de leur pays d'origine, certains marchands sillonnaient les routes de campagne en voiture pour aller à la rencontre de clients potentiels, leur stock de marchandise exposé dans leur coffre. D'autres avaient pris l'habitude d'installer un *basta*⁹⁸ dans des quartiers commerçants ou à la sortie de certains *malls*. Toutefois, étés comme hivers, la majorité d'entre eux parcouraient les villes du pays avec leur marchandise stockée dans une grande besace posée en bandoulière sur l'épaule, ainsi que dans deux paniers portés à bout de bras. Certains enquêtés exerçant leur métier dans la ville d'Amman ont affirmé qu'il leur arrivait parfois de parcourir jusqu'à vingt kilomètres à pied en une seule journée, avec un chargement de départ pouvant peser jusqu'à dix-huit kilos. Au regard de la topographie de la capitale, ainsi que l'amplitude des températures entre l'été et l'hiver, on imagine aisément à quel point ce métier peut être éprouvant pour l'organisme. Par ailleurs, le caractère informel (et donc illégal) de cette

⁹⁸ Au Moyen-Orient, on appelle *basta* un petit stand généralement installé sur un bout de trottoir, sur lequel des vendeurs à la sauvette exposent leur marchandise.

activité exposait également les vendeurs à des risques d'arrestation de la part de la police jordanienne. Si ce problème se soldait généralement par le versement d'un bakchich aux fonctionnaires locaux, il pouvait parfois se traduire par une obligation de quitter le territoire, couplée à une interdiction d'entrée en Jordanie d'une durée maximale de trois ans [Pitea, 2010]. Plusieurs marchands du village ont ainsi été victimes de ces mesures avant 2011, ce qui les a forcé à entrer de manière irrégulière en Jordanie, avant de transiter par les camps de réfugiés d'Azraq ou de Zaatari lorsqu'ils ont fuit les violences en Syrie. Au contraire, en échange du don occasionnel de petites quantités de marchandise, certains vendeurs ont réussi à développer de bonnes relations avec des douaniers et des policiers jordaniens ; ces derniers fermant les yeux sur leur activité, et allant même parfois jusqu'à leur assurer en retour une « protection » à l'égard de leurs collègues. Comme nous le verrons dans les chapitres suivant, ces relations ont largement facilité l'entrée des premières personnes de Deir Mqaren à avoir quitté le village pour s'installer dans le royaume, entre le début de l'insurrection et l'hiver 2012-2013.



- Croquis de l'équipement d'un vendeur de rue
Source : Pauline Piraud-Fournet, juillet 2017

Filières d'approvisionnement et différences de revenus

Dans les années 1980, les pionniers de ce dispositif marchand transfrontalier ont commencé à se procurer des fruits à coques et des fruits secs auprès de grossistes installés dans la Ghouta orientale de Damas. C'est également dans cette zone industrielle de la capitale syrienne que des entreprises de l'agroalimentaire produisaient les *malbans* et les autres sucreries revendues à l'étranger par les colporteurs du village. Ces mêmes produits - *mokasarat*, *malbans*, fruits secs et friandises - étaient aussi disponibles dans les magasins détaxés situés du côté syrien du poste frontière de Nassib/Jaber, auprès desquels s'approvisionnait une partie des vendeurs en transit vers la Jordanie. A partir des années 2000, un nombre croissant de marchands de Deir Mqaren commencèrent également à se procurer des *malbans*, des *chatas matas* et des nougats provenant de l'usine de Karam F. Chacune de ces filières d'approvisionnement proposait des marchandises de provenance, de qualité et de nature différentes, desquels les colporteurs pouvaient tirer des bénéfices plus ou moins importants.

Autant l'admettre d'emblée, parmi les denrées alimentaires proposées par les hommes du village, les confiseries de Karam se situent tout en bas de l'échelle des saveurs... En effet, ce dernier cherchant à réduire au maximum ses coûts de production, il utilise les ingrédients les moins chers possible. A titre d'exemple, les pistaches, censées recouvrir certaines confiseries, sont remplacées par des éclats de cacahuètes, passées dans un bain de colorant alimentaire de couleur verte. Le (seul) atout de cette marchandise réside donc indéniablement dans son prix. En effet, avant le début du conflit, un kilo de friandises sorti de son usine coûtait aux marchands du village 1 JOD (contre 1,25 JOD en 2015)⁹⁹. Ces denrées répondent ainsi à la demande d'une clientèle issue des campagnes et des quartiers pauvres des cités jordaniennes, en quête de produits bon marché. Lors des entretiens, certains vendeurs me confiaient que dans la mesure où leurs clients habituels n'avaient pas les moyens d'acheter des *mokasarat* ou des fruits secs, ils se sont toujours contentés de vendre des sucreries provenant uniquement de l'usine de Karam. Par conséquent, ces marchands sont ceux qui tiraient le moins de bénéfices de leur activité - aux alentours de 150 JOD¹⁰⁰ par voyage - et qui étaient contraint de passer le plus de temps à travailler en Jordanie - environ un mois et demi, pour jouir ensuite d'une quinzaine de jours de repos au village.

⁹⁹ Soit environ 1,10€ à la veille de l'insurrection syrienne de 2011 et 1,25€ en novembre 2015.

¹⁰⁰ Environ 165€ au début de l'année 2011.

Les personnes exerçant leur activité devant des *malls*, dans des marchés, ou des quartiers d'habitation de classe moyenne voire aisées vendaient généralement des *malbans*, des fruits secs et des *mokasarat* de bien meilleure qualité, qu'ils se procuraient à Damas ou dans les magasins détaxés de la frontière syro-jordanienne. Les marges réalisées à la revente étaient alors plus importantes, et leurs bénéfices de fait plus élevés ; atteignant facilement plusieurs centaines de dinars par voyage.

Enfin, une dernière catégorie de commerçants travaillait dans le domaine de l'export de marchandises vers la Jordanie. En plus de dépanner quelques vendeurs du village ayant écoulé leur stock plus rapidement que prévu - mais décidés malgré tout à prolonger leur séjour dans le royaume - leurs principaux clients étaient des épiciers jordaniens ayant pignon sur rue. Cette activité, de loin la plus rémunératrice, nécessitait un capital social et économique de départ relativement important. Faysal N. - et dans une moindre mesure son beau-frère Hamza G. - sont les deux seules personnes que j'ai interrogées à faire partie de cette dernière catégorie de commerçants. Faysal a d'ailleurs été mentionné comme un exemple de réussite professionnelle par plusieurs de mes interlocuteurs ; à raison semble-t-il, puisque si l'on s'en tient aux chiffres qu'il a avancés lorsque je l'ai rencontré pour la première fois à Amman en novembre 2014, selon la période de l'année, son activité lui rapportait entre 1000 et 3000 JOD¹⁰¹ par voyage. Son entrée dans les affaires s'est faite en 1998, de manière totalement différente des autres marchands du village que j'ai eu l'occasion de rencontrer. *« Grâce à mes proches qui travaillaient déjà dans le secteur de la vente ambulante, je connaissais plusieurs entreprises de la Ghouta auprès desquels je pouvais me procurer des stocks de marchandise. (...) Avant de lancer mon activité, j'ai passé deux mois à faire le tour de la Jordanie afin de trouver des clients. Je me rendais dans des épicerie qui vendaient des mokasarat, des fruits secs et des malbans, et je questionnais leurs propriétaires sur la provenance de leur marchandise, leurs besoins et leurs attentes. Cela m'a permis de repartir avec une liste de commande assez importante. A mon retour en Syrie, je me suis endetté auprès de mes proches pour me procurer l'argent nécessaire à l'achat de plusieurs centaines de kilos de marchandise, que j'ai ensuite livrée moi-même à mes clients jordaniens. Puis, petit à petit, j'ai trouvé de nouveaux clients. Quelques années plus tard, les commandes qu'ils me passaient devenaient si importantes que j'ai décidé de faire appel à un transporteur qui se chargeait de la livraison pour environ 250 JOD. (...) En plus des mokasarat, il m'arrivait aussi d'exporter des vêtements que je me procurais chez des grossistes du souk al-Hamidieh [à*

101 Entre 1 100 et 3 300€ selon le cours du début de l'année 2011.

Damas]. Donc contrairement aux autres vendeurs du village qui devaient passer plusieurs semaines en Jordanie pour écouler leur stock de marchandise, je ne restais jamais plus de dix jours consécutifs dans le pays ; juste le temps de faire le tour de mes clients pour prendre de leurs nouvelles, entretenir de bonnes relations et enregistrer de nouvelles commandes. (...) Durant mes séjours à l'étranger, je logeais soit dans des hôtels, soit avec mes amis, dans les appartements que louaient les gars du village dans les différentes villes du pays ».

En résumé, grâce à un capital économique et social de départ plus élevé, les rares petits exportateurs du village jouissaient de conditions de travail relativement confortables et de revenus particulièrement élevés. Venaient ensuite les marchands bénéficiant de suffisamment de capital d'investissement pour se procurer une marchandise de bonne qualité en Syrie, afin de la revendre à des consommateurs issus des classes moyennes de la société jordanienne. Enfin, tout en bas de cette pyramide se situaient les colporteurs n'ayant jamais souhaité, ou tout simplement disposé d'un capital économique (ou relationnel) suffisant afin d'investir dans des stocks de marchandises réellement importants en Syrie. Comme nous le verrons par la suite, il sera nécessaire de considérer la hiérarchie sociale de ce microcosme afin de pleinement saisir les logiques spatiales et temporelles des parcours migratoires des réfugiés de Deir Mqaren, vers et depuis la Jordanie. En effet, à partir de mars 2011, la multiplication des manifestations contre le régime de Bachar al-Assad a eu d'importantes conséquences sur cette activité de vente ambulante. En l'espace de quelques mois seulement, la dégradation de la situation sécuritaire en Syrie a profondément entravé les mobilités des marchands du village, affectant par là même la fluidité de leur « système de mobilité ». Dans ces conditions, certains colporteurs ont pris la décision de partir s'installer en Jordanie, jusqu'à ce qu'une amélioration notable de la situation leur permette de reprendre leurs activités habituelles. Quelques personnes, n'ayant jusqu'alors jamais travaillé à l'étranger, leur ont emboîté le pas afin d'accéder à des revenus devenus inaccessibles en Syrie, du fait de la profonde crise économique touchant l'ensemble des secteurs pourvoyeurs d'emploi dans le pays. Au cours des mois suivant, l'enlisement du conflit syrien amena finalement un nombre croissant d'habitants du village à partir rejoindre leurs proches déjà installés dans le royaume hachémite, au sein de villes où les marchands avaient jusqu'alors pris l'habitude de se rendre uniquement de manière temporaire, dans le cadre de leurs activités commerciales.

Les mokasarat, petite histoire d'un snack cosmopolite

D'un bout à l'autre de la chaîne : la Jordanie

Si les premières mentions du commerce de fruits à coques en Méditerranée remontent à l'Antiquité, c'est véritablement à l'époque médiévale que ce type de produit a commencé à faire l'objet d'un commerce florissant, alimentant les échanges commerciaux entre les différentes places marchandes de la région [Puig, 2005]. Depuis le Moyen-Âge, les amandes, les noix, les pignons de pin, les noisettes, les châtaignes ou bien encore les pistaches font parti des principales variétés produites et échangées sur les pourtours du bassin méditerranéen. Néanmoins, l'accélération de la libéralisation des échanges commerciaux à l'époque contemporaine a entraîné une importante recomposition des filières d'approvisionnement, une modification des modes de consommation, ainsi qu'une évolution de la demande des consommateurs. Ces produits sont désormais consommés quasi-quotidiennement dans la région, en particulier au Sud et à l'Est de la Méditerranée. Qui plus est, cela fait déjà plusieurs décennies que des aliments exotiques se sont invités dans les mélanges de fruits à coques et de graines tant prisés des populations de la région. Les *mokasarat* proposés sur les étales des souks du Maghreb, du Proche-Orient et des bazars des Balkans proviennent donc aujourd'hui des quatre coins de la planète.

Influencé par les travaux de plusieurs de mes collègues toulousains appliqués à retracer la circulation des marchandises le long des innombrables routes du commerce transnational¹⁰², j'ai rapidement cherché à identifier la provenance des denrées vendues par les marchands de Deir Mqaren. Étonnamment, nombre d'entre eux n'étaient pas en mesure de m'indiquer précisément l'origine des *mokasarat* qu'ils revendaient en Jordanie. Certains se sont à l'inverse évertués à me convaincre qu'ils provenaient tous de Syrie ou de Turquie ; « *y compris les noix de cajou ?!* ». Quelques jours avant la fin de mon dernier terrain jordanien, alors que je n'avais toujours pas réussi à trouver de réponses à mes interrogations, je suis retourné dans le magasin du quartier de Hashemi al-Shemali où nous étions passés avec Karam l'année précédente, bien décidé à enfin résoudre cette énigme. A l'évocation de son nom, le patron des lieux a aussitôt accepté de m'ouvrir les portes de son arrière boutique, où sept employés - des Syriens, des Égyptiens et des Palestiniens - étaient affairés à torréfier des graines dans une salle exigüe, où régnait la chaleur et le bruit des machines en action. Il ne m'a alors pas fallu longtemps pour retracer l'origine de cette marchandise. Comme l'illustre la carte ci-dessous, généralement, les noix de cajou proviennent d'Inde, les cacahuètes du Soudan, les pistaches d'Iran, les amandes des États-Unis, les noisettes de Turquie, et les graines de courges et de tournesol d'Égypte. Il est donc loin le temps où les colporteurs de Deir Mqaren vivaient uniquement de la vente de fruits cultivés dans les limites du village. En effet, cette activité de vente ambulante est aujourd'hui insérée dans un immense marché global, au sein duquel les personnes auprès desquelles j'ai mené ma recherche ne représentent que le dernier maillon d'une longue chaîne d'acteurs et de localités, formant l'ossature d'une des nombreuses routes de ce commerce transnational.

102 Pour plus d'informations, consulter le carnet *Hypothèses* « Mondis » consacré à ces questions.

Origine des fruits à coques vendus par les marchands de Deir Mqaren en Jordanie



Carte 27 Provenance des *mokasarat* vendus par les marchands de Deir Mqaren en Jordanie

**Les mokasarat, petite histoire d'un snack cosmopolite.
D'un bout à l'autre de la chaîne : l'Iran**

Lors d'un séjour en Iran en août 2016, j'ai eu l'occasion de me rendre dans la ville de Kerman, chef lieu de la province du même nom. Cette localité située sur l'un des segments de l'ancienne route de la soie est connue depuis le 15^{ème} siècle pour ces ateliers de confections de tapis persans [Necipoglu et Leal, 2009 : 336-337] ; et plus récemment pour être l'un des principaux centres de production de pistaches sur le marché mondial. Avec la levée progressive des sanctions internationales contre le régime iranien, les opportunités commerciales se multiplient pour les entrepreneurs de la région ayant fait fortune dans l'export de ce fruit à coque. Parallèlement, l'augmentation de la demande chinoise en la matière leur permet de trouver de nouveaux débouchés sur le continent asiatique et d'investir dans de nouveaux secteurs d'activités, tels que l'import de biens manufacturés produits en Chine, ou bien encore le tourisme haut de gamme en Iran. L'opulence dans laquelle vivent ces chefs d'entreprise de l'industrie agroalimentaire iranienne contraste donc terriblement avec les conditions de vie des « petites mains » qui revendent leur production dans les rues de Jordanie et du Liban. D'un point de vue géopolitique, il est d'ailleurs curieux de constater que ce commerce amène des réfugiés syriens majoritairement opposés au régime al-Assad à acheter, sans le savoir, des denrées produites par des entrepreneurs iraniens ; de quoi mener de passionnantes recherches sur la description détaillée de cette filière commerciale transnationale...



Illustration photographique 5 Usines de conditionnement de pistaches à Kerman (Iran)
Sources : Cliché « a » D. Lagarde (08/2016) ; clichés « b » et « c » Mahmoud « Kermani » (09/2016)

CHAPITRE 5

DYNAMIQUES SPATIO-TEMPORELLES DE L'EXODE SYRIEN AU MOYEN-ORIENT

Les soulèvements populaires ayant touché le Maghreb et le Moyen-Orient depuis 2011 ont entraîné d'importants mouvements de population au sein de l'espace euro-méditerranéen ; la Syrie figurant en tête des pays de la région ayant enregistré le plus grand nombre de départs de ses ressortissants. Dès la fin de la seconde guerre mondiale, et en particulier depuis le début des années 1990, les études consacrées aux réfugiés n'ont cessé de se multiplier dans les différentes disciplines des sciences sociales [Black, 2001]. L'apport essentiel des géographes a été d'identifier les principaux espaces émetteurs et récepteurs de réfugiés, les causes de leur départ, ainsi que les conditions et les conséquences de leur installation dans les pays dits de premier accueil au « sud », et de réinstallation au « nord » [Black, 1991 ; Black et Robinson, 1993]. Ce chapitre s'inscrit dans la continuité de ces travaux, notamment en ce qu'il vise à dresser un état des lieux des rythmes de la dispersion de la population syrienne entre les différents pays du Moyen-Orient. Pour ce faire, il est principalement basé sur des articles de presse, ainsi que sur une importante littérature grise émanant du HCR et de ses collaborateurs. Je commencerai donc ce chapitre en m'intéressant aux enjeux sous-jacents à l'abondance de chiffres portant sur les populations déplacées. Je m'attacherai dans un second temps à retracer l'origine et la direction des flux entre la Syrie et les différents États d'accueil au Moyen-Orient, en recentrant progressivement mon propos sur le cas spécifique de la gestion de la frontière et des arrivées de réfugiés en Jordanie. Ce faisant, il s'agira également de replacer l'évolution ainsi que les différentes temporalités de l'exode syrien dans leur contexte

géopolitique de l'époque, sans pour autant apporter un regard véritablement analytique sur ces épisodes récents de l'actualité proche-orientale¹⁰³. Un ensemble de cartes viendront ponctuer le développement de mon propos, afin d'illustrer l'intensité et la direction des flux entre la Syrie et les cinq principaux États d'accueil au Moyen-Orient que sont l'Égypte, l'Irak, la Jordanie, le Liban et la Turquie.

1. Pourquoi produire des données statistiques sur les réfugiés ?

En dépit des (nombreuses) limites des statistiques migratoires, notamment lorsqu'ils portent sur des populations de réfugiés [Bakewell, 1999 ; Crisp, 1999], les chercheurs et les organes de presse sont régulièrement amenés à mobiliser les chiffres produits par le HCR et ses partenaires. En effet, cette agence onusienne demeure le principal producteur de données sur les migrations « forcées » à travers le monde. A défaut de pouvoir se passer de ces statistiques, il apparaît néanmoins important de s'interroger sur leurs modes de production, ainsi que sur les objectifs des organismes qui les produisent.

- Le HCR : acteur incontournable de la production de chiffres sur les populations déplacées

A l'heure actuelle, les données quantitatives disponibles sur les migrations forcées sont quasi-exclusivement délivrées par le bureau du HCR en charge du traitement de l'information statistique¹⁰⁴. Chaque année depuis 1994, ce service publie le *UNHCR Statistical Yearbook*, dans lequel il fait état du nombre de déplacés internes, demandeurs d'asile, réfugiés et apatrides recensés à travers le monde [Crisp, 1999 : 16]. Depuis 2006, un autre rapport annuel, intitulé le *UNHCR Global Trends*, permet d'accéder à des chiffres détaillés sur ces populations, ainsi qu'à une base de données numérique téléchargeable via un lien hypertexte. Comme l'indiquent les métadonnées que le HCR met à disposition de

¹⁰³ En effet, cette thématique ne constitue pas directement l'objet de ma thèse. Pour une analyse des multiples enjeux et conséquences socio-politiques qu'ont entraînés les soulèvements populaires dans la région, on pourra consulter les revues *Confluences Méditerranée*, *Les Cahiers de l'Orient*, *Maghreb-Machrek*, ou encore *Égypte Monde Arabe* qui ont chacune consacré plusieurs numéros à ces questions. Sur les aspects concernant plus spécifiquement la Syrie, voir, entre autres, l'ouvrage *Pas de printemps pour la Syrie* paru aux éditions la Découverte [Burgat et Paoli, 2013].

¹⁰⁴ En témoigne notamment la troisième édition du *Migration and Remittances Factbook* de la Banque mondiale [World Bank Staff, 2016 : 11] qui affirme s'appuyer sur les données communiquées par l'agence onusienne afin de déterminer les pays d'origine et de destination des réfugiés dans le monde. Il en est de même pour le portail en ligne *Migration Geo-Portal* qui recense le nombre d'arrivées et de décès de migrants au sein de l'espace euro-méditerranéen.

ses internautes, ces statistiques proviennent essentiellement d'enregistrements de population effectués dans les pays d'intervention de l'agence. Afin d'obtenir une vision détaillée et régulièrement actualisée du nombre de personnes placées sous sa protection, « différentes mesures ont été prises [depuis 1994] pour améliorer les capacités du HCR dans le domaine de l'enregistrement des réfugiés¹⁰⁵ » [Crisp, 1999 : 16]. Ces efforts sont particulièrement visibles en Jordanie, où, depuis le début de l'exode, de nombreuses mesures ont été déployées en ce sens. En effet, dès le début de l'été 2012, le gouvernement jordanien et le HCR ont installé plusieurs bureaux d'enregistrement à proximité de la frontière, dans les camps et les principales villes du royaume. Pour pallier aux approximations de ce système, et sous couvert d'une augmentation de la « menace terroriste » venue de Syrie, une vaste opération de vérification de l'identité des réfugiés a ensuite été lancée au mois de février 2015 [Ababsa, 2015]. Menée conjointement par le HCR et les autorités jordaniennes, cette campagne de réenregistrement a permis l'introduction d'une technologie aux accents orwelliens, permettant l'enregistrement biométrique des réfugiés par empreinte de l'iris¹⁰⁶. Un décompte extrêmement précis du nombre de bénéficiaires syriens des services de l'agence en Jordanie a de cette manière pu être effectué. Ces efforts de comptage permanents ont également permis au HCR et à ses partenaires de publier une abondante littérature grise, contenant de nombreuses statistiques mises en ligne sur le site *data.unhcr.org*. Présenté comme un portail destiné à centraliser en temps réel des informations permettant « d'améliorer la coordination et les opérations de terrain¹⁰⁷ » des acteurs humanitaires, cet outil offre aussi la possibilité à tout un chacun de télécharger des cartes et des bases de données sur les réfugiés syriens. Cette documentation, portant parfois sur des échelles d'observations particulièrement fines¹⁰⁸, m'a permis d'accéder à d'innombrables chiffres relatifs aux caractéristiques démographiques et à la répartition géographique des réfugiés. Néanmoins, au regard du caractère (très) approximatif que constitue le comptage d'une population en mouvement, il semble légitime de s'interroger

105 « A variety of different steps have been taken over the past five years to enhance UNHCR's capacity in the area of refugee registration. »

106 Sur les nombreuses questions éthiques liées à l'introduction par le HCR de cette technologie, lire le texte de Katja L. Jacobsen [2016], ainsi que les reportages effectués par la journaliste Bethan Staton [2016] (*Eye spy: biometric aid system trials in Jordan*, IRINnews). On pourra également visionner le documentaire « Réfugiés, un marché sous influence » de Nicolas Autheman et Delphine Prunault [2016] qui montre en détail le fonctionnement de ce système en Jordanie.

107 « UNHCR is providing data and operations information through *data.unhcr.org* to improve coordination and the overall on-the-ground response »

<https://developmentseed.org/projects/data-unhcr/>

108 Si la consultation de ces informations se révèle instructive pour dégager les grandes tendances des dynamiques d'installation des réfugiés syriens en Jordanie, au regard de l'intensité des changements de résidence observés lors des enquêtes que j'ai mené en différents points de l'espace euro-méditerranéen, l'apparente précision et exhaustivité de ces données mérite d'être considérée avec beaucoup de précaution. C'est pourquoi je ne réutiliserai que très parcimonieusement ces informations, accessibles pour ceux qui le souhaitent sous forme de cartes et de graphiques réalisés par le HCR et ses partenaires, et mis en ligne sur le site *data.unhcr.org*.

sur l'intérêt et la pertinence de produire et de publier autant de chiffres et de cartes basées sur des données aussi fragiles. Plusieurs auteurs ont émis des pistes de réflexion sur lesquelles je m'appuierai afin de présenter les principaux enjeux liés au comptage des réfugiés syriens dans le monde, et en Jordanie en particulier¹⁰⁹.

- Compter les réfugiés : un exercice hasardeux qui peut rapporter gros...

En cherchant à obtenir une vision précise du nombre de personnes victimes de déplacements forcés, les objectifs du HCR et de ses partenaires sont multiples. En premier lieu, l'enjeu est de réussir à évaluer la taille de la population-cible pour envisager une réponse adaptée à la situation. Ces chiffres permettent ensuite de déterminer le nombre d'acteurs de terrain à mobiliser pour délivrer l'aide d'urgence aux réfugiés. Enfin, il s'agit de préparer des budgets pour financer ces opérations et entreprendre une levée de fonds auprès des bailleurs internationaux. Même si je ne mets pas (complètement) en cause le fait que le HCR soit animé par des motivations humanistes lorsqu'il enregistre des réfugiés, il serait néanmoins naïf de croire qu'il s'agit là des seuls enjeux liés à ce type de recensement. En effet, les intérêts financiers sous-jacents à l'action humanitaire en direction de populations déplacées sont considérables. Comme nous le rappelle Oliver Bakewell, « *l'aide [internationale] est dirigée vers les réfugiés et les donateurs veulent s'assurer qu'elle a atteint leur cible*¹¹⁰ » [Bakewell, 1999 : 2]. Ce besoin de visibilité constitue d'ailleurs « *un important facteur permettant d'expliquer la poursuite de la politique d'encampement des réfugiés en dépit de la majorité des recherches suggérant que les réfugiés et leurs hôtes seraient mieux servis par un mode d'intervention plus souple, favorisant l'intégration au sein des communautés locales*¹¹¹ » [Bakewell, 1999 : 2]. Lewis Turner abonde dans ce sens en affirmant que « *l'une des raisons ayant poussé la Jordanie à construire des camps pour les Syriens [résulte du fait] qu'elle a utilisé l'encampement de manière stratégique afin d'accroître la visibilité des réfugiés syriens présents sur son territoire et de recevoir des fonds*¹¹² » [Turner, 2015 : 8]. Au regard du nombre d'organisations et de travailleurs humanitaires intervenants actuellement en Jordanie, cette stratégie de visibilité semble avoir connu un indéniable succès [Tobin et Otis Campbell, 2016].

109 Léa Macias, doctorante à l'EHESS, réalise actuellement une thèse sur ce sujet à partir des données produites par les organisations humanitaires intervenant au sein du camp de Za'atari.

110 « *Aid is targeted towards refugees and donors want to know that it has reached the target.* »

111 « *This is an important factor in the continuing policy of establishing refugee camps even in the face of much research which suggests that refugees and hosts may be better served by more flexible interventions which support local integration.* »

112 « *It is argued here that part of the reason why Jordan built camps for Syrians is that it used encampment strategically to enable it to raise the profile of, and receive funds for, Syrian refugees on its territory, a policy that has had some success.* »

En dépit de l'apparente transparence qui a longtemps semblé régner autour du nombre de réfugiés syriens présents sur le territoire jordanien, d'importantes divergences sont progressivement apparues entre les chiffres publiés par le HCR et ceux revendiqués par les autorités locales. En effet, en novembre 2015, les autorités jordaniennes ont organisé un recensement de la population faisant état de la présence de 1 265 514 ressortissants syriens dans le pays [De Bel-Air, 2016], contre un peu plus de 630 000 enregistrés par le HCR à la même époque. Certes, il est évident que tous les Syriens présents en Jordanie ne sont pas immatriculés auprès de l'agence onusienne. A l'inverse, les individus ayant quitté le pays en empruntant des filières migratoires irrégulières restent souvent comptabilisés sur ces registres pendant plusieurs mois, au minimum jusqu'à ce qu'ils déposent une nouvelle demande d'asile à l'étranger. Malgré tout, les chiffres avancés par les autorités jordaniennes semblent très largement exagérés. Plusieurs auteurs ont souligné les surestimations du nombre de réfugiés irakiens présents en Jordanie [Seeley, 2010 ; Chatelard, 2010, 2011 ; Stevens, 2013] et en Syrie [Dorai, 2009a, 2009b] au cours des années 2000. Selon eux, en surévaluant la population irakienne installée sur leur sol, l'objectif de ces deux gouvernements était d'attirer l'attention des bailleurs de fonds. Pour Géraldine Chatelard, au même titre que les remises des migrants, l'aide internationale a ainsi « *contribué au développement de pans entiers de l'économie jordanienne en fournissant un capital de démarrage aux entreprises jordaniennes et à de grands projets financés par l'État*¹¹³ » [Chatelard, 2010 : 2]. Depuis 2007, le gouvernement a par exemple réussi à rénover des écoles publiques préexistantes à l'arrivée des réfugiés grâce à des fonds américains du USAID. Pour ce faire, les autorités locales ont affirmé que cette contribution financière serait destinée à rénover des établissements accueillants majoritairement des élèves irakiens, ce qui fut en réalité loin d'être systématiquement le cas [Seeley, 2010]. Au vu des chiffres avancés aujourd'hui, il semblerait que les autorités du royaume cherchent à réitérer cette stratégie à partir du cas syrien ; ce qui apparaît finalement assez légitime au regard des mécanismes mis en place par les gouvernements « occidentaux » afin de négocier « *avec des pays du Proche-Orient (moyennant quelques aides financières et la collaboration du HCR) pour que ceux-ci [...] reconnaissent [les exilés comme] « réfugiés », là-bas, et les accueillent temporairement* » [Agier, 2010 : 54].

113 « *Remittances, together with foreign aid have contributed to developing sectors of the Jordanian economy by providing start-up money for Jordanian businesses and for large state-sponsored projects.* »

Même si ces chiffres doivent eux-aussi être considérés avec beaucoup de précaution, à la mi-2014, la Jordanie aurait dépensé 1,2 milliards de dollars (US) afin de venir en aide aux réfugiés syriens [Ostrand, 2015 : 266]. La charge que fait peser l'accueil sur ce pays, considéré comme un pilier de la stabilité régionale, est donc considérable, en particulier au regard de la crise économique aiguë que traverse le royaume [Jaber, 2016]. Lorsque l'on sait qu'en 2014, seuls 61% des 3,74 milliards de dollars nécessaires pour couvrir les besoins des réfugiés syriens installés au Moyen-Orient ont été collectés [Ostrand, 2015 : 266], il n'est pas réellement surprenant que la Jordanie cherche à jouer avec les chiffres pour tenter de « gonfler l'addition » des donateurs. Les statistiques sur les réfugiés peuvent en effet rapporter gros, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle « *ils constituent une arène de lutte reflétant les intérêts des différentes parties concernées*¹¹⁴ » [Bakewell, 1999 : 4]. Et au regard de l'influence croissante des sociétés privées dans le secteur de l'aide humanitaire, les polémiques autour du comptage des réfugiés ne semblent pas près de s'estomper. Néanmoins, à défaut de pouvoir accéder à des données provenant d'autres organismes, je me baserai sur les chiffres produits par le HCR afin de dresser les contours de l'exode syrien depuis le début du conflit en 2011, en commençant par l'évolution des flux entre la Syrie et les États voisins.

114 « [As noted above, refugee statistics are required for a variety of reasons in different contexts, but in every case they are used to make decisions about the allocation of resources.] They are, therefore, an arena of struggle and reflect the interests of parties involved. »

2. Premiers départs vers les pays limitrophes

L'insurrection syrienne, lancée en mars 2011 depuis la ville de Deraa, dans le sillage des révoltes initiées au cours des mois précédents dans plusieurs pays du « monde arabe », a rapidement entraîné une flambée des violences en Syrie. Face à la répression sanglante du régime de Bachar al-Assad, les premiers mouvements de population importants sont observés dès la fin du mois d'avril. Une partie des personnes fuyant les violences vont alors trouver refuge à l'intérieur même de la Syrie, dans des localités encore épargnées par les exactions des forces de l'ordre. Parallèlement, un nombre croissant d'individus résidant dans les espaces limitrophes de la Turquie, du Liban et de la Jordanie, se mettent également à quitter le pays, afin de rejoindre les villes et les villages situés de l'autre côté de la frontière. Dans ces cas là, nombre d'entre eux seront accueillis par des proches, préalablement installés dans ces régions.

- L'effet domino de la révolution tunisienne sur les autres dictatures du « monde arabe »

Le 17 décembre 2010 à Sidi Bouzid, une ville du centre de la Tunisie, Mohamed Bouazizi, un vendeur à la sauvette âgé de 26 ans se voit saisir sa marchandise par la police locale. En réponse à l'attitude inique des agents de l'État, ce jeune Tunisien se rend devant le siège de la préfecture situé non loin de là, s'asperge de térébenthine et s'immole par le feu. Ce suicide entraîna alors une vague de colère sans précédent dans l'histoire récente de la Tunisie. Dans les jours qui suivent, la colère monte à Sidi Bouzid et dans les autres villes du pays, qui se joignent de manière croissante à la mobilisation. Le 14 janvier 2011, face à la détermination sans faille des manifestants, Zine el-Abidine Ben Ali, président-dictateur à la tête du pouvoir depuis vingt-trois ans s'enfuit en Arabie Saoudite, où il est toujours en exil aujourd'hui.

Un mois après cet épisode, les Égyptiens s'engagent à leur tour sur les chemins de la contestation. Le 25 janvier 2011, plusieurs milliers de personnes se réunissent au Caire, à Alexandrie et à Suez, afin de protester contre le régime autoritaire de Hosni Moubarak,

président de la république régnant sans partage sur l'Égypte depuis 1981. Au cours des mois suivants, les manifestations se propagent comme une traînée de poudre dans l'ensemble du « monde arabe ». La forte médiatisation des mobilisations alors en cours incite les autres peuples de la région à occuper des espaces publics afin d'y exprimer leur mécontentement, leurs frustrations et leurs revendications. Les slogans scandés par les manifestants tunisiens et égyptiens sont rapidement repris par leurs « voisins », galvanisés par les images de cortèges de dizaines de milliers de personnes retransmises en continue par la chaîne qatarienne *Al-Jazeera*. En ce début d'année 2011, plus rien ne semble pouvoir arrêter le vent de contestation qui souffle du Maghreb au Moyen-Orient.

*Jay alek eil ed dor ya doctor*¹¹⁵ ! En Syrie, c'est cette phrase, inscrite en février 2011 par un groupe d'adolescents sur les murs de leur école de Deraa, qui constitua l'étincelle ayant provoqué l'embrasement du pays quelques mois plus tard. A la découverte de ce graffiti, et alors que les régimes tunisiens, égyptiens et libyens sont en proie à d'importants mouvements insurrectionnels, les services de sécurité syriens n'entendent pas laisser passer l'affront. Quelques jours plus tard, ils arrêtent une quinzaine de jeunes suspectés d'être les auteurs du message adressé au président syrien, ophtalmologue de formation. Face au refus des autorités de relâcher les enfants à l'origine de la controverse, quelques habitants de la ville décident d'organiser un rassemblement le mardi 15 mars. A Damas, on assiste également ce jour-là à un bref défilé dans les ruelles du souk al-Hamadiyah, vite dispersé par la police. Seule une centaine de personnes prennent alors part à ces deux manifestations, au caractère encore très discret, instantané et parfaitement localisé.

Trois jours après ces événements, à la fin de la prière du vendredi, un cortège se forme à la sortie d'une des mosquées de la ville de Deraa. Quelques heures plus tard, l'envoi depuis Damas d'une unité d'élite ayant pour consigne de mater les frondeurs s'en prenant aux symboles du pouvoir fait les deux premiers martyrs de la révolution syrienne : Hossam Ayash et Mahmoud Jawabreh¹¹⁶. Bien que les analyses de Joshua Landis soient généralement contestables, force est de reconnaître que celle qu'il tirait de la situation politique en Syrie au lendemain de ces événements a l'accent d'une véritable prophétie : *« Deraa est pauvre et religieuse - elle englobe tout ce qui affecte la Syrie - une économie en berne, une explosion démographique, un mauvais gouverneur et des forces de sécurité autoritaires. Tout cela constitue*

115 *Ton tour arrive docteur*

116 Pour le récit complet de cet épisode de la révolution syrienne, consulter l'article de Benjamin Barthe, envoyé spécial du journal *Le Monde* au Proche-Orient. « Les enfants de Deraa, l'étincelle de l'insurrection syrienne », *Le Monde*, 8 mars 2013.

*un mélange explosif. Même si pour le moment, le gouvernement réussit à contenir la violence à la seule ville de Deraa, les manifestations vont se multiplier. Le mur de la peur est tombé. L'apathie de la jeunesse s'est muée en colère*¹¹⁷ ». Dans les jours qui suivent l'assassinat de ces deux manifestants, la mobilisation devient quasi-quotidienne à Deraa, avant de se propager dès le début du mois d'avril aux autres villes du pays. Les habitants des localités rurales et frontalières de Qamichle, Abou Kamal, Tal Kalakh, Jisr al-Shoughour, etc., qui ont été maintenus à l'écart du relatif développement économique de Damas et d'Alep, sont de plus en plus nombreux à descendre dans les rues pour appeler à l'instauration de réformes démocratiques, et à plus de libertés individuelles. Mais face à ce mouvement de contestation qui ne cesse de prendre de l'ampleur, la réponse du régime reste la même qu'à Deraa : l'usage des balles, en réponse aux actions pacifiques des manifestants.

- D'un accueil sans conditions à un encadrement progressif des flux

Premiers mouvements de réfugiés en direction des pays limitrophes

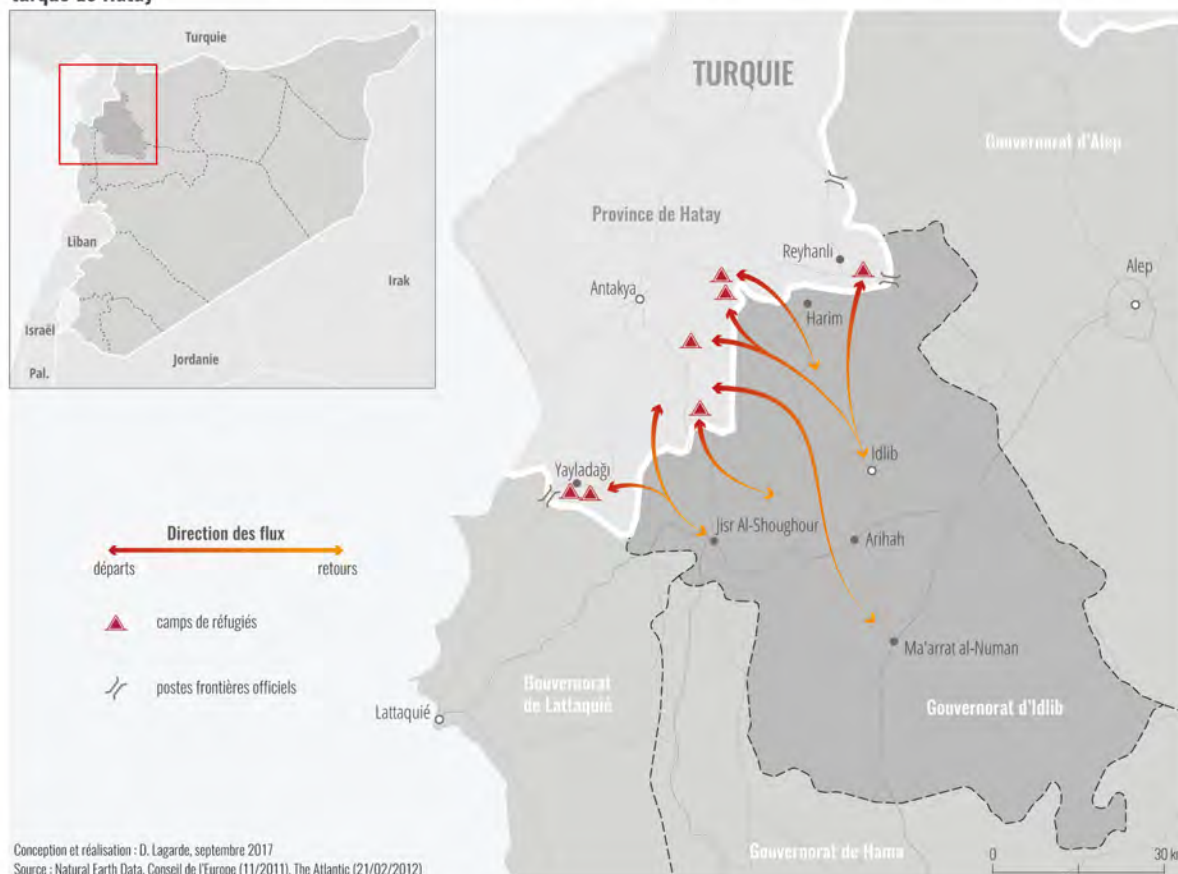
A la fin du mois d'avril 2011, le gouvernement syrien lance sa répression contre la population de plusieurs villages du nord-ouest du pays. Face aux exactions des forces du régime, des milliers de personnes ont cherché à se réfugier dans la province turque de Hatay. Ces mouvements de population constituent les premiers flux de réfugiés officiellement enregistrés depuis le début des manifestations initiées un peu plus d'un mois auparavant. Les personnes arrivant en Turquie sont alors accueillies dans des camps ouverts dans l'urgence par les autorités locales, et gérés par le Croissant-Rouge turc. Au cours des mois suivants, ces flux se sont révélés très versatiles, les réfugiés étant nombreux à multiplier les allers-retours entre les deux pays, en fonction de l'évolution de la répression en Syrie. Un communiqué de presse, publié le 30 octobre 2011 par les autorités turques, affirmait que sur un total de 19 398 personnes passées par les camps de la région de Hatay à cette date, 11 636 étaient déjà rentrées en Syrie¹¹⁸. La majorité d'entre elles étaient des femmes et des enfants provenant de Jisr al-Shoughour, une localité

117 *«Deraa is poor and Islamic – it optimizes everything that troubles Syria – a failed economy, the population explosion, a bad governor and overbearing security forces. It is an explosive brew. Even if the government can contain violence to Deraa for the time-being, protests will spread. The wall of fear has broken. Apathy of the young has turned to anger»*. « Deraa : the Government takes off its Gloves: 15 killed », *Syria Comment*, 23 mars 2011.

118 Conseil de l'Europe, 11/2011. « Syrian refugees on the Turkish border. Report on the visit to Ankara ». <http://www.assembly.coe.int/CommitteeDocs/2011/amahlarg042011.pdf>

d'environ 40 000 habitants, située à une vingtaine de kilomètres de la frontière turco-syrienne¹¹⁹.

Des flux qui évoluent au gré de la répression, entre départs vers la Turquie et retours en Syrie
 Dès la fin du mois d'avril 2011, les premiers mouvements de réfugiés sont enregistrés entre le gouvernorat d'Idlib et la province turque de Hatay



Carte 28 Premiers flux de réfugiés vers la Turquie en 2011

Plus au sud, dans le gouvernorat de Homs, entre les mois d'avril et août 2011, les forces du régime ont assassiné au moins 587 civils¹²⁰. L'essentiel de ces exactions a eu lieu dans la ville de Homs, ainsi que dans les villages de Tal Kalakh, Rastan et Talbiseh. Les premiers flux de réfugiés en direction du Liban sont observés dès la mi-mai. La plupart des personnes fuyant la Syrie à ce moment là sont accueillies par des membres de leur famille résidant dans des petits villages situés de l'autre côté de la frontière, chez des amis, des inconnus, et dans une moindre mesure dans des écoles laissées à l'abandon¹²¹. D'après

119 Le 6 juin 2011, 120 policiers furent assassinés à Jisr Al-Shoughour. Selon l'opposition, les victimes seraient des membres des services de sécurité ayant cherché à faire défection, avant d'être assassinés par leurs collègues restés fidèles au régime. La version du gouvernement privilégie quant à elle le scénario d'une attaque menée par des groupes terroristes armés issus des rangs de l'opposition. Toujours est-il que dans les mois suivants, le régime a régulièrement pris pour cible la population de cette ville, amenant une part croissante de ses habitants à partir se réfugier dans les villages alentours, ainsi qu'en Turquie.

120 Human Rights Watch, 11/11/2011. « We Live as in War. Crackdown on Protesters in the Governorate of Homs, Syria ». <http://www.hrw.org/node/102843/section/6>

121 International Medical Corps, 1/07/2011. « Psychological Assessment of Displaced Syrians at the Lebanese-Syrian Northern Border ». Rapport accessible via le site data.umbr.org.

les informations collectées auprès de plusieurs *makhatir* libanais, à la mi-juillet, entre 3 500 et 6 000 personnes avaient ainsi trouvé refuge dans le district du Akkar, situé dans le gouvernorat du nord du pays¹²². Comme en Turquie, des flux de retour en direction de la Syrie sont rapidement amorcés, puisque sur ces quelques milliers d'individus passés par le Liban depuis le mois de mai, seuls 2 500 y résidaient encore à la mi-juillet.

Des flux qui évoluent au gré de la répression, entre départs vers le Liban et retours en Syrie

Dès la mi-mai 2011, on assiste aux premiers mouvements de réfugiés entre le gouvernorat de Homs, en Syrie, et le gouvernorat du Nord, au Liban, où les réfugiés sont accueillis au sein des communautés locales, dans de petits villages du district du Akkar



Carte 29 Premiers flux de réfugiés vers le Liban en 2011

Dès les premiers mois de l'insurrection, plusieurs centaines de Syriennes et de Syriens fuyant la répression du régime de Bachar al-Assad dans le gouvernorat de Deraa ont été enregistrés par le HCR en Jordanie¹²³. Les informations portant sur l'intensité des premiers flux en direction des villes et des villages du nord du royaume restent toutefois peu nombreuses. En effet, plus encore qu'au Liban, l'intensité des liens familiaux et tribaux entre les Syriens et les Jordaniens de la région transfrontalière du Hauran facilite l'installation de milliers de réfugiés chez leurs proches, dans les gouvernorats de Mafraq et

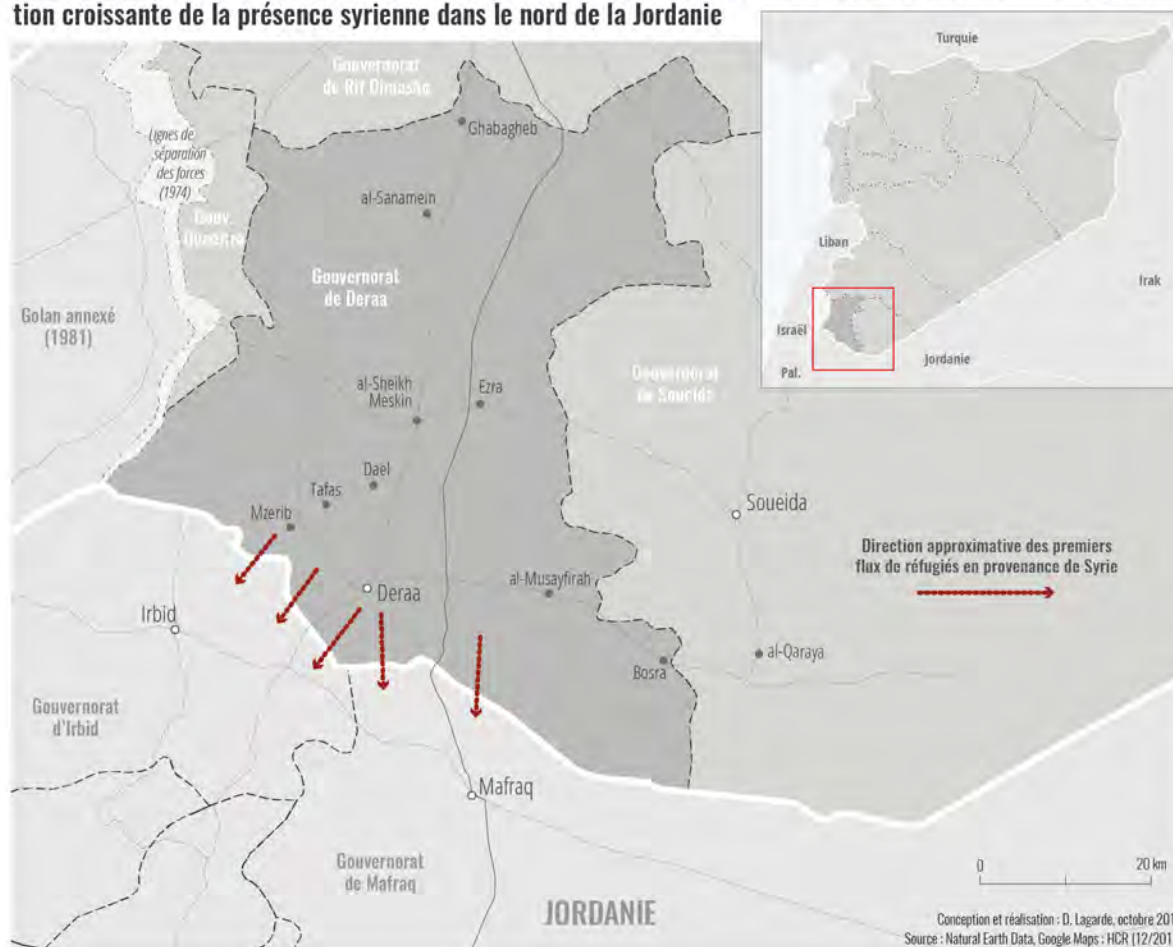
122 International Medical Corps, 1/07/2011. « Psychological Assessment of Displaced Syrians at the Lebanese-Syrian Northern Border ». Human Rights Watch, 11/11/2011. « We Live as in War. Crackdown on Protesters in the Governorate of Homs, Syria ». <http://www.hrw.org/node/102843/section/6>

123 UNHCR, 12/2011 « Inter-agency Update. Syrians in Jordan ».

Rapport accessible via le site www.data.unhcr.org.

d'Irbid ; invisibilisant de fait l'augmentation croissante de la présence syrienne dans le nord du pays. Toutefois, entre le printemps et l'automne 2011, plusieurs petits camps de transit sont créés par les autorités jordaniennes afin de commencer à filtrer et à recenser les Syriens qui, toujours plus nombreux, traversent la frontière jordanienne en dehors des postes frontières officiels, en coupant à travers champs [Roussel, 2015a].

En 2011, les liens familiaux et tribaux entre Syriens et Jordaniens résidant de chaque côté de la frontière facilitent l'installation des premiers réfugiés en provenance du gouvernorat de Deraa, invisibilisant ainsi l'augmentation croissante de la présence syrienne dans le nord de la Jordanie



Carte 30 Premiers flux de réfugiés vers la Jordanie en 2011

L'augmentation des combats pousse un nombre croissant d'individus sur les routes de l'exil

Face aux agressions répétées des forces gouvernementales à l'encontre des manifestants, une frange de l'opposition va faire le choix des armes. C'est ainsi que se forme en juillet 2011 l'Armée Syrienne Libre (ASL), créée par le colonel Riyad Al-Assad et principalement composée à l'origine d'anciens militaires du régime ayant fait défection. A l'automne, la militarisation croissante des insurgés entraîne une recrudescence des violences, qui tourne progressivement à l'avantage des rebelles. En effet, durant l'hiver

2011-2012, le nombre de localités syriennes passant sous le contrôle de l'opposition ne cesse d'augmenter. Au cours des mois suivants, les combats adoptent une tournure de plus en plus violente. Le mois de février 2012 est marqué par d'intenses affrontements dans la ville de Homs, dans le quartier rebelle de Baba Amr en particulier, un temps contrôlé par l'ASL, avant que le régime n'en reprenne le contrôle suite à une campagne de bombardement d'une intensité encore jamais atteinte depuis le début de l'insurrection¹²⁴. La violence des combats dans cette ville d'un million d'habitants pousse toujours plus de personnes à se réfugier au Liban, où 12 000 Syriens étaient enregistrés à la mi-mars. La majorité d'entre eux étaient installés dans le nord du pays (7 000), notamment à Tripoli, ainsi que dans la vallée de la Bekaa (4 000), tandis qu'un millier de réfugiés étaient répartis sur le reste du territoire libanais¹²⁵.

A la fin du mois de février, alors que les forces du régime tentent de reprendre le contrôle de la ville de Homs, une autre campagne de bombardements est initiée par l'armée loyaliste dans le nord-ouest du pays, à Idlib et dans le reste du gouvernorat éponyme. Plusieurs villages sont alors visés par des tirs d'artillerie, de mortiers et de missiles antiaériens, poussant des milliers de Syriennes et de Syriens supplémentaires sur les routes¹²⁶. En mars, plus de 13 000 personnes avaient trouvé refuge dans les sept camps ouverts par les autorités turques dans la province de Hatay, tandis que d'autres étaient en cours de construction dans la province de Kilis, en prévision de l'arrivée de nouveaux réfugiés¹²⁷. La multiplication des affrontements dans et autour de Deraa continua par ailleurs d'alimenter les flux de réfugiés en direction de la Jordanie. Le nombre total d'individus enregistrés dans le royaume s'élevait en mars 2012 à plus de 7 000 personnes, la plupart étant installés chez des membres de leur famille dans le nord du pays. Durant cette même période, un nouveau centre de transit fut ouvert conjointement par les autorités jordaniennes et le HCR, près du poste frontière de Ramtha, afin de répondre aux besoins des réfugiés les plus vulnérables¹²⁸. Des camps étaient également en cours de construction dans les gouvernorats de Dohuk et Erbil en Irak, afin d'y accueillir les

124 Peter Beaumont, 02/03/2012 « Syrian Rebels retreat from Baba Amr district of Homs », *The Guardian*.

<https://www.theguardian.com/world/2012/mar/01/syrian-rebels-retreat-baba-amr-homs>

125 Sybella Wilkes, 13/03/2012 « UNHCR appoints regional refugee coordinator for Syrian refugees », UNHCR.

<http://www.unhcr.org/news/latest/2012/3/4f5f48156/unhcr-appoints-regional-refugee-coordinator-syrian-refugees.html>

126 Alan Taylor, 21/02/2012, « Syria's Long, Bloody Uprising », *The Atlantic*.

<https://www.theatlantic.com/photo/2012/02/syrias-long-bloody-uprising/100252/>

127 Sybella Wilkes, 13/03/2012 « UNHCR appoints regional refugee coordinator for Syrian refugees », UNHCR.

<http://www.unhcr.org/news/latest/2012/3/4f5f48156/unhcr-appoints-regional-refugee-coordinator-syrian-refugees.html>

128 Sybella Wilkes, 13/03/2012 « UNHCR appoints regional refugee coordinator for Syrian refugees », UNHCR.

<http://www.unhcr.org/news/latest/2012/3/4f5f48156/unhcr-appoints-regional-refugee-coordinator-syrian-refugees.html>

premiers réfugiés kurdes de Syrie, provenant majoritairement des villes de Qamishli et Hassaké¹²⁹.

Vers un encadrement des flux de réfugiés en Jordanie

Au printemps 2012, l'augmentation du nombre d'entrées de réfugiés en dehors des postes frontières officiels amène le gouvernement jordanien à mettre en place un système de coopération avec les combattants de l'ASL. Les rebelles sont alors chargés d'acheminer les candidats à l'exil jusqu'aux nombreux points de passages informels situés dans le gouvernorat de Deraa, où ils sont réceptionnés par les militaires jordaniens, patrouillant jour et nuit le long de la frontière. De là, ils sont conduits vers des sites de collecte installés à proximité. Les personnes y sont alors « *catégorisées et traitées dans leur ordre de priorité : d'abord les personnes blessées et malades, ensuite les enfants, notamment les mineurs non accompagnés ou séparés, puis les personnes âgées et enfin la population adulte générale* » [Al-Kilani, 2014 : 30]. Des convois en bus permettent ensuite d'acheminer les nouveaux arrivants vers le stade de Ramtha¹³⁰, ou les camps de Cyber City¹³¹ et de Bashabshe¹³², tous ouverts au cours de cette période. Cette étroite canalisation des flux permet dès lors aux autorités du royaume de filtrer et de recenser beaucoup plus minutieusement les réfugiés lors de leur arrivée sur le territoire du royaume.

Face à l'augmentation croissante du nombre d'entrées, et afin d'alléger la pression sur les trois structures déjà existantes, le gouvernement décide de créer les camps de King Abdullah Park et de Zaatari. Ce dernier, situé dans le désert à la sortie de la ville de Mafraq, le long de la route menant vers l'Irak, est ouvert conjointement par le HCR et le gouvernement jordanien, le 28 juillet 2012. Au maximum de sa fréquentation, en avril 2013, il accueillait plus de 150 000 réfugiés. Sa population a progressivement diminué par la suite, pour se stabiliser aux alentours de 80 000 résidents, depuis la fin de l'année 2014. Au delà d'un simple espace d'installation, Zaatari constitue surtout un important outil de contrôle et de comptage des réfugiés pour les autorités jordaniennes. En effet, tous les nouveaux arrivants sont enregistrés par le HCR au moment de leur arrivée dans le camp,

129 UNHCR, 21/03/2012 « Regional Rapid Response plan to the Syrian crisis: Situation in Iraq ».

Rapport accessible via le site data.unhcr.org.

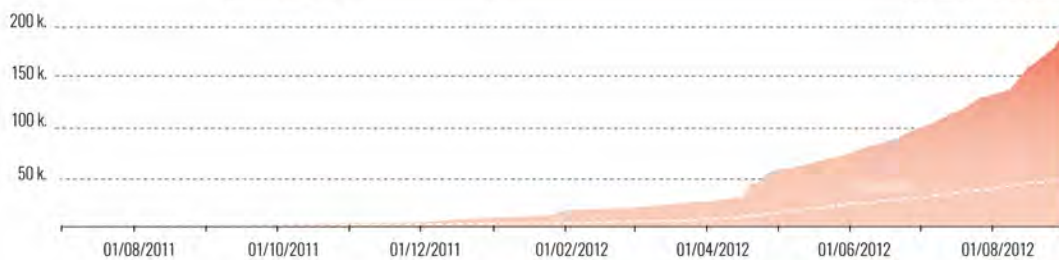
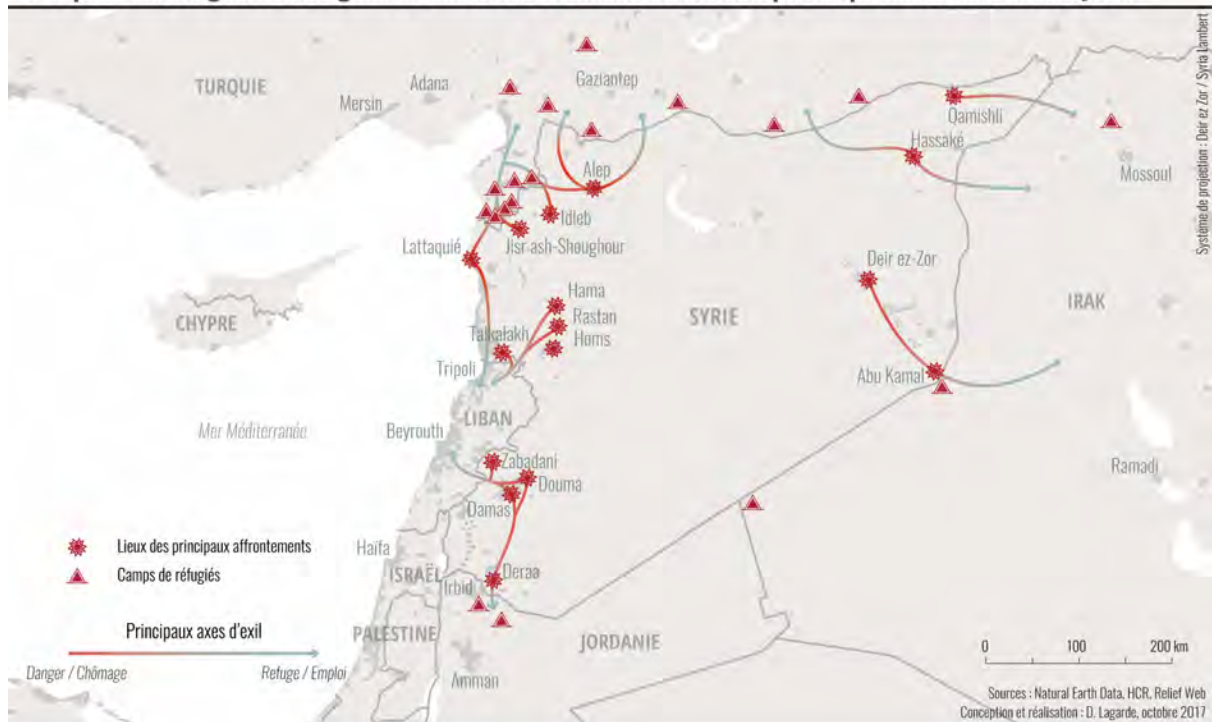
130 Ce dernier camp était destiné à accueillir uniquement des hommes seuls.

131 Le camp de Cyber-City a depuis été transformé en centre de rétention destiné à maintenir les réfugiés palestiniens de Syrie appréhendés à la frontière par les autorités jordaniennes qui refusent d'accueillir cette population sur son territoire. Pour plus d'informations sur les conséquences du conflit syrien sur les réfugiés palestiniens du Moyen-Orient, consulter l'article de Jalal Al Hussein et Kamel Dorai [2013].

132 Le camp de Bashabshe et le stade de Ramtha furent fermés dans la foulée de l'ouverture du camp de Zaatari [Roussel, 2015a].

permettant ainsi d'effectuer une meilleure estimation de la présence syrienne dans le pays. Durant les premières années suivant son ouverture, la majorité d'entre eux repartent assez rapidement pour s'installer ailleurs en Jordanie, soit de manière régulière, après avoir obtenu un permis officiel (*bail out*) et bénéficié de la garantie d'un ressortissant jordanien (*kafil*), soit clandestinement, avec l'aide des nombreux passeurs opérant aux abords du camp. Ce lieu constitue donc un point de transit commun à une majorité de réfugiés syriens de Jordanie, puisque depuis son ouverture, environ 400 000 personnes y seraient passées au moment de leur entrée dans le royaume¹³³.

Entre mars 2011 et l'été 2012
la répression sanglante du régime à l'encontre des manifestants marque les prémices de l'exode syrien



Évolution du nombre de réfugiés syriens enregistrés au HCR
en Égypte, Irak, Jordanie, Liban et Turquie
de juillet 2011 à septembre 2012

Carte 31 Flux de réfugiés vers les pays limitrophes de la Syrie entre mars 2011 et l'été 2012

133 Il est difficile d'estimer avec précision le nombre de réfugiés ayant transité par Zaatari. Les estimations que j'ai pu trouver varient dans une fourchette allant de 350 000 à 430 000 personnes.

3. Vers la fermeture hermétique des frontières jordaniennes

A partir de l'été 2012, la situation sécuritaire, politique et économique en Syrie va faire l'objet d'une dégradation soudaine et durable. Au cours des mois suivants, plusieurs dizaines de milliers de Syriens, en quête de conditions de vie plus stables, vont par conséquent quitter le pays pour rejoindre les États limitrophes. Le début de l'année 2013 va ensuite marquer une nouvelle recrudescence des violences, enfonçant inexorablement la Syrie dans la crise. L'exode n'aura alors de cesse de s'intensifier, en particulier en direction de la Jordanie, où près de 400 000 réfugiés sont enregistrés par le HCR entre les seuls mois de janvier et mai 2013. Afin d'éviter de passer par le poste frontière officiel de Nassib/Jabber, où les fonctionnaires syriens, et dans une moindre mesure jordaniens, exigent des bakchichs afin de laisser transiter les candidats au départ, un nombre croissant de personnes fait le choix d'entrer clandestinement dans le royaume. Dans l'espace frontalier syro-jordanien, l'intensité de ces circulations va entraîner la mise en réseau de lieux et d'acteurs, destinés à canaliser les mobilités des réfugiés. Néanmoins, cette augmentation exponentielle du flux va rapidement amener les autorités jordaniennes à renforcer leurs conditions d'entrée à l'encontre des personnes désireuses de s'installer dans le pays. Cette situation n'aura de cesse de se durcir par la suite, au point d'aller jusqu'à la fermeture hermétique des frontières du royaume, rendant l'entrée impossible à des dizaines de milliers d'individus cherchant à fuir les violences en Syrie.

- Accélération de l'exode à partir de l'été 2012

Le mois de juillet 2012 va marquer un tournant décisif dans l'évolution du conflit. Les centres-villes de Damas et d'Alep, restés jusqu'à présent relativement épargnés par les combats, deviennent à leur tour le théâtre de violents affrontements entre l'armée loyaliste et les rebelles de l'ASL¹³⁴. Les licenciements économiques et le nombre de victimes augmentent alors de manière tout à fait exponentielle, enfonçant chaque jour un peu plus le pays dans la crise. Cette soudaine dégradation de la situation fut à l'origine d'un nombre de départs sans précédents depuis le début de l'insurrection. En effet, durant le seul mois d'août 2012, 100 000 personnes quittent la Syrie, principalement pour la Jordanie et la Turquie¹³⁵. Au poste frontière syro-jordanien de Nassib/Jaber, les fonctionnaires syriens profitent de l'augmentation du nombre de départ pour tirer des bénéfices personnels de la situation. Afin de délivrer aux candidats à l'exil les autorisations de sortie nécessaires pour quitter le territoire¹³⁶, les douaniers exigent en effet qu'ils leur versent des bakchichs allant généralement de 100 à 200 JD¹³⁷. De l'autre côté de la frontière, les fonctionnaires jordaniens commencent quant à eux à refouler les hommes seuls, ainsi que les personnes se présentant avec des passeports vierges de toute preuve de séjour antérieur dans le royaume. Dans ces conditions, de plus en plus de réfugiés font le choix d'emprunter les routes alternatives contrôlées par les rebelles de l'ASL, et essentiellement empruntées jusqu'alors par les activistes recherchés par le gouvernement syrien, ainsi que par les personnes dépourvues de documents de voyage.

Au cours de l'automne et de l'hiver, les combats continuent d'évoluer en faveur de l'ASL, qui multiplie les victoires contre l'armée du régime¹³⁸. Au début de l'année 2013, après six mois d'affrontements intenses, les rebelles contrôlent ainsi des pans entiers du

134 Damien Cave & Hwaida Saad, 4/08/2012, « Intensified Syrian Fighting Reported in Battles for Damascus and Aleppo », *The New York Times*.

<http://www.nytimes.com/2012/08/05/world/middleeast/syrian-fighting-aleppo-and-damascus.html?mcubz=1>

135 David Kirkpatrick & al., 2/09/2012, « United Nations Says 100,000 Refugees Fled Syria in August », *The New York Times*. <http://www.nytimes.com/2012/09/05/world/middleeast/syria.html>

136 Parmi l'ensemble des Syriens que j'ai interrogés (y compris des personnes n'étant pas originaires de Deir Mqaren), ceux qui sont entrés légalement dans le pays entre juillet et octobre 2012 ont tous souligné les difficultés qu'ils ont rencontrées pour entrer par ce poste frontière. Certains d'entre eux ont attendu plus de 48 heures sur place ; tous ont dû payer un bakchich pour leur autorisation de sortie.

137 Environ 110 à 220€ à l'automne 2012.

138 Sauf mention contraire, les informations concernant l'évolution des combats en Syrie mentionnés à partir de cette date proviennent des rapports publiés par l'ONG ACAPS, disponibles en ligne à l'adresse suivante : <https://www.acaps.org/>

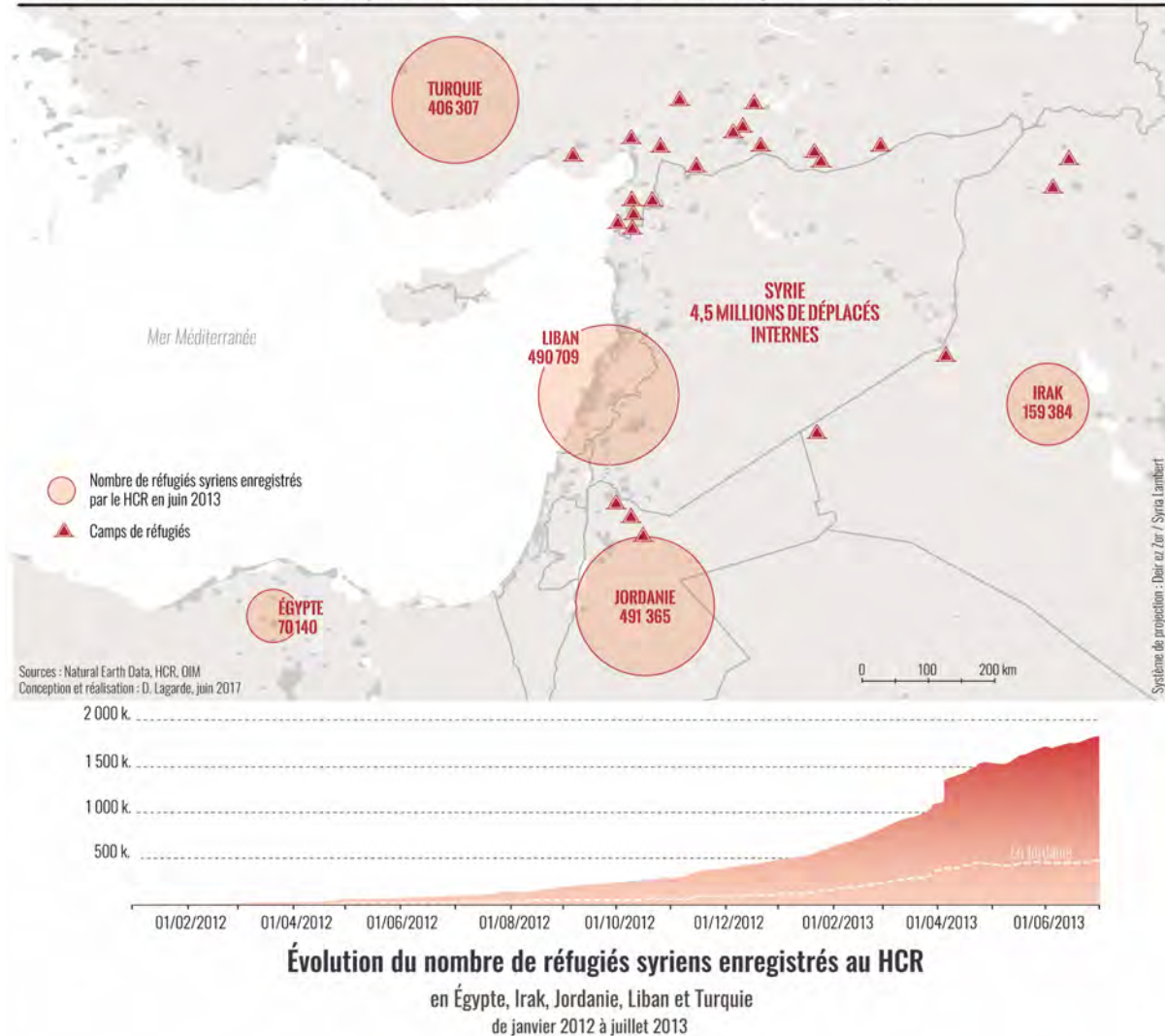
territoire national dans les gouvernorats d'Alep et d'Irbid, près de la frontière turque, ainsi que dans celui de Hama, au centre du pays. Dans la province de *Rif-Dimashq*, les villes de Daraya, Douma, Harasta et Arbin passent elles-aussi entièrement sous le contrôle de l'ASL. C'est également le cas de plusieurs quartiers de Deraa et de villages situés dans le reste du gouvernorat éponyme. L'opposition contrôle également une longue bande de territoire allant du village de Mzerib à l'est, jusqu'au plateau du Golan à l'ouest, lui donnant ainsi un accès stratégique afin de s'approvisionner en matériel via le territoire jordanien. En réponse à ces nombreuses pertes territoriales, au cours des mois suivants, les forces loyalistes multiplient les attaques terrestres et aériennes sur les positions contrôlées par les rebelles, y compris sur des zones peuplées de civils notamment à Homs, Deraa, et dans les quartiers périphériques d'Alep et de Damas, provoquant des déplacements de population massifs. A l'époque Haut Commissaire aux réfugiés des Nations-Unies, Antonio Guterres affirmait que durant les mois de février, mars et avril 2013, 8 000 Syriens franchissaient quotidiennement les frontières de leur pays pour trouver refuge à l'étranger¹³⁹. En l'espace de dix mois seulement, entre août 2012 et juin 2013, l'intensification des combats en Syrie amène au total près de 1,4 millions de réfugiés supplémentaires à s'enregistrer dans les principaux États d'accueil au Moyen-Orient. Au cours de l'été 2013, le total des exilés syriens dans la région s'élève ainsi à plus de 1,6 millions de personnes. La Jordanie et le Liban représentent alors les deux premiers pays d'accueil, avec plus de 490 000 réfugiés enregistrés dans chacun de ces deux États, suivis par la Turquie (406 000), l'Irak (160 000) et l'Égypte (70 000)¹⁴⁰.

139 Martin Chulov, 19/04/2013 « Half of Syrian population 'will need aid by the end of year' », *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/world/2013/apr/19/half-syrian-population-aid-year>

140 Chiffres en date de la fin du mois de juin 2013, disponibles sur le site data.unhcr.org, à la page *Syria Regional Refugee Response*.

Entre juillet 2012 et juin 2013

le durcissement du conflit provoque un exode massif de Syrie vers les pays limitrophes



Carte 32 Répartition des réfugiés syriens au Moyen-Orient en juin 2013

En Jordanie, le pic des arrivées fut atteint au cours des cinq premiers mois de l'année 2013. Durant cette période, près de 370 000 personnes ont été enregistrées par le HCR dans le royaume¹⁴¹. Les entrées s'effectuent à ce moment là quasi-exclusivement¹⁴² via les points de passage informels situés du côté occidental de la frontière, avec la collaboration de l'ASL. L'intensité des circulations, engendrée par ces déplacements massifs de population, amène les réfugiés à transiter par un ensemble de lieux, au sein desquels une multitude d'acteurs différents coopèrent pour leur permettre de fuir les combats et la répression du régime. Au cours des entretiens, en particulier avec des personnes n'étant pas originaires de Deir Mqaren et ne disposant pas toujours des

¹⁴¹ Chiffre correspondant au nombre de réfugiés enregistrés entre le 1^{er} janvier et le 30 mai 2013. En plus des Syriens arrivés en Jordanie au cours de cette période, celui-ci comprend également plusieurs (dizaines de) milliers de réfugiés déjà présents dans le royaume avant cette date, mais jusqu'alors non inscrits auprès des services de l'ONU.

¹⁴² Si le poste frontière de Nassib/Jaber est officiellement fermé à la circulation depuis dix mois d'avril 2015, depuis l'hiver 2013, seuls quelques rares Syriens, disposant de wasta-s, ou en mesure de payer d'importants bakchichs aux employés de la frontière, arrivent encore à entrer en Jordanie par ce lieu.

relations susceptibles de faciliter leurs mobilités, j'ai été frappé par le nombre d'anonymes venant en aide aux réfugiés sur la route, afin de faciliter leur progression jusqu'à la frontière jordanienne. Durant les deux premières années de l'exode syrien, chauffeurs de taxi, opposants politiques, habitants des villages frontaliers, combattants de l'ASL - pour la plupart animés par de simples sentiments altruistes - ont constitué les principaux protagonistes des passages « clandestins » vers la Jordanie. L'intensité de ces mobilités ont également favorisé la mise en réseau de lieux, devenant autant de points d'ancrage d'un espace transfrontalier réticulaire, existant uniquement par et pour ces circulations [Brachet, 2005 ; Bredeloup et Pliez, 2005]. A ce moment là, l'ASL disposait d'un rôle primordial dans le fonctionnement de ce système. En effet, ce sont les rebelles qui étaient chargés d'acheminer les réfugiés sur la dernière partie de leur voyage, généralement depuis les quartiers libérés de la ville de Deraa et les villages environnants. De là, leurs convois empruntaient des itinéraires fluctuant au gré de l'évolution des combats, pour aller rejoindre les nombreux points de passages informels situés à l'ouest et au sud de Deraa, en particulier près des localités de Tal Shihab, al-Taebah et Heet.

**Passages irréguliers et encadrement des réfugiés
à la frontière syro-jordanienne entre 2011 et juillet 2013**



Un réseau de lieux permettant d'encadrer la circulation des Syriens dans le sud de la Syrie et le nord de la Jordanie

- | | |
|---|---|
| Principaux points de regroupement des réfugiés | Centre d'enregistrement du HCR (ouvert en juillet 2013) |
| Centre de rétention pour les réfugiés palestiniens de Syrie | Camp de réfugiés |

Topographie de la zone frontalière syro-jordanienne

- | | |
|--|--------------------|
| Postes frontalières officiels | Autoroute |
| Tracé de la frontière | Routes principales |
| Zones de passage irrégulier des réfugiés | Cours d'eau |

Carte 33 Encadrement des passages de réfugiés dans le sud de la Syrie entre 2011 et juillet 2013

- Durcissement de la position jordanienne

Canalisation des flux de réfugiés

En mai 2013, lors du Forum économique de la Mer Morte, les autorités jordanienes estiment avoir atteint leur capacité maximale « d'absorption » de réfugiés. Elles prennent alors la décision de fermer la frontière occidentale, afin de limiter l'entrée de nouveaux Syriens dans le pays. Pour ce faire, le gouvernement intime l'ordre à l'ASL de stopper l'organisation des passages, et de créer des zones tampon afin d'empêcher les candidats à l'exil d'accéder au territoire du royaume par leurs propres moyens. Même si publiquement, la Jordanie réaffirme sa volonté de continuer à accueillir massivement les Syriennes et les Syriens en quête d'un refuge, dans les faits, on assiste à un effondrement du nombre d'entrées. Après les milliers d'arrivées quotidiennes observées depuis janvier, à la fin mai, leur nombre est quasiment tombé à zéro. De nombreux candidats à l'exil se sont ainsi retrouvés bloqués de l'autre côté de la frontière, dans des zones en proie à des bombardements intenses de l'armée loyaliste, qui, avec l'aide des pasdarans iraniens et de combattants du Hezbollah libanais, a réussi à reprendre le contrôle de plusieurs localités stratégiques du gouvernorat de Deraa¹⁴³. Début juin, ces quelques centaines de personnes sont finalement autorisées à entrer. D'autres réfugiés parviennent également à rallier la frontière depuis l'intérieur de la Syrie jusqu'à la fin du mois, malgré d'importantes difficultés de circulation, engendrées par les combats et les pertes territoriales de l'ASL dans le sud du pays.

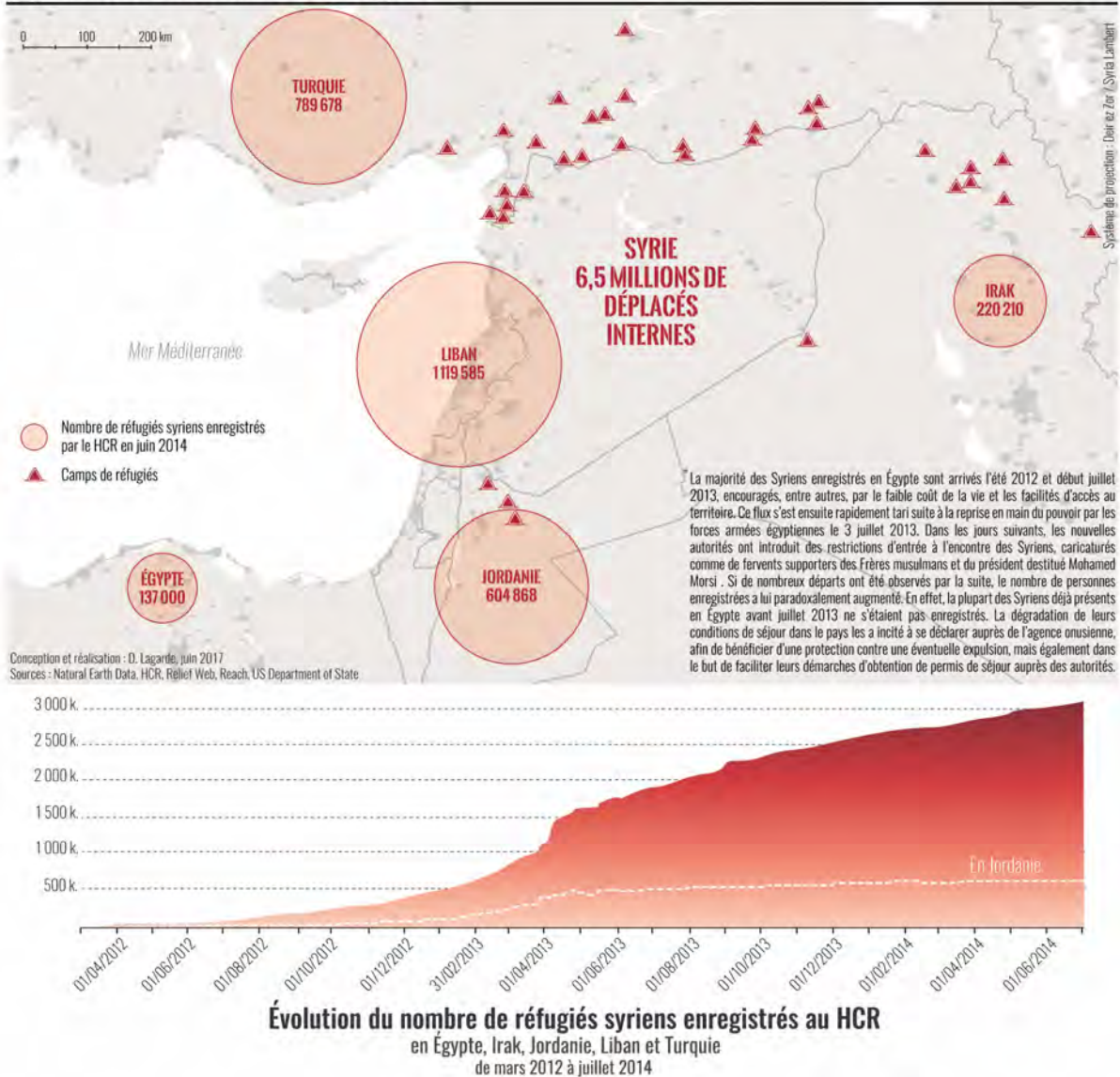
Au tout début de l'été 2013, afin de tarir le maigre flux de réfugiés réussissant encore à entrer dans le pays en passant par l'ouest de la frontière, les autorités jordanienes bloquent définitivement les points de passages informels du Hauran. Cette nouvelle configuration - conjuguée aux nombreuses pertes territoriales subies au cours des mois précédents - amène l'ASL à stopper la coordination des passages du côté syrien de la frontière. Dès lors, les personnes désireuses de se rendre en Jordanie sont contraintes de rallier les points de passage de Rukban et Hadalat, situés plus à l'est en direction de l'Irak, et constituant désormais les ultimes portes d'entrées du royaume encore entrouvertes aux réfugiés. Toutefois, cet itinéraire les oblige à entreprendre un périple beaucoup plus long et plus dangereux à travers le désert de Syrie. Pour cela, les candidats à l'exil ont recours à des passeurs familiers du désert, qui les aident à se

¹⁴³ Informations obtenues dans le cadre d'un entretien réalisé en novembre 2015 avec un haut fonctionnaire d'une ambassade étrangère en Jordanie.

rapprocher de la frontière moyennant une importante rémunération. Du fait des difficultés qu'implique ce voyage, le nombre de nouvelles arrivées s'effondre rapidement. Les quelques centaines de personnes qui arrivent malgré tout à entrer chaque jour en Jordanie sont accueillies dans des bungalows, installés par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) aux points de passages de Rukban et Hadalat. Les réfugiés sont ensuite transférés vers des centres de transit situés à proximité de la frontière, en attendant leur transfert vers le camp de Zaatari, organisé par l'Organisation internationale des migrations (OIM). En septembre 2013, les autorités jordaniennes et le HCR ouvrent ensuite le centre d'enregistrement de Rabaa al-Sahran, situé au nord de Zaatari, dans la province de Mafraq. Depuis cette date, c'est ici que sont enregistrées les personnes entrées en Jordanie de manière irrégulière par le nord-est du pays. L'application de ces différentes mesures laisse alors entrevoir les prémices d'une gestion beaucoup plus sécuritaire de la frontière et de l'accueil des réfugiés. En effet, après avoir mené une politique migratoire particulièrement généreuse envers les Syriens, la Jordanie va définitivement fermer ses portes à cette population au cours de l'année suivante.

Le nombre de départs en direction des pays limitrophes ne montre pourtant aucun signe d'affaiblissement. Alors que la Russie, l'Iran et le Hezbollah libanais assurent la survie économique et militaire du régime, tout en lui permettant de reprendre le contrôle de localités stratégiques du territoire national, plusieurs groupes islamistes - souvent formés d'importants contingents de combattants étrangers - s'imposent comme des protagonistes majeurs du conflit, renvoyant progressivement l'ASL au rang d'acteur marginal. A mesure que la guerre s'internationalise, la répression s'intensifie et accentue la fragmentation du territoire syrien. Pour reconquérir les zones tenues par les différents groupes d'opposition, l'armée d'al-Assad adopte une stratégie militaire consistant à larguer des tapis de bombes sur des villes et des villages peuplés de civils, jusqu'à ce que les groupes armés qui s'y trouvent s'en retirent [Vignal, 2016]. Cette stratégie meurtrière donne lieu à des destructions de grande ampleur, alimentant toujours plus l'intensité des flux de réfugiés vers les pays limitrophes. Au mois de juin 2014, le nombre de Syriens enregistrés auprès du HCR dans les cinq principaux États d'accueil au Moyen-Orient avoisinait les 2,9 millions de personnes. Parmi eux, c'est le Liban qui a observé la plus forte hausse du nombre d'entrées entre les étés 2013 et 2014. Au total, environ 1 120 000 réfugiés résidaient dans ce pays au début de l'été 2014 ; un chiffre correspondant à près de 25% du nombre total d'habitants.

En 2014, les pays du Moyen-Orient, Liban en tête, continuent de faire face à une augmentation exponentielle du nombre de réfugiés



Carte 34 Répartition des réfugiés syriens au Moyen-Orient en juin 2014

Vers une fermeture hermétique des frontières du royaume

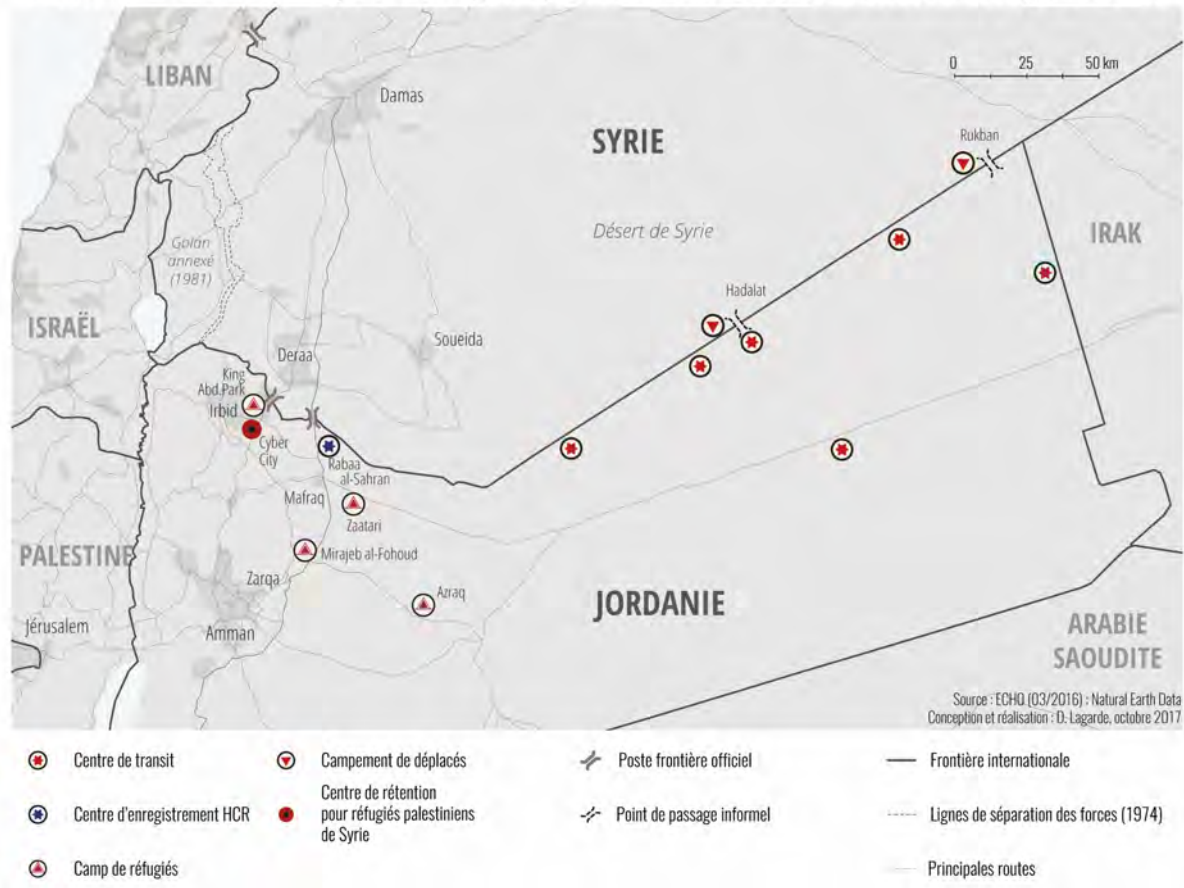
Au printemps 2014, l'inexorable dégradation des conditions de sécurité en Syrie et en Irak incite le gouvernement jordanien à renforcer encore un peu plus la sécurisation de ses frontières orientales et septentrionales « *au moyen de tranchées, de barrières et de tours de garde financées par les États-Unis* » [Ababsa, 2015 : 82]. Un nouveau cap est encore franchi en juin 2014, au moment où l'organisation État Islamique (EI) s'empare de la ville irakienne de Mossoul. Dès le début du mois de juillet, sous prétexte de voir des éléments terroristes s'infiltrer dans les flux de réfugiés, les autorités du royaume limitent drastiquement les entrées par les points de passage de Rukban et Hadalat. Dans le *no man's land* séparant les deux pays, cette mesure entraîne la constitution de campements de

déplacés, composés de tentes « bricolées » par les habitants des lieux au moyen de couvertures distribuées par l'armée jordanienne et des maigres biens emportés avec eux dans leur fuite. La situation sanitaire y est jusqu'à l'heure actuelle tout à fait effroyable. En effet, les autorités jordaniennes empêchant les organisations humanitaires de pénétrer dans cette zone militaire, l'accès à la nourriture, à l'eau potable et aux soins y est extrêmement limité¹⁴⁴. Les candidats à l'exil maintenus à Hadalat et Rukban sont contraints de patienter dans ces conditions parfois pendant plusieurs mois, dans l'attente d'obtenir un hypothétique « feu vert » leur permettant de passer la frontière. En effet, seules quelques dizaines de réfugiés en moyenne sont autorisés à entrer chaque jour en Jordanie. Une fois sur le territoire, les nouveaux arrivants sont dirigés vers des centres de transit contrôlés par les autorités jordaniennes, gérés par le CICR, et tous situés dans des zones désertiques du nord-est du royaume (très) difficilement accessibles, y compris aux acteurs de l'aide humanitaire. Les réfugiés séjournent généralement dans ces lieux pour des périodes allant de deux à dix jours, le temps que les services de sécurité les interrogent à plusieurs reprises afin de s'assurer qu'ils ne présentent aucune menace pour la sécurité du royaume. Les personnes sans papiers d'identité, celles déjà entrées en Jordanie depuis le début de la crise, ou encore les hommes seuls en âge de combattre, sont systématiquement refoulés vers la Syrie. Les réfugiés autorisés à séjourner dans le royaume sont ensuite transférés vers le centre d'enregistrement de Rabaa al-Sahran. De là, ils sont conduits jusqu'au camp d'Azraq¹⁴⁵, ouvert en avril 2014 au milieu du désert, à quelques dizaines de kilomètres de la ville du même nom. Une fois à l'intérieur, ils ne peuvent légalement quitter ce lieu pour s'installer ailleurs en Jordanie qu'après l'obtention d'autorisations délivrées de manière discrétionnaire et tout à fait exceptionnelle.

144 En septembre 2016, l'ONG Amnesty International a tenté d'alerter l'opinion publique internationale en publiant un rapport sur les conditions de vie dans lesquelles étaient maintenues à l'époque les 75 000 réfugiés piégés dans cette zone. Ce document est consultable en ligne à l'adresse suivante : <https://www.amnesty.fr/presse/frontiere-jordano-syrienne.-75-000-refugies-pieges>

145 Le camp d'Azraq a été ouvert conjointement par le HCR et les autorités jordaniennes en avril 2014, afin d'accueillir les Syriens arrivés dans le pays du côté oriental de la frontière avec la Syrie. Les réfugiés installés en dehors des camps en Jordanie et arrêtés alors qu'ils travaillent sans permis y sont également envoyés et maintenus de force, faisant ainsi d'Azraq une sorte de centre de rétention qui ne dit pas son nom. D'une capacité de 52 000 personnes, environ 33 000 Syriens y résidaient à l'été 2016.

Lieux de transit et camps de réfugiés syriens dans le nord de la Jordanie depuis 2014

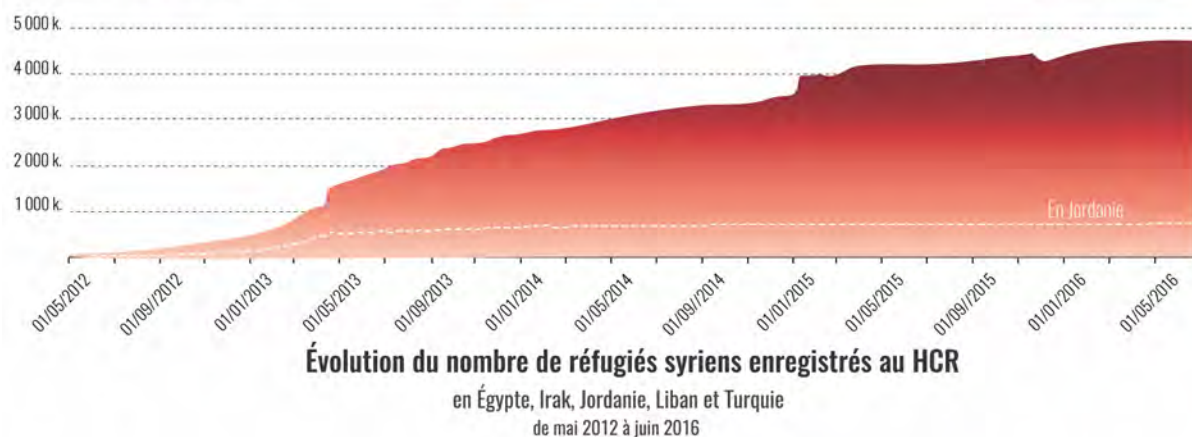
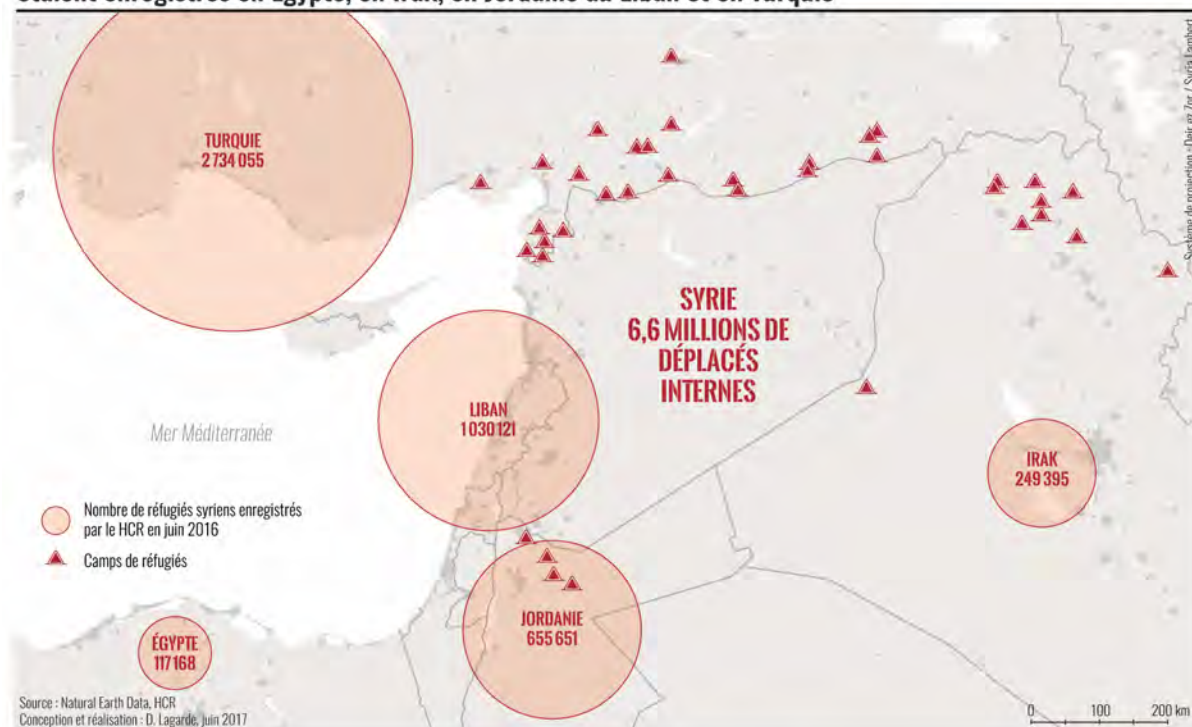


Carte 35 Dispositif de réception des réfugiés dans le nord de la Jordanie

Sur le plan comptable, le durcissement de la position jordanienne s'est traduit par un effondrement du nombre de nouvelles arrivées. Sur une période de deux ans, s'étalant de juillet 2014 - au moment de la prise de décision du gouvernement de diminuer drastiquement les passages via les sites de Rukban et Hadalat - jusqu'à l'été 2016, seuls 55000 nouveaux réfugiés ont été enregistrés par les services du HCR en Jordanie¹⁴⁶. La progression de l'EI dans l'est de la Syrie, conjuguée, depuis septembre 2015, à l'intervention militaire russe - principalement destinée à aider le régime syrien à reprendre le contrôle de l'ouest du territoire national - ont pourtant largement contribué à alimenter les flux de réfugiés en direction des pays limitrophes. En effet, à l'échelle régionale, le nombre d'exilés n'a cessé de croître depuis l'été 2014, au point d'avoisiner les 5 millions de personnes deux ans plus tard. Si les chiffres sont restés relativement stables en Jordanie et en Irak, ils ont légèrement baissé en Égypte et au Liban. En Turquie en revanche, le nombre de réfugiés a littéralement explosé, passant de près de 790 000 personnes à l'été 2014, à plus de 2,7 millions deux ans plus tard ! Il faut également ajouter à ce triste décompte les 6,6 millions de déplacés à l'intérieur de la Syrie.

¹⁴⁶ Chiffre calculé sur la période allant du début du mois de juillet 2014 au début du mois de juin 2016. Statistiques disponibles sur le site data.unhcr.org, à la page *Syria Regional Refugee Response*, dans l'onglet *Jordanie*.

En juin 2016, près de 5 millions de Syriens étaient enregistrés en Égypte, en Irak, en Jordanie au Liban et en Turquie



Carte 36 Répartition des réfugiés syriens au Moyen-Orient en juin 2016

Jusqu'à l'été 2016, l'exode syrien en Jordanie peut être divisé en trois grandes phases distinctes. La première court du mois de mars 2011 à la fin de l'année 2012. Elle correspond à une augmentation progressive mais soutenue du nombre d'arrivées. S'ensuit jusqu'à la mi-2013 une phase d'augmentation soudaine et exponentielle. Celle-ci est principalement liée à l'enlisement du conflit, ainsi qu'à une forte dégradation des conditions des conditions de vie et de sécurité en Syrie. Sur le plan comptable, elle peut aussi s'expliquer par une meilleure prise en compte statistique des Syriennes et des Syriens déjà exilés dans le royaume, mais qui ne s'étaient jusqu'à présent pas encore enregistrés auprès des services de l'ONU. Enfin, depuis l'été 2013 et la fermeture de la frontière

occidentale, les chiffres se sont progressivement stabilisés. Le nombre de réfugiés continue certes d'augmenter légèrement, mais cette hausse reste très marginale comparée aux deux phases précédentes. C'est en particulier le cas depuis juillet 2014, moment où le gouvernement jordanien a adopté une approche profondément sécuritaire de sa gestion du dossier syrien. Comme l'ont déjà souligné plusieurs auteurs, dès lors que les réfugiés sont perçus comme une potentielle menace à l'ordre public par les autorités des pays d'accueil, ces dernières font souvent appel à des mesures d'encampement et de ségrégation spatiale, afin de contrôler étroitement les mouvements et les activités de ces populations à l'intérieur de leur territoire national [Jacobsen, 1996 ; Kibreab, 2007]. La Jordanie n'a pas échappé à cette tendance. En effet, après avoir inauguré les deux immenses camps de Zaatari et d'Azraq, le gouvernement jordanien a également ouvert plusieurs centres de transit dans le nord-ouest du royaume, à partir desquels se sont multipliés les refoulements vers la Syrie. Malgré tout, la conséquence la plus dramatique du renforcement des politiques migratoires jordaniennes à l'encontre des Syriens reste sans conteste le développement des deux campements de déplacés situés dans le *no man's land* séparant la Syrie de la Jordanie. D'espaces de transit informels et auto-construits par les réfugiés, ces lieux se sont rapidement transformés en des camps *de facto*, rendant l'entrée dans le royaume hachémite impossible à des dizaines de milliers de personnes en quête d'un refuge ; alors que plusieurs dizaines d'autres sont déjà mortes de maladies liées aux terribles conditions sanitaires qui règnent à Rukban et Hadalat.

De la mécanique GLOBALE des flux entre Deir Mqaren et la Jordanie depuis le début de l'insurrection syrienne en 2011 jusqu'à la fin de l'année 2014

Entrer par voie aérienne



Passer par les postes frontières terrestres

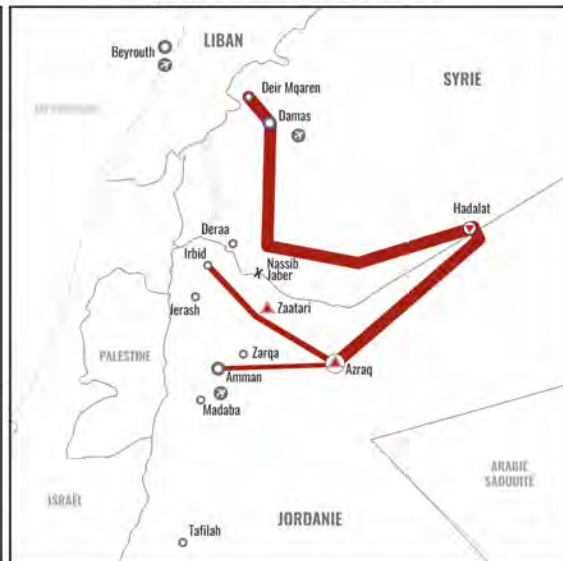


Emprunter des itinéraires «clandestins»...

...du côté occidental de la frontière



...du côté oriental de la frontière



Cette série de cartes a été réalisée sur la base d'informations collectées sur un échantillon composé de 125 personnes en provenance de Deir Mqaren, qui ont soit été interrogées directement, soit dont les informations concernant les détails de leur voyage ont été collectées par l'intermédiaire de leurs proches (famille, amis, parents).

D'après les enquêtes, les entrées «régulières» ont dans la majorité des cas été rendues possibles contre le versement d'un bakchich aux employés des postes frontières syriens et/ou jordaniens de l'aéroport Queen Alia d'Amman et du poste frontière de Nassib/Jaber.

Nombre de personnes ayant emprunté cet axe



Conditions de voyages

Rapides et sûrs Longues et dangereuses



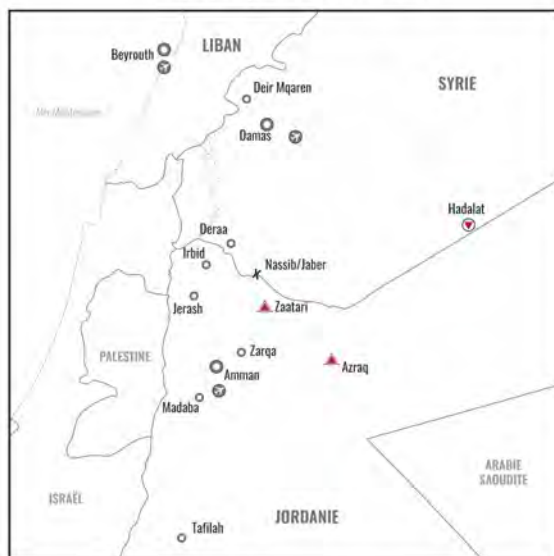
0 50 100 km

Conception et réalisation : D. Logard, juin 2017
Source : Entretiens Jordanie (2014, 2015)

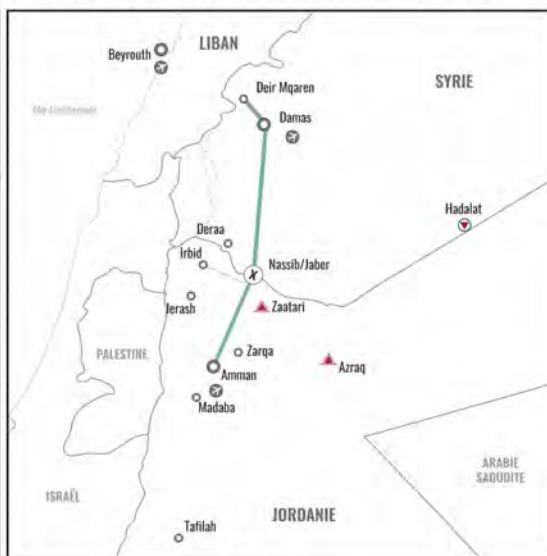
Carte 37 Flux globaux entre Deir Mqaren et la Jordanie

De la mécanique des flux INFANTILES entre Deir Mqaren et la Jordanie depuis le début de l'insurrection syrienne en 2011 jusqu'à la fin de l'année 2014

Entrer par voie aérienne

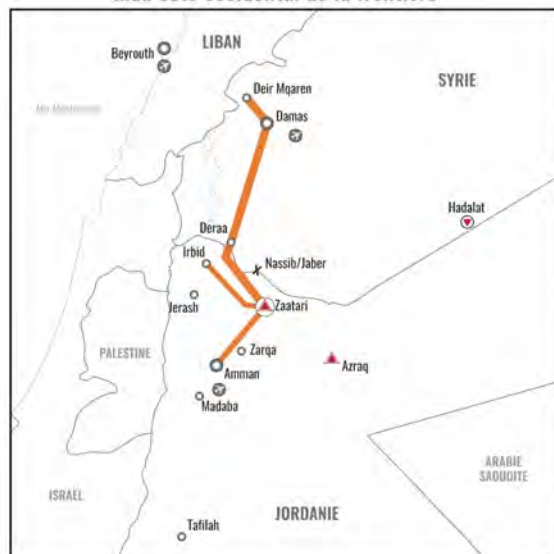


Passer par les postes frontières terrestres

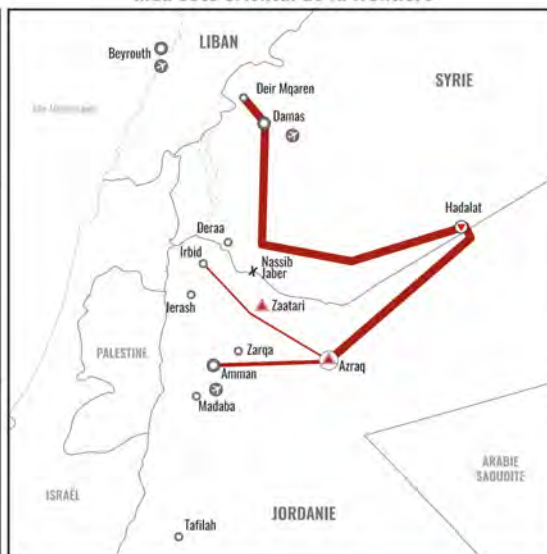


Emprunter des itinéraires «clandestins»...

...du côté occidental de la frontière



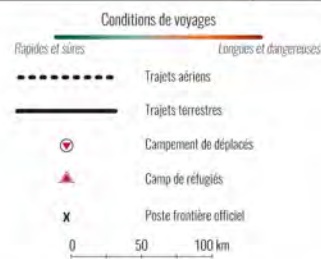
...du côté oriental de la frontière



Cette série de cartes a été réalisée sur la base d'informations collectées sur un échantillon composé de 125 personnes en provenance de Deir Mqaren, qui ont soit été interrogées directement, soit dont les informations concernant les détails de leur voyage ont été collectées par l'intermédiaire de leurs proches (famille, amis, parents).

D'après les enquêtes, les entrées «régulières» ont dans la majorité des cas été rendues possibles contre le versement d'un bakchich aux employés des postes frontières syriens et/ou jordaniens de l'aéroport Queen Alia d'Amman et du poste frontière de Nassib/Jaber.

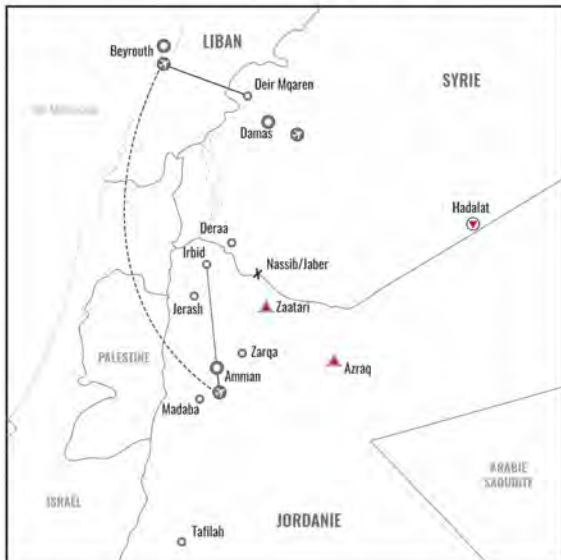
Conception et réalisation : O. Lagarde, juin 2017
Source : Entretiens Jordanie (2014, 2015)



Carte 38 Flux infantiles entre Deir Mqaren et la Jordanie

De la mécanique des flux FÉMININS entre Deir Mqaren et la Jordanie depuis le début de l'insurrection syrienne en 2011 jusqu'à la fin de l'année 2014

Entrer par voie aérienne

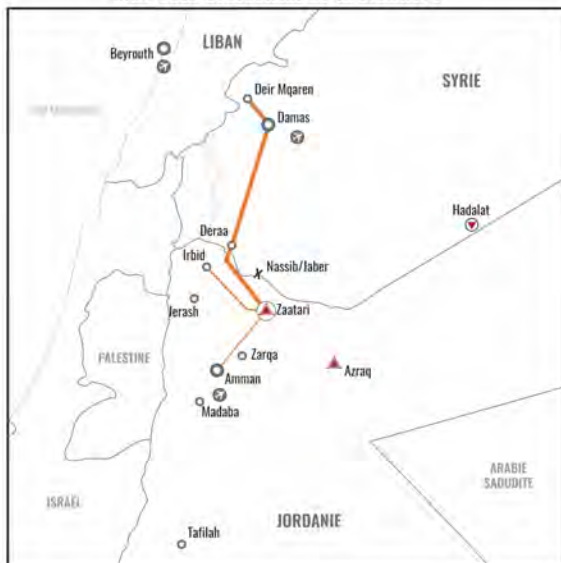


Passer par les postes frontières terrestres

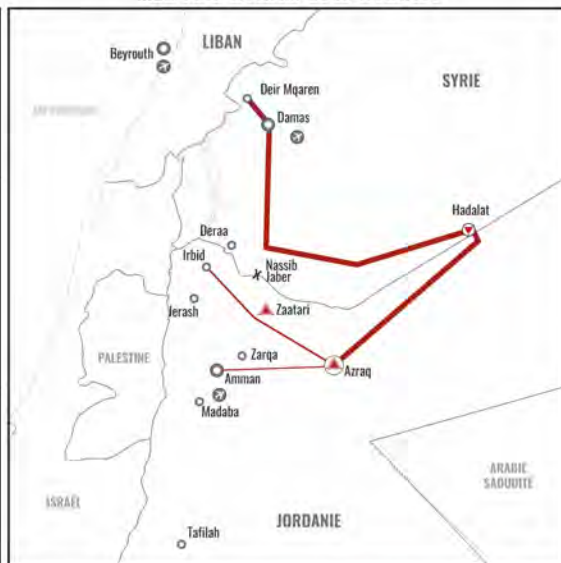


Emprunter des itinéraires «clandestins»...

...du côté occidental de la frontière



...du côté oriental de la frontière



Cette série de cartes a été réalisée sur la base d'informations collectées sur un échantillon composé de 125 personnes en provenance de Deir Mqaren, qui ont soit été interrogées directement, soit dont les informations concernant les détails de leur voyage ont été collectées par l'intermédiaire de leurs proches (famille, amis, parents).

D'après les enquêtes, les entrées «régulières» ont dans la majorité des cas été rendues possibles contre le versement d'un bakchich aux employés des postes frontières syriens et/ou jordaniens de l'aéroport Queen Alia d'Amman et du poste frontière de Nassib/Jaber.

Conception et réalisation : O. Legrand, juin 2017
Source : Enquêtes, Jordanie (2014, 2015)

Nombre de personnes ayant emprunté cet axe



Conditions de voyages

Rapides et sûres Longues et dangereuses

----- Trajets aériens

----- Trajets terrestres

⊙ Campement de déplacés

▲ Camp de réfugiés

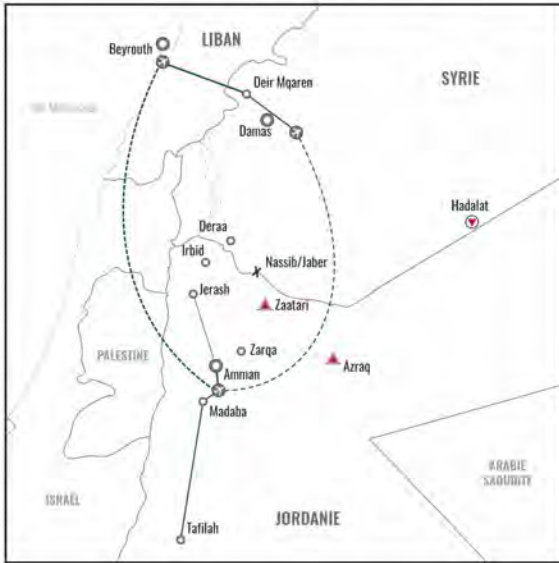
X Poste frontière officiel

0 50 100 km

Carte 39 Flux féminins entre Deir Mqaren et la Jordanie

De la mécanique des flux MASCULINS entre Deir Mqaren et la Jordanie depuis le début de l'insurrection syrienne en 2011 jusqu'à la fin de l'année 2014

Entrer par voie aérienne



Passer par les postes frontières terrestres

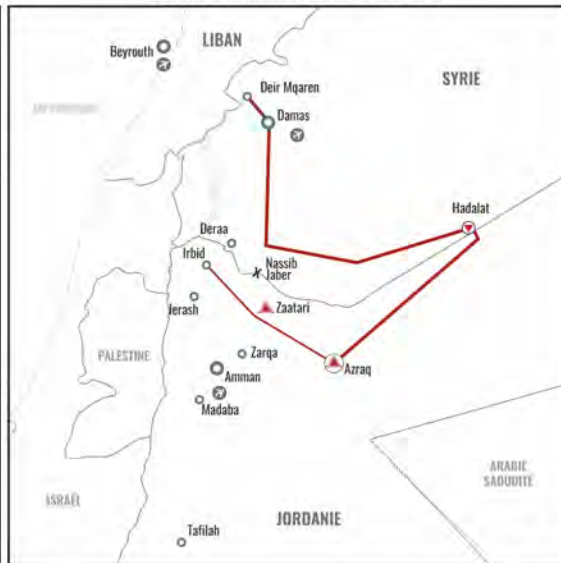


Emprunter des itinéraires «clandestins»...

...du côté occidental de la frontière



...du côté oriental de la frontière



Cette série de cartes a été réalisée sur la base d'informations collectées sur un échantillon composé de 125 personnes en provenance de Deir Mqaren, qui ont soit été interrogées directement, soit dont les informations concernant les détails de leur voyage ont été collectées par l'intermédiaire de leurs proches (famille, amis, parents).

D'après les enquêtes, les entrées «régulières» ont dans la majorité des cas été rendues possibles contre le versement d'un bakchich aux employés des postes frontières syriens et/ou jordaniens de l'aéroport Queen Alia d'Amman et du poste frontière de Nassib/Jaber.

Nombre de personnes ayant emprunté cet axe



Conditions de voyages

Rapides et sûres Longues et dangereuses



Conception et réalisation : O. Legrand, juin 2017
Source : Enquêtes Jordanie (2014, 2015)

Carte 40 Flux masculins entre Deir Mqaren et la Jordanie

CHAPITRE 6

DÉCRYPTER LA MÉCANIQUE DES FLUX DE RÉFUGIÉS

Depuis le début de l'insurrection syrienne, il est possible de distinguer deux principales phases d'exode au départ du village de Deir Mqaren, basées sur des temporalités et des motivations distinctes. Tout au long de l'année 2012, jusqu'au début de l'année suivante, une première vague de départ a lieu vers le royaume hachémite. N'étant plus en mesure de multiplier les allers-retours entre la Jordanie et leur pays d'origine du fait des difficultés de circulation croissantes auxquelles ils sont confrontés dans le sud de la Syrie, des hommes, seuls ou accompagnés de leurs familles, vont s'installer dans les villes du royaume hachémite où ils avaient jusqu'à présent l'habitude de séjourner de manière temporaire, dans le cadre de leurs voyages commerciaux. Comme l'illustre la série de cartes placée en exergue de ce chapitre, basée sur un échantillon de 125 individus originaires de Deir Mqaren, une majorité d'habitants du village seraient entrés légalement en Jordanie au cours de l'année 2012, *via* le poste frontière officiel de Nassib/Jaber. Parmi eux, un nombre (très) restreint de personnes est également arrivé par voie aérienne, en partant des aéroports de Beyrouth et Damas¹⁴⁷. Les personnes ayant choisi cette option sont tous des adultes, ayant voyagé seuls. Durant cette période, les colporteurs familiers du système de vente ambulante vont également favoriser l'arrivée de personnes en provenance du village ayant perdu leur emploi en Syrie, du fait de la crise économique qui touche de plus en plus durement l'ensemble de la société. D'autres habitants de Deir Mqaren - encore très minoritaires - quittent également le pays à ce moment-là en raison

¹⁴⁷ Depuis le mois de mai 2014, les Syriens ne disposant pas de permis de résidence en Jordanie ne sont plus autorisés à entrer dans le royaume par l'aéroport d'Amman.

des menaces sécuritaires générées par le conflit.

A partir de 2013, on assiste ensuite à une phase de regroupements familiaux, au cours de laquelle des femmes rejoignent leurs maris partis travailler dans les principales villes du royaume au cours des mois précédents. Nous verrons que quelques rares hommes se greffent également à ces flux. Au delà des seuls facteurs familiaux, la dégradation des conditions de vie en Syrie, ainsi que l'amenuisement des perspectives d'amélioration de la situation politique et sécuritaire, motivent l'essentiel de ces départs. La plupart d'entre eux ont eu lieu au cours du premier semestre de l'année 2013. Le renforcement des conditions d'accès au territoire jordanien a alors contraint les habitants du village souhaitant se rendre dans le royaume hachémite à emprunter des itinéraires détournés. Ceux entrés avant le mois de juillet sont passés par les points de passage informels situés du côté occidental de la frontière, tandis que ceux ayant entrepris leur voyage après cette date ont transité par Hadalat, ultime porte d'entrée du royaume situés plus à l'est, en direction de la frontière irakienne. Les cartes figurant plus haut dans le texte illustrent également le fait que les femmes et les enfants ont été bien plus nombreux que les hommes à entrer « clandestinement » en Jordanie.

Si la mobilité entre la Syrie et la Jordanie a longtemps été entretenue par l'existence d'un différentiel économique et structurée autour de divers réseaux liant entre eux ces territoires, le déclenchement du conflit, puis son installation dans la durée, ont graduellement changé la nature de la frontière syro-jordanienne. D'un espace d'échanges ouvert à la circulation des flux de personnes et de marchandises avant le début de l'insurrection, depuis 2012, ce sont essentiellement les aspects humanitaires et sécuritaires qui dictent les orientations politiques liées à sa gestion. J'entends donc éclairer ces mutations au prisme de l'augmentation des violences en Syrie et des flux de réfugiés au Moyen-Orient, afin de mesurer les conséquences de ces événements « *sur les pratiques du passage et sur les ajustements qu'elles impliquent, dans les parcours comme dans les relations sociales* » [Bontemps et Puig, 2015 : 8]. En partant de l'étude des récits de vie d'individus en mouvement, je chercherai à montrer que les frontières étatiques, même fortement militarisées, ne constituent pas seulement le lieu de rapports de force et de séparation des populations, mais qu'elles produisent aussi « *des formes particulières d'espace, ainsi que des processus spatiaux et des relations sociales en constante recomposition* » [Bontemps et al., 2015 : 3].

Après m'être attaché dans la deuxième partie de la thèse à décrire le processus de formation et les mécanismes de fonctionnement du « système de mobilité » des colporteurs de Deir Mqaren, il s'agira à présent de s'intéresser à l'effet des réseaux sociaux sur les modalités d'accès à la mobilité des habitants du village, dans un contexte de crise. Si plusieurs auteurs ont mentionné l'importance des structures familiales, tribales, professionnelles, sur les dynamiques de polarisation des flux et d'installation des réfugiés syriens dans les villes et les villages du nord de la Jordanie [Roussel, 2015a ; Ababsa, 2015 ; Jaber, 2017], rares sont ceux qui se sont attachés à les analyser plus en détail [Becquart, 2014]. Depuis le début du conflit, le « système de mobilité » qui s'est développé dans le courant des années 1990 entre Deir Mqaren et les principaux secteurs de vente des colporteurs à l'étranger a en effet largement facilité leur migration, ainsi que celle de leur proches, aussi bien en direction de la Jordanie que du Liban. Toutefois, comme cela a déjà été mis en évidence pour les Irakiens au Moyen-Orient [Chatelard, 2005 ; Chatelard et Dorai, 2009] et d'autres populations de migrants en Europe [Kosłowski, 2000 ; Al-Ali *et al.*, 2001 ; Koser, 2007 ; Clochard, 2010 ; Collyer et King, 2015] ou en Amérique du Nord [COLEF, 2013 ; Fazito et Soares, 2015], la fermeture progressive des frontières jordaniennes a eu d'importantes conséquences sur la structuration de leurs mobilités, ainsi que sur leur capacité à « mobiliser le capital social inhérent à [leurs] réseaux sociaux » [Collyer, 2005]¹⁴⁸. En plus de les avoir contraint à suivre des chemins beaucoup plus longs et dangereux [Collyer, 2005 ; Schapendonk, 2012] afin d'entrer en Jordanie, ce durcissement des conditions d'entrée sur le territoire jordanien a également amené les réfugiés à s'appuyer sur des individus situés en dehors des limites de leurs seuls réseaux personnels. En m'appuyant sur les récits de pratiques des habitants de Deir Mqaren, l'objectif de ce chapitre sera de mettre en lumière les mécanismes relationnels leur ayant permis de contourner les blocages engendrés par le durcissement progressif des conditions d'entrée instaurées par le gouvernement jordanien à l'encontre des réfugiés syriens depuis 2012. En d'autres termes, cela reviendra à « montrer comment, dans le contexte moyen-oriental marqué par une prégnance du politique sur l'espace et par une persistance des tensions entre États voisins, des systèmes d'acteurs se mettent en place et s'adaptent aux contraintes frontalières pour permettre le maintien de flux de circulation de migrants » [Bontemps *et al.*, 2015 : 3]. En adoptant comme grille d'analyse des récits de pratique, et à travers eux l'identification précise de chaînes d'acteurs et de localités, la suite de mon propos entend donc mettre à jour les dimensions socio-

148 "However, it is apparent that most Algerians coming to Britain also have family links to France but that strict migration controls reduce the possibility of mobilising the social capital inherent in these social networks".

spatiales les plus « discrètes » des voyages migratoires des réfugiés syriens entre la Syrie et la Jordanie. Nous verrons ainsi que les réseaux sociaux ne sont pas circonscrits à un espace délimité, qu'ils transcendent les lieux et les territoires, en opérant à l'échelle transnationale dans les zones de départs, aux frontières, ainsi que dans les espaces d'installation [Muanamoha *et al.*, 2010]. Ce faisant, des « associations discrètes » [Tastevin et Pliez, 2015] d'individus et de groupes - tels que des chauffeurs de taxi, des insurgés, des opposants politiques, des vendeurs ambulants, des douaniers, des passeurs, des organisations internationales, ou encore des soldats de l'armée jordanienne - n'ayant à priori que peu de choses à voir entre eux, forment des chaînes relationnelles, qui peuvent être envisagées comme le moteur de la circulation des réfugiés syriens, le long de routes aux tracés difficilement identifiables et particulièrement labiles. En d'autres termes, il s'agira de mettre en lumière des localités plus insignifiantes, mises en réseaux sous l'effet de ces circulations, elles-mêmes rendues possibles grâce à la mise en contact de personnes plus ou moins liées entre elles, et intervenant au sein d'un cadre géographique multisitué.

Tout au long de ce chapitre, basé sur les récits de vie et les impressions personnelles des enquêtés, nous verrons aussi quelles sont les causes qui sont à l'origine de leur prise de décision migratoire, ainsi que les facteurs susceptibles d'influencer leurs choix de destination. A travers cette démarche, il s'agira plus largement de contribuer au débat portant sur la distinction communément établie entre les phénomènes de migrations « volontaire » et « forcée » [Richmond, 1994 ; Shami, 1996 ; Long, 2013]. Nous verrons en effet que même dans le cas de migrations de conflit, les facteurs motivant les départs sont multiples, et parfois loin d'être uniquement liés aux seuls dangers sécuritaires, inhérents à un contexte de guerre.

Enfin, dans la dernière partie du chapitre, j'entends mettre à jour les mécanismes relationnels ayant permis aux réfugiés du village de circuler au sein d'un espace transfrontalier, soumis à un régime de mobilité coercitif destiné à encadrer de plus en plus étroitement les mouvements des biens et des personnes, entre le sud de la Syrie et le nord de la Jordanie [Lagarde et Dorai, 2017]. Pour ce faire, je retranscrirai une partie des récits de vie de mes interlocuteurs, en insistant plus particulièrement sur les aspects portant sur les dimensions spatiales et relationnelles de leurs voyages migratoires. Il s'agira d'identifier pour chacun d'entre eux l'ensemble des intermédiaires ayant facilité leur accès à la mobilité, le moment où ils sont intervenus dans leurs parcours, les localités à partir

desquelles ils ont opéré, ainsi que celles qu'ils leur ont permis de rallier. Ces dynamiques, faites d'entrelacements parfois complexes entre des réseaux de personnes et de lieux, seront traduites sous forme de cartes et de diagrammes de réseaux, afin d'en faciliter la compréhension.

1. Le réseau marchand de Deir Mqaren à l'épreuve du conflit syrien

Au cours de l'hiver 2011-2012, l'opposition syrienne s'empare d'un nombre croissant de localités. En réponse à ces pertes territoriales, le régime a tenté de mater l'insurrection en ayant recours à des méthodes de répressions sans cesse plus violentes. Dans un contexte aussi hostile, l'intensité des circulations entre Deir Mqaren et la Jordanie diminue considérablement au cours de cette période. Les vendeurs tirant moins de profits de la vente ambulante voient leurs économies se tarir rapidement. Cette dégradation de la situation sécuritaire, et surtout économique, entraîne une première phase de départ vers la Jordanie. Quelques vendeurs quittent alors le village pour s'installer en Jordanie. Amman, Irbid et Zarqa constituent les principaux lieux de polarisation de ces flux migratoires.

- Des difficultés de circulation qui entravent les mobilités marchandes

Émergence du mouvement insurrectionnel dans la vallée du Barada

Au printemps 2011, tandis qu'un nombre croissant de localités syriennes se joignent au mouvement insurrectionnel, initié dans la ville de Deraa à la mi-mars, dans la vallée du Barada, la situation reste relativement calme. Au mois d'avril, seule la ville de Zabadani, située le long de la frontière libanaise, s'est timidement jointe au soulèvement populaire. Il faut ensuite attendre plusieurs mois pour voir germer les prémices d'une révolte dans les localités situées plus en aval. En effet, les premières manifestations à Deir Mqaren et dans les bourgades limitrophes n'ont lieu qu'au cours de l'hiver 2011-2012. Cette saison marque alors une augmentation considérable des tensions dans l'ensemble du gouvernorat de *rif-Dimashq*, en particulier à Zabadani, qui devient en janvier 2012 la première ville syrienne ayant amené le régime à accepter un (bref) accord de cessez-le-feu avec les rebelles de l'ASL¹⁴⁹. Après avoir été contraintes de battre en retraite, les forces loyalistes lancent quelques jours plus tard une grande contre-offensive visant à reprendre la main sur cette localité, mais aussi à renforcer son contrôle sur l'ensemble de la vallée du

149 Liz Sly, « *Syria's Zabadani is 'liberated', but for how long?* », *The Washington Post*. 21 janvier 2012.

Barada¹⁵⁰. C'est lors de ces événements du début du mois de février 2012 que les habitants de Deir Mqaren furent pour la première fois visés par des tirs de mortiers, effectués depuis les terrains militaires situés sur le plateau surplombant le village. Les premières détonations furent entendues dès huit heures du matin et continuèrent à intervalles réguliers jusqu'à midi. Cette première attaque du régime causa ce jour-là la mort de deux civils. Un répit d'une semaine fut ensuite accordé à la population locale. Par la suite, l'armée renouvela régulièrement ce genre d'agressions tout à fait imprévisibles, n'ayant d'autre but que celui de terroriser les habitants du village et tenter de les dissuader de rejoindre les rangs de l'opposition. Cependant, l'effet de ces opérations fut contre-productif pour le régime, puisqu'au cours des mois suivant, le mouvement insurrectionnel ne cessa de prendre de l'ampleur, amenant un nombre croissant de personnes à rejoindre la rébellion afin de combattre les forces loyalistes dans le reste de la vallée.

Premières difficultés de circulation et baisse de l'activité marchande des vendeurs de Deir Mqaren

Dès le début du soulèvement populaire, la multiplication des contrôles d'identité effectués par les forces du régime aux nombreux check-points dressés sur les routes du pays entraînaient d'importantes difficultés de circulation, en particulier dans le sud de la Syrie, dans les environs de la cité rebelle de Deraa. Cette situation ne tarda pas à peser sur le « système de mobilité » de Deir Mqaren. En premier lieu, le contexte insurrectionnel en Syrie n'incitait pas les vendeurs à quitter leurs familles pendant plusieurs semaines pour aller travailler en Jordanie. Néanmoins, malgré une baisse d'intensité importante, les circulations marchandes entre Deir Mqaren et le royaume hachémite continuèrent tout au long de l'année 2011. Pour les enquêtés ayant voyagé entre les deux pays au cours de cette période, même si les check-points du régime entravaient la fluidité de leurs déplacements, la relative dégradation des conditions de sécurité sur les routes du sud de la Syrie ne constituait pas (encore) un facteur susceptible de mettre un terme à leur activité. Les choses prirent toutefois une tournure différente dès le début de l'année 2012. En effet, la multiplication des frappes de l'armée loyaliste sur les villages de la vallée du Barada encouragea une partie des marchands de Deir Mqaren à prendre les armes pour combattre dans les rangs de l'ASL. D'autres, comme Hamza G., se « contentèrent » d'aider les rebelles à transporter des blessés entre les lignes de front de la vallée et les différents hôpitaux acceptant de leur prodiguer des soins. L'actualité locale détourna donc

150 Alfred de Montesquiou, « Syrie : la chute de Zabadani », *Paris Match*. 16 février 2012.

logiquement certains colporteurs de leurs activités habituelles. Plus au sud, les combats s'intensifièrent de manière plus vive encore, entraînant parfois la fermeture de segments de routes reliant l'intérieur du territoire syrien au poste frontière officiel de Nassib/Jaber. La circulation des biens et des personnes en fut une nouvelle fois affectée.

Soupçonnés d'être des membres de l'opposition recherchés par le régime, plusieurs vendeurs du village furent également victimes d'arrestations arbitraires lors de leurs déplacements professionnels. Certains d'entre eux furent emprisonnés, parfois pendant plusieurs semaines, avant d'être finalement relâchés. De plus, les loyalistes, les rebelles, tout comme les profiteurs de guerre commencèrent à exiger des bakchichs afin de laisser transiter des marchandises par les barrages qu'ils dressaient sur les routes du pays. Les rares marchands du village continuant à se rendre en Jordanie afin d'y revendre des produits qu'ils se procuraient en Syrie perdirent ainsi une partie importante de leurs biens. Pour l'exportateur qu'était encore Faysal N. à l'époque, le manque à gagner fut considérable. *« Au cours de l'année 2012, il est devenu dangereux de circuler avec des marchandises dans le sud de la Syrie. Avec les problèmes dans la région de Deraa, la route n'était plus sûre et c'est à ce moment là que j'ai commencé à perdre beaucoup d'argent. (...) Les personnes qui contrôlaient les checkpoints sur l'axe Damas/Nassib exigeaient des bakchichs sans cesse plus importants et volaient même régulièrement de la marchandise aux transporteurs [chargés de livrer ses clients]. Finalement, sur une commande d'une tonne, seuls cinq cents kilos arrivaient en Jordanie »*. A partir du mois de juillet 2012, lors du siège de Damas, la Ghouta orientale où s'approvisionnaient jusqu'alors les marchands du village se transforma en un violent théâtre de guerre, opposant les factions les plus virulentes de l'ASL à l'armée du régime. De nombreuses entreprises implantées dans cet espace furent ainsi contraintes de fermer leurs portes, compliquant de fait l'approvisionnement en marchandise des vendeurs de Deir Mqaren.

- Des départs motivés par des facteurs économiques

Dans la foulée des premières frappes du régime sur Deir Mqaren en février 2012, une première phase de départs, davantage motivée par des facteurs économiques que sécuritaires, s'est mise en place en direction de la Jordanie. En raison du contexte insurrectionnel et des difficultés de circulation dans le sud de la Syrie, cela faisait déjà plusieurs mois que certains colporteurs n'avaient pas traversé la frontière pour aller travailler à l'étranger. Tandis que la possibilité de continuer à effectuer des allers-retours

entre les deux pays s'amenuisait chaque jour un peu plus, les personnes générant le moins de bénéfices de la vente ambulante voyaient leurs maigres économies arriver à leur terme. La nécessité de gagner de l'argent poussa ainsi plusieurs familles à partir s'installer dans le royaume hachémite. D'autres, convaincues que le régime syrien ne tarderait pas à subir le même sort que les gouvernements tunisien, égyptien et libyen, tombés au cours des mois précédents, prirent la décision de se séparer temporairement. Quelques hommes seuls commencèrent alors aussi à quitter le village, laissant derrière eux femmes et enfants, persuadés que cette séparation ne serait que temporaire.

Crise économique en Syrie et opportunité de travail en Jordanie

En raison de l'approche qualitative adoptée dans le cadre de ma recherche, il est délicat de dégager des ordres de grandeur sur les facteurs ayant motivé les habitants de Deir Mqaren à quitter la Syrie pour s'installer en Jordanie. Néanmoins, les informations obtenues à travers la collecte des récits de vie de seize hommes et de sept femmes du village nous fournissent quelques pistes de réflexion intéressantes sur le sujet. En effet, celles-ci nous apprennent par exemple que 58% des enquêtés justifient leur départ de Deir Mqaren pour des raisons économiques, liées à la nécessité de se procurer des revenus inaccessibles en Syrie en raison du conflit. En ne considérant que les hommes, ce rapport grimpe à 81%, soit treize individus sur seize. Au début de l'insurrection en mars 2011, cinq d'entre eux (38%) travaillaient en Syrie, pour partie dans un autre secteur d'activité que la vente ambulante. Avec la dégradation rapide de l'économie jordanienne, les licenciements se sont multipliés, forçant les habitants du village employés à Damas ou dans le reste de la vallée du Barada à se procurer un nouvel emploi. Ce fut le cas pour Mahmoud J. qui, depuis 2005, travaillait dans deux supermarchés différents du quartier de Sayda Zaynab à Damas¹⁵¹. *« Jusqu'à ce que je perde mon emploi, j'ai toujours vécu au village. Je travaillais par roulement avec d'autres collègues, donc après deux jours de travail à Sayda Zaynab, je revenais passer une journée de repos au village. Même si la vente ambulante rapportait pas mal d'argent à certains de mes proches, j'ai toujours préféré conserver mon emploi en Syrie pour continuer d'y vivre de manière permanente, car l'idée de passer des semaines entières loin de ma famille et de mes amis ne m'emballait pas vraiment. Mais en 2012, avec les problèmes dans le pays, le business a commencé à ralentir et mon patron m'a finalement licencié au moment où les combats ont touché la capitale [durant l'été]. Quand je me suis retrouvé au chômage, j'ai tout de suite pris la décision de partir travailler en*

¹⁵¹ Un quartier populaire de la banlieue sud de Damas, connu pour abriter une importante population de réfugiés irakiens [Chatelard et Dorai, 2009], ainsi que le mausolée de Sayda Zaynab, attirant chaque année des millions de pèlerins chiïtes en provenance d'Iran, d'Irak, du Pakistan, d'Arabie Saoudite et de Bahreïn [Dorai, 2014a : 127].

Jordanie. A vrai dire, je n'avais pas véritablement le choix, puisque de plus en plus de personnes perdaient leur emploi en Syrie à cette époque. Donc la vente ambulante m'est en fait apparue comme une évidence ; tout du moins comme l'option la plus simple pour accéder rapidement à un revenu ».

Des départs envisagés comme provisoires

Mahmoud J., qui n'était pas encore marié à l'époque, la question de partir seul ou en famille ne s'est pas posée. Toutefois, sur les treize hommes interrogés qui ont justifié leur départ de Syrie pour des raisons économiques, dix d'entre eux étaient déjà unis à leur conjointe par les liens du mariage lorsqu'ils ont quitté Deir Mqaren. Parmi ces dix enquêtés, six sont partis seuls, laissant derrière eux leurs femmes et leurs enfants, persuadés qu'ils seraient en mesure de rentrer dans leurs foyers quelques mois plus tard. C'est notamment le cas de Ghalib, le cousin de Fadia, qui, depuis 2010, se rendait régulièrement en Jordanie pour travailler. Lorsque nous l'avons interrogé chez lui à Irbid, voilà les termes qu'il a utilisés pour relater les conditions de son départ du village. *« J'avais généralement l'habitude de me rendre en Jordanie pour des périodes d'un mois environ, le temps d'écouler les 500 kilos de marchandise [...] que je ramenais avec moi lors de mes voyages. Mais depuis le début de la révolution, je n'étais parti qu'une seule fois [travailler à l'étranger], au mois de septembre [2011]. Ce n'est pas que la route pour s'y rendre était véritablement dangereuse, mais avec ce qu'il se passait dans le pays, je préférais ne pas trop m'éloigner de ma famille et du village. [...] Finalement, en mars 2012, après six mois passés au village sans la moindre rentrée d'argent, je n'ai pas vraiment eu d'autre choix que de repartir en Jordanie. Comme plusieurs gars [de Deir Mqaren] avaient déjà commencé à rencontrer des problèmes pour passer la frontière, j'ai profité du départ de Fadia [qui disposent de la nationalité jordanienne] et d'Ibtissam pour partir avec elles. En cas de problèmes avec les autorités au poste frontière, où aux nombreux check-points dressés sur la route en Syrie, nous nous étions mis d'accord avec ma cousine et ma tante pour prétendre que Fadia et moi étions fiancés, en espérant que cela faciliterait les choses. Dans ces conditions, ce n'était pas possible de partir avec ma femme et mon fils. En plus, les vendeurs du village qui partaient s'installer en Jordanie à ce moment-là vivaient encore dans les appartements que nous louions déjà avant le début de la révolution. Au printemps 2012, nous étions tous assez convaincus que la chute du régime n'était qu'une question de mois. Donc je n'avais pas encore en tête l'idée de partir avec ma famille, de trouver un logement et de m'installer définitivement en Jordanie. Ce n'est que bien plus tard, lorsque nous avons réalisé que la situation n'était pas prête de revenir à la normale, que nous avons commencé à envisager les choses autrement... ».*

Bifurcations professionnelles et familiales

Parmi les dix hommes interrogés déjà mariés au moment de leur départ de Syrie, cinq se sont directement installés en famille en Jordanie. Soulignons d'ailleurs que ces cinq couples ont tous pris la décision de quitter le village après les événements de l'été 2012¹⁵². La forte augmentation de l'intensité du conflit peut donc être perçue comme un tournant ayant eu un impact sur les prises de décision migratoire des réfugiés de Deir Mqaren. En raison de la dégradation des conditions de vie dans le pays, les départs se font de plus en plus souvent en couple et adoptent une dimension beaucoup moins temporaire que durant les premiers mois de l'insurrection. On peut par ailleurs relever que parmi ces cinq hommes partis en famille, quatre ne travaillaient pas encore dans la vente ambulante avant leur départ du village. Pour trois d'entre eux, leur prise de décision migratoire a essentiellement été motivée par la perte de leur emploi en Syrie. Cette situation les a donc amené à s'engager dans une bifurcation professionnelle et à envisager un changement du lieu de vie de l'ensemble des membres de leur foyer. Abu Omar J., dont nous avons déjà évoqué le parcours migratoire qui l'a amené à passer dix années de sa vie au Canada entre 2000 et 2010, évoque le contexte dans lequel il a décidé de partir s'installer en Jordanie. « Depuis le début de la révolution, les revenus que je tirais de mon activité n'ont cessé de décliner. Les gens avaient de moins en moins d'argent à cause de la crise économique, et aussi de moins en moins la tête à venir se détendre dans le café que j'avais installé dans ma pépinière. Puis c'est devenu encore pire lorsque les combats se sont rapprochés de Qudsaya¹⁵³ en 2012. Du fait de la révolution, j'ai été contraint de tout vendre dans l'urgence et j'ai quasiment perdu l'intégralité du capital que j'avais économisé pendant ces dix années de sacrifices au Canada... Vu que la situation se dégradait sans cesse, nous avons pris la décision de partir tous ensemble [Abu Omar, sa femme et leurs enfants]. [...] N'ayant plus rien qui nous retenait en Syrie, il n'y avait pas de raison que je parte seul. [...] Nous nous sommes donc rendus légalement en Jordanie, en passant par le poste frontière de Nassib/Jaber. Plusieurs membres de ma famille vivaient déjà à Amman, dans le quartier de Jabal al-Qalat. Ils nous ont accueilli pendant quelques jours au moment de notre arrivée. Nous avons ensuite trouvé un logement dans le quartier. Mes frères travaillaient déjà dans la vente de malban, de mokasarat et de fruits séchés. Donc en arrivant, je me suis tout de suite mis à faire comme eux. J'ai installé un basta dans le quartier de Jabal Hussein, à proximité d'un restaurant très fréquenté, et mes affaires marchaient plutôt bien à l'époque ».

152 Trois sont partis dans la foulée de ces événements, les deux autres étant partis plus tard, en 2013 et 2014.

153 Qudsaya est située sur les hauteurs de l'agglomération damascène, à la sortie nord-ouest de la capitale, en direction de Deir Mqaren. Lors de son retour du Canada, Abu Omar J. avait fait construire deux immeubles et ouvert sa pépinière dans cette ville satellite de Damas.

L'expérience de Hady H. est assez similaire à celle d'Abu Omar J. Après s'être lancé dès l'âge de 15 ans, en 1994, dans la vente ambulante en Jordanie, il a ensuite ouvert une pépinière dans la vallée du Barada en 2006. Comme en témoigne cet extrait de son récit de vie, le ralentissement de l'activité économique en Syrie l'a rapidement amené à envisager de renouer avec le colportage et à s'installer en Jordanie, avec l'ensemble des membres de son foyer. *« A partir de 2011, mes revenus ont commencé à chuter en flèche. En l'espace de quelques mois, j'ai été contraint d'arrêter mon activité de pépiniériste, qui ne me rapportait quasiment plus rien. Deux de mes frères, qui travaillaient déjà dans la vente ambulante en Jordanie avant le début de la révolution, étaient partis s'y installer [sans leurs femmes et leurs enfants] au début de l'année 2012. En septembre [de la même année], j'ai décidé de les rejoindre. Même si je suis parti seul, nous avions dès le départ prévu avec ma femme qu'elle me rejoigne dans la foulée. [...] Après avoir imaginé pendant plusieurs mois que le régime finirait par tomber, notre vision des choses s'est peu à peu mise à changer. La question de partir sans ma famille ne s'est donc même pas réellement posée, puisqu'en partant de Syrie, je ne savais pas très bien quand est-ce que je pourrais y revenir. Ma femme est donc seulement restée deux semaines supplémentaires au village avant de me rejoindre chez mon frère Taysir à Zarqa, accompagnée de nos enfants, mais aussi de la femme de Taysir et de ma mère ».*

2. Des migrations circulaires à l'exil familial

A partir de l'été 2012, la Syrie ne cesse de s'enliser dans la crise. Les quartiers centraux de Damas et Alep, restés jusqu'alors à l'écart du mouvement insurrectionnel, constituent à leur tour le théâtre de violents combats. L'économie syrienne est en berne et les licenciements se multiplient. Pour la population de Deir Mqaren, la vente ambulante à l'étranger apparaît donc plus que jamais comme la seule option envisageable pour conserver un revenu. Des « chaînes migratoires¹⁵⁴ » se mettent alors en place entre le village et les différents pôles d'ancrage du réseau marchand à l'étranger. Les personnes ayant perdu leur emploi en Syrie ou, pour les plus jeunes, craignant à juste titre d'être enrôlées de force dans l'armée du régime, vont bénéficier du soutien de leurs proches, partis en Jordanie au cours des mois précédents.

A partir du début de l'année 2013, la Syrie est clairement prise dans une impasse. Il est désormais clair que le conflit va s'installer dans la durée. Ainsi, à mesure que les combats se durcissent, les regroupements familiaux s'intensifient. Un nombre croissant de familles, séparées depuis plusieurs mois, vont en effet faire le choix de se réunir en Jordanie afin de s'y installer plus durablement, dans l'attente d'assister à un hypothétique retour au calme dans leur pays d'origine.

- Un contexte d'insécurité qui favorise l'augmentation des départs

Parmi les vingt-trois enquêtés, cinq (22%) m'ont affirmé que la raison principale les ayant amené à quitter la Syrie résultait d'un sentiment de menace et d'insécurité directement lié au conflit. Pour Fadia A. et Bachar L., il s'agissait d'une perception qu'ils ont eux même ressentie. En revanche, concernant Yassin J., Zakaria L. ou encore Ibtissam, ce sont surtout leurs proches qui se faisaient du souci pour leur sécurité. Leur

154 « La notion de chaîne migratoire suppose qu'il y a des primo-migrants, et des migrants secondaires. Le groupe des primo-migrants (i.e. pionniers) est le plus souvent constitué d'hommes jeunes actifs alors que celui des migrants secondaires comprend des femmes et des enfants. Le rôle des réseaux sociaux (...) et des remises est important dans la constitution [de la chaîne migratoire] » (Ma Mung *et. al.*, 1998).

départ de Syrie correspondrait donc plus à une certaine forme de résignation, destinée à rassurer les personnes qui leurs sont chères, plutôt qu'à une véritable volonté personnelle. Quoiqu'il en soit, ces cinq personnes ont toutes quitté le pays au cours de l'année 2012, en empruntant des voies d'immigration régulières.

Fuir l'avancée des combats

C'est donc durant cette première phase de départs, qui, comme nous l'avons vu précédemment, semble majoritairement avoir été motivée par des facteurs économiques, que Fadia et Ibtissam ont quitté leur quartier d'al-Muhajireen à Damas. Les concernant, leur prise de décision migratoire a été motivée par la détermination de Fadia de fuir la montée des violences dans la capitale. Depuis le début des manifestations, cette dernière s'évertuait pourtant à rassurer son frère et ses sœurs, témoins à distance, depuis l'Europe, de la dégradation des conditions de sécurité en Syrie. Mais dans la matinée du 19 mars 2012, sa propre perception de la situation a radicalement changé. Au cours de la nuit précédente, les forces de l'opposition et du régime se sont pour la première fois affrontées dans un quartier du centre de la capitale, à Mezzeh¹⁵⁵, où sont concentrés des ambassades, plusieurs bâtiments des services de renseignements, ainsi que la résidence du dictateur syrien. Comme le réseau Internet ne fonctionnait plus depuis plusieurs jours dans son quartier, et en dépit des demandes répétées d'Ibtissam de ne pas quitter l'appartement familial, Fadia a décidé de se mettre en quête d'un cyber-café disposant d'une connexion encore active. Une fois sortie d'al-Muhajireen, elle découvre une ville totalement figée. Aucune voiture ne circule et la plupart des magasins sont restés fermés après les heurts de la nuit précédente. Seuls les militaires et les policiers sont déployés en nombre, contrôlant en priorité les grands axes de circulations et les carrefours stratégiques de la capitale. Après une demi-heure de trajet à bord d'un taxi, Fadia arrive finalement à trouver un Internet café ouvert à Mezzeh, quartier où viennent d'avoir lieu les affrontements entre les forces loyalistes et les rebelles. *« J'étais sur l'ordinateur depuis quelques minutes quand un terrible bruit est venu déchirer le silence qui régnait sur la ville. Des avions du régime venaient de bombarder une localité située en périphérie du centre, ce qui provoqua un bruit fracassant. Le patron du cyber est sorti et a vu une grosse colonne de fumée noire s'élever dans le ciel, à quelques kilomètres à peine d'où nous nous trouvions. Même si les bombes ne nous tombaient pas directement dessus, j'ai pu voir leurs effets de mes propres yeux, et surtout les entendre. Le bruit qu'elles ont fait en tombant était terrifiant !*

155 Anne Barnard, 19/03/2012, « Syrian Defectors Clash With Security Forces in Capital, *The New York Times*.
<http://www.nytimes.com/2012/03/20/world/middleeast/heavy-fighting-rocks-damascus-neighborhood.html?mcubz=1>

[...] Je me suis mise à pleurer en réalisant que cette fois-ci, il y avait bel et bien une guerre qui frappait notre pays. Après tous ces mois d'insouciance, alors que nos proches en Europe nous suppliaient de quitter la Syrie, j'ai subitement été saisie d'un profond sentiment d'insécurité. [...] J'ai tenté de rentrer chez moi le plus rapidement possible, mais je n'arrivais pas à trouver de moyen de transport. Pendant ce temps, j'étais au téléphone avec ma mère, qui a finalement demandé à l'un de nos voisins de venir me chercher en voiture. Quand je suis arrivée à la maison, j'étais encore sous le choc ! Je tremblais de tout mon corps et je ne pouvais pas m'arrêter de pleurer. J'ai pris une douche pour essayer de me calmer et ma mère m'a donné des tranquillisants, mais malgré cela, je continuais à me sentir terriblement mal. Quelques heures plus tard, nous avons finalement pris la décision de quitter la Syrie [...]. Durant les premiers mois de l'insurrection, je n'arrivais pas à croire qu'il y avait une guerre dans le pays, parce qu'à Damas, la situation restait relativement calme. [...] Même si mes proches en Europe nous suppliaient de fuir, je ne voulais rien écouter, jusqu'à ce que je réalise par moi-même l'état de la situation, en découvrant la guerre de mes propres yeux. Et à partir de ce moment là, je ne me voyais pas rester un jour de plus en Syrie. Si j'avais pu partir le jour même, je n'aurais pas hésité à le faire ! ». Une semaine plus tard, après avoir fait leurs bagages et confié la garde de leur appartement à des voisins, Ibtissam et sa fille prirent la direction du Liban à bord d'un microbus, bien déterminées à obtenir un visa pour le Danemark, afin de rejoindre les deux sœurs de Fadia installées à Copenhague.

Fuir plutôt que de prendre part aux combats

Avant même le début de l'insurrection, l'armée syrienne était déjà largement constituée d'appelés - contraints d'effectuer un service militaire obligatoire d'une durée de dix-huit mois - encadrés par environ 200 000 soldats professionnels, dont les deux-tiers appartenaient à la même minorité confessionnelle alaouite que le président Bachar-al Assad¹⁵⁶. Au début de l'année 2012, la militarisation croissante des insurgés et la progression territoriale qui en résulte pour les rebelles, amène le régime à faire appel à un nombre de plus en plus important de conscrits pour servir dans les rangs de l'armée régulière ; à tel point qu'au printemps 2012, on estimait que ces derniers représentaient entre 75 et 80% du contingent des forces loyalistes¹⁵⁷. De son côté, afin d'équilibrer le rapport de force qui l'oppose aux troupes du régime, l'ASL tente également de multiplier les recrues parmi les Syriens en âge de combattre. Dans certaines localités touchées par les combats, la pression se fait ainsi de plus en plus forte sur les jeunes adultes, restés

156 Franck Gardner, 28/05/2012 « Syria : The military, the militias and the spies », BBC.

<http://www.bbc.com/news/world-middle-east-18241830>

157 Kristen Mc Tighe, 14/03/2012 « Syria's faceless voices risk their lives by speaking out », *The New York Times*.

<http://www.nytimes.com/2012/03/15/world/middleeast/15iht-m15-syria-blog.html>

jusqu'alors à l'écart du mouvement insurrectionnel, afin de les enjoincre à prendre les armes pour combattre aux côtés des rebelles. Cette situation fut à l'origine du départ de nombreux Syriens n'ayant pas encore été appelés sous les drapeaux, ou refusant tout simplement de s'engager dans un camp comme dans l'autre.

Au cours de l'été 2012, avec l'intensification des combats en Syrie et notamment dans la vallée du Barada, il devint de plus en plus délicat pour Yassin J. et Zakaria L., deux jeunes habitants de Deir Mqaren, de continuer à décliner les appels répétés des insurgés à leur égard. Tous les deux, largement encouragés par leurs parents, prirent à ce moment-là la décision de quitter le village pour s'installer à Beyrouth. Pour Yassin J., âgé de 19 ans à l'époque, cette situation fut aussi largement motivée par la menace d'être appelé à servir dans les rangs de l'armée du régime. *« Au moment de mon départ, cela faisait déjà six ans que je travaillais dans un grand restaurant touristique d'Aïn el-Fijeh. Avec la révolution, nous avons perdu de nombreux clients, ce qui a poussé mon patron à me licencier au début du mois de juillet 2012. Je n'avais pas pour autant réellement envie de partir de Syrie, mais depuis plusieurs mois, ma mère insistait fortement pour que je me rende à l'étranger, car elle craignait que je sois appelé pour effectuer mon service militaire. En plus, vers la fin du mois de juin et au début du mois de juillet, les combats dans la vallée se rapprochaient de plus en plus du village. Comme je n'avais pas encore fait mon service, en restant plus longtemps à Deir Mqaren, j'allais rapidement être appelé à servir dans les rangs de l'armée, ou, à défaut, devoir m'engager dans ceux de l'ASL. En plus, ma famille étant en partie à l'origine de l'insurrection dans le village, j'étais aussi sous la menace d'avoir des problèmes avec les services de renseignements. [...] En ce qui me concerne, je n'avais pas envie de me mêler de toutes ces histoires. Je ne peux pas dire que je soutiens le régime, bien au contraire, mais je ne soutiens pas non plus totalement les actions des révolutionnaires. En réalité, toutes ces histoires me dépassent et ne m'intéressent pas vraiment, donc il était pour moi hors de question de m'en mêler, d'autant plus pour combattre les armes à la main. Quand j'ai perdu mon travail, je me suis dit que c'était le moment de partir. Une dizaine de jours plus tard, je suis monté dans le microbus d'un de mes voisins qui faisait des allers-retours quotidiens entre Deir Mqaren et Beyrouth, et je me suis rendu à Borj el-Barajneh¹⁵⁸, où quelques-uns de mes amis d'enfance louaient déjà un appartement avant le début du conflit ».*

Avant son départ pour le Liban, Zakaria et ses parents partageaient peu ou prou les mêmes préoccupations que Yassin et sa mère. Depuis l'âge de 12 ans, Zakaria travaillait

¹⁵⁸ Le quartier de Borj el-Barajneh se situe au sud de Beyrouth, près de l'aéroport international. S'il est principalement peuplé de Libanais de confession musulmane chiïte, de nombreux réfugiés palestiniens, kurdes, irakiens et plus récemment syriens y résident également.

avec son père sur les hauteurs du mont Qassioun à Damas, où ils avaient installé un petit stand de boissons et de snacks, que les promeneurs de passage pouvaient consommer sur des tables en plastique, disposées face au panorama donnant sur les toits de la capitale. Il lui arrivait aussi occasionnellement de charger des *mokasarat* et des fruits séchés à l'arrière de sa voiture, qu'il proposait à la vente dans plusieurs quartiers de la capitale, ainsi que dans quelques villages de la vallée du Barada. A l'image de nombreux autres réfugiés syriens, l'été 2012 constitua un point de bifurcation dans le parcours de vie de Zacharia.

« Mes parents étaient très inquiets pour moi en tant que jeune vivant dans un pays en guerre, qui de plus prenait une tournure de plus en plus radicale. Personnellement, je me sens totalement étranger à ce qui se déroule actuellement en Syrie. En fait, je dirais que je me situe dans une espèce de position de neutralité entre le régime et les insurgés. Même si les conditions de vie étaient très injustes en Syrie avant la révolution, qu'avons nous gagné de plus depuis ? Bachar est toujours là, mais par contre, le pays que nous connaissions est chaque jour un peu plus anéanti par les combats. Cette situation me semblait pourtant assez prévisible, surtout lorsque les manifestants ont commencé à s'armer. J'ai donc toujours refusé de prendre parti pour un camp ou un autre. Comme je faisais l'objet de nombreuses pressions pour m'engager dans ce conflit et qu'en même temps, mes parents me suppliaient chaque jour un peu plus de fuir le pays, j'ai finalement accepté de partir au mois d'août. Je me suis rendu à Beyrouth en microbus et une fois sur place, je me suis installé à Borj el-Barajneh, dans un appartement que louaient déjà des amis du village. Certains d'entre eux avaient l'habitude de se rendre au Liban pour travailler dans la vente ambulante avant le début du conflit, tandis que d'autres étaient arrivés plus récemment pour gagner de l'argent, échapper au service militaire, ou tout simplement se mettre à l'abri des violences. (...) Je vivais dans le même logement que Yassin J. et d'autres amis du village dont je me sentais très proche, et nous travaillions tous à cette époque là dans la vente de mokasarat ».

Fuir les menaces des services de renseignement syriens

Le choix de Bachar L. de quitter Deir Mqaren en septembre 2012 s'est fait dans l'urgence, sous la menace directe des services de renseignement syriens. Quelques semaines auparavant, des *mukhabarat*¹⁵⁹ l'avaient approché afin d'obtenir des informations sur les personnes ayant pris part au mouvement insurrectionnel dans le village. N'ayant pas voulu collaborer avec eux, les menaces se sont faites de plus en plus pressantes, avant de se porter sur sa fille - qui est également la fiancée de Mahmoud J., dont nous avons évoqué les conditions du départ pour Amman au début de ce chapitre, suite à la perte de

¹⁵⁹ Littéralement « informateurs » en arabe. Ce terme désigne plus généralement les services de renseignements dans les pays arabes.

son emploi de gérant de supermarché. *« Lorsqu'ils [les moukhabarat] m'ont demandé de collaborer avec eux, je n'ai pas voulu refuser de manière frontale, car cela m'aurait forcément attiré des représailles. J'ai donc commencé par leur dire que j'allais me renseigner et revenir vers eux lorsque j'en saurais plus. Ils voulaient que je leur balance les noms des leaders de l'opposition dans le village. Bien évidemment, il était hors de question que je livre leurs identités aux sbires du régime. Donc j'ai commencé par laisser couler l'affaire, en espérant qu'ils passent à autre chose. Malheureusement, ils ne m'ont pas laissé tranquille. Au contraire, ils se sont montrés de plus en plus insistants, au point de menacer de kidnapper ma fille Fatima. C'est à ce moment là que nous avons décidé de partir. Avec eux, tu peux t'attendre à tout, donc il s'agissait vraiment d'une question de jours ; il nous a fallu partir le plus rapidement possible. Cela m'a contraint de vendre tout mon bétail à un prix quatre fois inférieur à celui du marché. Certains acheteurs m'ont proposé de racheter mes terres par la même occasion, mais elles sont l'héritage de mon père et tout ce qui a fait l'histoire de notre famille. Il était donc hors de question que je m'en sépare ».*

- Le temps des regroupements familiaux

Comme nous l'avons déjà évoqué, la majorité des enquêtés ont affirmé avoir quitté la Syrie pour des raisons professionnelles, liées à la perte de leur emploi dans ce pays, ou, dans le cas des colporteurs, à leur impossibilité de poursuivre leurs allers-retours entre Deir Mqaren et la Jordanie. En raison de cette situation, certains couples ont été séparés géographiquement pendant plusieurs mois. Afin de subvenir aux besoins économiques de leurs familles, les hommes partis travailler dans le royaume hachémite renvoyaient régulièrement une partie de leurs bénéfices à leurs épouses, par l'intermédiaire d'une société de transferts de fonds disposant d'un bureau à Damas. En dépit des risques sécuritaires liés aux combats en cours dans plusieurs localités de la vallée et de l'agglomération damascène, leurs femmes devaient donc se rendre régulièrement dans la capitale afin de récupérer l'argent envoyé par leurs maris depuis la Jordanie. Néanmoins, à partir de la fin de l'année 2012 et surtout au cours du premier semestre 2013, l'inexorable enlisement de la crise syrienne a favorisé les regroupements familiaux au sein du royaume hachémite. Parmi les sept femmes que j'ai interrogées, quatre étaient mariées au moment de leur départ de Syrie. Ces dernières m'ont toutes affirmé que leur décision de quitter le pays était principalement liée à leur volonté de rejoindre leurs maris, partis au cours des mois précédents.

Lorsque Noura Z. a quitté Deir Mqaren en juin 2013, cela faisait plus d'un an que son époux Ghalib J. - parti en même temps que Fadia et Ibtissam - vivait en colocation à Irbid, dans l'un des appartements loués dans cette ville par les marchands du village. Durant cet intervalle, leur deuxième enfant a vu le jour et la situation sécuritaire n'a cessé de se détériorer dans la vallée du Barada. Le sentiment exprimé par Noura dans l'extrait qui suit, peut être considéré comme le dénominateur commun de l'ensemble des prises de décisions migratoires des femmes de Deir Mqaren, parties rejoindre leurs maris en Jordanie, dans le contexte de l'enlisement du conflit syrien. *« Avec la dégradation de la situation en Syrie, l'espoir d'un retour à la normale s'éloignait chaque jour un peu plus. Avec Ghalib, nous avons la sensation d'être pris dans une impasse. Comme il ne pouvait pas revenir au village puisqu'il n'aurait pas pu repartir ensuite travailler en Jordanie, si nous souhaitions nous retrouver, c'était à moi de le rejoindre à Irbid. Je suis donc partie avec mes deux enfants, la mère de Ghalib [Rana], sa sœur [Souad] et ma belle-sœur [Ruwaha], elle même accompagnée de son fils de quatre ans ».*

Au delà de leur seul désir de réunification familiale, plusieurs autres facteurs ont influencé la prise de décision migratoire de ces femmes. Ainsi, en juin 2013, si Rim A. envisageait depuis plusieurs semaines déjà de rejoindre son mari Wassim N. à Amman, un événement en particulier l'a décidée à franchir le pas. *« La dernière fois que Wassim s'est rendu en Jordanie pour travailler à la fin de l'année 2012, il pensait revenir quelques semaines plus tard. Mais entre temps, un ami du village l'a prévenu que les services secrets syriens avaient mis son nom sur une liste de sympathisants de l'opposition. De peur d'être arrêté à la frontière, il a préféré rester en Jordanie pour continuer à travailler comme vendeur ambulancier à Amman. (...) Depuis son départ, la situation n'a pas arrêté de se dégrader dans le village. Nous avons donc progressivement envisagé de nous retrouver en Jordanie (...). Au mois de juin, notre terrasse a ensuite été entièrement détruite par un tir de mortier. Tant que les combats avaient lieu à l'extérieur ou même dans d'autres quartiers du village, j'avais peur bien-sûr, mais bon... disons que c'était encore supportable. Par contre, après que ma terrasse ait été détruite, je ne pouvais pas imaginer rester plus longtemps, surtout à cause des enfants. A quelques mètres près, nous aurions pu mourir ce jour là ! C'est comme ça que j'ai décidé de rejoindre Wassim. En plus, cela commençait à devenir compliqué d'entrer en Jordanie, donc il nous fallait quitter Deir Mqaren avant qu'il ne devienne trop tard. (...) Je suis parti avec mes cinq enfants, ma belle-sœur [Fatma N.] et son mari [Bachar J.], eux-mêmes accompagnés de leurs deux enfants. Cela me rassurait de pouvoir voyager avec eux, car je me sens très proche de ma belle-sœur, et je me disais aussi que ce serait sûrement moins dangereux de voyager avec un homme à nos côtés ».*

Deux autres enquêtées, Alaa Z. (la femme de Hamza G.) et sa belle-soeur Yasmin G. (la femme de Faysal N.), ont elles aussi voyagé aux côtés de leurs proches. En effet, au moment de leur départ, toutes les deux envisageaient depuis plusieurs semaines déjà de quitter Deir Mqaren. Toutefois, ce n'est que lorsque d'autres personnes de leur entourage ont pris la même décision, qu'elles ont accepté de partir. Dans le cas d'Alaa, c'est le départ d'une de ses meilleures amies qui l'a décidé. « *Mon amie Sonia s'était mise d'accord avec sa belle-mère, Zeina B., pour lui ramener ses deux plus jeunes fils jusqu'à Irbid. (...) [Cette dernière] était partie quelques semaines plus tôt en avion en Jordanie en passant par Beyrouth, car son état de santé ne lui permettait pas d'entreprendre le voyage par la route en passant par le sud de la Syrie. Comme Hamza, Hassan, le mari de Sonia, était parti s'installer à Irbid avec ses frères quelques mois auparavant. Leur famille souhaitait donc se réunir là-bas tous ensemble. Nous avons donc décidé avec Sonia de partir en même temps. Avec nos deux enfants chacune et ceux de Zeina, nous étions huit au total (...) et c'est Hamza qui s'est chargé d'organiser à distance notre voyage jusqu'en Jordanie* ». Yasmin G. a pour sa part attendu le mois d'octobre 2014 avant de se décider à rejoindre Faysal N. à Amman ; non seulement parce qu'il s'est lui même rendu assez tardivement en Jordanie en juin 2013, mais également parce qu'en raison de la fermeture des points de passage informels dans l'ouest du pays, se rendre dans le royaume hachémite la contraignait à emprunter la route orientale pour rejoindre Hadalat, impliquant par là même d'entreprendre un long et périlleux voyage à travers le désert de Syrie. Néanmoins, en raison de la fermeture des écoles dans le village, trois de ces quatre enfants étaient déscolarisés depuis plusieurs mois, une situation qui, selon elle, « *ne pouvait pas durer plus longtemps* ». Comme nous le verrons en détail dans le chapitre suivant, elle s'est donc mise d'accord avec le frère de Faysal, sa femme, ainsi qu'un autre couple d'amis du village pour entreprendre ensemble ce long périple jusqu'en Jordanie.

Comme le montrent les différentes expériences migratoires qui viennent d'être évoquées, même dans un contexte de crise, les motivations de départ peuvent largement varier d'un individu à l'autre. Dit autrement, « *le déplacement peut-être déclenché par des événements liés ou causés par le conflit, plus que par la confrontation directe à des opérations militaires*¹⁶⁰ » [Buscher, 2015 : 4]. En effet, au cours de l'année 2012, alors que la Syrie s'enfonce inexorablement dans la crise, certaines personnes quittent le pays effrayées par la montée des violences, tandis que d'autres sont avant tout animées par la nécessité de gagner de l'argent afin de subvenir aux besoins de leur famille. Besoin d'accéder à des

160 « *Displacement may be triggered by events related to or caused by the conflict, rather than direct exposure to military operations.* »

revenus, menaces directes du régime, volonté de ne pas prendre part aux combats, réunification familiale, fuite des violences générées par le conflit, ou bien encore déscolarisation des enfants, constituent autant d'éléments permettant d'expliquer les raisons ayant poussé les habitants de Deir Mqaren à partir s'installer dans le royaume hachémite. La mise en mobilité peut dès lors être perçue comme une « stratégie de subsistance » [Scalettari, 2009 ; Elgendy et Hussein, 2016] pour les habitants du village.

Par ailleurs, même dans le cas de situations de conflit, qui ne permettent généralement pas aux candidats à l'exil de longuement mûrir leur projet migratoire, la migration reste un processus éminemment collectif. En effet, cette étape de la recherche nous permet d'ores et déjà d'affirmer que les réseaux sociaux constituent un élément déterminant de la mécanique des flux entre Deir Mqaren et la Jordanie. Pour une majorité d'habitants du village, la géographie de leurs réseaux personnels a largement dicté celle de leurs parcours migratoires. Si les marchands travaillant déjà en Jordanie avant 2011 se sont contentés de rejoindre les localités où ils avaient déjà l'habitude de se rendre pour exercer leur activité professionnelle, ils y ont ensuite été rejoints par leurs proches. Les hommes ayant perdu leur emploi en Syrie se sont ainsi installés dans les mêmes localités que leurs frères, leurs cousins ou leurs amis susceptibles de faciliter leur accès à la profession de colporteur. Les femmes mariées se sont rendues quant à elles dans les villes où s'étaient installés leurs époux. Mis à part dans le cas particulier de Fadia, les femmes célibataires ont pour leur part suivi la trajectoire migratoire de leurs parents, tandis que les veuves ont plutôt eu tendance à rejoindre leurs fils. En résumé, nous pouvons affirmer que les liens familiaux, mais également amicaux, en particulier pour les plus jeunes, sont déterminants dans le choix d'un nouveau lieu de vie en exil. Plus largement, et comme le souligne Nicholas Van Hear [Van Hear, 2006], « *l'accès aux réseaux sociaux et à la mobilité font partie des atouts les plus importants*¹⁶¹ » afin de faciliter l'insertion des réfugiés dans leurs différents pays de destination. Comme l'illustrent les récits de plusieurs enquêtés, les relations familiales et amicales constituent également un déterminant important à la constitution de groupes de voyageurs entre le village et le royaume hachémite. Dans le chapitre suivant, je serai notamment amené à illustrer cette affirmation en m'intéressant à la question spécifique de l'entre-deux migratoire que constituent les voyages des exilés de Deir Mqaren, entre leur village d'origine et leurs différentes villes d'installation en Jordanie.

161 « *Access to social networks and mobility can be among refugees' most important assets* ».

3. Le Liban : une étape sur la route de la Jordanie

Bien que la majorité des réfugiés de Deir Mqaren installés en Jordanie se soient directement rendus dans le royaume hachémite - contrairement à de très nombreux Syriens ayant souvent connus plusieurs déplacements internes avant de finalement trouver refuge à l'étranger - certains ont toutefois transité au préalable par le Liban. Avant le début de l'insurrection, plusieurs personnes du village résidaient déjà de manière temporaire ou permanente dans ce pays. Leur présence au Liban a ainsi influencé les trajectoires migratoires de leurs proches en quête d'un refuge. Le relevé généalogique que j'ai dressé avec l'aide d'Ibtissam m'a permis d'identifier le lieu de résidence actuel de 326 personnes originaires du village. Parmi ces individus, 10% d'entre eux étaient installés au Liban¹⁶². Comme en Jordanie, les logements dont disposaient les marchands exerçant leur activité dans ce pays ont servi de « points de chute » à leurs proches. Certains s'y sont installés durablement, tandis que d'autres se sont contentés d'y transiter pour des périodes allant de quelques jours à plusieurs mois. C'est notamment le cas de Zakaria, Yassin, Fadia et Ibtissam, dont nous allons présenter les trajectoires migratoires en direction de ce pays dans les pages qui suivent. Il s'agira précisément de comprendre les raisons les ayant amené à se rendre au Liban, avant de finalement poursuivre leur route jusqu'en Jordanie.

- L'impasse migratoire de Fadia et Ibtissam

En mars 2012, lorsque Fadia et sa mère ont tenté de se rendre au Danemark, le consulat danois ayant fermé ses portes à Damas, elles ont été contraintes d'aller à Beyrouth pour déposer leur demande de visa. Durant leur séjour au Liban, elles ont été hébergées quelques jours par des proches résidant à Bhamdoun, une ville du gouvernorat du Mont Liban, située sur la route reliant Damas et Beyrouth. *« Lors de notre rendez-vous au consulat, il ne nous a pas fallu longtemps pour réaliser que notre demande n'aboutirait jamais... Comme je suis de nationalité jordanienne et que ma mère est Syrienne, cela semblait compliquer les choses aux*

¹⁶² Ce chiffre semble très largement sous-estimé. Nous avons souligné dans le chapitre précédent l'influence des liens de parenté sur le choix des lieux d'installation des réfugiés de Deir Mqaren. Ces informations ayant été collectées auprès d'Ibtissam, celle-ci a majoritairement cité les personnes dont elle se sentait affectivement le plus proche, soit principalement des membres de sa famille directe ou par alliance. A mon sens, cette situation a entraîné une surreprésentation des personnes installées en Jordanie parmi cet échantillon de 326 personnes.

yeux des autorités danoises. On m'a aussi demandé de retourner en Syrie pour obtenir un certificat de résidence émanant des autorités locales. Mais l'attitude de nos interlocuteurs à notre égard ne laissait rien présager de très encourageant. Ils nous regardaient de haut, sans apporter une réelle attention à notre situation. Après notre rendez-vous, nous sommes rentrées à Bhamdoun et avons finalement pris la décision de retourner en Syrie ». Mais au lieu de revenir dans leur appartement d'al-Muhajireen, Fadia et Ibtissam ont choisi de se rendre à Deir Mqaren, qui était encore relativement épargné par les combats à l'époque, malgré les quelques attaques au mortier menées de manière sporadiques par l'armée de Bachar al-Assad. Une fois au village, elles ont passé une dizaine de jours chez Ghalib J. et Noura Z. Toutefois, dans la crainte de subir de nouvelles frappes du régime, Fadia souhaitait quitter Deir Mqaren le plus rapidement possible. « Comme mon cousin n'arrivait pas à trouver de travail en Syrie, il envisageait de retourner en Jordanie pour s'y installer jusqu'à ce que la situation s'améliore. Mais comme quelques marchands avaient déjà eu des problèmes sur la route, il hésitait à partir. Nous concernant, comme je suis de nationalité jordanienne et que ma mère dispose toujours de son contrat de mariage, la Jordanie nous a semblé constituer un refuge assez propice à notre situation. (...) Nous avons donc décidé de partir tous les trois, en prétendant que Ghalib était mon fiancé auprès des personnes tenant les différents check-points et les postes frontières que nous avons franchis sur la route. (...) Nous sommes finalement entrés en Jordanie sans rencontrer le moindre problème, puis, une fois que nous avons passé la frontière, le taxi qui nous avait amené depuis Damas a continué jusqu'à Irbid. Nous avons ensuite passé une semaine avec mon cousin et d'autres gars du village, dans l'appartement où ils avaient l'habitude de séjourner avant la révolution. Ma mère et moi avons d'abord envisagé de nous installer dans cette ville, où plusieurs personnes de Deir Mqaren vivaient déjà à l'époque. Mais finalement nous sommes parties à Amman, où il y avait plus d'opportunités d'emploi pour moi ».

Si en 2012 les autorités allemandes ont accordé des visas aux huit frères et sœurs d'Hassan J., qui réside en Allemagne depuis 1988¹⁶³, mis à part Fadia et Ibtissam, je n'ai pas eu l'occasion de rencontrer ni d'entendre parler d'autres personnes du village ayant tenté de se rendre directement en Europe depuis le Proche-Orient en empruntant des canaux officiels¹⁶⁴. On peut donc estimer que les migrations depuis Deir Mqaren vers ce continent, comme vers l'Amérique du nord d'ailleurs, n'ont pas eues de réelle influence sur les parcours des réfugiés de cette bourgade. Si les politiques migratoires coercitives des

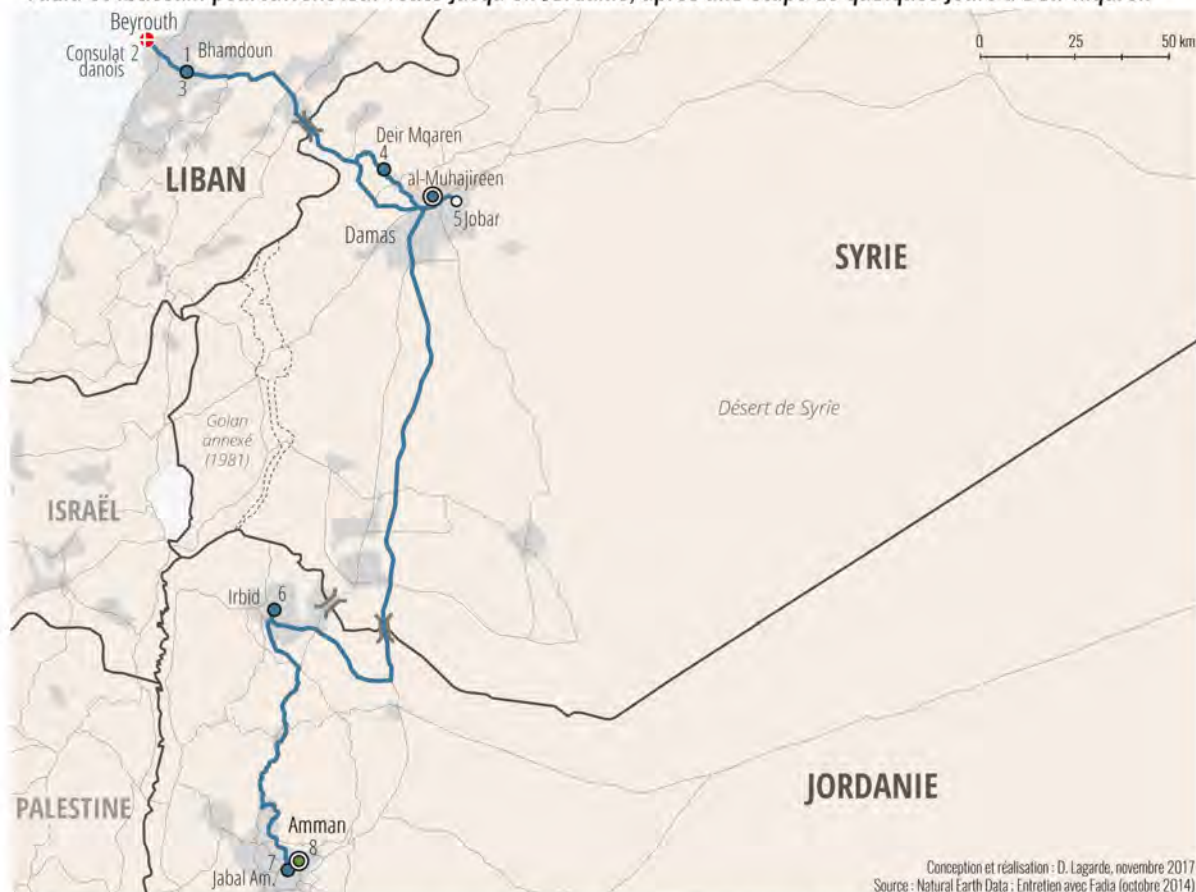
163 Voir « *Le village de Deir Mqaren dans la mondialisation migratoire* » dans la première partie du chapitre 4.

164 Mis à part dans le cadre de regroupements familiaux n'ayant toujours pas abouti à une réponse positive à la fin de mon enquête. Voir l'exemple de Rim et Wassim dans le chapitre VIII, la partie intitulée « *Atteindre l'Europe de l'Ouest en empruntant de dangereuses routes migratoires* ».

pays occidentaux ne sont sûrement pas totalement étrangères à cet état de fait, c'est principalement l'étendue des ressources disponibles au Liban et en Jordanie pour les habitants de Deir Mqaren qui est à l'origine de la dimension essentiellement transfrontalière de l'exil au départ de ce village.

Parcours migratoire de Fadia entre Damas et Amman - mars/avril 2012

Face au refus des autorités danoises au Liban de leur délivrer un visa pour rejoindre leur famille à Copenhague, Fadia et Ibtissam poursuivent leur route jusqu'en Jordanie, après une étape de quelques jours à Deir Mqaren



Conception et réalisation : D. Lagarde, novembre 2017
Source : Natural Earth Data ; Entretien avec Fadia (octobre 2014)

- | | | | |
|-------------------------------|--|---|--|
| ● Lieu de vie avant le départ | ● Logement temporaire chez des proches | 1, 2, 3, etc. Enchaînement des étapes et sens du parcours | — Frontière internationale |
| 🇩🇰 Consulat danois | ● Lieu d'installation en Jordanie | ✈ Poste frontière officiel terrestre | - - - Lignes de séparation des forces (1974) |
| ○ Changement de véhicule | ~ Déplacement "volontaire" | — Principales routes | |

Durée des déplacements et temps de présence aux lieux (approximatifs)



Carte 41 Parcours de Fadia et Ibtissam entre Damas et Amman

- Des tensions confessionnelles qui favorisent les départs vers la Jordanie

Les informations parcellaires que j'ai réussi à collecter grâce au relevé généalogique m'ont permis d'identifier le point d'entrée sur le territoire jordanien de 125 réfugiés en provenance de Deir Mqaren. Au total, seuls trois hommes et deux femmes sont arrivés par voie aérienne, depuis l'aéroport de Beyrouth. Parmi elles figurent Zeina B., que nous avons déjà évoqué précédemment. Cette dernière est partie en mai 2013 pour rejoindre ses fils installés dans la ville d'Irbid après avoir confié ses deux fils cadets à sa belle-fille Sonia I., qui a elle-même entrepris de se rendre en Jordanie quelques semaines plus tard avec son amie Alaa Z. La seconde femme à avoir entrepris un voyage similaire est la mère de Rim A., dont nous avons aussi évoqué la prise de décision migratoire dans le chapitre précédent. Toutes les deux ont opté pour cet itinéraire, car elles ne se sentaient pas physiquement en mesure d'entreprendre un périple terrestre afin d'entrer de manière informelle dans le royaume hachémite. N'ayant pas eu l'occasion de m'entretenir avec elles, je ne dispose malheureusement pas d'informations supplémentaires sur leurs parcours.

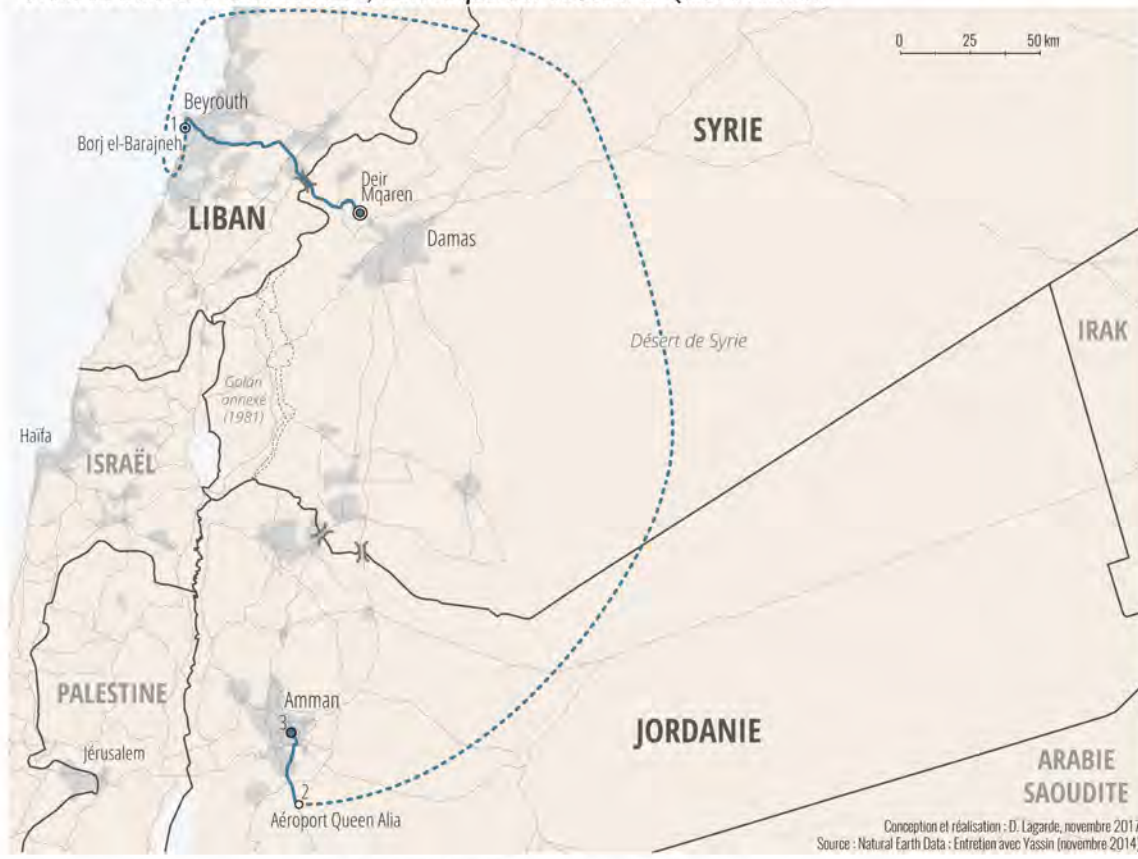
Les trois autres personnes arrivées directement depuis le Liban sont des hommes âgés d'une vingtaine d'années. Parmi eux, deux frères ont voyagé ensemble : Zaher et Riyadh, respectivement étudiant et journaliste à Damas au moment de leur départ de Syrie. L'un des regrets que je garde de mon terrain jordanien est de ne pas avoir eu l'occasion de m'entretenir avec ces deux jeunes du village, qui, selon Fadia et Ibtissam, ont des parcours de vie en de nombreux points différents de ceux de la plupart des hommes que j'ai interrogés. En effet, au-delà de leur niveau de qualification, ils font aussi partie des rares individus à être entrés en Jordanie par voie aérienne. De plus, ils ont choisi de s'installer dans la ville de Tafileh, avant de déménager à Kerak quelques mois plus tard, deux destinations du sud du royaume peu privilégiées par les réfugiés de Deir Mqaren. Mes informatrices m'ont affirmé qu'ils avaient ensuite poursuivi leur route jusqu'en Allemagne, sans être capable de me préciser dans quelles conditions ils avaient rejoint ce pays, ni même dans quelle ville ils résidaient désormais. Le troisième jeune à être arrivé en Jordanie par avion depuis Beyrouth n'est autre que Yassin J., que nous avons quitté plus

haut dans le texte, au moment où il arrivait dans la capitale libanaise, afin de s'installer avec ses amis dans un appartement dont ces derniers disposaient déjà avant le début de l'insurrection. Quelques jours après son arrivée, il a commencé à travailler comme livreur pour un magasin proposant... des *mokasarat*, des fruits séchés et des friandises¹⁶⁵. Au cours des mois suivants, quatre de ses frères l'ont rejoint à Borj el-Barajneh. Yassin a conservé son emploi durant tout son séjour au Liban et affirme s'être bien adapté à ce pays. Selon lui, ses frères n'ont en revanche pas supporté le climat d'hostilité ambiant à l'égard des Syriens d'obédience sunnite, dans ce quartier du sud de la capitale, majoritairement peuplé de Libanais chiïtes. *« Mes frères s'étaient mis en tête de partir en Jordanie, où ma sœur et son mari étaient installés depuis plus de vingt ans. De mon côté je n'étais pas très partant. J'avais un bon cercle d'amis à Beyrouth, en plus de cela mon travail se passait bien et surtout, il est beaucoup plus facile de retourner au village depuis le Liban. Ça peut paraître bizarre, mais cela me rassurait de me dire que je n'étais pas loin de Deir Mqaren »*. Après avoir longuement insisté, les frères de Yassin ont fini par convaincre ce dernier de les suivre en Jordanie. Ils sont donc partis tous les cinq de Beyrouth au mois de février 2013. A cette période, de plus en plus de Syriens se voyaient refuser l'entrée sur le territoire jordanien lors de leur arrivée à l'aéroport d'Amman. Yassin avait donc anticipé cet éventuel problème en contactant une personne du village installée en Jordanie. *« Mon ami avait communiqué nos noms et payé un bakchich à un fonctionnaire jordanien qui travaille à la police aux frontières de l'aéroport. Tout était arrangé et nous ne devions normalement rencontrer aucun problème pour entrer dans le pays. Sauf que lorsque nous nous sommes présentés aux guichets de la police, les Jordaniens ont bien accepté de me laisser passer, par contre, ils voulaient que chacun de mes frères leur verse 2 000\$ pour entrer. Comme aucun d'entre nous ne disposait d'une telle somme, ils ont été refoulés et renvoyés par avion au Liban quelques heures plus tard, sans avoir pu sortir de l'aéroport. En ce qui me concerne, j'ai pris un taxi pour me rendre à Amman chez ma sœur, un peu à contrecœur »*.

¹⁶⁵ Yassin est le premier marchand du village auprès duquel j'ai mené un entretien. D'après la traduction de Fadia, ce dernier a en effet travaillé comme livreur pour un magasin du quartier de Borj el-Barajneh. Il est pourtant tout à fait probable qu'elle ait utilisé le terme de livreur en voulant en réalité désigner le métier de vendeur ambulancier. Je resterai donc sur la compréhension première de l'activité exercée par Yassin au Liban, en sachant qu'il se peut qu'il occupait en réalité les mêmes fonctions que les autres colporteurs du village installés à Beyrouth en même temps que lui, à l'image de son ami Zakaria.

Parcours migratoire de Yassin entre Deir Mqaren et Amman - juillet 2012 février 2013

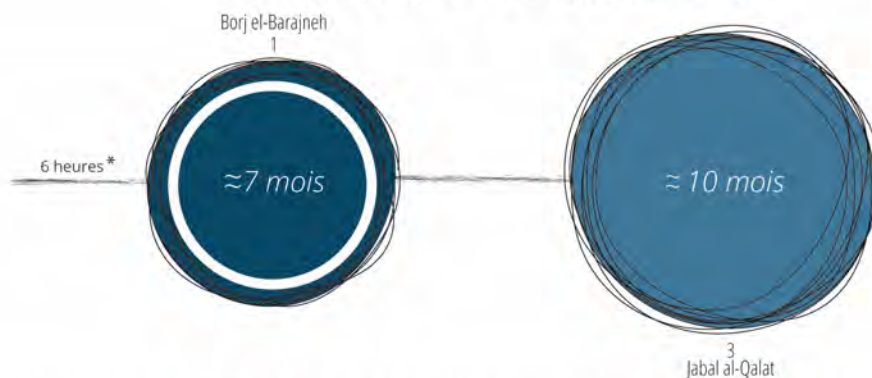
Après une installation temporaire à Beyrouth, Yassin poursuit sa route par voie aérienne jusqu'en Jordanie, avant de s'installer chez sa soeur, dans le quartier de Jabal al-Qalat à Amman



Conception et réalisation : D. Lagarde, novembre 2017
Source : Natural Earth Data ; Entretien avec Yassin (novembre 2014)

- Lieu de vie avant le départ
 - Installation en colocation
 - Étape / changement de véhicule
 - Logement temporaire chez un proche
- Déplacement "volontaire" par voie...
- terrestre
 - - - aérienne
- 1, 2, 3, etc. Enchaînement des étapes et sens du parcours
- ✈ Poste frontière officiel terrestre
- Frontière internationale
- - - Lignes de séparation des forces (1974)
- Principales routes

Durée des déplacements et temps de présence aux lieux (approximatifs)



* En temps normal, le temps de trajet entre Deir Mqaren et Beyrouth est d'environ 2h30, passage de la douane compris. Lorsque Yassin s'est rendu au Liban en juillet 2012, le poste frontière officiel de Masnaa était largement engorgé en raison du nombre de personnes cherchant à quitter la Syrie. Par conséquent, Yassin a été contraint de patienter plusieurs heures et de payer un bakchich à un fonctionnaire syrien afin de passer plus rapidement. Au total, il lui a fallu près de six heures afin de rallier le quartier de Borj el-Barajneh depuis son village d'origine.

Carte 42 Parcours de Yassin entre Deir Mqaren et Amman

A l'image des quatre frères de Yassin, Zakaria L. n'a lui non plus jamais réussi à trouver sa place au Liban. Il évoque également les relations tendues au quotidien avec les Libanais du quartier. *« En tant que sunnites, tous les jours nous avons des problèmes avec les partisans du Hezbollah. Certains gars du village en sont même venus aux mains avec eux. Tous les jours, des Libanais nous questionnaient sur le conflit en Syrie et notre soutien à un camp ou à l'autre. Si tu es sunnite, ils partent du principe que tu es forcément contre le régime. La situation devenait totalement absurde et au final, le climat était encore plus pesant qu'en Syrie ! »*. Trois mois après son arrivée au Liban en août 2012, Zakaria et quelques-uns de ses amis du village ont pris la décision de revenir vivre à Deir Mqaren. De retour en Syrie, ses parents l'ont tout de suite supplié de quitter le pays pour se réfugier en Jordanie. Face à tant d'insistance, il a accepté de partir au mois de décembre 2012. Il a d'abord commencé par tenter de se rendre de manière légale par le poste frontière de Nassib/Jaber. Mais après l'augmentation considérable du nombre d'arrivées au cours des mois précédents, les autorités jordaniennes étaient de plus en plus regardantes vis à vis du profil des nouveaux candidats à l'exil. *« Comme j'étais jeune, que je voyageais seul et que je n'avais pas de tampon d'entrée en Jordanie sur mon passeport, les gardes frontières ont refusé de me laisser passer. Je suis donc reparti à Deir Mqaren avant de retenter ma chance deux autres fois au cours des semaines suivantes, sans jamais réussir à entrer. Personnellement, j'étais assez content qu'on me refoule, car je n'avais aucune envie de quitter ma famille et mes amis pour aller m'installer dans un pays que je ne connaissais pas. Mais face à la terrible inquiétude de mes parents, j'ai retenté d'entrer une quatrième fois, en janvier 2013 »*. Cette fois-ci, Zakaria est parti avec cinq autres personnes de Deir Mqaren : Hamza G. et quatre amis qui vivaient à Beyrouth avec lui. Afin de s'assurer de pouvoir entrer, ils sont passés par l'intermédiaire d'un contact de son cousin Faysal N. *« La combine est simple. Lorsque quelqu'un voulait entrer en Jordanie, il lui suffisait de solliciter Faysal pour qu'il appelle la personne qu'il connaissait au poste frontière. Il lui donnait alors le nom des gars qui s'apprêtaient à se rendre en Jordanie et le tarif était de 100 JD par personne qu'il réussissait à faire entrer. (...) Sauf que le jour où nous sommes arrivés à la frontière, seuls moi et deux de mes amis avons réussi à passer. Le contact de Faysal n'a malheureusement rien pu faire pour les trois autres. Au fond de moi, j'ai sincèrement regretté à ce moment là de ne pas être à leur place... »*.

4. Réseaux sociaux et passages frontaliers de la « migration d'urgence »

A partir de l'été 2012, l'augmentation soudaine du nombre de candidats à l'exil attise non seulement les pratiques de corruption des gardes-frontières, mais également la réticence des autorités jordaniennes à accueillir toujours plus de réfugiés sur leur sol. Cette situation va donc largement compliquer l'entrée officielle des Syriens dans le royaume. Pour la population de Deir Mqaren, les relations que les colporteurs ont nouées avec des fonctionnaires syriens et jordaniens au cours des années précédentes va néanmoins faciliter leur entrée par le poste de Nassib/Jaber, tout comme celle de leurs proches. Toutefois, à partir du début de l'année 2013, la fermeture progressive des frontières du royaume va rapidement contraindre les habitants du village désireux de se rendre en Jordanie à entrer « clandestinement » dans le pays. Afin de faciliter leurs circulations dans le sud de la Syrie et leur sortie des camps d'Azraq et de Zaatari, ils vont une nouvelle fois s'appuyer sur les relations des marchands de Deir Mqaren. Les hommes déjà présents dans le pays se chargent ainsi d'organiser à distance les voyages de leurs proches. Malgré cela, les itinéraires permettant de rallier « clandestinement » la Jordanie n'ont de cesse de s'allonger et de se complexifier à mesure du renforcement des politiques migratoires jordaniennes. De manière concomitante, on assiste également à une augmentation très nette du nombre d'acteurs et de lieux de transit structurant ces voyages migratoires transfrontaliers.

- Des relations (inter)personnelles qui facilitent le passage par les postes frontières officiels

En continuant à se baser sur ce même échantillon de 125 individus dont les points d'entrée sur le territoire jordanien sont connus, on apprend que 52% sont arrivés par le poste frontière officiel de Nassib/Jaber, entre le début de l'année 2012 et l'hiver 2013¹⁶⁶. Cette sous-population était composée de 60% d'hommes, 31% de femmes et 9% d'enfants¹⁶⁷. C'est par ce même lieu que sont également entrés quinze des vingt-trois personnes auprès desquelles j'ai mené des entretiens approfondis ; soit 65%, ce qui correspond à un ratio légèrement plus élevé que celui observé pour l'ensemble des 125 individus composant l'échantillon de population extrait du relevé généalogique. Sur ces quinze personnes, sept ont joué de relations pour passer la frontière¹⁶⁸. Pour trois d'entre elles - Bachar L., son neveu Zakaria L., ainsi que son gendre Mahmoud J. - cela ne les a pas dispensé de payer un bakchich.

Mobiliser ses relations pour sortir de Syrie...

Concernant Bachar L., après avoir vendu son bétail dans la précipitation en septembre 2012 à la suite des menaces proférées par des *mukhabarat* du régime, il a dû s'acquitter de la somme de 2 000\$ auprès d'un garde frontière syrien pour financer la sortie clandestine de Syrie de l'ensemble des membres de son foyer. « *Avec les histoires que j'avais avec les mukhabarat, je me doutais que mon nom devait être sur les listes du régime. Il m'a donc fallu trouver un moyen de passer la frontière sans encombres, en évitant de devoir demander une autorisation de sortie du territoire aux gardes-frontières syriens. Du coup, j'ai demandé l'aide d'une personne du village qui avait le contact d'un employé du poste-frontière qui était en mesure de m'aider. Il*

166 Sur les 65 personnes en provenance de Deir Mqaren à être entrées légalement par le poste frontière de Nassib/Jaber, seuls Faysal N. et Nissrine H. l'ont fait après le mois de janvier 2013. En effet, si cet espace est resté officiellement ouvert à la circulation des biens et des personnes jusqu'en avril 2015, après l'hiver 2013, seules les réfugiés disposant de contacts véritablement influents auprès de la police aux frontières ont réussies à transiter par ce lieu ; ce qui fut visiblement le cas de Faysal N. Concernant Nissrine H., elle a pu entrer *via* ce poste frontière car son mari, décédé en mai 2013 alors qu'il combattait dans les rangs de l'ASL, était un Palestinien de Jordanie. A l'instar d'Ibtissam, son contrat de mariage lui a permis d'entrer dans le royaume en toute légalité.

167 J'insiste une nouvelle fois sur le fait qu'il s'agit ici d'une tendance, basée sur les informations majoritairement collectées auprès d'Ibtissam et pouvant de fait contenir certains biais. Ces chiffres ne prétendent donc pas représenter avec une parfaite exactitude la réalité du phénomène migratoire entre Deir Mqaren et la Jordanie.

168 Cinq personnes sont entrées sans avoir eu besoin ni de s'acquitter d'un bakchich, ni de bénéficier de l'aide d'une tierce personne. Pour trois des quinze enquêtés entrés légalement en Jordanie - Tamer H., Abu Khaled J. et Majed A. - je ne dispose pas d'informations sur les détails de leur entrée par le poste frontière de Nassib/Jaber.

nous a demandé de nous présenter le 30 septembre à Nassib et d'attendre là jusqu'à ce qu'il nous appelle. Nous sommes arrivés à 9h30 et avons attendu son coup de fil jusqu'à 17h. Il nous a alors demandé de le rejoindre au guichet du poste frontière, où il a tamponné nos passeports sans enregistrer notre sortie sur son ordinateur ».

Lorsque l'on sait qu'à cette période, un nombre croissant de réfugiés entraient (gratuitement) en Jordanie par les points de passage informels situés dans les environs de Deraa, il peut paraître surprenant que Bachar ait accepté de payer une somme aussi élevée pour sortir clandestinement de son pays. Pourtant, au regard des observations effectuées auprès de habitants de Deir Mqaren, il semblerait que, paradoxalement, la population du village ait longtemps privilégié cet itinéraire pour entrer légalement dans le royaume, quitte à s'acquitter au préalable d'un bakchich. Est-ce le fruit du hasard ou non ? Toujours est-il que Bachar, Zakaria et Mahmoud ne travaillaient pas en Jordanie avant leur départ de Syrie, à la différence des quatre autres personnes ayant joué de leurs relations, sans avoir eu besoin de payer un bakchich, afin d'entrer dans le royaume par le poste de Nassib/Jaber.

Hady H. fait partie de ces quatre individus. Il s'est présenté à la frontière le 8 septembre 2012, au moment où le poste de Nassib/Jaber faisait face à un engorgement important, en raison de l'augmentation considérable des départs, liée en particulier aux violences en cours dans et aux abords de l'agglomération damascène depuis le mois de juillet. *« Lorsque je suis arrivé à la frontière, des milliers de personnes attendaient pour quitter le pays. Je pense que nous étions peut-être 5 000 à vouloir partir ce jour là ! Il y avait une cohue incroyable devant les bâtiments de la douane, à tel point qu'à un moment, les policiers ont même menacé de tirer sur la foule pour calmer les personnes qui faisaient la queue afin de faire tamponner leurs passeports. Je me suis ensuite rendu compte que seuls les gens qui acceptaient de payer un bakchich réussissaient à quitter le pays ».* Face à cette situation, Hady a appelé l'un de ses frères qui travaillait dans l'armée jusqu'au début de la révolution, avant de faire défection. Ce dernier a contacté l'un de ses anciens collègues qui travaillait au poste frontière, et qui a accepté de délivrer à Hady une autorisation de sortie du territoire, sans lui réclamer d'argent. Six heures après son arrivée à Nassib, il a ainsi pu poursuivre sa route jusqu'à Zarqa, et rejoindre son frère préalablement installé dans cette ville.

... ou entrer en Jordanie

Ayman A. et Hamza G. ont pour leur part sollicité des clients à eux d'Irbid, afin qu'ils leur facilitent l'entrée dans le royaume. Dans les deux cas, ils ont eu recours à leurs relations personnelles uniquement après avoir été refoulés une première fois par les autorités jordaniennes. Ayman fait d'ailleurs partie des premières personnes du village à avoir été confrontées à ce genre de problème. *« Au début de l'année 2012, lorsque j'ai souhaité me rendre en Jordanie pour travailler, j'ai été refoulé par les Jordaniens à la frontière. Je suis donc retourné au village et j'ai contacté l'un de mes clients jordaniens d'Irbid. Je m'entendais très bien avec lui et je me suis dit qu'il serait peut-être en mesure de m'aider. (...) Je préfère taire son nom, en tout cas, il ne s'agit ni du contact de Faysal, ni de celui de Hamza. Je suis la seule personne du village que mon client a aidé à entrer. Nous avons tous nos propres relations et en dépit de l'apparente solidarité qui peut sembler régner entre les gars du village, en réalité, ça fonctionne souvent sur la base du chacun pour soi... (...) Donc lorsque j'ai contacté mon client, il m'a demandé de lui faire parvenir une copie de mon passeport par Internet, qu'il a ensuite remise à un douanier qui travaille à la frontière pour qu'il facilite mon passage ».* Ayman a de cette façon pu entrer dans le royaume avant de s'installer durablement à Irbid. Il n'est ensuite jamais retourné au village de peur de ne pas pouvoir revenir en Jordanie par la suite. Comme nous l'avons vu précédemment, c'est sa famille qui l'a progressivement rejoint, dont sa mère Zeina B., arrivée en avion à Amman depuis Beyrouth, en mai 2013.

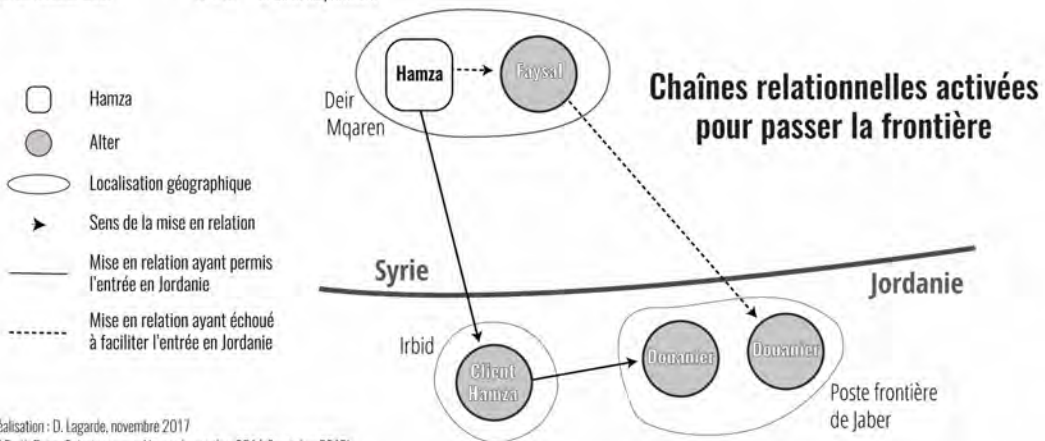
Lorsque j'ai revu Hamza G. à l'automne 2015, après m'être entretenu deux fois avec Zakaria, je lui ai demandé de me confirmer la version que ce dernier m'avait donnée de leur mésaventure à la frontière. Alors que j'évoque l'anecdote de son refoulement, il se met à rire en repensant à Zakaria. *« Oui c'est vrai que nous avons entrepris d'entrer ensemble ce jour là. Il a réussi à passer avec d'autres jeunes du village. Tu aurais du voir sa tête. Il ne voulait pas y aller et aurait sans problème échangé sa place avec l'un d'entre nous [qui n'ont pas été autorisés à passer]. Comme les Jordaniens ont refusé de me laisser entrer, j'ai décidé d'appeler un de mes clients d'Irbid qui travaille pour les services de renseignement. Lorsque je lui ai fait part de ma situation, il m'a promis d'arranger les choses. J'ai passé une nuit dans un hôtel (...) du côté syrien de la frontière et le lendemain matin, mon client m'a rappelé pour me signaler qu'un douanier m'attendait pour tamponner mon passeport. J'ai pu passer la douane sans problème et deux heures plus tard, j'étais dans l'appartement dans lequel j'avais l'habitude de me rendre avec mes proches quand nous venions à Irbid avant la révolution ».*

Voyage de Hamza de Deir Mqaren à Irbid - Janvier 2013

La fermeture progressive des postes frontières officiels entrave considérablement les mobilités des marchands de Deir Mqaren, qui sont contraints de solliciter l'aide de leurs clients jordaniens afin d'entrer dans le royaume



- Lieu de vie avant le départ
- Changement de véhicule
- Hôtel situé dans la zone franche de Nassib/Jaber
- Lieu d'installation en Jordanie
- ~ Déplacement "volontaire"
- 1, 2, 3, etc. Enchaînement des étapes et sens du parcours
- ✈ Poste frontière officiel terrestre
- Principales routes
- Frontière internationale
- - - Lignes de séparation des forces (1974)



Conception et réalisation : D. Lagarde, novembre 2017
 Source : Natural Earth Data ; Entretiens avec Hamza (novembre 2014 & octobre 2015)

Carte 43 Parcours de Hamza entre Deir Mqaren et Irbid

Diagramme 2 Chaînes relationnelles activées durant le parcours de Hamza entre Deir Mqaren et Deraa

Identifier les spatialités des réseaux facilitant l'entrée légale en Jordanie

D'après l'un des enquêtés, le contact de Faysal ayant permis à Zakaria d'entrer en Jordanie aurait facilité l'arrivée dans le royaume de plusieurs habitants du village, avant d'être finalement arrêté par ses supérieurs, lorsque ces derniers auraient découvert son stratagème. Cela lui aurait d'ailleurs valu un court séjour en prison, avant d'être finalement relâché faute de preuves. Seul un nombre limité de personnes en provenance de Deir

Mqaren aurait donc profité de cette combine après le passage de Zakaria. Lorsque Faysal est entré en Jordanie au mois de juin 2013, il a de fait dû recourir à un autre de ses contacts. Néanmoins, ce dernier n'ayant jamais été très loquace sur les relations ayant facilité son passage et celui de ses proches, il m'est impossible de fournir plus de détails sur les mécanismes relationnels lui ayant permis de passer la frontière. D'une manière générale, il n'a pas été facile de collecter des informations sur les personnes ayant permis à mes interlocuteurs d'entrer légalement en Jordanie. En effet, la plupart des enquêtés n'ont pas souhaité divulguer les noms des individus qui sont intervenus en leur faveur. Ne souhaitant pas placer ces derniers dans une position trop inconfortable, je n'ai jamais réellement cherché à approfondir la question. Par conséquent, je ne suis pas en mesure d'identifier précisément quels sont les fonctionnaires jordaniens, ni les autres intermédiaires, ayant joué un rôle spécifique dans les passages des habitants du village *via* les points d'entrée officiels, qu'il s'agisse de l'aéroport d'Amman ou du poste de Nassib/Jaber. Il est néanmoins possible d'affirmer que l'entrée des habitants de Deir Mqaren a largement été facilitée par le jeu de leurs relations interpersonnelles. Dans la majorité des cas, ces mises en contacts ont été rendues possibles grâce aux relations nouées par les marchands lors de leurs voyages commerciaux en Jordanie. Plusieurs enquêtés m'ont par exemple affirmé que Faysal avait rencontré le garde-frontière employé à Jaber par l'intermédiaire de chefs de tribu, qu'il côtoyait déjà dans le cadre de ses activités professionnels avant le début de l'insurrection. Sans disposer des identités précises de ces personnes, on peut toutefois dégager une certaine forme de modèle, permettant d'éclairer un peu mieux les spatialités des réseaux sociaux ayant facilité ces passages. Les deux schémas ci-dessous visent précisément à éclairer les interrelations entre les dimensions sociales et spatiales des mécanismes relationnels facilitant le franchissement légal de la frontière syro-jordanienne, au moment où celle-ci commençait à se fermer. La première illustration se propose de représenter les processus de mise en relation permettant à une personne de Deir Mqaren de quitter la Syrie. Dans ces cas là, celle-ci sera généralement amenée à passer par un intermédiaire résidant dans le même pays (voir bien souvent dans le même village) qu'elle, et qui lui permettra d'entrer en contact avec un fonctionnaire du poste de Nassib.

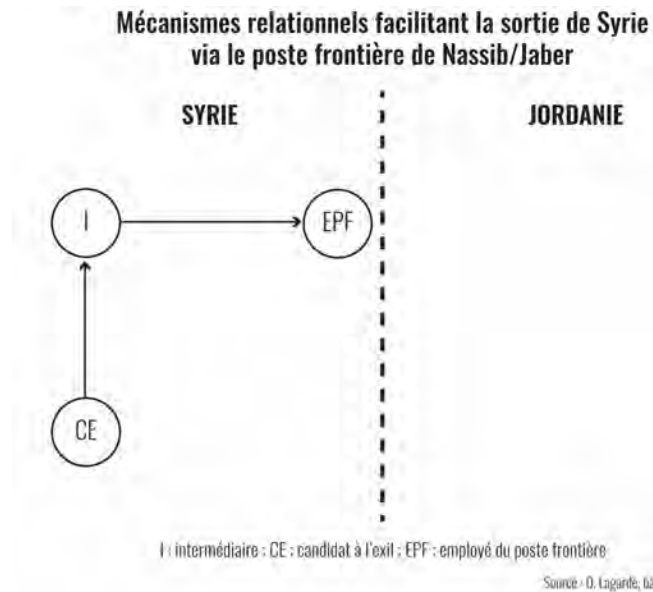


Diagramme 3 Mécanismes relationnels facilitant la sortie de Syrie par le poste frontière de Nassib/Jaber

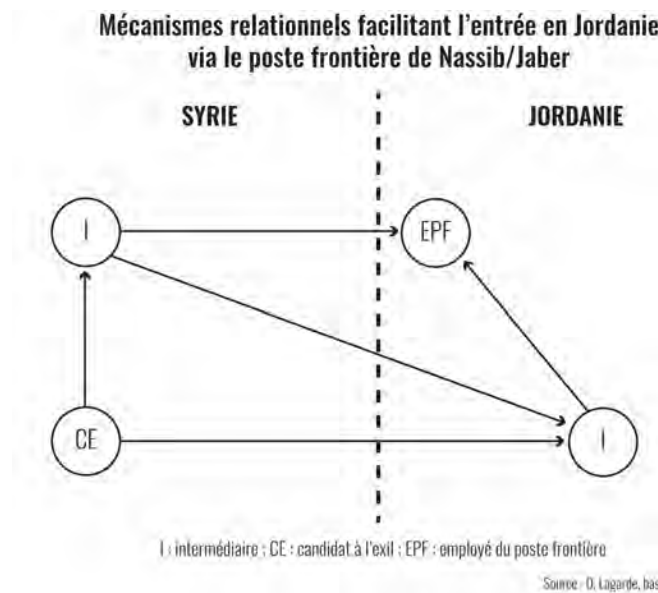


Diagramme 4 Mécanismes relationnels facilitant l'entrée en Jordanie par le poste frontière de Nassib/Jaber

Dans les cas où un candidat à l'exil rencontre des problèmes pour entrer en Jordanie, il aura à l'inverse plutôt tendance à solliciter les services d'un intermédiaire jordanien, situé dans le royaume hachémite, afin d'entrer ensuite en contact avec un fonctionnaire du poste de Jaber. S'il ne dispose pas de contact direct auprès de Jordaniens, cette mise en relation peut également passer par une seconde personne, résidant en Syrie ou en Jordanie.

L'hiver 2012-2013 marqua le temps des dernières entrées légales des habitants de Deir Mqaren en Jordanie. En raison de la multiplication des refoulements aux frontières officielles, l'écrasante majorité des personnes qui se sont rendus dans le royaume

hachémite au cours du premier semestre de l'année 2013 ont été contraintes d'emprunter des filières irrégulières pour rejoindre leurs proches. Afin d'éviter d'être bloquées à la frontière, celles-ci se sont appuyées sur les relations des colporteurs du village susceptibles de faciliter leur voyage dans le sud de la Syrie et leur sortie du camp de Zaatari. Les hommes déjà présents dans le pays se sont ainsi chargés d'organiser à distance les voyages de leurs proches, en s'appuyant sur des chaînes d'acteurs et de lieux, s'allongeant au rythme de la fermeture des frontières jordaniennes.

- Des passages encadrés par les rebelles de l'ASL

Toujours parmi les 125 individus du village dont le lieu d'entrée en Jordanie est connu, cinquante-trois (42%) sont entrés en dehors des postes frontières officiels. Cette sous-population était majoritairement composée d'enfants (59%) et de femmes (28%). Quelques rares hommes (13%) se sont également greffés à ces flux, convergeant vers le territoire jordanien dans des proportions égales *via* les points de passages informels situés dans les environs de Deraa (51%), ou plus à l'est par celui de Hadalat (49%). Le fait que la majorité des adultes entrés de manière irrégulière dans le royaume soient des femmes a corrélativement limité mon accès à cet échantillon de population. En effet, il était pour moi beaucoup plus délicat de solliciter des entretiens individuels auprès de ces dernières, en particulier lorsqu'elles résidaient avec leur mari. Au total, je n'ai donc pu interroger que six réfugiés originaires de Deir Mqaren à être entrés « clandestinement » dans le royaume : quatre femmes et deux hommes.

Les quatre enquêtés entrés irrégulièrement en Jordanie du côté occidental de la frontière ont tous voyagé au mois de juin 2013, au moment où les autorités jordaniennes ne laissaient entrer quotidiennement qu'une poignée de réfugiés par les points de passage informels situés dans les environs de Deraa. Même si aucun d'entre eux ne l'a formulé de la sorte, on peut toutefois émettre l'hypothèse que la fermeture progressive des frontières du royaume hachémite ait également influencé ces personnes dans leur choix de quitter la Syrie à ce moment précis. Quoiqu'il en soit, Alaa Z. est la première de ces quatre enquêtés à être partie du village, accompagnée, comme nous l'avons évoqué précédemment, de son amie Sonia I., qui s'était vue confier la tâche de ramener à sa belle-mère Zeina B. ses deux plus jeunes enfants. Alaa et Sonia partageaient par ailleurs le même objectif : se rendre à

Irbid pour y rejoindre leurs maris Hamza G. et Hassan A. Mais avant d'entreprendre ce périple, Alaa s'est arrangée avec Hamza pour qu'il facilite à distance, depuis la Jordanie, les étapes les plus délicates de leur voyage, à savoir le passage de la frontière et la sortie du camp de Zaatari.

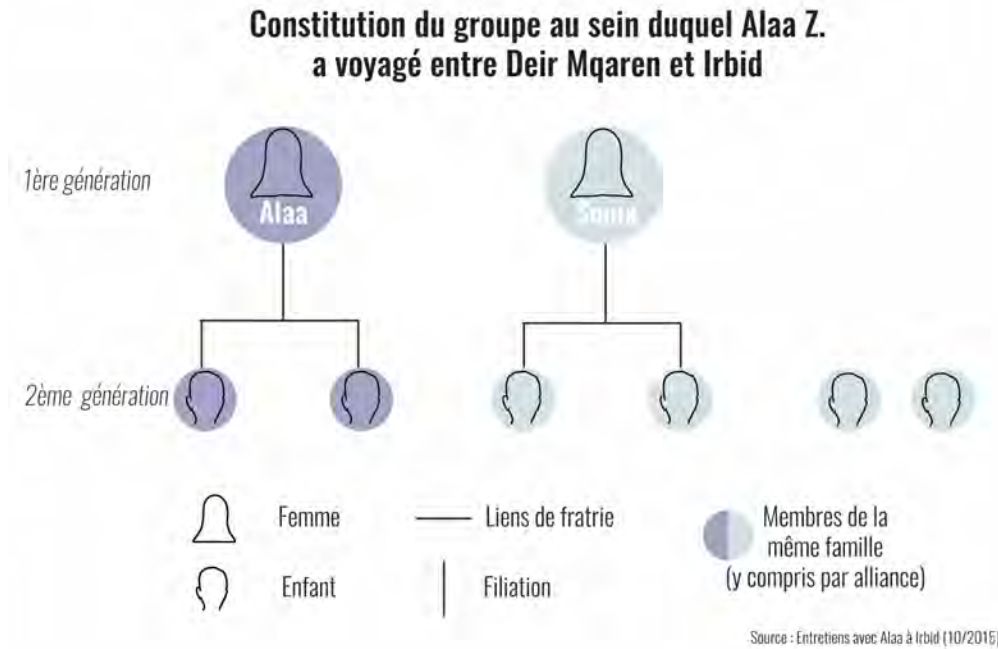


Diagramme 5 Personnes auprès desquelles Alaa Z. a voyagé entre Deir Mqaren et Irbid

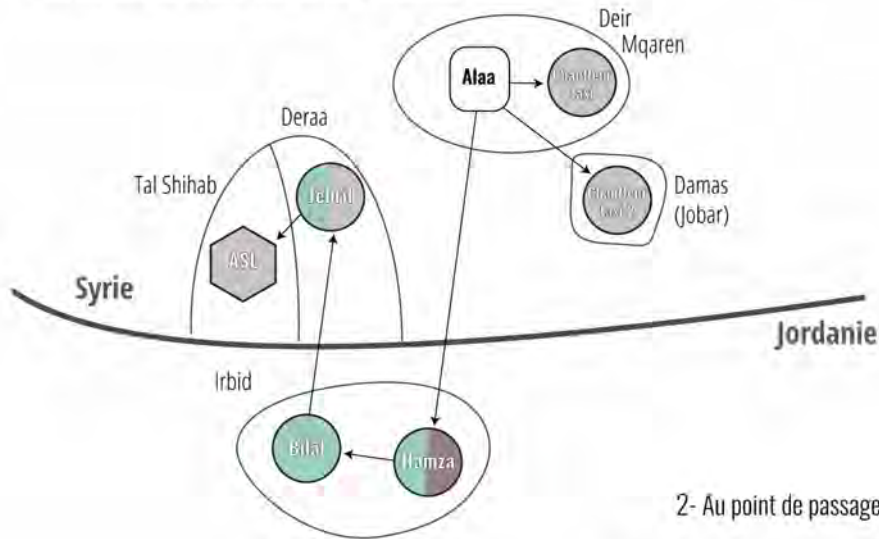
Parcours migratoire d'Alaa, entre Deir Mqaren et Irbid

Lors de notre seconde rencontre chez lui à Irbid en octobre 2015, Hamza a accepté de me confier les détails des relations qu'il a mobilisées afin de faciliter l'arrivée de sa femme et de plusieurs autres habitants du village en Jordanie. « *Au moment où je souhaitais faire venir Alaa et les enfants, Bilal, un de mes clients jordaniens, m'a dit qu'il connaissait une personne de Deraa [Jebril] qui était en contact avec [des activistes de] l'armée libre [ASL] qui pouvaient les faire entrer en Jordanie [en dépit des blocages aux frontières] en échange de 15 000 livres¹⁶⁹ (...) [Soltan], un de mes amis syriens d'Irbid qui fait partie d'une grande famille transfrontalière du Hauran, impliquée dans pas mal de petits trafics à la frontière et autour du camp de Zaatari, m'a ensuite donné le numéro [de Zafer] un de ses cousins qui pouvait les faire sortir du camp pour 150 dollars* ».

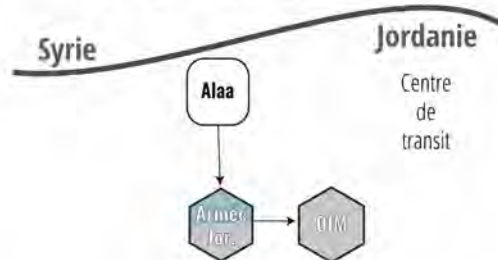
169 15 000 SYP équivalaient environ à 115€ à la fin du mois de juin 2013.

Réseaux de l'accès aux ressources d'Alaa

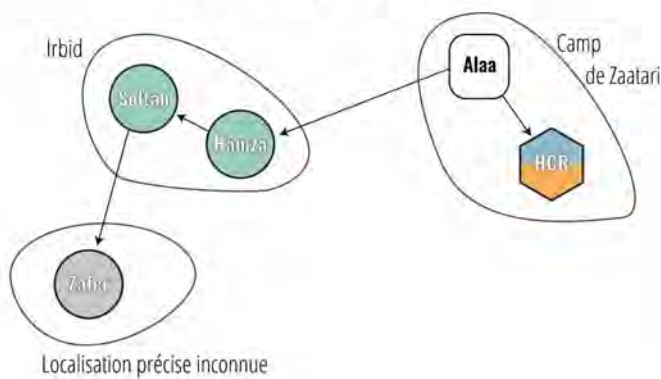
1- Au moment du départ, pour passer la frontière



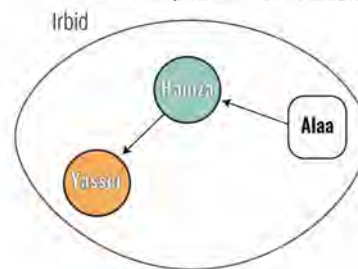
2- Au point de passage de Tal Shihab



3- Depuis le camp de réfugiés de Zaatari



4- En Jordanie, une fois sortie du camp, le temps d'accéder à la location



Nature des ressources

- Logement (choisi ou imposé)
- Argent
- Mobilité (moyen de locomotion, passage d'une frontière, sortie du camp, etc.)
- Santé/nourriture/documents officiels
- Informations/mise en relation
- Sens de la mise en relation

Individus et organisations

- Alaa
- Alter
- Autorité/organisation
- Localisation géographique

Source : Entretiens à Irbid avec Hamza (novembre 2014 et octobre 2015) et Alaa (octobre 2015)

Diagramme 6 Réseaux de l'accès aux ressources d'Alaa

Après avoir résolu les questions relatives à leur passage de la frontière et à leur sortie du camp de Zaatari, Alaa et Sonia quittent Deir Mqaren à bord d'un taxi qui les amène jusqu'à la gare routière de Jobar¹⁷⁰ à Damas. De là, un second chauffeur les conduit directement jusqu'à l'appartement de Jebriil, situé dans un quartier du centre-ville de Deraa tenu par l'ASL. *« Nous sommes restés deux heures chez lui à boire du thé et du café, le temps que les combats en cours le long de la route menant au point de ralliement des réfugiés baissent d'intensité. Lorsqu'on lui a indiqué qu'il pouvait partir, il nous a fait monter à bord d'un pick-up pour partir en direction de la frontière, qui était située à environ une demi-heure de route. (...) Arrivés à mi-chemin, Jebriil nous a demandé de descendre de son pick-up et nous a fait monter dans une remorque couverte, tractée par une fourgonnette, car la zone que nous devions traverser était trop dangereuse. Pour ce dernier tronçon du trajet, d'autres personnes se trouvaient avec nous dans le véhicule. (...) Même si nous n'avons pas rencontré de problèmes, nous avons tout de même dû traverser une ligne de front avant d'arriver dans une école située à la sortie de Tal Shihab, où l'armée libre rassemblait les réfugiés. Certaines personnes étaient bloquées là depuis plusieurs jours, alors que les bombes pleuvaient tout autour de l'école. C'est dans cette école que l'armée libre rassemblait les réfugiés avant de passer la frontière, avant de les faire entrer petit à petit, lorsque les Jordaniens leur donnaient le signal. Mais comme Hamza avait payé 15 000 livres pour nous faire passer et que nous avons aussi rajouté un bakchich supplémentaire, nous avons pu rapidement continuer notre route jusqu'à la frontière, où nous sommes arrivés vers 16h ».*

Selon ses propres mots, Alaa garde un très mauvais souvenir de ses premiers pas sur le sol jordanien. En juin 2013, l'armée jordanienne cherchait à tarir le flux de réfugiés en provenance de Syrie. Ils n'ont donc pas accueilli très chaleureusement les candidats à l'exil arrivés ce jour-là. *« Lorsque les Jordaniens nous ont récupéré de l'autre côté des fils barbelés marquant la frontière, ils nous ont menacé de nous renvoyer en Jordanie car ils disaient qu'ils n'arrivaient plus à gérer l'arrivée d'autant de réfugiés. Ils nous ont dit que nous n'étions plus les bienvenus chez eux, qu'ils ne pouvaient pas s'occuper de tout le monde. (...) Ils nous ont obligé à nous asseoir par terre et nous ont dit qu'ils allaient prendre nos visages en photo pour les envoyer à al-Jazeera [sic]. Cette situation était très humiliante. Après ça, ils ont entrepris de fouiller tous nos sacs en étalant leur contenu sur le sol. Les vêtements que nous avons ramenés avec nous étaient couverts de morceaux de plantes piquantes que nous n'avons jamais réussi à décrocher ensuite, ce qui nous a finalement forcé à les jeter ».*

Après les avoir fait patienter plusieurs heures assis par terre et s'être attachés à

¹⁷⁰ Jobar est un quartier situé en périphérie proche du centre-ville de Damas, où se situe une gare routière d'où partent des bus et des taxis qui relient la capitale aux principales localités du sud de la Syrie.

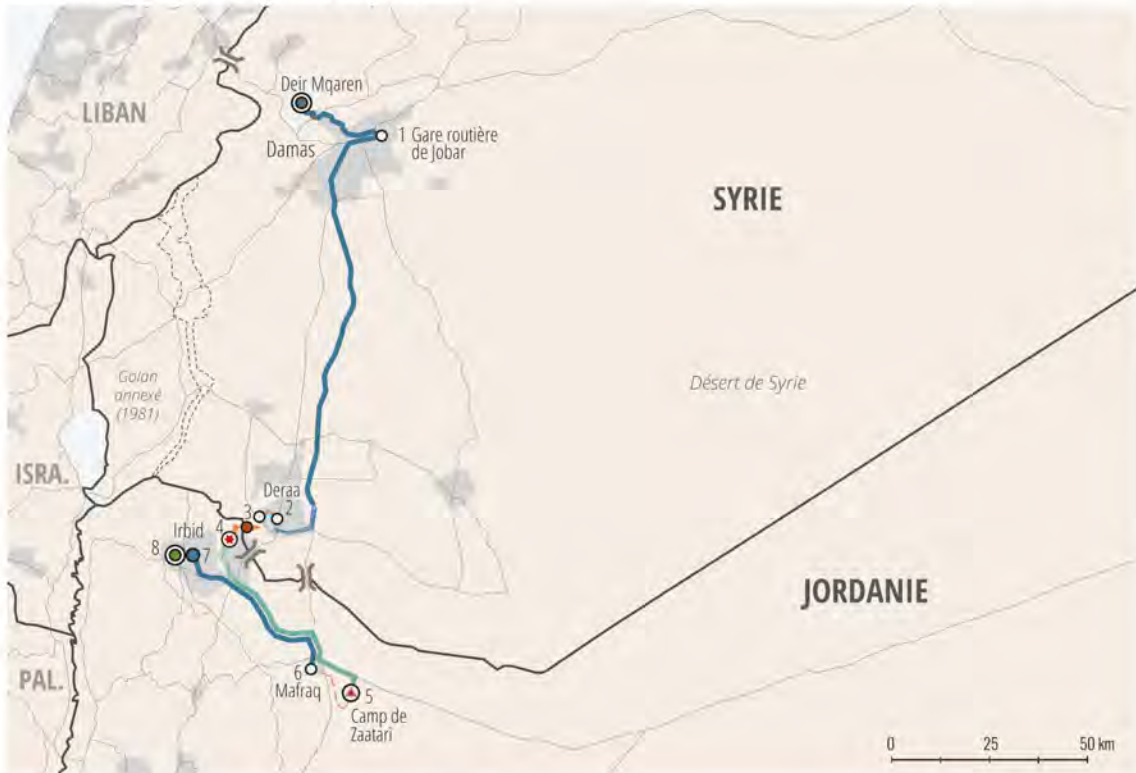
vérifier minutieusement leurs papiers d'identité, les soldats jordaniens acceptent finalement de les laisser entrer. Vers 22h, ils les amènent jusqu'à un poste mobile des services de sécurité jordaniens, où Alaa et Sonia se voient confisquer leurs passeports et leurs livrets de famille¹⁷¹. Finalement, vers 1h du matin, un bus de l'OIM vient les chercher pour les conduire jusqu'au camp de Zaatari. « *Quand nous sommes arrivés à Zaatari, le HCR nous a donné à manger, à boire, puis nous a envoyé passer la nuit sous une grande tente où dormaient déjà d'autres réfugiés. Vers 7 heures du matin, j'ai reçu un appel d'un inconnu sur mon portable. Quand j'ai décroché, un Jordanien [Zafer] était au bout du fil et m'a dit qu'Hamza l'avait envoyé pour venir nous chercher (...). Nous l'avons retrouvé à quelques dizaines de mètres de la tente, puis il nous a fait sortir du camp à bord d'un pick-up. Nous avons ensuite continué à rouler une trentaine de minutes dans le désert avant de rejoindre l'autoroute [reliant Damas à Amman]. Finalement, il nous a déposés devant la mairie de Mafraq où Hamza nous attendait avec Yasser, un ami palestinien¹⁷² de Deir Mqaren qui était installé depuis plusieurs mois à Irbid avec sa femme et ses enfants. Comme c'était compliqué de rester dans l'appartement où Hamza vivait avec d'autres gars du village, nous avons passé une semaine chez Yasser et son épouse, le temps de trouver un appartement à louer* ».

171 Dans un article paru dans la *Revue européenne de migrations internationales*, Myriam Ababsa mentionne à ce sujet que « *jusqu'en décembre 2013, en infraction avec le droit international, la police aux frontières conservait les originaux des documents syriens. (...) Mais sous la pression de plusieurs agences de protection, dont le HCR, le gouvernement a cessé ces procédés illégaux, qui étaient le prétexte à bakchich* » [Ababsa, 2015 : 78]. Au cours de l'entretien, Alaa a affirmé qu'elle n'avait réussi à récupérer ses documents d'identité que deux ans après son arrivée en Jordanie, par l'intermédiaire d'un client syrien de son mari, qui connaissait un Jordanien employé au camp de Zaatari qui a réussi à se les procurer, pour finalement les remettre à Hamza.

172 Plusieurs Palestiniens disposants de la nationalité jordanienne vivaient à Deir Mqaren avant le début du soulèvement en Syrie. Cela leur a permis de se réfugier au sein du royaume hachémite en toute liberté. Cette situation a également bénéficié à leurs enfants, ainsi qu'à plusieurs femmes de nationalité syrienne, mariées à des Palestiniens de nationalité jordanienne, qui ont pu passer la frontière légalement en présentant leurs contrats de mariage lors de leur passage aux points de passages officiels, à l'image de Nissrine et Ibtissam.

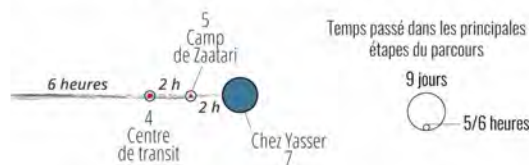
Parcours migratoire d'Alaa de Deir Mqaren à Irbid - Juin 2013

La fermeture des frontières officielles favorise l'émergence de nouveaux acteurs et de nouvelles routes de l'exode dans le sud de la Syrie et le nord de la Jordanie



- | | | |
|---|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> ● Lieu de vie avant le départ ○ Changement de véhicule ● École de Tal Shihab (lieu de regroupement des réfugiés) ● Centre de transit mobile ● Camp de réfugiés ● Logement temporaire chez un proche ● Lieu d'installation en Jordanie | <ul style="list-style-type: none"> — Déplacement "volontaire" — Déplacement encadré par les autorités (OIM, police jordanienne) — Déplacement encadré par des passeurs et effectué en pick-up — Déplacement au tracé clairement identifiés — Déplacement au tracé incertain — Principales routes | <ul style="list-style-type: none"> ✈ Postes frontières officiels — Frontière internationale --- Lignes de séparation des forces (1974) |
|---|--|---|
- 1, 2, 3, etc. Enchaînement des étapes et sens du parcours

Temps de présence aux lieux et durée (approximative) des déplacements



Conception et réalisation : D. Lagarde, septembre 2017
Source : Natural Earth Data ; entretien à Irbid avec Alaa (octobre 2015)

Carte 44 Parcours d'Alaa entre Deir Mqaren et Irbid

Parcours migratoire de Noura, entre Deir Mqaren et Irbid

Dans les jours qui suivent l'arrivée d'Alaa en Jordanie, sa cousine Noura Z. quitte à son tour Deir Mqaren afin de rejoindre son mari Ghalib J. à Irbid. Elle part accompagnée de leurs deux enfants, de sa belle-mère Rana G., de la sœur de cette dernière, Souad G., de sa belle-sœur Ruwaha J., et du fils de celle-ci.

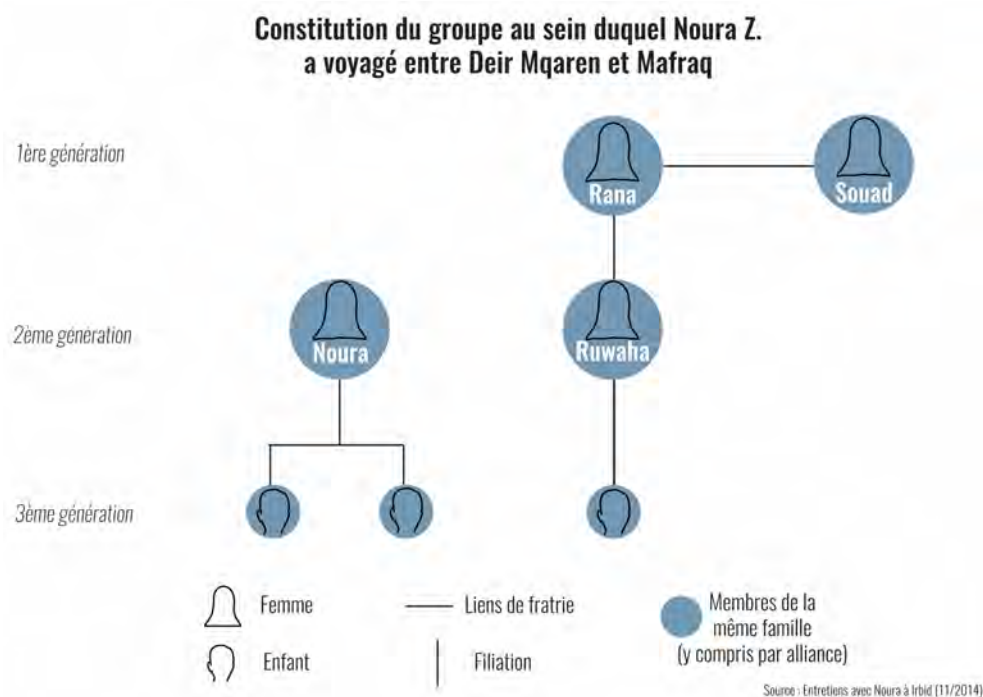


Diagramme 7 Personnes auprès desquelles Noura Z. a voyagé entre Deir Mqaren et Mafraq

Dans la mesure où j'ai interrogé Noura au début des enquêtes menées auprès des habitants de Deir Mqaren, alors que je ne faisais encore qu'entrevoir les multiples imbrications de lieux et d'acteurs existantes entre les différents parcours des réfugiés du village, je n'ai pas été suffisamment rigoureux dans la conduite de cet entretien, et en particulier dans l'utilisation des relances. Par conséquent, je ne dispose pas du même degré d'information concernant l'identité exacte des intermédiaires ayant permis à Noura et à ses proches de circuler dans l'espace transfrontalier syro-jordanien. Néanmoins, son récit permet toutefois d'affirmer que Hamza a une nouvelle fois joué un rôle important dans la structuration de l'itinéraire de ce groupe, composé de quatre femmes et trois enfants.

« Nous avons quitté Deir Mqaren le 24 juin 2013 dans la matinée (...) en minibus pour nous rendre à la gare routière de Jobar, d'où un taxi collectif nous a conduit jusqu'à Deraa. Là, des personnes avec qui nous étions entrés en contact par l'intermédiaire de Hamza sont venues nous chercher en voiture à la gare routière pour nous ramener chez eux, à Cheikh Meskin. Nous y avons passé la nuit et le lendemain matin, ils nous ont conduit jusqu'à un grand bâtiment situé dans la campagne, à l'extérieur du village, dans lequel l'armée libre regroupait d'autres Syriens qui souhaitaient également se rendre en Jordanie.

Nous avons patienté plusieurs heures jusqu'à ce qu'un bus vienne nous chercher pour nous amener jusqu'à la frontière. Quelques dizaines de minutes plus tard, il nous a déposé à l'entrée du village de Tal Shihab puis nous avons marché environ une demi-heure avant d'entrer en Jordanie ». Après avoir transité une petite heure par un poste mobile des autorités jordaniennes, Noura et ses proches sont conduits jusqu'à Zaatari à bord d'un bus de l'OIM. Le lendemain matin, les contacts de Hamza leur permettent de sortir clandestinement du camp, puis de se rendre directement jusqu'à Irbid, où les quatre femmes et leurs enfant rejoignent finalement leurs familles.

Parcours migratoire de Rim, entre Deir Mqaren et Amman

Les deux derniers enquêtés entrés en Jordanie par les points de passages informels situés à l'ouest de Deraa sont Rim A. et son beau-frère Mervet J., qui se sont rendus ensemble de Deir Mqaren jusqu'à Mafraq. Si les grandes lignes des récits qu'ils m'ont fait de leur sortie de Syrie corroborent, celui de Rim est beaucoup plus riche en détails, dans la mesure où j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec elle à deux reprises. En effet, nous nous sommes rencontrés une première fois lorsque Rim vivait à Amman, dans le quartier de Jabal al-Taj, avec ses enfants, sa belle-mère et son beau-frère Faysal N ; son mari Wassim N. vivant déjà en Suède à ce moment là. Faysal était présent durant l'intégralité de l'entretien que j'ai mené avec Rim ce jour-là. Plusieurs fois, il est intervenu pour l'interrompre dans son discours, ce qui a eu un impact indéniable sur sa liberté de parole. Lors de notre seconde rencontre en revanche, Rim, ses enfants et sa belle-mère avaient déménagé à al-Manara, un quartier limitrophe de Jabal al-Taj. Faysal avait pour sa part continué sa route jusqu'en Allemagne et se trouvait alors dans un centre de transit à Munich. Les échanges que nous avons eues Rim, Fadia et moi lors de ce second entretien ont donc été menés de manière plus sereine, me permettant ainsi d'obtenir des informations beaucoup plus détaillées sur son voyage et celui de ses proches.

Constitution du groupe au sein duquel Rim A. a voyagé entre Deir Mqaren et Mafraq

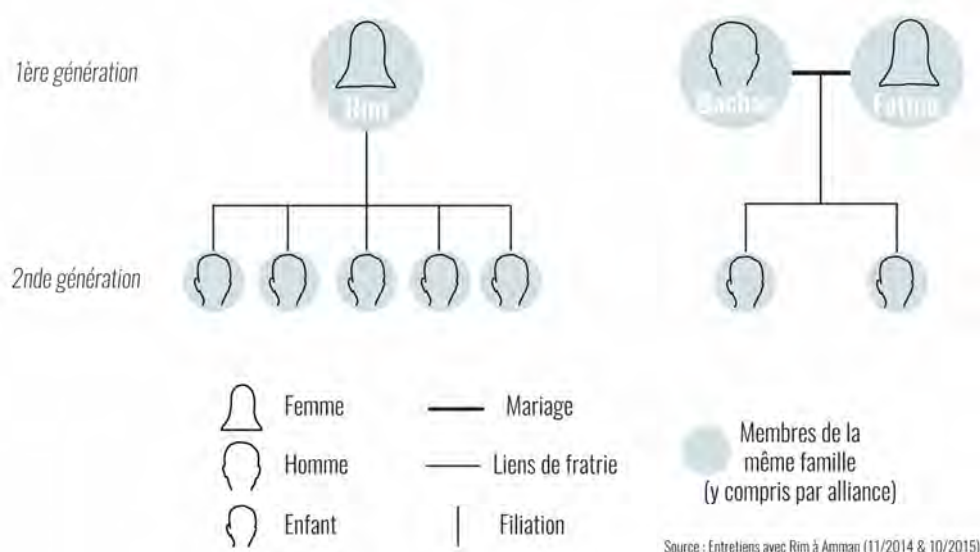


Diagramme 8 Personnes auprès desquelles Rim A. a voyagé entre Deir Mqaren et Mafraq

Rappelons que Rim avait pris la décision de quitter le village en juin 2013, après la destruction de la terrasse de son appartement par un tir de mortier. Le fait que son beau-frère et sa belle-sœur Mervet J. et Fatma N. s'apprêtent alors à partir vivre à Irbid a également influé sur son choix de rejoindre son mari Wassim N. à Amman. Lorsque le groupe a décidé de partir, Wassim leur a transféré de l'argent à Damas, par le biais de l'agence al-Haram, afin de financer leur périple jusqu'en Jordanie. Ils ont eux-aussi sollicité l'aide de Hamza pour qu'il les mette en contact avec des personnes susceptibles de faciliter leur circulation dans le sud du pays, alors en proie à de violents combats entre les forces loyalistes et les insurgés de l'ASL. Comme il l'avait fait précédemment pour sa cousine Noura, Hamza leur a communiqué le numéro d'un homme résidant à Cheikh Meskin. Au moment de quitter Deir Mqaren, le premier objectif de Rim et de ses proches est donc de rallier sans encombres cette localité du sud de la Syrie, avant d'envisager ensuite avec le contact de Hamza la suite de leur voyage, jusqu'à la frontière. « *Nous sommes partis du village à bord du van dont se servait [Maber] le cousin de Wassim [le mari de Rim] pour effectuer des livraisons (...) de différents types de produits et de matériaux dans la vallée. Un de ses amis l'a accompagné pour qu'il ne soit pas contraint d'effectuer le trajet de retour tout seul. (...) Ils ne nous ont pas demandé d'argent en échange de ce service. Dès que nous avons quitté le village, nous avons été forcés de nous arrêter à de nombreux check-points que les forces du régime avaient dressés sur la route menant à Damas. Lorsque les militaires nous demandaient où nous nous rendions, pour ne pas dire que nous souhaitions quitter la Syrie, nous leur répondions soit que nous allions à un mariage, soit que nous*

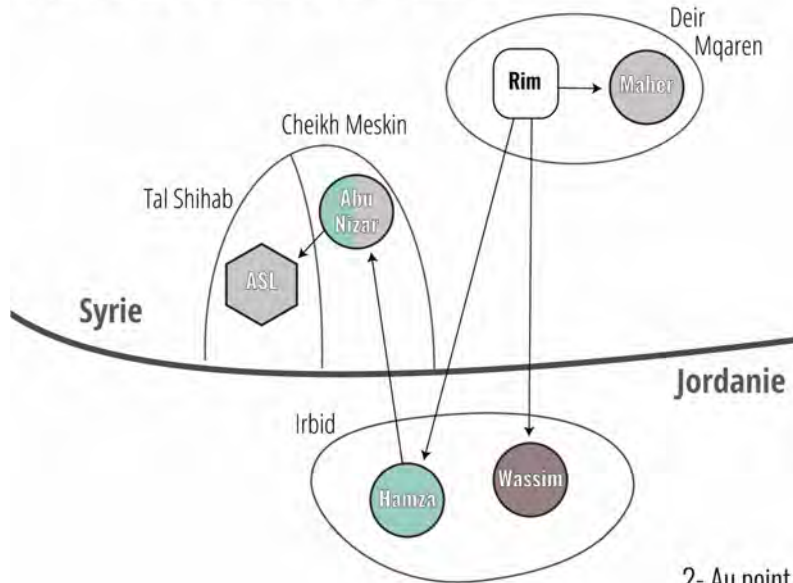
rendions visite à des amis. Une fois que nous avons passé la capitale, il y avait toujours beaucoup de contrôles sur la route menant à la frontière. Sur ce tronçon, nous avons dit aux militaires que nous nous rendions dans une exploitation agricole située dans la campagne près de Deraa pour ramasser des tomates... (...) Je ne sais plus comment nous est venue cette idée, et je suis certaine qu'aucun des militaires à qui nous avons raconté cette histoire nous a cru. Il ne faisait aucun doute pour eux que nous voulions aller en Jordanie, mais cela ne les dérangeait pas de voir de potentiels opposants quitter la Syrie, donc ils nous laissaient passer à chaque fois. (...) Si jusque là nous n'avions pas rencontré de véritable problème pour franchir les barrages, plus nous nous rapprochions de la frontière et plus la tension des militaires était palpable. Finalement, au moment de franchir le dernier check-point, juste avant Cheikh Meskin, les militaires ont refusé de nous laisser passer, sans accepter de nous expliquer pourquoi. Mervet et Maher ont bien tenté d'insister, mais ils ne voulaient rien entendre. Au bout d'une demi-heure, ils nous ont finalement ouvert la route, sans nous donner plus d'explications et nous avons pu continuer notre route jusqu'à la maison du contact de Hamza ».

Lorsque j'ai interrogé Rim sur les liens unissant Hamza G. à la personne ayant facilité sa mobilité et celle de ses proches entre Cheikh Meskin et la frontière jordanienne, elle n'a pas été en mesure de me répondre avec précision. « Je crois qu'il s'agissait d'une personne qu'il avait rencontré à Irbid dans le cadre de son travail, mais je ne suis pas certaine du lien exact. Toujours est-il qu'il s'est présenté auprès de nous comme un officier de l'ASL, mais en réalité, je doute que ce soit vrai ». Cette même personne, que nous appellerons Abu Nizar, a demandé à Rim, Wassim et Fatma 200 dinars¹⁷³ afin de faciliter leur entrée en Jordanie, puis trois heures après leur arrivée chez lui, il les a conduit jusqu'au village de Tal Shihab, situé à une vingtaine de kilomètres plus au sud.

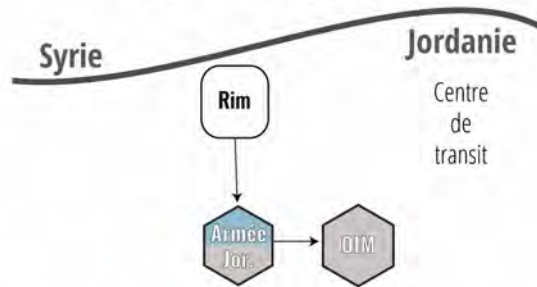
173 Environ 185€ selon le cours en vigueur à la fin du mois de juin 2013.

Réseaux de l'accès aux ressources de Rim

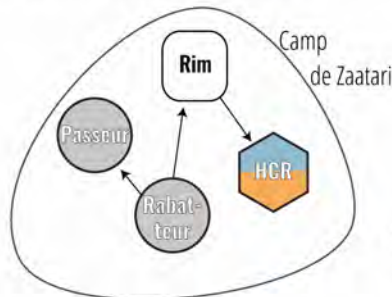
1- Au moment du départ, pour passer la frontière



2- Au point de passage de Tal Shihab



3- Dans le camp de réfugiés de Zaatari



Individus et organisations

- Rim
- Alter
- Autorité/organisation
- Localisation géographique

Nature des ressources

- Logement (choisi ou imposé)
- Argent
- Mobilité (moyen de locomotion, passage d'une frontière, sortie du camp, etc.)
- Santé/nourriture/documents officiels
- Informations/mise en relation
- Sens de la mise en relation

Source : Entretiens à Amman avec Rim (novembre 2014 et octobre 2015)

Diagramme 9 Réseaux de l'accès aux ressources de Rim A.

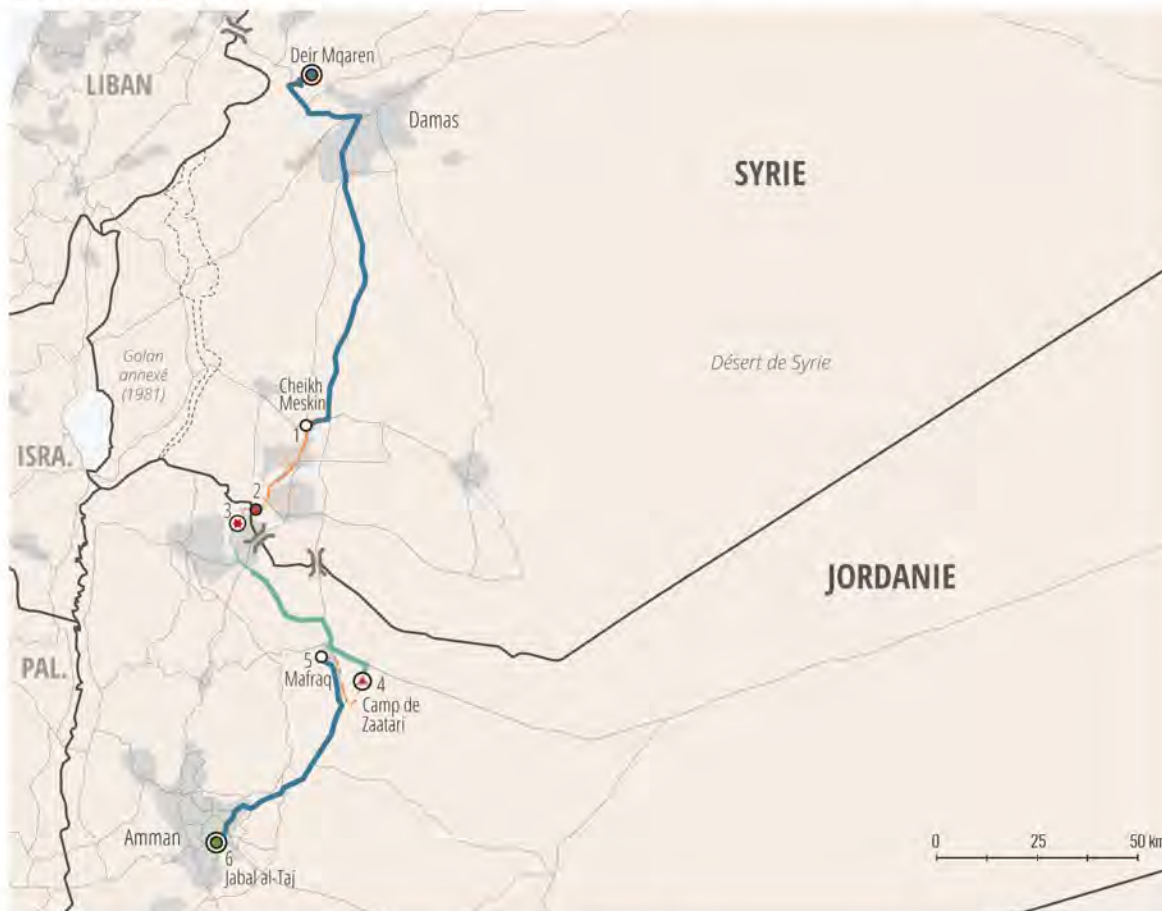
« [Abu Nizar] a attendu de recevoir un coup de fil lui indiquant que la route jusqu'à la frontière était suffisamment sûre avant de partir. Il nous a alors fait monter à bord d'un pick-up, puis nous avons ensuite roulé sur des petites routes et à travers champs, jusqu'à une grande école située à la sortie de Tal Shihab, tout près de la frontière. Plusieurs centaines de personnes étaient déjà sur place, dans l'attente de pouvoir passer en Jordanie. Cela faisait plusieurs jours que les Jordaniens cherchaient à diminuer le nombre d'entrées. Certaines personnes s'étaient par conséquent retrouvées bloquées dans cette école. Le jour

où nous sommes arrivés à Tal Shihab, seule une centaine de personnes étaient censées pouvoir passer en Jordanie. Mais en ayant payé [Abu Niẓar], nous faisons parti des prioritaires. (...) Nous avons tout de même été obligés de patienter une ou deux heures avant que des soldats de l'ASL nous appellent pour nous amener jusqu'au point de passage. (...) Seuls Wassim, Fatma, moi et les enfants avons pris place à bord de leur véhicule (...) dans lequel nous avons roulé une petite dizaine de minutes à travers champs. On nous a ensuite fait descendre puis nous avons fini la route à pied pendant cinq minutes, en suivant un chemin jusqu'à ce que les militaires nous récupèrent de l'autre côté de la frontière. Puis finalement, quelques minutes seulement après notre arrivée en Jordanie, l'armée du régime a bombardé l'école où étaient abrités les réfugiés, ce qui a poussé les Jordaniens à accepter dans l'urgence l'ensemble des personnes qui s'y trouvaient ».

Une fois sur le territoire jordanien, Rim et sa famille suivent le même protocole que Noura Z. et Alaa Z., entrées dans le royaume quelques jours auparavant. Le groupe arrive finalement dans le camp de Zaatari vers 3h30 du matin. Le HCR leur délivre alors leur carte de service, puis les dirige vers une grande tente où ils ont pu manger et dormir quelques heures. Contrairement à Noura et Alaa, eux n'ont pas eu recours aux contacts de Hamza pour sortir du camp. Cela ne les a toutefois pas empêché de quitter les lieux rapidement, et surtout sans rencontrer la moindre difficulté. *« Le lendemain matin, alors que nous venions à peine de nous réveiller, un rabatteur jordanien est venu nous voir pour nous proposer de nous faire sortir. Il exigeait qu'on lui verse 50 dollars en échange, mais comme aucun d'entre nous ne disposait de cette somme, il nous a suggéré de lui donner notre carte de service à la place. (...) Cela lui a non seulement permis de récupérer la tente et les matelas qui allaient nous être attribués, mais aussi de revendre cette carte à des réfugiés du camp pour qu'ils puissent obtenir chaque mois plus de nourriture et de gaz. (...) Après que nous lui ayons remis la carte, il nous a accompagné jusqu'aux abords du camp, où un autre passeur nous attendait pour nous faire sortir. Nous avons quitté les lieux par une voie détournée, sans passer par l'entrée officielle, avant de rouler à travers le désert jusqu'à récupérer la route de Mafraq. Le trajet nous a pris 45 minutes environ, jusqu'au rond point de Dababeh [à Mafraq] où Wassim est venu nous récupérer pour nous ramener à Amman (...). Tandis que des membres de la famille de Mervet et Fatma sont venus les chercher pour les ramener à Irbid ».*

Parcours migratoire de Rim de Deir Mqaren à Amman - Juin 2013

Quitter la Syrie dans l'urgence, avant la fermeture imminente des points de passages informels situés dans le sud-ouest du pays !



- Lieu de vie avant le départ
- Changement de véhicule
- École de Tal Shihab (lieu de regroupement des réfugiés)
- Centre de transit mobile
- Camp de réfugiés
- Lieu d'installation en Jordanie
- 1, 2, 3, etc. Enchaînement des étapes et sens du parcours
- Déplacement "volontaire"
- Déplacement encadré par les autorités (DIM, police jordanienne)
- Déplacement encadré par des passeurs et effectué en pick-up
- Déplacement au tracé précisément identifié
- Déplacement au tracé incertain
- Principales routes
- ✈ Postes frontières officiels
- Frontière internationale
- Lignes de séparation des forces (1974)

Temps de présence aux lieux et durée (approximative) des déplacements



Conception et réalisation : D. Lagarde, novembre 2017
Sources : Natural Earth Data ; entretien à Amman avec Rim (novembre 2014 & octobre 2015)

Carte 45 Parcours de Rim entre Deir Mqaren et Amman

Les réseaux de la « migration d'urgence » : des structures particulièrement labiles

En analysant les parcours de Noura, Alaa et Rim, l'objectif était de donner à voir un réseau social en fonctionnement, afin de montrer de manière tangible la nature des relations permettant à des réfugiés d'acquiescer des ressources facilitant leur accès à la mobilité. La comparaison de leurs voyages permet de faire ressortir de nombreuses similitudes, mais également plusieurs divergences, principalement liées à l'évolution des combats dans la région, et par extension au changement des localités de transit, des routes empruntées, des individus impliqués dans ces circulations ou bien encore des moyens de transport utilisés. Tout cela permet notamment de souligner la grande labilité des réseaux migratoires sur lesquels sont amenés à s'appuyer les réfugiés, ainsi que leur constante recomposition, plus grande encore que dans le cas des migrations au caractère dit « économique ». Notons par ailleurs que le contexte dans lequel a été conduite cette recherche s'est parfois révélé peu propice à la collecte d'informations précises sur les identités exactes, ainsi que sur les relations unissant les différents acteurs impliqués dans les mobilités des réfugiés de Deir Mqaren. J'estime malgré tout que les données dont on dispose permettent d'identifier des acteurs centraux au sein des réseaux mobilisés afin de faciliter l'arrivée en Jordanie de nouveaux réfugiés en provenance du village. En effet, grâce aux relations dont il dispose à Irbid, Hamza se trouve au cœur de chaînes relationnelles ayant rendu possible la mise en réseau de candidats à l'exil, avec un ensemble de personnes leur ayant facilité l'accès à la mobilité en différents points de leur parcours migratoire. Les deux schémas qui suivent entendent éclairer la territorialité des mécanismes relationnels ayant facilité l'entrée en Jordanie des réfugiés de Deir Mqaren, arrivés dans le pays à la fin du premier semestre 2013, lorsqu'il est devenu difficile d'entrer dans le royaume hachémite du fait de la fermeture partielle des points de passage informels situés du côté occidental de la frontière. La première illustration représente les processus de mise en relation activés afin de quitter la Syrie en coordination avec les soldats de l'ASL. Comme nous l'avons observé à travers les différents récits évoqués précédemment, lorsqu'un groupe d'habitants de Deir Mqaren décide de quitter le village, il est amené à solliciter l'aide d'un marchand déjà installé en Jordanie : Hamza G. dans le cas des différents enquêtés auxquels nous nous sommes intéressés dans cette section. Ce dernier passe ensuite par un intermédiaire résidant également en Jordanie, qui est en mesure de le mettre en contact avec une tierce personne se trouvant dans le sud de la Syrie - que l'on peut légitimement considérer comme un passeur - qui, en échange d'une centaine d'euros, permet aux membres du groupe d'entrer rapidement dans le royaume

avec l'aide des unités de l'ASL en charge de la coordination des passages.

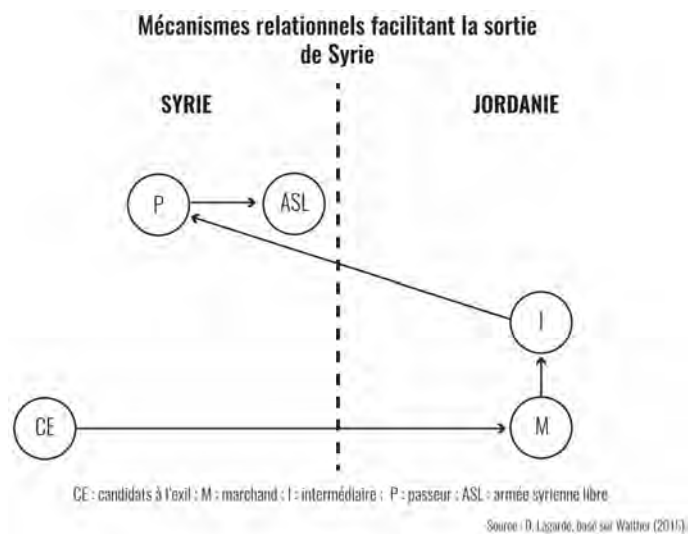


Diagramme 10 Mécanismes relationnels facilitant la sortie clandestine de Syrie

Dans les cas où un groupe de candidats à l'exil planifie sa sortie de Zaatari avant même de quitter le village, il sera une nouvelle fois amené à solliciter l'aide d'un marchand déjà présent en Jordanie, qui mobilisera ses contacts dans le pays afin de trouver un passeur susceptibles de faire sortir ses proches du camp.

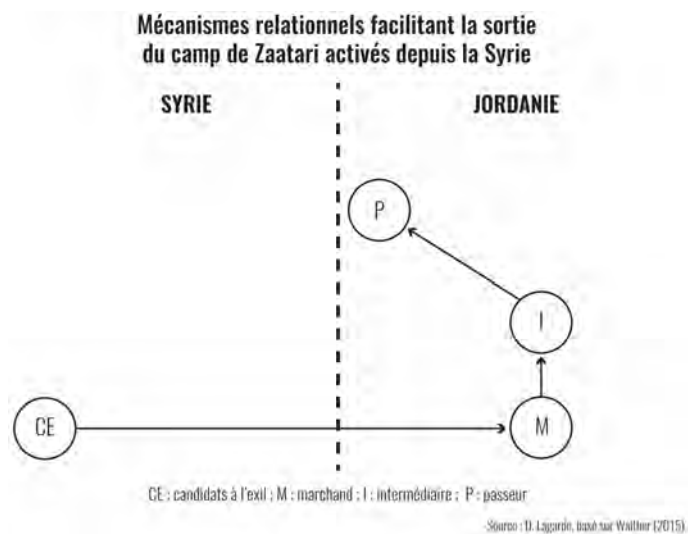


Diagramme 11 Mécanismes relationnels facilitant la sortie du camp de Zaatari avant l'arrivée en Jordanie

Toutefois, comme nous l'avons observé à travers l'exemple de Rim A., en raison de l'afflux de réfugiés arrivant quotidiennement à Zaatari au cours du premier semestre 2013, la confusion était telle que les autorités avaient alors beaucoup de mal à contrôler les entrées et les sorties du camp. Il n'était donc pas difficile de quitter les lieux clandestinement, avec l'aide de passeurs opérant directement à l'intérieur du lieu et proposant leurs services aux réfugiés fraîchement arrivés.

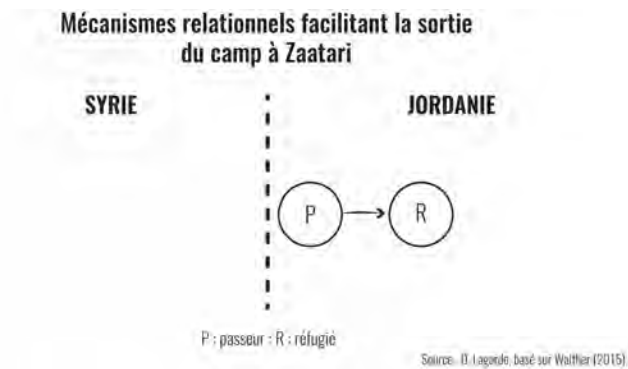


Diagramme 12 Mécanismes relationnels facilitant la sortie du camp depuis Zaatari

Lors de notre dernière entrevue à Irbid en novembre 2015, Hamza m'a affirmé avoir fait bénéficier de ses contacts à plusieurs personnes qu'il a rencontrées à Irbid, afin qu'elles puissent faciliter l'arrivée de leurs proches en Jordanie, en empruntant les filières qui viennent d'être décrites. Ces dynamiques relationnelles, animées par des mécanismes de solidarité entre réfugiés, questionnent la figure du passeur telle qu'elle est généralement véhiculée dans les médias ou les discours des instances internationales (Pian, 2010). Ce type d'exemple montre en effet que les acteurs du passage sur lesquels nous venons de porter notre attention ne constituent qu'un simple maillon d'une chaîne d'individus, dont le nombre s'allonge à mesure que se ferment les frontières et les routes migratoires (Pian, 2012), nous laissant ainsi entrevoir un mode d'appréhension de ces rapports « *qui fait voler en éclats la sempiternelle dichotomie passeur-bourreau / clandestin-victime* » (Qacha, 2010). Toutefois, face aux difficultés croissantes rencontrées par les réfugiés pour quitter leur pays à partir de l'été 2013, un commerce du passage, placé sous la houlette d'individus souvent mal intentionnés, va rapidement se mettre en place dans le sud de la Syrie. Concomitamment, les acteurs étatiques et humanitaires vont jouer un rôle de plus en plus déterminant dans la gestion de l'accueil des réfugiés dans le nord de la Jordanie. Les réseaux relationnels mobilisés jusqu'à présent par les réfugiés de Deir Mqaren des deux côtés de la frontière vont une nouvelle fois se voir profondément affectés par la fermeture sans cesse plus hermétique des portes des frontières jordaniennes.

- Des voyages sans cesse plus fragmentés

La route de l'est : un itinéraire dangereux, synonyme d'aller simple pour la Jordanie

A partir du mois de juillet 2013, le durcissement de la position jordanienne sur la question de l'accueil des réfugiés s'est traduit par une multiplication des lieux de transit, des individus et des organisations structurant les itinéraires des Syriens de chaque côté de la frontière. Face à cette situation, et en dépit de la multiplication des combats à Deir Mqaren et dans les environs, certains habitants du village ont renoncé à entreprendre le long et dangereux périple à travers le désert de Syrie, permettant de rallier le point de passage informel de Hadalat. Ce fut notamment le cas des parents de Zakaria L. qui, en août 2014, ont tenté de rendre visite à leur fils qui nourrissait alors le projet de rentrer au village. *« Cela faisait un an et demi que je n'avais pas vu mes parents. Au début de l'été [2014], je leur avais dit que j'allais bientôt revenir, mais ils ont catégoriquement refusé que je prenne le risque de rentrer. A la place, ils m'ont proposé de venir passer quelques semaines avec moi en Jordanie »*. Au mois d'août, les parents de Zakaria et ses cinq petits frères quittent Deir Mqaren pour se rendre à Amman, avec l'espoir de pouvoir entrer dans le royaume *via* le poste de Nassib/Jaber. Toutefois, lorsqu'ils se présentent à la frontière, les fonctionnaires jordaniens refusent catégoriquement de les laisser entrer, malgré l'important bakchich que les parents de Zakaria sont prêts à leur offrir. *« La seule option envisageable était de passer par la route de l'est, mais c'est dangereux, très long et aussi très coûteux. Et même en empruntant cet itinéraire, les risques de se voir refuser l'entrée en Jordanie sont élevés. De toute façon, mes parents ne souhaitaient pas s'installer ici, donc ils n'ont pas vraiment envisagé de se lancer dans un tel voyage »*. La famille de Zakaria rebrousse donc chemin pour rentrer à Deir Mqaren. Quelques jours seulement après cette tentative infructueuse, un bombardement du régime atteint la maison des parents de Zakaria, causant la mort de sa mère, qu'il n'a jamais eu l'occasion de revoir depuis son départ du village en janvier 2013.

D'après les informations glanées dans le cadre des différents entretiens, on peut estimer qu'une trentaine de familles originaires de Deir Mqaren ont choisi d'emprunter l'itinéraire oriental pour se rendre en Jordanie, en dépit des coûts élevés et des nombreux aléas d'un tel voyage. 21% des 125 personnes dont je ne connais pas le lieu d'entrée dans le royaume ont précisément suivi cette route. La proportion respective d'enfants (58%), de femmes (27%) et d'hommes (15%) arrivés par Hadalat est quasiment identique à celle observée dans le cas des passages effectués du côté occidental de la frontière. Après avoir été acceptés sur le territoire jordanien, ces individus ont été transférés vers le camp de

réfugiés d’Azraq¹⁷⁴. La durée de leur séjour dans ce lieu, qu’il est extrêmement difficile de quitter légalement, s’est révélée assez variable ; allant de quelques jours seulement à plusieurs mois, en fonction des relations que ces réfugiés et leurs proches ont été en mesure de mobiliser afin de leur permettre de poursuivre leur route vers les principales villes jordaniennes. Au total, je n’ai eu accès qu’à deux enquêtés ayant entrepris le long et périlleux voyage permettant d’entrer en Jordanie après avoir traversé le désert de Syrie. Afin d’illustrer ces parcours, je commencerai par évoquer l’exemple de Yasmin G., dont la pénible situation d’attente au point de passage de Hadalat s’est révélée semblable à celles de nombreux autres réfugiés ayant quitté la Syrie par ce lieu. Dans un second temps, l’expérience vécue par Louai O. et sa famille permettra de souligner le rôle crucial joué par les organisations humanitaires dans les parcours migratoires d’une minorité de réfugiés syriens de Jordanie.

174 Même si aucune personne dans mon échantillon ne répond à ce profil, il est tout à fait probable que certains habitants du village soient entrés en Jordanie entre les mois de juillet 2013 et avril 2014 - date d’ouverture du camp d’Azraq - *via* le point de passage de Hadalat. Dans ces cas là, la procédure en place durant cette période devrait les avoir amenés à transiter par le camp de réfugiés de Zaatari.

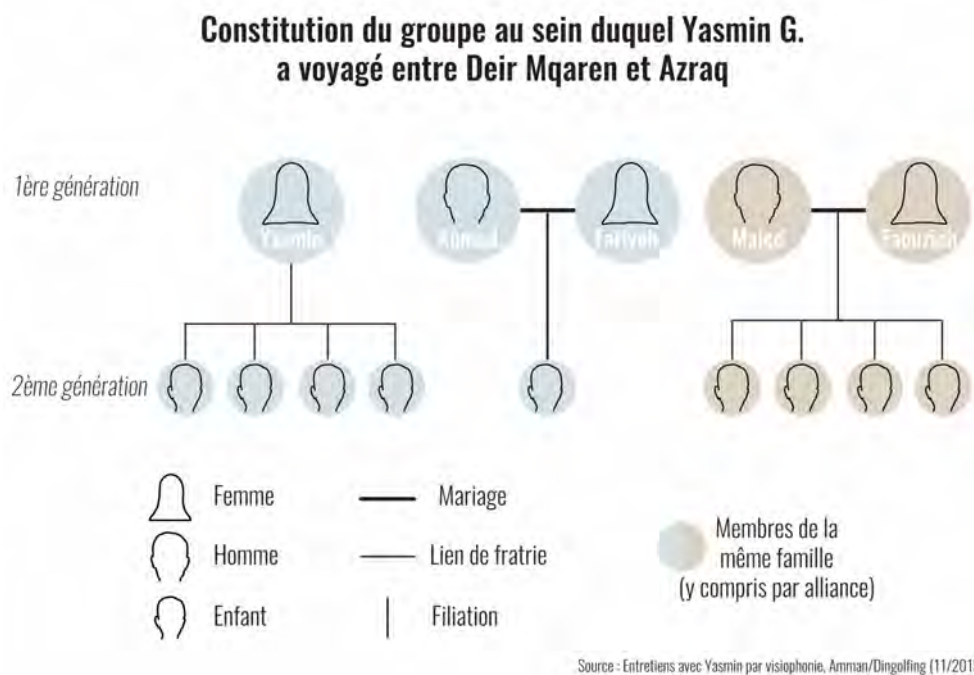


Diagramme 13 Personnes auprès desquelles Yasmin G. a voyagé entre Deir Mqaren et Azraq

Un voyage marqué par une attente de 58 jours au point de passage de Hadalat

En octobre 2014, soit treize mois après l'installation de Faysal N. à Amman, Yasmin G. a entrepris de rejoindre son mari en Jordanie avec leurs quatre enfants. Tous les cinq ont voyagé aux côtés du frère de Faysal, Ahmad N., de son épouse Fariyeh A. et de leur fille, ainsi que d'un autre couple d'amis du village, Majed et Faouzieh, eux même accompagnés de leurs quatre enfants. Avant de quitter Deir Mqaren, le groupe s'est concerté afin de planifier les détails de leur voyage jusqu'à la frontière jordanienne. La première étape de leur périple les a ainsi amené à se rendre dans le sud de la Syrie, à Kiheel, un village situé à l'ouest de Deraa. « Une fille originaire de Deir Mqaren [Fatima] mariée à un homme de Kiheel nous a permis d'entrer en contact avec Abu Ahmad, un passeur que plusieurs personnes du village ont sollicité pour se rendre en Jordanie. Cela faisait déjà plusieurs mois qu'elle et son mari [Mahmoud] étaient partis vivre en Jordanie, mais leur fils [Ziyad] vivait toujours dans leur maison ». Afin de rallier cette localité, Yasmin et ses proches partent de Deir Mqaren le 2 octobre 2014 à bord d'un microbus, conduit par Brahim, le chauffeur qu'elle avait pris l'habitude d'appeler depuis plusieurs mois lorsqu'elle souhaitait effectuer des déplacements en dehors du village, notamment pour se rendre dans la capitale. « Je l'ai rencontré par hasard, un jour en rentrant de Damas. Il s'agit d'une personne de confiance, qui n'hésitait pas à travailler même lorsque les conditions de circulation étaient dangereuses en raison du conflit. Lorsque nous avons décidé de nous rendre à Kiheel, je me suis dit que c'était le chauffeur le plus sûr pour nous amener jusqu'à destination ». Brahim les a ainsi directement conduit de Deir Mqaren

jusqu'à la gare routière de Kiheel. *« Quand nous sommes arrivés là-bas, des passeurs se sont jetés sur nous pour nous amener jusqu'à la frontière, mais nous avions déjà prévu de nous rendre chez Fatima. Son fils [Ziyad] est venu nous chercher pour nous ramener chez lui, en attendant qu'Abu Ahmad [le passeur] décide d'entreprendre le voyage jusqu'à la frontière »*. Le groupe de quatorze personnes reste donc dans la maison de Fatima avec son fils Ziyad durant dix jours, avant que ce dernier les amène jusqu'à la route d'al-Jizah, où Abu Ahmad est venu les chercher pour les amener ensuite chez lui, à al-Karak. Ils attendent ensuite cinq jours supplémentaires avant de partir en direction du désert. *« Pour nous amener jusqu'à la frontière, le matin du départ, Abu Ahmad nous a fait payer 100 000 livres¹⁷⁵ en avance et nous lui avons également donné deux téléphones mobiles qu'il avait promis de nous rendre une fois que nous serions arrivés à destination, mais qu'il ne nous a en réalité jamais rendus. (...) Il nous a ensuite amené dans le désert, avant de nous laisser avec un autre passeur, avec qui nous avons roulé pendant une quinzaine de minutes supplémentaires. Nous étions censés retrouver Abu Ahmad plus loin, mais nous ne l'avons jamais revu. Seules deux personnes nous attendaient à l'endroit où le deuxième passeur nous a laissé »*. De là, le groupe est contraint de continuer à pied, aux côtés des deux bédouins chargés de les guider jusqu'à la frontière, dans des conditions climatiques particulièrement rudes. *« La météo était terrible, il pleuvait et le sol devenait tellement boueux par endroit qu'il était quasiment impossible de marcher, surtout pour les enfants. Nous nous sommes même perdus à cause du mauvais temps, avant de repartir dans la bonne direction jusqu'à la frontière, que nous avons finalement atteint après deux jours et demi de marche, durant lesquels les deux passeurs qui nous accompagnaient nous ont pris tout ce que nous possédions ! Lorsque nous sommes arrivés à la frontière, nous étions soulagés d'être sortis du désert, mais surtout complètement épuisés par ces deux jours et demi de marche durant lesquels nous n'avons quasiment pas fermé l'oeil »*.

Lorsqu'ils arrivent au niveau du point de passage de Hadalat, les fonctionnaires jordaniens présents sur place refusent de les laisser entrer en Jordanie. Des centaines de réfugiés patientent déjà ici dans des conditions déplorables, en attendant de pénétrer sur le territoire du royaume, sans qu'aucune organisation humanitaire n'ait accès à cette zone. *« Les Jordaniens ne nous ont ni proposé à boire, ni à manger. Nous n'avons rien non plus pour nous abriter. Une famille de réfugiés, qui était déjà sur place lorsque nous sommes arrivés, nous a donné une couverture pour que nous puissions nous abriter. Il n'y avait aucun aménagement sur place, pas de toilettes, pas de douches. Les conditions dans lesquelles nous avons été maintenus là-bas étaient totalement dégradantes ! Quelques médecins intervenaient parfois en cas d'extrême urgence et distribuaient des*

175 Environ 650€ selon le cours en vigueur au début du mois d'octobre 2014.

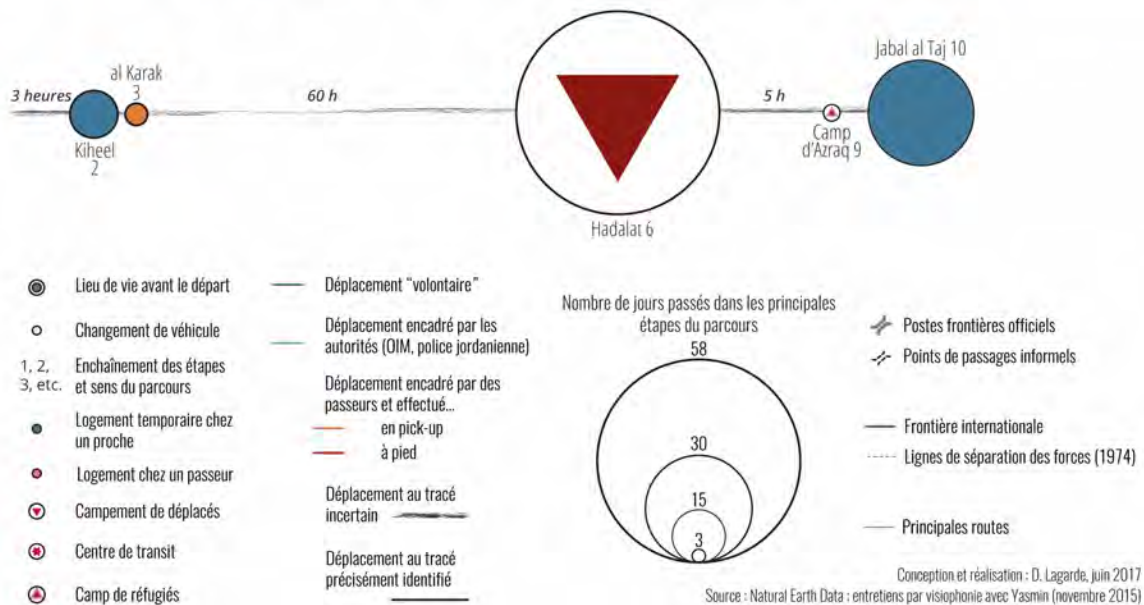
*médicaments à ceux qui en avaient le plus besoin, mais mis à part cela, il n'y avait aucune véritable assistance humanitaire ». D'après Yasmin, au cours des dix premiers jours qu'elle a passé à Hadalat, les militaires jordaniens ne distribuaient que d'infimes rations de nourriture aux personnes maintenues dans le *no man's land* séparant les deux pays. « Seulement quelques biscottes, un peu de fromage et du yaourt. Parfois des œufs durs. Mais les quantités étaient si faibles que nous [les adultes] devions nous priver pour que les enfants puissent manger à leur faim. Ensuite, au cours des cinq jours suivants, les doses de nourriture étaient encore plus faibles. Devant cette situation, un militaire jordanien a eu pitié de nous et a donné une part de sa propre ration aux enfants (...) Finalement, après ces quinze premiers jours terribles, les soldats jordaniens se sont mis à distribuer deux couvertures par personne dont nous nous sommes servis pour nous construire un abri et nous réchauffer. Et surtout, ils nous ont distribué des rations de nourriture beaucoup plus importantes. Nous avons ensuite passés quarante-trois jours supplémentaires à Hadalat, durant lesquels les Jordaniens nous distribuaient trois repas par jour, essentiellement composés de riz souvent agrémenté de poulet ».*

Début du parcours de Yasmin entre Deir Mqaren et Amman - octobre à décembre 2014

La fermeture des frontières jordaniennes renforce le rôle des passeurs et des autorités dans la structuration des itinéraires des réfugiés



Temps de présence aux lieux et durée (approximative) des déplacements

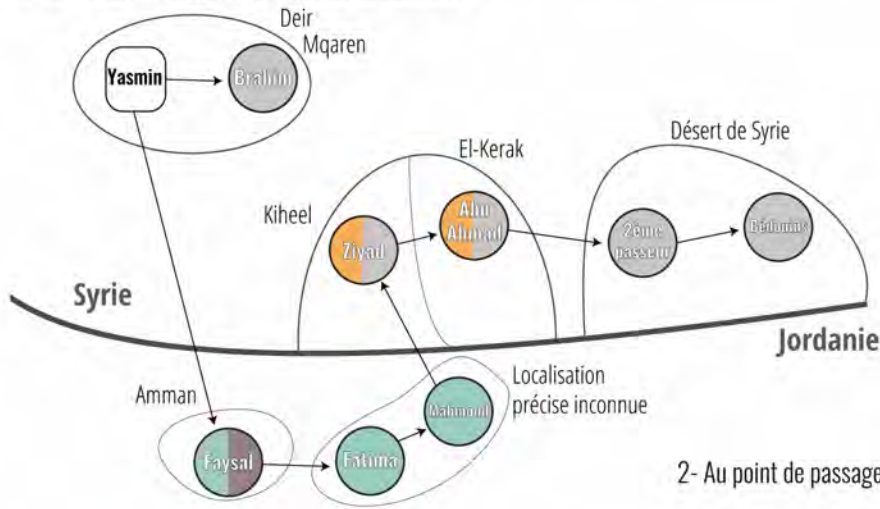


Carte 46 Parcours de Yasmin entre Deir Mqaren et Amman

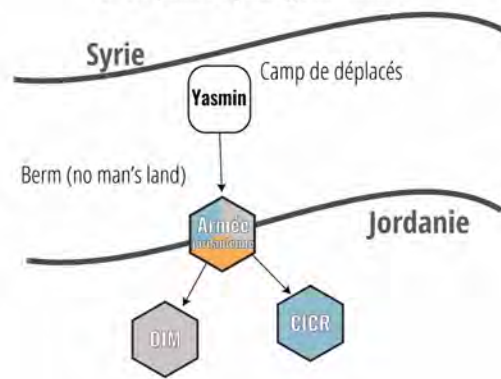
Réseaux de l'accès aux ressources de Yasmin

Le durcissement des politiques migratoires jordaniennes complique les capacités d'accès aux ressources des réfugiés par l'intermédiaire de leurs réseaux personnels

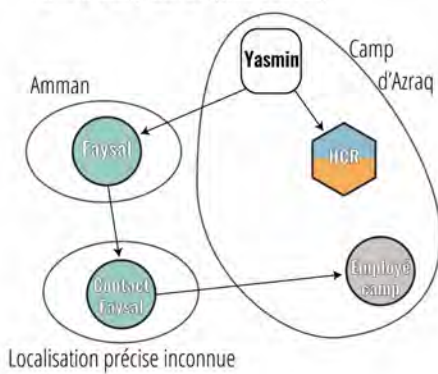
1- Au moment du départ, pour passer la frontière



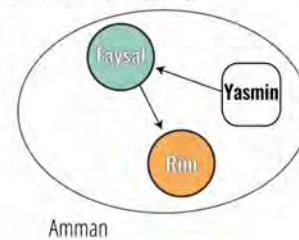
2- Au point de passage de Hadalat



3- Au camp de réfugiés d'Azraq



4- En Jordanie, une fois sortie du camp



Nature des ressources

- Logement (choisi ou imposé)
- Argent
- Mobilité (moyen de locomotion, passage d'une frontière, sortie du camp, etc.)
- Santé/nourriture/documents officiels
- Informations/mise en relation
- Sens de la mise en relation

Individus et organisations

- Yasmin
- Alter
- Autorité/organisation
- Localisation géographique

Conception et réalisation: D. Lagarde, avril 2017
 Source: Entretiens par visioconférence avec Yasmin (novembre 2015) & avec Faysal à Dortmund (juillet 2016)

Diagramme 14 Réseaux de l'accès aux ressources de Yasmin G. entre Deir Mqaren et Amman

Après cinquante-huit jours d'attente passés dans le *no man's land* séparant la Syrie de la Jordanie, Yasmin et ses proches sont finalement autorisés à entrer dans le royaume au début du mois de décembre 2014, dans des conditions particulières et en suivant une procédure assez inhabituelle¹⁷⁶. « *Après nous avoir fait attendre durant des semaines entières dans le désert, les militaires jordaniens ont subitement décidé de tous nous faire entrer en même temps. (...) On nous a ensuite amené jusqu'à un centre de transit où on nous a divisé en différents groupes, puis nous sommes repartis quasiment aussitôt jusqu'au centre de Rabaa al-Sahran, où la sécurité jordannienne et le HCR nous ont posé des questions et pris des photographies de nos yeux*¹⁷⁷. *Tout cela a duré environ deux heures, puis nous sommes remontés dans un bus qui nous a amenés jusqu'au camp d'Azraq, alors même que la plupart des personnes avec qui nous étions à Hadalat ont été renvoyées en Syrie. Ca a été pour nous un immense soulagement de ne plus être coincés dans le désert, même si les conditions de vie à Azraq ne sont finalement pas bien meilleures* ».

Dès que Faysal est prévenu de l'arrivée de sa famille à Azraq, il s'empresse d'activer ses relations afin de permettre à Yasmin et leurs enfants de quitter le camp au plus vite. En l'espace de trois jours, il réussit à leur obtenir une autorisation de sortie temporaire en payant un bakchich à un employé du camp, avec lequel il est entré en contact par l'intermédiaire d'une de ses connaissances jordanniennes. Une fois à l'extérieur, Yasmin et ses enfants rejoignent Faysal dans le quartier de Jabal al-Taj à Amman, dans le logement qu'il partageait alors avec sa mère, sa belle sœur Rim et ses cinq neveux et nièces. Dans la mesure où Yasmin et ses enfants ne sont pas retournés à Azraq après l'expiration de leur permis de sortie temporaire du camp, ils se sont de fait retrouvés confrontés à une éventuelle mesure de renvoi vers Azraq, voir à une expulsion vers la Syrie, en cas d'arrestation ; une situation qui a en partie déterminé la suite de leur parcours migratoire.

176 D'après les informations que nous a fournies un fonctionnaire d'une ambassade occidentale basé à Amman, lors de la visite du roi Abdallah de Jordanie à Washington, le 9 décembre 2014, les États-Unis auraient fait pression sur le royaume pour qu'il laisse entrer les réfugiés bloqués à sa frontière. Avant même le retour du roi, les 1 000 personnes maintenues aux points de passages informels de Rukban et Hadalat (dont Yasmin et ses proches faisaient visiblement parti) ont été autorisés à entrer sur le territoire. Parmi elles, environ 700 auraient été renvoyées en Syrie après leur passage par le centre d'enregistrement de Rabaa al Sahran. Dans ces cas là, les réfugiés sont déposés au niveau du poste frontière de Nassib/Jaber et il est difficile, dès lors, de savoir ce qui les attend. Cette situation est d'autant plus préoccupante pour les victimes que la majorité des réfugiés arrivés par le point de passage de Rukban proviennent de zones contrôlées par l'EI dans le nord et le centre de la Syrie, et ne disposent généralement d'aucun lien avec des Syriens qui pourraient leur porter assistance dans le sud du pays.

177 Il s'agit de l'enregistrement biométrique des réfugiés par empreinte de l'iris, introduit par le HCR en Jordanie en 2015.

Parcours migratoire de Louai entre Deir Mqaren et Irbid : une situation d'urgence médicale, facilitant l'entrée en Jordanie

Lorsqu'avec Fadia, nous avons questionné Louai O. chez lui, à Irbid, à la toute fin du mois d'octobre 2015, il venait juste de se soumettre à un deuxième interrogatoire relatif à la procédure de réinstallation à laquelle lui a permis d'accéder le HCR, afin de partir vivre aux États-Unis avec sa femme et leur deux filles. Sûrement las de devoir se soumettre à un nouvel entretien, Louai ne semblait pas très enclin à répondre aux questions que nous souhaitions lui adresser sur son parcours migratoire entre Deir Mqaren et la Jordanie. La présence chez lui de plusieurs de ses amis du village venus lui rendre visite ce jour-là semble toutefois avoir joué en notre faveur. En effet, ses cousins Taysir et Hady H. - avec lesquels nous avons eu l'occasion de nous entretenir l'année précédente avec Fadia, à la suite du dîner qu'ils nous avaient offert lorsque nous étions passés chez eux avec Karam F. pour leur livrer de la marchandise - l'ont finalement incité à se confier sans retenue, arguant qu'il en allait de la qualité du livre que j'entendais rédiger sur l'histoire de la dispersion de la population de Deir Mqaren. Si les incitations de Taysir et Hady ont sans nul doute participé à faciliter la conduite de cet entretien, la méfiance affichée dans un premier temps par mon interlocuteur m'a une nouvelle fois fait penser ce jour là qu'il aurait été beaucoup plus délicat pour moi de collecter des récits de pratiques auprès de personnes plus vulnérables, et/ou plus régulièrement confrontées à l'exercice du récit migratoire individuel, tel qu'il est généralement mené dans le cadre de procédure de demandes d'asile. Pour en conclure avec cette digression, cette anecdote de terrain constitue l'occasion de rappeler que si la collecte de récits migratoires peut se révéler particulièrement stimulante pour le chercheur, il s'agit d'une méthode qui n'en reste pas moins questionnable, en particulier en ce qu'elle est susceptible de reconduire la violence symbolique des procédures administratives auxquelles sont soumis de nombreux réfugiés et demandeurs d'asile à travers le monde [Mekdjian, 2016]¹⁷⁸.

178 La discussion engagée par Sarah Mekdjian sur les manières alternatives de collecter des récits migratoires, notamment en se servant de la cartographie participative comme une méthode de collecte de données, me semble constituer une piste intéressante à développer dans le cadre de futures recherches. J'y reviendrai dans la conclusion générale de cette thèse.

Constitution du groupe au sein duquel Louai O. a voyagé entre Deir Mqaren et Hadalat

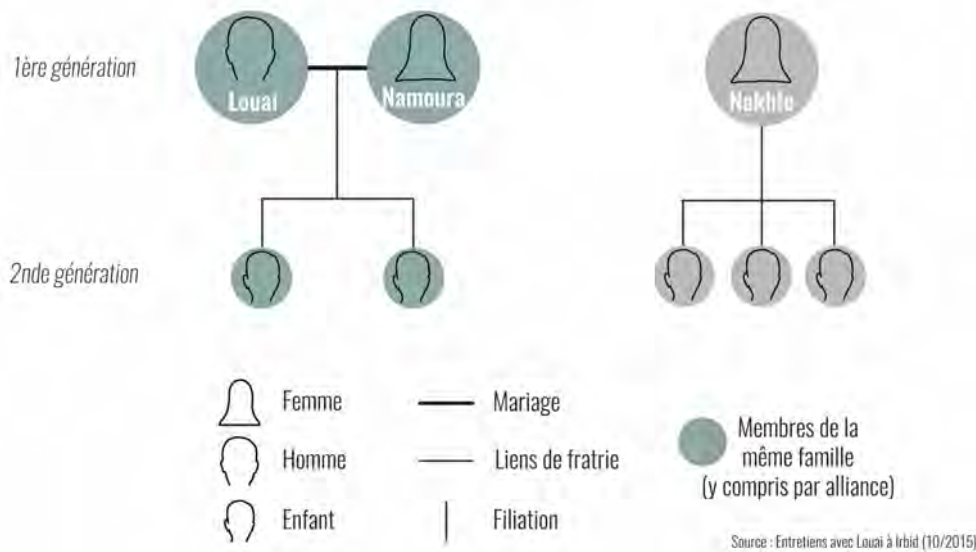


Diagramme 15 Personnes auprès desquelles Louai O. a voyagé entre Deir Mqaren et Hadalat

L'expérience migratoire de Louai, Namoura et de leurs deux filles Noura et Loubna diffère de celles des autres réfugiés de Deir Mqaren dans la mesure où elle a été profondément structurée par l'interventions d'acteurs médicaux et humanitaires. En effet, Loubna, la fille cadette de Louai et Namoura, souffre d'une malformation cardiaque, l'obligeant à suivre un lourd traitement médical. Du fait de la terrible dégradation des conditions de sécurité en Syrie au cours de l'année 2013, il devient de plus en plus compliqué pour ses parents de continuer à la conduire régulièrement à l'hôpital de Damas, où elle se voyait jusqu'alors prodiguer des soins. De plus, Louai a travaillé plusieurs années comme cuisinier dans un restaurant touristique d'Aïn el-Fijeh, jusqu'à ce qu'il se fasse licencier en 2013. A la suite de son licenciement, il a tenté de se rendre en Jordanie par le poste frontière de Nassib/Jaber, afin d'aller travailler comme vendeur ambulancier pour subvenir à distance aux besoins de sa famille. Mais même avec l'intermédiaire de ses amis, disposant de contacts auprès de fonctionnaires jordaniens, rien n'y fait : l'accès au territoire du royaume lui est refusé six fois de suite. Comme il l'explique, face à l'impasse à laquelle lui et sa famille se sont retrouvés confrontés, ils ont décidé de quitter la Jordanie en empruntant la route de l'est, en sollicitant les services d'un passeur. « En août 2014, nous avons décidé de quitter le village avec notre amie Nakhle et ses trois enfants. Nous avons alors contacté Fatima (...). Je ne la connaissais pas très bien, mais je savais que son mari avait aidé des gens du village à entrer en contact avec des passeurs. J'ai donc décidé de l'appeler pour demander à son mari de nous aider ». Comme il le fera pour Yasmin deux mois plus tard, Mahmoud, le mari de Fatima,

demande à Louai de se rendre chez lui à Kiheel, où son fils Ziyad peut se charger de les mettre en contact avec un passeur. Pour se rendre dans le sud de la Syrie, le groupe de huit personnes quitte le village avec un ami de Louai qui les a conduits jusqu'à la gare routière de Jobar, à Damas, avant de continuer à bord d'un taxi jusqu'à Kiheel. « *[Ziyad], le fils de Fatima nous a accueilli chez lui pendant une semaine, le temps que la route menant vers Soneida soit suffisamment sûre pour continuer notre chemin. [Ziyad] nous a ensuite amené chez le passeur, qui vivait près de Soneida et nous avons passé une semaine supplémentaire chez lui, le temps qu'il réunisse d'autres familles souhaitant se rendre en Jordanie. Un matin, au lever du jour, le passeur nous a réveillés pour partir. Peu importe le nombre de personnes qu'elle comprenait, chaque famille a dû lui verser 40 000 livres¹⁷⁹ avant de monter à bord de son van* ».

Même si les habitants de Deir Mqaren peuvent encore compter sur leurs relations villageoises afin d'accéder à des passeurs et se loger sur le chemin de la Jordanie, le niveau de confiance qu'ils peuvent accorder aux différents intermédiaires intervenant entre les différentes étapes de leurs parcours décroît à mesure que diminue la proximité relationnelle et affective entre les acteurs sociaux. En effet, les problèmes apparaissent dès lors que Louai et le reste du groupe sont amenés à solliciter l'aide d'individus, situés en dehors des limites de leurs réseaux personnels. « *Nous sommes partis en direction de la frontière et lorsque nous sommes arrivés en plein désert, le passeur nous a fait descendre de son van et nous a dit que sa part du travail s'arrêtait là, que des Bédouins qui connaissaient mieux le désert que lui allaient arriver dans une dizaine de minutes pour nous amener jusqu'à Hadalat. Puis il est reparti aussitôt, sans nous laisser le temps de lui poser la moindre question. Au final, personne n'est venu et lorsque j'ai cherché à appeler le passeur, il n'a jamais décroché son téléphone* ». Louai contacte alors Mahmoud, le mari de Fatima, qui se trouve en Jordanie. Ce dernier lui promet de trouver quelqu'un pour venir les tirer d'affaire et finalement, douze heures plus tard, deux autres passeurs arrivent sur place et ont accepté de conduire les candidats à l'exil jusqu'à la frontière, en échange de 10 000 livres¹⁸⁰ par famille. Après une nuit de route à travers le désert à bord de deux pick-up différents, les réfugiés arrivent enfin à proximité du point de passage en début de matinée.

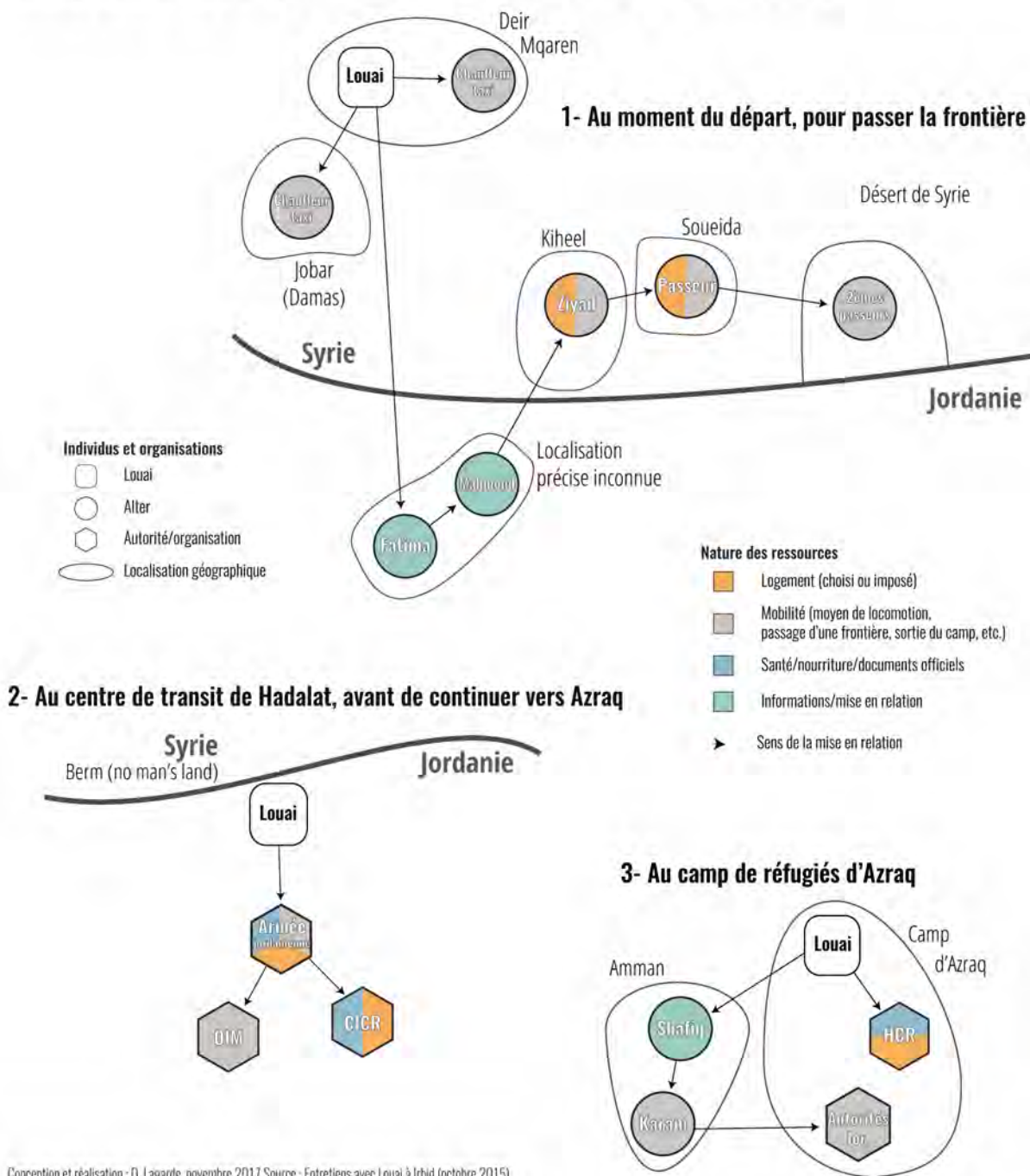
Louai affirme avoir été profondément choqué par la situation qu'il a découvert en arrivant à Hadalat. Après un voyage déjà très éprouvant à travers le désert de Syrie, sa fille n'aurait physiquement pas pu supporter de vivre dans des conditions sanitaires aussi

179 Environ 200€ selon le cours en vigueur au mois d'août 2014.

180 Environ 50€ au début du mois d'octobre 2014.

déplorables. Grâce au certificat médical de Loubna, ses parents et sa sœur aînée réussissent à passer en priorité, tandis que Nakhle, ses trois enfants et les autres personnes avec lesquelles ils voyagent depuis Soueida sont restées bloquées sur place pendant plus d'un mois. *« Heureusement, nous ne sommes restés que quelques heures sur place, le temps que les militaires vérifient longuement nos papiers d'identité. Vers 16h30, ils nous ont finalement autorisés à entrer en Jordanie. De là, on nous a amenés dans un petit camp de transit contrôlé par l'armée où nous avons logé dans des caravanes pendant vingt jours. Et pendant ces vingt jours, nous n'avons rien fait d'autre que répondre aux questions des Jordaniens qui souhaitaient savoir pourquoi nous étions partis de Syrie et avons choisi de venir nous installer en Jordanie ».* Après ces trois semaines passées dans le centre de transit de Hadalat, Louai et sa famille sont transférés dans celui de Ruweished, situé à une cinquantaine de kilomètres plus au sud. *« Toutes les personnes qui se trouvaient avec nous dans le camp de Hadalat ont été transférées vers Ruweished. Nous y avons passé une journée et une nuit, puis le lendemain matin, on nous a conduit jusqu'au centre de Rabaa al-Sabran où les Jordaniens et le HCR nous ont enregistré et donné une carte attestant de notre situation. Ils nous ont une nouvelle fois posé de nombreuses questions, vérifié nos papiers et six heures plus tard, ils nous ont amenés jusqu'au camp d'Azraq. Nous avons passé la première nuit au centre de réception, et le lendemain matin, on nous a attribué une caravane, où le HCR nous a amené en voiture ».*

Réseaux de l'accès aux ressources de Louai

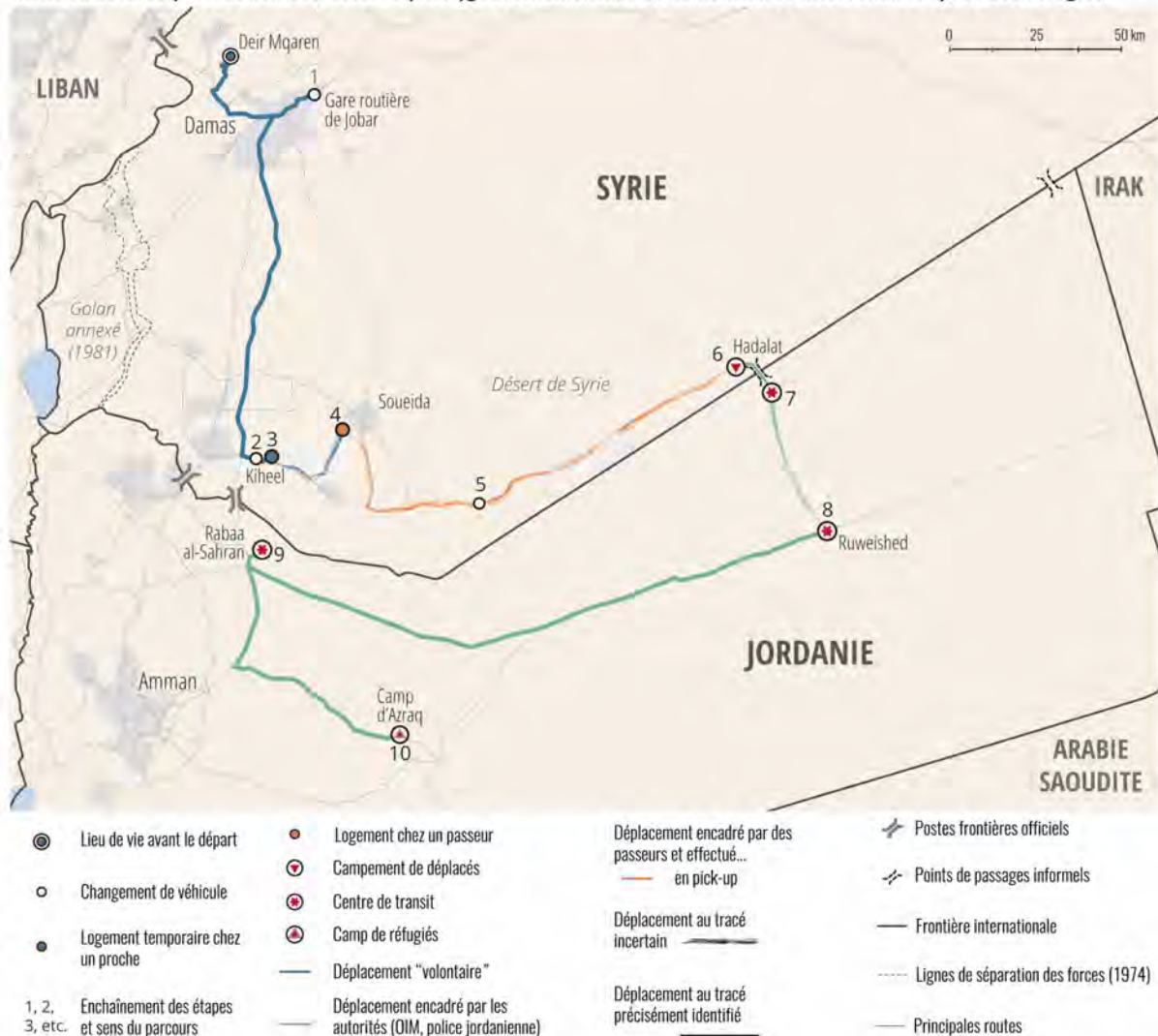


Conception et réalisation : D. Lagarde, novembre 2017 Source : Entretiens avec Louai à Irbid (octobre 2015)

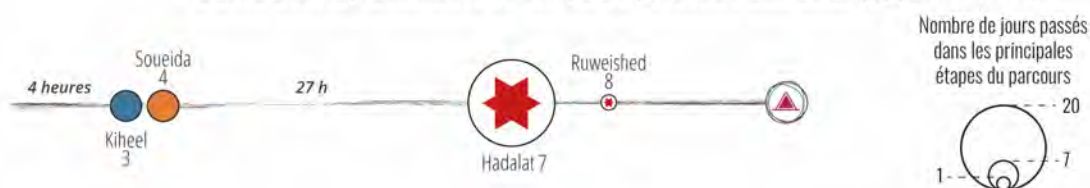
Diagramme 16 Réseaux de l'accès aux ressources de Louai O. entre Deir Mqaren et Azraq

Début du parcours de Louai entre Deir Mqaren et Azraq - août 2014

Du fait du durcissement des politiques d'accueil jordaniennes, seuls les réfugiés les plus vulnérables peuvent entrer rapidement dans le royaume depuis le point de passage de Hadalat. La suite de leur parcours reste malgré tout profondément structurée par l'action des acteurs (inter)gouvernementaux et humanitaires intervenant auprès des réfugiés.



Durée des déplacements et temps de présence aux lieux (approximatifs)



Conception et réalisation : D. Lagarde, novembre 2017
 Source : Natural Earth Data ; entretien avec Louai à Irbid (octobre 2015)

Carte 47 Parcours de Louai entre Deir Mqaren et Azraq

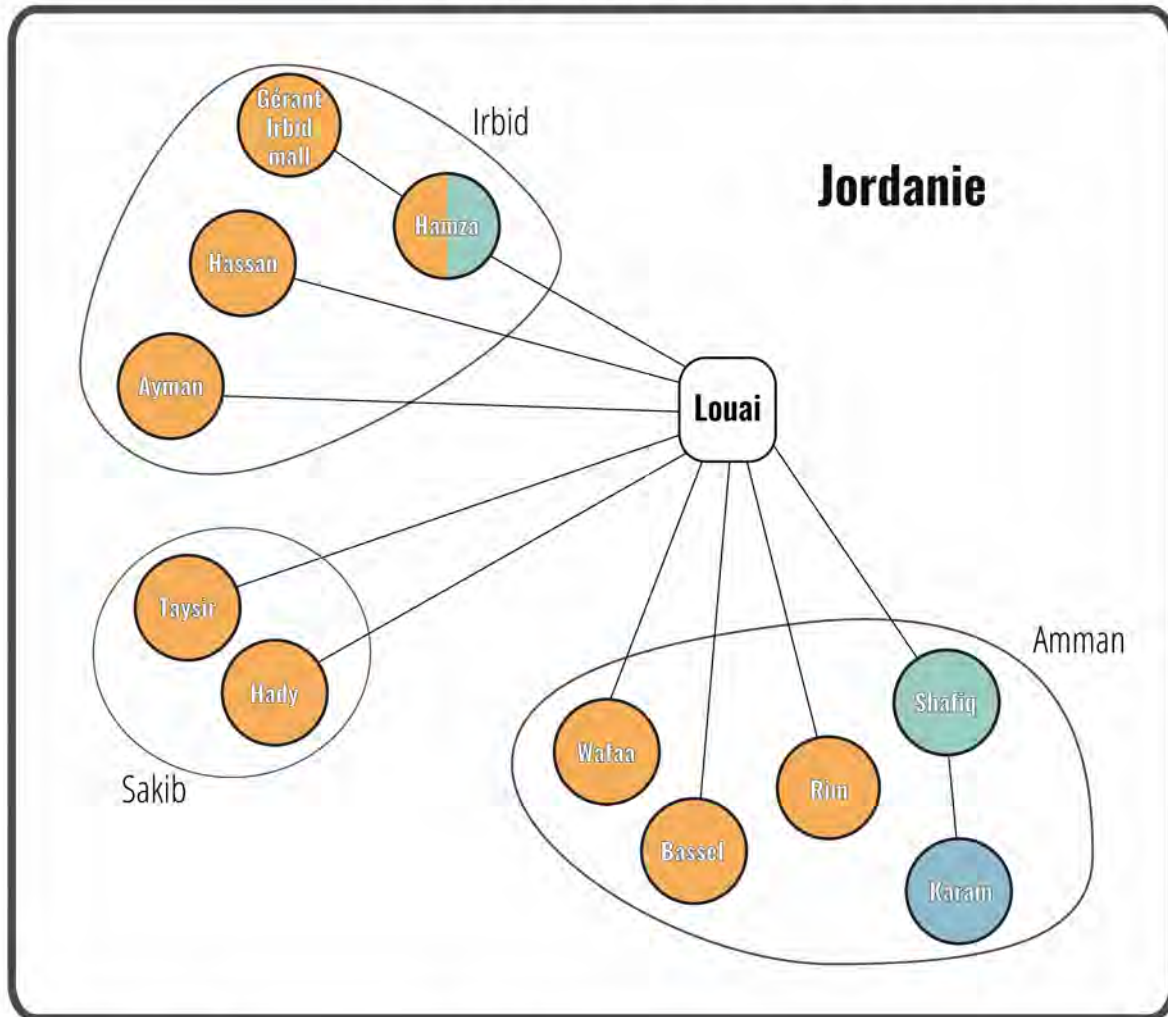
Quelques jours après son arrivée à Azraq, Louai réussit à obtenir une autorisation des autorités jordaniennes afin de pouvoir régulièrement quitter le camp. « L'air poussiéreux du désert n'était pas bon pour Loubna et en plus de cela, son état de santé n'arrêtait pas de se détériorer. Nous avons donc rapidement obtenu des autorisations nous permettant de sortir du camp pendant une

dizaine de jours à chaque fois, pour nous rendre à l'hôpital al-Bachir où Loubna suivait son traitement ».

Durant plus de deux mois, Louai et les siens multiplient les allers-retours entre le camp d'Azraq, l'hôpital al-Bachir, situé dans la capitale, et les différents appartements des membres de leur famille et de leurs amis du village installés en Jordanie. « *Nous avons commencé par passer dix jours dans l'appartement où résidait Ayman [l'un des fils de Zeina B.] et d'autres gars du village à Irbid. (...) La fois d'après, nous sommes allés chez son frère Hassan [le mari de Sonia I.], toujours à Irbid, puis dix jours chez Bassel [l'un des frères de Faysal et Wassim N.] à Amman. C'est ensuite Taysir et Hady qui nous ont accueilli à Sakib, puis Wafaa, ma sœur, qui est mariée à un Jordanien avec lequel elle vivait déjà à Amman avant la révolution. Nous sommes ensuite allés dix jours chez Rim à Jabal al-Taj, qui était notre voisine à Deir Mqaren et pour finir, nous avons passé dix jours chez Hamza et Alaa à Irbid* ». Durant cette période, Louai se met à entreprendre des démarches administratives afin d'obtenir un permis de séjour et une autorisation de sortie définitive du camp. Il sollicite pour cela son cousin Shafiq H., qui est très proche de Karam F., le principal fournisseur jordanien des colporteurs de Deir Mqaren. « *Nous devons trouver un Jordanien prêt à se porter garant pour nous avant de pouvoir espérer obtenir l'autorisation de nous installer en dehors du camp. Mon cousin Shafiq a tout de suite pensé à Karam. Il l'a donc appelé pour lui demander s'il accepterait de se porter caution et Karam m'a tout de suite rappelé en me disant qu'il était très pris par son travail avec l'approche des fêtes de l'Aïd, mais qu'il s'occuperait de lancer les démarches dès qu'il trouverait le temps de le faire. Il a bien tenu parole et un mois plus tard, le 27 octobre 2014, nous avons pu définitivement quitter le camp pour nous installer à Irbid, (...) où Hamza G. nous a aidé à trouver ce logement que louait le propriétaire du Irbid Mall [un centre commercial du centre ville]* ».

Réseaux de l'accès aux ressources de Louai

Lors de l'arrivée de Louai en Jordanie, ses proches se sont largement mobilisés afin de faciliter l'installation de sa famille dans le royaume



Nature des ressources

- Logement
- Obtention d'un permis de séjour et d'une autorisation de sortie définitive du camp
- Informations/mise en relation

Individus et organisations

- Louai
- Alter

Localisation géographique

- Ville
- Pays

Conception et réalisation : D. Lagarde, novembre 2017
Source : Entretien avec Louai à Irbid (octobre 2015)

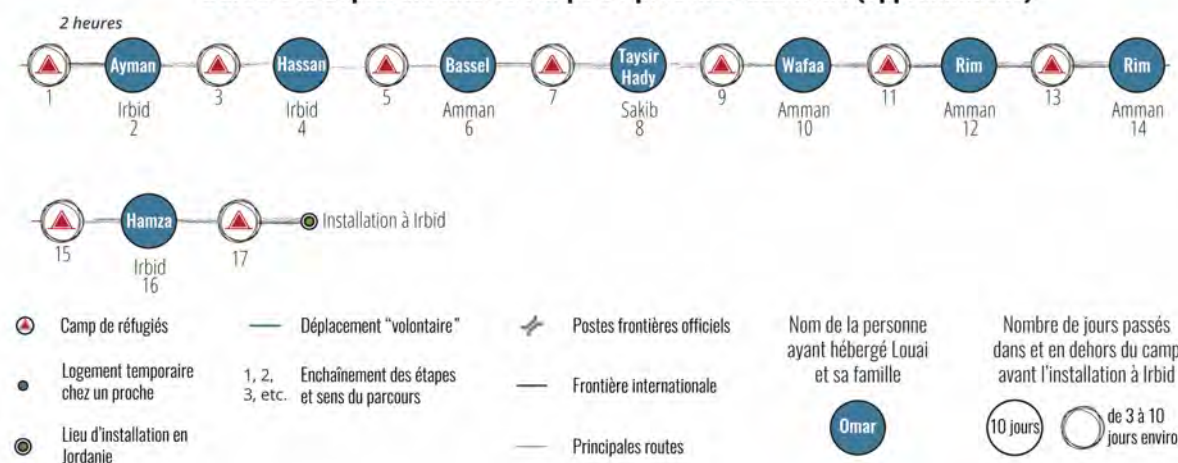
Diagramme 17 Réseaux de l'accès aux ressources de Louai O. en Jordanie

Suite du parcours de Louai jusqu'à sa sortie définitive du camp - août à octobre 2014

Durant plus de deux mois, le temps d'obtenir un permis de séjour en Jordanie, Louai et sa famille ont multiplié les aller-retour entre le camp d'Azraq et les différents appartements de leurs proches originaires de Deir Mqaren et installés dans le royaume hachémite



Durée des déplacements et temps de présence aux lieux (approximatifs)



Conception et réalisation : D. Lagarde, novembre 2017
 Source : Natural Earth Data : entretien avec Louai (octobre 2015)

Carte 48 Parcours de Louai entre différentes villes de Jordanie

Le durcissement des politiques migratoires : une contrainte pour les réseaux des réfugiés

Les récits de voyages migratoires d'Alaa, Noura, Rim, Yasmin et Louai permettent de dévoiler le caractère éphémère, ainsi que l'immédiateté des réseaux de circonstances [Gladkova et Mazzucato, 2015] mobilisés par les réfugiés de Deir Mqaren afin de circuler dans le sud de la Syrie. A l'image des observations effectuées par Michael Collyer [2005]

dans le cadre de l'étude qu'il a menée auprès de demandeurs d'asile algériens en France et au Royaume-Uni, à partir du début de l'année 2013, le renforcement des politiques migratoires a largement contraint les candidats à l'exil en provenance de Syrie à recourir à un ensemble d'intermédiaires, situés en dehors des seules limites de leurs réseaux personnels. Ces mesures ont également entraîné une fragmentation des parcours [Collyer, 2007 ; Schapendonk, 2012] des Syriennes et des Syriens en quête d'un refuge, annihilant par la même les effets de réseaux observés durant la phase initiale de l'exode, lorsque les premières familles du village partaient s'installer en Jordanie en passant par le poste frontière de Nassib/Jaber.

Dans le nord du royaume, les itinéraires des réfugiés n'ont également cessé d'être de plus en plus strictement canalisés, par le biais du développement d'un réseau de lieux d'accueil et de transit, entre lesquels les nouveaux arrivants sont amenés à circuler sous la supervision d'un ensemble d'acteurs étatiques et humanitaires, dont l'une des principales missions est d'opérer un tri entre les personnes autorisées à séjourner sur le territoire du royaume, et les autres, principalement originaires de zones sous contrôle de l'EI, condamnées à être renvoyées vers une Syrie en guerre. Concernant le cas particulier des exilés de Deir Mqaren, lorsqu'ils réussissent à atteindre les camps de réfugiés de Zaatari et d'Azraq, leurs relations personnelles, qu'elles soient basées sur des liens de parenté ou d'amitié, retrouvent alors progressivement leur efficacité, en particulier, ainsi que nous le verrons par la suite, en terme d'accès au logement et à l'emploi.

Au delà des seules dynamiques relationnelles des réseaux sociaux mobilisés par les réfugiés de Deir Mqaren, il est important de souligner l'aspect déterminant de leurs dimensions spatiales. En effet, dans le cas spécifique des « migrations d'urgence », où les candidats à l'exil sont souvent amenés à quitter leur lieu de vie dans la précipitation, il est essentiel que les réfugiés puissent s'appuyer sur un réseau social spatialement dispersé [Muanamoha *et al.*, 2010], susceptible de donner accès à une plus grande diversité de ressources, dans une plus grande diversité de lieux. Comme nous venons de le voir, les relations personnelles de quelques habitants de Deir Mqaren - en particulier Hamza - ont permis à leurs proches d'accéder à des personnes ressources avec lesquelles ils n'entretenaient pas de relations directes au préalable. Le dénominateur commun des individus avec lesquels Noura, Alaa, Rim, Yasmin et Louai sont entrés en contact dans le cadre de leurs voyages vers la Jordanie est qu'ils maîtrisent tous la territorialité des réseaux

de lieux entre lesquels ces enquêtés ont été amenées à circuler. Dit autrement, lorsque des murs se dressent sur la route des réfugiés, plus encore que la proximité affective entre les différents acteurs impliqués dans le fonctionnement des réseaux permettant de contourner des obstacles migratoires, c'est surtout leur localisation au sein de l'espace géographique qui se révèle déterminante afin de faciliter le voyage d'anonymes en quête d'un refuge.

CHAPITRE 7

MODALITÉS D'INSERTION DES RÉFUGIÉS SYRIENS EN JORDANIE

S'ajoutant à la pléthore de rapports publiés par les différentes organisations internationales et les ONG intervenant auprès des réfugiés syriens en Jordanie, un nombre croissant de travaux académiques est également consacré à l'étude de cette population. Depuis le début de l'exode, des mémoires de Master ont été réalisés sur l'urbanisation du camp de Zaatari [Dalal, 2014 ; Fernández Cortés, 2016], les modalités et les stratégies d'insertion des Syriens installés en milieu urbain [Becquart, 2014 ; Davidson, 2015 ; Fakhry, 2016 ; Mayer, 2016], ou encore sur leurs projets migratoires en direction de l'Europe [Lyngstad, 2015]. Les dynamiques socio-économiques du camp de Zaatari [Dalal, 2015], les pratiques numériques de ses habitants [Maitland et Xu, 2015 ; Wall *et al.*, 2017], les traumatismes qu'ils ont subis [Jabbar et Zaza, 2014], ou encore les modalités d'intervention des organisations humanitaires au sein de cet espace [Tobin et Otis Campbell, 2016] ont aussi fait l'objet de plusieurs publications. Certains chercheurs se sont par ailleurs intéressés aux conséquences de l'arrivée de cette nouvelle population de réfugiés sur les différents pans de la société jordanienne [Al Hussein, 2013b ; Al-Kilani, 2014 ; Achilli, 2015 ; Jaber, 2016], tout en soulignant les difficultés d'accès au marché de l'emploi local rencontrées par les Syriens [Betts et Collier, 2015 ; Fakhri et Ibrahim, 2016]. Cependant, parmi toutes ces études, seule une poignée d'entre elles a véritablement cherché à mettre en avant la capacité d'action dont a fait preuve une majorité d'individus, en dépit des difficultés grandissantes auxquelles les Syriens du royaume ont été confrontés depuis le début de l'exode.

Dans le prolongement du chapitre précédent, je continuerai à m'intéresser à l'influence des réseaux sociaux sur les dynamiques d'installation en Jordanie des exilés de Deir Mqaren. Cela m'amènera à souligner l'importance qu'a joué, depuis le début de la crise, le « système de mobilité » décrit dans la deuxième partie du chapitre 4 sur les modalités d'accès à l'emploi et au logement des anciens habitants du village. Nous verrons ainsi que la quête d'un appartement et d'un travail dicte généralement le choix du lieu d'installation des réfugiés, et qu'à ce sujet, leurs relations personnelles jouent un rôle déterminant pour l'obtention de ces deux ressources ; même si les effets de réseaux ont non seulement tendance à évoluer à mesure que l'exil se prolonge, et qu'ils sont aussi susceptibles de varier en fonction du genre des individus concernés [Thorleifsson, 2016]. Dans un dernier temps, nous nous pencherons sur la question de la « territorialisation » de l'exode syrien à l'échelle nationale. Cela nous permettra de voir dans quelle mesure la distribution spatiale des exilés de Deir Mqaren s'inscrit ou non, dans celle, plus générale, du reste des réfugiés syriens de Jordanie. Mais avant cela, je commencerai par questionner les catégories migratoires dans lesquelles les ressortissants de nationalité syriennes installés en Jordanie se sont retrouvés insérés depuis le début du conflit en Syrie. A travers cette démarche, il s'agira de décentrer le regard porté sur la catégorie de « réfugié », en tentant de voir quelles peuvent être les conséquences des « labels », appliqués à ces populations par les gouvernements d'accueil et les institutions intergouvernementales, sur la perception que les individus concernés se font de leur situation personnelle.

1. Questionner les catégories migratoires

Pour les exilés, retrouver une stabilité loin de leur pays d'origine passe nécessairement par l'obtention d'un statut juridique pérenne au sein de leur État d'accueil, leur accordant un ensemble de droit et une garantie de protection, afin, notamment, de les protéger contre une éventuelle expulsion. Dans les pages qui suivent, je m'appliquerai à interroger les différentes catégories entre lesquelles ma population d'étude a été amenée à évoluer depuis son départ de Syrie. En effet, dans une recherche portant sur des réfugiés urbains au sein d'un État moyen-oriental, il apparaît impossible de faire l'impasse sur ces questions, qui nous amèneront notamment à souligner la porosité des statuts, leurs conséquences sur l'accès au droit et aux services, ainsi que sur la perception que les populations migrantes se font de leur propre situation.

- La Jordanie, un carrefour des migrations forcées au Moyen-Orient

Depuis le début du vingtième siècle, les conflits moyen-orientaux sont à l'origine d'importants déplacements de population entre les différents États de la région [Chatty, 2010 ; Dorai, 2014b]. Au sein de cet espace, la Jordanie fait figure de véritable carrefour des migrations forcées. En effet, génocide arménien, conflits israélo-arabe (de 1948 et 1967 en particulier), guerre civile libanaise, « guerre(s) du Golfe » et plus récemment crise syrienne ont tous apporté leur lot de réfugiés dans le royaume hachémite. Parmi eux, les Palestiniens occupent une place à part au sein de la société jordanienne. En effet, si la présence palestinienne à l'est du Jourdain s'est intensifiée dès la fin du dix-neuvième siècle [Neveu, 2013 ; Becquart, 2014], en 1948, l'arrivée de 70 000 personnes - soit environ 10% de la population totale de la Transjordanie à l'époque - fuyant l'avancée des troupes de *Tsahal*¹⁸¹ en Palestine marqua un tournant décisif dans l'histoire du pays. Pour répondre à cet afflux de population, le gouvernement décida d'engager une politique d'assimilation, amenant en 1949 à la naturalisation de tous les « Arabes de Palestine » alors présents dans

181 *Tsahal*, abréviation de *Tsva Haganah LeIsrael* en hébreux, est née de la fusion et de l'évolution de plusieurs groupes de défense indépendants et isolés, créés à l'origine pour défendre les établissements agricoles des juifs de Palestine présents avant la création de l'État d'Israël. Le 26 mai 1948, David Ben Gourion officialisa la création de *Tsahal*, faisant d'elle l'armée officielle de ce nouveau pays.

le royaume [Al Hussein, 2013a]. En 1967, à la suite de la Guerre des Six jours, puis au début des années 1990, lors de la première guerre du Golfe¹⁸², la Jordanie dut une nouvelle fois composer avec l'arrivée d'importantes vagues de réfugiés palestiniens. Ainsi, entre les premières arrivées massives en 1948 et le recensement jordanien de 1994, le nombre d'habitants du royaume fut multiplié par onze, passant d'environ 375 000 à 4 139 000 personnes en moins d'un demi-siècle. Cet accroissement de population, essentiellement stimulé par l'arrivée de réfugiés palestiniens et la naissance de leurs descendants¹⁸³ [Courbage, 1997], a longtemps représenté un défi de taille pour la stabilité d'un pays disposant de ressources naturelles limitées. Depuis les années 1950, ces mouvements migratoires ont donc profondément influencé le contexte économique, social et politique jordanien [de Bel-Air, 2003, 2005].

Plus de 2 000 000 de réfugiés palestiniens sont actuellement enregistrés en Jordanie auprès de l'Office de secours et de travaux des réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)¹⁸⁴. S'ils sont 370 000 à résider dans l'un des dix camps officiels gérés conjointement par cet organisme onusien et le gouvernement jordanien, plus de 80% d'entre eux sont installés en milieu urbain, « *au sein des agglomérations d'Amman, Zarqa et Irbid, dans la vallée du Jourdain et à Aqaba, dans des quartiers autoconstruits pour partie, mais aussi des quartiers de classe moyenne ou aisés, reflétant la diversité sociale des réfugiés palestiniens* » [Ababsa, 2012 : 93]. Les conflits successifs qui se sont déroulés en Irak depuis la première guerre du Golfe en 1991 entraînent également l'arrivée de nombreux réfugiés¹⁸⁵ en Jordanie [Chatelard, 2002, 2010]. L'écrasante majorité d'entre eux, issue de la classe moyenne éduquée et hautement qualifiée, s'est installée dans la capitale, où se concentre 80% de l'activité économique du pays [Kassay, 2013]. Si certains Irakiens ont investi dans l'économie locale, d'autres ont longtemps multiplié les allers-retours entre Amman et

182 Entre 1990 et 1991, au moment de l'invasion du Koweït par l'Irak, le soutien de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) à l'occupant irakien fut à l'origine du départ du Koweït de plusieurs centaines de milliers de Palestiniens, dont certains résidaient dans ce pays depuis plusieurs décennies [de Bel-Air, 2003]. Comme une majorité de ces personnes disposait de la nationalité jordanienne, cette mesure a engendré le retour en Jordanie, temporaire ou définitif, d'environ 300 000 d'entre elles, en particulier au sein de la ville d'Amman.

183 D'après les propos de l'ancien premier ministre Ali-Abu al-Ragheb, repris dans l'édition du 3 septembre 2002 du journal *al-Ra'i*, 43% des citoyens jordaniens seraient d'origine palestinienne. Ces informations seraient tirées d'un recensement effectué par les autorités du royaume. A noter que ce chiffre ne tient pas compte des 650 000 Palestiniens n'ayant pas la nationalité jordanienne, à savoir ceux arrivés après 1954, en particulier durant les deux *Intifadas* et depuis. Pour plus d'informations sur le code de la nationalité jordanienne, consulter l'ouvrage *Géopolitique de la Jordanie*, d'Alain Renon [1996 : 50].

184 « The United Nations Relief and Work Agency for Palestine Refugees in the Near East ». La principale mission de cet organisme est de faciliter l'accès aux soins et à l'éducation des réfugiés palestiniens installés en Cisjordanie, à Gaza, en Jordanie, au Liban et en Syrie.

185 Le nombre d'Irakiens ayant trouvé refuge en Jordanie a longtemps fait l'objet de controverses et reste difficile à estimer avec précision. Sur la période 2003-2010, le HCR affirme avoir enregistré 50 000 Irakiens dans le royaume, tandis que le gouvernement jordanien mentionnait à la fin des années 2000 la présence de 500 000 ressortissants irakiens sur son territoire [Chatelard, 2010].

Bagdad, ou se sont contentés de se servir de cette ville comme d'un espace de transit vers des destinations plus lointaines [Chatelard, 2002 ; Chatelard et Dorai, 2010]. Des réfugiés soudanais et somaliens, ainsi que des migrants dits « économiques », principalement originaires d'Égypte, du Bangladesh, du Sri Lanka et des Philippines, employés dans des usines, ainsi que dans les secteurs des services et de la construction, ont également convergé vers la région capitale au cours des dernières décennies [De Bel-Air, 2015a, 2016]. En s'en tenant aux chiffres du dernier recensement de population, effectué en novembre 2015, la population de la Jordanie atteignait très exactement 9 531 712 habitants. En plus des 2,1 millions de Palestiniens enregistrés à l'UNRWA, le royaume accueillait 664 100 réfugiés syriens et irakiens inscrits auprès du HCR. Avec près de trois réfugiés pour dix habitants, le royaume hachémite est l'État accueillant proportionnellement le plus de réfugiés au monde.



En Jordanie, 3 habitants sur 10 sont des réfugiés

- Part des réfugiés pour 10 habitants au sein de la population jordanienne

- Quel statut juridique pour les réfugiés syriens de Jordanie ?

En dépit du nombre important de réfugiés (non-palestiniens¹⁸⁶) qu'accueille le pays, et à l'image de la majeure partie des États du Moyen-Orient, la Jordanie n'est pas signataire de la Convention de Genève de 1951, ni du protocole de New-York de 1967 [Zaiotti, 2006]. D'après Myriam Ababsa [2015], dans la législation jordanienne, n'entrent dans la catégorie de « réfugié » que les personnes ayant obtenu une réinstallation dans un pays tiers. De fait, il n'y a que très peu de réfugiés au sens juridique du terme dans le royaume. Une loi visant à faire évoluer cette situation serait néanmoins en cours de rédaction, mais, « *pour des raisons politiques et de sécurité* » il est probable que son application soit repoussée à la fin de la crise syrienne [Al-Kilani, 2014]. Toutefois, depuis 1998, le HCR travaille de concert avec les autorités jordaniennes dans le cadre d'un *Memorandum of Understanding* (MoU) conclu entre l'agence onusienne et le Ministère de l'Intérieur jordanien. Si cet accord assure aux individus enregistrés une protection temporaire, leur donnant accès aux services délivrés par l'agence et censée les prémunir d'une expulsion vers leur pays d'origine, il ne leur assure en aucun cas une installation durable au sein du royaume. La terminologie utilisée par le gouvernement jordanien afin de désigner les exilés en provenance de Syrie illustre non seulement l'ambiguïté et le caractère temporaire de leur présence légale dans le pays, mais également les enjeux contemporains qui gravitent autour de l'attribution du label « réfugié » [Zetter, 2007]. En effet, ceux-ci sont généralement considérés comme des « invités » par les autorités locales, une catégorie tout à fait abstraite, renvoyant à une prétendue tradition d'hospitalité et de fraternité entre les peuples arabes de la région. Dans les faits, cette situation les maintient dans une forme de flou juridique qui impacte considérablement les conditions de leurs mobilités, aussi bien en Jordanie que vers le reste du monde, ainsi que leur vie quotidienne, en particulier en terme d'accès à l'emploi. Selon l'article 12 de la Loi du Travail (*Labour Law*) jordanienne, les étrangers ne peuvent être employés légalement que dans des secteurs et à des postes où ils n'entrent pas en concurrence avec les travailleurs nationaux [Stave et Hillesund, 2015]. Néanmoins, avant le début de la crise, de nombreux ressortissants syriens travaillaient déjà dans les secteurs les plus en demande de main d'œuvre, tels que ceux du

186 Comme mentionné précédemment, bien qu'étant considérés comme des réfugiés relevant du mandat unique de l'UNRWA, l'écrasante majorité des Palestiniens de Jordanie disposent de la nationalité jordanienne, ce qui leur accorde un statut juridique et des droits que n'ont pas, par exemple, leurs homologues du Liban, qui font l'objet de fortes discriminations en terme d'accès au marché de l'emploi et aux services de santé, plus de soixante ans après leur installation dans ce pays.

service, de la construction et de l'agriculture ; la majorité étant employée de manière « irrégulière », sans permis de travail, ni protection sociale. L'augmentation du nombre de Syriens en Jordanie depuis 2011 n'a donc fait qu'exacerber cette tendance. En effet, selon un rapport commandité par l'Organisation Internationale du Travail (OIT), en 2015, 90% des réfugiés vivaient de l'économie informelle¹⁸⁷ [Stave et Hillesund, 2015] ; la complexité de la procédure d'obtention d'un permis, ainsi que son coût élevé - de 170 à 370 JOD selon les secteurs, généralement pris en charge par l'employé - constituant souvent un frein à leur accession à un statut officiel¹⁸⁸ [Errighi et Griesse, 2016]. En conséquence, ces personnes sont contraintes de vivre sous la menace d'une arrestation, pouvant se solder par une procédure de renvoi vers les camps. Cette situation n'a eu de cesse de précariser les conditions d'emploi des réfugiés, forçant ces derniers à exercer leur métier dans la clandestinité, pour des employeurs les forçant parfois à travailler de nombreuses heures, pour des salaires particulièrement bas.

Concernant les conditions d'accès au territoire jordanien, durant les premiers temps de l'exode, tous les ressortissants de nationalité syrienne pouvaient librement entrer en Jordanie, à la seule condition de ne pas avoir fait l'objet d'une procédure d'expulsion préalable et d'être munis d'un passeport en court de validité [Pitea, 2010]. En théorie, les personnes entrées par un poste frontière officiel ne sont pas dans l'obligation d'obtenir un quelconque visa ou permis de résidence afin de séjourner ensuite dans le royaume. Si les conditions de leur séjour en Jordanie sont censées être régies selon les principes de la « Loi de Résidence et des Affaires Étrangères¹⁸⁹ » [Olwan et Shiyab, 2012], dans les faits, tous les Syriens peuvent s'enregistrer auprès du HCR afin d'obtenir ensuite une carte de résidence¹⁹⁰ délivrée par le Ministère de l'Intérieur dans les différents postes de police du pays, celle-ci leur donnant accès aux services publics de santé et d'éducation [Chatelard, 2016]. Pendant longtemps, l'agence onusienne enregistrait l'ensemble des ressortissants syriens qui en faisaient la demande. Néanmoins, depuis le mois de juillet 2014, les autorités ont enjoint le HCR à ne plus enregistrer les personnes ne disposant pas de

187 Selon la définition de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), entrent dans l'informalité les travailleurs auto-employés non déclarés, ceux travaillant dans une structure non-enregistrée, ainsi que les personnes employées dans un établissement enregistré auprès des autorités, sans toutefois cotiser au fond national de sécurité sociale. A noter qu'en 2014 en Jordanie, plus de la moitié du secteur de l'emploi privé relevait du secteur de l'économie informelle [Ajluni et Kavar, 2014 : 9].

188 « Jusqu'à fin 2015 au moins, le permis de travail était exigé, son coût élevé était déduit du salaire du travailleur, si celui-ci par hasard était déclaré. La circulaire européenne, datant de juillet 2016, imposant aux entreprises jordaniennes qui souhaitent exporter vers l'Europe un quota de 15 % de travailleurs syriens parmi leurs salariés, intervient dans le cadre d'une solution politique à long terme, et qui ne change pas substantiellement la configuration d'ensemble » [Jaber, 2016 : 100-101].

189 *Law of Residency and Foreigners' Affairs*

190 NB : juridiquement parlant, cette carte de résidence ne s'apparente pas à un permis de séjour.

preuves de leur entrée régulière sur le territoire du royaume, ou de leur sortie légale des camps¹⁹¹. La campagne de vérification et d'enregistrement biométrique de tous les réfugiés initiée à partir de février 2015 eu par conséquent de graves répercussions sur l'accès aux services et à la mobilité d'une importante partie de la population syrienne du royaume, qui n'a pas été en mesure de se réenregistrer auprès du HCR. Parallèlement, la police jordanienne a multiplié les contrôles d'identité afin d'appréhender ces personnes illégalisées, et celles exerçant une activité professionnelle sans être détentrice de permis de travail. Cette situation a donné lieu à des renvois vers les camps, en particulier celui de Zaatari, ainsi qu'à des expulsions vers la Syrie¹⁹². Dans ce contexte, certains réfugiés installés en milieu urbain ont fait le choix de retourner d'eux-mêmes vers les camps, afin notamment de pouvoir continuer à bénéficier des services du HCR et de ses partenaires. Parmi la population de Deir Mqaren, personne n'a été contraint de se résoudre à cette option. En effet, la vente ambulante a toujours constitué une ressource permettant aux familles d'éviter de se retrouver confrontées à une situation de trop grande précarité. Nous reviendrons dans la suite du texte sur les modalités de fonctionnement de cette activité, ainsi que sur les conditions d'accès au logement en milieu urbain des personnes en provenance de Deir Mqaren ; mais avant cela, arrêtons nous un instant sur l'évolution conjointe de leur statut juridique dans le pays et de la perception qu'ils se font de leur situation d'exilés.

191 « Les réfugiés installés dans les camps de Zaatari et d'Azraq ne sont autorisés à sortir qu'après avoir obtenu un permis (bail out) et l'attestation d'un Jordanien qui se porte garant (kafil), payé 100 à 300 JD. Ce permis émane du Département d'Assistance aux Réfugiés Syriens (Syrian Refugee Assistance Department – SRAD). Mais depuis avril 2014, date de l'ouverture du camp d'Azraq, le SRAD est de plus en plus réticent à donner ces permis, que ce soit pour le camp de Zaatari ou celui d'Azraq » [Ababsa, 2015 : 89].

192 Les chiffres disponibles sur ce phénomène sont peu nombreux, néanmoins, le Norwegian Refugee Council affirme qu'en 2014, 8 500 réfugiés syriens ont été dirigés contre leur gré vers le camp d'Azraq [Ababsa, 2015]. Un rapport de l'organisation Human Rights Watch, en date du 2/10/2017, aborde pour sa part la question des expulsions vers la Syrie. « *I have no idea why they sent us back. Jordanian deportations and expulsions of Syrian Refugees* ».

- De la « carrière » de colporteur à celle de réfugié

Passer par le camp et entrer dans la «carrière» de réfugié

De nombreux Syriens arrivés au début de la crise ont pu entrer en Jordanie munis de leur passeport, *via* les postes frontières officiels. Dans ces cas là, rien ne les obligeait à s'inscrire auprès du HCR, et d'ailleurs, rares sont ceux qui ont entrepris cette démarche. Leur choix s'explique en particulier par leur espoir d'une résolution rapide de la crise politique en Syrie, et par là même, de leur retour à court terme dans leur pays d'origine. Autrement dit, jusque vers la fin de l'année 2012, la plupart des Syriens continuaient d'envisager leur installation dans le royaume comme provisoire. Concernant plus spécifiquement la population de Deir Mqaren alors présente en Jordanie, rappelons qu'à cette époque, elle était composée en majorité d'hommes seuls. A leurs yeux, la procédure d'enregistrement auprès de l'agence onusienne relevait encore d'une démarche réservée à leurs concitoyens les plus démunis, ayant transité ou demeurant dans le camp de Zaatari. Au contraire, pour les marchands du village, la vente ambulante leur permettait de couvrir leurs dépenses quotidiennes, et même de renvoyer une partie de leurs revenus en Syrie, d'autant plus qu'ils vivaient encore à cette époque chez des proches, en colocation ou dans des hôtels bon marché.

Ce n'est que dans le courant de l'année 2013 que les exilés de Deir Mqaren se sont progressivement mis à s'enregistrer auprès de l'agence onusienne. En effet, la multiplication et le durcissement des combats en Syrie, conjugués aux arrivées quotidiennes dans le royaume de plusieurs milliers de réfugiés fuyant les violences, contribuèrent à faire changer la perception que les habitants du village installés en Jordanie portaient jusqu'alors sur leur situation. En premier lieu, ils commencèrent à intégrer que leur exil allait perdurer plus longtemps qu'ils n'avaient pu l'imaginer au moment de leur départ. Ce constat se vit également renforcé par la multiplication des regroupements familiaux, donnant lieu à la réunification de familles séparées parfois depuis plusieurs mois. Parmi les personnes arrivées au cours du premier semestre de l'année 2013, un nombre croissant d'entre elles furent amenées à transiter par Zaatari, lieu par excellence d'application des politiques d'assistance aux populations déplacées en Jordanie. D'une manière générale, la confrontation physique aux acteurs et à

l'environnement de l'industrie humanitaire au sein de l'espace du camp, amène subitement les individus déplacés à intégrer leur nouvelle condition de « réfugié » [Tallio, 2006]. C'est ici qu'ils sont enregistrés, que le HCR leur délivre leurs cartes attestant de leur nouveau statut, mais également une aide matérielle de première nécessité. Ainsi, par la présence de couvertures ou de tapis de sol frappés du logo de l'agence onusienne, et constituant généralement la partie la plus apparente de leur sommaire ameublement, les logements des Syriens passés par Azraq ou Zaatari sont généralement emprunts d'indices témoignant de leur passage dans ces lieux. Même si celui-ci fut bref, ils gardent tous des images fortes de l'espace des camps, en particulier des conditions de précarité dans lesquels sont maintenus leurs habitants. On peut ainsi considérer que cette étape de leur parcours migratoire constitue une sorte de rite de passage vers l'entrée dans la « carrière » de réfugié. Comme l'ont montré plusieurs auteurs, les labels appliqués à ces individus, en particulier lors de leurs passages dans les camps [Malkki, 1996], contribuent largement à la (trans)formation de leurs identités individuelle et collective [Zetter, 1991]¹⁹³. Une fois sortis de ce lieu, les nouveaux arrivants en provenance de Deir Mqaren vont ainsi largement contribuer à faire évoluer le regard que leurs proches - entrés par les postes frontières officiels et qui n'avaient encore jamais été confrontés au système du « gouvernement humanitaire » - portaient jusqu'à alors sur leur propre situation.

193 Pour un tour d'horizon des travaux consacrés aux questions de « labellisation » et de « catégorisation », ainsi que sur la confusion régnant autour d'une définition précise du concept de « réfugié », y compris dans les milieux académiques, consulter le texte de Emma Haddad, *Who is not a refugee ?* [Haddad, 2004].



Illustration photographique 6 Camp de Zaatari

Cliché « a » : Vue panoramique du camp de Zaatari. Au fil des ans, les bungalows, majoritairement distribués par des pays donateurs du Golfe, ont remplacé les tentes en toile du HCR (source : D. Lagarde, octobre 2015). **Cliché « b »** : Un commerce s'est rapidement mis en place, permettant aux réfugiés les mieux dotés économiquement de racheter à d'autres habitants du camp plusieurs bungalows afin de les assembler et agrandir ainsi sensiblement leur espace de vie (source : D. Lagarde, novembre 2014). **Cliché « c » et « d »** : Le camp est un lieu marqué par une forte ségrégation spatiale, divisé entre les espaces réservés aux réfugiés et ceux des autorités locales et organisations internationales intervenant à Zaatari. Partout, les logos rappellent qu'il s'agit d'un espace vivant sous perfusion des donateurs internationaux (source : D. Lagarde, octobre 2015).

L'enregistrement comme gage d'une (mince) amélioration des conditions de vie

La multiplication des labels, la complexité des procédures administratives, ainsi que le manque d'accès à l'information ont souvent tendance à obscurcir la perception des individus sur les droits et les « avantages » auxquels le statut de « réfugié » est susceptible de leur donner accès [Zetter, 2007]. Dans ce contexte, le bouche à oreille a joué un rôle central dans l'enregistrement des Syriens déjà présents sur le territoire jordanien. Cette observation vaut aussi plus largement pour l'accès des réfugiés aux services des différents organismes humanitaires intervenant dans le royaume [Becquart, 2014 ; Fakhry, 2016]. Lorsque les premiers exilés de Deir Mqaren se sont enregistrés auprès du HCR - dans ou en dehors des camps - le mot sur les (maigres) bénéfices à tirer de ce statut s'est dès lors rapidement mis à circuler entre les membres de la communauté villageoise installés en Jordanie. Par ailleurs, avec l'augmentation exponentielle du nombre de réfugiés présents dans le royaume, un discours hostile n'a cessé de se développer à l'égard de la présence syrienne dans le pays, notamment du fait de la pression qu'exerce cette population sur les infrastructures urbaines, les secteurs de l'immobilier et de l'emploi. Comme le rappelle

Hana Jaber, « *De tels discours offrent un exutoire désigné aux autorités jordaniennes auprès de l'opinion jordannienne et internationale. À compter de 2012, des officiels jordaniens commencent à mettre l'accent sur le stress urbain qui pèse sur les infrastructures. Les plaintes sont relayées par les organismes internationaux et dans les médias. À partir de 2013, ceux qui étaient des « invités parmi les leurs » deviennent des « invités indésirables » pour certains, qui protestent et le font savoir* » [Jaber, 2016 : 102]. Sentant le vent tourner, les exilés de Deir Mqaren non enregistrés ont souhaité « officialiser » leur statut, afin de se prémunir contre tout risque d'expulsion vers la Syrie. Plus encore que la carte du HCR, c'est celle du Ministère de l'Intérieur qui semble être la plus importante aux yeux des Syriens, dans la mesure où ils estiment généralement que c'est elle qui témoigne le mieux de la régularité de leur situation administrative dans le pays. En raison de l'activité informelle qu'exercent les colporteurs du village et qui les contraignent à s'exposer au sein de l'espace public, l'enregistrement va rapidement devenir une formalité incontournable pour eux, tout comme pour les membres de leurs familles.

Sur le plan des ressources, l'enregistrement auprès du HCR permet aux réfugiés de bénéficier de coupons alimentaires distribués par le Programme Alimentaire Mondial (PAM). Chaque mois, les personnes enregistrées reçoivent l'équivalent de 24 euros, à dépenser dans plusieurs centres commerciaux, épiceries et supermarchés du pays. Cette assistance reste toutefois particulièrement mince, et ne suffit pas à couvrir les besoins essentiels des bénéficiaires en terme d'alimentation. Néanmoins, cette somme reste précieuse aux yeux des Syriens, d'autant plus lorsque l'on sait qu'en 2015, 86% des réfugiés installés en milieu urbain vivaient en dessous du seuil de pauvreté et rencontraient de très grandes difficultés pour payer leur loyer¹⁹⁴. Comme nous le verrons plus en détail par la suite, la venue des femmes et des enfants des marchands de Deir Mqaren arrivés au cours de l'année 2012 a engendré des coûts supplémentaires en matière de logement. Cette situation a elle aussi favorisé l'enregistrement auprès de l'agence onusienne d'une partie des exilés du village qui jusqu'alors n'avait pas encore entrepris cette démarche. Certains enquêtés ont toutefois affirmé qu'il leur était arrivé certains mois de ne pas récupérer leurs coupons, par honte d'être aperçus devant les points de retrait prévus à cet effet¹⁹⁵. D'autres ont également proclamé avec véhémence avoir toujours refusé de bénéficier de cette aide, d'un montant si dérisoire qu'il en était presque « *insultant* ». A la

194 UNHCR, 21/05/2015. « Jordan Refugee Response - Vulnerability Assessment Framework Baseline Survey ».

<https://reliefweb.int/report/jordan/jordan-refugee-response-vulnerability-assessment-framework-baseline-survey-may-2015>

195 Au cours de l'année 2014, le HCR a commencé à distribuer des cartes à puce afin de remplacer le système de coupons, évitant ainsi aux réfugiés de devoir se rendre dans les points de retrait pour récupérer la somme qui leur est allouée mensuellement.

fin de l'année 2014, au même titre que l'accès gratuit à un certain nombre de centre de santé, cette aide alimentaire du PAM fut de toute façon retirée à près de 450 000 personnes résidant en dehors des camps [De Bel-Air, 2016] ; dont faisait partie la majorité des enquêtés, qui ne bénéficient par ailleurs pas non plus de l'aide des autres organismes et ONG intervenant auprès des Syriens, sachant qu'à de (très) rares exceptions près, les personnes composant ma population d'étude ne font pas partie des cibles prioritaires aux yeux des institutions¹⁹⁶ [Turner, 2016].

¹⁹⁶ Les cibles prioritaires des actions des organisations internationales et des ONG sont les Syriens perçus comme étant les plus vulnérables, à savoir les femmes et les enfants seuls, les personnes âgées isolées ou encore les individus en besoin urgent de soins médicaux.

2. Trouver un logement et un emploi en Jordanie

L'importance des relations personnelles des migrants lors de la phase initiale d'installation, en particulier en terme d'accès au logement (temporaire ou durable) et à l'emploi, a depuis longtemps été mise en évidence dans la littérature scientifique¹⁹⁷. L'influence des réseaux sociaux sur les dynamiques d'installation en milieu urbain d'individus fuyant des conflits est elle aussi souvent mise en avant par les chercheurs, en particulier dans les régions de premier accueil¹⁹⁸ ; les politiques d'installation des demandeurs d'asile et des réfugiés en « Occident » ayant, comme nous le verrons par la suite, généralement tendance à entraver leur libre arbitre au moment de leur arrivée dans leur nouveau pays de résidence, les empêchant ainsi de recourir à leurs seuls réseaux personnels pour se loger et trouver un emploi [Koser, 1997 ; Simich, 2003 ; Cheung et Phillimore, 2014 ; Suter *et al.*, 2015 : 62]. Comme nous avons commencé à le voir dans les chapitres précédents, il apparaît donc indispensable de prendre en considération la présence de Syriennes et de Syriens installés en Jordanie avant même le début du conflit, ou durant les premiers temps de l'exode, afin de pleinement saisir les conditions d'insertion de cette population au sein de la société jordanienne, ainsi que les logiques de sa répartition géographique sur le territoire du royaume.

197 ... A tel point qu'il serait bien difficile d'en établir une liste exhaustive ! On pourra se référer par exemple aux travaux de John et Leatrice MacDonald [1964], Douglas Massey *et al.* [1990], Christophe Guilmoto et Frédéric Sandron [2000], Laurent Faret [2003] ou encore Chadia Arab [2009]. Pour une description plus précise du type de liens sociaux permettant aux migrants d'accéder à cette ressource, consulter les articles de Louise Ryan *et al.*, 2008 et de Miguel Luken et Mark Tranmer, 2010.

198 Voir par exemple les thèses de Roos Willems [2003] et Hélène Simon-Lorrière [2013]. Dans son mémoire de master, Charlotte Becquart [2014 : 84-87] met également en avant l'influence des réseaux sociaux sur l'accès au logement des réfugiés syriens lors de leur arrivée dans la ville d'Amman.

- L'influence déterminante des relations (inter)personnelles sur l'accès aux ressources en exil

Les relations villageoises comme moteur d'accès à un logement temporaire

Les relations villageoises, en particulier celles basées sur des appartenances familiales, ont en effet joué un rôle considérable sur l'accès de ma population d'étude à un premier logement. En effet, pour 82% des enquêtés, le premier appartement dans lequel ils ont séjourné - souvent de manière temporaire - au moment de leur arrivée était celui d'anciens habitants du village préalablement installés dans le royaume. Ceci dit, parmi mes interlocuteurs ne s'étant pas directement appuyés sur leurs relations villageoises afin de trouver un premier « point de chute », deux se sont rendus à l'hôtel Hamra, dans le centre-ville d'Amman, un établissement n'ayant jamais cessé d'accueillir des colporteurs de Deir Mqaren lors de leurs séjours de travail en Jordanie. A ce titre, on peut légitimement estimer que le réseau villageois a tout de même eu une influence déterminante sur le choix de ces deux personnes d'élire domicile dans cet établissement. Par ailleurs, lors de mon départ d'Amman à la fin de l'année 2015, certains hommes (seuls) y résidaient toujours, ceci m'amenant à considérer cet hôtel comme une véritable centralité - bien que particulièrement fine - du système migratoire étudié ; à l'instar des appartements déjà loués avant le début de la crise par les marchands, et au sein desquels certains continuent toujours de vivre en colocation.

A ce sujet, ces logements ont permis d'héberger 40% des enquêtés au moment de leur arrivée en Jordanie. Si la majorité d'entre eux sont des hommes y ayant séjourné pour des périodes allant de quelques mois à plusieurs années, aux côtés d'amis ou de membres de leurs familles, trois sont des femmes : Noura Z., Fadia et Ibtissam. Dans ces cas là, leur passage fut bref. Notons par ailleurs que toutes les trois s'y sont rendues par l'intermédiaire de Ghalib J. ; Fadia et Ibtissam étant arrivées à Irbid avec lui, tandis que son épouse Noura l'y a rejoint plus d'un an après. Les relevés généalogiques, tout comme les discussions informelles que j'ai eu avec d'autres personnes du village, m'ont permis de constater que ces appartements ont surtout servi de « point de chute » aux hommes arrivés au cours de l'année 2012. En revanche, rares semblent être les femmes à y avoir séjourné. En effet, dans le cas des regroupements familiaux, les maris ont cherché à

anticiper la venue de leurs épouses et de leurs enfants en se mettant à la recherche d'un appartement à louer avant l'arrivée de leurs proches. A défaut de s'installer directement dans leur propre logement, certaines familles ont été hébergées par des membres de leur parenté ou des amis vivant en couple, étant comme eux originaires de Deir Mqaren. Les valeurs patriarcales, tout comme les normes socio-culturelles en vigueur parmi les habitants du village - pratiquant pour certains un Islam somme toute assez conservateur - permettent de comprendre pourquoi peu de femmes ont été amenées à transiter par ces lieux, dont la capacité d'accueil est souvent exploitée à son maximum et au sein desquels règne la promiscuité. Bien que d'un confort sommaire, ce réseau d'appartements s'est toutefois révélé très avantageux sur le plan économique pour les colporteurs résidant en Jordanie sans leurs familles. En effet, alors que les prix de l'immobilier n'ont cessé de flamber à mesure qu'augmentait le nombre de Syriens trouvant refuge dans le royaume¹⁹⁹, les marchands de Deir Mqaren ont de leur côté pu compter sur la solidarité de leurs bailleurs jordaniens, qu'ils connaissent de longue date, et avec lesquels ils ont noué de solides relations de confiance. En effet, les prix de leurs logements sont dans l'ensemble restés relativement stables, ce qui n'est pas toujours le cas de ceux loués à des propriétaires n'ayant jamais commercé avec la population du village avant le début de la crise.

199 Pour plus de détails sur l'augmentation des prix des logements en Jordanie suite à l'afflux de réfugiés syriens dans le pays, on pourra consulter les rapports *In search of a Home. Access to adequate housing in Jordan* [Norwegian Refugee Council, 2015], et *Housing and Tensions in Jordanian Communities Hosting Syrian Refugees* [REACH, 2014].

Sur l'augmentation du cours des loyers jordaniens, depuis le début de la crise en Syrie

Lors d'un entretien que nous avons réalisé avec Kamel Dorai dans le camp de Zaatari, en novembre 2014, nous avons fait la connaissance d'Ahmed, un ancien ferronnier âgé de 28 ans qui, avant le début de l'insurrection, travaillait à Mafrq, dans le nord du royaume. Tous les weekends, il passait la frontière pour rentrer chez lui à Deraa et louait un appartement en Jordanie où il séjournait durant la semaine pour 40 JOD par mois. Avec l'augmentation du nombre d'arrivées de réfugiés au cours de l'année 2012, le propriétaire de son logement a décidé d'augmenter le loyer d'un jour à l'autre, exigeant désormais d'Ahmed qu'il lui verse 250 JOD par mois. Concomitamment, l'augmentation de la main d'œuvre syrienne dans le pays s'est soldée par une baisse de son salaire de 15 JOD par jour. S'agissant des prix des loyers des appartements loués par les marchands de Deir Mqaren avant le début du conflit, ils varient généralement en fonction de la ville et de la surface habitable. A titre d'exemple, en octobre 2015, le prix d'un logement de six personnes dans lequel résidaient deux enquêtés au centre-ville d'Irbid était de 100 JOD par mois, ce montant n'ayant pas évolué depuis le début du conflit. A Amman, les loyers des appartements loués avant le début du conflit étaient en moyenne plus élevés pour une surface similaire, certains ayant par ailleurs été légèrement revus à la hausse. Si je n'ai pas eu l'occasion d'interroger des colporteurs résidant dans le sud de la Jordanie, il est possible d'affirmer sans trop s'avancer que le prix de leur logement était plus faible que dans les villes du nord telles qu'Irbid ou celle de la conurbation Amman-Ruseifa-Zarqa.



Illustration photographique 7 Irbid

Cliché : Vue sur le quartier d'Irbid où résidaient Alaa Z. et Hamza G. lors de notre seconde rencontre (source : D. Lagarde, octobre 2015).

Accéder à un logement plus permanent

Lorsque les marchands résidant dans un premier temps en colocation ont fait venir leurs familles, leur pouvoir d'achat a fortement baissé sous l'effet de l'augmentation considérable de la part de leur budget consacrée au logement. Les enquêtés confrontés à ce genre de situation se sont d'ailleurs souvent plaints du prix élevé et de l'augmentation régulière du montant de leur loyer, tout comme de l'outrance et de l'insensibilité de leurs bailleurs à l'égard des difficultés financières auxquelles les exposaient ces hausses de prix.

Dans cette quête d'un logement plus durable, les relations interpersonnelles ont continué de jouer un rôle important. En effet, celles-ci ont permis aux réfugiés de se procurer des informations sur le cours des prix des loyers, avant de se lancer dans une recherche active d'appartement. C'est également sur les conseils de leurs proches qu'ils ont choisi les quartiers autour desquels concentrer leurs recherches. Néanmoins, plusieurs enquêtés ont également eu recours à des agences immobilières, même si, plus généralement, c'est par l'effet du bouche à oreille qu'ils ont trouvé un appartement. Dans ces cas là, les personnes impliquées dans ces chaînes relationnelles pouvaient être d'anciens habitants du village, d'autres réfugiés syriens ou des Jordaniens rencontrés dans le voisinage proche de leur lieu d'installation temporaire, ou des clients que les marchands étaient amenés à fréquenter sur leur lieu de travail. D'un point de vue géographique, les chaînes d'acteurs activées pour accéder à ces ressources sont particulièrement concentrées dans l'espace, tout en étant moins longues que celles identifiées pour passer la frontière jordanienne de manière irrégulière.

**Exemple typique d'une chaîne relationnelle facilitant
l'accès au logement des réfugiés de Deir Mqaren**

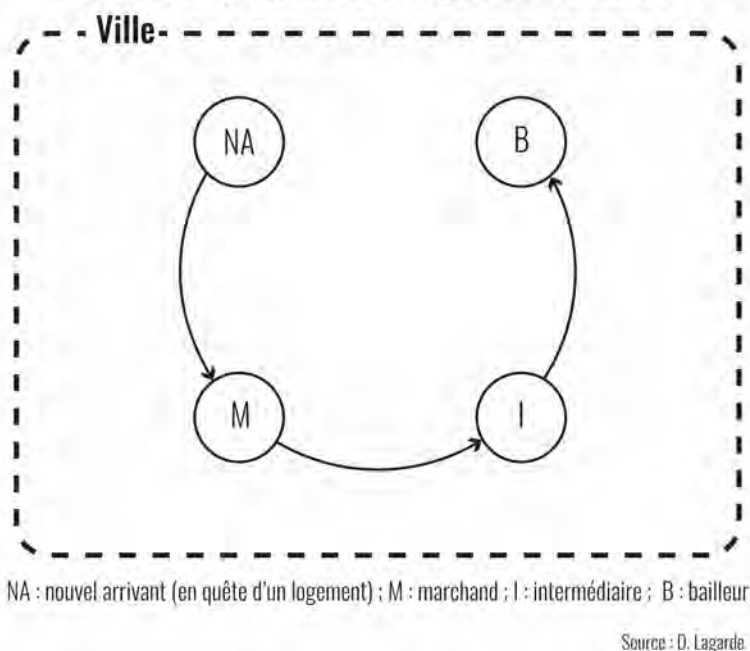


Diagramme 18 Exemple de mécanismes relationnels activés pour accéder au logement

Bien qu'il ne corresponde pas au schéma classique des relations mobilisées par les exilés de Deir Mqaren pour accéder à la location, l'exemple de Fadia est intéressant à plusieurs titres, en premier lieu car elle n'a justement pas sollicité l'aide des gens du village lorsqu'elle et sa mère ont cherché à s'installer à Amman. Au contraire, elle s'est tournée vers des réseaux transnationaux et diasporiques, dont les ramifications sont considérablement plus étendues spatialement que celles des réseaux des marchands de Deir Mqaren, du moins à l'époque.

Réseau d'accès à la location de Fadia lors de son arrivée à Amman

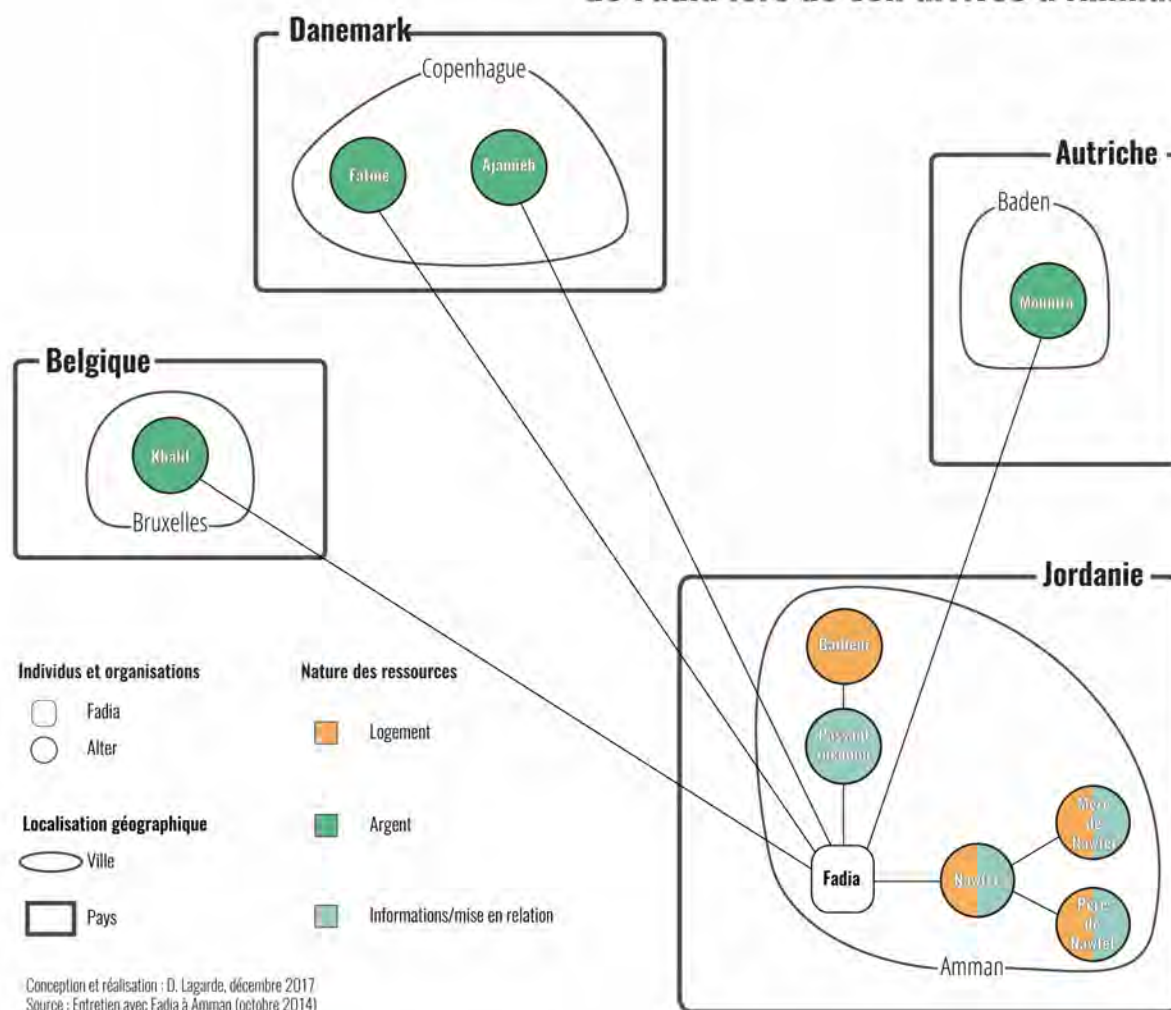


Diagramme 19 Réseaux de l'accès à la location de Fadia et Ibtissam

Après avoir séjourné durant une semaine avec Ghalib et d'autres marchands du village à Irbid, Fadia et Ibtissam se sont rendues dans la capitale, avec l'intention de s'y installer le temps que la situation s'améliore à Damas. Cela les a dans un premier temps amenées à se rendre dans le quartier de Jabal Hussein, à la lisière du camp de réfugiés palestinien éponyme, où résident les parents du petit ami de Fadia, Nawfel, un ressortissant jordanien d'origine palestinienne qu'elle a rencontré sur les bancs de l'université de Damas, où ce dernier étudiait jusqu'au début de l'insurrection. Même si Fadia affirme qu'à son arrivée en Jordanie, elle se sentait profondément plus Syrienne que Palestinienne ou Jordanienne, elle reconnaît tout de même avoir toujours éprouvé un fort sentiment d'appartenance à la Palestine, terre où son père a vu le jour. Bien qu'elle ne l'ait jamais formulé de manière totalement explicite, ses origines palestiniennes semblent avoir

influencé sa relation avec Nawfel, ainsi que l'accueil que sa (future) belle-famille²⁰⁰ a réservé aux deux femmes au moment de leur arrivée dans la capitale. En plus de les avoir hébergées le temps qu'elles trouvent leur propre appartement, les parents de Nawfel leurs ont également indiqué quelles étaient les tendances du marché locatif dans la capitale, ainsi que les quartiers correspondant à leurs attentes en terme de budget et d'environnement. Le lendemain de leur arrivée à Amman, Fadia et Ibtissam se sont ainsi lancées dans la quête d'une habitation à Tabarbour²⁰¹, en demandant au hasard aux passants qu'elles croisaient s'ils ne connaissaient pas un logement à louer. Après trois jours de recherches intensives, elles ont finalement emménagé dans un premier appartement, qu'elles ont quitté quelques mois plus tard pour un foyer plus confortable, situé à deux pas du précédent, et dans lequel elles résidaient toujours à la fin de mes enquêtes de terrain. Une fois installées, Khalil, le frère de Fadia résidant à Bruxelles, leur a fait parvenir de l'argent *via* Western Union, afin qu'elles puissent s'acheter quelques meubles. Depuis lors, leur loyer, dont le montant s'élève à 270 dinars par mois, est intégralement pris en charge par ses trois sœurs et son frère installés en Europe. Par ailleurs, Fadia s'est rapidement mise à la recherche d'un emploi. Grâce à son compte *Facebook*, elle a réussi à reprendre contact avec des étrangers à qui elle enseignait déjà l'arabe à Damas pour leur proposer ses services. Après leur départ de Syrie, nombre d'entre eux sont venus travailler dans des ONG et des organisations internationales relocalisées à Amman. Étant alors à la recherche d'une personne compétente afin de leur donner des cours, ces derniers se sont empressés d'accepter la proposition de Fadia. Grâce à un effet « boule de neige », elle a rapidement développé sa clientèle au sein de la communauté occidentale fraîchement installée dans les quartiers ouest de la capitale.

Contrairement à la tendance observée auprès des autres enquêtés, dont l'insertion, tant en terme d'accès au logement qu'à l'emploi, s'est faite essentiellement par le biais de leurs réseaux marchands et villageois, Fadia et Ibtissam se sont appuyées sur une plus grande diversité d'acteurs et de liens, déployés dans un cadre géographique transnational considérablement plus vaste. De par les origines palestiniennes de son père, qui ont en partie conditionné l'installation de sa famille à Damas dans le camp de Yarmouk au début des années 1990, ainsi que les trajectoires migratoires de ses proches, sa maîtrise de

200 A cette époque, Fadia et Nawfel n'étaient ni fiancés ni mariés. Leur relation avait même été passablement affectée par leur éloignement géographique lié à l'insurrection syrienne.

201 Quartier situé au nord de l'agglomération d'Amman, connu pour la gare routière d'où partent et arrivent les bus et les taxis collectifs reliant la capitale aux villes du nord du pays, dont Irbid. A l'échelle de l'agglomération d'Amman, Tabarbour est situé non loin du quartier de Jabal Hussein.

l'anglais et son niveau d'éducation, le réseau de Fadia est économiquement, socialement et géographiquement plus diversifié comparé à celui du reste de la communauté de Deir Mqaren en exil. En effet, Fadia et sa mère peuvent à la fois bénéficier de ressources émanant de liens familiaux aussi bien avec les gens de leur village d'origine que les membres de leur famille nucléaire installés en Europe ; ainsi que ceux, plus professionnels et amicaux, développés auprès d'étrangers en Syrie et entretenus à distance via *Facebook* ou *WhatsApp*. Pour terminer, soulignons également que du fait de la nationalité jordanienne de Fadia et du contrat de mariage d'Ibtissam, ces deux femmes n'ont jamais été soumises aux pressions pesant sur les réfugiés syriens en terme de séjour et d'accès au marché de l'emploi informel.

Le parcours de (femme de) combattant de Nissrine H. pour s'installer en Jordanie

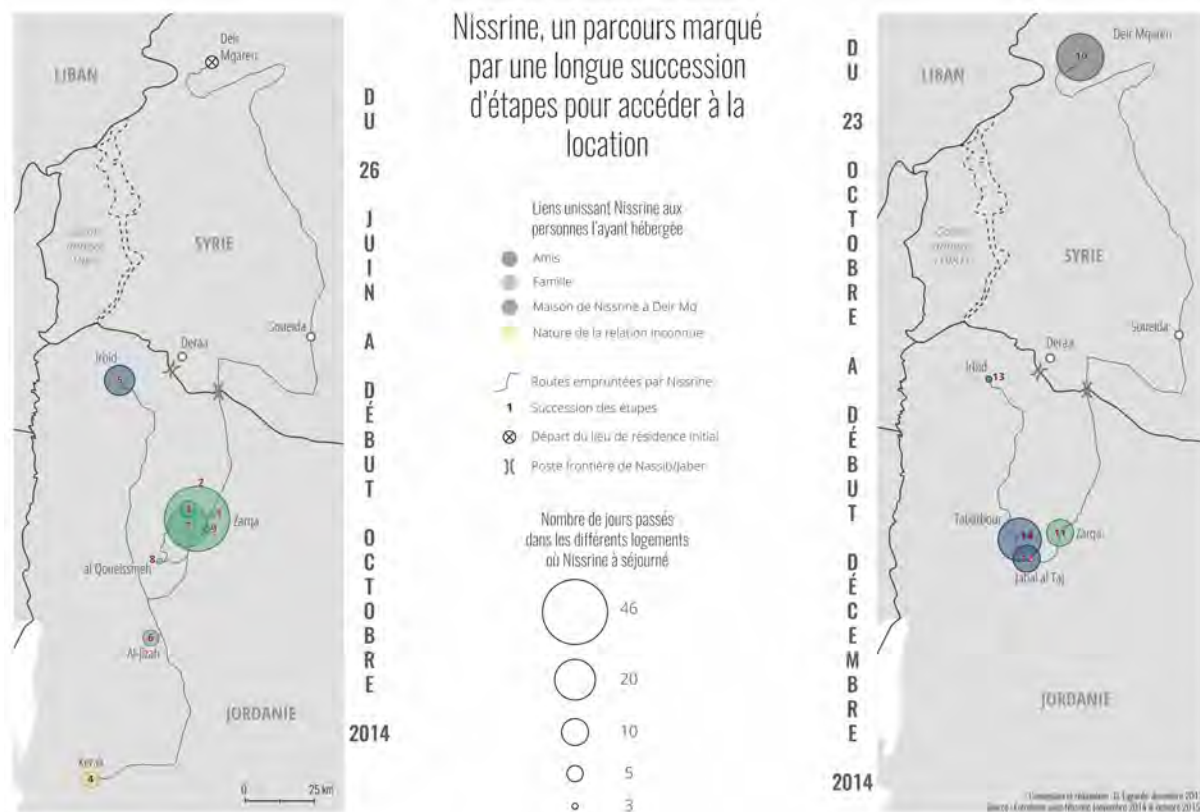
A l'instar d'Ibtissam, Nissrine H., née à Deir Mqaren en 1976, a épousé un Jordanien d'origine palestinienne. Originaire d'un petit village des environs de Jenin, la famille de son mari a d'abord trouvé refuge dans la ville de Zarqa, en Jordanie, avant de poursuivre sa route vers Damas en 1977, où elle a vécu cinq ans avant de venir s'installer à Deir Mqaren, attirée par le faible prix du foncier. Jusqu'au début de l'année 2012, moment où il s'est engagé dans les rangs de l'ASL, l'époux de Nissrine travaillait dans le secteur du bâtiment. Afin de pallier la perte de revenus engendrée par l'arrêt de l'activité professionnelle de son mari, cette dernière, jusqu'alors femme au foyer, a commencé à vendre des vêtements et des petits accessoires de beauté dans une échoppe qu'elle a ouverte dans le village. Après avoir passé plus d'un an à lutter contre les forces loyalistes dans la vallée du Barada, le mari de Nissrine a été tué au combat le 23 mai 2013, dans un bombardement du régime sur l'une des positions de l'ASL. Désormais seule à la tête d'une famille de cinq enfants (quatre fils et une fille), dans une zone régulièrement en proie aux attaques de l'armée de Bachar al-Assad, un an après le décès de son époux, elle a pris la décision de quitter la Syrie pour aller s'installer en Jordanie.

Le 26 juin 2014, Nissrine part du village accompagnée de ses trois aînés, confiant la garde de ses deux plus jeunes enfants à ses sœurs. Après s'être rendus à la gare routière de Jobar, Nissrine et ses enfants prennent place dans un autre taxi, qui les amène jusqu'au poste frontière de Nassib/Jaber, où ils doivent se soumettre à un interrogatoire de près de onze heures, avant d'être finalement admis sur le territoire du royaume. De là, ils empruntent un nouveau taxi qui les amène jusqu'à Zarqa, où réside Mahmoud A., le beau-

frère de Nissrine. Censée à l'origine ne séjourner chez lui que le temps d'une nuit, ne sachant pas vraiment où aller, elle y reste finalement trois jours. Mais, comme elle l'a exprimé lors de notre premier entretien, *« comme je ne me sentais clairement pas la bienvenue, je n'ai pas souhaité rester chez lui plus longtemps. (...) Nous avons ensuite été hébergé chez des gens que je connaissais un peu partout en Jordanie. Pendant trois mois et demi, nous sommes allés d'une maison à une autre, là où les gens acceptaient de nous accueillir le temps que je trouve un travail et un logement où m'installer avec tous mes enfants »*. Entre le moment de son arrivée en Jordanie le 26 juin 2014 et le début du mois d'octobre, Nissrine et ses trois enfants séjournent ainsi dans neuf logements différents, à Zarqa, Kerak, Irbid, al-Jizah et Amman, toujours chez de amis, des membres de sa famille directe ou de sa belle-famille palestinienne, avec laquelle elle avoue dans l'ensemble ne pas entretenir d'excellentes relations : *« Comme nous n'avions pas l'habitude de les voir très souvent [avant la mort du mari de Nissrine], je pense qu'ils m'ont vue comme une profiteuse, venue abuser de la situation pour bénéficier d'un hébergement et de repas gratuits »*.

Ne réussissant pas à trouver un emploi, et par conséquent, un appartement en Jordanie, Nissrine se résout finalement à reprendre la direction de la Syrie pour retourner vivre à Deir Mqaren. Elle se rend alors à la gare routière d'Abdali, à Amman, où une agence de transport lui donne le numéro de téléphone de Tahar, un chauffeur de taxi syrien de Douma²⁰², qui accepte de venir la chercher en Jordanie pour la remonter ensuite jusqu'à Damas. A cette époque, bien que la frontière officielle terrestre ait été (quasi-hermétiquement) fermée aux candidats à l'exil, des chauffeurs syriens travaillant pour des agences de transports et ayant déjà l'habitude de circuler entre les deux pays réussissent encore tant bien que mal à maintenir leur activité. D'après un employé d'une compagnie de transport de la gare routière d'Abdali interrogé en octobre 2014, l'essentiel de leur clientèle est à l'époque composée de personnes qui, à l'instar de Nissrine et Ibtissam, étaient mariées à des ressortissants jordaniens et, bien qu'installées en Jordanie, continuent de se rendre en Syrie, généralement pour veiller sur leurs biens et s'assurer que leur maison n'est pas pillée ou dégradée. Ces convois permettent également à des Syriens installés dans le royaume d'envoyer toutes sortes d'objets dont leurs proches peuvent manquer en Syrie du fait du conflit.

202 Ville située en périphérie nord de la capitale syrienne, en bordure de la route menant vers le nord du pays, jusqu'à Alep.



Après moins d'un mois seulement passé en Syrie, Nissrine estime que la situation au village n'est plus viable pour elle et ses enfants. Non seulement son activité ne lui rapporte quasiment plus rien, « *les femmes du village [ayant] d'autres choses à faire que de s'acheter des robes, des bijoux et des produits de beauté* », mais en plus de cela, les combats continuent sans que se manifeste aucun signe d'apaisement. Elle décide donc de repartir en Jordanie et de confier cette fois-ci la garde de ses cinq enfants à ses sœurs. En effet, dans la mesure où elle allait une nouvelle fois devoir compter sur la générosité de ses proches le temps de stabiliser sa situation personnelle, elle estime qu'il est délicat de les prendre avec elle avant d'avoir trouvé un logement à louer, ce qui, comme elle a pu le constater lors de son séjour précédent, est susceptible de prendre beaucoup de temps... « *Pour les personnes qui m'accueillaient, venir avec mes enfants signifiait plus de monde sous leur toit et aussi plus de bouches à nourrir. Pour payer les trajets d'une ville à l'autre, cela m'aurait également coûté plus cher si j'avais amené mes enfants avec moi. Même si ça a été très difficile de les laisser au village, en partant toute seule, j'étais plus libre de mes déplacements et ça facilitait aussi mes recherches d'emploi* ».

Pour se rendre en Jordanie, Nissrine fait une nouvelle fois appel à Tahar, le chauffeur de taxi originaire de Douma, qu'elle rejoint à Damas, le 23 octobre 2014. Comme à l'aller, en raison des violents combats en cours dans le sud de la Syrie, ils

empruntent des routes secondaires pour rejoindre la ville de Soueida, puis l'autoroute M5, à proximité du poste frontière de Nassib. D'après Nissrine, les forces du régime maîtrisaient alors l'essentiel de cet itinéraire, même si certains tronçons étaient contrôlés par les rebelles. Par ailleurs, durant l'entretien, elle a affirmé qu'en raison des bakchichs que Tahar a dû payer aux différents acteurs tenant les check-points et le poste frontière de Nassib, ce voyage lui a coûté 25 000 livres syriennes²⁰³, un montant dix fois supérieur au tarif en vigueur à la veille de l'insurrection.

Après avoir été admis sur le territoire jordanien, Tahar conduit Nissrine jusqu'à Zarqa, où elle commence par séjourner chez son cousin Tamer H. pendant 10 jours. De là, elle se rend ensuite à Amman, dans le quartier de Jabal al-Taj, où un couple d'amis, Bassel N. et sa femme, l'accueille une dizaine de jours supplémentaires. *« Je n'avais toujours aucune piste d'emploi et je sentais que certaines des personnes qui m'avaient hébergé précédemment n'avaient pas forcément envie de me voir revenir chez eux... Pourtant, je ne pouvais vraiment pas revenir en Syrie et je ne savais pas non plus vers qui me tourner pour trouver un endroit ou rester »*. Finalement, alors qu'elle chattait sur *WhatsApp* avec l'une de ses amies du village, originaire du Hauran, mais ayant épousé un homme de Deir Mqaren, où le couple résidait encore à l'époque, celle-ci lui propose de se rendre chez son père, réfugié à Irbid depuis plusieurs mois. *« Je ne le connaissais pas du tout, j'étais donc très gênée de lui demander de m'accueillir, mais mon amie a insisté et vu la situation dans laquelle je me trouvais, je n'avais pas vraiment le choix »*. Nissrine passe donc trois jours chez le père de son amie, avant que Fadia et Ibtissam lui proposent de l'accueillir chez elles à Tabarbour, où elle arrive vers la mi-novembre. C'est à ce moment là que j'ai mené mon premier entretien avec Nissrine. Lorsque j'ai quitté Amman au début du mois de décembre, elle n'avait toujours aucune piste d'emploi et m'avouait se sentir prise dans une impasse.

Lorsque nous nous sommes revus en octobre 2015, nous avons commencé par clarifier certains éléments de l'entretien que nous avons mené l'année précédente, avant de poursuivre avec le récit de la suite de son parcours. Elle m'a ainsi confié que quelques jours après mon départ de Jordanie, Karam F. lui avait proposé un travail dans son usine de confection et de conditionnement de sucreries à Sahab. *« Pour 200 dinars par mois, j'étais chargée d'emballer des bonbons dans des boîtes. C'était un travail terriblement rébarbatif et ennuyeux, dans une pièce bruyante dans laquelle ne rentraient même pas les rayons du soleil »*. Grâce à cet

203 Environ 125€ selon le taux de change de l'époque.

emploi, Nissrine a pu louer un logement à Jabal al-Taj, près de chez son amie Rim A., dont nous avons évoqué le voyage précédemment. *« Le montant du loyer était de 125 dinars par mois. Ca ne me laissait pas beaucoup d'argent de rab pour finir le mois, mais au moins, j'avais un toit sur la tête et j'ai pu enfin faire venir mes cinq enfants auprès de moi. Pour cela, j'ai une nouvelle fois téléphoné à Tabar, qui s'est chargé de conduire mes enfants de Damas à Amman ».*



Illustration photographique 8 Quartier de Jabal al-Taj (Amman)

Cliché : Ibtsam (de dos) se dirige vers l'appartement de Rim, avant le second entretien mené avec cette dernière chez elle, dans le quartier de Jabal al-Taj, en novembre 2014 (source D. Lagarde, novembre 2015).

Après environ un mois et demi passé à travailler sur la chaîne de conditionnement de l'usine de Karam, Nissrine a eu une altercation avec son employeur, ce qui l'a décidée à quitter cet emploi. S'en suit alors un enchaînement de petits boulots très mal payés, dans différents quartiers de la capitale. *« J'ai travaillé pendant une vingtaine de jours comme secrétaire médicale. Ensuite j'ai été embauchée, toujours comme secrétaire, dans un cabinet d'avocats, où je ne suis resté que treize jours. J'ai continué en travaillant dans un salon de beauté, où je faisais des manucures à des Jordaniennes. Mais j'étais payé au nombre de clientes pour un salaire dérisoire au final. Parfois, je ne me faisais même pas 2 dinars dans la journée, donc après vingt jours, j'ai décidé d'arrêter et de me débrouiller toute seule pour me créer mon propre emploi »*. C'est ainsi que Nissrine a commencé à travailler comme femme de ménage chez des Jordaniens, résidant pour l'essentiel près de chez elle, à Jabal al-Taj. Il lui arrive également de préparer pour eux des repas syriens lorsqu'ils reçoivent des invités. Cela lui a permis de travailler plus que d'habitude pendant le Ramadan et de mettre un peu d'argent de côté. Elle estime gagner en moyenne 200 dinars par mois environ, un maigre salaire, qui lui permet toutefois de s'approvisionner dans les marchés populaires de la gare routière de Raghdan et du camp palestinien de Wihdat, deux quartiers situés à proximité de Jabal al-Taj.



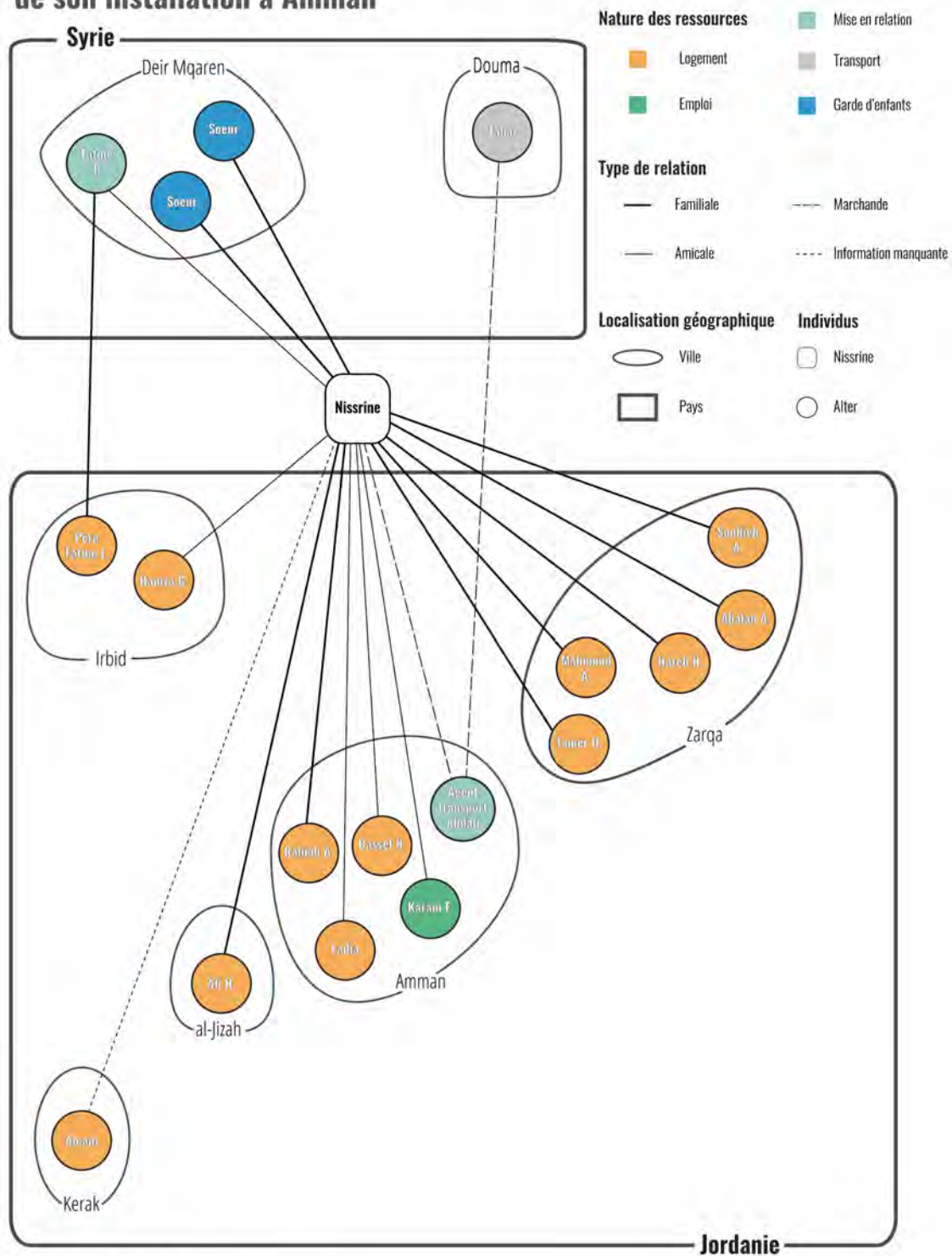
Illustration photographique 9 Camp de réfugiés palestiniens de Wihdat (Amman)

Cliché « a » : Entrée du souk alimentaire au niveau de la rue principale du camp de Wihdat. **Cliché « b »** : Allées de la partie couverte du souk alimentaire de Wihdat, construites en 1955, en même temps que le reste du camp. L'UNRWA est à l'origine de la création du lieu. Cet espace commercial connu pour être bon marché attire de nombreux habitants des quartiers voisins, à l'image de Rim et Nissrine, qui toutes les deux m'ont affirmé y faire régulièrement leurs courses (source : D. Lagarde, février 2008).

L'exemple de Nissrine illustre la reconfiguration des rôles de genre régulièrement observée dans des situations de conflit, durant lesquelles les hommes partent combattre, tandis que les femmes doivent de leur côté endosser de nouvelles responsabilités et en premier lieu accéder à des revenus permettant la survie des membres du foyer, tout en continuant d'assurer « leurs » responsabilités domestiques [Goldstein, 2003, cité par Christophersen *et al.*, 2013]. Nécessité encore plus aiguë suite au décès de son époux, qui a amené Nissrine à prendre la décision de quitter la Syrie, pour tenter d'accéder à des conditions de vie plus pérennes en exil. Contrairement à la plupart des autres habitants de Deir Mqaren, cette dernière est arrivée particulièrement tard en Jordanie, après que ses proches étaient déjà venus en aide à plusieurs exilés du village, et à un moment où ils devaient eux-mêmes faire face à des difficultés financières croissantes. Ne disposant pas de réelles économies au moment de son arrivée dans le royaume, Nissrine s'est retrouvée entièrement dépendante de ses proches, ce qui explique pourquoi certains n'ont pas été en mesure de l'héberger très longtemps, tandis que d'autres - à l'image de Fadia et Ibtissam, moins directement confrontées à la précarité économique - l'ont accueillie pendant plusieurs semaines d'affilée. Concernant la question spécifique de l'influence des relations personnelles sur l'accès à un logement temporaire, on observe à travers cette étude de cas que les liens familiaux se sont une nouvelle fois révélés déterminants, puisqu'au minimum neuf des douze personnes (75%) ayant hébergé Nissrine avant son accession à la location étaient des membres de sa famille. Quatre d'entre eux faisaient plus particulièrement partie de sa belle-famille, ce qui montre à nouveau l'importance de l'aide apportée par la diaspora palestinienne à une partie des réfugiés syriens au moment de leur installation. Plus largement, l'exemple que nous venons d'aborder souligne les terribles difficultés auxquelles sont confrontées de nombreuses femmes isolées ayant trouvé refuge en

Jordanie, notamment pour la recherche d'emploi. Si pour les hommes de Deir Mqaren, la vente ambulante a représenté une garantie d'accès rapide à des revenus, aucune femme du village ne s'est lancée dans cette activité. Nissrine a donc non seulement mis beaucoup plus longtemps que ses anciens voisins masculins pour accéder à des revenus, mais elle a également été contrainte d'enchaîner les petits boulots précaires et très mal rémunérés.

Réseau d'accès aux ressources de Nissrine jusqu'au moment de son installation à Amman



Conception et réalisation : D. Lagarde, décembre 2017
 Source : Entretiens avec Nissrine à Amman (novembre 2014 & octobre 2015)

Diagramme 20 Réseaux de l'accès aux ressources de Nissrine H.

- Une dégradation des conditions de travail...

Contrairement à une majorité de réfugiés syriens, le quasi-monopole dont bénéficient les colporteurs de Deir Mqaren dans le domaine de la vente ambulante représente une ressource financière non-négligeable pour l'ensemble de la communauté villageoise. En effet, depuis le début de la crise, cette activité a offert la possibilité aux nouveaux arrivants en provenance du village d'accéder à un revenu dès les premiers jours de leur présence au Liban et en Jordanie, et d'en renvoyer une partie à leurs familles restées en Syrie. Qu'il s'agisse de marchands déjà familiers de la vente ambulante, de personnes ayant perdu leur emploi, ou encore de jeunes cherchant à rester à l'écart du conflit, cette activité a toujours été une ressource. Aucun enquêté ne semble d'ailleurs avoir envisagé de chercher un travail dans un autre secteur, du moins dans un premier temps. La réponse de Zakaria L. à ma question de savoir ce qui l'avait amené à travailler comme vendeur ambulant est sans équivoque : « *Que voulais-tu que je fasse ? Ingénieur ?! J'ai vendu des mokasarat parce que quand tu débarques du village et que tu arrives ici, c'est tout ce que tu peux faire !* ».

Une activité désormais centrée autour d'un seul fournisseur : Karam F.

Cependant, les conditions de travail et les marges tirées de cette activité ont largement évolué par rapport à la période précédant le début de l'insurrection. En effet, en raison des difficultés de circulation dans le sud de la Syrie, les marchands se sont rapidement retrouvés dans l'impossibilité d'effectuer de fréquents allers-retours entre les deux pays. Ainsi, à défaut de pouvoir continuer de revendre des marchandises qu'ils se procuraient jusqu'alors eux-mêmes à Damas ou dans les magasins détaxés de la frontière, l'écrasante majorité des vendeurs s'approvisionne, depuis 2013, auprès de Karam F. qui, bien qu'ayant légèrement augmenté ses prix, n'a jamais cessé de faire preuve d'une grande générosité à l'égard des habitants de Deir Mqaren. A en croire les affirmations des enquêtés, il aurait en effet l'habitude de leur offrir d'importants stocks de *mokasarat*, de fruits séchés et de sucreries, ceci en dépit des nombreuses dettes contractées auprès de lui par les vendeurs du village. En novembre 2014, l'un d'eux m'affirmait lui devoir 1 500 dinars au total. Lors de la journée que nous avons passée Fadia et moi aux côtés de Karam, celui-ci nous a effectivement affirmé avoir porté assistance à de nombreux exilés de Deir Mqaren, qu'il s'agisse d'anciens clients ou de simples connaissances. Si cette aide se traduit parfois par une caution juridique permettant à certains vendeurs arrêtés sur leur lieu de travail de sortir ou d'éviter d'être renvoyés vers les camps, plus généralement, elle

se résume à un soutien financier. Au total, il estime avoir donné l'équivalent de 40 000 dinars à des réfugiés syriens, principalement à travers le don de marchandise, voir d'argent liquide dans certains cas d'urgence !

Vers un déplacement des secteurs de vente

Malgré les nombreuses avances et les dons de Karam, les marges que réalisent les colporteurs, désormais contraints d'acheter leur marchandise dans le royaume, ont considérablement diminué. Par ailleurs, vivre en famille et de façon permanente en Jordanie, pays touché par une inflation galopante, revient beaucoup plus cher qu'au temps où les hommes y séjournèrent seuls et de manière temporaire. Ainsi, si avant le début du conflit cette activité pouvait se révéler très lucrative pour certains, les différences de revenus au sein du microcosme des colporteurs de Deir Mqaren se sont rapidement nivelées par le bas. Désormais, le revenu d'un marchand ambulant ne s'élève guère à plus de 10 ou 15 dinars par jour, sachant que cette activité est très dépendante des conditions météorologiques et des contrôles des forces de l'ordre. Il arrive certaines semaines qu'en raison d'importantes précipitations de pluie ou de neige, les marchands passent plusieurs jours sans la moindre rentrée d'argent. La multiplication des contrôles à l'encontre des réfugiés syriens vivant de l'économie informelle a également entraîné l'éviction des marchands des secteurs de vente les plus actifs du centre-ville d'Amman, comme Emmanuelle Durand l'a observé dans le cadre de son étude sur les vendeurs de rue syriens à Beyrouth [Durand, 2017]. Une majorité de vendeurs se sont ainsi repliés vers des zones plus excentrées, situées loin des regards des (rares) touristes et des citoyens hostiles à la présence syrienne dans le pays ; autrement dit, dans des espaces où les activités informelles restent encore relativement nombreuses, et où la souplesse des autorités est plus grande, ou du moins beaucoup plus facilement monnayable...

La trajectoire d'Abu Omar J. au sein de la ville d'Amman illustre bien ces nouvelles réalités de la vente ambulante. Lors de son arrivée, ce dernier a rapidement installé un *basta* dans la zone commerçante de Jabal Hussein, à proximité d'un restaurant très fréquenté. Des dires mêmes de mon interlocuteur, son commerce marchait alors « *très bien* » et lui permettait de faire vivre sa famille « *tout à fait correctement* ». Mais au cours de l'année 2014, il a commencé à rencontrer des problèmes avec les forces de l'ordre car il ne disposait ni de permis de travail, ni d'autorisation pour installer son stand sur la voie publique. « *J'ai alors du commencer à me cacher lorsque je voyais des agents de la municipalité arriver. Je*

ne pouvais plus travailler sereinement, ce qui m'a rapidement amené à envisager de quitter Jabal Hussein ». Lorsqu'il a commencé à évoquer auprès de son entourage son souhait de s'installer dans un secteur de vente plus calme, on lui a parlé de la gare routière de Raghdan, située le long d'une voie rapide, à la sortie du centre d'Amman, en direction de la ville de Zarqa. Quelques jours plus tard, il a installé un petit stand d'environ trois mètres carrés au sein du marché bordant l'entrée du lieu. Depuis qu'il y exerce son activité, il ne rencontre plus de problème avec les autorités. Toutefois, cette tranquillité a un prix : *« Pour avoir un stand dans la gare routière et que la police me laisse tranquille, je dois payer 10 dinars par jours à une mafia de Tafleleh, qui gère les espaces du marché et est de mèche avec les services de sécurité qui ferment les yeux sur ce qui se passe ici »*. Bien qu'Abu Omar puisse de nouveau exercer son métier plus sereinement, il affirme que ses revenus ont toutefois considérablement diminué. En effet, en plus de devoir payer un bakchich pour disposer d'un stand au sein du marché de Raghdan, sa nouvelle clientèle ne dispose pas du même pouvoir d'achat que celle qu'il a laissée en quittant le quartier commerçant et plus central de Jabal Hussein. *« Je dois être beaucoup plus avenant avec ces clients, leur faire goûter ma marchandise, leur parler, plaisanter avec eux, sinon ils n'achètent pas. Pour dire les choses clairement, il n'y a vraiment que trois jours par mois où je vends facilement, au moment où les gens qui travaillent dans les administrations touchent leurs salaires »*. Ce déplacement des secteurs de vente vers des zones plus périphériques a parfois engendré une concurrence et des tensions jusqu'alors inexistantes au sein de la communauté des colporteurs de Deir Mqaren. Comme le révélait Zakaria lors de notre second entretien en octobre 2015, ce genre d'altercations a principalement opposé des vendeurs confirmés à la jeune génération découvrant cette activité, et ne respectant pas forcément ses règles tacites : *« L'approche de l'Aïd est la période de l'année où on réalise les meilleures ventes. Lors des dernières fêtes, comme il devenait risqué de vendre à Amman, beaucoup de vendeurs se sont repliés sur Zarqa. Comme il y avait beaucoup de concurrence entre nous, nous avons été quelques-uns à casser les prix, en proposant des tarifs très en dessous de ceux que nous avons l'habitude de pratiquer. Quand les autres vendeurs s'en sont rendus compte, on a eu le droit à de vives remontrances de la part des anciens. C'était vraiment chaud et certains étaient à deux doigts d'en venir aux mains ! »*.



Illustration photographique 10 Gare routière et marché de Raghdan (Amman)

Cliché « a » : Entrée de la gare routière de Raghdan, sur la rue al-Jeish. C'est ici que les taxis en provenance de la ville basse déposent leurs passagers, qui rejoignent ensuite le parking où stationnent les bus et les taxis collectifs desservant des localités plus lointaines. **Cliché « b »** : Allée principale du souk de Raghdan, où Abu Omar J. a installé son stand après son départ de la zone commerçante de Jabal Hussein. **Cliché « c » et « d »** : Tous les jours, des vendeurs de rue s'installent le long de la voie rapide al-Jeish pour revendre leur marchandise (source : D. Lagarde, novembre 2015).

Déplacement des secteurs de vente d'Abu Omar J. au sein de la ville d'Amman



Carte 50 Localisation des secteurs de vente d'Abu Omar J. à Amman

- ...à l'origine d'une multiplication des bifurcations professionnelles

Parmi les seize marchands interrogés, quatre ont cherché à changer d'emploi en raison de la dégradation de leurs conditions de travail. Avant de poursuivre, soulignons qu'aucun de ces quatre marchands n'avait l'habitude de venir travailler en Jordanie avant le début de la crise, mais également que tous ont trouvé refuge à Amman. Bachar est resté très évasif sur l'origine de l'argent qui lui permettait de faire vivre sa famille en Jordanie. En effet, après avoir travaillé durant six mois comme colporteur, il a décidé d'arrêter cette activité en raison de la multiplication des contrôles policiers. Depuis, il affirme vivre grâce aux 120 dinars de coupons alimentaires que lui accorde le PAM, et à l'argent que lui donnent ses proches, sans toutefois vouloir préciser ni de qui il s'agit, ni de l'endroit où résident ces derniers. Son gendre Mahmoud J., après plusieurs mois de vente ambulante, a cherché à accéder à un nouvel emploi, moins éprouvant physiquement, mais aussi plus discret. Jusqu'à son départ pour l'Allemagne le 18 octobre 2015 - le lendemain de notre entretien - il a travaillé comme gardien d'immeuble sur *Gardens Street*, une longue artère très passante située au nord-ouest d'Amman, non loin de Dahiet al-Rasheed, quartier où résident ses beaux-parents. Si ce travail ne lui rapportait qu'entre 150 et 180 dinars mensuels, Mahmoud, sa femme et leur fille, née en exil à Amman en 2013, bénéficiaient aussi d'un logement de fonction gratuit. Dans les pages qui viennent, je présenterai plus en détail le cas de Zakaria L., qui a réussi à obtenir un autre emploi relativement stable dans la capitale, puis le parcours plus chaotique de Yassin J., qui a été contraint à beaucoup plus de mobilité géographique afin de se procurer des revenus.

Trajectoire professionnelle de Zakaria : de la rue à l'échoppe commerçante

Après avoir réussi à passer la frontière jordanienne grâce au contact de son cousin Faysal en janvier 2013, Zakaria s'est installé à l'hôtel Hamra, dans le souk de la ville basse d'Amman. A l'instar des autres hommes de Deir Mqaren, le lendemain de son installation dans cet établissement, il a contacté ses amis du village, qui lui ont fourni des malbans et des fruits séchés qu'ils s'étaient eux-mêmes procurés auprès de Karam. Pendant plusieurs mois, Zakaria a ainsi sillonné les rues de la capitale pour proposer sa marchandise aux passants, tout en continuant de séjourner à l'hôtel. Huit mois après son arrivée, il s'est installé en colocation avec un ami de Deir Mqaren, dans un appartement du centre-ville. A force d'emprunter quotidiennement les rues de la ville basse, et en particulier l'artère commerciale qu'est *King Talal Street*, il a fait connaissance avec les commerçants jordaniens du quartier. Dès lors, il a pu s'abriter de nombreuses fois dans les boutiques de ses

nouvelles relations lors des rondes des agents municipaux, alors que les contrôles visant les travailleurs syriens se multipliaient dans la capitale.



Illustration photographique 11 Passants dans King Talal Street

Cliché « a » et « b » : *King Talal Street* longe les souks de la ville basse. Il s'agit d'une rue commerçante particulièrement active, surtout en fin d'après-midi. On y retrouve toutes sortes de marchandises, allant des produits alimentaires aux souvenirs pour touristes, en passant par des produits de beauté, des vêtements ou encore du linge de maison (source : D. Lagarde, novembre 2015).

Toutefois, le 24 novembre 2014, quelques heures seulement après notre premier entretien, Zakaria s'est fait arrêter par des fonctionnaires jordaniens que personne dans la rue n'avait vu arriver. *« Ils ont logiquement saisi ma marchandise, comme ils le font habituellement lorsqu'ils arrêtent un vendeur ambulancier. Mais cette fois-ci, ils m'ont forcé à leur verser un bakchich pour ne pas me placer en détention. Je m'étais déjà fait saisir une fois ma marchandise, mais on ne m'avait pas obligé à payer un bakchich en plus. Les agents m'avaient seulement fait signer une « promesse de cessation d'activité » stipulant que je m'engageais à ne plus travailler sans permis. Généralement, les deux premières fois, tu n'as pas vraiment de problème, mais s'ils te reprennent une troisième fois, ils t'envoient à Zaatarî ».*

Plusieurs mois après cet événement, Zakaria s'est fait arrêter avec des amis alors qu'ils se rendaient à Mafraq. Lorsqu'ils ont présenté leur carte de résidence du Ministère de l'Intérieur, les policiers ont estimé qu'il s'agissait de faux papiers. Le groupe a été placé en garde à vue dans un poste de police de Mafraq, avant d'être envoyé vers Zaatarî. Une fois sur place, après interrogatoire par les services de sécurité du camp, ils ont été libérés grâce à une nouvelle intervention de Faysal N., qui s'est empressé d'activer ses relations afin de sortir son cousin et ses amis de ce mauvais pas. D'après Zakaria, son expérience ne représente pas un cas isolé. Selon lui, un nombre croissant de Syriens se seraient fait arrêter au cours des années 2014 et 2015. Ainsi, lors de notre second entretien, celui-ci m'affirmait que : *« Rien que parmi les Syriens que j'ai l'habitude de fréquenter dans la King Talal*

Street, je pense qu'une cinquantaine de personnes se sont fait expulser vers la Syrie. Avant de les renvoyer de l'autre côté de la frontière, les policiers leur font signer de force un papier stipulant qu'il s'agit d'un retour volontaire. Avec la multiplication des contrôles, les Syriens sont contraints de se faire le plus discret possible. Moi par exemple, tu te rappelles quand tu m'as vu l'année dernière, j'avais les cheveux longs et une barbe. Mais par les temps qui courent, j'ai préféré raser tout ça pour ne pas être assimilé à un sympathisant de Daech... ».

Malgré ces précautions, Zakaria s'est fait prendre une troisième fois à vendre à la sauvette dans les rues du centre-ville d'Amman, ce qui lui a valu un séjour de deux jours en garde à vue dans un poste de police de la capitale. Il a finalement réussi à se faire libérer grâce à l'intervention de Brahim, un commerçant de *King Talal Street*, qui a accepté de payer une caution de 82 dinars et de signer en plus une décharge stipulant que si Zakaria était une nouvelle fois arrêté en train de travailler sans autorisation, il devrait s'acquitter pour lui d'une amende d'un montant de 500 dinars. A la suite de cette mésaventure, Brahim a suggéré à Zakaria d'abandonner la vente ambulante et lui a proposé en échange de l'embaucher dans son magasin d'habillement. Depuis lors, il travaille essentiellement dans cette boutique, qui lui permet d'être moins exposé aux contrôles des forces de l'ordre. S'il affirme préférer le métier de vendeur de vêtements, qui se révèle être beaucoup moins dangereux et moins éprouvant physiquement, le colportage lui rapportait cependant bien davantage. Par conséquent, lorsqu'il observe une baisse de la présence policière, il lui arrive de ressortir ses paniers de friandises pour aller sillonner les rues de la capitale et augmenter ainsi quelque peu ses revenus.

Trajectoire professionnelle de Yassin : difficultés d'accès à un nouvel emploi

Avant son départ de Deir Mqaren, Yassin travaillait depuis près de sept ans comme cuisinier dans un grand restaurant touristique du village voisin d'Aïn el-Fijeh. Après un séjour d'environ sept mois à Beyrouth, où il a travaillé comme livreur, il a poursuivi sa route jusqu'en Jordanie à l'incitation de ses frères, qui ne supportaient plus leur vie au Liban. Finalement, au moment de l'arrivée de la fratrie à l'aéroport d'Amman, seul Yassin a été accepté sur le territoire. De là, il s'est rendu chez sa sœur, dans le quartier de Jabal al-Qalat, situé dans le centre de la capitale, en surplomb de la ville basse.



Illustration photographique 12 Quartier de Jabal al-Qalat (Amman)

Clichés « a » et « c » : Vues depuis le point culminant du quartier de Jabal al-Qalat, à proximité de la citadelle d'Amman. Avec l'amphithéâtre situé en contrebas, dans la ville basse, ce site antique représente l'un des rares points d'intérêts drainant quelques touristes dans la capitale (source : D. Lagarde, février 2008 pour le cliché « a » et août 2012 pour le cliché « c »). **Clichés « b » et « d » :** Les marches, les ruelles et les abords de la citadelle sont le terrain de jeu privilégié des enfants du quartier (source : D. Lagarde, février 2008).

Néanmoins, son arrivée en Jordanie a été marquée par un événement tragique, qui n'a pas facilité son insertion au sein de sa nouvelle société d'accueil. « *Quelques temps seulement après mon arrivée en Jordanie, une de nos sœurs restée au village est décédée dans un bombardement du régime. Durant les trois premiers mois qui ont suivi mon installation à Amman, je me suis senti complètement déprimé, je ne trouvais pas la force de bouger de chez ma sœur et encore moins de chercher un travail* ». Face à l'insistance de son beau-frère, lui même vendeur ambulancier, il a finalement accepté de prendre part aux activités marchandes de la communauté villageoise en exil. Mais plutôt que de travailler comme colporteur, Yassin a préféré installer un *basta* aux abords du souk de fruits et légumes de la ville basse.



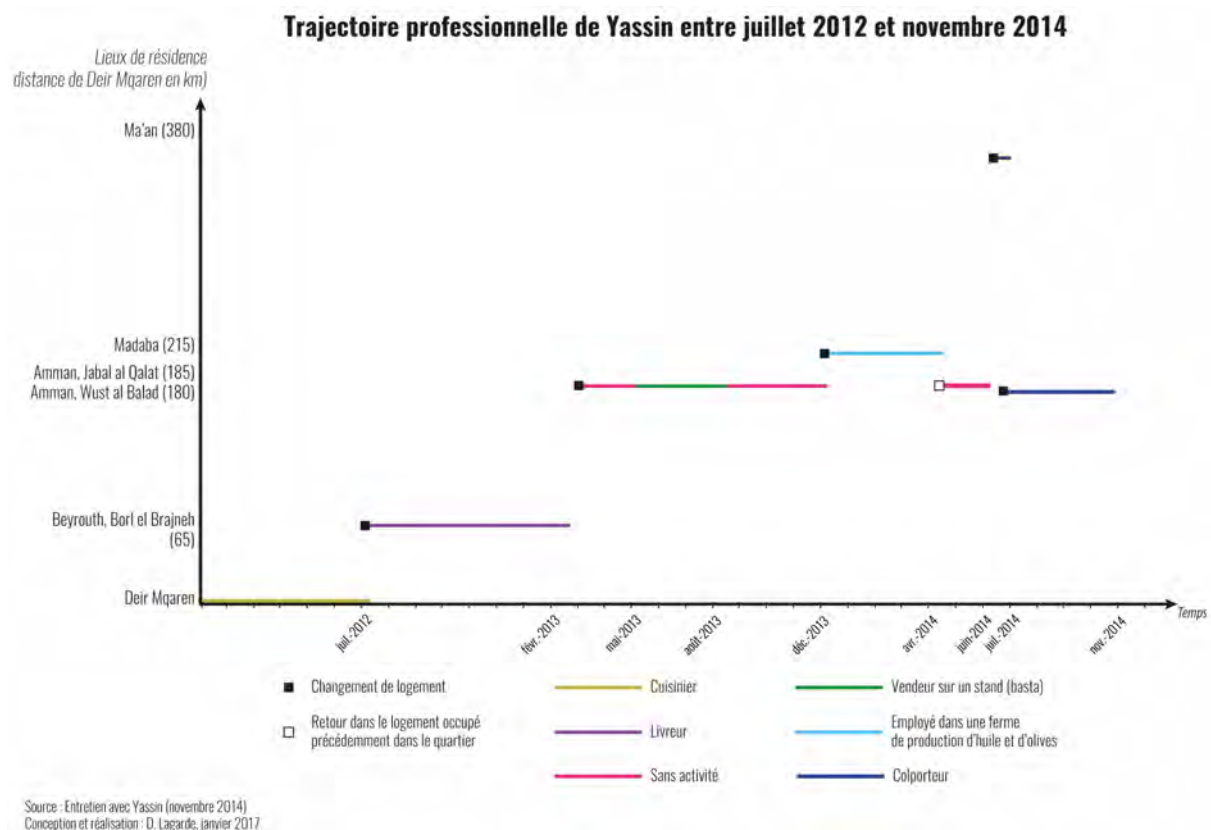
Illustration photographique 13 Abords du souk de la ville basse

Clichés « a » : Entrée ouest du souk de fruits et légumes de la ville basse. C'est ici que se situe l'hôtel Hamra, où continuent encore de séjourner certains marchands du village (source : D. Lagarde, novembre 2015). **Clichés « b »** : Entrée est du souk de fruits et légumes, où Zakaria avait pris l'habitude d'installer son *basta*, jusqu'à ce que les contrôles des forces de l'ordre le décident à stopper son activité (source : D. Lagarde, février 2008).

Toutefois, le renforcement des contrôles dans la capitale se faisait déjà largement ressentir au mois de mai 2013, lorsqu'il s'est lancé dans ce commerce. « *Chaque semaine, je devais payer un bakechich aux agents de la municipalité pour qu'ils me laissent bosser, jusqu'au jour où ils ont du recevoir des ordres pour interdire complètement aux Syriens de travailler dans la ville basse. A partir de ce moment là, c'est devenu vraiment risqué de continuer à travailler dans la rue* ». Pour éviter tout risque d'arrestation, Yassin pris la décision d'arrêter son activité. Durant quatre mois, il n'a de nouveau pas eu la moindre rentrée d'argent, jusqu'à ce qu'il trouve un nouvel emploi par l'intermédiaire d'un ami jordanien, rencontré sur son ancien lieu de travail. « *Son père était propriétaire d'une ferme d'oliviers. Comme j'étais à la recherche d'un emploi, mon ami m'a proposé de travailler là-bas avec lui pendant la saison de la récolte. Nous étions chargés de diriger le travail des ramasseurs et d'assurer ensuite le bon conditionnement des olives. J'ai adoré ce travail, surtout parce qu'il me permettait d'être au grand air et au calme, dans des conditions similaires à celles du village* ». Durant les quatre mois qu'a duré la récolte, les deux amis habitaient un petit logement situé sur la propriété. Par la suite, Yassin est retourné vivre chez sa sœur, à Jabal al-Qalat, durant deux mois, jusqu'à ce qu'il reparte pour le sud du pays, à Maan, en juin 2014. « *Avec l'approche de l'Aïd, je me suis dit que je pourrais gagner pas mal d'argent en me remettant à vendre des mokasarat. Les gars du village avaient l'habitude de travailler à Maan, mais cette année, personne ne voulait y aller en raison des tensions qu'il y avait dans cette ville²⁰⁴. Je me suis dit au contraire que c'était l'endroit parfait pour moi, puisque les services de la municipalité sont quasi-inexistants là-bas et qu'en plus, il n'y aurait pas beaucoup de concurrence. J'ai donc loué une petite chambre à Maan grâce*

204 Au cours de l'été 2014, plusieurs manifestations dénonçant des brutalités policières et les difficultés économiques et sociales auxquelles doivent faire face les habitants de Maan ont eu lieu dans cette ville du sud du royaume, donnant lieu à des heurts parfois violents et à au déploiement d'une importante présence militaire.

aux contacts de mes amis du village qui avait l'habitude de s'y rendre auparavant, puis je suis resté dix jours sur place, le temps d'écouler ma marchandise ». A son retour dans la capitale, Yassin a pris la place de l'ancien colocataire de Zakaria, dans le logement que ce dernier louait depuis près d'un an déjà dans le centre-ville, et il s'est résolu à continuer à travailler comme vendeur ambulante pour pouvoir partir de chez sa sœur. Cette situation n'a néanmoins pas duré très longtemps, puisque quelques mois plus tard, il a continué sa route vers la Turquie, où il a rejoint son frère aîné qui, depuis 2011, vit à Istanbul, où il se charge de mettre en lien des candidats à l'exil pour l'Europe avec des passeurs turcs. Nous y reviendrons dans le chapitre suivant. En tout cas, s'agissant des « reconversions » de Yassin, Zakaria, de son oncle Bachar, ainsi que de Mahmoud J., on peut estimer que le caractère physique de la vente ambulante, les risques qu'impliquent cette activité sur le plan juridique, ainsi que le plus grand nombre d'offres d'emploi disponible dans la capitale comparé aux autres villes de Jordanie, semblent avoir constitué une conjonction de facteurs favorable à leurs bifurcations professionnelles.



- Schéma spatio-temporel de la trajectoire de Yassin J.

- Distribution spatiale de la population syrienne de Jordanie

Comme l'illustrent les pages précédentes, les principaux facteurs déterminant le lieu d'installation des Syriens ayant trouvé refuge dans les pays limitrophes sont la localisation de leurs proches qui y étaient préalablement installés, ainsi que les éventuelles opportunités d'emplois, ces deux conditions étant généralement (très) intimement liées. En Jordanie, bien que l'ensemble des gouvernorats du pays accueillent des réfugiés, ce sont essentiellement les villes et les villages du nord du pays qui ont absorbé cette population.

Plusieurs rapports d'ONG ont souligné la grande mobilité interne des Syriens en quête d'un emploi. Par ailleurs, et comme nous le verrons par la suite, après s'être installés temporairement dans le royaume, de nombreux réfugiés ont continué leur périple vers d'autres destinations moyen-orientales, l'Europe ou encore l'Amérique du nord. Donner à voir les principaux espaces d'installation des réfugiés syriens de Jordanie en se basant sur les données du HCR revient donc à relayer une vision tronquée d'une réalité mouvante et en recomposition permanente. Il en est d'ailleurs de même si l'on s'intéresse uniquement à la population de Deir Mqaren. Par conséquent, il m'a fallu définir un instant t afin de saisir une image de la distribution spatiale des Syriens de Jordanie en général, et des exilés de Deir Mqaren en particulier. Je me baserai donc sur les chiffres datant de début 2015, dans la mesure où, du fait de l'entrouverture des routes migratoires en Europe durant l'été, un nombre considérable de départs ont eu lieu au cours de cette même année. Ceci permettra donc d'obtenir un instantané du lieu de vie de ma population d'étude en Jordanie, avant le départ d'une partie d'entre elle vers des horizons plus lointains.

Distribution spatiale des réfugiés syriens de Jordanie enregistrés au HCR en janvier 2015



**En Jordanie, environ
1 réfugié syrien sur 6 vit dans un camp**

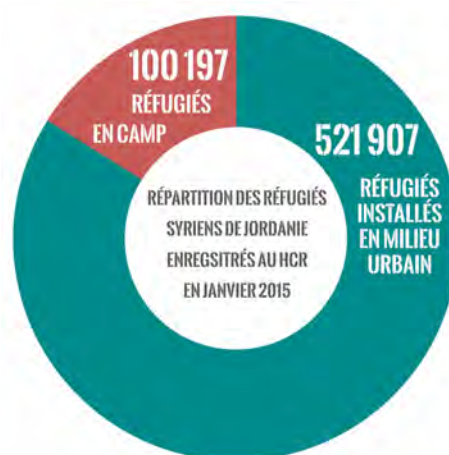
- Part des réfugiés syriens résidant en camp parmi l'ensemble des Syriens enregistrés au HCR en Jordanie

Sources : Données, *data.unhcr.com*.

En janvier 2015, en se basant sur les seuls individus enregistrés au HCR, 45% des Syriens provenaient du gouvernorat de Deraa, 16% de celui de Homs, ceux de *Rif Dimashq* et de Damas venant ensuite avec environ 12% et 8% du total des réfugiés répertoriés par l'agence onusienne dans le royaume. Parmi eux, un peu plus de 100 000 personnes résidaient dans l'un des trois camps du pays : près de 85 000 à Zaatari, (seulement) 11 000 à Azraq, qui dispose

pourtant d'une capacité d'hébergement de 52 000 places, ainsi que 4 000 à Mirajeb al-Fohood, dans le camp géré par le Croissant rouge émirati.

En ne tenant compte que des réfugiés résidant à l'extérieur des camps, les gouvernorats d'Amman et d'Irbid étaient ceux qui accueillait le plus de Syriens, avec respectivement 174 066 et 143 557 personnes comptabilisées par l'agence. En revanche, les gouvernorats du sud étaient loin d'exercer le même attrait parmi les exilés en provenance de Syrie. Dans celui de Tafileh par exemple, seuls 2 389 réfugiés syriens étaient enregistrés auprès du HCR. Rapporté au total des exilés considérés dans ce décompte, à eux seuls, les gouvernorats d'Amman et d'Irbid abritaient 60% des réfugiés du royaume. Viennent ensuite ceux de Mafraq et de Zarqa, avec 76 000 et 52 000 individus enregistrés. A l'inverse de ces quatre subdivisions administratives du nord du pays, celles du sud, à savoir Aqaba, Kerak, Maan et Tafileh, n'accueillaient à elles quatre que 4% des Syriens de Jordanie.

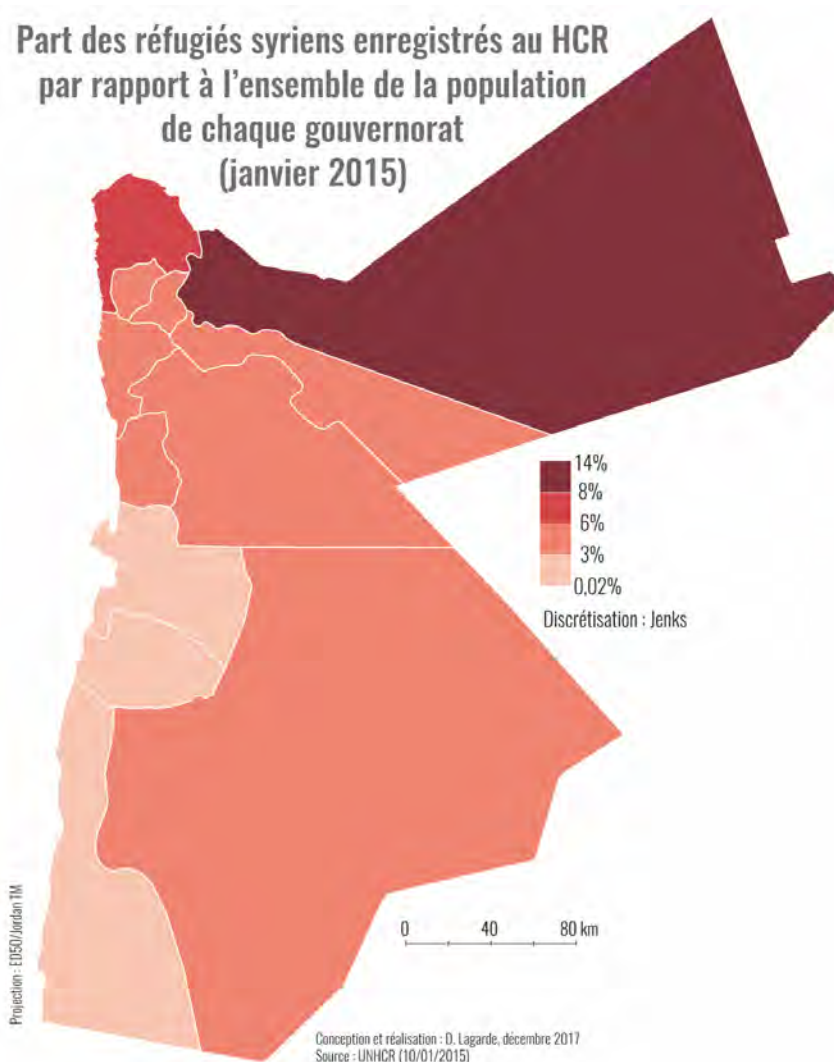


- Diagramme de la répartition camp/hors camp des Syriens de Jordanie

Sources : Données, *data.unhcr.com*.

Réalisation, D. Lagarde

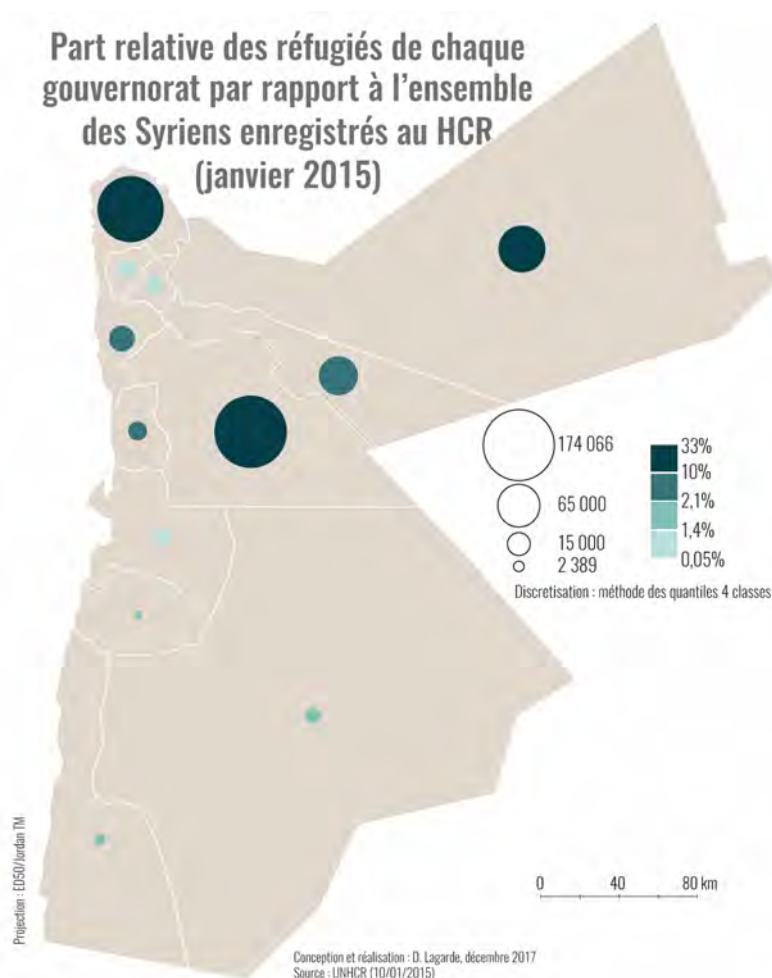
En s'intéressant à la part des Syriens dans la population totale de chaque gouvernorat, ceux du nord représentent le ratio le plus élevé²⁰⁵. Depuis le début de la crise, la ville de Mafraq et les villages environnants ont fait face à un tel afflux de réfugiés que ces derniers représentent en 2015 près de 14% de la population du gouvernorat éponyme, tandis que dans celui d'Irbid, ils comptent pour 8% du total des habitants. Notons que malgré les 175 000 réfugiés comptabilisés dans le gouvernorat d'Amman, dont l'écrasante majorité réside dans l'agglomération capitale, « seuls » 4% des habitants sont des réfugiés syriens. Ce ratio pourrait toutefois être plus élevé si l'on tenait compte des personnes non-enregistrées au HCR, dont font partie les nombreux hommes d'affaires ayant investi dans le royaume en raison du ralentissement de leurs activités en Syrie.



Carte 51 Part relative des réfugiés syriens rapporté à l'ensemble de la population de chaque gouvernorats de Jordanie

²⁰⁵ Ces rapports ont été obtenus à partir du nombre de réfugiés enregistrés au HCR en janvier 2015, rapporté à la population de chaque gouvernorat de Jordanie d'après le recensement national réalisé au mois de novembre de la même année.

Pour ce qui est des 128 exilés de Deir Mqaren pour lesquels on dispose d'informations, près de la moitié résidait dans l'agglomération d'Amman. Les quartiers de Jabal al-Taj et Jabal al-Qalat accueillait l'essentiel des soixante-deux individus installés dans la capitale, avec respectivement 30% et 27 % de ce total. En recoupant les réalités de la répartition géographique de cette population à l'échelle de la capitale avec celles de leurs appartenances familiales, on observe une nouvelle fois l'importance fondamentale des liens familiaux dans les choix de leur lieu d'installation ; les personnes composant ce panel ayant souvent tendance à résider à proximité des membres de leurs familles dont ils se sentent les plus proches : sœurs, frères, parents, enfants...



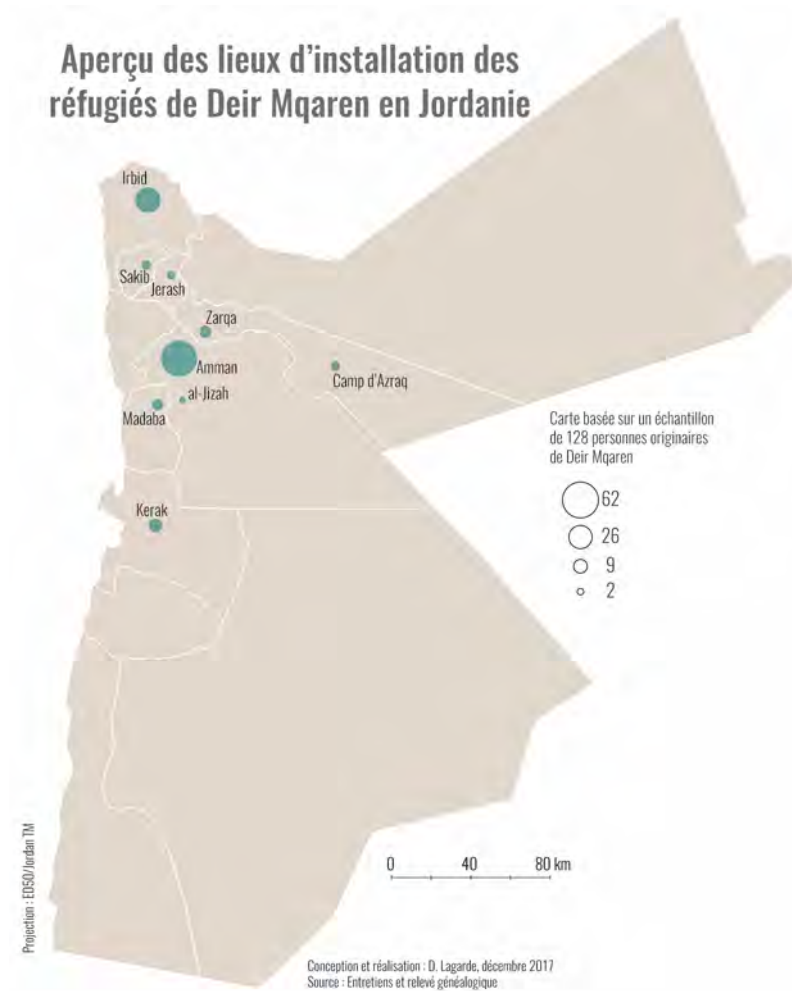
Carte 52 Part relative des réfugiés de chaque gouvernorats rapporté à l'ensemble des Syriens enregistrés auprès du HCR



Carte 53 Principaux quartiers d'installation des exilés de Deir Mqaren à Amman

Derrière Amman, Irbid est la ville accueillant le plus grand nombre d'entre eux, avec environ 25% des 128 individus. À l'image du reste des Syriens installés dans le royaume, rares sont les anciens habitants du village à s'être installés dans le sud du pays. En effet, à ma connaissance, aucun d'entre eux ne résidait dans les gouvernorats d'Aqaba, de Maan ou encore de Taflekh. Seule la ville de Kerak comptait la présence d'au moins neuf personnes de Deir Mqaren, soit 7% du total.

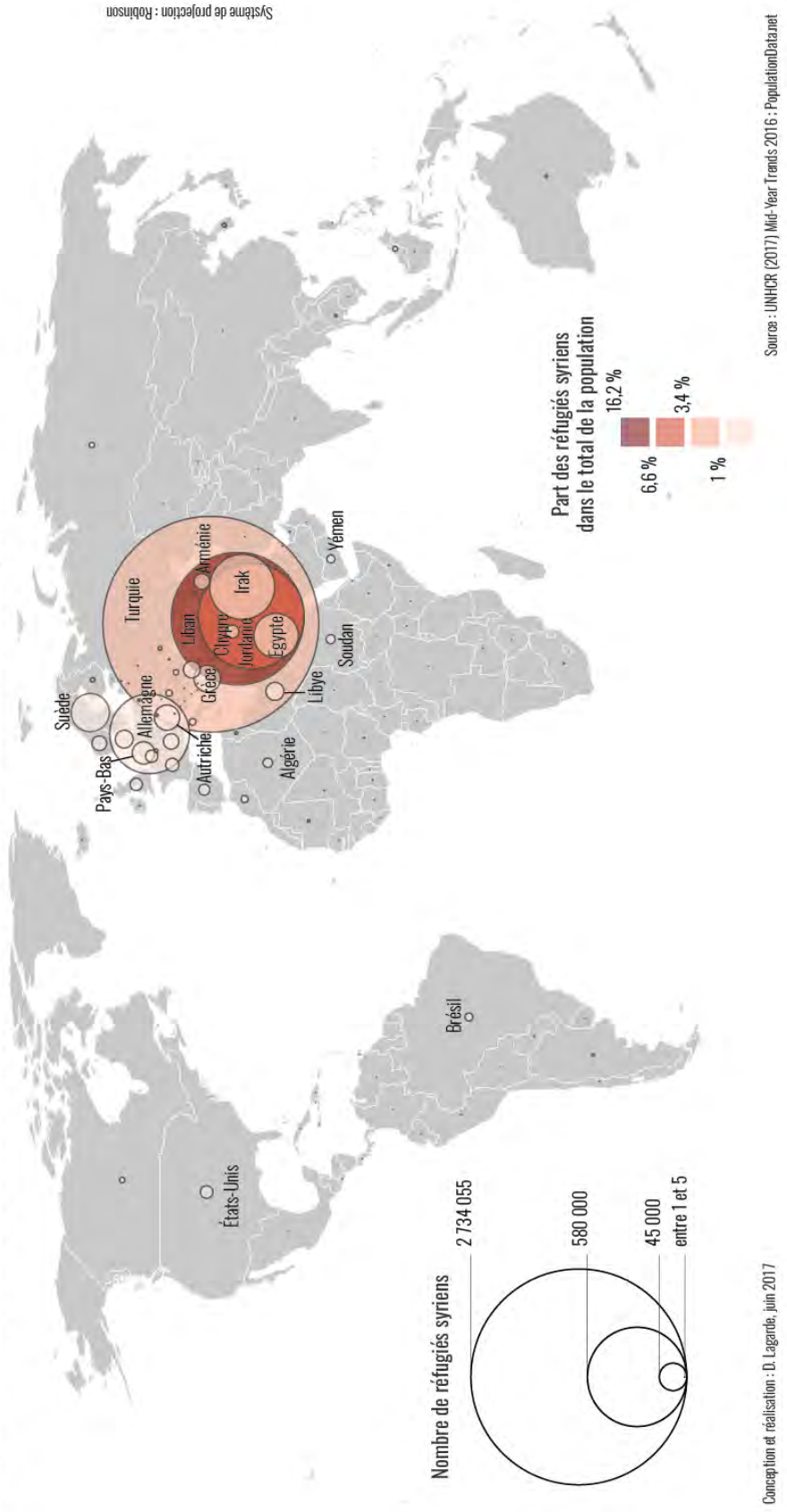
Nous avons déjà pu constater que l'influence du réseau villageois sur l'accès à la mobilité, au logement et à l'emploi des réfugiés de Deir Mqaren ne cesse de décroître à mesure que leur exil se prolonge et que les politiques migratoires jordaniennes se durcissent. En effet, ce sont d'autres types de relations qui prennent progressivement le pas, notamment celles que les exilés se créent dans leur quotidien en Jordanie, lors d'interactions dans la rue, de rencontres sur leur lieu de travail, avec des voisins, etc. Retenons d'ailleurs qu'en dépit des (quelques) tensions, (trop) souvent relayées dans les rapports des organisations humanitaires, opposant des Syriens à des Jordaniens, très peu d'enquêtés se sont plaints de l'attitude de leurs hôtes à leur égard. Au contraire, ces derniers leur ont souvent permis d'avoir accès à divers types de ressources, aussi bien en terme de mobilité, en particulier pour passer la frontière syro-jordanienne, que d'accès à l'emploi et au logement. Si ressentiment il y a envers quelqu'un en Jordanie, c'est plutôt à l'encontre des autorités qui ont adopté des mesures ayant considérablement affecté les conditions d'entrée et d'accueil des réfugiés syriens dans le royaume. Au regard de mes observations, j'aurais également tendance à abonder dans ce sens, en estimant que ce sont avant toute autre chose la multiplication des contrôles envers les travailleurs employés dans le secteur de l'économie informelle, ainsi que l'absence d'un statut pérenne en Jordanie, qui ont incité plusieurs dizaines de milliers de Syriennes et de Syriens à reprendre les routes de l'exil après leur installation temporaire dans le royaume. Pour ces personnes, c'est essentiellement la quête de conditions de vie plus décentes, notamment en terme de protection juridique, de respects des droits humains et de conditions de travail qui a motivé leur décision.



Carte 54 Lieux d'installation en Jordanie de quelques exilés de Deir Mqaren

Inégalités de l'accueil des réfugiés syriens dans le monde

En juin 2016, plus de 5,5 millions de Syriens se trouvaient en exil à travers le globe dont 4,6 millions dans l'un des 4 pays limitrophes de la Syrie (Irak, Jordanie, Liban, Turquie)



Carte 55 Inégalités de l'accueil des réfugiés syriens dans le monde

CHAPITRE 8

VERS UN INEXORABLE PROCESSUS DE DIASPORISATION ?

Jusqu'à la fin de l'année 2013, se sont essentiellement les Syriennes et les Syriens les plus qualifiés et les mieux dotés en capital social et économique qui trouvent refuge loin des premiers pays d'asile moyen-orientaux. A l'instar des dynamiques observées dans les États limitrophes de la Syrie, la présence de migrants préalablement installés dans le reste du monde a largement influencé les mouvements migratoires en direction d'espaces plus éloignés tels que l'Europe, le Golfe, l'Amérique du nord et dans une moindre mesure le Maghreb. De l'autre côté de l'Atlantique, l'assouplissement des démarches d'obtention de visa en faveur des ressortissants syriens dans plusieurs pays d'Amérique du sud représente aussi une alternative légale pour quelques milliers de personnes. A l'image des dynamiques observées au cours des décennies précédentes auprès des réfugiés palestiniens [Doraï, 2000] et irakiens [Chatelard, 2005], des filières migratoires « irrégulières » commencent également à se mettre en place entre les pays de premier d'accueil au Proche-Orient et l'Europe. Ainsi, au cours des années 2014 et 2015, on assiste à une très nette augmentation du nombre de départs vers l'Union européenne, en particulier vers l'Allemagne et la Suède, deux pays perçus par les réfugiés comme étant plus conformes à leurs aspirations, en particulier en terme d'accès à un emploi et à un statut juridique plus pérenne. Malgré tout, les pays du Moyen-Orient restent de très loin les États accueillant la plus grande part d'exilés syriens dans le monde.

Au regard de la dimension de plus en plus transnationale que prend ce phénomène migratoire, il apparaît à présent opportun d'adopter une échelle d'analyse plus globale, en

passant de l'observation de dynamiques de mobilités transfrontalières à celles de processus plus mondialisés. Dans la première partie de ce chapitre, il s'agira d'identifier les grandes tendances de l'exil syrien dans les principaux pays d'accueil à travers le monde à la mi-2016, soit au moment de la dernière enquête de terrain que j'ai conduite en Allemagne dans le cadre de cette recherche. Comme cela a déjà été mentionné, afin d'harmoniser au maximum les chiffres mobilisés dans ce travail, j'ai fait le choix de me baser en priorité sur ceux diffusés par le HCR. En effet, à défaut d'être irréprochables, ceux-ci ont au moins l'avantage de couvrir une majorité des États de la planète. En procédant de la sorte, on est d'autant plus en mesure d'interroger la solidarité des différents pays du globe en matière d'accueil de réfugiés syriens. Malgré tout, même en se référant aux données produites ou simplement centralisées par l'agence onusienne, on observe parfois des incohérences surprenantes, y compris en comparant des chiffres portant sur des périodes contiguës. Comme pour l'écrasante majorité des statistiques migratoires, les tendances décrites ici n'échappent pas à l'approximation, et doivent donc être considérées avec discernement.

Depuis maintenant plus d'une décennie, un nombre croissant de chercheurs se sont intéressés aux migrations de transit sur le pourtour méditerranéen et au sein de l'espace saharo-sahélien [Bredeloup et Pliez, 2005 ; Düvell, 2006 ; Collyer, 2007, 2010 ; Anteby-Yemini, 2008 ; Brachet, 2009 ; Suter, 2012 ; Schapendonk, 2012 ; Wissink et Mazzucato, 2018]. Dans le contexte moyen-oriental, les travaux de Kamel Doräi [2000, 2006] sur les Palestiniens du Liban, de Géraldine Chatelard [2002, 2005] sur les Irakiens et plus récemment de Marta Oltedal Lyngstad [2015] et de Huma Haider [2016] sur les Syriens de Jordanie ont également permis d'éclairer plusieurs facettes des mouvements secondaires de ces populations en direction de l'Europe. En interrogeant la place du royaume hachémite comme pays de transit vers l'Union européenne, la seconde partie de ce chapitre entend s'inscrire dans la continuité de ces différents travaux. Pour ce faire, je commencerai dans un premier temps par montrer les raisons qui poussent certains individus à quitter la Jordanie pour rejoindre des destinations éloignées, tandis que d'autres préférèrent au contraire s'installer durablement dans ce pays. Comme je l'ai fait dans le chapitre 6 à propos des voyages migratoires entre la Syrie et le royaume hachémite, je m'intéresserai ensuite à l'influence des réseaux sociaux sur l'inscription spatiale de plusieurs réfugiés, en m'arrêtant plus spécifiquement sur les trajectoires des leurs itinéraires en direction de la Suède et de l'Allemagne. Cela nous permettra de voir la manière dont ils accèdent, depuis la Jordanie ou durant leurs voyages, à des informations

sur les routes et les acteurs en mesure de les aider à rallier ces lointaines destinations. A travers la description de ces trajectoires migratoires, il s'agira de donner à voir la réadaptation constante des chemins permettant aux demandeurs d'asile de rejoindre leurs différentes destinations européennes, tout en révélant en filigrane la grande labilité des dynamiques migratoires contemporaines observables au sein de l'espace euro-méditerranéen. Cela nous amènera dans le même temps à nous intéresser aux tactiques adoptées par les réfugiés syriens afin rejoindre l'Europe, au prisme des mesures politiques adoptées par les États membres et leurs voisins, entraînant le réajustement régulier des dimensions sociales, spatiales et temporelles des flux en direction de ce continent. Nous verrons qu'à l'image des dynamiques observées à l'échelle transfrontalière entre la Syrie et la Jordanie, ces circulations ont engendré et/ou réactivé de complexes réseaux topographiques - animés par des acteurs aux motivations multiples et variées - structurés par un ensemble de lieux constituant autant de points de fixation et de redistribution des flux de réfugiés entre le Moyen-Orient et l'Europe de l'Ouest. L'évocation (parfois très détaillée) des chemins empruntés par les enquêtés, des lieux par lesquels ils ont transité, des individus aux côtés desquels ils ont voyagé, visera pour sa part à contribuer à la réflexion portant sur la traduction des récits sous forme de cartes [Caquard et Joliveau, 2016]. Pour cela, j'entends illustrer le voyage migratoire de Yasmin et de ses proches en ayant recourt aux techniques issues de la pratique émergente de la « bande cartographiée » [Miotto et Putfin, 2017]. Nous verrons par l'image que cette méthode permet de contourner en partie les limites d'une cartographie statique du mouvement, visant à représenter des trajectoires migratoires de réfugiés portant sur des échelles géographiques particulièrement étendues [Caquard et Dimitrovas, 2017].

Enfin, la dernière partie de ce chapitre sera plus spécifiquement consacrée aux procédures et aux conditions d'accueil des demandeurs d'asile en Allemagne. A partir des informations collectées durant mon court terrain mené à Dortmund en juillet 2016, nous serons amenés à retracer les premiers pas des réfugiés de Deir Mqaren sur le territoire allemand. En plus de rendre compte d'une partie de leurs impressions personnelles sur leur nouvel espace d'accueil, cela nous amènera plus précisément à voir si les trajectoires des membres de cette communauté villageoise exilés en Allemagne sont, à l'instar des observations faites en Jordanie, toujours aussi profondément influencées par les caractéristiques socio-spatiales de leurs réseaux personnels.

1. Identifier les contours du monde des réfugiés syriens

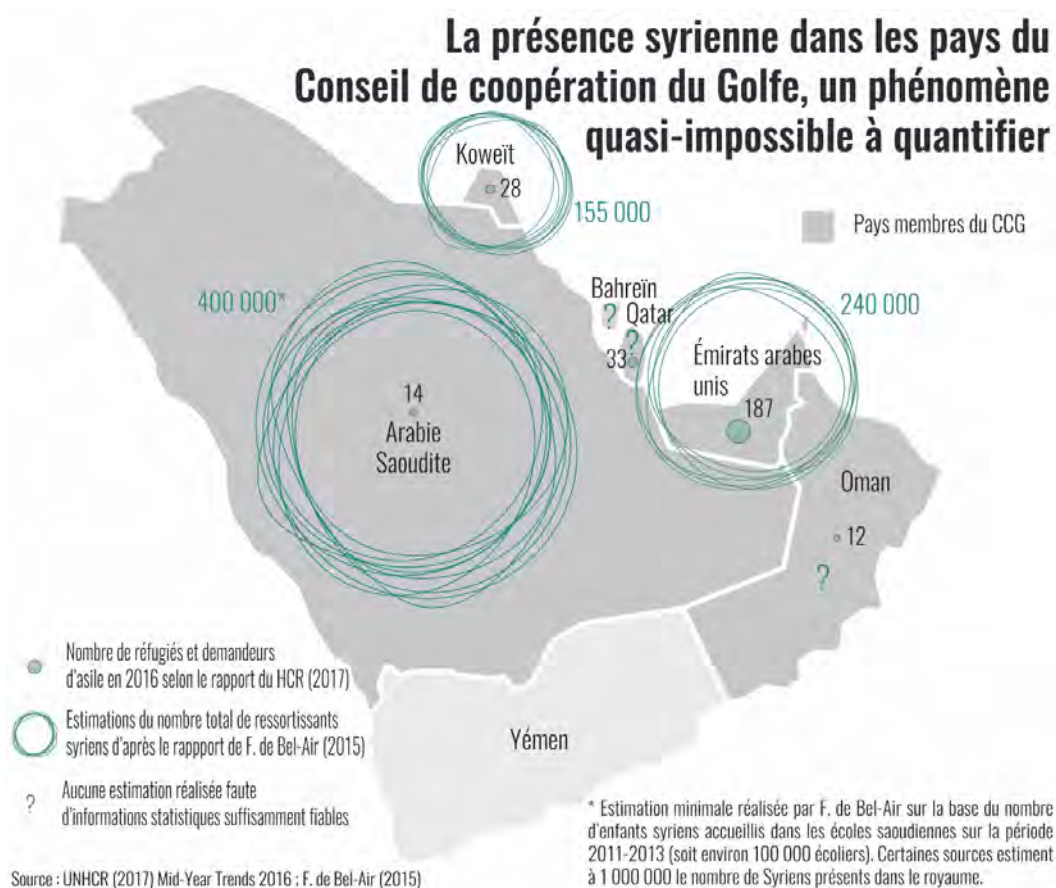
A l'été 2016, plus de 5,5 millions de Syriens se trouvaient en exil à travers le globe. Parmi eux, 4,6 millions résidaient dans l'un des quatre pays limitrophes de la Syrie. La Turquie représentait déjà, la première destination au monde pour cette population, avec plus de 2,7 millions d'individus comptabilisés au sein de cet État. Depuis la fin de l'année 2014, un nombre croissant de Syriennes et de Syriens ont également trouvé refuge loin du Moyen-Orient, notamment en Allemagne. Si l'exil syrien constitue plus que jamais un phénomène mondialisé, certains espaces restent toutefois concernés de manière tout à fait marginale. Dans les pages qui suivent, je me propose de réaliser un tour d'horizon des principaux pays d'installation de réfugiés syriens, afin de comparer la solidarité des différents États d'accueil à travers le monde. Nous verrons ainsi qu'en dépit de la prétendue « crise migratoire » censée avoir affecté l'Europe depuis l'été 2015, c'est surtout d'une crise de l'asile et de l'accueil dont souffrent véritablement les États membres de l'Union européenne.

- La présence syrienne dans les pays du Golfe, un phénomène difficilement quantifiable

Depuis le début de la crise syrienne, de nombreuses voix se sont élevées pour reprocher aux pays du Golfe de ne pas avoir ouvert leurs portes aux réfugiés fuyant les violences en Syrie. Mais on sait aussi que sur le plan de l'assistance humanitaire, ces États ont versé plusieurs centaines de millions de dollars d'aide financière aux gouvernements d'accueil et aux organisations intervenant en Jordanie, au Liban, en Irak et en Turquie²⁰⁶. Il est en revanche effectivement difficile d'évaluer avec précision le nombre de Syriens qu'ils ont accueillis sur leur sol depuis 2011. En effet, aucun des États membres du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) n'étant signataire de la Convention de Genève de 1951, les ressortissants syriens présents sur le territoire de ces pays ne sont pas considérés comme des réfugiés, mais comme des « invités » disposant de visas de courte durée ou de contrats de travail temporaires. Par ailleurs, les données portant sur le nombre d'étrangers selon

²⁰⁶ Myriam Ababsa, 21/01/2017 « Islamic NGOs assistance to Syrian Refugees in Jordan and Gulf Donors Support », *Lajeh*. <https://lajeh.hypotheses.org/723>

leur nationalité sont considérées par les gouvernements du Golfe comme politiquement sensibles, et donc quasiment impossibles à obtenir. Une étude de Françoise de Bel-Air [2015b] révèle toutefois que ces États ont adopté différentes mesures visant à faciliter l'entrée et le séjour des ressortissants syriens sur leur territoire. Celles-ci auraient néanmoins principalement bénéficié à des membres des familles de travailleurs syriens déjà installés dans le Golfe avant le début de l'insurrection²⁰⁷.



Carte 56 Présence des réfugiés syriens dans les pays du CCG

D'après les données du HCR prises en compte pour réaliser la carte figurant en exergue de ce chapitre, seules quelques dizaines de ressortissants syriens auraient trouvé refuge dans les États membres du CCG, leur présence passant ainsi inaperçue sur cette figure. Si l'on se fie à l'étude de Françoise de Bel-Air, le nombre de Syriennes et de Syriens actuellement installés dans ces différents pays s'élèverait en réalité à plusieurs centaines de milliers de personnes [De Bel-Air, 2015b].

²⁰⁷ Au cours des entretiens que j'ai menés en Jordanie auprès de personnes n'étant pas originaires de Deir Mqaren, plusieurs enquêtés ont mentionné avoir séjourné chez des membres de leur famille installés en Arabie Saoudite avant de finalement trouver refuge au sein du royaume hachémite.

- L'Afrique, entre espace d'installation et « détour migratoire » sur la route de l'Europe

L'Égypte, premier pays d'accueil de réfugiés syriens en Afrique

En juillet 2016, près de 145 000 réfugiés syriens étaient enregistrés auprès du HCR dans les cinq pays d'Afrique du Nord, l'Égypte accueillant l'essentiel de ce contingent. La majorité de la population syrienne enregistrée dans ce pays est arrivée entre la mi-juin 2012 et le début du mois de juillet 2013, encouragée, entre autres, par le faible coût de la vie et les facilités d'accès au territoire liées au passé politique commun aux deux pays²⁰⁸. Ce flux entrant s'est ensuite rapidement tari suite à la reprise en main du pouvoir par les forces armées égyptiennes le 3 juillet 2013. Dans les jours suivants, les nouvelles autorités locales se sont empressées d'introduire un ensemble de mesures visant à limiter l'accès des Syriens au territoire égyptien, caricaturés comme étant de fervents supporters des Frères musulmans et du président destitué Mohamed Morsi²⁰⁹. Si de nombreux départs ont été observés au cours des mois suivants²¹⁰, le nombre de personnes enregistrées a pour sa part paradoxalement augmenté. En effet, la plupart des Syriens présents en Égypte avant le mois de juillet 2013 ne s'étaient pas enregistrés au HCR, les plus démunis d'entre eux bénéficiant d'une aide humanitaire émanant essentiellement du secteur associatif [Youssef, 2017]. Toutefois, depuis 2013, le durcissement des conditions de séjour les a incité à se déclarer auprès de l'agence onusienne afin de bénéficier d'une protection contre une éventuelle expulsion, mais également dans le but de faciliter leurs démarches d'obtention de permis de séjour auprès des autorités. Il reste toutefois difficile d'estimer le nombre de Syriennes et de Syriens actuellement présents dans ce pays. En effet, si l'on s'en tient aux seules données du HCR, en juin 2016, ils étaient 117 000 à résider en Égypte, tandis que le gouvernement estimait leur nombre réel à 300 000, les associations avançant le chiffre de 500 000 personnes.

En juin 2016, le HCR comptabilisait près de 20 000 réfugiés syriens sur le territoire libyen. Ce chiffre, relativement important au regard de l'instabilité politique et sécuritaire régnant en Libye depuis 2011, s'explique en partie par l'importante présence de

208 Entre 1958 et 1961, l'Égypte et la Syrie faisaient partie d'un même État : la République arabe unie. Depuis cette période et jusqu'à la destitution de Mohamed Morsi en juillet 2013, les ressortissants syriens et égyptiens jouissaient de facilités d'accès au territoire des deux États.

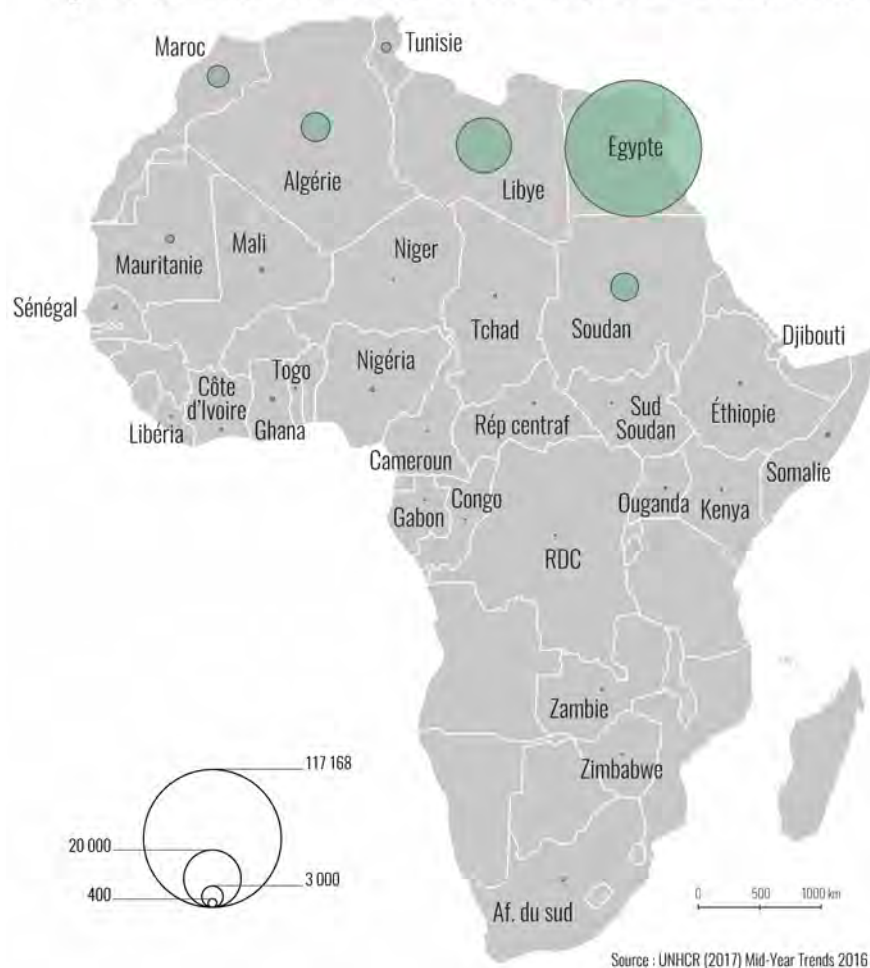
209 Les principales mesures prises à l'encontre des ressortissants syriens furent l'obligation d'obtenir un visa pour entrer en Égypte, et d'un permis de séjour pour pouvoir y séjourner plus de 3 mois. Afin d'obtenir un visa, les Syriens doivent désormais se soumettre à un ensemble de contrôles de sécurité visant à s'assurer qu'ils ne représentent pas une menace pour la sécurité intérieure et la stabilité politique du pays.

210 Tom Rollins, 14/07/2014, « Syrian refugees in Egypt determined to get to Europe », *Al-Monitor*. <http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2014/07/egypt-syrian-refugees-asylum-europe-mediterranean.html>

travailleurs déjà installés dans le pays avant le début du conflit. Néanmoins, des milliers de réfugiés sont également arrivés ultérieurement par voie terrestre depuis le territoire égyptien, soit après avoir séjourné temporairement dans ce pays, soit directement depuis la Syrie, après avoir transité par la Jordanie et la péninsule du Sinaï²¹¹. Comme nous le verrons plus en détail par la suite, les côtes libyennes représentent également un important point de départ pour les réfugiés cherchant à rejoindre les rives méridionales de l'Union européenne. Avant de se lancer dans cette périlleuse traversée maritime, la majorité de ces candidats au départ pour l'Europe transitent par la Tunisie, où seuls 541 réfugiés syriens étaient enregistrés auprès du HCR en juin 2016. D'après les autorités locales, leur nombre avoisinerait plutôt les 4 000 personnes. Quoiqu'il en soit, comme le rappelle Hassan Boubakri, ce pays représente avant tout un espace de transit pour les Syriens, dans la mesure où « *seule une petite minorité envisage de s'installer en Tunisie grâce aux réseaux de parenté ou de solidarité dont elle y dispose* » [Boubakri, 2016 : 33]. La situation est sensiblement différente en Algérie et au Maroc. En effet, même si jusqu'au début de l'année 2015, l'aéroport d'Alger constituait avant tout la principale porte d'entrée nord-africaine pour les réfugiés désireux de se rendre en Libye via la Tunisie, ou qui tentaient de rallier les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla en transitant par le territoire marocain, plusieurs milliers de ressortissants syriens se sont durablement installés en Algérie et au Maroc depuis 2011. Dans les deux cas, il semblerait qu'une partie non négligeable d'entre eux ait bénéficié du soutien d'une diaspora syrienne implantée dans ces pays depuis les vagues de nationalisation initiées par le régime baathiste en Syrie dans les années 1960 [Piaton, 2016]. Concernant leurs effectifs, il est une nouvelle fois difficile d'avancer des chiffres précis, les estimations gouvernementales variant comme souvent considérablement par rapport au nombre d'inscrits sur les registres du HCR. L'ampleur de la présence syrienne en Algérie et au Maroc semble en tout cas dépasser ce que laissent entrevoir les données de l'agence onusienne utilisées pour élaborer la carte « *Inégalités de l'accueil des Syriens dans le monde* » servant de prélude à ce chapitre.

211 « Syrians seeking refuge in Libya », IRIN, 23/05/2013. <http://www.irinnews.org/report/98085/syrians-seeking-refuge-libya>

La présence syrienne en Afrique, un phénomène spatialement concentré dans le nord du continent



Carte 57 Réfugiés syriens enregistrés en Afrique

Une fermeture des frontières entraînant l'émergence de nouvelles routes de l'exil syrien en Afrique sub-saharienne

Depuis 2015, plusieurs articles de presse se sont fait l'écho de trajectoires migratoires de réfugiés syriens perçues jusqu'alors comme étant tout à fait improbables. En effet, la fermeture des frontières nord-africaines et est-européennes aux personnes fuyant les violences en Syrie force un nombre croissant d'exilés à emprunter des routes sans cesse plus longues et périlleuses afin de rejoindre l'Europe. Depuis le mois de janvier 2015 et l'obligation pour les ressortissants syriens d'obtenir un visa afin de se rendre en Algérie, plusieurs milliers d'entre eux ont tenté de rejoindre le territoire de l'Union européenne en entrant sur le continent africain par l'aéroport de Nouakchott, en Mauritanie. De là, plusieurs itinéraires sont possibles : soit vers le nord afin de rejoindre le sud de l'Espagne en passant par le Maroc, soit en direction du Mali, afin de continuer ensuite vers le Niger ou l'Algérie, avant d'atteindre la Libye et d'embarquer finalement

pour une traversée maritime jusqu'aux îles du sud de l'Italie²¹². Faute de moyens financiers suffisants, certains se retrouvent bloqués en route et décident (par défaut) de s'installer provisoirement dans ces pays d'Afrique sub-saharienne, envisagés à l'origine comme de simples étapes migratoires. Dans la mesure du possible, cette « situation d'entre-deux » [Agier, 2013] incite la majorité des Syriens en transit à demeurer invisibles aux yeux des autorités locales et des organisations humanitaires intervenant dans ces différents États. Ainsi, si le HCR n'avait enregistré que 391 Syriens en Mauritanie en juin 2016, les acteurs locaux de l'aide aux réfugiés estimaient leur présence dans la seule ville de Nouakchott à plus de 3 000 personnes²¹³. Cinq mille kilomètres plus à l'Est sur le continent africain, le Soudan est quant à lui devenu le premier pays d'installation des Syriens en Afrique subsaharienne, avec près de 5 000 réfugiés enregistrés auprès du HCR. Selon les autorités soudanaises, leur nombre serait cependant dix fois plus élevé ; tandis qu'une étude statistique conduite par une ONG locale allait jusqu'à avancer le chiffre de 100 000 ressortissants syriens²¹⁴.

- L'Amérique, une lointaine terre d'accueil pour une poignée de réfugiés

Les pays sud-américains n'attirent que très marginalement les réfugiés syriens

Depuis le début de l'insurrection syrienne, plusieurs pays d'Amérique du sud ont mis sur pied des programmes de réinstallation, ou tout simplement assoupli leurs démarches d'obtention de visa afin de faciliter l'arrivée de personnes déplacées par la guerre [Baeza, 2015]. En dépit d'une politique d'accueil perçue à l'international comme étant particulièrement généreuse, surtout dans un contexte de fermeture généralisée des frontières aux demandeurs d'asile, seul 4 000 Syriens environ avaient bénéficié de ces mesures au début de l'été 2016 [UNHCR, 2017]. A l'échelle de l'Amérique du sud, le Brésil est de loin le pays ayant accueilli le plus de réfugiés syriens, avec 3 670 individus

212 Afin de réduire le flux de réfugiés en transit vers l'Europe depuis la Mauritanie, depuis le début de l'année 2016, les autorités mauritaniennes ont elles aussi imposé aux ressortissants syriens l'obtention d'un visa d'entrée.

213 Kieran Guilbert, « Stuck in Limbo, Mauritania's Syrian refugees dream of the West », *Reuters*. 2/03/2016. <http://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-syria-mauritania/stuck-in-limbo-mauritanias-syrian-refugees-dream-of-the-west-idUSKCN0W400W>

214 Zeinab Mohamed Salih, « Shared language and religion in Sudan », *IRIN*. 31/05/2016. <https://www.irinnews.org/feature/2016/05/31/shared-language-and-religion-sudan>

présents en juin 2016. La majorité d'entre eux a bénéficié d'un visa humanitaire, accordé depuis 2013 aux Syriens et aux Palestiniens affectés par le conflit en Syrie²¹⁵.



Carte 58 Réfugiés syriens enregistrés en Amérique latine

En 2014, l'Uruguay fut le premier État sud-américain à mettre en place un programme de réinstallation destiné à accueillir des familles syriennes réfugiées dans des pays de premier accueil au Moyen-Orient. Les 43 premiers bénéficiaires de ces mesures arrivèrent dans le pays depuis Beyrouth en octobre de la même année. Les difficultés qu'ils rencontrèrent pour s'adapter à leur nouveau lieu de vie furent telles qu'ils engagèrent une campagne de protestation afin de demander aux autorités uruguayennes de les aider à quitter le pays²¹⁶. Ce programme bénéficia par la suite à moins d'individus

²¹⁵ Au cours de la première phase d'enquête que j'ai menée cette année-là en Jordanie et en Égypte, deux enquêtés (des hommes âgés d'une trentaine d'années) venaient tout juste de bénéficier de ces mesures. Dans les semaines qui ont suivi notre entretien, ils ont quitté la région pour partir s'installer au Brésil. Grâce à leur compte Facebook, j'ai pu suivre l'évolution de leur parcours et constater qu'ils résident encore aujourd'hui en Amérique du sud, où plusieurs de leurs amis les ont rejoints par la suite.

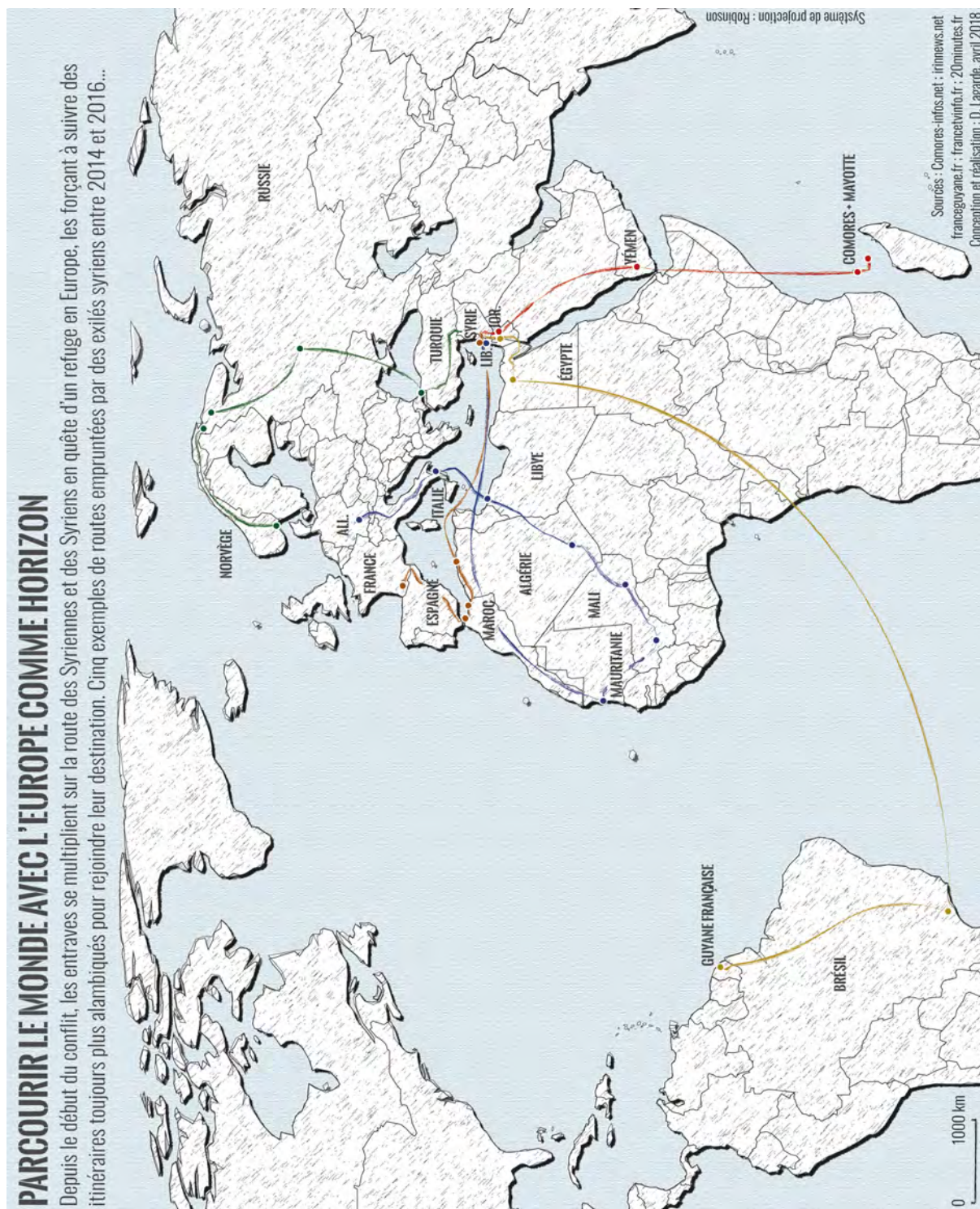
²¹⁶ « Refugiados Sirios: quienes son y por qué quieren ir de Uruguay », *El Observador*. 10/09/2015. <http://www.elobservador.com.uy/refugiados-sirios-quienes-son-y-que-se-quieren-ir-uruguay-n676229>

que le gouvernement ne l'avait envisagé à l'origine, puisqu'au total, moins de 70 réfugiés syriens résidaient en Uruguay en juin 2016. En octobre 2014, l'Argentine initia également un programme de réinstallation similaire, ayant permis à ce jour l'accueil d'environ 400 réfugiés syriens ayant de lointains liens de parenté avec des citoyens argentins²¹⁷. Avec respectivement 67, 44 et 30 réfugiés syriens présents sur leur territoire en juin 2016, le Paraguay, le Pérou et le Chili font partie des autres États d'accueil d'Amérique du Sud. Une vingtaine de réfugiés se répartissaient également entre la Colombie et la Bolivie ; tandis qu'au Venezuela, en dépit de l'annonce faite en septembre 2015 par Nicolas Maduro que 20 000 Syriens seraient accueillis sur le sol vénézuélien²¹⁸, seul 1 individu était enregistré dans le pays lors de la publication du dernier décompte effectué par le HCR... La diaspora syro-libanaise d'Amérique du Sud, implantée dans la région depuis la fin du XIX^{ème} siècle, n'a joué qu'un rôle tout à fait marginal dans le processus d'accueil des réfugiés depuis 2011. D'après les différents témoignages collectés par Cecilia Baeza, cela serait principalement lié à la crainte « *que l'arrivée de réfugiés musulmans change l'image [positive] de la diaspora, majoritairement chrétienne*²¹⁹ » [2015 : 4]...

217 Associated Press, « Argentina abre sus puertas a los refugiados sirios », *El nuevo Herald*. 04/09/2015. <http://www.elnuevoherald.com/noticias/mundo/america-latina/article34080264.html>

218 CNN, « Venezuela aceptará 20.000 refugiados sirios », *CNN Español*. 08/09/2015. <http://cnnespanol.cnn.com/2015/09/08/venezuela-acceptara-20-000-refugiados-sirios/>

219 « *Nevertheless, some fear that the arrival of Muslim refugees would change the image of the diaspora, which is mainly Christian* ».



Carte 59 Cinq trajectoires d'exil entre la Syrie et l'Europe, en passant par le reste du monde...

Une lente mise en place des procédures d'accueil au Canada et aux États-Unis

Les réfugiés arrivés au Canada et aux États-Unis depuis le début de la crise syrienne ont bénéficié de programmes de réinstallation, permettant aux Syriens ayant préalablement trouvé refuge au Moyen-Orient et en Afrique du Nord de rallier légalement le continent américain. L'administration Obama ayant pris du temps avant de mettre en place ces procédures, leur arrivée aux États-Unis s'est faite de manière graduelle. En effet, seules 1 800 personnes avaient bénéficié de ce programme à la fin du mois de septembre 2015²²⁰. L'objectif affiché par le président américain de l'époque d'accueillir 10 000 Syriens au cours de « l'année fiscale » 2016²²¹ s'est traduit par une nette augmentation de leurs effectifs, faisant grimper leur nombre à plus de 9 000 personnes en juin 2016. Il est en revanche plus difficile d'évaluer le nombre de réfugiés syriens établis au Canada à cette date. En effet, si l'on s'en tient aux données délivrées par les autorités canadiennes, en février 2016, plus de 25 000 Syriens auraient bénéficié de la campagne de réinstallation initiée à la hâte par le gouvernement de Justin Trudeau en novembre 2015²²². En revanche, les données délivrées par le HCR sur le nombre de Syriens accueillis au Canada en 2016 correspondent en réalité au nombre de réfugiés présents sur le territoire de cet État au mois de décembre 2015... Il est donc fort vraisemblable que l'image délivrée sur la carte de l'exil syrien en 2016 pour ce pays soit bien inférieure à la réalité.

- Peut-on réellement parler de crise migratoire en Europe ?

Au cours de ces dernières décennies, l'Union européenne n'a cessé de limiter les voies d'accès légales au territoire de l'espace Schengen pour les ressortissants de pays tiers. Cette politique migratoire restrictive s'est matérialisée par l'externalisation et la multiplication des contrôles aux frontières de l'UE, afin de limiter l'entrée des migrants sur le territoire de l'Union et de « bloquer » ces derniers dans les pays voisins, « *auxquels est assignée la protection de la forteresse Europe*²²³ ». Cette situation a ainsi impacté les itinéraires des migrants jusqu'aux confins du territoire européen²²⁴. La multiplication des barrières

220 Jie Zong & Jeanne Batalova, « Syrian Refugees in the United States », *Migration Policy Institute*. 12/01/2017. <http://www.migrationpolicy.org/article/syrian-refugees-united-states>

221 Aux États-Unis, de nombreuses statistiques - notamment celles portant sur les populations migrantes - sont consignées sur la base des « années fiscales », soit la période allant d'octobre à septembre de l'année indiquée.

222 Government of Canada, « Key Figures », *Welcome Refugees*. <http://www.cic.gc.ca/english/refugees/welcome/milestones.asp>

223 Alain Morice & Claire Rodier, 2010. « Comment l'Union européenne enferme ses voisins », *Le Monde diplomatique*, pp. 16-17.

224 Voir par exemple l'article de Martine Drozd et Olivier Pliez [2005] portant sur le cas des circulations entre le Soudan et la Libye.

migratoires prive également un nombre croissant de demandeurs d'asile d'accéder au territoire de l'espace Schengen afin d'y solliciter la protection des États membres. Depuis le début de la crise syrienne, cette politique de mise à distance des étrangers a donc permis aux pays européens de contenir l'écrasante majorité des réfugiés dans les pays limitrophes de la Syrie, en échange d'importantes contreparties financières. De cette façon, alors qu'à la fin de l'année 2013, plus de 2 560 000 Syriens étaient enregistrés auprès du HCR en Jordanie, au Liban, en Turquie, en Irak et en Égypte, ils n'étaient même pas 85 000 à avoir sollicité l'asile au sein de l'Union européenne²²⁵.

Dès l'année suivante, des effectifs croissants de Syriens, plongés dans un contexte mêlant des conditions de vie difficiles dans les pays de premier accueil à une situation sécuritaire en constante dégradation en Syrie, ont entrepris de périlleux voyages clandestins permettant aux individus dépourvus de visa de rallier le continent européen. Depuis 2011, la chute du régime de Mouammar Kadhafi en Libye s'est soldée par la réouverture temporaire de routes maritimes en direction de l'Europe, qui étaient jusqu'alors partiellement verrouillées par les autorités libyennes, soucieuses de respecter les termes de l'accord bilatéral conclu en 2008 avec le gouvernement italien, et dont l'objectif visait à infléchir la courbe du nombre de traversées maritimes observées entre les deux pays depuis le début des années 2000²²⁶ [Malakooti, 2013]. Lorsque les Syriens ont commencé à venir se greffer sur les itinéraires migratoires sillonnant le pourtour méditerranéen, ils se sont d'abord tournés vers la Libye, espace qu'ils ralliaient généralement après avoir transité par l'Algérie et la Tunisie, avant de rejoindre les côtes italiennes *via* le Canal de Sicile. Ces voyages maritimes, désormais encadrés par des passeurs novices, disposant de moyens limités et n'accordant pas la moindre attention aux mesures de sécurité minimales fournies auparavant par les trafiquants, a donné lieu à une funeste multiplication des naufrages en 2014, provoquant la mort de 3 038 personnes en

225 Une partie importante, bien que difficilement mesurable, a rejoint l'Europe de manière légale, munie de visas de travail, de visas étudiants ou de tourisme, bien souvent avant même le début de l'insurrection. C'est notamment le cas de plusieurs enquêtés résidant actuellement en France, et de certains membres de leurs familles installés dans l'Hexagone depuis de nombreuses années. La dégradation de la situation politique et sécuritaire dans leur pays d'origine a amené ces personnes à solliciter l'asile en Europe, afin de pérenniser les conditions de leur présence au sein de l'UE.

226 Cette route maritime s'est en partie développée suite à la multiplication des contrôles migratoires dans le détroit de Gibraltar dès la fin des années 1990. Similairement, du fait du renforcement de la surveillance en Libye dans le courant des années 2000, les routes migratoires ont continué de se déplacer, favorisant la structuration d'itinéraires particulièrement périlleux entre les côtes de l'Afrique de l'Ouest et les îles Canaries. Les enclaves espagnoles en territoire marocain de Ceuta et Melilla sont elles aussi devenues d'importants points de convergence des flux en Afrique du Nord. Plus à l'est, le phénomène d'externalisation des contrôles migratoires en amont de l'espace Schengen est pour partie responsable du développement d'une migration africaine non-juive en Israël [Anteby-Yemini, 2008].

Méditerranée centrale, pour 170 100 arrivées comptabilisées par cette route au cours de la même année [Heller et Pezzani, 2016].

En 2015, les flux migratoires entre le Proche-Orient et l'Europe occidentale ont ensuite connu de profondes transformations, tant du point de vue spatial que quantitatif. Si l'itinéraire reliant le Proche-Orient à l'Europe occidentale *via* les Balkans avait été jusque là non seulement plus coûteux, mais également plus « risqué » en terme d'arrestations comparé à celui passant par la Libye, cette tendance s'est rapidement inversée en raison de l'augmentation exponentielle du nombre de candidats à l'exil moyen-orientaux désireux d'emprunter cette route, plus courte et surtout beaucoup moins dangereuse. Selon les chiffres communiqués par l'OIM²²⁷, ce sont au total un peu plus d'un million de demandeurs d'asile et de migrants dits « économiques » qui seraient entrés « irrégulièrement²²⁸ » en Europe en 2015²²⁹, contre à peine plus de 200 000 au cours de toute l'année précédente. Parmi eux, 850 000 auraient atteint le continent européen par la Méditerranée orientale. Avec environ 360 000 demandes d'asile déposées au cours de cette même année, les Syriens, suivis par les Afghans (178 200) et les Irakiens (121 500), constituaient les ressortissants les plus représentés parmi les 1,2 millions de requérants ayant sollicité une protection dans l'un des 28 pays de l'UE en 2015²³⁰.

Face à ce soudain (bien que tout à fait prévisible) afflux de population, les sphères politiques et médiatiques européennes se sont rapidement livrées à une surenchère verbale, allant jusqu'à qualifier cette situation de « crise migratoire », une formule largement usurpée comparé à la situation dans les pays voisins de la Syrie. En effet, à l'été 2016, soit un an après le début de cette prétendue « crise des migrants et des réfugiés », les données du HCR nous informaient que 675 467 demandeurs d'asiles et réfugiés statutaires syriens étaient dilués parmi les 510 638 800 habitants que compte les 28 pays de l'Union, soit un rapport de 1,3 Syrien pour 1000 individus... En Jordanie, un pays aux ressources limitées et dont la population totale dépasse à peine les 9,5 millions d'habitants, on dénombrait 655 651 réfugiés syriens enregistrés au HCR - auxquels ils convient

²²⁷ IOM, 22/12/2015. « Irregular Migrant, Refugee Arrivals in Europe Top One Million in 2015 », *Press Release*. <https://www.iom.int/news/irregular-migrant-refugee-arrivals-europe-top-one-million-2015-iom>

²²⁸ Le terme « irrégulièrement » est ici encadré de guillemets dans la mesure ou selon les termes de la convention de Genève de 1951, les demandeurs d'asile ne sont pas contraint d'être en possession de documents de voyage afin de traverser une frontière internationale et solliciter la protection d'un État tiers. Ainsi, en vertu du principe de non-refoulement, les restrictions faites à la libre circulation de potentiels demandeurs d'asile vont à l'encontre de la convention de Genève.

²²⁹ Seulement 3% de ces arrivées ont été effectuées aux frontières terrestres de l'Europe.

²³⁰ Eurostat, 4/03/2016. « Record number of over 1.2 million first time asylum seekers registered in 2015 », *Eurostat News release*.

d'ajouter au minimum plusieurs dizaines de milliers ne s'étant pas déclarés auprès de l'agence onusienne - soit un rapport équivalent au minimum à 60 pour 1 000 ; tandis qu'au Liban, cette tendance grimpait à plus de 160 pour 1 000 ! Dans ces conditions, les notions de « crise », voire tout simplement de « pression migratoire » se révèlent particulièrement mal adaptées. Ainsi, si crise il y a, celle-ci émane surtout du manque de solidarité qui caractérise la majorité des gouvernements européens, que ce soit en direction de celles et ceux qui sont en quête d'une protection internationale véritablement pérenne, des États de premier accueil au Moyen-Orient, mais également envers les (rarissimes) pays qui, à l'échelle européenne, acceptent d'endosser les responsabilités qui leur incombent, comme l'Allemagne et la Suède.

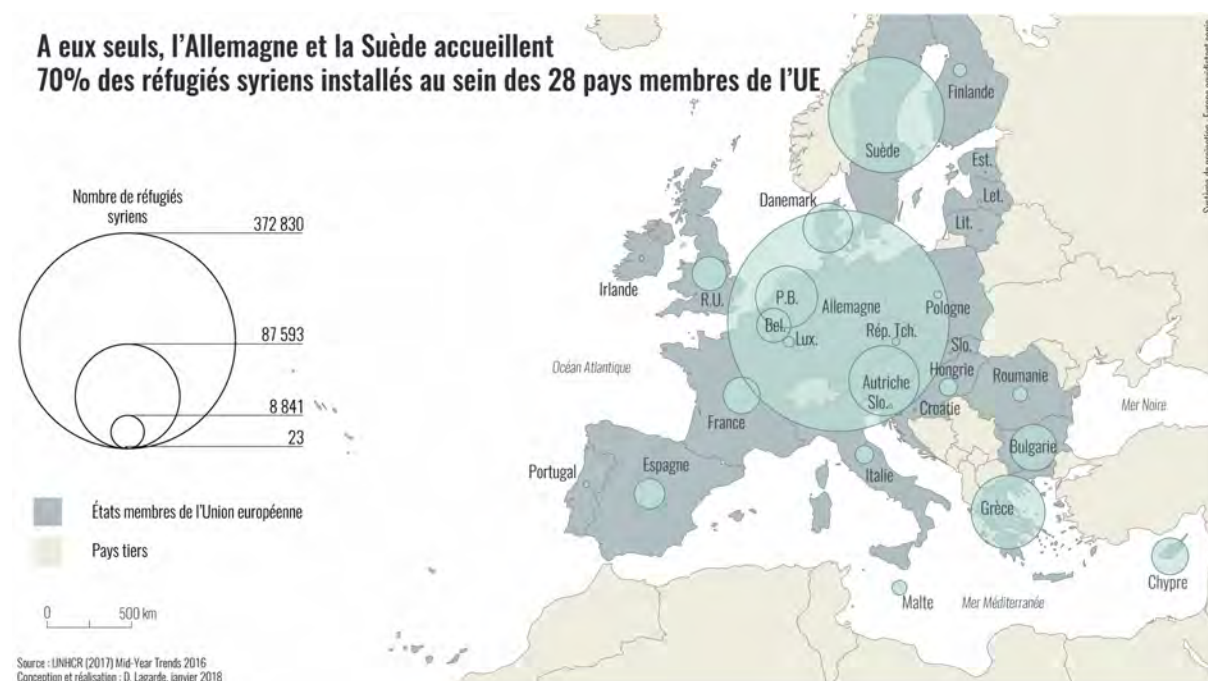
Ainsi, sur les quelques 675 467 demandeurs d'asiles et réfugiés statutaires syriens enregistrés dans les 28 États membres de l'Union européenne en juin 2016, l'Allemagne se plaçait de très loin en tête des principales destinations d'accueil. En effet, 372 830 personnes en provenance de Syrie résidaient alors sur le territoire de cet État²³¹, leur contingent représentant 0,45% de la population totale du pays. En tant que deuxième espace d'accueil, la Suède abritait quant à elle 102 100 exilés originaires de Syrie. Depuis les années 1980, ces deux États ont adopté des mesures politiques relativement souples envers les demandeurs d'asile originaires du Moyen-Orient, à commencer par les Palestiniens [Doraï, 2006]. Cela leur permet de bénéficier d'une image particulièrement positive aux yeux des personnes en quête d'un refuge pérenne, comme j'ai pu le constater à de multiples reprises au cours des entretiens que j'ai menés auprès d'exilés syriens en différents points de l'espace euro-méditerranéen. A l'inverse de pays comme la France - d'où proviennent de nombreuses photos et vidéos de répressions policières et des conditions de vie tout à fait insalubres réservées aux habitants de la *jungle* de Calais²³² - la Suède et l'Allemagne sont connues pour accorder un toit, ainsi qu'un minimum de droits et de dignité aux exilés présents sur leur sol. Concernant l'Allemagne, cette réputation s'est vue largement renforcée à partir du mois d'août 2015, lorsque le gouvernement d'Angela Merkel a décidé de mettre un terme aux renvois des réfugiés vers leur premier

231 En juin 2016, l'Allemagne accueillait au total 1 052 127 réfugiés statutaires et demandeurs d'asile sur son territoire. Après les Syriens, les nationalités les plus représentées étaient les Afghans (131 967 personnes) et les Irakiens (129 645).

232 Un réfugié syrien arrivé en France en 2015 par la Turquie, les Balkans et l'Europe centrale m'a confié qu'il faisait régulièrement l'objet d'une profonde incompréhension lorsqu'ils faisaient la connaissance de nouveaux compagnons de route. En effet, lorsqu'il leur indiquait que son objectif était de rejoindre son frère installé dans l'Hexagone préalablement au conflit, ils ne comprenaient pas son choix de vouloir résider au sein d'un État qui, selon eux, est « *profondément hostile aux migrants, d'autant plus lorsque ceux-ci sont de confession musulmane* » (sic).

pays d'entrée dans l'UE, comme le prévoit le règlement de Dublin²³³. L'accueil chaleureux réservé par la population allemande aux exilés syriens lors de leur arrivée dans les principales gares du pays durant cette même période, a lui aussi largement contribué à véhiculer l'image positive dont peut se targuer de jouir cette destination aux yeux des migrants. Enfin, en tant que pays de transit vers la Suède, on peut également imaginer que certains réfugiés cherchant initialement à rejoindre la Scandinavie aient finalement décidé de s'arrêter en Allemagne, à la fois en raison des conditions d'accueil qu'ils y ont trouvées, mais plus encore du fait de l'augmentation croissante du nombre de leurs concitoyens y ayant sollicité l'asile.

233 En vertu du règlement de Dublin, l'État responsable de l'examen des demandes d'asile est le premier pays de l'Union européenne par lequel est entré le requérant. Cette directive donne lieu chaque année à de nombreux renvois vers les États situés aux frontières de l'espace Schengen, tels que l'Italie et la Grèce.



Carte 60 Répartition des réfugiés syriens dans les 28 pays de l'UE

Après l'Allemagne et la Suède, la troisième destination européenne est la Grèce, avec une population s'élevant au total à 41 366 personnes. Cela peut notamment s'expliquer par la position de pivot qu'occupe ce pays dans les circulations migratoires des exilés en route vers l'Europe occidentale. Autrement dit, on peut facilement imaginer qu'aux côtés des personnes ayant effectivement décidé de s'installer dans ce pays, une partie importante des exilés se soient contentés de déposer une demande d'asile en Grèce, avant de poursuivre leur périple vers l'ouest du continent, faussant par là même l'image statistique fournie dans le rapport du HCR. Parmi les autres principales destinations de l'espace Schengen figurent également l'Autriche, avec 37 438 ressortissants syriens comptabilisés, suivie des Pays-Bas, avec un effectif s'élevant à 29 199 personnes en juin 2016. A cette même date, la France arrivait pour sa part en neuvième position, avec 10 173 réfugiés et demandeurs d'asile syriens présents dans l'Hexagone, soit 0,01% de la population totale du pays...

A la fin de mon enquête de terrain en juillet 2016, sur un échantillon composé de 236 individus originaires de Deir Mqaren²³⁴, 31% vivaient dans l'un des 28 États membres de l'Union européenne. A l'image du reste de la population syrienne exilée en Europe, la majorité de ces individus étaient installés en Allemagne (49 personnes) et en Suède (10)²³⁵ ;

234 Cet échantillon comprend également une dizaine de descendants de personnes nées à Deir Mqaren, mais n'ayant jamais eux mêmes jamais vécu en Syrie, à l'image des petits-enfants d'Ibtissam qui vivent au Danemark ou en Autriche.

235 Cette image statistique est susceptible d'être déformée par les données collectées durant mon enquête de terrain en

tandis que les familles de Hamza G. et Louai O. faisaient parties des heureuses (et rares) bénéficiaires d'une procédure de réinstallation, ce qui leur a permis de rejoindre la vingtaine de migrants du village partis vivre en Amérique du nord avant le début de l'insurrection. Dans les pages qui suivent, il s'agira de revenir sur les détails de ces voyages au long cours. Nous verrons ainsi quels ont été les facteurs ayant motivé les enquêtés à poursuivre leur périple vers ces lointaines destinations, mais également les routes qu'ils ont empruntées pour s'y rendre, ou encore les différents acteurs leur ayant permis de mener à bien leur projet migratoire.

Allemagne. En effet, celle-ci m'a permis d'obtenir plus d'informations sur les habitants de Deir Mqaren installés dans ce pays. En effectuant une enquête similaire en Suède, ce que j'ai un temps envisagé avant de me rétracter faute de suffisamment de temps disponible, la différence entre les effectifs de population résidant au sein de ces deux pays aurait sûrement été plus équilibrée. Néanmoins, lors de ma dernière enquête de terrain en Jordanie en 2015, lorsque j'interrogeais les enquêtés sur les espaces d'exil des membres de leurs réseaux personnels installés à l'étranger, l'Allemagne apparaissait clairement comme la principale destination occidentale.

Aperçu de la répartition mondiale des exilés de Deir Mqaren en juillet 2016



Carte 61 Aperçu de la répartition mondiale des exilés de Deir Mqaren

2. Rallier l'Occident depuis la Jordanie

Si pour de nombreux acteurs politiques et médiatiques européens, l'émigration dans un État occidental semble souvent être perçue comme l'objectif à atteindre d'une majorité d'habitants du « Sud », en réalité, seule une (toute petite) minorité de réfugiés syriens a choisi de quitter le Moyen-Orient. Comme nous le verrons plus en détail dans la suite du texte, leur choix de poursuivre ou non leur route vers un pays occidental relève d'une conjonction de facteurs, aussi bien structurels que personnels. Néanmoins, la quête de meilleures conditions de vie que celles qui étaient les leurs au sein du royaume hachémite constitue un dénominateur commun aux dizaines de milliers de Syriens ayant quitté la Jordanie pour de lointaines destinations.

En raison du peu de voies d'émigration légales s'offrant aux demandeurs d'asile désireux de rallier une destination occidentale, la majorité des exilés qui ont réussi à rejoindre l'Europe ont été contraints de s'engager dans de périlleux voyages, en empruntant de dangereuses routes migratoires à travers les Balkans, l'Europe centrale ou encore l'Afrique du nord. Si leurs relations personnelles leur ont une nouvelle fois permis de planifier en partie leur trajet, du fait des nombreux obstacles se dressant sur leur route, ils ont également été contraints de recourir à une grande diversité d'acteurs - en premier lieu desquels figurent des passeurs - situés en dehors des seules limites de leurs cercles relationnels immédiats. Autrement dit, si au cours du vingtième siècle, l'existence de liens coloniaux, politiques et commerciaux permettait de comprendre l'émergence des flux reliant entre eux les États d'origine et d'installation des migrants [Fawcett, 1989], ainsi que leur perpétuation dans le temps sous l'effet de solides réseaux migratoires [Kritz et Zlotnik, 1992 ; Massey *et al.*, 1993], désormais, dans un contexte de fermeture croissante des frontières des États occidentaux, les migrants originaires de pays du « Sud » semblent avant tout être attentifs aux différentes opportunités s'offrant à eux, et auxquelles ils sont susceptibles d'accéder par le biais d'une grande diversité d'acteurs sociaux [Krissman, 2005].

- Quitter la Jordanie : une évidence pour certains, un dilemme cornélien pour d'autres

Une perte de confiance en l'avenir comme principal facteur à l'origine de la prise de décision migratoire

Parmi les vingt-trois personnes interrogées en Jordanie, huit (soit 35%) ont poursuivi leur route vers une nouvelle destination. Quatre enquêtés - Mahmoud J., Majed A., Yasmin G. et son mari Faysal N. - se sont rendus en Allemagne, deux - Hamza G. et sa femme Alaa Z. - sont partis au Canada, Louai O. réside pour sa part aux États-Unis, tandis que Yassin J. vit désormais en Turquie. L'un des principaux facteurs à l'origine de ces mouvements secondaires est indéniablement la dégradation des conditions de vie et du statut juridique des ressortissants syriens en Jordanie. S'agissant plus spécifiquement des exilés de Deir Mqaren, comme nous l'avons déjà vu, alors que la vente ambulante a longtemps permis à la majorité des membres de cette communauté villageoise d'éviter de se retrouver totalement dépourvus de revenus, les salaires générés par cette activité n'ont néanmoins cessé de diminuer depuis leur arrivée en Jordanie. À l'inverse, les contrôles policiers envers les Syriens employés sans autorisation se sont largement multipliés, exposant les marchands à d'importants risques d'arrestation et d'enfermement au sein des camps de Zaatari et d'Azraq. Si certains hommes du village ont dans ces conditions tenté de se procurer un nouveau travail, leurs seules opportunités se sont résumées à des emplois informels, précaires et mal rémunérés ; ne résolvant donc pas le problème de la précarité de leurs conditions de vie en Jordanie.

Comme plusieurs auteurs l'ont déjà montré, les départs vers l'Occident depuis les pays de premiers asiles sont généralement liés à des questions d'absence de protection juridique [Chatelard, 2002, 2005 ; Moret *et al.*, 2006] poussant parfois certains individus à s'engager dans une mobilité (quasi)continue, jusqu'à l'obtention d'un statut pérenne [Schuster, 2005]. En ce sens, le durcissement des modalités de résidence légale imposées par les autorités jordaniennes aux réfugiés syriens, en particulier concernant l'obligation d'être en possession d'une preuve de sortie officielle des camps afin d'obtenir une carte de résidence du Ministère de l'Intérieur, a lui aussi largement favorisé le départ d'une partie des Syriennes et des Syriens ayant dans un premier temps trouvé refuge en Jordanie. À l'échelle de ma population d'étude, cette mesure a en premier lieu affecté les femmes et les enfants de Deir Mqaren, arrivés depuis 2013, après avoir transité par Zaatari et Azraq. En effet, la majorité de ces personnes étant sorties de ces lieux grâce à l'aide de passeurs,

plusieurs d'entre elles n'ont ensuite pas été en mesure de régulariser leur présence dans le pays, se retrouvant ainsi illégalisées aux yeux des autorités locales, et, par là-même, exposées à de forts risques d'arrestation. Cette situation a par exemple amené Yasmin à envisager de poursuivre sa route vers l'Europe de l'Ouest dès son arrivée à Amman, où elle et ses enfants ont retrouvé Faysal, dont ils étaient séparés depuis près d'un an et demi. Durant les quatre mois que Yasmin et ses enfants ont passés en Jordanie, l'irrégularité de leur présence en milieu urbain a aussi considérablement affecté leur liberté de mouvement à l'intérieur même du pays. Sauf pour se rendre occasionnellement du logement d'un proche à un autre, seul Faysal sortait quotidiennement afin d'aller travailler, tandis que le reste de la famille restait cloîtré chez ses hôtes.

La clandestinité dans laquelle sont contraints de vivre de nombreux Syriens installés dans le royaume a également tendance à impacter la scolarisation des plus jeunes. En effet, bien qu'en pratique rares sont les écoles jordaniennes qui refusent d'inscrire les personnes dépourvues de carte de résidence du Ministère - comme l'imposent en théorie les autorités jordaniennes - une majorité de réfugiés ne disposant pas de papiers préfèrent s'abstenir d'envoyer leurs enfants à l'école, afin d'éviter une éventuelle arrestation. Les établissements jordaniens jouissent par ailleurs d'une très mauvaise image aux yeux des exilés syriens, à tel point que certains d'entre eux, à l'image de Rim, préfèrent ne pas du tout scolariser leurs enfants. Selon elle, les écoles jordaniennes seraient d'un niveau très faible, voir parfois peu fréquentables. Lors de notre second entretien, celle-ci a même été jusqu'à affirmer que la volonté de scolariser leurs enfants dans une école de qualité constituait l'une des principales raisons ayant poussé son mari à se rendre en Suède, afin de faire ensuite venir le reste du foyer par le biais d'une procédure de regroupement familial. Cette méfiance envers le système éducatif jordanien reflète plus largement le manque de confiance en l'avenir d'une majeure partie de la population syrienne du royaume.

Cette perte de confiance en l'avenir, qui alimente la volonté de quitter la Jordanie, résulte également du traitement réservé aux Syriens par les autorités jordaniennes lors de leur arrivée dans le pays ; et dans une moindre mesure des rapports entretenus entre les réfugiés et la population locale. Lorsqu'il s'est agi de partager son sentiment sur sa vie quotidienne dans le royaume, Faysal s'est une nouvelle fois révélé très loquace. Selon lui, même s'il n'a pas à déplorer de véritables tensions avec la population locale, il estime que

les Syriens jouissent toutefois d'une réputation d'assistés qu'il a du mal à accepter. Cela se ressent en particulier dans ses relations avec le propriétaire de l'appartement où lui et sa belle-sœur Rim résidaient à Jabal al-Taj lors de notre rencontre en 2014, au moment où sa femme Yasmin et leurs quatre enfants étaient maintenus dans le camp de déplacés de Hadalat. *« Avant l'arrivée des Syriens, mon propriétaire n'aurait jamais osé demander plus de 50 JD par mois pour cet appartement. Mais maintenant, il nous en coûte 250 ! Le jour où je me suis plaint, il m'a répondu qu'il ne voyait pas en quoi cela me dérangeait, puisque que de toute façon, c'était le HCR qui payait... Beaucoup de Jordaniens pensent que le HCR prend en charge l'intégralité des dépenses des Syriens, alors que je n'ai moi-même jamais reçu la moindre aide de leur part. Il m'est aussi arrivé plusieurs fois que des chauffeurs de taxi essaient de m'arnaquer, et lorsque je protestais, ils me répondaient que de toute façon, je payais avec l'argent du HCR »*. La rancœur qu'il éprouve envers les autorités du pays est beaucoup plus forte encore et constitue clairement l'un des principaux facteurs étant à l'origine de sa prise de décision migratoire. *« L'unité arabe, c'est n'importe quoi, ça n'existe pas ! Les États de la région ne pensent qu'à leurs propres intérêts et se fichent royalement de la souffrance quotidienne des Syriens qui vivent sous les bombes dans leur pays, où en exil dans les pays voisins. (...) Ne parlons même pas de la Jordanie. Regarde comme les Jordaniens traitent ma famille. Ils les laissent mourir à petit feu dans le désert comme de vulgaires animaux. En Europe en revanche c'est différent. J'ai plusieurs proches qui sont réfugiés en Suède et là-bas, quand tu arrives dans les locaux de l'immigration, les gens te considèrent vraiment comme un être humain et te traitent d'égal à égal. Quand mon frère Wassim [le mari de Rim] est arrivé en Suède [un mois avant cet entretien] et qu'il s'est rendu dans les bureaux de l'immigration pour déposer sa demande d'asile, il y avait un grand poster où il était marqué « Bienvenu aux nouveaux citoyens suédois ». Lui et son gendre avaient envie de serrer les policiers dans leurs bras tellement ils étaient heureux d'être ici et traités dignement ! Ils ont ensuite reçu un logement et un peu d'argent pour recommencer une vie dans la paix et la dignité. Par contre ici, les Syriens sont étroitement contrôlés, n'ont rien le droit de dire, rien le droit de faire, et surtout pas de se plaindre. En Europe c'est différent. Là-bas, on respecte les Droits de l'homme. Mon rêve et mon seul objectif à présent, c'est d'aller rejoindre mes proches en Suède, dès que ma famille aura réussi à me rejoindre ! »*.

Comme l'illustrent les propos de Faysal, cette attraction pour l'Europe semble largement nourrie par les impressions transmises aux réfugiés restés au Moyen-Orient par leurs proches ayant déjà trouvé refuge en Occident. Les supports de sociabilité comme Facebook et Whats.App jouent en cela un rôle essentiel. En effet, ces outils permettent de maintenir des contacts quotidiens entre les différents pôles d'installation de la diaspora

syrienne à travers le monde. A ce titre, ils constituent pour les personnes résidant au sein de l'Union européenne un moyen de se mettre en scène, dans des pays de destinations jusqu'alors relativement méconnus de la population de Deir Mqaren. Durant mon enquête de terrain de l'automne 2015 en Jordanie, j'ai pu constater qu'avec l'augmentation du nombre de départs au cours des mois précédents, la plupart des enquêtés s'étaient forgés une idée assez précise des conditions de vie auxquelles ils pourraient prétendre en rejoignant l'Europe ; même si, en réalité, leur perception était bien souvent éloignée des réalités quotidiennes vécues par leurs proches, comme j'ai pu m'en rendre compte un an plus tard, lors de mon séjour à Dortmund, chez Yasmin et Faysal...

Des réseaux personnels bien implantés localement, qui limitent les envies d'ailleurs

Si l'Occident exerce une forte attraction chez de nombreux réfugiés, d'autres au contraire ne souhaitent en rien quitter la Jordanie, si ce n'est bien sûr pour rentrer en Syrie, dans l'éventualité d'un arrêt du conflit et d'un changement de régime ; un dénouement de moins en moins envisageable, du moins à court terme. La raison principale, avancée par l'ensemble des enquêtés ayant affirmé ne pas souhaiter se rendre en Europe, est la volonté de rester entourés de leurs proches. Pour certaines personnes qui avaient déjà l'habitude de travailler dans le royaume avant le début de l'insurrection, leur exil forcé ne constitue pas un changement de vie trop radical. Ils y ont conservé l'essentiel de leur cercle de sociabilité, et peuvent continuer d'entretenir des relations avec les habitants du village installés en Jordanie. Cela est d'autant plus vrai pour les colporteurs qui s'approvisionnaient déjà auprès de Karam et ne réalisaient pas de bénéfices importants. En effet, leur niveau de vie a moins été affecté que celui des petits exportateurs et des vendeurs tirant le plus de revenus de leur activité. Ils n'ont de fait pas eu à souffrir du même déclassement et ne ressentent donc sûrement pas le même sentiment de frustration, ni le même besoin d'accéder à des revenus plus importants en Occident.

Pour les plus démunis en capital économique et social, le prix du voyage clandestin jusqu'en Europe explique aussi pourquoi ils n'envisagent pas réellement de quitter la Jordanie. Certains enquêtés, m'ayant d'abord affirmé souhaiter vouloir rester vivre auprès de leurs proches, dans un pays situé à proximité immédiate de la Syrie, afin de pouvoir y retourner facilement par la suite, ont finalement laissé entendre que s'ils en avaient les moyens financiers, ils envisageraient peut-être eux aussi de reprendre la route pour se

rendre en Europe. C'est notamment le cas de Nissrine qui, à la fin de notre second entretien, a finalement laissé transparaître dans ses propos une certaine forme d'envie, mêlée à beaucoup de frustration à l'encontre des anciens habitants de Deir Mqaren résidant désormais en Occident. *« Lorsque les gens du village arrivent en Europe, ils passent leurs journées à poster des photos et des vidéos d'eux sur Facebook. Personnellement je trouve ça indécent et tout à fait égoïste. Ils pourraient penser à ce que l'on ressent, nous qui n'avons pas les moyens de voyager et qui sommes contraints de rester vivre dans des conditions difficiles en Jordanie, au Liban ou pire, en Syrie. Je ne suis pas jalouse, parce que je n'envisage pas concrètement de partir... Mais je dois avouer que parfois, cela me rend triste et un peu envieuse aussi lorsque je vois ces images, qui me renvoient à la difficulté de mes conditions de vie ici ».*

Parmi les autres critères avancés par certains enquêtés afin de justifier leur volonté de rester au Moyen-Orient revient le souhait de continuer à évoluer au sein d'une société culturellement proche de la leur. Pour ces personnes, l'Europe et l'Amérique du nord apparaissent comme des espaces trop différents de la Syrie et de la Jordanie pour qu'ils puissent y vivre de manière tout à fait sereine. Apprendre une langue qu'ils ne connaissent pas, trouver un emploi, établir de nouvelles relations, se fondre, en somme, dans un environnement radicalement différent du leur, représente autant de défis qu'ils ne se sentent pas en mesure de relever. Entre les deux entretiens réalisés avec Hamza G., nombre de ses proches sont partis s'installer en Europe. Néanmoins, son sentiment n'a pas changé en l'espace d'un an. *« J'ai vraiment beaucoup de membres de ma famille et des amis qui sont partis en Allemagne au cours de ces derniers mois. (...) Personnellement, l'Europe ne me tente pas. Cela fait longtemps que je viens à Irbid, je connais beaucoup de gens ici et je ne souhaite vraiment pas arriver dans un pays où je ne connais personne et dont les habitants n'ont pas la même culture ni la même langue que moi. A mon âge [la trentaine], ça me semble compliqué de prendre un nouveau départ dans un endroit aussi différent de la Syrie ou de la Jordanie. En plus, mon but ultime est de rentrer vivre au village dès que cela sera possible. Et je suis persuadé que les Syriens qui sont partis vivre en Europe ne reviendront pas en Syrie, même si le conflit s'arrête. Une fois qu'ils seront installés là-bas, qu'ils se seront habitués à vivre différemment, avec plus de confort, ils n'auront plus envie de rentrer. Et même s'ils le souhaitent, ce sera difficile pour eux de faire machine arrière ».* Avant de lâcher dans un grand éclat de rire : *« Moi ce que je veux, c'est devenir réfugié, mais en Syrie !!! ».*

Si Hamza et son ami Louai n'avaient jamais envisagé de quitter Irbid pour s'installer en Occident, à l'automne 2015, le hasard de certaines rencontres en décida

toutefois autrement. En effet, comme nous allons le voir à présent, tous les deux se sont vus proposer la possibilité de prendre part à une procédure de réinstallation, afin de rejoindre légalement le continent américain. Cette opportunité constitua donc une bifurcation aussi importante qu'inattendue dans leur parcours de vie et celui des membres de leurs foyers.

- Des voies légales d'émigration difficilement accessibles

Le Canada : destination finale de Hamza et Alaa

Quelques jours seulement après l'entretien que nous avons mené avec Hamza G., au cours duquel il nous confiait son désir de rester vivre à Irbid jusqu'à son retour en Syrie, ce dernier a contacté Fadia afin de m'adresser une question pour le moins surprenante. Alors qu'il n'en avait d'après lui jamais fait la demande, une personne, travaillant pour une institution dont il n'a pas été en mesure de me préciser le nom, l'a contacté afin de lui proposer de postuler à un programme de réinstallation vers le Canada. D'abord décontenancé par cette proposition totalement inattendue, il a finalement accepté d'envisager cette offre, à laquelle on lui a demandé de répondre dans les plus brefs délais. S'il n'a pas refusé l'offre, Hamza nourrissait toutefois une vive inquiétude : celle de ne pas pouvoir revenir vivre un jour en Syrie s'il acceptait la proposition qui lui était faite de s'installer sur le continent américain. À entendre sa voix à travers le haut-parleur du téléphone de Fadia, je l'ai visiblement rassuré, en lui affirmant qu'un retour dans son pays d'origine n'était nullement incompatible avec le fait d'accepter de prendre part à un programme de réinstallation à l'étranger. S'il semblait toujours nourrir des craintes quant à sa mise à distance d'avec ses proches et le fait de devoir fournir d'importants efforts afin de s'insérer dans une nouvelle société d'accueil, la perspective de pouvoir offrir des conditions de vie plus confortables, ainsi que de meilleures perspectives d'avenir à ses enfants l'ont finalement incité à accepter l'offre qui venait de lui être faite.

Louai : une rencontre avec un médecin jordanien pour point de départ de la suite du parcours migratoire de sa famille vers les États-Unis

S'agissant de Louai O. et de sa famille, lors de l'entretien que nous avons mené à Irbid en 2015, ces derniers avaient déjà entrepris leurs démarches afin de bénéficier d'une réinstallation aux États-Unis. Cette opportunité est le fruit d'une longue chaîne de mise en relation, activée depuis leur arrivée sur le territoire jordanien, et relevant parfois de

rencontres fortuites avec des acteurs du domaine médical. En retraçant le parcours de Louai et de sa famille, en particulier celui de sa fille Loubna, il s'agit ici de mettre en avant l'influence des relations éphémères et du rôle des acteurs de l'aide humanitaire sur la structuration des trajectoires migratoires d'une minorité de réfugiés syriens. Nous avons laissé Louai et sa famille à la fin du chapitre 6, au moment de leur installation à Irbid, au sein d'un appartement qu'ils ont loué par l'intermédiaire de Hamza au propriétaire d'un des principaux supermarchés du centre-ville. Au cours des mois précédents, alors qu'ils multipliaient les allers-retours entre les différents logements de leurs proches, le camp d'Azraq et l'hôpital al-Bachir, où Loubna recevait son traitement médical lié à ses problèmes cardiaques, la santé de cette dernière n'a cessé de se dégrader. D'après les médecins lui prodiguant des soins à Amman, seule une coûteuse opération chirurgicale, qu'aucune des organisations internationales et des ONG présentes en Jordanie n'acceptait de prendre en charge, aurait été susceptible d'améliorer sa situation. Durant l'une de leurs nombreuses visites à l'hôpital, Louai et sa femme ont fait la rencontre d'un médecin jordanien, qui leur a parlé d'une bourse annuelle accordée par l'ambassade tchèque d'Amman, destinée à financer des opérations en faveur d'enfants malades résidant dans le royaume. *« Nous n'étions pas sûrs au départ que les étrangers puissent en bénéficier. Mais après vérification, le médecin qui nous a parlé de ce programme nous a affirmé que la seule condition était de résider en Jordanie. Nous avons donc déposé un dossier avec l'aide du docteur et, hamdoullah²³⁶, Loubna a pu se faire opérer et son état de santé s'est depuis considérablement amélioré ! ».*

Contrairement aux autres habitants de Deir Mqaren installés au sein du royaume hachémite, les problèmes médicaux de Loubna ont « permis » à sa famille d'entrer en contact et de bénéficier de l'assistance de plusieurs acteurs de l'assistance humanitaire intervenant dans le pays. Même si les cas sont rares, ces derniers peuvent jouer un rôle considérable dans les parcours migratoires des réfugiés, en leur donnant accès à des soins inaccessibles à une majorité d'exilés syriens, mais également à des procédures de réinstallation afin de partir vivre en Occident. Suite à cette opération, le HCR est entré en contact avec Louai afin de lui proposer de s'installer aux États-Unis, afin que Loubna puisse y poursuivre un traitement mieux adapté à ses besoins. En novembre 2015, la famille s'était déjà soumise à deux entretiens approfondis et détaillés avec des agents du *Resettlement Support Center*²³⁷ (RSC) et était en attente d'un troisième rendez-vous. Comme

236 Par la grâce de Dieu

237 Centre de soutien à la réinstallation. Pour plus d'informations, consulter le site Internet du Département d'État américain à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/j/prm/ra/admissions/index.htm>

nous l'expliquait Louai, une fois engagés dans ces procédures, les réfugiés ne disposent pas de beaucoup de visibilité sur la suite de leur parcours. « *Nous ne savons vraiment pas grand chose sur la manière dont les décisions ont été prises jusqu'à présent, ni sur la date des prochaines interviews. Nous savons seulement qu'on devrait nous recontacter pour nous donner la date du troisième entretien, c'est tout. On ne sait même pas quand nous sommes censés partir si notre demande aboutit, ni même la ville dans laquelle on va nous envoyer... Je dois avouer que tout cela à parfois tendance à me faire un peu peur. J'appréhende de quitter mes amis et ma famille pour m'installer dans un pays où je ne connais personne. Mais au moins, je sais que mes filles auront un avenir bien meilleur si nous partons nous installer aux États-Unis, plutôt que si nous continuons à vivre ici* ». Toujours lors de mon séjour à Dortmund, Majed A. - que j'avais justement rencontré chez Louai en 2015 et qui séjournait lui-aussi chez Faysal et Yasmin en juillet 2016 - m'a appris que leur procédure avait finalement abouti, et que la famille était partie dans la précipitation un mois environ après notre entretien.

Mis à part dans les deux cas qui viennent d'être évoqués, je n'ai jamais entendu parler d'autres personnes du village ayant bénéficié d'un programme de réinstallation vers un pays occidental. Les seuls autres individus à avoir quitté le Moyen-Orient en empruntant des filières d'émigrations légales sont les sept frères et la sœur d'Hassan J., partis en Allemagne munis de visas (probablement humanitaires), au moment où la situation sécuritaire en Syrie a commencé à se dégrader. Aucun enquêté n'a d'ailleurs ne serait-ce qu'évoqué l'éventualité de déposer une demande de visa ou d'asile auprès d'une ambassade occidentale en Jordanie. Les seules personnes à avoir tenté l'expérience depuis le Liban sont Ibtissam et Fadia, avec le résultat que l'on connaît²³⁸. La seule option légale envisagée pour quelques-uns des exilés de Deir Mqaren est de tenter d'accéder à une procédure de réunification familiale, comme l'a fait Rim afin de rejoindre son mari Wassim et son gendre en Suède. Toutefois, cela implique au préalable qu'au moins un membre du foyer réussisse à rallier « irrégulièrement » le territoire de l'Union européenne, avec tous les risques que cela implique.

238 Voir « *L'impasse migratoire de Fadia et Ibtissam* » dans la troisième partie du chapitre 6.

- Atteindre l'Europe par la périlleuse route libyenne

Lorsque Wassim, le mari de Rim et le frère de Faysal, s'est rendu en Jordanie à la fin de l'année 2012, il pensait pouvoir revenir en Syrie quelques semaines plus tard, comme il avait l'habitude de le faire depuis qu'il s'était lancé dans la vente ambulante, dans les années 1990. Cependant, un ami du village l'a contacté durant son séjour pour le prévenir que les services secrets syriens venaient d'inscrire son nom sur la liste des opposants du régime. Afin d'éviter de se faire arrêter à la frontière sur le chemin du retour, Wassim a pris la décision de s'installer provisoirement en Jordanie. Au regard de la dégradation constante des conditions de vie dans son pays d'origine, c'est finalement sa femme et leurs cinq enfants qui l'ont rejoint en juin 2013, en passant par le camp de Zaatari, lieu duquel ils sont sortis clandestinement, comme nous l'avons vu dans le chapitre 6. Wassim et son épouse ont ensuite loué un appartement à Jabal al-Taj et vivaient grâce aux revenus tirés de la vente ambulante. Cependant, les conditions de vie du foyer n'ont cessé de se dégrader, sous l'effet conjugué de la baisse des bénéfices commerciaux de Wassim et de l'augmentation du prix de leur loyer, sans compter la déscolarisation de leurs enfants depuis leur départ de Syrie.

En août 2014, le couple prend la décision de se séparer temporairement, le temps que Wassim et Maher L., le fiancé de leur fille, rejoignent la Suède afin de pouvoir ensuite initier une procédure de réunification familiale. Les deux hommes se tournent alors vers des personnes de Deir Mqaren ayant effectué le voyage jusqu'en Scandinavie auparavant, afin qu'ils leur donnent le contact de passeurs « fiables ». A cette époque, il était plus coûteux de passer par la Turquie, les Balkans et l'Europe centrale, plutôt que d'emprunter la route passant par l'Afrique du Nord et la voie maritime *via* le canal de Sicile. En effet, les contrôles y étaient alors moins importants, laissant plus de marge de manœuvre aux trafiquants - d'où un coût de voyage moins élevé – tout en augmentant les chances d'arriver plus rapidement à bon port, à condition bien-sûr que la périlleuse traversée maritime entre la Libye et l'Italie s'effectue sans encombres... D'après les propos de Rim, Wassim et son gendre ont donc quitté Amman le 14 août 2014 pour se rendre en avion à Alger²³⁹. *« Comme les autorités algériennes n'exigent pas de visa pour les Syriens²⁴⁰, ils ont pu entrer dans le pays sans problème. Dès leur descente de l'avion, des passeurs les attendaient afin de les amener*

239 N'ayant personnellement jamais eu l'occasion de m'entretenir avec Wassim, les détails de son voyage migratoire jusqu'en Suède m'ont été relatés par Faysal et Rim, lors de notre première rencontre en novembre 2014.

240 Cette situation a changé quelques mois plus tard, puisqu'en janvier 2015, face à l'augmentation croissante du nombre de Syriens arrivant en Algérie par voie aérienne, les autorités ont décidé d'introduire l'obligation de visa pour les ressortissants syriens.

dans un hôtel d'Alger où ils ont patienté durant deux jours, avant de continuer leur route jusqu'en Tunisie ».

Plusieurs auteurs ont montré qu'en dépit de la multitude d'informations et de ressources auxquelles les candidats au départ pour l'Europe peuvent accéder par le biais de leurs relations personnelles, rares sont ceux qui disposent d'une vision très précise des réalités qui les attendent sur la route et dans leur pays de destination [Koser et Pinkerton, 2002 ; Robinson et Segrott, 2002 ; Gilbert et Koser, 2006 ; Malakooti, 2013]. La plupart des renseignements dont ils disposent se limitent généralement aux témoignages de leurs proches, ayant effectué le voyage avant eux. Il s'agit de fait d'indications profondément sélectives, privilégiant les aspects les plus positifs des parcours migratoires de ces derniers, et portant très largement sur les conditions de vie au sein de la destination finale envisagée avant le départ. Pour les candidats au départ vers un pays de l'Union européenne, l'essentiel est de disposer du contact d'un passeur, qui sera, en particulier dans le cas des itinéraires nord-africains, le seul et unique responsable de l'articulation des différentes étapes de leur voyage. Ainsi, d'après Faysal, avant son départ de Jordanie, son frère savait simplement que des personnes seraient là pour l'attendre à sa descente de l'avion à Alger, afin de traverser ensuite la Méditerranée depuis la Libye. En réalité, le voyage fut plus morcelé que ce que ces deux candidats à l'exil avaient envisagé. Afin d'éviter à Faysal de s'embarquer dans les mêmes péripéties, Wassim s'est largement confié sur les mésaventures qu'il a traversées durant son périple nord-africain.

Depuis l'hôtel où ils sont descendus à Alger, Maher et son beau-père sont conduits jusqu'à la ville de Ben Gardane, en Tunisie, où ils passent seize jours supplémentaires. De là, les passeurs leur ont fait traverser la frontière clandestinement. Selon Faysal, *« lorsqu'ils sont arrivés en plein milieu du désert libyen, ils les ont forcés à leur donner de l'argent en plus que le prix qui était convenu au départ, ainsi que leurs vêtements. Et après cela, ils ont fait demi-tour pour les ramener en Tunisie (...) où ils ont réussi à entrer en contact avec de nouveaux passeurs, qui les ont conduit en Libye quelques jours plus tard. Les conditions de voyage étaient terribles. Ils sont ensuite restés plusieurs jours dans un bâtiment abandonné, le temps que les passeurs décident de les amener jusqu'à la côte pour effectuer la traversée. Ils sont restés là plusieurs jours, avec à peine assez d'eau et de nourriture pour survivre. En plus de cela, ils ont été victimes de graves violences. Les hommes se faisaient frapper comme des chiens par les passeurs et plusieurs femmes ont même été violées. Mon frère m'a dit que c'était impossible d'imaginer les conditions dans lesquelles ils ont été maintenus en Libye, ainsi que les choses*

qu'ils y ont vues. Tiens par exemple, au moment de monter dans le bateau - une minuscule embarcation, pas du tout adaptée à une traversée aussi longue - un vieillard qui souffrait des jambes a refusé de monter à bord car il ne pouvait pas passer trop longtemps dans une position aussi inconfortable. Eh bien les passeurs l'ont tué d'une balle dans la tête, en disant que ceux qui ne parlaient pas n'iraient pas plus loin, afin de ne pas témoigner des mécanismes de leur trafic !». Après quatre jours de traversée, Wassim et son gendre seraient finalement arrivés à proximité des côtes du sud de l'Italie²⁴¹, où les gardes-frontières italiens ont arraisonné leur embarcation. De là, ils sont conduits vers un centre de premier accueil [Giacometti, 2017] où ils peuvent se laver et manger, avant que les policiers ne les laissent poursuivre leur route vers le nord du continent. De nouveaux passeurs les prennent ensuite en charge afin de les guider jusqu'en Suède, où ils se rendent en empruntant différents moyens de transports, principalement le train. Au total, le voyage de Wassim et Maher jusqu'en Suède aura duré plus d'un mois.

Lorsque les deux hommes arrivent sur le territoire suédois, ils se rendent directement dans un poste de police, ce qui leur permet d'intégrer ensuite les circuits de prise en charge des demandeurs d'asile. De là, une place leur est attribuée dans un centre d'accueil à Östersund, ville au sein de laquelle leur sont dispensés des cours de suédois, mais où ils n'étaient pas encore autorisés à travailler lorsque j'ai réinterrogé Rim un an après notre premier entretien. Afin de rejoindre son mari en Suède avec leurs enfants, cette dernière a entrepris des démarches dès le 23 novembre 2014 auprès du consulat suédois d'Abdoun, un quartier huppé situé à l'ouest de l'agglomération d'Amman. Lors de notre seconde rencontre, le 27 octobre 2015, elle s'était rendue le matin même au consulat afin de poursuivre la procédure. Entre ces deux dates, la seule évolution qu'elle a pu constater est l'application d'un tampon sur son passeport stipulant que sa demande de permis de séjour et de travail en Suède avait bien été enregistrée, le 25 juin 2015. Rim avoue avoir beaucoup de mal à comprendre le fonctionnement de la procédure et ne pas savoir vers qui se tourner pour faire avancer son dossier. « *Wassim est en contact avec le bureau suédois de l'immigration et moi, je me contente de répondre aux rares convocations du consulat à Amman. (...) Mais pour l'instant, je n'ai eu affaire qu'à des employés jordaniens, qui ne m'expliquent jamais clairement l'évolution du dossier. (...) J'ai déjà fourni toutes les pièces qu'on m'a demandées, mon contrat de mariage, mon carnet de famille, mais ce matin, on m'a demandé d'apporter des preuves que Wassim était bien mon mari et le père de mes enfants... Je me sens totalement désespérée et j'ai dû mal à voir comment tout cela va se finir. En attendant, je vis toute seule ici avec mes enfants, avec le peu d'argent que*

²⁴¹ Il semble fort peu probable que Wassim et Maher soient arrivés directement dans le sud de l'Italie, dans la mesure où les routes maritimes au départ de la Libye aboutissent généralement sur l'île italienne de Lampedusa ou à Malte.

j'arrive à me faire prêter et que Wassim m'envoie depuis la Suède, avec le sentiment de mourir lentement ». Abbas G., le frère de Yasmin, qui, dans un premier temps avait trouvé refuge au Liban avec sa femme et leurs enfants, a décidé d'adopter la même stratégie afin que sa famille puisse s'installer en Allemagne. Comme nous le verrons plus en détail par la suite, il a donc quitté le Moyen-Orient en même temps que sa sœur, en avril 2015. En juillet 2016, plus d'un an après son arrivée en Europe, les démarches de réunification familiale qu'il a entreprises avec sa femme étaient toujours au point mort.

Face à l'impossibilité pour une majorité de ressortissants des pays du sud et de l'est du bassin méditerranéen d'emprunter des voies d'accès légales pour se rendre en Europe, il n'est pas surprenant que l'essentiel des réfugiés en provenance de Syrie arrivés sur ce continent au cours des dernières années se soient eux aussi tournés vers des filières migratoires irrégulières. Comme nous l'avons vu plus haut dans le texte, l'année 2015 a représenté un pic dans le nombre d'arrivées d'exilés syriens au sein de l'Union européenne. Avec l'augmentation du nombre de candidats au départ désireux d'emprunter la route terrestre à travers les Balkans - beaucoup plus sûre que celle traversant l'Afrique du nord et la Méditerranée centrale - le coût du voyage *via* cet itinéraire a fortement diminué, amenant à une inversion rapide de la direction des flux de réfugiés syriens entre le Moyen-Orient et l'Europe. Les exilés de Deir Mqaren n'ont pas fait ici exception à la règle. En effet, c'est durant cette période et par cette même route que l'écrasante majorité d'entre eux ont rallié l'Europe de l'Ouest, et en particulier l'Allemagne.



Carte 62 Voyage de Wassim et son gendre entre Amman et Östersund (Suède)

- Planifier le voyage vers l'Europe

Réseaux sociaux et mouvements secondaires de réfugiés

Plusieurs recherches ont permis de montrer que l'existence de réseaux transnationaux entre les espaces de premier accueil au « Sud » et les pays de destination au « Nord » était susceptible de favoriser les mouvements secondaires de réfugiés [Dorai, 2003 ; Moret *et al.*, 2006 ; Dorai, 2011]. A ce titre, on peut considérer que les premiers Syriens partis vers l'Europe entre 2012 et 2014 ont dans une certaine mesure pu jouer le rôle de « pionniers », ouvrant la voie à certains de leurs proches venus les rejoindre par la suite. Néanmoins, mis à part dans le cas des familles nucléaires, les réseaux personnels des réfugiés ne semblent pas avoir influencé en profondeur le choix du pays d'installation en Europe ; les principaux facteurs de sélection étant plutôt les politiques migratoires adoptées par les États d'accueil européen. En effet, en 2014, la Suède était perçue par mes interlocuteurs syriens comme une destination tout aussi attirante que l'Allemagne, à tel point qu'à la fin de ce séjour de terrain, j'envisageais plutôt de conclure mes recherches en 2016 en conduisant une série d'entretiens avec d'anciens habitants de Deir Mqaren exilés en Scandinavie. Lors de mon retour dans le royaume hachémite en 2015, la tendance observée l'année précédente s'était largement inversée ; les gens du village ne parlaient plus que de l'Allemagne, un pays géographiquement plus proche que la Suède - et donc plus facile d'accès par voie terrestre - mais ayant surtout fait preuve d'une politique d'accueil au retentissement médiatique mondial.

Même en l'absence de réseaux sociaux solidement ancrés entre pays de départ et d'installation, les relations interpersonnelles jouent un rôle important dans les mouvements secondaires des réfugiés vers l'Occident. Sur le plan économique par exemple, c'est souvent par le biais de leurs réseaux personnels que les candidats au départ réussissent à réunir la somme nécessaire au financement de leur périple. Sur ce point, si aucun de mes interlocuteurs n'a accepté de me dévoiler l'identité précise des personnes leur ayant avancé de l'argent pour partir en Europe, tous m'ont affirmé avoir obtenu un prêt de la part de Syriens et de Jordaniens ; ces derniers pouvant être des membres de leur famille, des amis, ou encore des clients et autres partenaires commerciaux. Notons également que plusieurs enquêtés ont spécifié que pour financer ces voyages, eux même,

ainsi que leurs proches partis en Europe, avaient été contraints de vendre certains des biens qu'ils possédaient en Syrie - des bijoux, des meubles, des terres, voire leur maison - à d'autres habitants de Deir Mqaren ou des villages environnants. Au cours de l'année 2015, lorsque les portes de l'Union européenne se sont un temps (entr)ouvertes, certaines personnes ne disposant pas de suffisamment de moyens financiers pour partir en famille ont par ailleurs confié leurs enfants à des proches en partance pour l'Allemagne. C'est notamment ce qu'a fait Bachar L. lorsque son neveu Faysal est parti rejoindre Yasmin en Bavière en octobre 2015, afin selon lui « *d'offrir [à ses deux fils] un avenir meilleur et un niveau d'éducation qu'ils n'auraient jamais pu avoir en restant en Jordanie, quitte à vivre séparé d'eux pendant plusieurs années* ». Dans ces cas là, les réfugiés confiaient prioritairement leurs enfants à des membres de la famille.

D'après Khalid Koser et Charles Pinkerton [2002], les demandeurs d'asile désireux de se rendre en Occident perçoivent également leurs réseaux personnels comme la source la plus fiable afin d'obtenir des informations sur les conditions de vie au sein des pays de destination envisagés, ainsi que sur les moyens les plus efficaces pour s'y rendre. Avec la généralisation des technologies de l'information et des communications (TIC), désormais accessibles à la majeure partie des habitants de la planète, il est en effet facile pour les migrants de rester en contact avec leurs proches, où qu'ils soient. En ce sens, ces outils peuvent être perçus comme des canaux d'échanges, au sein desquels circulent instantanément et à moindre frais différentes ressources migratoires, telles que de l'argent ou tout autres types de biens immatériels, essentiels à la mise en mobilité des individus [Diminescu, 2014]. Sur ce point, Michael Collyer va jusqu'à affirmer à propos des migrants irréguliers qu'il a rencontrés durant ses enquêtes de terrain au Maroc que « *leurs voyages seraient quasiment impossibles sans l'existence de communications mobiles à bas prix, tels que les téléphones portables et l'accès aux emails, qui permettent de relayer rapidement des informations et de maintenir des liens entre les individus en mouvement*²⁴² » [2007 : 674].

Si ces outils de communication à distance permettent en premier lieu aux migrants de maintenir des contacts avec les membres de leurs réseaux personnels, ils leur offrent également la possibilité d'activer des « liens latents²⁴³ », pour entrer par exemple en contact

242 « *Their journeys would be virtually impossible without cheap mobile communications, such as mobile phones and email access, which relay information quickly and maintain links between individuals on the move* ».

243 Selon Caroline Haythornthwaite [citée par Lyngstad, 2015], les « liens latents » existent techniquement à travers les

avec des passeurs. C'est précisément de cette façon que les candidats à l'exil pour l'Europe originaires de Deir Mqaren ont trouvé les moyens de rallier les îles grecques à partir des côtes turques. Depuis le début de l'insurrection, Khalil et Abu Amid, deux anciens habitants du village, se sont installés à Istanbul. Avec l'augmentation du nombre de personnes désireuses de rejoindre clandestinement le territoire de l'Union européenne, ces deux individus ont rapidement servi d'intermédiaires entre des passeurs turcs et des habitants du village souhaitant quitter le Moyen-Orient, tirant des profits financiers (somme toute assez minces) de ces mises en relation. Selon les dires des enquêtés, tous les exilés de Deir Mqaren partis clandestinement en Europe *via* la « route des Balkans » seraient ainsi passés par l'intermédiaire de Khalil ou Abu Amid afin de se rendre en Grèce. Les modalités d'accès de la population du village à cet itinéraire se sont donc révélées très largement similaires ; certaines personnes en provenance de Jordanie, du Liban et de Syrie, se rejoignant également parfois à Istanbul, afin d'effectuer ensuite conjointement le reste du voyage jusqu'en Allemagne.

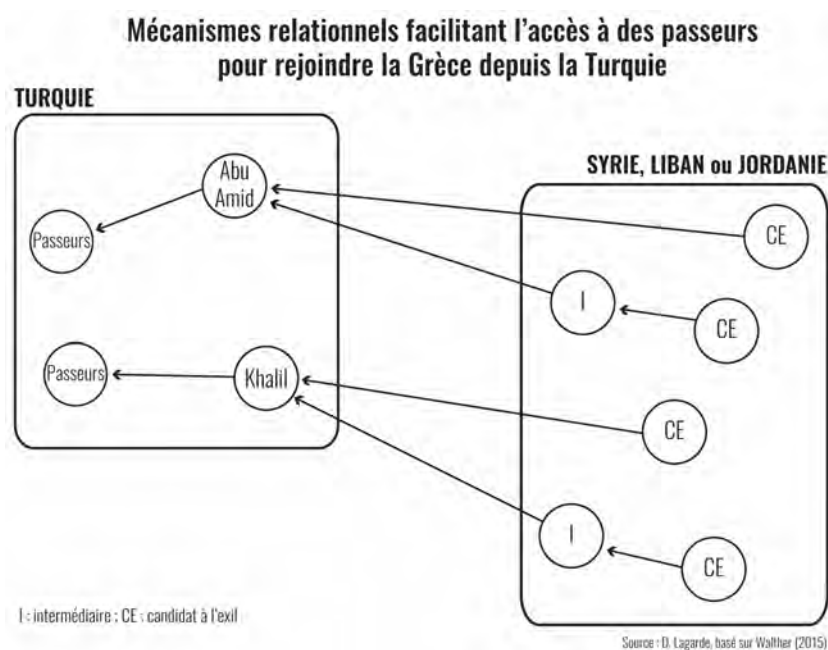


Diagramme 21 Mécanismes relationnels facilitant l'accès à des passeurs en Turquie

supports de sociabilités numériques et les communautés virtuelles, sans pour autant avoir été effectivement activés. Une fois que tel a été le cas, les liens latents sont susceptibles de se transformer par la suite en « liens faibles », voir même en « liens forts » [Granovetter, 1973]. A titre d'exemple tout à fait probant, l'un des enquêtés extérieur à la communauté villageoise de Deir Mqaren interrogé en Égypte en 2013 a fait la connaissance sur *Facebook* d'une « amie d'amis » résidant au Brésil. Après l'avoir ajoutée à sa liste de contacts, ils ont commencé à *chatter* quotidiennement, au point d'initier par la suite une « relation amoureuse » en ligne. Quelques mois plus tard, cet enquêté est parti rejoindre sa fiancée au Brésil où il s'est installée avec elle.

Modalités d'accès à « la route des Balkans » depuis la Jordanie

Comme me l'affirmait Majed A. en octobre 2015, quelques semaines avant son départ pour l'Allemagne, « *pour se rendre en Europe, rien de plus facile. Il suffit d'appeler Abu Amid et il se charge de tout organiser. Je vais rejoindre ma grande sœur et son mari [venus directement de Deir Mqaren] en Turquie et ensuite, il nous amènera retrouver les passeurs qui nous guideront vers la Grèce. Puis de là, il nous suffira de suivre les autres [réfugiés]. Désormais, il est plus facile d'aller en Europe que de rentrer en Syrie !* ». S'il faut reconnaître que cette assertion n'était pas totalement dénuée de sens - à condition toutefois de s'en tenir uniquement aux ressortissants syriens, irakiens et afghans durant la seule période allant du mois d'août 2015, à la signature des accords de réadmission conclus entre l'UE et la Turquie en mars 2016²⁴⁴ - un tel voyage n'en reste pas moins risqué et extrêmement éprouvant, tant du point de vue physique que psychologique. En témoignent d'ailleurs l'émotion perceptible dans le regard et la voix de Majed l'été suivant à Dortmund, lorsqu'il me confiera ses impressions sur le périple effectué afin d'arriver jusque-là. En effet, la gravité du ton qui était le sien ce jour-là tranchait en tout point avec la décontraction qu'il affichait l'année précédente en Jordanie ; renforçant la thèse de Gadi BenEzer et Roger Zetter [2015], qui considèrent que ce type de voyages constitue une expérience profondément (trans)formatrice pour les réfugiés, faisant de ces aventures l'un des épisodes les plus puissants et les plus fondateurs de leurs parcours de vie.

Une expérience de terrain jordanienne illustre particulièrement bien les différents aspects de la préparation des voyages clandestins des réfugiés entre le Moyen-Orient et l'Union européenne. Le 30 octobre 2015 en fin d'après-midi, alors que je me trouvais à l'IFPO, je reçois un appel de Fadia, qui me propose de venir dîner chez elle le soir même. Mahmoud J., et son épouse Fatima - la fille de Bachar L. - ont un vol réservé pour le lendemain matin à destination d'Istanbul. Nawfel, le fiancé de Fadia, s'est proposé de les amener jusqu'à l'aéroport, et Ibtissam de leur cuisiner un *mensaf* au poulet, le plat préféré de Mahmoud, « *d'autant plus lorsqu'il est préparé par [sa] tante !* ». Fadia estime donc à juste titre que son témoignage pourrait être tout à fait intéressant pour ma recherche. J'arrive à Tabarbour vers 19h, précédé de quelques minutes par les invités d'honneur de la soirée. Nous nous empressons de passer à table, et en l'espace d'à peine un quart d'heure, il ne

²⁴⁴ Sur plus de détail sur la question des accords de réadmissions signés entre l'UE et la Turquie, ainsi que sur leurs conséquences sur la vie des migrants, consulter les textes de Laurence Pillant et Nausicaa Preiss dans *l'Atlas des migrants en Europe* [2017 : 100 - 103].

reste déjà plus rien du plat préparé avec soin par Ibtissam durant toute l'après-midi. En engloutissant trois généreuses assiettes remplies à ras-bord par sa tante comme s'il s'agissait de son dernier repas, Mahmoud a pleinement fait honneur à ce met traditionnel du Proche-Orient. Une fois rassasié, et sous les rires de ses proches, ravis de le voir apprécier avec autant d'appétit cette généreuse cuisine familiale, il admet avoir pris d'autant plus de plaisir à manger, qu'il n'est pas sûr « *de pouvoir goûter à un mensaf de si tôt en Allemagne...* ». Nous passons ensuite au salon afin d'échanger de manière plus formelle sur le parcours de Mahmoud et son projet migratoire. Après une quarantaine de minutes d'entretien, nous en venons aux facteurs ayant influencé son désir de quitter la Jordanie pour s'installer en Europe : « *Même avec mon logement de fonction gratuit²⁴⁵, je ne gagne pas suffisamment d'argent pour vivre correctement. En plus, comme je n'ai pas de permis de travail, je dois toujours faire attention à ne pas me faire contrôler. Je suis donc tout à fait disposé à prendre des risques pour améliorer ma situation et celle de ma famille, puisque de toute façon, la vie en Europe ne pourra pas être plus difficile qu'ici. (...) La situation est tellement désespérée en Jordanie qu'un de mes oncles m'a même confié son fils de 10 ans pour que je l'amène avec moi. Je veillerai sur lui comme s'il s'agissait de mon propre fils et ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour lui offrir un avenir meilleur !* ».

Si Mahmoud n'a pas de compte *Facebook*, il a néanmoins plusieurs fois échangé par *WhatsApp* et *Viber* avec des amis arrivés en Allemagne au cours des mois précédents. S'il a décidé de les imiter, c'est qu'il estime qu'en Europe, c'est précisément au sein de ce pays qu'il aura le plus de chances de bénéficier d'un accueil bienveillant et d'un emploi stable. Afin de financer son périple, celui de son épouse et de leur fille, il a été contraint d'emprunter 5 000\$ à des proches. A l'instar de Majed, il ne s'est pas réellement préoccupé de la préparation de son voyage. Tout ce qu'il sait lui aussi, c'est qu'il devra commencer dans un premier temps par se rendre à Istanbul et qu'une fois en Grèce, il n'aura qu'à se contenter de suivre les autres réfugiés qu'il rencontrera sur la route. Afin de trouver des passeurs qui lui permettront d'arriver jusque là, son beau-père Bachar L. s'est chargé de contact Khalil - l'ancien habitant de Deir Mqaren installé à Istanbul depuis le début de l'insurrection. « *Comme je ne le connais pas très bien, j'ai préféré que mon beau-père gère tout cela avec lui. Il arrive qu'il fasse payer certains gars du village pour les mettre en lien avec des passeurs, mais pour d'autres, il fait ça gratuitement. Étant donné qu'il connaît mieux mon beau-père que moi, j'espère qu'une fois en Turquie, il ne nous demandera rien, mais ça, impossible de le savoir avant d'arriver. En tout cas, Faysal, qui est parti quelques semaines avant nous, n'a pas eu à payer (...)* ».

245 Voir « ...à l'origine d'une multiplication des bifurcations professionnelles » dans la deuxième partie du chapitre 7.

Normalement, Khalil sera à l'aéroport Sabiah Gökçen pour nous attendre et nous amener jusqu'aux passeurs turcs qui nous amèneront ensuite jusqu'à la côte pour rejoindre la Grèce en bateau. (...) Pour la traversée, nous devons payer 1 100\$ chacun. Seule ma fille bénéficie d'un prix, comme ce n'est encore qu'un bébé. Pour elle, le tarif est de 550\$. Comme aucun d'entre nous ne sait nager, Faysal a bien insisté sur le fait que nous devons acheter des gilets de sauvetage avant de partir pour la côte, donc nous avons aussi prévu un petit budget pour ça ».

Au cours de l'été 2015, le collectif *Watch The Med*²⁴⁶ a commencé à faire circuler des brochures afin de mettre en garde les migrants sur les dangers des traversées maritimes, mais également dans le but de les informer sur leurs droits en cas d'arrestation en mer, où lors de leur arrivée sur le territoire de l'Union européenne. Sans chercher à interférer avec la décision de Mahmoud de quitter la Jordanie pour partir en Europe, je me suis tout de même permis de lui transférer sur son téléphone la version arabe de cette plaquette d'informations, en lui conseillant de prendre quelques minutes pour la consulter avant son départ de Turquie. Même si à la fin de notre entretien, Mahmoud estimait être assez confiant quant à la suite de son parcours, il admettait toutefois appréhender la traversée, tout en s'en remettant à Dieu : « *Inch'Allah, tout se passera bien...* ».

- Entraves migratoires sur la « route des Balkans »

Afin de rejoindre clandestinement l'Europe, les Syriens ont d'abord privilégié la route libyenne. Bien que particulièrement dangereuse, celle-ci leur permettait toutefois de rejoindre l'Italie directement depuis la Libye, pays dans lequel ils se rendaient après avoir transité au préalable par l'Algérie et la Tunisie, deux États auxquels ils ont longtemps pu accéder librement, munis d'un simple passeport. A partir du début de l'année 2015, lorsque les autorités algériennes ont introduit l'obligation de visa à l'encontre des Syriens, un nombre croissant de candidats au départ pour l'Europe se sont alors engagés sur la « route des Balkans ». Dans les deux cas, les réfugiés étaient contraints de recourir aux services de passeurs, afin de franchir les nombreuses frontières à traverser afin d'atteindre le nord-ouest du continent européen. Ainsi, si les réseaux personnels des réfugiés constituent d'importants vecteurs de ressources dans les pays limitrophes de la Syrie - influençant non seulement leur accès à la mobilité, mais également leur choix de destination et leurs modalités d'accès à l'emploi et au logement - les politiques migratoires

²⁴⁶ <http://watchthemed.net/index.php/page/index/10>

coercitives mises sur pied par l'Union européenne depuis la fin des années 1990 n'ont eu de cesse d'annihiler les effets de réseaux sur les conditions du mouvements des personnes en route vers l'Europe [Collyer, 2005]. On peut donc considérer que dans le cas des migrations secondaires des réfugiés syriens entre le Moyen-Orient et l'Union européenne, l'efficacité de leurs réseaux personnels décroît à mesure qu'ils s'éloignent de leur région d'origine. Les candidats à l'exil bloqués à l'extérieur de l'espace Schengen sont en effet contraints de s'insérer dans les étroites brèches qui s'ouvrent çà et là dans cet édifice, en s'appuyant sur une multitude d'individus jusqu'alors inconnus, en premier lieu desquels figurent les passeurs, détenteurs des clés de leurs voyages clandestins. Du fait de l'étanchéité des frontières européennes et de leur absence totale de connaissance de l'environnement géographique au sein duquel ils sont amenés à évoluer, que ce soit sur le pourtour méditerranéen ou à l'intérieur même du continent européen, ces individus en mouvement sont contraints d'interagir avec un nombre importants d'acteurs, afin de continuer leur progression vers leur destination finale. Cette situation les amène en premier lieu à recourir à plusieurs passeurs pour franchir chacun des obstacles se dressant sur leur route. Leur grande dépendance à ces trafiquants, animés par des motivations purement économiques, les rend par ailleurs très vulnérables, dans la mesure où ils sont exposés au racket et à divers autres dangers, se soldant parfois par la séquestration, voire par la mort dans un nombre croissant de scénarios. Cette augmentation du nombre d'individus impliqués dans les itinéraires migratoires des hommes et des femmes en route vers l'Europe se traduit également par la constitution de groupes de voyageurs se formant sur la route, permettant à ces derniers de mutualiser leurs ressources, leurs efforts, et d'affronter ensemble les difficultés inhérentes aux longs périple dans lesquels ils se retrouvent « embarqués ». Dans ces cas là, les rapprochements s'effectuent généralement sur la base d'appartenance à une même communauté d'origine, partageant non seulement une histoire, une langue, une culture, mais également une souffrance communes. Les épreuves traversées lors de ces longs et éprouvants voyages migratoires peuvent aussi donner lieu à la naissance de relations amicales parfois particulièrement fortes et durables, participant ainsi pleinement à la recombinaison des réseaux personnels des exilés [Wissink et Mazzucato, 2018].

Istanbul : *hub* migratoire des circulations syriennes vers l'Europe

Quelques mois avant le départ de Mahmoud pour l'Allemagne, Yasmin G. fit partie des premières personnes originaires de Deir Mqaren à s'engager sur la « route des

Balkans ». En effet, après avoir quitté le camp d'Azraq avec une permission de sortie de courte durée, obtenue grâce à l'entremise des contacts jordaniens de Faysal, elle et ses enfants n'y sont jamais retournés par la suite. Cette situation les a contraint à vivre dans la clandestinité, tout en les incitant à poursuivre leur route vers un pays leur donnant accès à un statut juridique pérenne. Après avoir rejoint Faysal chez Rim A., dans le quartier de Jabal al-Taj, où le couple et leurs quatre enfants ont séjourné durant un mois, la famille s'est rendue chez Bachar L. à Dahiyet al-Rasheed pendant une quinzaine de jours. De là, ils ont ensuite passé un mois et demi chez Hamza G. et Alaa Z. à Irbid. Comme l'explique Yasmin²⁴⁷ « *avant que nous puissions partir, Faysal a dû travailler d'arrache-pied afin de mettre suffisamment d'argent de côté pour financer une partie de notre voyage. Il passait beaucoup de temps sur les routes entre les différentes villes du pays*²⁴⁸ *et venait nous voir autant que possible chez nos proches. Malgré tout, cela n'a pas suffi à payer le voyage pour l'ensemble de la famille. Nous avons donc décidé que je partirait la première avec Abdallah et Imad [les deux plus jeunes enfants du couple] et que Faysal me rejoindrait par la suite avec Ramia et Fares, lorsqu'il aurait réussi à mettre suffisamment d'argent de côté pour nous rejoindre* ».

247 Cet entretien s'est déroulé sur *Skype* durant mon séjour de terrain en Jordanie de 2015, avec Fadia assurant une partie de la traduction. Yasmin résidait alors à Dingolfing, en Bavière, dans un centre d'accueil pour demandeurs d'asile. Au total ce jour là, la collecte de son récit de vie aura duré près de quatre heures.

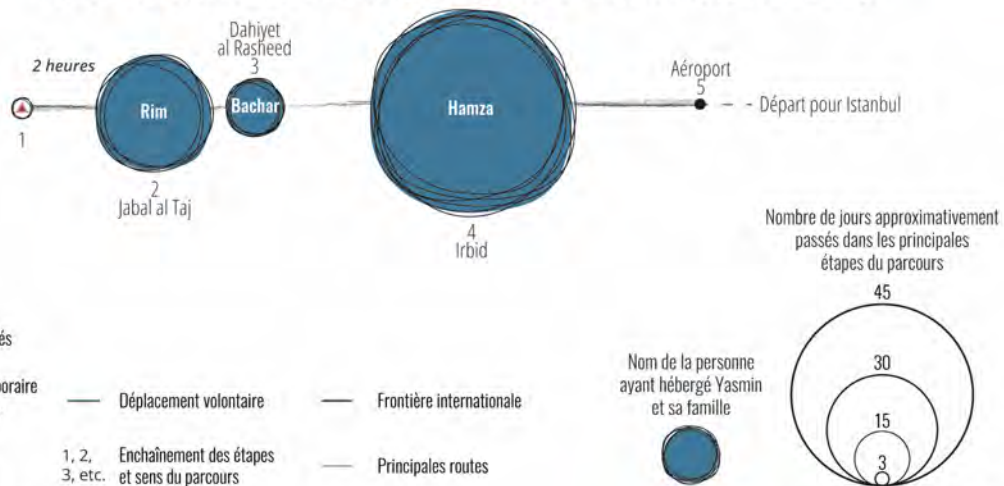
248 D'après Yasmin, à ce moment là, en plus de la vente ambulante, son mari tentait de reprendre son activité de fournisseur en réactivant ses anciens contacts auprès des épiciers jordaniens qu'il avait l'habitude d'approvisionner avant le conflit. Je n'ai jamais vraiment réussi à reparler de cette période d'activité avec Faysal lors de mon séjour en Allemagne.

Parcours de Yasmin de sa sortie du camp à son départ pour l'Europe - décembre à avril 2015

Durant plus de trois mois, Yasmin et ses enfants ont vécu chez des membres de leur famille résidant en Jordanie, jusqu'à ce que l'irrégularité de leur situation administrative les incite à quitter le royaume pour aller s'installer en Europe.



Durée des déplacements et temps de présence aux lieux (approximatifs)

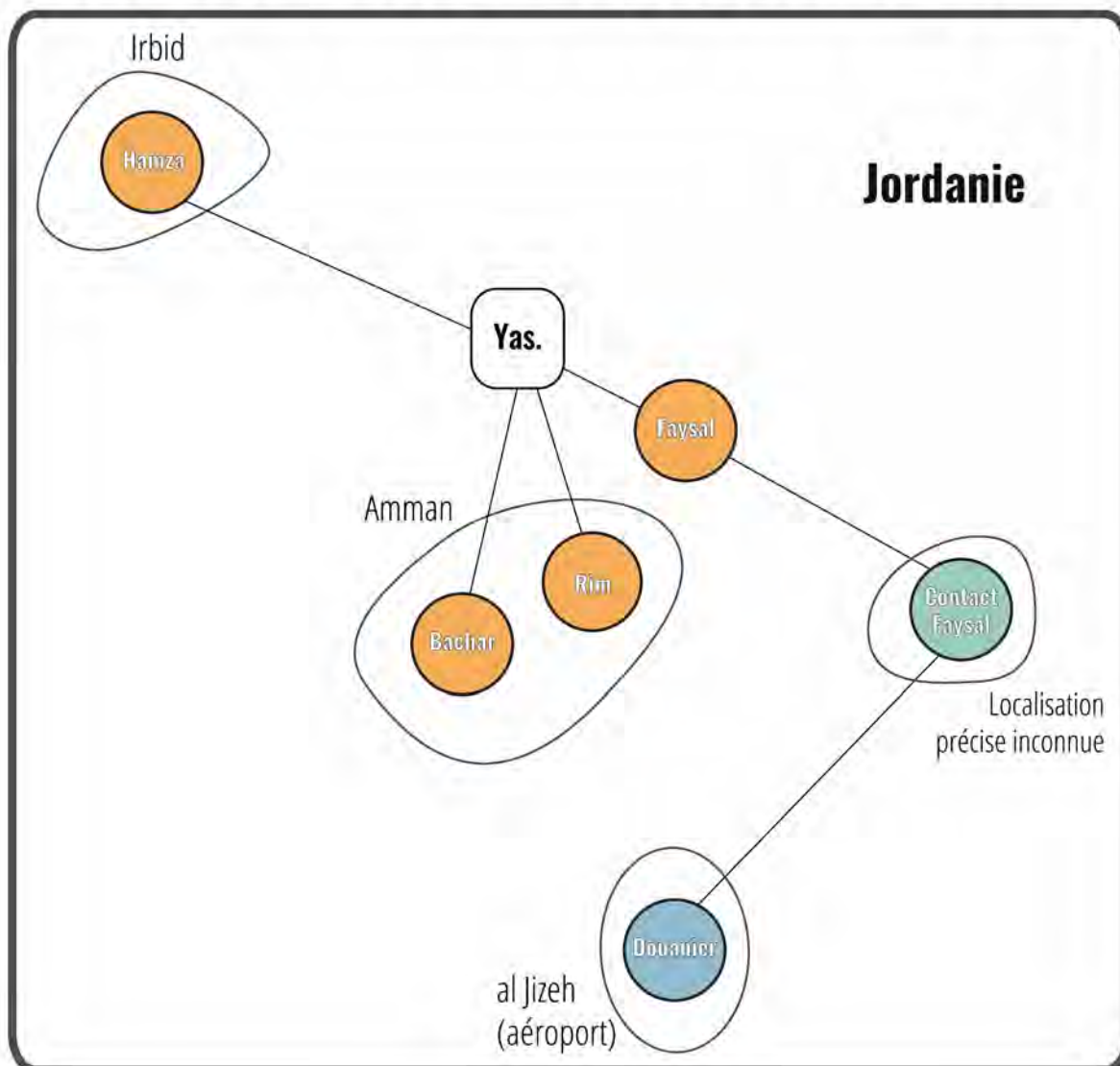


Source : Natural Earth Data : entretien avec Louai (octobre 2015)

Conception et réalisation : D. Lagarde, mars 2018

Carte 63 Parcours de Yasmin G. entre sa sortie du camp d'Azraq et son départ pour Istanbul

Réseaux de l'accès aux ressources de Yasmin



Nature des ressources



Logement



Obtention d'une autorisation de quitter le territoire



Informations/mise en relation

Individus et organisations



Yasmin



Alter

Localisation géographique



Ville



Pays

Conception et réalisation : D. Lagarde, mars 2018

Source : Entretiens avec Yasmine par visioconférence, Amman/Dingolfing (11/2015)

Diagramme 22 Réseaux de l'accès aux ressources de Yasmin G. en Jordanie

Constitution du groupe au sein duquel Yasmin G. a voyagé au départ d'Istanbul

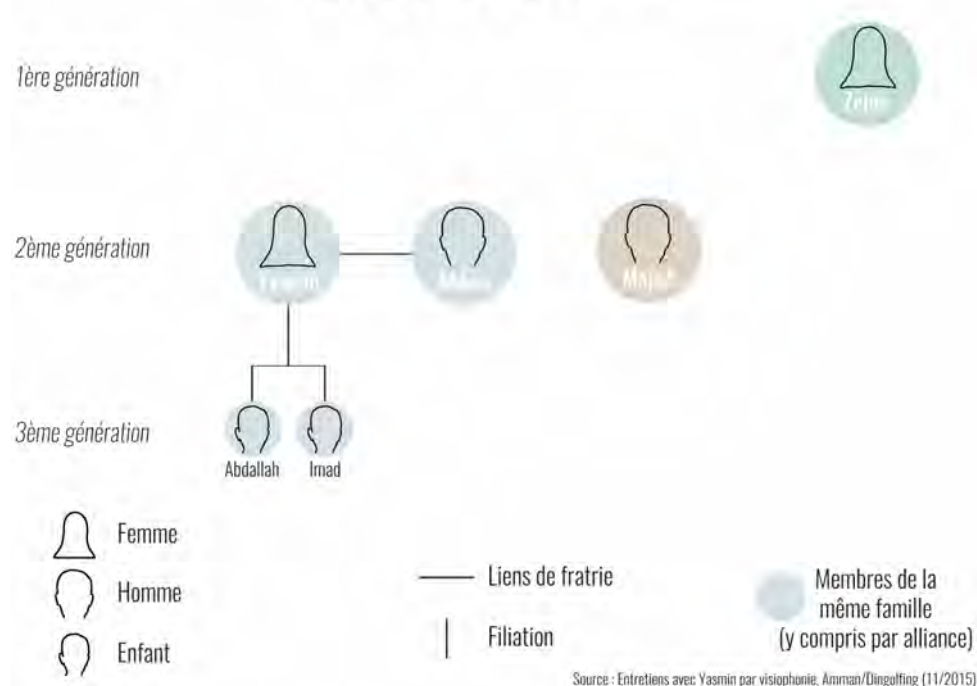


Diagramme 23 Personnes auprès desquelles Yasmin G. a voyagé au départ d'Istanbul

A l'instar de Wassim N., Abbas G., le frère de Yasmin, réfugié au Liban avec sa famille, pris à la même période la décision de partir seul en Europe, afin de tenter par la suite de faire venir légalement sa femme et ses enfants. « *Ma tante Zeina B. [arrivée en Jordanie en avion en mai 2013 depuis Beyrouth] dont je suis très proche, et qui étaient également ma voisine au village, souhaitait elle aussi partir pour l'Allemagne. Nous avons donc décidé de voyager ensemble et de rejoindre mon frère et son ami Ezzedin J.²⁴⁹, lui aussi originaire de Deir Mqaren. (...) Nous avons contacté Abu Amid pour qu'il se charge de nous mettre en contact avec des passeurs et qu'il vienne nous récupérer à l'aéroport pour nous emmener ensuite à Istanbul* ». Mais avant d'embarquer à destination de la mégalopole turque depuis l'aéroport d'Amman, étant donné que Yasmin et ses enfants se trouvent en situation irrégulière en Jordanie, Faysal fait une nouvelle fois jouer ses contacts afin qu'ils puissent sortir du pays sans rencontrer de problèmes à la douane. « *Ce n'est pas sûr qu'on nous aurait embêté pour sortir, étant donné que les Jordaniens sont plutôt contents de voir partir les Syriens. Mais pour être certains de n'avoir aucun souci, Faysal a payé un wasta de 300 dinars à des fonctionnaires jordaniens de l'aéroport* ».

²⁴⁹ Au cours de mon séjour jordanien de 2014, j'ai eu l'occasion de m'entretenir rapidement avec Ezzedin dans les rues de la ville basse à Amman. Avec l'arrivée d'agents de la municipalité chargés de déloger les vendeurs de rues ne disposant pas d'autorisation, notre discussion a toutefois tourné court et je n'ai jamais eu l'occasion de le revoir par la suite. Le long entretien que j'ai mené avec Yasmin par Skype l'année suivante m'a permis d'apprendre qu'il avait ensuite poursuivi son parcours jusqu'au Liban, avant de finalement rejoindre l'Allemagne par la « route des Balkans ».

Le 27 avril 2015, Zeina, Yasmin et ses deux enfants Abdallah et Imad partent d'Irbid pour rejoindre l'aéroport Queen Aliah, situé sur la commune d'al-Jizah, à une trentaine de kilomètres au sud de la ville d'Amman. Une fois à Istanbul, Abbas et Ezzedin, à peine arrivés de Beyrouth, les attendent comme convenu avec Abu Amid, qui ramènent le groupe chez lui pour y passer la nuit. Le lendemain matin, ils se rendent à Izmir, où ils retrouvent les passeurs turcs avec lesquels Abu Amid a l'habitude de travailler, ainsi que plusieurs autres habitants du village, partageant leur objectif de rallier les côtes grecques, pour se rendre ensuite en Europe de l'Ouest. « *L'une des premières choses que nous avons faites lorsque nous sommes arrivés là-bas a été d'acheter des gilets de sauvetage pour chacun d'entre nous. (...) Le soir même, nous sommes partis vers la côte avec les passeurs, jusqu'au nouqta²⁵⁰* ».

250 Le « *nouqta* », littéralement le point en arabe, est le lieu de rassemblement des candidats au départ pour l'Europe. Déterminé par les passeurs, il change en fonction des patrouilles de la *Jandarma* turque.

Parcours de Yasmin de l'aéroport d'Amman à Izmir - 24 avril 2015

Après avoir rejoint son frère Abbas et l'un de ses amis du village à Istanbul, accompagnée de sa tante Zeina et de ses deux plus jeunes fils, Yasmin et ses proche se sont rendus à Izmir afin d'y retrouver des passeurs turcs, avec lesquels ils sont entrés en contact par l'intermédiaire d'Abu Amid, un ancien habitant de Deir Mqaren résidant en Turquie depuis 2011.

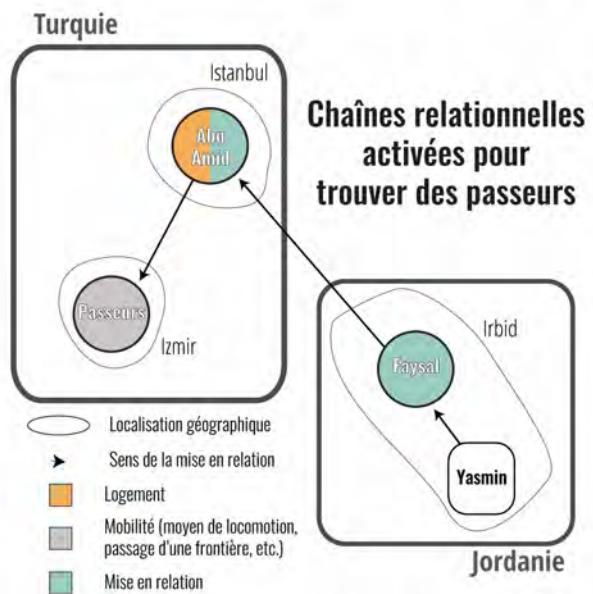


Temporalité de présence aux lieux et durée (approximatifs) des déplacements



* Le "nouqta", littéralement le "point" en arabe, est le lieu de rassemblement des candidats au départ pour l'Europe. Déterminé par les passeurs, il change régulièrement en fonction des patrouilles de la Jandarma turque.

Conception et réalisation : D. Lagarde, mars 2018
Source : Natural Earth Data ; entretien par visioconférence avec Yasmin (novembre 2015)



Carte 64 Parcours de Yasmin G. entre Amman et Izmir

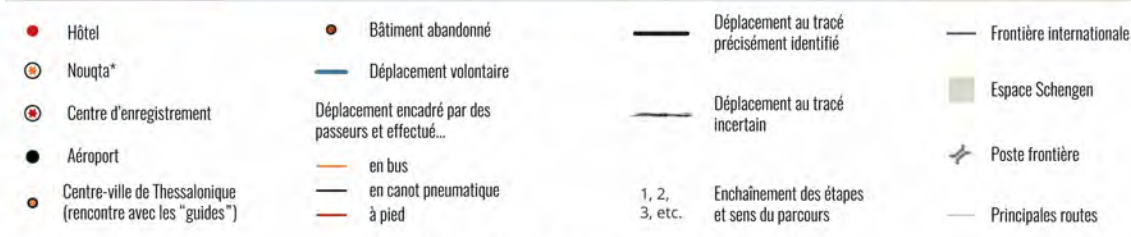
Diagramme 24 Chaînes relationnelles activées par Yasmin G. afin de trouver des passeurs

Rapide transit par la Grèce

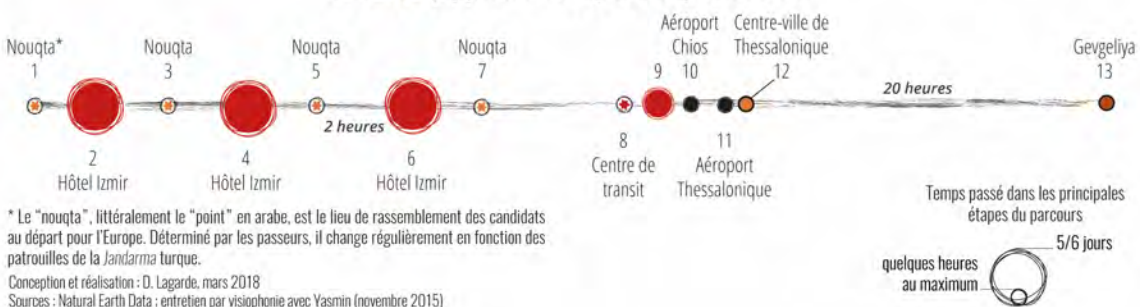
Au plus fort du passage des réfugiés, entre août et décembre 2015, des bus entiers convergeaient depuis plusieurs localités jusqu'aux « *nouqta* » situés le long de la côte, sur les bords de la mer Égée. Les passages s'effectuaient alors de manière relativement « facile », comme nous le verrons par la suite. Toutefois, en ce mois d'avril 2015, les gardes frontières sont encore largement sur le qui-vive, forçant souvent les passeurs à multiplier les tentatives de traversées infructueuses. *« Nous sommes arrivés sur la côte dans le but de rejoindre la Grèce à bord d'un bateau gonflable pouvant contenir 53 personnes, mais finalement, nous ne sommes pas partis car la jandarma patrouillait dans les environs. Les passeurs nous ont ramené à Izmir où nous avons dû prendre un hôtel. Tous les soirs, les passeurs nous ramenaient sur la côte pour traverser, ce que nous avons tenté de faire à trois reprises en nous faisant arrêter par les Turcs, alors que nous étions déjà à l'eau. Dans ces cas là, ils se contentaient de nous ramener sur la côte en nous confisquant nos gilets de sauvetage et nous laissaient repartir. Les passeurs nous récupéraient, nous ramenaient à l'hôtel à Izmir et le lendemain, nous retournions acheter des gilets, avant de retenter la traversée le soir même... Au final, si le coût du voyage en bateau jusqu'en Grèce s'élevait à 900\$ par personne, en réalité, nous avons dépensé beaucoup plus si on prend en compte les dépenses de logement, de nourriture et tous les gilets de sauvetage que nous avons dû racheter ».*

Parcours de Yasmin d'Izmir à Gevgeliya - du 28 avril à la mi-mai 2015

Après trois tentatives de traversée infructueuses, Yasmin et ses proches arrivent finalement à rejoindre l'île grecque de Chios à bord d'un canot pneumatique, avant de poursuivre leur trajet en avion jusqu'à Thessalonique



Temps de présence aux lieux et durée (approximative) des déplacements



Carte 65 Parcours de Yasmin G. entre Izmir et Gevgeliya

Après seize jours passés à Izmir, Yasmin et ses proches réussissent finalement à atteindre l'île de Chios sains et saufs, à bord d'un canot pneumatique. Dans les heures suivant leur arrivée, ils se voient délivrer une autorisation de séjourner dans le pays,

valable six mois²⁵¹. Ce sésame leur offre une relative liberté de circulation, leur permettant de rejoindre directement Thessalonique en avion depuis Chios. Toutefois, le « laissez-passer » qui leur a été délivré au moment de leur arrivée en Grèce n'autorisant pas ses détenteurs à circuler dans le département de Kilkís, limitrophe de la Macédoine, Yasmin et les siens doivent trouver un moyen de rallier à pied le village frontalier d'Idomeni, situé à environ soixante-dix kilomètres au nord de Thessalonique. Dès qu'ils arrivent dans cette cité portuaire, des « guides », prospectant aux abords des cafés de la ville, les approchent en leur proposant de leur indiquer le chemin à suivre. Comme c'est souvent le cas dans les Balkans, ces derniers, recrutés par des groupes mafieux contrôlant le trafic des passages dans la région, cherchaient à gagner suffisamment d'argent pour continuer leur propre route vers l'ouest du continent. En échange de 120€, ils ont parcouru le trajet à pied aux côtés de Yasmin et ses proches, ce qui leur a demandé une vingtaine d'heures afin de rallier la frontière. *« Nous sommes entrés en Macédoine à travers champs sans même nous rendre compte que nous venions de quitter la Grèce. (...) Les passeurs nous ont ensuite conduit jusqu'à un bâtiment abandonné, où se trouvaient déjà beaucoup d'autres réfugiés, dont des personnes du village que nous n'avions pas revu depuis la Turquie. Ce lieu était contrôlé par d'autres passeurs, qui nous ont dit que nous devons maintenant poursuivre notre route avec eux. Pour nous conduire jusqu'en Serbie, ils nous ont demandé 400€ par personne. Nous n'avions pas vraiment les moyens de négocier et avons accepté de nous plier à leurs conditions »*. Ce groupe d'exilés de Deir Mqaren est contraint de prendre place dans un camion, aux côtés d'autres demandeurs d'asile originaires du Moyen-Orient, d'Asie centrale et d'Afrique sub-saharienne. Les passeurs se mettent alors en route. Quelques kilomètres après leur départ, l'atmosphère à l'arrière du véhicule étant déjà devenue irrespirable, Yasmin, ses proches et une dizaine d'autres passagers préfèrent sauter du camion en marche, au moment où celui-ci s'engageait sur l'entrée de l'autoroute menant vers Skopje.

Arrestations, racket et retour forcés en Macédoine

A peine quelques centaines de mètres plus loin, un Turc arabophone les aborde en leur proposant de les mettre en contact avec de nouveaux passeurs, censés pouvoir les conduire en van jusqu'à la frontière macédonienne pour 400€ par personne. Yasmin, Zeina, Ezzedin, Abbas, les enfants, ainsi que sept autres Syriens acceptent la proposition.

²⁵¹ Cette autorisation de six mois n'est valable que pour les ressortissants syriens. Pour les autres nationalités, la validité de ce permis est limitée à 30 jours [pour un aperçu des modalités d'accueil des populations migrantes en Grèce, consulter : David Lagarde, 2015. « Le centre d'accueil temporaire d'Eleonas à Athènes : un camp d'étrangers au statut hybride sur la route de l'Europe occidentale », *antiAtlas des frontières*. <http://www.antiatlas.net/un-camp-detranagers-au-statut-hybride-sur-la-route-de-leurope-occidentale/>]

Après une après-midi passée à se cacher dans une forêt en lisière de Gevgeliya, le groupe accepte de suivre le rabatteur afin de rejoindre les passeurs et leur véhicule. « *Après une quinzaine de minutes, le Turc s'est mis à crier pour nous dire de nous enfuir, car la police macédonienne était là pour nous arrêter, mais il était déjà trop tard. (...) Les policiers ont demandé aux hommes de s'agenouiller et les ont fouillé longuement, en leur prenant tout l'argent qu'ils avaient sur eux. Heureusement que nous [Yasmin et ses proches] avons donné tout notre argent à Zeina pour qu'elle le cache dans ses sous-vêtements !* ». Les policiers repartent ensuite accompagnés du rabatteur, faisant dire à mon interlocutrice que ce dernier avait méticuleusement planifié son coup avec les agents des forces de l'ordre macédonienne. Suite à cette nouvelle mésaventure, ces treize Syriens décident de se rendre en Serbie à pied, en s'orientant à l'aide du GPS de leurs téléphones portables. Mais après quatre jours de marche éreintants, ils se font une nouvelle fois arrêter par la police, qui les reconduit directement jusqu'à la frontière grecque.

Acteurs impliqués dans la traversée de la Macédoine

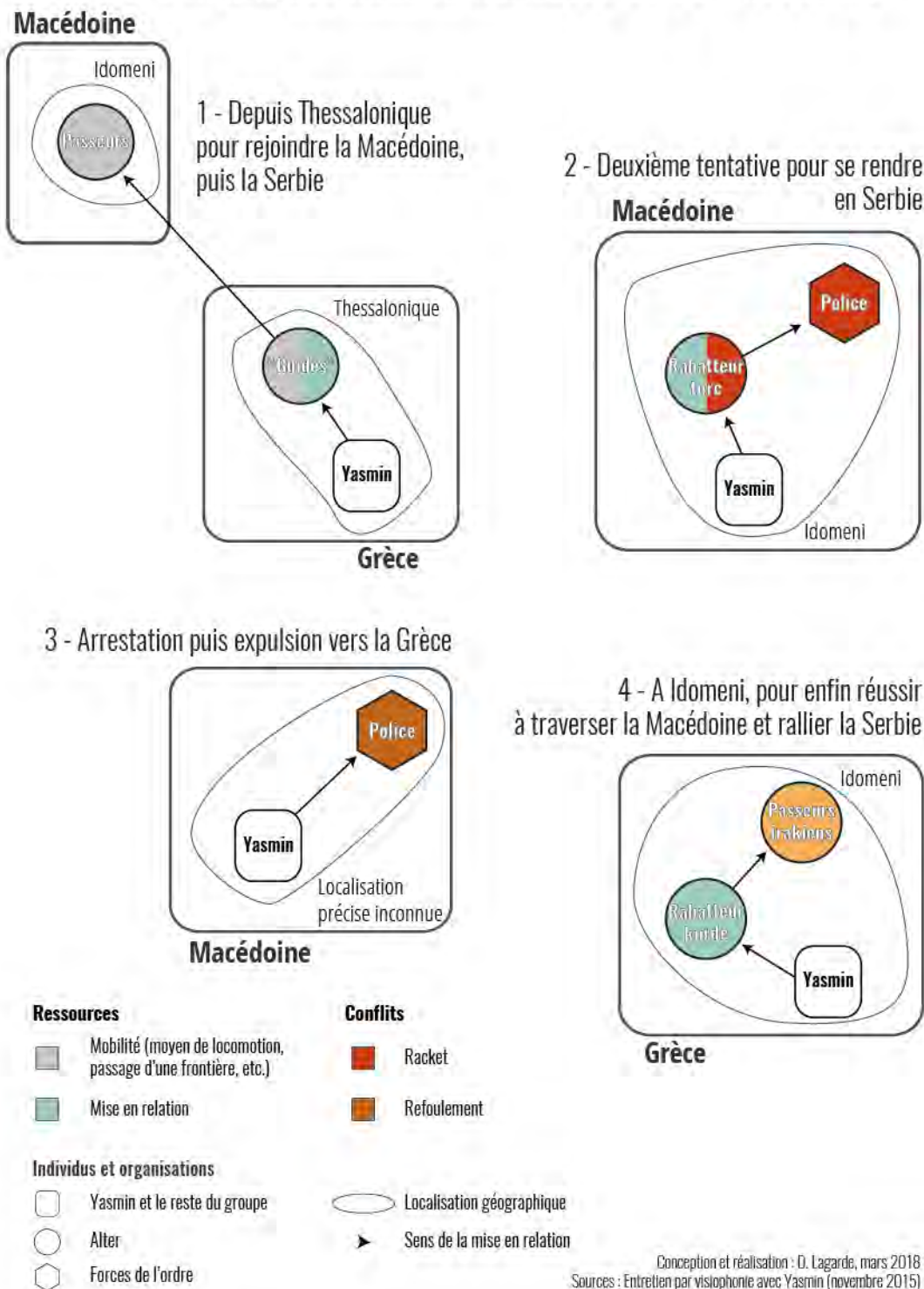
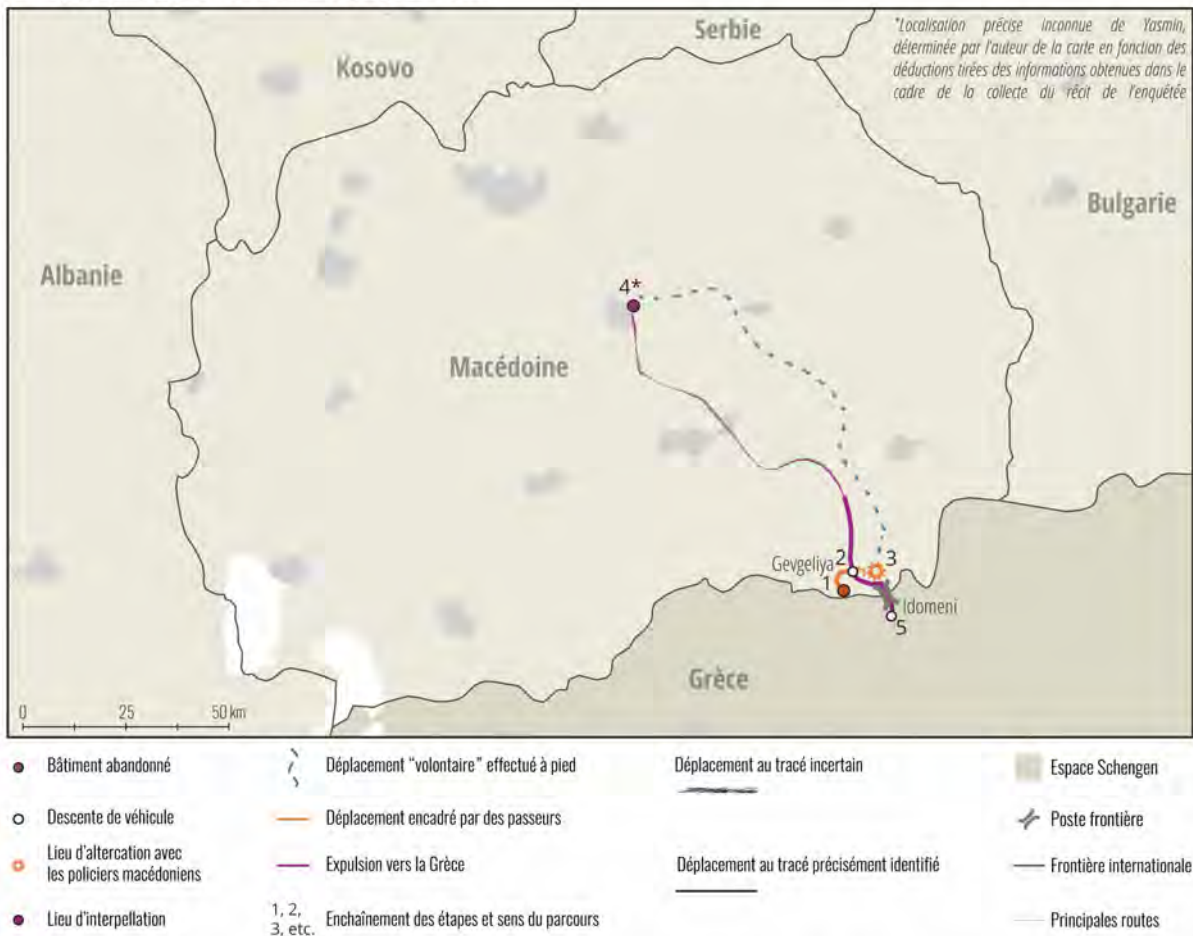


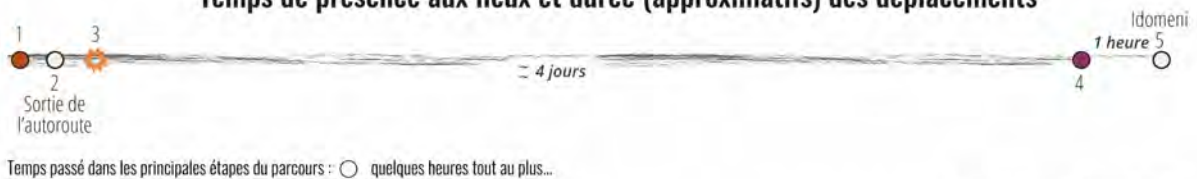
Diagramme 25 Réseaux d'acteurs impliqués dans le voyage de Yasmin G. en Macédoine

Parcours de Yasmin en Macédoine - mi-mai 2015

Après s'être faits racketés par des passeurs et des policiers macédoniens, Yasmin, ses proches, accompagnés de sept autres réfugiés syriens rencontrés à Gevgeliya ont décidé de poursuivre leur chemin vers la Serbie à pied, en s'orientant à l'aide du GPS de leurs téléphones portables. Finalement, après 4 jours de marche à travers la campagne macédonienne, les forces de l'ordre les ont appréhendés pour les reconduire jusqu'en Grèce.



Temps de présence aux lieux et durée (approximatifs) des déplacements



Conception et réalisation : D. Lagardie, mars 2018
Source : Natural Earth Data ; entretien par visiophonie avec Yasmin (novembre 2015)

Carte 66 Parcours de Yasmin G. en Macédoine (1^{ère} tentative)

A peine de retour à Idomeni, Yasmin et ses compagnons de route sont une nouvelle fois abordés par un rabatteur. Cette fois-ci, il s'agit d'un Kurde irakien, qui leur propose de les amener jusqu'en Serbie en voiture, en échange de 1 700€ par adulte. Exténués et soucieux de réussir à traverser la Macédoine le plus rapidement possible, Yasmin et les siens acceptent de payer cette somme et d'avancer le prix du trajet à leurs sept compagnons d'infortune, avec lesquels ils voyagent depuis maintenant cinq jours. « Comme les policiers macédoniens leur avaient volé quasiment toutes leurs économies, ils n'avaient plus

rien pour continuer leur route. Nous n'allions donc pas les laisser ici, sans rien, alors que nous avions de quoi leur avancer le prix du voyage... ». Après qu'ils aient versé la somme exigée par le rabatteur, celui-ci les confie à trois Irakiens, censés les amener rejoindre à pied les conducteurs des trois voitures à bord desquels ils doivent se rendre en Serbie. Mais une nouvelle fois, Yasmin et le reste du groupe se font tromper par leurs passeurs. En effet, aucun véhicule ne les attend plus loin, forçant les exilés à s'engager dans une longue marche de quatorze heures, afin de rejoindre la gare de Negotino. De là, ils poursuivent leur trajet en train jusqu'à la ville de Veles, où ils arrivent vers 8h du matin. Ils repartent ensuite en fin de journée, toujours accompagnés de leurs passeurs, en direction de la frontière serbe. Une fois à Tabanovtsé, dernière ville macédonienne avant la Serbie, les trois passeurs les dirigent vers un bâtiment abandonné, situé dans la campagne au milieu des champs. Yasmin et le reste du groupe y ont été maintenus de force durant quatre jours, jusqu'à ce qu'ils acceptent de donner aux passeurs tout l'argent qu'il leur reste, à savoir 800€ au total.

Parcours de Yasmin en Macédoine - fin-mai 2015

Après leur expulsion vers la Grèce, Yasmin et le reste du groupe ont finalement réussi à traverser la Macédoine à pied et en train, en se faisant guider par trois "passeurs" irakiens. Mais une fois arrivés à proximité de la frontière serbe, ces derniers les ont séquestré durant 4 jours, avant de finalement les libérer contre le versement d'une rançon de 800€.



Carte 67 Parcours de Yasmin G. en Macédoine (2^{ème} tentative)

La Hongrie, dernier obstacle avant l'Allemagne

Ils peuvent alors continuer leur chemin jusqu'en Serbie, guidés par leurs passeurs irakiens. Dès leur arrivée sur le sol serbe, ils se rendent au poste de police de Preševo, comme le leur ont conseillé plusieurs réfugiés rencontrés depuis leur arrivée sur l'île de Chios. Les policiers leur délivrent des cartes de transit, leur permettant de se rendre en train jusqu'à Belgrade, grâce à l'argent que leur a avancé un Syrien originaire de Homs, fraîchement rencontré en Serbie. Une fois dans la capitale, les sept personnes avec lesquelles ils voyagent depuis Gevgeliya retirent dans un bureau de change l'argent que

des proches leur a transféré depuis la Syrie, permettant ainsi à Yasmin et aux siens de récupérer la somme qu'ils leur avaient avancé, et de rembourser également le Homsî leur ayant payé leur voyage entre Preševo et Belgrade. Cette somme leur permet également de prendre place à bord d'un taxi, qui leur a pris 150€ pour les amener jusqu'à Kanjiza, une localité située au nord de la Serbie. De là, ils continuent ensuite à pied jusqu'à Szeged, en Hongrie, où des policiers les appréhendent pour les diriger vers un immense hangar, utilisé par les autorités locales afin de canaliser et filtrer les flux de migrants se présentant aux frontières sud du pays. *« Seul Ezzedin a réussi à s'enfuir. Zeina, Abbas et les enfants avons été contraints de les suivre avec d'autres réfugiés ayant traversé la frontière en même temps que nous. (...) Pendant trois jours, les militaires qui géraient le camp ont tenté de prendre nos empreintes digitales, mais nous avons systématiquement refusé car [d'autres réfugiés rencontrés sur la route] nous avaient dit que cela pourrait nous causer des problèmes une fois arrivés en Allemagne »*. En plus des pressions psychologiques infligées aux réfugiés, Yasmin affirme que les employés hongrois intervenant dans le camp ne distribuaient de la nourriture en quantité suffisante qu'aux personnes acceptant d'être enregistrées, tandis que les autres devaient se contenter d'un peu de pain et de quelques tranches de mortadelle. Face à la détermination de Yasmin et de ses proches, les gestionnaires du camp acceptent finalement de les laisser quitter le hangar, leur permettant alors de poursuivre leur route en bus jusqu'à Budapest.

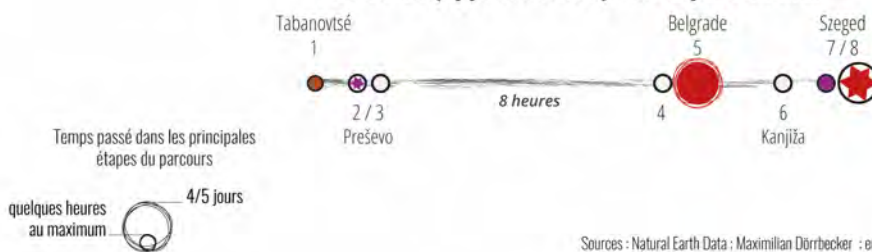
Parcours de Yasmin de Tabanovtsé à Szegeed - début juin 2015

Après une périlleuse traversée de la Macédoine, Yasmin et ses proches ont pu se rendre facilement jusque dans le nord de la Serbie afin de pénétrer sur le territoire de l'espace Schengen via la Hongrie. Mais après quelques heures de sommeil dans une forêt des environs de Szegeed, la police hongroise à interpellé ces réfugiés pour les placer dans un centre de transit.



- | | | | |
|------------------------------------|---|---|----------------------------|
| ● Bâtiment abandonné | — Déplacement volontaire | — Déplacement au tracé précisément identifié | — Frontière internationale |
| ⊙ Poste de police | — Déplacement encadré par des passeurs et effectué à pied | — Déplacement au tracé incertain | ■ Espace Schengen |
| ○ Changement de moyen de transport | — Déplacement encadré par la police hongroise | 1, 2, 3, etc. Enchaînement des étapes et sens du parcours | ✈ Poste frontière |
| ● Hôtel | — | | — Principales routes |
| ● Lieu d'interpellation | | | |
| ⊙ Centre d'enregistrement | | | |

Temps de présence aux lieux et durée (approximative) des déplacements



Conception et réalisation : D. Lagarde, mars 2018
Sources : Natural Earth Data ; Maximilian Dörrbecker ; entretien par visioconférence avec Yasmin (novembre 2015)

Carte 68 Parcours de Yasmin G. en Serbie

Dès leur arrivée à la gare routière, un chauffeur de taxi disposant d'un grand minibus leur propose de les amener directement jusqu'en Allemagne, avec une famille syrienne originaire d'Alep, en échange de 450€ par adulte. En à peine plus de six heures de

voyage par autoroute depuis la capitale hongroise, mais après un périple de quarante-six jours depuis leur départ du Proche-Orient, Abbas, Zeina, Yasmin et ses deux garçons atteignent enfin leur but, en arrivant dans la ville frontalière de Passau, le 12 juin 2015, vers 21h30. « *Lorsque nous sommes descendus du taxi, nous nous sommes rendus dans un snack où nous avons commandé des sandwiches et quelques sodas. Alors que nous étions tranquillement assis en train de manger, nous avons vu des policiers arriver sur le parking. Ils sont restés dans leur voiture, et après que nous ayons payé la note, lorsque nous sommes sortis du restaurant, ils sont venus vers nous pour nous demander très poliment d'où nous venions. Lorsque nous leur avons répondu que nous étions Syriens, ils nous ont souhaité la bienvenue en Allemagne et nous ont proposé de nous emmener jusqu'à un centre d'accueil* ». Quelques jours plus tard, Yasmin et ses proches sont transférés vers un centre de demandeurs d'asile situé dans la paisible bourgade bavaroise de Dingolfing, où ils retrouvent Ezzedin, ainsi que d'autres exilés originaires de Deir Mqaren. En septembre, tous se sont vus accorder un permis de séjour de trois ans, leur permettant de résider légalement en Allemagne, et de bénéficier d'une protection juridique et sociale équivalente aux ressortissants de leur nouveau pays d'accueil.

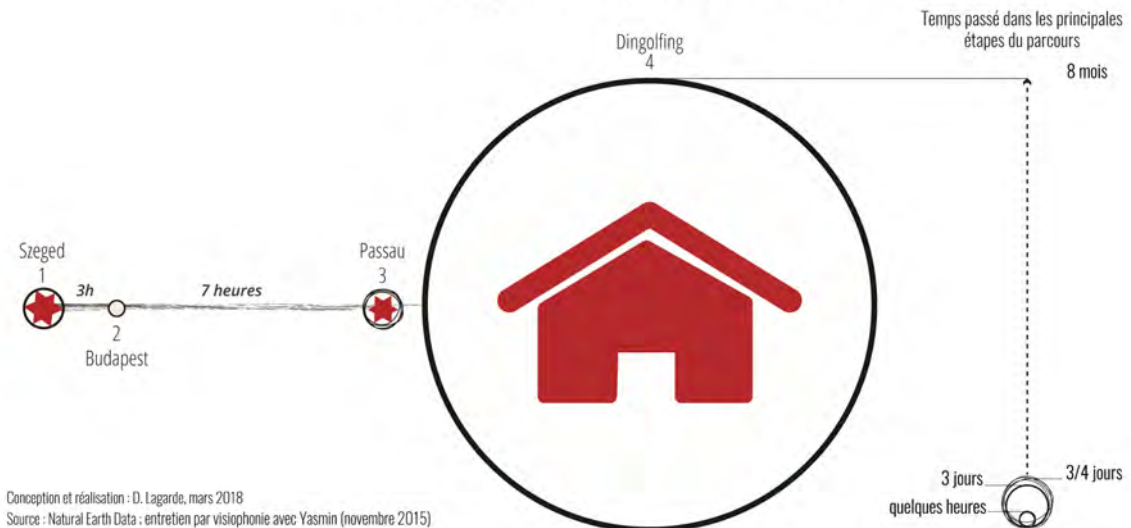
Parcours de Yasmin de Szeged à Dingolfing - début juin 2015

3 jours après leur arrivée dans le centre d'enregistrement de Szeged, les autorités hongroises ont finalement accepté de laisser Yasmin et ses proches poursuivre leur chemin. Après s'être rendus en bus à Budapest, ils ont ensuite continué en taxi. Après un périple de 46 jours depuis leur départ du Proche-Orient, Abbas, Zeina, Yasmin et ses deux garçons ont enfin atteint leur but, en arrivant dans la ville frontalière de Passau, le 12 juin 2015, vers 21h30.



- Centre d'enregistrement
- 🏠 Centre d'hébergement collectif
- Changement de véhicule
- Déplacement volontaire
- Enchaînement des étapes et sens du parcours
1, 2, 3, etc.
- Frontière internationale
- Espace Schengen
- ✈ Poste frontière
- Principales routes

Temporalité de présence aux lieux et durée (approximatifs) des déplacements



Conception et réalisation : D. Lagarde, mars 2018
Source : Natural Earth Data ; entretien par visioconférence avec Yasmin (novembre 2015)

Carte 69 Parcours de Yasmin G. en Europe centrale



Carte 70 Résumé du voyage de Yasmin G. entre Deir Mqaren et Dortmund

3. Les politiques d'accueil allemandes : une contrainte pour les réseaux des réfugiés ?

Les chapitres 6 et 7 ont permis de souligner l'influence déterminante des relations personnelles des réfugiés sur les différentes étapes de leurs parcours, en particulier lors de la phase d'installation en Jordanie, avant que le durcissement des politiques migratoires du gouvernement local ne vienne en partie contraindre ces effets de réseaux. Plusieurs auteurs ont montré que ce type de structures relationnelles pouvait aussi jouer un rôle significatif durant la phase d'installation initiale des réfugiés en « Occident ». En effet, ils sont susceptibles d'orienter leurs choix de lieux d'installation, de permettre de leur apporter un soutien moral, tout en facilitant aussi leurs recherches de logement et d'emploi, tout cela au sein d'un environnement culturel et social leur étant jusqu'alors largement inconnu [Lamba et Krahn, 2003 ; Dorai, 2006 ; Cheung et Phillimore, 2014 ; Suter et Magnusson, 2015]. Brigitte Suter et Karin Magnusson vont ainsi jusqu'à affirmer que les réseaux des réfugiés « *assurent une fonction que les institutions d'intégration officielles ne sont pas en mesure de remplir*²⁵² » [Suter et Magnusson, 2015 : 57].

Cette dernière section est basée sur un (court) terrain au caractère exploratoire, mené auprès d'une famille syrienne présente depuis six mois seulement au sein de son nouveau lieu de vie, à Eving, un ancien quartier ouvrier du nord de l'agglomération de Dortmund. Ce passage n'a donc pas vocation à proposer des conclusions hâtives, ni à fournir des réponses précises sur les conditions de vie des réfugiés installés en Allemagne. Les témoignages de quelques-uns des exilés de Deir Mqaren publiés ici ne se veulent pas non plus représentatifs de l'ensemble de la situation des Syriens récemment accueillis dans ce pays²⁵³. Mon intention vise plutôt à montrer l'impacte des politiques migratoires

252 « *As such, ethnic social networks are deemed crucial for the wider societal integration of refugees. Practically, this means that they can have beneficial effects on the integration process, and can often fill a function which official integration institutions are not able to* ».

253 J'ai également mené des entretiens et eu des discussions informelles avec d'autres Syriens rencontrés durant mon séjour en Allemagne. Tous étaient âgés d'une vingtaine d'années, provenaient d'un milieu urbain et disposaient d'un capital culturel et de ressources économiques plus élevés que mes interlocuteurs originaires de Deir Mqaren. Ils bénéficiaient également de conditions d'accueil différentes, semblant plus adaptées à leurs besoins, à leurs envies, mais aussi à leurs attentes. Certains étaient en effet accueillis chez des proches résidant déjà en Allemagne avant leur arrivée, ou encore dans un internat d'un centre de formation

allemandes sur les trajectoires des exilés originaires de cette bourgade de l'Anti-Liban, non seulement à l'échelle du territoire allemand, mais aussi en amont, durant leurs voyages entre le Moyen-Orient et l'Europe. Comme je me suis attaché à le faire depuis le début de cette recherche, je tenterai une nouvelle fois de mesurer l'influence des réseaux personnels des membres de cette communauté villageoise sur ces mobilités, ainsi que sur leur accès aux ressources en Allemagne. Ce faisant, il s'agira aussi de soulever quelques pistes de réflexions, ainsi qu'un ensemble de questions quant à l'influence jouée par les réseaux sociaux sur les modalités d'insertion des réfugiés au sein des communautés d'accueil en Europe²⁵⁴.

- Une courte entrouverture des frontières

Impact de la suspension (provisoire) du règlement de Dublin

A la fin de l'été 2015, la fin provisoire des contrôles dans les Balkans et la mise en place d'un corridor migratoire allant de la frontière gréco-macédonienne à l'Allemagne a permis aux exilés originaires du Moyen-Orient de se rendre par leurs propres moyens jusqu'à leur destination finale, faisant ainsi considérablement baisser le coût, tout comme la durée de leur voyage. Si les passeurs jouent toujours un rôle essentiel dans la réussite de leurs traversées maritimes vers la Grèce, ils sont en revanche devenus inutiles pour le passage des frontières terrestres ponctuant la suite de leur itinéraire. Pour les réfugiés installés dans les pays de premier accueil au Moyen-Orient et nourrissant déjà le plan de poursuivre leur route vers un pays de l'Union européenne, cette situation a constitué un facteur accélérant la réalisation effective du projet migratoire. Comme plusieurs enquêtés me l'ont affirmé à l'époque, il ne faisait pas l'ombre d'un doute pour eux que cette entrouverture des portes de l'Europe n'allait pas durer. De fait, il s'agissait donc du moment le plus opportun pour partir, dans la mesure où les conditions de voyages étaient, durant cette période, beaucoup plus favorables qu'à l'accoutumée. Cette baisse des contrôles migratoires dans les Balkans et en Europe centrale a donc surtout joué sur l'ampleur et la concordance des départs, plutôt que sur la prise de décision effective des

professionnelle d'Essen, dans lequel j'ai eu l'occasion de passer deux jours à leurs côtés. Entourés de jeunes de leur âge, partageant des centres d'intérêts et des objectifs professionnels communs, ainsi qu'un même lieu de vie - soit une situation propice au développement de nouvelles sociabilités [Doreian et Conti, 2012] - leurs conditions de vie et leur propre perception de leur situation en Allemagne étaient en de nombreux points diamétralement différentes de celles de mes hôtes, Yasmin et Faysal, et de Majed, leur autre invité durant le temps que j'ai passé chez eux.

²⁵⁴ Il existe de nombreux travaux autour de cette thématique. Pour un état de l'art sur la question, consulter le texte de Kindler *et al.*, 2015.

réfugiés installés dans les pays de premier accueil. Autrement dit, il fait peu de doute que l'écrasante majorité des réfugiés arrivés en Europe au cours de l'année 2015 seraient de toute façon venus par la suite, quitte à emprunter des routes plus coûteuses et dangereuses. De fait, la théorie de « l'appel d'air », si chère à un grand nombre de dirigeants politiques européens soucieux de combattre l'immigration « irrégulière », et de leur point de vue provoquée par cette ouverture des frontières mérite d'être largement relativisée. En effet, pour prendre l'exemple de Yasmin et de son mari Faysal, même si le gouvernement allemand n'avait pas décidé d'assouplir ses conditions d'accueil envers les ressortissants syriens, ce dernier aurait de toute façon pris la route avec ses deux enfants afin de rejoindre son épouse et leurs deux cadets, partis en Europe quelques mois auparavant. En revanche, il ne fait aucun doute que la convergence des flux en direction de l'Allemagne est précisément liée à la politique d'accueil généreuse mise sur pied (précipitamment) par cet État, au cours de l'été 2015. Parallèlement, les conditions d'installation particulièrement laborieuses auxquels les demandeurs d'asile sont confrontés dans la majorité des autres pays de l'UE ont elles aussi contribué à orienter les flux migratoires en direction de ce pays.

Au cours de la seule année 2015, l'Allemagne aurait accueilli à elle-seule 890 000 demandeurs d'asile [Grote, 2018 : 15]. Cet afflux de personnes aux frontières allemandes résulte donc directement de la prise de décision unilatérale du gouvernement d'ouvrir ses frontières aux femmes et aux hommes fuyant les crises politiques et sécuritaires touchant l'Érythrée, l'Irak, ou encore la Syrie. La position de la chancelière fit l'objet de vives critiques à l'échelle nationale et européenne, expliquant en partie les revirements observés au cours des mois suivants, non seulement en Allemagne, mais aussi dans les autres pays européens. Ainsi, dès le mois de décembre 2015, les contrôles aux frontières ont été renforcés dans les Balkans [Dujmovic et Sintès, 2017]. A partir du mois de mars 2016, suite aux accords conclus entre la Turquie et l'Union européenne, autorisant le refoulement des demandeurs d'asile vers le territoire turc lors de leur arrivée en Grèce, les chiffres du nombre d'arrivées quotidiennes se sont effondrés en Méditerranée orientale, pour remonter légèrement en Méditerranée centrale. Ce scénario, tout à fait prévisible, n'a fait que renforcer une nouvelle fois le rôle des passeurs, orientant les hommes et les femmes désirant rejoindre l'espace Schengen vers des routes migratoires sans cesse plus longues et dangereuses, au départ de lointains pays de transit en Afrique subsaharienne, tels que la Mauritanie, le Mali, ou bien encore le Soudan. Ainsi, comme on l'observe

depuis les années 1990, cette situation témoigne une nouvelle fois de la diversification constante des itinéraires des migrants en route vers l'Union européenne, provoquée par l'inexorable multiplication des contrôles migratoires, des murs et des lieux de confinement des étrangers en Europe et dans les États voisins. Avec la régularité d'un métronome, lorsqu'une voie d'accès est clôturée, une autre ne tarde pas à s'ouvrir ailleurs, amenant à la structuration de nouvelles routes et de nouveaux lieux de transit en différents points de l'espace euro-méditerranéen.

Une traversée maritime demeurant éprouvante

Parmi les 326 individus originaires de Deir Mqaren pour lesquels j'ai réussi à connaître le lieu de vie à la fin de mon enquête de terrain, une cinquantaine de personnes résidaient en Allemagne. L'écrasante majorité d'entre elles ont rejoint ce pays au cours de l'année 2015, attirées par les conditions d'accueil et d'installation. Majed fut l'un d'entre eux. Ce dernier est parti d'Irbid au mois de décembre, avec l'intime conviction qu'il pourrait facilement se rendre à Dingolfing, afin de rejoindre sa mère Zeina arrivée sur place six mois auparavant. Majed a ainsi quitté la Jordanie accompagné d'une de ses belles-sœurs, dont le mari se trouvait déjà en Allemagne depuis plusieurs mois. A l'instar de la plupart des habitants de Deir Mqaren les ayant précédé sur la route des Balkans, ils se sont dans un premier temps rendus à Istanbul, avant de rejoindre Saïda - la sœur de Majed - et son mari, arrivés pour leur part à Izmir directement depuis le village, après avoir effectué une rapide escale à Beyrouth, afin de prendre un avion pour la Turquie. Si leur trajet jusqu'en Allemagne s'est réalisé sans accroc, Majed reste toutefois profondément marqué par la traversée maritime qu'il a effectuée pour rejoindre les îles grecques. *« Nous avons retrouvé ma sœur et son mari dans le centre-ville d'Izmir, à l'endroit où les passeurs regroupaient les réfugiés avant de les emmener en bus jusqu'au nouqta. Lorsque nous sommes arrivés au bord de la mer en fin d'après-midi, nous avons patienté quelques heures, puis les passeurs nous ont fait embarquer à bord d'un canot pneumatique. Nous étions une cinquantaine à y prendre place et c'est à ce moment là que j'ai vraiment commencé à avoir peur ! Il faisait complètement nuit, j'avais froid et surtout, je n'ai pas l'habitude de la mer et encore moins de monter dans un bateau... ».*

Alors que nous nous trouvons dans le jardin de Yasmin et Faysal à Dortmund, Majed me montre, photo à l'appui, les preuves de la peur qu'il éprouvait au moment de se lancer dans cette traversée : *« Regarde un peu comme mon visage était jaune tellement j'avais peur qu'il nous arrive un malheur durant le voyage ! Déjà en partant, la mer était un peu agitée, puis lorsque*

nous sommes arrivés à quelques centaines de mètres des côtes grecques, notre embarcation s'est retournée. Heureusement, nous avons tous pris soin d'acheter des gilets de sauvetage en Turquie et les garde-côtes grecs sont tout de suite intervenus pour nous porter secours ». L'image du coucher de soleil descendant sur les îles grecques, à peine perceptibles dans l'horizon, prise par Majed quelques heures avant d'effectuer la traversée, et qu'il garde depuis ce jour en fond d'écran de son téléphone portable, témoigne de la dimension quasi-rituelle de cette étape du voyage vers l'Europe. « *Cette photo est très importante pour moi. Elle représente beaucoup de choses. Tu vois au loin, ce sont les îles grecques sur lesquelles nous avons débarqué. Quand je les regardais au loin avant de partir, je savais que c'était le but qu'il nous fallait atteindre et qu'une fois que nous aurions mis le pied à terre, ma vie allait enfin pouvoir changer et devenir plus facile. (...) Même si je traverse parfois des moments compliqués depuis que je suis arrivé en Allemagne, j'ai en tout cas retrouvé espoir depuis que je suis ici. Je me dis que si je le veux vraiment, je pourrais avoir les moyens de me reconstruire une vie meilleure, ce qui n'aurait pas été possible si j'étais resté vivre en Jordanie* ».



Illustration photographique 14 Ferry EL. Venizelos dans le port du Pirée (Grèce)

Cliché : En 2015, le ferry EL. Venizelos de la compagnie ANEK Lines fut utilisé afin de transporter les réfugiés syriens depuis les îles de Chios et Lesbos vers le port du Pirée (Source : D. Lagarde, décembre 2015).

Retrouvailles familiales en Allemagne

Depuis le départ de son épouse et de ses deux plus jeunes fils en Allemagne, Faysal n'a cessé de travailler avec acharnement afin de mettre suffisamment d'argent de côté pour réunir sa famille le plus rapidement possible. Au total, le prix du voyage de Yasmin, Abdallah et Imad s'est élevé à 10 000\$, en particulier à cause des seize jours d'attente passés à Izmir et de leurs péripéties en Macédoine. Si l'augmentation du nombre de traversées et l'ouverture partielle des frontières dans les Balkans et en Europe centrale à la fin du mois d'août 2015 ont participé à fluidifier les circulations des demandeurs d'asile au sein de cet espace, faisant par là même baisser le prix du trajet jusqu'en Allemagne, Faysal a toutefois dû faire appel à la générosité de ses proches en Syrie et en Jordanie afin de l'aider à payer son voyage. En plus de cela, le couple s'est séparé d'une partie des bijoux en or de Yasmin, ainsi que de quelques meubles, qu'un des frères de Faysal resté à Deir Mqaren, s'est chargé de vendre pour lui. Au mois d'octobre 2015, ce dernier a ainsi réussi à réunir suffisamment d'argent afin de quitter le royaume hachémite avec ses deux aînés, Ramia et Fares, ainsi que deux des cinq enfants de Bachar L.

Dans un premier temps, tous les cinq se sont rendus à Istanbul en avion, où Abu Amid, l'un des deux « passeurs » du village, est venu les réceptionner à l'aéroport. Après

avoir atterri à Sabiah Gökçen en tout début d'après-midi, ils se sont ensuite rendus dans le quartier d'Aksaray, un haut-lieu de transit migratoire du centre de la mégalopole turque, où Abu Amid leur a permis de rencontrer des passeurs, qui ont amené Faysal et ses proches jusqu'à un *nouqta* situé sur la côte, à quelques heures de routes plus au sud. Tout est allé si vite ce jour-là, que mon interlocuteur avoue ne plus se rappeler précisément d'où il est parti en Turquie, ni sur quelle île il a posé le pied en Grèce. En tout cas, contrairement à son épouse Yasmin, Faysal et les quatre enfants ont débarqué sur les côtes grecques la nuit suivant leur départ de Jordanie. Cela leur a permis de monter dès le lendemain matin à bord d'un ferry pour Athènes, avant de continuer leur route en transports en commun jusqu'en Allemagne. D'après mon interlocuteur, leur « traversée » des Balkans et de l'Europe centrale s'est déroulée sans que lui et ses proches ne rencontrent le moindre souci sur la route. Si Faysal ne s'est jamais étendu sur les détails de son voyage migratoire lors de mon séjour chez lui, il garde toutefois un souvenir très vif et particulièrement ému de son arrivée en gare de Munich, sept jours après son départ de Jordanie. *« Lorsque je suis arrivé à Munich avec les enfants, les Allemands nous prenaient dans leurs bras pour nous souhaiter la bienvenue. Plusieurs associations étaient également là pour nous distribuer de la nourriture. (...) Même la police nous respecte ici ! Ils sont là pour assurer notre sécurité, pas pour nous créer des problèmes et ça, c'est totalement l'inverse de ce qui se passait en Syrie ou en Jordanie ».*

Comme le rappelle le collectif BABELS, la Willkommenskultur²⁵⁵ s'est développée en Allemagne dès 2012, dans le contexte d'une marche et d'un mouvement d'occupation organisés par des demandeurs d'asile à travers le pays. Leur démarche a ainsi contribué à la politisation ainsi qu'à une certaine publicisation de la question de l'asile au sein de la société allemande, amenant non seulement à une structuration des associations locales de soutien aux étrangers, mais également à une forte mobilisation de collectifs de riverains. *« Dès lors, quand la situation prend une ampleur nouvelle, à la fin du mois d'août 2015, « l'espace de la cause » des réfugiés est déjà visible et structuré (...). Cette structuration aide à la gestion de l'urgence, mais les acteurs initiaux du mouvement doivent désormais tenir compte des modalités définies au niveau fédéral autour de la notion de Willkommenskultur (...) c'est-à-dire la collaboration entre les administrations et les services publics, les associations et les individus bénévoles »* [BABELS, 2018 : 88-89]. Ainsi, après avoir été chaleureusement accueillis en gare de Munich par des associations et des riverains munichoïses soucieux d'accueillir les demandeurs d'asile dans

255 Littéralement la « culture de l'accueil »

les meilleures conditions possibles, Faysal et les enfants se sont ensuite retrouvés engagés dans un circuit institutionnel étroitement encadré par les autorités allemandes.

- De la convergence à la redistribution des flux

Premiers pas sur le sol allemand

Au moment de leur arrivée sur le sol allemand, les demandeurs d'asile peuvent être orientés vers deux types de structures différentes : les « centres de premier accueil » - où Yasmin est restée durant quelques jours à Passau - et les « centres d'hébergement d'urgence » - où Faysal a passé un peu plus de deux semaines à Munich. Les « centres de premier accueil » sont des bâtiments en dur, utilisés préalablement aux arrivées exceptionnelles de l'été 2015. S'agissant des « centres d'hébergement d'urgence » en revanche, ceux-ci ont seulement été ouverts en raison de cet afflux soudain de demandeurs d'asile. Ces derniers disposent généralement de capacités d'hébergement plus importantes. En effet, il arrive que plusieurs centaines de personnes y cohabitent, partageant d'immenses dortoirs collectifs installés à la hâte dans des gymnases, des bâtiments désaffectés, ou de grandes tentes en toile. Ces lieux où les exilés sont largement dépendants de l'aide qui leur est délivrée par les autorités de gestion, partagent en ce sens des caractéristiques communes avec les centres de transit et les camps de réfugiés gérés par le HCR dans les pays de premier accueil au « Sud ». Si leur séjour au sein de ces deux types de structures n'est en principe pas censé excéder plus de quelques semaines, Fouad Hamdan²⁵⁶ - responsable de la « participation citoyenne » pour « l'unité de coordination centrale pour les réfugiés » de la ville de Hambourg - concède qu'entre août et décembre 2015, lorsque le pays a dû faire face à un afflux de demandeurs d'asile particulièrement important, les choses ont souvent été faites dans l'improvisation et la précipitation, amenant certaines personnes à y passer beaucoup plus de temps que prévu.

Ce type de lieu permet donc aux autorités allemandes de regrouper les nouveaux arrivants, le temps d'entamer leur demande de protection. En effet, c'est ici que les demandeurs d'asile passent leur première visite médicale. Si leur état de santé est bon, ils sont dirigés vers un point d'information où les détails de la procédure à suivre leur sont

²⁵⁶ Durant mon court terrain en Allemagne, j'ai rencontré des difficultés afin d'entrer en contact avec des professionnels de l'accueil travaillant auprès des réfugiés syriens. Seul Fouad Hamdan, un fonctionnaire allemand travaillant pour la mairie de Hambourg a accepté de répondre longuement et en toute franchise à mes questions. Tous les autres acteurs sollicités (en anglais) m'ont systématiquement laissé sans réponse. Afin de confirmer les informations m'ayant été fournies par Fouad Hamdan, je me suis appuyé sur des rapports et des articles de presse fournissant des explications sur les procédures d'accueil, de répartition et d'installation des Syriens en Allemagne.

notifiés. Dans le cas contraire, ils sont pris en charge médicalement et des soins adaptés leurs sont aussitôt prodigués. Cette étape constitue aussi pour les fonctionnaires allemands de la BAMF²⁵⁷ l'occasion d'enregistrer un premier témoignage leur permettant d'identifier les raisons ayant amené les demandeurs d'asile à quitter leur pays d'origine. Un ticket avec un numéro leur est alors remis, puis d'autres membres de l'équipe relèvent leurs empreintes digitales et les prennent en photo. On leur délivre ensuite une preuve de leur enregistrement, ainsi qu'une carte à puce contenant, en plus de leurs informations personnelles, des indications sur le lieu au sein duquel ils pourront être hébergés par la suite : généralement un « centre d'hébergement collectif ».

Réunification « villageoise » à Dingolfing

A cette étape de la procédure, et durant la période particulière que représentait le second semestre 2015 pour les organisations locales et fédérales en charge des questions d'immigrations en Allemagne, les demandeurs d'asile disposaient encore d'une certaine marge de négociation auprès des autorités quant aux choix du « centre d'hébergement collectif » vers lequel ils s'apprêtaient à être dirigés. Autrement dit, s'ils disposaient déjà de membres de leur famille résidant dans l'une de ces structures - désignées sous le nom de « camp²⁵⁸ » par l'ensemble de mes interlocuteurs syriens rencontrés en Allemagne - ils pouvaient effectuer une demande afin d'être autorisés à les y rejoindre.

Du fait de l'importance des liens de parenté unissant entre eux de nombreux habitants de Deir Mqaren, cette situation a permis à la majorité des exilés du village ayant poursuivi leur parcours jusqu'en Allemagne de se réunir dans le « centre d'hébergement collectif » de Dingolfing²⁵⁹. C'est donc ici que se sont retrouvés Yasmin et Faysal, Mahmoud et son épouse Fatima, Majed, sa sœur et deux de ses frères aînés, ainsi que leur mère Zeina ; sans compter tous leurs enfants, ceux leur ayant été confiés par leurs proches restés au Moyen-Orient, ou bien encore d'autres membres de leur communauté villageoise arrivés du Liban, de Turquie, de Jordanie et de Syrie. Ainsi, après avoir quitté leur village d'origine en raison du conflit déchirant leur pays, s'être installés temporairement dans différentes villes du Moyen-Orient, repris la route jusqu'à Istanbul, pour ensuite traverser

257 La « *Bundesamt für Migration und Flüchtlinge* » est l'agence fédérale allemande en charge des questions d'asile et d'immigration.

258 « *Mukhayam* » en arabe.

259 Pour être tout à fait exact, après des recherches effectuées sur Internet, il semblerait plutôt que ce « centre d'hébergement collectif » se situe sur la commune de Wällersdorf, à une vingtaine de kilomètres de Dingolfing, une ville de 20 000 habitants qui est aussi le chef-lieu de l'arrondissement local. Dans la mesure où mes interlocuteurs ont systématiquement désigné cet établissement en utilisant le terme de « *mukhayam Dingolfing* », j'utiliserai moi aussi le toponyme de cette localité.

le continent européen en s'inscrivant dans des réseaux de lieux relativement similaires à travers les Balkans, ce « centre d'hébergement collectif » de Bavière fait figure de véritable point de convergence des flux pour les membres de cette communauté villageoise en exil en Allemagne.

En général, les demandeurs d'asile séjournent dans ces « centres de premier hébergement » - préexistants aux arrivées de 2015 - pour une durée allant de 3 à 6 mois, jusqu'à ce que leur soit communiqué le résultat de leur requête. Durant cette période, ils commencent à suivre leurs premiers cours d'allemand, afin de se familiariser avec les bases de cette nouvelle langue, qu'il est souvent difficile d'apprendre pour des personnes ayant quitté l'école prématurément et ne parlant que l'arabe, comme c'est le cas de la majorité des exilés de Deir Mqaren. Pour les plus jeunes en revanche, l'apprentissage est beaucoup plus rapide. Ainsi, après quelques mois seulement passés dans leur nouveau pays d'accueil, Fares et Ramia, les deux aînés de Yasmin et Faysal, étaient largement en mesure de communiquer avec les enfants germanophones qu'ils fréquentent quotidiennement dans leur école.

Au niveau des conditions d'hébergement des demandeurs d'asile, dans le centre de Dingolfing et d'après les dires de mes interlocuteurs, chaque famille nucléaire dispose d'un petit appartement doté de 2 à 4 lits, ainsi que d'une salle de bain. Au rez-de-chaussée du bâtiment, une grande cuisine collective permet aux pensionnaires qui le souhaitent de confectionner eux-mêmes leurs menus. Pour les autres, trois repas gratuits leur sont distribués quotidiennement. Les enquêtés provenant de Deir Mqaren m'ont toutefois affirmé qu'ils préféreraient cuisiner eux-mêmes, car ils n'appréciaient pas la « *nourriture allemande* » qui leur était servie là-bas. S'ils ne gardent pas des souvenirs impérissables de leurs premières expériences gustatives en Allemagne, ils semblent néanmoins très nostalgiques des quelques mois qu'ils ont passés à Dingolfing. Selon eux, entourés de Syriens, le temps passait beaucoup plus vite. Majed affirme par exemple avoir fait de nombreuses rencontres avec des jeunes de son âge, avec qui il continue encore d'entretenir des contacts régulier sur *WhatsApp*. Lui, tout comme les enfants de Yasmin et Faysal, ont également bénéficié du programme « *bikes for refugees* », lancé par l'antenne locale de l'organisation « *Evangelische Jugendsozialarbeit Bayern* », qui vise à distribuer gratuitement des vélos aux jeunes demandeurs d'asile résidant en Allemagne. Cette initiative leur a permis de longuement explorer la campagne environnante. Pour Majed,

après son éprouvante traversée du continent européen, ce passage par Dingolfing a donc constitué un « *moment de « tranquillité » [s'avérant] être un temps et un espace de recomposition de soi* » [Kobelinsky, 2012]. En effet, il affirme que les conditions de vie dans ce centre étaient incomparables avec celles qu'il connaît depuis qu'il a quitté cette structure. « *Jamais je ne m'ennuyais lorsque j'étais dans le camp. Il y avait plein d'autres personnes du village, plus d'autres Syriens de mon âge avec qui je pouvais m'amuser. Nous passions notre temps à faire du vélo dans la campagne, à aller à la pêche. En plus de cela, le sud de l'Allemagne est beaucoup plus beau qu'ici, où tout est bétonné, où les immeubles sont gris et moches. A Dingolfing, il y avait des collines, des arbres, la ville était plus petite et surtout beaucoup plus belle qu'ici. (...) J'étais très satisfait de ma vie en Bavière, ça m'a tout de suite donné beaucoup d'espoir pour la suite, mais depuis que je suis ici [dans la région de Rhénanie du Nord – Westphalie] la situation est plus difficile. Mais on n'a pas eu le choix. On nous a dit qu'un logement était disponible dans cette région, donc nous sommes venus. Mais si j'avais pu, j'aurais préféré rester vivre dans le sud. Ici, je n'ai rien à faire de mes journées, je m'ennuie. Il n'y a aucun Syrien de mon âge... ni même d'Allemands d'ailleurs. Donc en attendant de m'installer dans la maison qui nous a été accordée à Mülheim et de reprendre les cours, je tue le temps comme je peux* ».

- Vers un long processus d'insertion au sein de la société allemande

Obtention d'un permis de séjour temporaire

En théorie, les résidants des « centres d'hébergement collectif » quittent ces structures lorsque leur est notifié le résultat de leur demande d'asile. Pour ceux dont la sollicitation est rejetée, une procédure d'expulsion vers leur pays d'origine est automatiquement engagée. Dans le cas des Syriens, des Irakiens et des Érythréens, dont les taux d'acceptation sont particulièrement élevés²⁶⁰, un permis de séjour d'une durée d'un à trois ans leur est accordé. Selon Fouad Hamdan, il faut considérer que celui-ci est en réalité valable pour cinq ans, dans la mesure où si un réfugié en fait la demande et qu'il s'est « *bien comporté depuis son arrivée* », il lui sera automatiquement renouvelé pour une durée supplémentaire de deux ans. Toujours selon ce fonctionnaire allemand : « *la première période de trois ans correspond à une phase de formation censée permettre aux réfugiés de s'intégrer pleinement à la société allemande. Donc pendant ces trois premières années, les réfugiés apprennent la langue et suivent des formations pour apprendre un métier. (...) Au bout de trois ans, [un réfugié ayant terminé son parcours de formation] devra être en mesure de travailler de manière quasi-autonome. Puis les deux années supplémentaires qui lui sont accordées constituent un retour minimum sur investissement pour les*

²⁶⁰ Sur la période 2014-20156, les taux de protection accordés aux demandeurs d'asile syriens s'élevaient entre 89,3% et 98%, faisant de cette nationalité le groupe de requérants disposant du nombre de réponse favorable le plus élevé [Grote, 2018].

entreprises et l'État allemand. Au bout de ces cinq années, l'État fera le point sur la volonté d'intégration de chaque réfugié. Restons sur le cas d'un Syrien. Si après cinq ans il n'est toujours pas en mesure de parler allemand ni d'être rentable pour la société par son travail et que la guerre en Syrie est terminée, alors on lui dira de faire ses valises et de rentrer chez lui en lui souhaitant bonne chance pour la suite !».

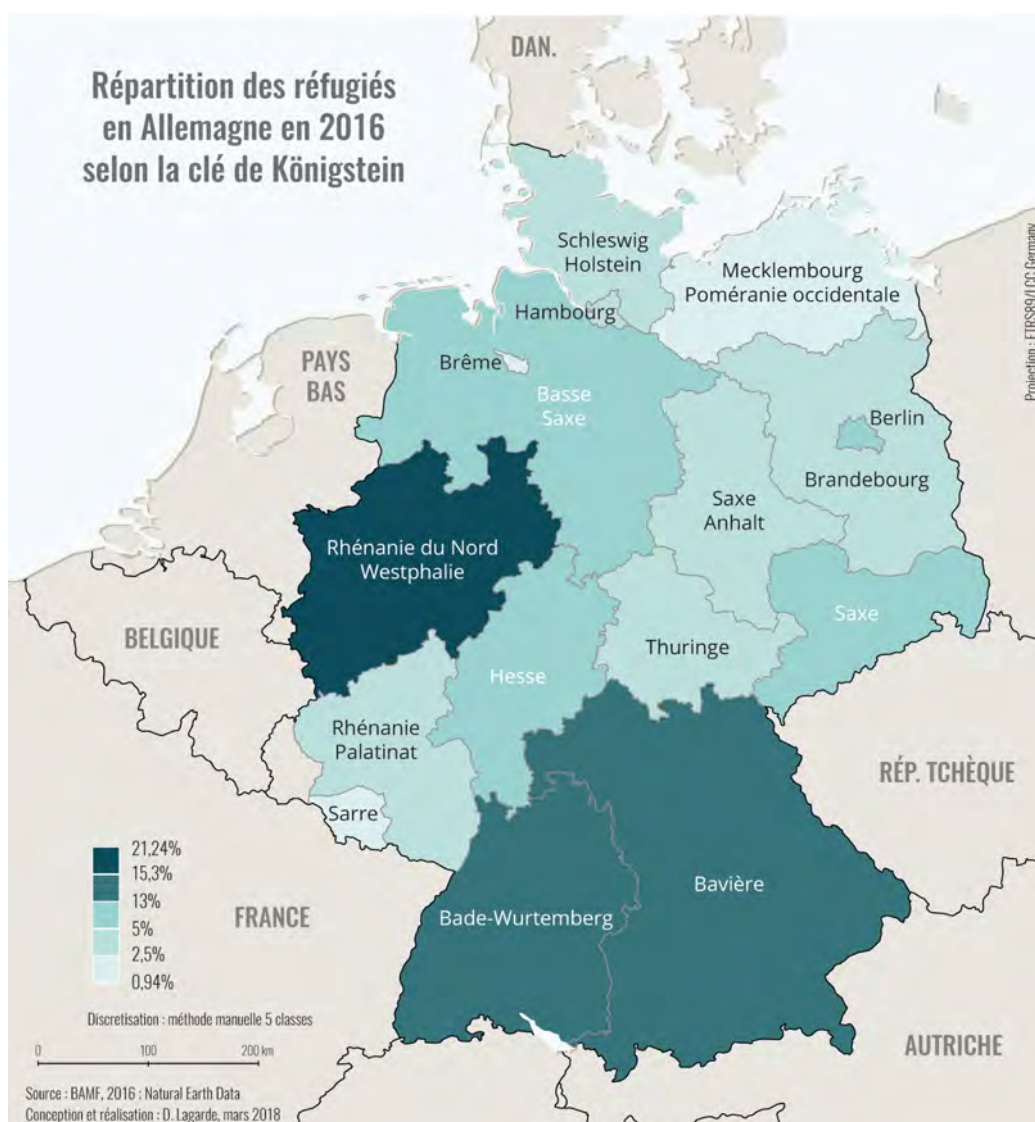
Comme le laissent entrevoir les propos de Fouad Hamdan, ainsi que l'évocation des parcours des enquêtés depuis leur arrivée en Allemagne, l'accueil et l'hébergement des demandeurs d'asile dans ce pays sont donc étroitement encadrés et régulés. Si ce système a l'avantage d'offrir un hébergement digne aux requérants - à la différence de la France, où ces derniers se retrouvent souvent à la rue - il a en revanche l'inconvénient de strictement contraindre leur libre-arbitre, en faveur des intérêts de l'État allemand et de ceux des autorités locales [Steinhilper et Hinger, 2017].

Effets de la clé de Königstein

Après avoir obtenu leur permis de séjour, les personnes n'ayant pas les moyens d'assurer elles-mêmes leurs frais d'hébergement sont dirigées vers un logement, dans lequel elles vont généralement séjourner au minimum le temps de se procurer des revenus suffisamment stables pour assurer seules l'intégralité des frais courants de leur foyer. A partir de ce moment là, et à l'instar des mesures prises par d'autres gouvernements ailleurs en Europe [Boswell, 2003 ; Dwyer et Brown, 2008 ; Darling, 2016], elles n'ont plus du tout d'emprise sur le choix de leur lieu d'installation. Seules les familles nucléaires, ainsi que certaines personnes dépendantes, peuvent être réunies sous le même toit. Il n'est donc plus question pour les habitants de Deir Mqaren de se regrouper en fonction de leur origine géographique commune ou de leurs affinités personnelles, comme ils le faisaient auparavant en Jordanie ou au Liban. En effet, leur lieu d'installation en Allemagne est déterminé par la « *Königsteiner Schlüssel* », littéralement la clé de Königstein, un système de répartition complexe créé en 1949 [Boswell, 2003]. En théorie, celui-ci est censé permettre de calculer équitablement la répartition des réfugiés sur l'ensemble du territoire, en fonction du montant des recettes fiscales (comptant pour les 2/3 du calcul) et du nombre d'habitants (1/3) de chacun des *Länder* allemands²⁶¹. Par conséquent, en 2016, près de 22% des réfugiés et des demandeurs d'asile présents en Allemagne résidaient dans le *Land* de Rhénanie du nord – Westphalie. Les *Länder* de Bavière et du Bade – Wurtemberg

²⁶¹ Informationsverbund Asyl und Migration, « Freedom of movement », *Asylum Information Database*. <http://www.asylumineurope.org/reports/country/germany/reception-conditions/access-and-forms-reception-conditions/freedom-movement>

suivaient ensuite, avec respectivement 15 et 13% du total des requérants [Garrelts *et al.*, 2016].



Carte 71 Répartition des réfugiés (toutes origines confondues) en Allemagne selon la clé de Königstein

A l'instar de mes interlocuteurs, l'écrasante majorité des demandeurs d'asile syriens arrivés en Allemagne au cours de l'année 2015 sont entrés sur le territoire national par le *Land* de Bavière, depuis l'Autriche. Si le système de la clé de Königstein a permis de ne pas faire peser tout le poids de l'accueil sur cette seule circonscription administrative, elle a aussi souvent eu comme conséquence de séparer les réfugiés des membres de leurs réseaux personnels également présents dans ce pays. De manière totalement fortuite, certains exilés de Deir Mqaren ont cependant été orientés vers des localités relativement proches les unes des autres. C'est le cas de Zeina et de ses enfants Majed, Amani et Saïda, eux-mêmes accompagnés de leurs conjoints. Ces derniers se sont vus attribuer un grand logement à Mülheim, à une cinquantaine de kilomètres seulement de l'agglomération de Dortmund, où résident Yasmin et Faysal depuis le début de l'année 2016. En dehors de ces personnes qui habitent dans le *Land* de Rhénanie du nord – Westphalie, les autres

exilés du village installés en Allemagne se retrouvent désormais dispersés en différents points du territoire national, certains ayant été orientés vers les *Länder* de Hambourg, de Brême ou encore de la Hesse.



Carte 72 Distribution des flux de réfugiés de Deir Mqaren en Allemagne

S'agissant de Yasmin et Faysal, tous les deux ne quittent que très rarement leur foyer et ne rendent pour ainsi dire jamais visite à leurs proches, originaires de Deir Mqaren. En effet, même s'ils bénéficient de tarifs réduits pour voyager dans le pays, le couple affirme que ces déplacements impliquent toujours de légères dépenses, qu'ils n'étaient pas en mesure d'engager lors de mon séjour chez eux en juillet 2016. Durant la dizaine de jours passés à leurs côtés, j'ai toutefois pu constater que Yasmin entretenait des relations avec certaines de ses voisines syriennes, à qui elle allait rendre visite certains après-midi dans l'intimité de leur foyer. Faysal se contente pour sa part de converser brièvement avec les marchands et les résidents arabophones qu'il croise dans les

commerces et dans les rues d'Eving. Les supports de sociabilité tels que *Facebook*, *Viber* ou encore *WhatsApp* permettent par ailleurs à l'ensemble des membres de la famille de se procurer des nouvelles de leurs proches restés au Moyen-Orient, ou installés ailleurs dans le monde. Toutefois, la fréquence de leurs interactions médiatisées est telle que l'on peut se demander si cela ne participe pas, en retour, à les enfermer dans une certaine forme « de « ghettoïsation », de sociabilité minimale et restrictive » [Diminescu, 2010 : 12] au sein de leur environnement géographique immédiat. Si cette situation a pu évoluer depuis mon enquête de terrain de juillet 2016, le relatif isolement dans lequel se trouvait alors le couple se traduisait par « une dilatation du temps et une rétraction de l'espace » [Kobelinsky, 2014]. Cette observation semble d'autant plus vérifiable dans le cas de Faysal. En effet, depuis son arrivée en Allemagne, le quotidien de cet ancien entrepreneur se trouve encore plus profondément bouleversé que celui de son épouse. Si Yasmin continue de veiller sur les membres de son foyer - comme elle le faisait avant son départ de Syrie - tout en se recréant quelques relations d'amitiés au sein de son voisinage, Faysal vit son inactivité professionnelle comme un déclassé social, affectant considérablement son moral, à un moment où il aurait au contraire besoin de retrouver un bien-être psychologique nécessaire afin de s'ouvrir aux autres, d'apprendre une nouvelle langue et d'accéder à un emploi. À l'inverse, il passe l'essentiel de ses journées seul, préoccupé par son absence totale de perspectives professionnelles. Ses uniques sorties se résument à celles qu'il effectue pour réaliser quelques achats de nourriture, deux ou trois fois par semaine, dans les environs de la place de *Nordmarkt*, située entre Eving et le centre-ville de Dortmund. Ainsi, après huit mois passés en Allemagne, il estime qu'il se sentait psychologiquement beaucoup mieux quand il vivait en Jordanie, contrairement à ce qu'il imaginait avant son départ. « *En Syrie je trouvais toujours quelque chose à faire. Nous avions des amis et de la famille qui habitaient près de chez nous et avec qui nous passions beaucoup de temps. Lorsque j'étais au village, j'étais souvent occupé à cultiver mon potager. Mais là je n'ai rien à faire, je m'ennuie, je tourne en rond et au final, je passe mes journées entières à ruminer mes problèmes. Un homme n'est pas fait pour rester à la maison, sa place est dehors à travailler. Ça me met de mauvaise humeur de ne rien faire et ensuite, on finit par se disputer avec Yasmin. (...) Ici [en Allemagne] c'est plus dur, je me sens plus isolé* ». Malgré tout, Faysal ne souhaite en rien revenir vivre en Jordanie, dans la mesure où il estime qu'il n'y dispose pas non plus d'opportunités d'emploi véritablement viables. Qui plus est, il considère aussi que les conditions de vie de sa famille restent malgré tout bien meilleures en Allemagne, en particulier du point de vue de leur situation administrative.



Illustration photographique 15 Eving (Allemagne)

Cliché « a » : Environs de la cité où résident Faysal, Yasmin et leurs enfants à Eving. Cliché « b » : Entrée nord de la cité dans laquelle se trouve le logement du couple. (Source : D. Lagarde, juillet 2016).

Conditions d'accès au logement...

Les logements attribués aux réfugiés en Allemagne dépendent d'un système d'hébergement composé d'habitations appartenant à des associations caritatives, des organisations confessionnelles et des acteurs privés, (en partie) financés par les institutions publiques [Dippel, 2017]. Dans le cas de Yasmin et Faysal, c'est l'organisme Caritas qui s'est chargé de leur trouver une maison vacante. En tant que réseau d'ONG, cette organisation est présente lors des différentes étapes du parcours des réfugiés dans le pays. Dès le moment de leur entrée sur le territoire, à travers son programme « *Bahnhofsmision* », elle intervient dans les gares auprès des nouveaux arrivants, en leur fournissant une première assistance, ainsi que toutes les informations nécessaires au lancement de leur procédure de demande d'asile. Cette organisation prodigue par ailleurs des conseils aux réfugiés sur les conditions d'accès au logement, aux services de santé, à l'emploi, et peut

aussi les orienter vers des formations professionnelles et des centres de cours d'allemand. A la fin du mois de février 2016, Caritas a ainsi indiqué à Yasmin et Faysal qu'une maison était disponible pour eux à Eving. Celle-ci appartient au réseau d'organisations caritatives religieuses *Johanniter*²⁶², qui a racheté une partie des immeubles de la cité ou réside désormais le couple, afin d'y loger plusieurs familles d'exilés. Quelques jours après cette annonce, Yasmin et Faysal ont donc une nouvelle fois glissé leurs effets personnels au fond d'un sac, dit au revoir à leurs proches encore présents à Dingolfing, avant de se rendre en train jusqu'à Dortmund. Quelques semaines plus tard, ce fut au tour de Zeina et de ses trois jeunes enfants d'obtenir un logement dans la banlieue nord de cette ville, au sein du quartier de Scharnhorst. Toutefois, il s'agissait dans leur cas d'un hébergement provisoire, en attendant qu'un autre, où ils ont pu emménager au mois d'août 2016, se libère à Mülheim, une commune située en périphérie de la ville de Duisbourg.

Dès leur arrivée dans leur nouveau logement, Yasmin et Faysal ont décidé d'entreprendre des travaux de rénovation. Pour collecter une partie des 5 000 euros nécessaires à la remise en état et à l'ameublement de leur nouveau logement, ils ont une nouvelle fois fait appel aux relations de Faysal en Jordanie. Malgré la relative vétusté des lieux, le couple est ravi de la taille de leur domicile, situé dans une petite barre d'immeubles composée de plusieurs appartements, dont certains ont été divisés puis aménagés pour en faire des maisons mitoyennes, agencées à l'intérieur sur quatre niveaux différents. La maison de mes hôtes comprend pour sa part trois grandes chambres, une cuisine, une salle de bain par étage, une cave au sous-sol, ainsi qu'un jardinet d'une cinquantaine de mètres carrés à l'arrière. La cité se compose quant à elle d'une dizaine de longues barres d'immeubles aux murs défraîchis, habitées pour l'essentiel par des migrants originaires d'Europe de l'est, ainsi que des réfugiés kurdes et irakiens. Faysal affirme ne pas comprendre cette situation de ségrégation spatiale, qu'il considère être réellement handicapante quant à son insertion au sein de la société allemande. *« Quand tu as 40 ans, quatre enfants, que tu dois découvrir un nouveau pays, apprendre une nouvelle langue, c'est très difficile ! Pour les enfants ça va, ils sont jeunes et ils apprennent déjà très vite grâce à l'école. Mais pour nous c'est différent. On doit tout réapprendre. Un nouveau style de vie, une nouvelle langue, et ce n'est pas en restant ici sans travailler, entouré de personnes qui ne parlent pas allemand que je vais pouvoir améliorer ma situation. (...) Certains de nos voisins irakiens qui sont arrivés il y a près de 20 ans en Allemagne ne savent toujours pas aligner plus de 10 mots en allemand et cela les empêche souvent de trouver du travail »*

262 Réseau international rassemblant une vingtaine d'organisations caritatives appartenant à l'Ordre de Saint Jean.

Comme nous avons pu l'entrevoir plus haut dans le texte, les ressources (financières) continuent de circuler à l'échelle transnationale, du Moyen-Orient vers l'Europe. En effet, en plus des prêts accordés à Faysal par ses anciens contacts en Jordanie, comme j'ai pu le constater durant mon séjour, ce dernier continue de mobiliser ses relations dans le royaume, notamment afin de faire sortir du camp de Zaatari ou d'Azraq des Syriens arrêtés en situation irrégulière. Si avant son départ il rendait ce type de service à titre gracieux, il s'estime désormais contraint de monnayer ces mises en relation. Comme il l'admet lui-même, en l'absence d'opportunités d'emploi en Allemagne, le besoin de rembourser les dettes qu'il a contractées depuis son départ de Jordanie le contraint à prendre le peu d'argent disponible là où il se trouve.

... et à l'emploi

En Allemagne, le système national d'accès à l'emploi pour les réfugiés a la particularité d'être directement lié aux capacités de ces derniers à s'exprimer en allemand. Par ailleurs, le système de répartition semble parfois annihiler leurs possibilités d'accéder à un emploi non-qualifié par le biais de leurs relations personnelles, comme la plupart d'entre eux le faisaient dans leur premier pays d'accueil au Moyen-Orient. Dans un tel contexte, le *Jobcenter*, dont Faysal me parla si souvent au cours de mon séjour chez lui, constitue un lieu clé dans le processus d'insertion des exilés au sein de la société allemande. C'est grâce à cet équivalent allemand du Pôle Emploi qu'ils peuvent accéder à des centres de formation en langue, ainsi qu'à un travail. C'est également cet organisme qui leur reverse les aides sociales auxquelles ils peuvent prétendre.

Si l'État allemand prend en charge le coût de leur loyer et des frais qui vont avec, les réfugiés doivent en revanche eux-mêmes payer leurs factures d'électricité. Selon la municipalité où ils résident, ils peuvent aussi bénéficier de la gratuité des transports en commun à l'échelle de la ville. Par ailleurs, une allocation mensuelle de 400€ par adulte et d'environ 200 euros par enfant²⁶³ leur est versée afin de payer le reste de leurs dépenses quotidiennes : nourriture, électricité, déplacements en dehors de la ville, etc. Au final, ces allocations sociales sont exactement les mêmes que celles qui seraient versées à une personne de nationalité allemande sans emploi, et n'ayant pas droit à des indemnités chômage ; l'équivalent du RSA français en somme. Même si rien n'empêche les réfugiés

²⁶³ Cette somme varie sensiblement à la hausse ou à la baisse en fonction de l'âge des enfants.

récemment installés de travailler²⁶⁴, l'accès à un emploi étant directement « indexé » sur leur niveau d'allemand, ceux qui ne maîtrisent pas encore suffisamment la langue n'ont accès qu'à des postes peu rémunérés, dont le salaire égale rarement les aides sociales auxquelles ils peuvent prétendre. Dans ces cas là, leur paye est amputée de l'équivalent de la somme versée par leur employeur au *Jobcenter*, qui se charge ensuite de reverser la différence aux travailleurs bénéficiaires d'allocations.

En Allemagne, le « système dual » repose sur une étroite imbrication entre la formation professionnelle et les besoins de l'économie. Ainsi, des formations validées par un diplôme attestent du niveau de qualification des demandeurs d'emploi auprès des employeurs. S'il est certain que les Syriens les plus jeunes et les mieux éduqués n'éprouveront pas de réelles difficultés pour apprendre une nouvelle langue et trouver ensuite un emploi par le biais d'une formation professionnelle qualifiante, s'agissant des personnes qui, à l'image de Faysal, ont été déscolarisées au début de leur adolescence, avant d'effectuer une carrière professionnelle dans le secteur de l'emploi informel, il se pourrait que ce processus se révèle moins efficace. Ainsi, si Faysal se rend régulièrement au *Jobcenter* dans l'espoir de trouver un emploi, tant qu'il ne parlera pas suffisamment l'allemand, rien ne lui assure de trouver un travail lui permettant de générer des bénéfices supérieurs au montant des prestations sociales que lui verse le gouvernement allemand. Cette situation, particulièrement frustrante pour lui, se révèle aussi très difficile à accepter : « *J'ai travaillé deux semaines comme manoeuvre sur un chantier depuis mon arrivée en Allemagne. C'était difficile, très fatigant. Je travaillais plus de 8 heures par jour et au final, à la fin du mois, le Jobcenter m'a pris l'équivalent de mon salaire pour payer le loyer de la maison. Donc visiblement les gens travaillent gratuitement en Europe, c'est ça ? Les gens en Europe et encore plus en France à ce que l'on m'a dit, travaillent pour l'État ! C'est vrai, vous travaillez pour vous mais vous redonnez tout à l'État. Une fois que tu as payé ton loyer, tes taxes, tes impôts, l'eau, l'électricité, Internet, qu'est-ce qu'il te reste pour vivre ? (...) Ils veulent que je travaille pour rien les Allemands ? Pourquoi est-ce que je travaillerais s'ils doivent garder mon salaire au final ? Je me rends compte qu'en Europe, il faut payer des taxes en permanence et au final, il ne te reste plus rien à la fin du mois. Maintenant que je vis en Allemagne, je me rends compte que la vie était vraiment gratuite en Syrie ».*

Faysal ressent d'autant plus l'urgence de trouver un emploi qu'il doit plusieurs milliers d'euros aux crédateurs lui ayant avancé de l'argent avant son départ de Jordanie, et

²⁶⁴ Pour être tout à fait précis, les demandeurs d'asile ne peuvent travailler qu'après un délai d'attente de 3 mois suivant leur arrivée dans le pays

depuis son arrivée en Allemagne. Il réfléchit par conséquent à des moyens de trouver un emploi non-déclaré, afin de ne pas être ponctionné d'une partie de son salaire par le *Jobcenter*. Tout au long de mon séjour, il me questionna sur les éventuelles opportunités d'embauche en France. Il m'a également fait part de son projet de se lancer à moyen-terme dans l'import/export de noix entre l'Ukraine et le Moyen-Orient, car il sait que les noix sont bon marché dans ce pays. En effet, quand il travaillait encore dans ce secteur d'activité au Proche-Orient, une partie de celles qu'il achetait venaient de là-bas. Il réfléchit ainsi à investir dans l'achat de containers entiers, afin de les envoyer ensuite directement aux grossistes avec lesquels il commerçait auparavant en Jordanie, et avec lesquels il estime pouvoir s'associer pour acquérir des quantités importantes de marchandises. Mais une nouvelle fois se pose la question de la langue : *« comme je ne parle ni anglais, ni ukrainien, je ne sais pas comment procéder, car je ne veux pas travailler avec un interprète avec lequel je serais obligé de partager une partie des bénéfices »*.



Illustration photographique 16 *Jobcenter* de Dortmund

Cliché : Parking du *Jobcenter* de Dortmund, où Faysal se rend régulièrement dans l'espoir d'obtenir un emploi (Source : D. Lagarde, juillet 2016).

VERS UNE NOUVELLE BIFURCATION DANS LE PROCESSUS DE DIASPORISATION DE LA COMMUNAUTÉ VILLAGEOISE DE DEIR MQAREN?

La veille de mon départ de Dortmund, Faysal s'interrogeait sur les modalités d'obtention d'un visa touristique américain afin de se rendre en Louisiane, où une partie de sa famille vit et travaille depuis les années 1980. Ses proches étant propriétaires de plusieurs commerces à Bâton-Rouge, ils lui ont assuré qu'ils pourraient l'employer « au noir » pendant plusieurs mois, s'il arrivait à trouver les moyens de les rejoindre aux États-Unis. Au même moment, Louai, qui résidait depuis six mois dans ce pays grâce à la procédure de réinstallation à laquelle il a pu accéder par l'intermédiaire du HCR, m'affirmait être très satisfait des conditions de vie dont bénéficie sa famille de l'autre côté de l'Atlantique. Depuis leur arrivée, Loubna suit un traitement adapté à ses problèmes cardiaques et son état de santé est en nette amélioration. Pour sa part, Louai dispose d'un emploi et progresse rapidement dans son apprentissage de la langue, au contact de ses collègues anglophones. S'agissant de Hamza, le frère de Yasmin, installé en Colombie-Britannique, nous avons eu l'occasion d'échanger quelques mots en anglais par téléphone lors de mon séjour à Dortmund. D'après ce qu'il m'a dit à ce moment-là, les choses se sont rapidement enchaînées entre le moment où il a entrepris les démarches administratives liées à sa procédure de réinstallation et celui où sa famille a effectivement quitté la Jordanie pour aller vivre au Canada. Dès leur arrivée, les autorités locales leur ont attribué un logement vaste, meublé et confortable, puis quelques semaines plus tard, Hamza obtenait un emploi dans une entreprise de construction. Avant de raccrocher, il m'a lui aussi affirmé que tous les membres de son foyer se sentaient bien dans leur nouveau pays d'accueil et qu'aucun d'entre eux ne regrettait le choix qu'ils avaient fait de quitter la Jordanie.

En juin 2016, Abbas, le frère de Yasmin, est revenu au Liban où il séjournait (et travaillait ?) toujours en juillet auprès de son épouse et de leurs enfants, toujours plongés dans l'attente de voir aboutir leur demande de regroupement familial en Allemagne. Rim, la belle-sœur de Faysal, était confrontée à la même impasse administrative. En effet, quasiment deux ans après le départ de son mari Wassim pour la Suède, elle demeurait toujours dans l'attente d'une réponse des autorités suédoises quant à sa demande de

regroupement familial. Mahmoud et son épouse résidaient pour leur part dans la ville de Brême, avec leur fille et les deux petits frères de Fatima, arrivés en Allemagne aux côtés de leur cousin Faysal en octobre 2015. A l'instar de la majorité des enquêtés, Bachar, le père de Fatima, vivait toujours en Jordanie avec sa femme Maroussi et leur plus jeune fille, tandis que leur cadet continuait d'être soigné aux États-Unis.

A en croire les affirmations de Louai et Hamza, les conditions d'installation de ces deux enquêtés sur le continent américain sembleraient relativement plus simples que ne l'est, jusqu'à présent, l'insertion des exilés de Deir Mqaren au sein de la société européenne. En effet, après leur départ « contraint » de Syrie, suivi d'une période « d'immobilité » dans les pays limitrophes, durant laquelle ils se sont efforcés d'accéder à des revenus leur ayant (en partie) permis de financer leur voyage vers le continent européen, contrairement à leurs espérances initiales, leur arrivée en Europe est loin de représenter la fin de leurs difficultés. En effet, désormais dispersés entre l'Allemagne et la Suède, où ils se trouvent isolés de la plupart des membres de leurs réseaux personnels, ils sont à présent contraints de composer avec les rouages d'un système administratif particulièrement complexe, ayant non seulement tendance à déterminer pour eux les grandes orientations de leurs trajectoires migratoires, mais également à affecter leur libre arbitre, en particulier en terme d'accès aux ressources. Dans ce contexte, on peut s'interroger sur la capacité des circuits institutionnels européens à remplir, pour ces réfugiés, les fonctions « intégratrices » jusqu'à présent assurées par des dynamiques interpersonnelles dans leurs premiers pays d'accueil au Moyen-Orient. Le caractère particulièrement labile et évolutif des réseaux des migrants laisse cependant présager que les exilés de Deir Mqaren installés en Europe réussiront, à plus ou moins court terme, à se recréer des relations sociales au sein de leur environnement immédiat, susceptibles de les aider à reprendre un peu plus de contrôle sur leur vie quotidienne.

Plusieurs questions se posent également quant aux conditions de vie des enquêtés restés vivre en Jordanie. En effet, au regard des difficultés croissantes rencontrées par les colporteurs du village à la fin de mon enquête de terrain, est-ce que la vente ambulante continue de leur assurer des revenus suffisamment viables, leur permettant de subvenir aux besoins économiques de leurs foyers ? Dans le cas contraire, ont-ils trouvé les moyens d'accéder à d'autres secteurs d'activités et si oui, quels réseaux ont-ils mobilisés pour y arriver ? L'exil de cette population vers l'Occident est-il par ailleurs susceptible de se

poursuivre, en dépit de la fermeture des routes migratoires dans les Balkans et du renforcement constant des politiques de (non) accueil en Europe ?

L'évocation des destinées récentes de quelques-uns des enquêtés permet d'entrevoir le caractère désormais transnational de nombreuses familles [Razy et Baby-Collin, 2011] d'exilés de Deir Mqaren. Au delà des questions que posent cette situation sur le maintien de relations à distance, cette « dislocation » de la communauté villageoise - dont les membres (masculins) sont passés d'une intense circulation transfrontalière, animée par des ressorts économiques, à une certaine forme d'assignation à la sédentarité dans leurs lieux d'installation à l'étranger - interroge également l'évolution des pratiques, notamment marchandes, dans les années à venir. En effet, au regard du caractère particulièrement mobile et de l'esprit d'initiative dont a toujours fait preuve la population de cette bourgade de Syrie, il ne serait guère surprenant que cette dispersion géographique engendre aussi, à moyen terme, une multiplication des pratiques transnationales entre les différents pôles d'installation de la diaspora syrienne ; avant d'envisager peut-être pour certains, un éventuel retour, plus ou moins définitif, vers une future Syrie en paix ?

CONCLUSION GÉNÉRALE

A la fin de l'été 2015, l'intensité des mouvements migratoires dans les Balkans a entraîné une forte médiatisation des itinéraires empruntés depuis une vingtaine d'années déjà par un nombre croissant de demandeurs d'asile, désireux de rallier l'Ouest du continent européen. Après avoir un temps coopéré afin de faciliter les passages de ces individus en route vers l'Allemagne, plusieurs États balkaniques et d'Europe centrale, Hongrie en tête, ont renforcé leurs moyens de contrôle aux frontières, afin de détourner les flux traversant leurs territoires, faisant alors une énième fois « bouger » le tracé des routes migratoires dans la région [Dujmovic et Sintès, 2017]. Ces événements récents de l'actualité européenne ont permis d'un peu mieux percevoir les contours d'un réseau complexe de lieux de transit, au caractère particulièrement instable et mobile, mis en relation par les circulations d'hommes et de femmes en quête d'un refuge pérenne, loin des violences déchirant leurs pays d'origine. Néanmoins, la majorité des localités et des chemins formant l'ossature de ces flux, en particulier en amont du territoire européen, sont largement restés en dehors des radars des observateurs. Il en va de même de la pluralité des motifs ayant amené ces hommes et ces femmes à se lancer sur les routes de l'exil, tout comme de l'ancrage historique et de la dimension relationnelle de ce phénomène. Comme je me suis appliqué à le montrer dans cette thèse, il apparaît pourtant essentiel de prendre en considération ces différents facteurs afin de pleinement saisir la « géodynamique » [Simon, 1995] de ces flux migratoires, en particulier à l'échelle régionale, entre les pays d'origine et de premier accueil des réfugiés.

Durant toute la durée de mes enquêtes de terrain et de mon travail de rédaction, j'ai été animé par la volonté constante de réussir à mieux rendre compte de la dimension réticulaire des mobilités humaines. Pour ce faire, j'ai choisi d'adopter une approche qualitative et pluridisciplinaire de mon objet de recherche, qui m'a conduit à déplacer mon regard vers des espaces souvent considérés comme marginaux. Collecter des récits de parcours migratoires de réfugiés installés en Jordanie et provenant d'un petit village de Syrie m'a amené à m'intéresser à certaines des dimensions les plus discrètes du processus de dispersion ayant affecté, à des degrés différents, l'ensemble de la société syrienne, depuis le début de l'insurrection contre le régime de Bachar al-Assad. Ainsi, si cette thèse

ne prétend pas être représentative de l'ensemble de la situation des réfugiés syriens, elle a néanmoins permis d'apporter un éclairage nouveau sur la diversité et la complexité des modalités d'accès à la mobilité de cette population, ainsi que sur ses conditions d'installation en Jordanie et, dans une moindre mesure, dans le reste de l'espace euro-méditerranéen.

D'un point de vue méthodologique, ce travail propose un protocole de recherche original, basé sur une conception spatialisée de la théorie de l'analyse des réseaux sociaux, qu'il serait pertinent de confronter à d'autres terrains et populations d'enquêtes. Néanmoins, dans la mesure où cette méthodologie s'est élaborée « au fil de l'eau », laissant parfois place à une certaine dose d'improvisation, elle mériterait à mon sens d'être encore améliorée, notamment en systématisant plus rigoureusement les phases d'entretiens portant sur l'activation de chaînes relationnelles, dans le but d'accéder à une ressource. Cela pourrait par exemple passer, durant les entretiens, par la co-réalisation de sociogrammes, permettant de visualiser les liens unissant entre eux les différents acteurs impliqués dans les parcours migratoires des enquêtés. Demander à ces derniers de dessiner eux mêmes ces liens devrait permettre de générer des discours différents, de favoriser les échanges afin d'obtenir des histoires plus détaillées, permettant de mieux rendre compte des multiples spatialités, tout comme du caractère particulièrement labile et dynamique des réseaux des migrants [Ryan et D'Angelo, 2017]. La même démarche pourrait d'ailleurs être adoptée dans le cadre d'une co-construction de cartes, représentant les voyages migratoires des enquêtés. Comme l'ont montré Sarah Mekdjian et ses collaboratrices [Mekdjian *et al.*, 2014 ; Mekdjian et Moreau, 2016], la cartographie peut en effet servir de « geste de médiation » [Mekdjian et Olmedo, 2016] dans les relations de recherche, durant la phase de collecte de données. En plus de susciter des récits d'exil particulièrement riches, ce processus de recherche participatif permet aussi de limiter les formes de violences symboliques inhérentes à la collecte de récits de vie auprès de réfugiés [Mekdjian, 2016], une situation à laquelle il m'est arrivé d'être confronté durant les enquêtes que j'ai menées auprès de personnes extérieures à la communauté villageoise de Deir Mqaren.

Ainsi, bien que la méthodologie développée dans le cadre de cette thèse puisse encore être améliorée, collecter des « récits de pratiques » [Grossetti, 2011] centrés autour de l'identification des lieux et des acteurs ayant structuré les parcours migratoires de ma

population d'étude m'a progressivement permis de reconstituer les dynamiques de fonctionnement de quelques-unes des filières migratoires au sein desquelles se sont inscrits mes interlocuteurs. L'un des apports de cette approche biographique a été de réussir à mieux souligner la diversité des motivations à l'origine de la prise de décision migratoire des exilés syriens. Ainsi, contrairement à la vision parfois monolithique véhiculée par les médias et les organisations internationales, on a pu constater que de nombreux individus ont été amenés à quitter leur pays pour des motifs plus économiques que sécuritaires, bien qu'émanant toutefois directement de la situation de crise affectant la Syrie. En plus de contribuer au débat sur la distinction communément établie entre les phénomènes de migrations volontaires et forcées [Richmond, 1994 ; Shami, 1996 ; Long, 2013], cette recherche a donc une nouvelle fois permis de remettre en cause la pertinence des catégories juridiques dans les lesquelles les instances du « gouvernement humanitaire » [Agier, 2006] s'obstinent à faire entrer les populations migrantes, en dépit de la diversité des expériences individuelles et collectives que sont amenés à traverser les réfugiés [Black, 1991 ; Malkki, 1995 ; Fresia, 2006 ; Zetter, 2007 ; Agier, 2008]. En effet, comme on a pu le voir à travers l'évocation des trajectoires de vie des enquêtés, le passage d'un statut juridique à un autre dépend avant tout des contextes politiques (fluctuants) au sein desquels les acteurs migrants sont amenés à évoluer.

Le même constat peut d'ailleurs être appliqué à la notion de travail informel. Même si je n'ai fait qu'effleurer la question dans le cadre de cette thèse, dans le contexte moyen-oriental, les autorités font généralement preuve de plus ou moins de tolérance envers les travailleurs étrangers exerçant une activité professionnelle sans permis de travail. Cette fluctuation des contrôles dépend avant tout des besoins de main d'œuvre et de l'évolution des contextes économiques et sociaux des sociétés d'accueil. L'attitude des autorités jordaniennes envers les ressortissants de nationalité syrienne reflète bien cette situation. Effectivement, si entre 2013 et 2015, sous la pression de l'opinion jordanienne [Jaber, 2016], les forces de l'ordre ont multiplié les arrestations de Syriens employés dans le secteur de l'économie informelle, avant le début du conflit, les travailleurs en provenance de Syrie étaient nombreux à se rendre en Jordanie munis d'un simple passeport, et à travailler dans le royaume sans autorisation légale, pour des périodes allant de quelques semaines à plusieurs mois, sans pour autant être réellement inquiétés par les forces de l'ordre.

Cette réalité a d'ailleurs largement façonné les caractéristiques du champ migratoire syrien antérieur au conflit. En effet, même s'il demeure difficile d'évaluer avec précision l'ampleur numérique de la présence syrienne à l'étranger avant le début de l'insurrection, on estime que plusieurs centaines de milliers de travailleurs exerçaient déjà une activité professionnelle au Liban [Chalcraft, 2009] et en Jordanie, sans pour autant être déclarés. Qui plus est, dans la mesure où la majorité des travailleurs effectuaient des allers-retours réguliers entre leur domicile et leurs espaces de vie temporaires dans les pays limitrophes, cette population a « *produit d'originales constructions territoriales, sur le mode de réseaux sociaux propices aux circulations* » [Tarrus, 2000]. En étant à la fois en mesure de maintenir d'intenses relations sociales au sein de leurs communautés d'origine en Syrie, tout en tissant des liens avec les personnes rencontrées dans leurs espaces d'installation à l'étranger, cette dispersion a représenté une ressource [Ma Mung, 1999] considérable pour les Syriennes et les Syriens en quête de stabilité, tant sécuritaire qu'économique, lorsque la situation s'est dégradée dans leur pays, en particulier à partir de l'été 2012. En plus de mettre en évidence le « continuum » [Richmond, 1994] existant entre les flux actuels de réfugiés et les mobilités antérieures au conflit [Gehrig et Monsutti, 2003], insister sur l'ancrage spatial et temporel des circulations syriennes dans la région a permis de mieux souligner leur influence sur la « géographie de l'exil » [Dorai, 2006] syrien, telle qu'elle s'est progressivement dessinée depuis le début de la crise. L'étude de ces dynamiques de mobilités reflète ainsi la manière dont les principaux points d'ancrage du champ migratoire syrien ont constitué de puissants pôles d'attraction des flux de réfugiés au cours de ces dernières années.

En portant mon attention sur les réseaux d'acteurs et de lieux sous-jacents aux circulations des réfugiés syriens depuis 2011, j'ai pu observer l'importance déterminante jouée par les relations interpersonnelles, et en particulier par les liens familiaux, sur les différentes composantes de leurs parcours migratoires en direction des pays limitrophes. Cela a notamment permis de souligner de nouveau l'importance des réseaux sociaux sur les choix de destination des candidats à l'exil. En effet, ces derniers élisent souvent leur lieu d'installation en fonction de la localisation des membres de leurs réseaux personnels, déjà installés à l'étranger. En rejoignant des individus familiaux de ces espaces d'accueil, les réfugiés peuvent bénéficier d'un logement temporaire. Cela leur permet aussi dans certains cas d'accéder plus facilement à un emploi. A l'instar des réseaux des migrants dits économiques, l'influence des réseaux sociaux des réfugiés est donc particulièrement

cruciale durant la phase d'installation initiale, avant de décliner à mesure que l'exil s'installe dans la durée. Toutefois, ces résultats mériteraient d'être croisés avec des observations portant sur des réfugiés originaires d'autres régions de Syrie et dotés de caractéristiques socio-économiques différentes de celles de la population de Deir Mqaren. Si cette communauté villageoise a constitué un objet d'étude réticulaire relativement facile à délimiter, et donc à observer et à analyser à partir d'une approche longitudinale, il est possible que cette échelle d'observation ait introduit plusieurs biais dans l'analyse. En effet, aurait-on obtenu des résultats similaires avec des individus originaires d'un milieu urbain, plus éduqués, dotés de moyens financiers plus importants et ayant déjà l'habitude de se rendre vers des destinations éloignées de la Syrie ? Au contraire, qu'en est-il des réfugiés plus vulnérables sur le plan économique, ne disposant d'aucun contact à l'étranger ? Les relations personnelles jouent-elles dans ces cas-là un rôle toujours aussi prépondérant sur les parcours de ces individus en migration ? Mobilisent-ils les mêmes liens sociaux ? Leurs relations s'ancrent-elles au sein des mêmes territoires ? Circulent-ils entre les mêmes réseaux de lieux ? Une comparaison avec des réfugiés originaires et installés dans des environnements différents de celui de ma population d'étude, dotés de profils socio-économiques distincts, devrait permettre de mieux souligner l'importance de la prise en compte des contextes sociaux et spatiaux dans l'étude des réseaux des migrants.

C'est pourquoi je propose, dans de futures recherches, de varier les lieux d'observations et les populations d'étude, de sortir du seul contexte moyen-oriental, pour mener des enquêtes auprès de migrants originaires (et circulant dans) d'autres régions du monde. L'étude des parcours migratoires des exilés de Deir Mqaren vers l'Allemagne a par exemple permis de constater que du point de vue géographique, plus les réfugiés s'éloignaient de leur lieu de vie habituel, de leur région d'origine et par là même de leurs cercles de sociabilité établis de longue date, moins ils avaient recours aux membres de leurs réseaux personnels afin d'accéder à des ressources. De futures recherches sur les continents africains, américains ou encore européens pourraient ainsi permettre de mettre en miroir ces résultats préliminaires. De tels travaux pourraient également constituer l'occasion de s'interroger sur les évolutions dans la composition et l'usage des réseaux personnels des migrants, notamment à la suite de bifurcations. Si j'ai commencé à collecter des données sur cette question dans le cadre de ma thèse, les résultats obtenus ne portaient que sur un nombre très limité d'enquêtés et ne me paraissent donc pas

suffisamment concluants pour les exploiter dans ce manuscrit. Néanmoins, au vu des parcours migratoires de plus en plus fragmentés, laissant place à une part d'incertitude et d'improvisation toujours plus grande quant aux chemins à emprunter et aux destinations finales à rallier, il apparaît nécessaire de s'intéresser aux évolutions des réseaux personnels des migrants, afin de voir en quoi et à quels moments celles-ci sont susceptibles d'impacter leurs trajectoires individuelles [Schapendonk, 2014 ; Wissink et Mazzucato, 2018].

Les caractéristiques de mon panel d'enquêtés a également pu contribuer par certains aspects à délivrer l'image d'un espace migratoire relativement lisse entre la Syrie et la Jordanie. En effet, j'ai largement axé mon propos autour des chaînes relationnelles activées par mes interlocuteurs afin de passer plus facilement les frontières, de contourner les obstacles se dressant sur leur route, minimisant ainsi par moment les effets de blocages, engendrés par les systèmes de surveillance et les dispositifs de contrôles mis en place par les États d'accueil et de transit, afin de maintenir à l'écart les populations jugées « indésirables » [Agier, 2008]. Ainsi, en dépit d'une apparente fluidité, les mobilités des réfugiés restent fortement entravées, y compris à l'échelle transfrontalière, au Moyen-Orient. Le groupe étudié dans cette thèse a pour sa part eu la possibilité de s'appuyer sur des réseaux relationnels solidement implantés des deux côtés de la frontière, contrairement à certains individus, plus dépourvus en terme de capital social et économique. Cela ne doit donc pas faire oublier que de nombreuses personnes sont victimes de politiques de confinement et d'encampement qui visent à contenir les flux à l'intérieur même, ou du moins au plus près des frontières étatiques de la Syrie. En m'intéressant à des parcours migratoires, à partir d'une approche centrée sur les réseaux sociaux en migration, l'un des objectifs de mon propos visait toutefois à souligner l'impact des mesures coercitives prises à l'encontre des réfugiés, sur la capacité de ces derniers à mobiliser leurs relations personnelles afin d'accéder à des ressources [Collyer, 2005].

Malgré les limites qui viennent d'être évoquées, cette thèse a toutefois contribué à mieux rendre compte du caractère dynamique et particulièrement labile des réseaux de personnes et de localités formant l'ossature des flux de réfugiés, en particulier entre la Syrie et la Jordanie. Ainsi, on a pu voir que lorsque les réseaux de lieux étaient stables et que les frontières demeuraient « ouvertes », comme ce fut le cas durant les premiers temps

de l'insurrection, les relations interpersonnelles se révélaient d'un poids déterminant dans le fait d'emprunter certains chemins, de transiter par certains espaces plutôt que d'autres. Au contraire, le renforcement des conditions d'accueil et d'installation des Syriens en Jordanie à partir de 2013 a eu d'importantes conséquences sur les contours et les caractéristiques des réseaux d'acteurs et de lieux structurant ces circulations. En effet, l'introduction par le gouvernement jordanien de politiques migratoires coercitives a entraîné le réagencement, ainsi que la complexification de ces réseaux topologiques et topographiques à l'échelle transfrontalière. Ces réseaux, à la différence de ceux sur lesquels s'appuyaient les réfugiés au début du conflit, qui tiraient leur efficacité de leur ancienneté et de leur structuration sur le long terme, sont devenus beaucoup plus éphémères, impliquant des individus situés en dehors des seules limites des réseaux personnels des réfugiés. Du point de vue spatial, ces acteurs du mouvement ont favorisé la mise en relation d'espaces distants et la structuration de réseaux de lieux, susceptibles de varier en fonction de l'ouverture et de la fermeture de certains passages, et dont les formes sont parallèlement devenues de plus en plus ponctuelles, éphémères et mobiles.

Le même constat peut être appliqué aux autres routes et localités structurant l'espace migratoire euro-méditerranéen. Les « *nouqta* », ces points de regroupement des candidats au départ pour l'Europe mentionnés à plusieurs reprises par les enquêtés, sont sûrement l'exemple le plus probant du caractère mobile et profondément changeant des itinéraires empruntés par les populations migrantes dans la région. En effet, les passeurs opérant sur les rives orientales de la mer Égée ont pris l'habitude d'adapter leur lieu de départ vers la Grèce en fonction des patrouilles des gardes-côtes turcs, faisant ainsi varier « les lignes et les points » [Pliez et Choplin, 2018] servant d'ossature aux nombreux flux migratoires parcourant cet espace. En 2016, l'accord conclu entre l'Union européenne et le gouvernement turc est une nouvelle fois venu reconfigurer les contours des itinéraires empruntés par les candidats au départ vers le territoire de l'espace Schengen, orientant dès lors les réfugiés vers d'autres lieux de passage situés sur les rives méridionale de la Méditerranée, contrôlés par des acteurs ayant déjà facilité auparavant les circulations d'autres candidats à l'exil pour l'Europe. Ainsi, l'espace migratoire syrien, majoritairement transfrontalier et de relative proximité avant le début du conflit, n'a cessé de se remodeler, de se morceler depuis 2011, tout en adoptant une dimension de plus en plus intercontinentale. Par conséquent, à mesure que se développe ce champ migratoire et que se renforcent les dispositifs de contrôle et de surveillance dans les pays du pourtour

méditerranéen, les distances parcourues par les réfugiés en quête d'un nouveau lieu de vie se révèlent être de plus en plus longues, les lieux et les espaces traversés plus nombreux, les voyages plus fragmentés, plus coûteux, mais aussi plus dangereux. Dans le contexte contemporain d'une mondialisation croissante de l'exil syrien, les routes, les lieux et les acteurs structurant ces mobilités restent donc encore nombreux à observer.

Les supports cartographiques élaborés dans le cadre de cette thèse ont contribué à témoigner de la complexité socio-spatiale des périlleux voyages des réfugiés syriens. De nombreuses améliorations peuvent encore être apportées à ces figures, en particulier dans la prise en compte de la dimension temporelle de ces circulations. Cette limite pourrait en partie être contournée par le recours à une cartographie dynamique, probablement plus à même de rendre compte des blocages et des phases d'arrêts, ponctuant ça et là les parcours des exilés. Poursuivre les travaux dans cette voie permettrait également de s'intéresser à des trajectoires migratoires se déployant sur des échelles géographiques plus vastes, impliquant un panel d'enquêtés et une diversité d'acteurs plus larges, tout comme des temporalités et des réseaux de lieux considérablement plus complexes que ceux étudiés dans le cadre de cette recherche doctorale. En plus d'améliorer le niveau de connaissance académique sur ces trajectoires migratoires alambiquées, faisant souvent la part belle aux bifurcations individuelles, aux réadaptations des parcours en fonction des événements personnels et conjoncturels rythmant ces circulations, l'enjeu demeure aussi de réussir à capter l'attention d'un public plus large, hors des seuls cercles universitaires, tout en contribuant à la nécessité d'innovation scientifique, dans un univers contemporain où les images sont devenues omniprésentes, et toujours plus chargées d'enjeux politiques et idéologiques.

BIBLIOGRAPHIE

Ababsa Myriam, 2012, « La gestion des quartiers informels en Jordanie », in Mohamed Kamel Dorai et Nicolas Puig (dir.), *L'urbanité des marges: migrants et réfugiés dans les villes du Proche-Orient*, Paris, France, Téraèdre : 87-114.

Ababsa Myriam, 2013, *Atlas of Jordan: history, territories and society*, Presses de l'IFPO Beyrouth, Liban, Institut français du Proche-Orient.

Ababsa Myriam, 2015, « De la crise humanitaire à la crise sécuritaire. Les dispositifs de contrôle des réfugiés syriens en Jordanie (2011-2015) », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 31, n° 3 et 4 : 73-101.

Abboud Cha'ban, 2007, « Les quartiers informels de Damas: une ceinture de misère », in Youssef Courbage, Mohammed Al-Dbiyat, Baudouin Dupret, et Zouhair Ghazzal (dir.), *La Syrie au présent: reflets d'une société*, Arles, France, Sindbad-Actes Sud.

Abou Romieh Mohammad, Westaway Rob, Daoud Mohamad, et Bridgland David R., 2012, « First indications of high slip rates on active reverse faults NW of Damascus, Syria, from observations of deformed Quaternary sediments: Implications for the partitioning of crustal deformation in the Middle Eastern region », *Tectonophysics*, vol. 538–540 : 86-104.

Achilli Luigi, 2015, *Syrian refugees in Jordan. A reality check*, Migration Policy Centre, European University Institute, Florence.

Agier Michel, 1997, « Nouveaux contextes, nouveaux engagements. Comment être sur le terrain aujourd'hui? », in *Anthropologues en dangers: l'engagement sur le terrain*, Paris, J.-M. Place : 9-28.

Agier Michel, 2005, « Ce qui rend les terrains sensibles... et l'anthropologie inquiète », in Marion Fresia, Florence Bouillon, et Virginie Tallio (dir.), *Terrains sensibles. Expériences actuelles de l'anthropologie.*, Paris: Éd. de l'EHESS-CEAf (Dossiers africains).

Agier Michel, 2006, « Le gouvernement humanitaire et la politique des réfugiés », in Laurence Cornu et Patrice Vermeren (dir.), *La philosophie déplacée: autour de Jacques Rancière: colloque de Cerisy, Lyon?*, Horlieu.

Agier Michel, 2008, *Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*, Flammarion, Paris.

Agier Michel, 2010, *Le couloir des exilés*, Éd. du Croquant, Bellecombe-en-Bauges.

Agier Michel, 2013, *La condition cosmopolite: l'anthropologie à l'épreuve du piège identitaire*, La Découverte, Paris.

Ajluni Salem et Kawar Mary, 2014, *The impact of the Syrian refugee crisis on the labour market in Jordan: a preliminary analysis*, International Labour Organization, Beyrouth.

Åkerman Sune, Kronborg Bo, et Nilsson Thomas, 1977, « Emigration, Family and Kinship », *American Studies in Scandinavia*, vol. 10, n° 2 : 105-122

Al-Ali Nadjie, Black Richard, et Koser Khalid, 2001, « Refugees and transnationalism: The experience of Bosnians and Eritreans in Europe », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 27, n° 4 : 615-634.

André-Poyaud Isabelle, Bahoken Françoise, Chardonnel Sonia, Charleux Laure, Depeau Sandrine, Dureau Françoise, Giroud Matthieu, Imbert Christophe, Quesseveur Erwan, et Tabaka Kamila, 2009, *Représentations graphiques et indicateurs des mobilités et des dynamiques de peuplement : contribution bibliographique*, Base de données, Projet MOBIDYC.

Anteby-Yemini Lisa, 2008, « Migrations africaines et nouveaux enjeux de la frontière israélo-égyptienne », *Cultures & Conflits*, n° 72 : 77-99.

Arab Chadia, 2009a, « Les circulations transnationales », in Geneviève Cortès et Laurent Faret (dir.), *Circulants marocains en réseau. La diversité des itinéraires et des routes migratoires*, Armand Colin : 73-90.

Arab Chadia, 2009b, *Les Aït Ayad: la circulation migratoire des Marocains entre la France, l'Espagne et l'Italie*, Rennes, Press. Univ. de Rennes.

Autheman Nicolas et Prunault Delphine, 2016, *Réfugiés un marché sous influence*, CPB Films prod., 70', Paris.

Axhausen Kay W., 2007, « Activity spaces, biographies, social networks and their welfare gains and externalities », *Arbeitsberichte Verkehrs- und Raumplanung*, vol. 407.

BABELS, 2018, « Berlin. La Willkommenskultur ou les ambivalences de la politique d'hospitalité », in *Entre accueil et rejet: Ce que les villes font aux migrants*, Le Passager clandestin.

Baby-Collin Virginie, 2014, *Prendre place ici et là-bas. Géographie multisituée des migrations boliviennes (Argentine, Etats-Unis, Espagne)*, Habilitation à Diriger des Recherches, Université Paris Ouest Nanterre la Défense, 530 p.

Bacon Lucie, Clochard Olivier, Honoré Thomas, Lambert Nicolas, Mekdjian Sarah, et Rekacewicz Philippe, 2016, « Cartographier les mouvements migratoires », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 32, n° 3 : 185-214.

Baeza Cecilia, 2015, « Refugees from Syria in Latin America: beyond the Rhetoric », *Observatoire Politique de l'Amérique latine et des Caraïbes*, vol. Note d'analyse n°1.

Bagchi Ann D., 2001, « Migrant Networks and the Immigrant Professional: An Analysis of the Role of Weak Ties », *Population Research and Policy Review*, vol. 20, n° 1/2 : 9-31.

Bahoken Françoise, 2013, « Sur la première carte des flux réalisée avec des flèches (Ravenstein, 1885) », *Confins. Revue franco-brésilienne de géographie / Revista franco-brasilera de geografia*, n° 17.

Bahoken Françoise, 2016, *Contribution à la cartographie d'une matrice de flux*, Thèse de doctorat, Université Paris Diderot (Paris 7), Paris.

Bailly Antoine et Scariati Renato, 1999, *Voyage en géographie: une géographie pour le monde, une géographie pour tout le monde*, Paris, Anthropos.

Bakewell Oliver, 1999, « Can we ever rely on refugee statistics? », *Radstats*, n° 72.

Balanche Fabrice, 2006, « Damas: chronique d'une pénurie annoncée », *Confluences en Méditerranée*, n° 58 : 10.

Balanche Fabrice, 2009, « L'habitat illégal dans l'agglomération de Damas et les carences de l'Etat », *Revue Géographique de l'Est*, vol. 49, n° 4.

Barnes John A., 2014, « Classes sociales et réseaux dans une île de Norvège, Social classes and networks on a Norwegian island », *Réseaux*, n° 182 : 209-237.

Baujard Julie, 2005, « Ni espionne, ni avocate. La place ambiguë de l'ethnologue auprès des réfugiés », in Florence Bouillon, Marion Fresia, et Virginie Tallio (dir.), *Terrains sensibles: expériences actuelles de l'anthropologie*, Paris, France, Centre d'études africaines, EHESS : 125-144.

Bazin Laurent, 2004, « Relégation, marché et désactivation du militantisme communiste », *Journal des anthropologues. Association française des anthropologues*, n° 96-97 : 71-108.

Beaud Stéphane et Weber Florence, 2010, *Guide de l'enquête de terrain produire et analyser des données ethnographiques*, Paris, La Découverte.

Becquart Charlotte, 2014, *L'exil syrien à Amman. Insertion et territorialisation des réfugiés syriens dans la capitale jordanienne*, Mémoire de Master, Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris, 143 p.

De Bel-Air Françoise, 2003, « Migrations internationales et politique en Jordanie », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 19, n° 3 : 9-41.

De Bel-Air Françoise, 2005a, « Politiques d'immigration de travail et construction nationale en Jordanie (1975-2002) », in *Mondes en mouvements. Migrants et migrations au Moyen-Orient au tournant du XXIème siècle* : 159-178.

De Bel-Air Françoise, 2005b, « Migration et politique. Politiques d'immigration de travail et construction nationale en Jordanie (1975-2002). », in France Métral et Hana Jaber (dir.), *Mondes en mouvements. Migrants et migrations au Moyen-Orient au tournant du XXIème siècle*, Institut français du Proche-Orient : 159-178.

De Bel-Air Françoise, 2013, « Composition of the population », in Myriam Ababsa (dir.), *Atlas of Jordan: history, territories and society*, Beyrouth, Liban, Presses de l'IFPO : 246-252.

De Bel-Air Françoise, 2015a, « Jordanie », in Simon Gildas (dir.), *Dictionnaire des migrations internationales*, Armand Colin.

De Bel-Air Françoise, 2015b, *A note on Syrian refugees in the Gulf: attempting to assess data and policies*, Migration Policy Centre, European University Institute, Florence, Gulf Research Centre, Gulf Labour Markets and Migration.

De Bel-Air Françoise, 2016, *Migration Profile: Jordan*, Migration Policy Centre, European University Institute, Florence.

De Bel-Air Françoise et Dergarabedian Arda, 2006, « Migrations de travail, globalisation et politique: les Zones industrielles qualifiantes (QIZ) de Jordanie », in *Migration et politique au Moyen-Orient*, Beyrouth, Presses de l'Ifpo : 37-60.

BenEzer Gadi et Zetter Roger, 2015, « Searching for Directions: Conceptual and Methodological Challenges in Researching Refugee Journeys », *Journal of Refugee Studies*, vol. 28, n° 3 : 297-318.

Bernardot Marc et Thomas Hélène, 2014, « Notes sur l'hybridité », *Revue Asylon(s)*, n° 13.

Berrou Jean-Philippe, 2010, *Encastrément, réseaux sociaux et dynamique des micro et petites entreprises informelles en milieu urbain africain*, Thèse de doctorat, Université de Bordeaux 4.

Berrou Jean-Philippe et Gondard-Delcroix Claire, 2012, « Dynamique des réseaux sociaux et résilience socio-économique des micro-entrepreneurs informels en milieu urbain africain », *Mondes en développement*, vol. 156, n° 4 : 73-88.

Bertaux Daniel, 1976, *Histoires de vies - ou récits de pratiques ? Méthodologie de l'approche biographique en sociologie*, Rapport au CORDES.

Bertaux Daniel, 1980, « L'approche biographique: sa validité méthodologique, ses potentialités », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol. 69 : 197-225.

Bertaux Daniel, 2010, *Le récit de vie*, A. Colin, Paris.

Berthomière William, 2002, « Juifs ex-Soviétiques et Ethiopiens: nouveaux acteurs de la mosaïque Israël », *Hommes & migrations*, n° 1235 : 40-54.

Berthomière William, 2007, « Globalisation des migrations internationales », *Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée*, vol. 119-120 : 157-177.

Berthomière William, Dorai Mohamed Kamel, et Tapia Stéphane de, 2003, « Éditorial. Moyen-Orient: mutations récentes d'un carrefour migratoire », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 19, n° vol. 19-n°3 : 7-8.

Besse Jean Marc, 2010, « Cartographies », *Les carnets du paysage*, n° 20 : 5-9.

Betts Alexander et Collier Paul, 2015, « Help refugees help themselves: let displaced Syrians join the labor market », *Foreign Affairs*, vol. November/December.

Bianquis Anne Marie, 1977, « Le problème de l'eau à Damas et dans sa Ghouta », *Revue de géographie de Lyon*, vol. 52, n° 1 : 35-53.

Bidart Claire et Charbonneau Johanne, 2011, « How to Generate Personal Networks: Issues and Tools for a Sociological Perspective », *Field Methods*, vol. 23, n° 3 : 266-286.

Bidart Claire, Degenne Alain, et Grossetti Michel, 2011, *La vie en réseau: dynamique des relations sociales*, Paris, Presses universitaires de France.

Bilecen Başak, Gamper Markus, et Lubbers Miranda J., 2017, « The missing link: Social network analysis in migration and transnationalism », *Social Networks*.

Black Richard, 1991, « Refugees and displaced persons: geographical perspectives and research directions », *Progress in Human Geography*, vol. 15, n° 3 : 281-298.

Black Richard, 2001, « Fifty Years of Refugee Studies: From Theory to Policy », *International Migration Review*, vol. 35, n° 1 : 57-78.

Black Richard et Robinson Vaughan (dir.), 1993, *Geography and refugees: patterns and processes of change*, London; New York: New York, Belhaven Press; Co-published in the Americas with Halsted Press.

Blanchet Alain et Gotman Anne, 2010, *L'enquête et ses méthodes. L'entretien*, Paris, A. Colin.

Bojarczuk Sara et Mühlau Peter, 2017, « Mobilising social network support for childcare: The case of Polish migrant mothers in Dublin », *Social Networks*.

Bontemps Véronique, Bourmaud Philippe, et Roussel Cyril, 2015, « Frontières et circulations au Moyen-Orient (Machrek/Turquie) », *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, n° 27.

Bontemps Véronique et Puig Nicolas, 2015, « Éditorial », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 30, n° 2 : 7-12.

Boswell Christina, 2003, « Burden-Sharing in the European Union: Lessons from the German and UK Experience », *Journal of Refugee Studies*, vol. 16, n° 3 : 316-335.

Boubakri Hassan, 2016, « Migration et asile en Tunisie depuis 2011: vers de nouvelles figures migratoires? », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. Vol. 31, n° 3 : 17-39.

Bouillon Florence, 2005, « Pourquoi accepte-t-on d'être enquêté? Le contre-don, au coeur de la relation ethnographique », in Florence Bouillon, Marion Fresia, et Virginie Tallio (dir.), *Terrains sensibles: expériences actuelles de l'anthropologie*, Paris, France, Centre d'études africaines, EHESS.

Bouillon Florence, Choplin Armelle, Schmoll Camille, et Zeneidi Djemila, 2005, « Introduction », in Anne Clerval, Antoine Fleury, Julien Rebotier, et Serge Weber (dir.), *Espace et rapports de domination*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Bourgey André, 1985, « Importance des migrations internationales de travail dans l'Orient arabe », in André Bourgey, Philippe Gorokhoff, Michel Nancy, Alain Roussillon, Élisabeth Longuenesse, et Salim Nasr (dir.), *Migrations et changements sociaux dans l'Orient arabe*, Beyrouth, CERMOC.

Boyandin Ilya, Bertini Enrico, et Lalanne Denis, 2010, *Using flow maps to explore migrations over time*.

Boyer Florence, 2005, *Etre migrant et Touareg de Bankilaré (Niger) à Abidjan (Côte d'Ivoire): des parcours fixes, une spatialité nomade*, Thèse de doctorat, Université de Poitiers, Poitiers.

Boyd Monica, 1989, « Family and Personal Networks in International Migration: Recent Developments and New Agendas », *International Migration Review*, vol. 23, n° 3 : 638-670.

Brachet Julien, 2005, « Migrants, transporteurs et agents de l'État: rencontre sur l'axe Agadez-Sebha », *Autrepart*, vol. 36, n° 4 : 43.

Brachet Julien, 2009, *Migrations transsahariennes: Vers un désert cosmopolite et morcelé*, Bellecombe-en-Bauges, Editions du Croquant.

Brachet Julien, 2012, « Géographie du mouvement, géographie en mouvement. La mobilité comme dimension du terrain dans l'étude des migrations », *Annales de géographie*, vol. 687-688, n° 5 : 543-560.

Brachet Julien, Choplin Armelle, et Pliez Olivier, 2011, « Le Sahara entre espace de circulation et frontière migratoire de l'Europe », *Hérodote*, vol. 142, n° 3 : 163.

Bredeloup Sylvie et Pliez Olivier, 2005, « Migrations entre les deux rives du Sahara », *Autrepart*, vol. 36, n° 4 : 3-20.

Bruneau Michel, 2004, *Diasporas et espaces transnationaux*, Paris, Anthropos: Diffusion Economica.

Bruner Edward M., 1986, « Introduction. Experience and Its Expressions », in Victor Witter Turner et Edward M. Bruner (dir.), *The Anthropology of Experience*, University of Illinois Press.

Brunet Roger et Dollfus Olivier, 1990, *Mondes nouveaux. Géographie universelle*, Hachette/Reclus, Paris/Montpellier.

Bruslé Tristan, 2006, *Aller et venir pour survivre ou s'enrichir: circulations du travail, logiques migratoires et construction du monde des Népalais en Inde*, Université de Poitiers, Poitiers.

Buire Chloé, 2012, « Les arts-de-faire du terrain », *Annales de Géographie*, vol. 121, n° 687/688 : 600-620.

Burgat François et Paoli Bruno (dir.), 2013, *Pas de printemps pour la Syrie: les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013)*, Paris, La Découverte.

Burrick Delphine, 2010, « Une épistémologie du récit de vie », *Recherches qualitatives*, vol. Hors-série, n° 8 : 7-36.

Buscher Dale, 2015, *Formidable intersections: forced migration, gender and livelihoods*, SSRN Scholarly Paper, Social Science Research Network, Rochester, NY.

Cachia Romina et Maya Jariego Isidro, 2017, « Mobility types, transnational ties and personal networks in four highly skilled immigrant communities in Seville (Spain) », *Social Networks*.

- Caquard Sébastien et Dimitrovas Stefanie, 2017, « Story Maps & Co. État de l'art de la cartographie des récits sur Internet », *M@ppemonde*, vol. 2017, n° 121.
- Caquard Sébastien et Joliveau Thierry, 2016, « Penser et activer les relations entre cartes et récits », *Mappemonde*, n° 118.
- Carrasco Juan-antonio, Miller Eric J., et Wellman Barry, 2008, « How Far and with Whom Do People Socialize? Empirical Evidence About the Distance Between Social Network Members », *Transportation Research Record: Journal of the Transportation Research Board*, vol. 2071 : 114-122.
- Casas-Cortes Maribel et Cobarrubias Sebastian, 2007, « Drawing Escape Tunnels Through Borders. Cartographic Research Experiments by European Social Movements », in Lize Mogel et Alexis Bhagat (dir.), *An atlas of radical cartography*, Los Angeles, Calif, Journal of Aesthetics & Protest Press.
- Casas-Cortes Maribel, Cobarrubias Sebastien, Pezzani Lorenzo, Tazzioli Martina, Heller Charles, et Garelli Glenda, 2015, « New keywords: migration and borders », *Cultural Studies*, vol. 29, n° 1 : 55-87.
- Cazanova Vincent et Izambert Caroline, 2010, « La carte, un objet graphique », *Vacarme*, n° 50.
- Cefaï Daniel et Amiraux Valérie, 2002, « Les risques du métier: Engagements problématiques en sciences sociales », *Cultures et Conflits*, n° 47 : 15-48.
- Chalcraft John T., 2009, *The invisible cage: Syrian migrant workers in Lebanon*, Stanford, Calif., Etats-Unis d'Amérique, Stanford University Press.
- Chaliand Gérard, Jan Michel, et Jean-Pierre Rageau, 1994, *Atlas historique des migrations*, Éd. du seuil, Paris.
- Chaliand Gérard et Rageau Jean-Pierre, 1991, *Atlas des diasporas*, Jacob, Paris.
- Chamberlain Mary et Leydesdorff Selma, 2004, « Transnational Families: Memories and Narratives », *Global Networks*, vol. 4, n° 3 : 227-241.
- Chapman Murray et Prothero R. Mansell, 1983, « Themes on Circulation in the Third World », *The International Migration Review*, vol. 17, n° 4 : 597-632.
- Chardonnel Sonia, 2007, « Time-geography: Individuals in Time and Space », in Léna Sanders (dir.), *Models in spatial analysis*, London; Newport Beach, CA, ISTE.
- Chardonnel Sonia, [s. d.], *Torsten Hägerstrand*, <http://www.hypergeo.eu/spip.php?article540> (consulté le 6 mars 2017).
- Choldin Harvey M., 1973, « Kinship Networks in the Migration Process », *The International Migration Review*, vol. 7, n° 2 : 163-175.
- De Châtel Francesca, 2014, « The Death of the Garden of Eden », in Terje Tvedt et Terje Oestigaard (dir.), *History of Water, A, Series III, Volume 1: Water and Urbanization*, London, I.B.Tauris.

- De Châtel Francesca et Raba'a M., 2014, « Waterless Wadi Barada: Manufacturing Scarcity in a Syrian River Valley », *Middle East report*, vol. 271 : 10-17.
- Chatelard Géraldine, 2005, « Iraqi Asylum Migrants in Jordan: Conditions, Religious Networks and the Smuggling Process », in *Poverty, International Migration and Asylum*, Palgrave Mcmillan : 341-370.
- Chatelard Géraldine, 2010, *Jordan: A Refugee Haven*, Migration Information Source.
- Chatelard Géraldine, 2011, *Iraqi Refugees and IDPs: From Humanitarian Intervention to Durable Solutions*, Fondation pour la recherche stratégique, The Middle East Institute.
- Chatelard Géraldine, 2002, *Jordan as a transit country: semi-protectionist immigration policies and their effects on Iraqi forced migrants*, Working Paper n°61, New Issues in Refugee Research, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, Florence.
- Chatelard Géraldine, 2016, « Iraqi and Syrian Refugees in Jordan Adjusting to Displacement: Comparing their Expectations towards UNHCR and their Capacities to use their Educational Assets », in Filippo Dionigi (dir.), *The Long-Term Challenges of Forced Migration Perspectives from Lebanon, Jordan and Iraq*, London, London School of Economics.
- Chatelard Géraldine et Dorai Mohamed Kamel, 2009, « La présence irakienne en Syrie et en Jordanie: dynamiques sociales et spatiales, et modes de gestion par les pays d'accueil, The Iraqi presence in Syria and Jordan : social and spatial dynamics and management by host countries », *Maghreb - Machrek*, n° 199 : 43-60.
- Chatelard Géraldine et Dorai Mohamed Kamel, 2010, « Les Irakiens en Syrie et en Jordanie », *Transcontinentales. Sociétés, idéologies, système mondial*, n° 8/9.
- Chatty Dawn, 2010, *Displacement and dispossession in the modern Middle East*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Cheung Sin Yi et Phillimore Jenny, 2014, « Refugees, Social Capital, and Labour Market Integration in the UK », *Sociology*, vol. 48, n° 3 : 518-536.
- Cheyran Jean Pierre, 2007, « Les processus spatio-temporels: quelques notions et concepts préalables à leur représentation », *M@ppemonde*, n° 87.
- Choplin Armelle et Pliez Olivier, 2010, « De la difficulté de cartographier l'espace saharo-sahélien », *M@ppemonde*, n° 103.
- Choplin Armelle et Pliez Olivier, 2018, *La mondialisation des pauvres - Loin de Wall St. et de Davos*, Paris, Seuil.
- Choplin Armelle, 2011, « (Re)construire l'image des territoires du Sahara et du Sahel », *Mappemonde*.
- Christophersen Mona, Moe Thorleifsson Cathrine, et A. Tiltnes Åge, 2013, *Ambivalent Hospitality. Coping strategies and local responses to Syrian refugees in Lebanon*, FAFO Report.
- Clochard Olivier, 2003, « La Méditerranée: dernière frontière avant l'Europe », *Les Cahiers d'Outre-Mer. Revue de géographie de Bordeaux*, vol. 56, n° 222 : 159-180.

Clochard Olivier, 2007, *Le jeu des frontières dans l'accès au statut de réfugié: une géographie des politiques européennes d'asile et d'immigration*, Université de Poitiers. Département de géographie, Poitiers.

Clochard Olivier, 2010, « Le contrôle des flux migratoires aux frontières de l'Union européenne s'oriente vers une disposition de plus en plus réticulaire », *Carnets de géographes*, n° 1.

Clochard Olivier, Emmanuel Blanchard, Caroline Maillary, et Alain Morice, 2009, *Atlas des migrants en Europe*, A. Colin.

Clochard Olivier, Migreurop, et Blanchard Emmanuel (dir.), 2012, *Atlas des migrants en Europe: géographie critique des politiques migratoires*, Paris, Armand Colin.

Coffey Amanda, 1999, *The ethnographic self: fieldwork and the representation of identity*, London; Thousand Oaks, Calif, SAGE Publications.

COLEF, 2013, *Encuestas sobre Migración en las Fronteras Norte y Sur de México*. Serie anualizada 2004-2011, SEGOB, Mexico.

Collet Beate et Veith Blandine, 2013, « Les faits migratoires au prisme de l'approche biographique », *Migrations Société*, n° 145 : 37-48.

Collyer Michael, 2005, « When Do Social Networks Fail to Explain Migration? Accounting for the Movement of Algerian Asylum-Seekers to the UK », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 31, n° 4 : 699-718.

Collyer Michael, 2007, « In-Between Places: Trans-Saharan Transit Migrants in Morocco and the Fragmented Journey to Europe », *Antipode*, vol. 39, n° 4 : 668-690.

Collyer Michael, 2010, « Stranded Migrants and the Fragmented Journey », *Journal of Refugee Studies*, vol. 23, n° 3 : 273-293.

Collyer Michael et King Russell, 2015, « Producing transnational space: International migration and the extra-territorial reach of state power », *Progress in Human Geography*, vol. 39, n° 2 : 185-204.

Cortes Geneviève, 1998, « Migrations, systèmes de mobilité, espaces de vie: à la recherche de modèles », *Espace géographique*, vol. 27, n° 3 : 265-275.

Cortes Geneviève et Faret Laurent, 2009, « La circulation migratoire dans "l'ordre des mobilités" », in Geneviève Cortes et Laurent Faret (dir.), *Les circulations transnationales: lire les turbulences migratoires contemporaines*, Paris, France, A. Colin, impr. 2009.

Counilh Anne-Laure, 2014, *Parcours, expériences, projets: récits de vie de migrants ouest-africains à Nouadhibou (Mauritanie)*, Thèse de doctorat, Université de Poitiers, Poitiers, 550 p.

Courbage Youssef, 1994, « Évolution démographique et attitudes politiques en Syrie », *Population (French Edition)*, vol. 49, n° 3 : 725-749.

Courbage Youssef, 1997, « Réflexions sur la population de la Jordanie à partir du nouveau recensement de 1994 », *Population*, vol. 52, n° 6 : 1563-1570.

- Crick Malcom, 1995, « Ali and me: an essay in street-corner anthropology », in Judith Okely et Helen Callaway (dir.), *Anthropology and autobiography*, London, Routledge : 173-190.
- Crisp Jeff, 1999, *Who has counted the refugees? UNHCR and the politics of numbers*, New Issues in Refugee Research, Working Paper No. 12, UNHCR, Geneva.
- Dahdah Assaf, 2015, *Habiter la ville sans droits Les travailleurs migrants dans les marges de Beyrouth (Liban)*, Thèse de doctorat, Université Aix-Marseille (AMU), Marseille, 582 p.
- Dalal Ayham, 2014, *Camp Cities between Planning and Practice. Mapping the Urbanisation of Zaatari Camp*, Mémoire de Master, Ain Shams University / University of Stuttgart, Cairo / Stuttgart, 155 p.
- Dalal Ayham, 2015, « A Socio-economic Perspective on the Urbanisation of Zaatari Camp in Jordan », *Migration Letters*, vol. 12, n° 3 : 263-278.
- Darling Jonathan, 2016, « Asylum in Austere Times: Instability, Privatization and Experimentation within the UK Asylum Dispersal System », *Journal of Refugee Studies*, vol. 29, n° 4 : 483-505.
- Davidson Charles, 2015, *The Temporary Permanence of Syrian Refugees in Jordan*, Mémoire de Master, University of Arkansas, Fayetteville, 61 p.
- Degenne Alain et Forsé Michel, 2004, *Les réseaux sociaux*, A. Colin, Paris.
- Denis Sylvain, 2003, « Réfugié, psychologue, interprète: spécificité d'un dialogue à trois », in Ch Arbisio (dir.), *Détresse sociale, souffrance psychique: l'enjeu du sujet*, Presses universitaires de Namur.
- Derriennic Jean-Pierre, 1974, *Israël en guerre*, Fondation nationale des sciences politiques.
- Dimašqī Šams al-Dīn Muhammad ibn Abī Tālib, 1874, *Manuel de la cosmographie du moyen âge*, C. A. Reitzel: Copenhague.
- Diminescu Dana, 2010, « Présentation », *Réseaux*, n° 159 : 9-13.
- Diminescu Dana (dir.), 2012, *e-Diasporas Atlas: Exploration and Cartography of Diasporas on Digital Networks*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme.
- Diminescu Dana, 2014, « Éditorial », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 30, n° vol. 30-n°3 et 4 : 7-13.
- Dippel Anika, 2017, *L'habiter des réfugiés berlinois et leurs modalités d'accès à la ville et à la société d'accueil*, Mémoire de Master, Aix-Marseille Université, Marseille, 162 p.
- Doraï Mohamed Kamel, 2000, « Les parcours migratoires des Palestiniens de Suède et d'Europe du nord. », *Revue d'études palestiniennes*, n° (75) n°23 nouvelle série : 38-52.
- Doraï Mohamed Kamel, 2003, « Palestinian Emigration from Lebanon to Northern Europe: Refugees, Networks and Transnational Practices. », *Refuge*, vol. 21, n° 2 : 23-31.
- Doraï Mohamed Kamel, 2006, *Les réfugiés palestiniens du Liban. Une géographie de l'exil*, CNRS Editions.

- Doraï Mohamed Kamel, 2009a, « L'exil irakien à Damas. Modes d'insertion urbaine et reconfiguration des réseaux migratoires. », *Echogeo*, n° 8.
- Doraï Mohamed Kamel, 2009b, « Le rôle de la Syrie dans l'accueil des réfugiés irakiens depuis 2003: espace de transit, espace d'installation », *Méditerranée. Revue géographique des pays méditerranéens / Journal of Mediterranean geography*, n° 113 : 139-146.
- Doraï Mohamed Kamel, 2011, « Iraqis in exile: Migratory networks as a coping strategy », *International Journal of Contemporary Iraqi Studies*, vol. 5, n° 2 : 215-229
- Doraï Kamel, 2014a, « State, Migration, and Borders' Fabric in the Middle East », *Frontera Norte*, vol. 26, n° Numero especial 3 : 119-139.
- Doraï Kamel, 2014b, « Asile, camps et insertion urbaine des migrants et des réfugiés au Moyen-Orient. Une mise en perspective régionale », in Michel Agier et Clara Lecadet (dir.), *Un monde de camps*, Paris, France, la Découverte : 218-228.
- Doreian Patrick et Conti Norman, 2012, « Social context, spatial structure and social network structure », *Social Networks*, vol. 34, n° 1 : 32-46.
- Doron Adrien, 2017, « Devenir importateur transnational en Tunisie: articulations entre mobilités et relations sociales », *Espace populations sociétés. Space populations societies*, n° 2017-2.
- Drever Anita I. et Hoffmeister Onno, 2008, « Immigrants and Social Networks in a Job-Scarce Environment: The Case of Germany¹ », *International Migration Review*, vol. 42, n° 2 : 425-448.
- Drozd Martine et Pliez Olivier, 2005, « Entre Libye et Soudan: la fermeture d'une piste transsaharienne, Abstract », *Autrepart*, n° 36 : 63-80.
- Dujmovic Morgane et Sintès Pierre, 2017, « Chauvinisme frontalier sur la «route des Balkans» », *Hommes & Migrations*, n° 1317-1318 : 107-115.
- Dupont Louis, 2014, « Terrain, réflexivité et auto-ethnographie en géographie », *Géographie et cultures*, n° 89-90 : 93-109.
- Durand Emmanuelle, 2017, « Des routes migratoires aux rues marchandes - Vendeurs de rue syriens à Beyrouth », *Hommes et migrations*, n° 1319 : 125-134.
- Durand Marie-Françoise, 1994, « Entre territoires et réseaux », in Bertrand Badie et Catherine Wihtol de Wenden (dir.), *Le défi migratoire: questions de relations internationales*, Paris, France, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques : 141-157.
- Düvell Franck, 2006, « Crossing the Fringes of Europe: Transit Migration in the EU's Neighbourhood – COMPAS », *Working paper*.
- Dwyer Peter et Brown David, 2008, « Accommodating 'others'?: housing dispersed, forced migrants in the UK », *Journal of Social Welfare and Family Law*, vol. 30, n° 3 : 203-218.
- Eastmond Marita, 2007, « Stories as lived experience: Narratives in forced migration research », *Journal of refugee studies*, vol. 20, n° 2 : 248.

El-Or Tamar, 1992, « Do you really know how they make love? The limits on intimacy with ethnographic informants », *Qualitative Sociology*, vol. 15, n° 1 : 53-72.

Elgendy N. et Hussein N., 2016, « Tracing Syrian Refugees Urban Mobilities: The case of Egypt and Canada », *International Journal of Architectural and Environmental Engineering*, vol. 10, n° 6 : 2058-2069.

Emirbayer Mustapha et Goodwin Jeff, 1994, « Network Analysis, Culture and the Problem of Agency », *American Journal of Sociology*, vol. 99, n° 6 : 1411-1454.

Errighi Lorenza et Griesse Jörn, 2016, *The Syrian Refugee Crisis: Labour Market Implications in Jordan and Lebanon*, Discussion Paper 029, European Union, Luxembourg.

Faist Thomas, 2000, *The volume and dynamics of international migration and transnational social spaces*, Oxford: Oxford; New York, Clarendon Press; Oxford University Press.

Faist Thomas, 2010, « Transnationalisation: its conceptual and empirical relevance », in Cédric Audebert et Mohamed Kamel Dorai (dir.), *Migration in A Globalised World: New Research Issues and Prospects*, Amsterdam University Press.

Fakhry Alia, 2016, *The extraordinarily normal lives of Syrian women in Amman*, Mémoire de Master, Lund University, Center for Middle Eastern Studies, Lund.

Fakih Ali et Ibrahim May, 2016, *The Impact of Syrian Refugees on the Labour Market in Neighboring Countries: Empirical Evidence from Jordan*, Discussion Paper Series, Institute for the Study of Labor, Bonn.

Faret Laurent, 2003, *Les territoires de la mobilité: migration et communautés transnationales entre le Mexique et les Etats-Unis*, Paris, CNRS Editions.

Fargues Philippe, 2009, « Work, Refuge, Transit: An Emerging Pattern of Irregular Immigration South and East of the Mediterranean », *The International Migration Review*, vol. 43, n° 3 : 544.

Farinelli Franco, 2009, *De la raison cartographique*, CTHS.

Faust Katherine, Entwisle Barbara, Rindfuss Ronald, Walsh Stephen, et Sawangdee Yothin, 1999, « Spatial arrangement of social and economic networks among villages in Nang Rong District, Thailand », *Social Networks*, n° 21 : 311-337.

Fawcett James T., 1989, « Networks, Linkages, and Migration Systems », *International Migration Review*, vol. 23, n° 3 : 671-680.

Fazito Dimitri et Soares Weber, 2015, « The Industry of Illegal Migration: Social Network Analysis of the Brazil-US Migration System », *International Migration*, vol. 53.

Fernández Cortés Marta, 2016, *Raíces en el exilio: asentamiento (a)temporal para refugiados de la guerra siria: campo de Za'atari, Jordania*, Mémoire de Master, Universitat Politècnica de Catalunya, Barcelone.

Freeman James M., 1989, *Hearts of sorrow: Vietnamese-American lives*, Stanford, Calif, Stanford University Press.

Freeman James M. et Nguyễn Đình Hữu, 2003, *Voices from the camps: Vietnamese children seeking asylum*, Seattle, University of Washington Press.

Fresia Marion, 2005, « Entre mises en scène et non-dits: comment interpréter la souffrance des autres? », in Florence Bouillon, Marion Fresia, et Virginie Tallio (dir.), *Terrains sensibles: expériences actuelles de l'anthropologie*, Paris, France, Centre d'études africaines, EHESS : 31-54.

Fresia Marion, 2006, *Des réfugiés-migrants : les parcours d'exil des réfugiés mauritaniens au Sénégal*, UNHCR Research Paper, UNHCR, Genève.

Gallais Jean, 1976, « Contribution à la connaissance de la perception spatiale chez les pasteurs du Sahel », *L'Espace géographique*, vol. 5, n° 1 : 33-38.

Garrelts Nantke, Katz Bruce, et Noring Luise, 2016, *Cities and refugees: The German experience*, Centennial Scholar Initiative at Brookings, Brookings Institute, Washington.

Gehrig Tina et Monsutti Alessandro, 2003, « Territoires, flux et représentations de l'exil afghan: le cas des Hazaras et des Kaboulis », *A contrario*, vol. 1, n° 1 : 61-78.

Ghorashi Halleh, 2008, « Giving Silence a Chance: The Importance of Life Stories for Research on Refugees », *Journal of Refugee Studies*, vol. 21, n° 1 : 117-132.

Giacometti Caterina, 2017, « Italie: une gestion de l'accueil par l'urgence », in Migreurop (dir.), *Atlas des migrants en Europe - Approches critiques des politiques migratoires*, Paris, Armand Colin.

Gibb H. A. R., 1956, *The Travels of Ibn Battuta*, Syndics of the Cambridge University Press, London.

Gilbert Alan et Koser Khalid, 2006, « Coming to the UK: What do Asylum-Seekers Know About the UK before Arrival? », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 32, n° 7 : 1209.

Givre Olivier et Sintès Pierre, 2015, « Européaniser le local par-delà la frontière », in Carine Chavarochette, Magali Demanget, et Olivier Givre (dir.), *Faire frontière(s): raisons politiques et usages symboliques*, Paris; Montpellier, Éditions Karthala; MSH-M.

Gladkova Nataliia et Mazzucato Valentina, 2015, « Theorising Chance: Capturing the Role of Ad Hoc Social Interactions in Migrants' Trajectories », *Population, Space and Place*, vol. 23, n° 2.

Goldstein Joshua S., 2003, *War and Gender: How Gender Shapes the War System and Vice Versa*, Cambridge, Cambridge University Press.

Granovetter Mark S., 1973, « The Strength of Weak Ties », *American Journal of Sociology*, vol. 78, n° 6 : 1360-1380.

Grossetti Michel, 2011, « Les narrations quantifiées. Une méthode mixte pour étudier des processus sociaux », *Terrains & travaux*, vol. n° 19, n° 2 : 161-182.

Grossetti Michel et Barthe Jean-Francois, 2008, « Dynamique des réseaux interpersonnels et des organisations dans les créations d'entreprises », *Revue française de sociologie*, vol. 49, n° 3.

Grossetti Michel, Barthe Jean-François, et Beslay Christophe, 2006, « La mobilisation des relations sociales dans les processus de création d'entreprises. Aperçus à partir d'une enquête en cours », *Sociologies pratiques*, n° 13 : 47-59.

Grossetti Michel, Barthe Jean-Francois, et Chauvac Nathalie, 2011, *Les chaînes relationnelles dans un suivi longitudinal d'entreprises de création récente*, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00843024> (consulté le 7 février 2017).

Grote Janne, 2018, *The Changing Influx of Asylum Seekers in 2014-2016: Responses in Germany*, Working Paper 79, BAMF.

Grzymala-KazLowska Aleksandra, 2005, « From ethnic cooperation to in-group competition: undocumented Polish workers in Brussels », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 31, n° 4 : 675.

Guérin-Pace France, 2006, « Sentiment d'appartenance et territoires identitaires », *L'Espace géographique*, vol. Tome 35, n° 4 : 298-308.

Guilmoto Christophe et Sandron Frédéric, 2000, « La dynamique interne des réseaux migratoires dans les pays en développement », *Population*, vol. 55, n° 1 : 105-135.

Gumuchian Hervé, Marois Claude, et Fèvre Véronique, 2000, *Initiation à la recherche en géographie: aménagement, développement territorial, environnement*, PUM.

Gurak D.T. et Caces F., 1992, « Migration Networks and the Shaping of Migration Systems », in Mary M. Kritz, Lin Lean Lim, et Hania Zlotnik (dir.), *International migration systems: a global approach*, Clarendon Press.

Haddad Emma, 2004, *Who is not a refugee*, EUI Working Paper, 2004/6, European University Institute, Florence.

Hägerstrand Torsten, 1982, « Diorama, Path and Project », *Tijdschrift voor economische en sociale geografie*, vol. 73, n° 6 : 323-339.

Haider Huma, 2016, *Syrian refugee onward migration from Jordan to Europe*, K4D, University of Birmingham.

Hanafi Sari, 1994, *Les ingénieurs en Syrie. Modernisation, technobureaucratie et identité*, Thèse de doctorat, École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris.

Hannerz Ulf, 1996, « A quoi servent les réseaux? », in *Explorer la ville: éléments d'anthropologie urbaine*, Paris, Les Editions de Minuit.

Harley J. B, 1995, « Cartes, savoirs et pouvoirs », in Peter Gould et Antoine Bailly (dir.), *Le pouvoir des cartes: Brian Harley et la cartographie*, Paris, Anthropos.

Harley John Brian, 1995, « Déconstruire la carte », in Peter Gould et Antoine S. Bailly (dir.), *Le pouvoir des cartes: Brian Harley et la cartographie*, Paris, France, Anthropos.

Heller Charles et Pezzani Lorenzo, 2015, « Traces liquides: enquête sur la mort de migrants dans la zone-frontière maritime de l'Union européenne », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 30, n° 3 : 71-107.

Hendry Joy, 1995, « The paradox of friendship in the field. Analysis of a long-term Anglo-Japanese relationship », in Judith Okely et Helen Callaway (dir.), *Anthropology and autobiography*, London, Routledge : 161-172.

Herz Andreas, 2015, « Relational constitution of social support in migrants' transnational personal communities », *Social Networks*, vol. 40, n° Supplement C : 64-74.

Hily Marie-Antoinette, Berthomière William, et Mihaylova Dimitrina, 2004, « La notion de "réseaux sociaux" en migration », *Hommes et Migrations*, vol. 1250, n° 1 : 6-12.

Holzinger Flavie, 2013, « *Le Monde diplomatique* » d'Ignacio Ramonet de 1991 à 2008: analyse géopolitique des représentations, Paris 8.

Hourani Albert, 1992a, « Introduction », in Albert Hourani et Nadim Shehadi (dir.), *The Lebanese in the world: a century of emigration*, London, Centre for Lebanese Studies in association with I.B. Tauris.

Hourani Albert, 1992b, « Lebanese and Syrians in Egypt », in Albert Hourani et Nadim Shehadi (dir.), *The Lebanese in the world: a century of emigration*, London, Centre for Lebanese Studies in association with I.B. Tauris.

Al Hussein Jalal et Dorai Kamel, 2013, « La vulnérabilité des réfugiés palestiniens à la lumière de la crise syrienne », *Confluences Méditerranée*, vol. 87, n° 4 : 95.

Al Hussein Jalal, 2013a, « Jordan and the Palestinians », in Myriam Ababsa (dir.), *Atlas of Jordan*, Beyrouth, Liban, Presses de l'IFPO : 230-245.

Al Hussein Jalal, 2013b, « La Jordanie face à la crise syrienne », in *Pas de printemps pour la Syrie: les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013)*, Paris, La Découverte : 356.

Intrand Caroline et Perrouty Pierre-Arnaud, 2005, « La diversité des camps d'étrangers en Europe: présentation de la carte des camps de Migreurop », *Cultures & Conflits*, n° 57 : 71-90.

Jabbar Sinaria Abdel et Zaza Haidar Ibrahim, 2014, « Impact of conflict in Syria on Syrian children at the Zaatari refugee camp in Jordan », *Early Child Development and Care*, vol. 184, n° 9-10 : 1507-1530.

Jaber Hana, 2016, « Réfugiés syriens en Jordanie: choc démographique, résiliences et vulnérabilités », *Confluences Méditerranée*, n° 99 : 95-108.

Jacobsen Karen, 1996, « Factors Influencing the Policy Responses of Host Governments to Mass Refugee Influxes », *The International Migration Review*, vol. 30, n° 3 : 655-678.

Jacobsen Karen, 2006, « Refugees and Asylum Seekers in Urban Areas: A Livelihoods Perspective », *Journal of Refugee Studies*, vol. 19, n° 3 : 273.

Jacobsen Karen et Landau Loren B., 2003, « The Dual Imperative in Refugee Research: Some Methodological and Ethical Considerations in Social Science Research on Forced Migration: Methodological and Ethical Considerations in Refugee Research », *Disasters*, vol. 27, n° 3 : 185-206.

Jacobsen Katja Lindskov, 2016, « UNHCR, accountability and refugee biometrics », in Kristin Bergtora Sandvik et Katja Lindskov Jacobsen (dir.), *UNHCR and the Struggle for Accountability: Technology, Law and Results-based Management*, Routledge.

Jégou Laurent, 2013, *Vers une nouvelle prise en compte de l'esthétique dans la composition de la carte thématique: propositions de méthodes et d'outils*, Thèse de doctorat, Université Toulouse le Mirail - Toulouse II, Toulouse.

Kaddouri Lahouari, 2008, « Réflexion sur la sémiologie graphique animée des flux », *Mappemonde*, vol. 89, n° 1-2008.

Kassay Ali, 2013, « The Exclusion of Amman from Jordanian National Identity », in *Villes, pratiques urbaines et construction nationale en Jordanie*, Beyrouth, Presses de l'Ifpo : 256-271.

Kawakibi Salam, 2008, *Migration circulaire des Syriens : État et perspectives*, CARIM Analytic and Synthetic Notes, 2008/16, European University Institute, Florence.

Kibreab Gaim, 2007, « Why Governments Prefer Spatially Segregated Settlement Sites for Urban Refugees », *Refuge: Canada's Journal on Refugees*, vol. 24, n° 1.

Al-Kilani Saleh, 2014, « Un devoir et un fardeau pour la Jordanie », *Forced Migration Review*, vol. 47.

Kindler Marta, Ratcheva Vesselina, et Piechowska Maria, 2015, « Social networks, social capital and migrant integration at local level European literature review », *IRIS Working Paper Series*, n° 6.

Kobelinsky Carolina, 2012, « Des corps en attente. Le Quotidien des demandeurs d'asile », *Corps*, n° 10 : 183-192.

Kobelinsky Carolina, 2014, « Le temps dilaté, l'espace rétréci. Le quotidien des demandeurs d'asile », *Terrain. Anthropologie & sciences humaines*, n° 63 : 22-37.

Koser Khalid, 2007, « Refugees, Transnationalism and the State », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 33, n° 2 : 233-254.

Koser Khalid et Pinkerton Charles, 2002, *The Social Networks of Asylum Seekers and the Dissemination of Information About Countries of Asylum (Findings)*, Home Office Research Study, London.

Koslowski Rey, 2000, « The mobility money can buy: human smuggling and border control in the European Union », in Peter Andreas et Timothy Snyder (dir.), *The Wall Around the West: State Borders and Immigration Controls in North America and Europe*, Lanham, Rowman & Littlefield.

Krissman Fred, 2005, « Sin Coyote Ni Patrón: Why the "Migrant Network" Fails to Explain International Migration », *International Migration Review*, vol. 39, n° 1 : 4-44.

Kritz Mary M. et Zlotnik (dir.), 1992, « Global Interactions: Migration Systems, Processes, and Policies », in *International migration systems: a global approach; [papers presented at the Seminar on International Migration Systems, Processes, and Policies, held at the Awana Club, Genting Highlands, Malaysia, Sept. 19 - 23, 1988]*, Oxford, Clarendon Press : 1-16.

Lagarde David et Dorai Kamel, 2017, « De la campagne syrienne aux villes jordaniennes. Un réseau marchand transfrontalier à l'épreuve du conflit syrien », *Espace populations sociétés. Space populations societies*, n° 2017-2.

Lamba Navjot K. et Krahn Harvey, 2003, « Social capital and refugee resettlement: The social networks of refugees in Canada », *Journal of International Migration and Integration / Revue de l'intégration et de la migration internationale*, vol. 4, n° 3 : 335-360.

Lammers E. G., 2003, *Young urban refugees in Kampala, Uganda: some thoughts on the ethics and fieldwork issues of representation*, Amsterdam Institute for Social Science Research, Amsterdam.

Laplantine François, 2015, *La description ethnographique*, A. Colin, Paris.

Le Gall Josiane, 2005, « Familles transnationales: bilan des recherches et nouvelles perspectives », *Les Cahiers du Gres*, vol. 5, n° 1 : 29-42.

Lessault David et Beauchemin Cris, 2009, « Ni invasion, ni exode », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 25, n° 1 : 163-194.

Liagre Romain, 2008, « De la difficulté de cartographier les itinéraires migratoires clandestins », *Espace populations sociétés. Space populations societies*, n° 2008/3 : 453-461.

Lima Stéphanie, Lombard Jérôme, et Missaoui Hasnia-Sonia, 2017, « Mobilités, migrations inter-transnationales et réseaux sociaux: regards croisés empiriques et méthodologiques », *Espace populations sociétés. Space populations societies*, n° 2017-2.

Litwak Eugene, 1960, « Geographic Mobility and Extended Family Cohesion », *American Sociological Review*, vol. 25, n° 3 : 385-394.

Long Katy, 2013, « When refugees stopped being migrants: Movement, labour and humanitarian protection », *Migration Studies*, vol. 1, n° 1 : 4-26.

Longuenesse Elisabeth, 1979, « Monde paysan et industrialisation en Syrie », *Revue de géographie de Lyon*, vol. 54, n° 3 : 249-255.

Longuenesse Elisabeth, 1995, « Ingénieurs et médecins en Syrie: formation, emploi, statut social », *Revue Tiers Monde*, vol. 36, n° 143 : 499-513.

Longuenesse Élisabeth, Beaugé Gilbert, et Nancy Michel, 1986, « Introduction », in *Communautés villageoises et migrations de main-d'œuvre au Moyen-Orient: trois études d'anthropologie libanaise*, Beyrouth, France, Liban, Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain.

Lubbers Miranda J., Molina José Luis, Lerner Jürgen, Brandes Ulrik, Ávila Javier, et McCarty Christopher, 2010, « Longitudinal analysis of personal networks. The case of Argentinean migrants in Spain », *Social Networks*, vol. 32, n° 1 : 91-104.

Lyngstad Marta Oltedal, 2015, *Refuge Beyond Safety: A Study on Syrian Refugees in Jordan Preparing for Irregular Onwards Travel to Europe*, Mémoire de Master, Malmö University, Malmö, 69 p.

MacDonald John S. et MacDonald Leatrice D., 1964, « Chain Migration Ethnic Neighborhood Formation and Social Networks », *The Milbank Quarterly*, vol. 42, n° 1 : 82-97.

Maitland Carleen et Xu Ying, 2015, « A Social Informatics Analysis of Refugee Mobile Phone Use: A Case Study of Za'atari Syrian Refugee Camp », *The 43rd Research Conference on Communication, Information and Internet Policy Paper*.

Malakooti Arezo, 2013, *Mixed Migration: Libya at the Crossroads*, ALTAI Consulting for UNHCR, Tripoli.

Ma Mung Emmanuel, 1999, « La dispersion comme ressource », *Cultures et Conflits*, n° 33/34 : 89-103.

Ma Mung Emmanuel, 2009, « Le point de vue de l'autonomie dans l'étude des migrations », in Françoise Dureau et Marie-Antoinette Hily (dir.), *Les mondes de la mobilité*, Rennes, Presses universitaires de Rennes : 25-38.

Ma Mung Emmanuel, Dorai Mohamed Kamel, Hily Marie-Antoinette, et Loyer Frantz, 1998, « Bilan des travaux sur la circulation migratoire », *Migrations études*, n°84.

Manton E. Lennox, 2016, *St Paul in Roman Asia Minor*, Shield Crest.

Malkki Liisa H., 1995, *Purity and exile: violence, memory, and national cosmology among Hutu refugees in Tanzania*, Chicago, University of Chicago Press.

Malkki Liisa H., 1995, « Refugees and Exile: From “Refugee Studies” to the National Order of Things », *Annual Review of Anthropology*, vol. 24 : 495.

Malkki Liisa H., 1996, « Speechless Emissaries: Refugees, Humanitarianism, and Dehistoricization », *Cultural Anthropology*, vol. 11, n° 3 : 377-404.

Marcus George E., 1995, « Ethnography in/of the World System: The Emergence of Multi-Sited Ethnography », *Annual Review of Anthropology*, vol. 24 : 95-117.

Marshood Nabil, 2010, *Voices from the camps: a people's history of Palestinian refugees in Jordan, 2006*, Lanham, Md. [u.a.], Univ. Press of America.

Martínez García Manuel F., García Ramírez Manuel, et Maya Jariego Isidro, 2002, « Social support and locus of control as predictors of psychological well-being in Moroccan and Peruvian immigrant women in Spain », *International Journal of Intercultural Relations*, vol. 26, n° 3 : 287-310.

Marx Emanuel, 1990, « The Social World of Refugees: A Conceptual Framework », *Journal of Refugee Studies*, vol. 3, n° 3 : 189-203.

Marzouk Nabil, 2010, « L'émigration syrienne hautement qualifiée: les enjeux sociopolitiques » *CARIM Analytic and Synthetic Notes*, 2010/25, Florence.

Massey Douglas S., Alarcón Rafael, Durand Jorge, et González Humberto, 1990, *Return to Aztlan: the social process of international migration from western Mexico*, Berkeley, Cal. u.a, University of California Press.

Massey Douglas S., Arango Joaquin, Hugo Graeme, et Kouaouci Ali, 1993, « Theories of international migration: a review and appraisal », *Population and Development Review*, vol. 19, n° 3 : 431.

Mayer Rachel, 2016, *The Right to No Longer be a Refugee: The Legal Empowerment of Syrian Refugees in Jordan - Academic Commons*, Mémoire de Master, Columbia University, New York City, 99 p.

Mekdjian Sarah, 2009, *De l'enclave au kaléidoscope urbain. Los Angeles au prisme de l'immigration arménienne.*, Thèse de doctorat, Université de Nanterre - Paris X.

Mekdjian Sarah, 2016, « Les récits migratoires sont-ils encore possibles dans le domaine des Refugee Studies? Analyse critique et expérimentation de cartographies créatives. », *ACME: An International E-Journal for Critical Geographies*, vol. 15, n° 1.

Mekdjian Sarah, Amilhat-Szary Anne-Laure, Moreau Marie, et Nasruddin Gladeema, 2014, « Figurer les entre-deux migratoires », *Carnets de géographes*, n° 7.

Mekdjian Sarah et Moreau Marie, 2016, « Art, science et cartographie participative », *antiAtlas Journal*, n° 1.

Mekdjian Sarah et Olmedo Elise, 2016, « Médier les récits de vie. Expérimentations de cartographies narratives et sensibles », *Mappemonde*, n° 118.

Mercklé Pierre, 2011, *Sociologie des réseaux sociaux*, La Découverte, Paris.

de Miguel Luken Verónica et Tranmer Mark, 2010, « Personal support networks of immigrants to Spain: A multilevel analysis », *Social Networks*, vol. 32, n° 4 : 253-262.

Milgram Stanley, 1967, « The Small world problem », *Psychology Today*, n° 1 : 61-67.

Miotto Frédéric et Putfin Marie-Sophie, 2017, « Et si la carte était une bande dessinée? », *Carto*, vol. 39 : 54-55.

Missaoui Hasnia-Sonia, 2008, « De part et d'autre de la frontière franco-espagnole », *Ethnologie française*, vol. 38, n° 2 : 333.

Molina José Luis, Lozares Carlos, et Lubbers Miranda J., 2012, « The Geographical Distribution of the Personal Networks of People Living in Catalonia: a dual society », *Grafo Working Papers*, vol. 1, n° 0 : 1-19.

Monsutti Alessandro, 2004, *Guerres et migrations: réseaux sociaux et stratégies économiques des Hazaras d'Afghanistan*, Éd. de l'Inst. d'Éthnologie, Neuchâtel.

Monsutti Alessandro, 2005, « En suivant les réseaux de Kaboul à New York: Quelques réflexions méthodologiques sur la recherche ethnographique parmi les migrants », *Ethnologies*, vol. 27, n° 1 : 33-53.

- Moret Joëlle, Baglioni Simone, et Efionayi-Mäder Denise, 2006, *The Path of Somali Refugees Into Exile: A Comparative Analysis of Secondary Movements and Policy Responses*, SFM.
- Morgan Joan, 2015, *The Book of Pears: The Definitive History and Guide to Over 500 Varieties*, Chelsea Green Publishing.
- Morrice Linda, 2011, *Being a refugee: learning and identity: a longitudinal study of refugees in the UK*, Staffordshire; Sterling, VA, Trentham Books.
- Morris Benny, 2001, *Righteous victims: a history of the Zionist-Arab conflict, 1881 - 2001*, 1. Vintage Books edNew York, Vintage Books.
- Muanamoha Ramos Cardoso, Maharaj Brij, et Preston-Whyte Eleanor, 2010, « Social networks and undocumented Mozambican migration to South Africa », *Geoforum*, vol. 41, n° 6 : 885-896.
- Naff Alixa, 1992, « Lebanese Immigration into the United States: 1880 to the Present », in Albert Hourani et Nadim Shehadi (dir.), *The Lebanese in the world: a century of emigration*, London, Centre for Lebanese Studies in association with I.B. Tauris.
- Naufal Hala, 2011, « La situation des réfugiés et travailleurs syriens au Liban suite aux soulèvements populaires en Syrie », *CARIM Analytic and Synthetic Notes*, vol. 73.
- Necipoglu Gülru et Leal Karen A., 2009, *Muqarnas*, BRILL.
- Nelson Douglas R., 2015, « Migration and Networks », in Pasquale Commendatore, Saime Kayam, et Ingrid Kubin (dir.), *Complexity and Geographical Economics: Topics and Tools*, Springer International Publishing.
- Neveu Norig, 2013, « Les réformes ottomanes en Jordanie », in Myriam Ababsa (dir.), *Atlas of Jordan*, Presses de l'Ifpo.
- Norwegian Refugee Council, 2015, *In search of a home*, NRC Report.
- Ohnmacht Timo, 2006, *Mapping Social Networks in Time and Space*, Arbeitsberichte Verkehrs und Raumplanung, ETH/IVT.
- Olivier de Sardan Jean-Pierre, 1995, « La politique du terrain », *Enquête. Archives de la revue Enquête*, n° 1 : 71-109.
- Olivier de Sardan Jean-Pierre, 2004, « La rigueur du qualitatif. L'anthropologie comme science empirique », *Espaces Temps*, vol. 84, n° 1 : 38-50.
- Olwan Mohamed et Shiyab Ahmad, 2012, *Forced Migration of Syrians to Jordan: An Exploratory Study*, MPC Research Report 2012/06, Florence.
- Ostrand Nicole, 2015, « The Syrian Refugee Crisis: A Comparison of Responses by Germany, Sweden, the United Kingdom, and the United States », *Journal on Migration and Human Security*, vol. 3, n° 3 : 255-279.
- Özden Çağlar, Parsons Christopher R., Schiff Maurice, et Walmsley Terrie L., 2011, « Where on Earth is Everybody? The Evolution of Global Bilateral Migration 1960–2000 », *The World Bank Economic Review*, vol. 25, n° 1 : 12-56.

- Papinot Christian, 2014, *La relation d'enquête comme relation sociale: épistémologie de la démarche de recherche ethnographique*, Québec, Presses de l'Université Laval.
- Parizot Cédric, Szary Anne-Laure Amilhat, Popescu Gabriel, Arvers Isabelle, Cantens Thomas, Cristofol Jean, Mai Nicola, Moll Joana, et Vion Antoine, 2014, « "The antiAtlas of Borders, A Manifesto" », *Journal of Borderlands Studies*, vol. 29, n° 4 : 503-512.
- Pathirage Jagath et Collyer Michael, 2011, « Capitalizing social networks: Sri Lankan migration to Italy », *Ethnography*, vol. 12, n° 3 : 315-333.
- Payet Jean-Paul, Rostaing Corinne, et Giuliani Frédérique, 2010, *La relation d'enquête: la sociologie au défi des acteurs faibles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Petit Emmanuelle, 2010, « Du fil de l'eau en fils à retordre », *L'Information géographique*, vol. 74, n° 1 : 9-26.
- Piaton Alexandre, 2016, *Ethnographie des Syriens en exil à Rabat. Enjeux sociaux, économiques et politiques d'un cercle d'entraide.*, Mémoire de Master, EHESS, Paris, 126 p.
- Picard Élisabeth, 2013, « V - La Syrie de 1946 à 1979 », in André Raymond (dir.), *La Syrie d'aujourd'hui*, Aix-en-Provence, Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman : 143-184.
- Pillant Laurence, 2017, « Répression à la frontière gréco-turque », in Migreurop (dir.), *Atlas des migrants en Europe - 3e éd. - Approches critiques des politiques migratoires*, Armand Colin : 100-101.
- Pitea Roberto, 2010, « *Transit Migration: Challenges in Egypt, Iraq, Jordan and Lebanon* », Rapport de recherche, CARIM-RR 2010/02, Florence.
- Pliez Olivier, 2002, « Vieux réseaux et nouvelles circulations entre les deux rives du Sahara », *Méditerranée*, vol. 99, n° 3 : 31-40.
- Pliez Olivier, 2007, « Des jeans chinois dans les rues du Caire, ou les espaces discrets de la mondialisation », *M@ppemonde*, n° 88.
- Poehls Kerstin, 2011, « Europe, Blurred: Migration, Margins and the Museum », *Culture Unbound: Journal of Current Cultural Research*, vol. 3, n° 3 : 337-353.
- Polónia Amélia, Barros Amândio, et Nogueira Miguel, 2011, « "Now and Then, Here and There ... on Business": Mapping Social/Trade Networks on First Global Age », in *Mapping Different Geographies*, Springer, Berlin, Heidelberg : 105-128.
- Portes Alejandro, 1995, « Economic Sociology and the Sociology of Immigration: A Conceptual Overview », in *The economic sociology of immigration: essays on networks, ethnicity, and entrepreneurship*, New York, Etats-Unis d'Amérique, Russell Sage Foundation.
- Preiss Nausicaa, 2017, « La Turquie, sas d'une Europe verrouillée », in Migreurop (dir.), *Atlas des migrants en Europe - 3e éd. - Approches critiques des politiques migratoires*, Armand Colin : 102-103.
- Puig Carole, 2005, « La place des fruits en Méditerranée nord-occidentale à partir des actes de la pratique et des tarifs marchands (XIIe-Première moitié XIVE siècles). », *Archéologie du Midi médiéval*, vol. 23, n° 1 : 119-128.

Rabinow Paul, 1988, *Un ethnologue au Maroc*, Hachette, Paris.

Radil Steven M., Flint Colin, et Tita George E., 2010, « Spatializing Social Networks: Using Social Network Analysis to Investigate Geographies of Gang Rivalry, Territorially, and Violence in Los Angeles », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 100, n° 2 : 307-326.

Ravenel Loïc, Couillet Armelle, et Poli Raffaele, 2010, « L'animation cartographique pour la représentation de trajectoires: Propositions et perspectives », *CFC*, vol. 205.

Razy Élodie et Baby-Collin Virginie, 2011, « La famille transnationale dans tous ses états », *Autrepart*, n° 57-58 : 7-22.

REACH, 2014, *Housing and Tensions in Jordanian Communities Hosting Syrian Refugees*.

Reclus Élisée, 2015, « Phénicie », in *L'Homme et la Terre. Livre 2: Histoire ancienne*, Lyon, ENS Éditions.

Reiffers Jean-Louis, 1997, *La Méditerranée aux portes de l'an 2000*, Economica, Paris.

Rekacewicz Philippe, 2007, « Rendez-vous à Sharon's Stone », *Visionscarto*.

Rekacewicz Philippe, 2013, « Cartographie radicale », *Le Monde diplomatique*.

Rekacewicz Philippe et Tratnjek Bénédicte, 2016, « Cartographier les émotions », *Carnets de géographes*, n° 9.

Rendgen Sandra, 2016, *Les cinquante cartes de Charles-Joseph Minard*, <https://visionscarto.net/charles-joseph-minard-cinquante-cartes> (consulté le 6 mars 2017).

Renon Alain, 1996, *Géopolitique de la Jordanie*, Éd. Complexe.

Retaillé Denis, 2013, « Cartographie, quadrillage et ordre sédentaire », *L'Information géographique*, vol. 77, n° 4 : 88.

Retaillé Denis et Walther Olivier, 2011, « Guerre au Sahara-Sahel: la reconversion des savoirs nomades, Abstract », *L'Information géographique*, vol. 75, n° 3 : 51-68.

Retaillé Denis, Walther Olivier, et Pissoat Olivier, 2012, « Espace, temps, mobilité: cartographier le mouvement et appréhender l'espace mobile pour comprendre l'actualité saharienne », Papier soumis à la revue *M@ppemonde*, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00767076/document>.

Rice John G. et Ostergren Robert C., 1978, « The Decision to Emigrate: A Study in Diffusion », *Geografiska Annaler. Series B, Human Geography*, vol. 60, n° 1 : 1-15.

Richmond Anthony H., 1993, « Reactive Migration: Sociological Perspectives On Refugee Movements », *Journal of Refugee Studies*, vol. 6, n° 1 : 7-24.

Richmond Anthony H., 1994, *Global apartheid: refugees, racism, and the new world order*, Toronto, New York: Oxford University Press.

Robben Antonius C. G. M., 2012, « Part II. Fieldwork Identity. Introduction », in Antonius C. G. M. Robben et Jeffrey A. Sluka (dir.), *Ethnographic fieldwork: an anthropological reader*, Malden, MA, Wiley-Blackwell : 85-91.

Robin Nelly, 2014, *Migrations, observatoire et droit. Complexité du système migratoire ouest-africain. Migrants et normes juridiques*, Habilitation à Diriger des Recherches, Université de Poitiers, Poitiers.

Robinson Arthur H., 1955, « The 1837 Maps of Henry Drury Harness », *The Geographical Journal*, vol. 121, n° 4 : 440-450.

Robinson Arthur H., 1967, « The Thematic Maps of Charles Joseph Minard », *Imago Mundi*, vol. 21 : 95-108.

Robinson Vaughan et Segrott Jeremy, 2002, *Home Office Research Study 243 Understanding the decision-making of asylum seekers*, Home Office Research Study London.

Rosental Paul-André, 1997, « Les formalisations spatiales de la mobilité: fragments pour l'histoire longue d'une non-réception », *Genèses*, vol. 29, n° 1 : 75-98.

Roussel Cyril, 2015a, « La frontière syro-jordanienne dans le conflit syrien: enjeux sécuritaires, gestion frontalière », *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, n° 27.

Roussel Cyril, 2015b, « Syrie », in Gildas Simon (dir.), *Dictionnaire des migrations internationales: approche géohistorique*, Paris, France, Armand Colin, DL 2015.

Ryan Louise, 2011, « Migrants' social networks and weak ties: accessing resources and constructing relationships post-migration », *The Sociological Review*, vol. 59, n° 4 : 707-724.

Ryan Louise et D'Angelo Alessio, 2017, « Changing times: Migrants' social network analysis and the challenges of longitudinal research », *Social Networks*.

Ryan Louise, Sales Rosemary, Tilki Mary, et Siara Bernadetta, 2008, « Social Networks, Social Support and Social Capital: The Experiences of Recent Polish Migrants in London », *Sociology*, vol. 42, n° 4 : 672-690.

Sautter Gilles, 1995, « Géographie et anthropologie », in Antoine Bailly, Robert Ferras, et Denise Pumain (dir.), *Encyclopédie de géographie*, Paris, Economica.

Scalettariis Giulia, 2009, « Refugees and mobility », *Forced Migration Review*, n° 33 : 58-59.

Shami S., 1996, « Transnationalism and refugee studies: rethinking forced migration and identity in the Middle East », *Journal of Refugee Studies*, vol. 9, n° 1 : 3-26.

Schapendonk Joris, 2011, *Turbulent trajectories: Sub-Saharan African migrants heading north*, Thèse de doctorat, Radboud Universiteit, Nijmegen, 251 p.

Schapendonk Joris, 2012, « Turbulent Trajectories: African Migrants on Their Way to the European Union », *Societies*, vol. 2, n° 4 : 27-41.

Schapendonk Joris, 2014, « What if Networks Move? Dynamic Social Networking in the Context of African Migration to Europe », *Population, Space and Place*, vol. 21, n° 8 : 809-819.

- Schuster L., 2005, « The Continuing Mobility of Migrants in Italy: Shifting between Statuses and Places », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 31, n° 4 : 757-774.
- Schwartz Olivier, 1993, « L'empirisme irréductible », in Olivier Schwartz et Annie Brigant (dir.), *Le hobo. Sociologie du sans-abris*, Nathan, Paris.
- Seeley Nicholas, 2010, « The Politics of Aid to Iraqi Refugees in Jordan | Middle East Research and Information Project », *Middle East Report Online*, n° 256.
- Segal Aaron, Chalk Patricia M., et Shields Gordon J., 1993, *An Atlas of International Migration*, 2. impression London, Hans Zell Publishers.
- Semin Jeanne, 2010, « L'ethnologue dans les réseaux économiques des femmes migrantes : modes de présence simultanée entre la France et l'Afrique », *Revue européenne des migrations internationales*, n° 3 : 101-113.
- Service Géographique des Forces Françaises du Levant, 1945, *Syrie. Répertoire alphabétique des noms des lieux habités*, Paris.
- Seurat Michel, 1979, « Etat et paysans en Syrie », *Revue de géographie de Lyon*, vol. 54, n° 3 : 257-270.
- Seurat Michel, 2013, « IV - Les populations, l'état et la société », in André Raymond (dir.), *La Syrie d'aujourd'hui*, Aix-en-Provence, Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman : 87-141.
- Shami S., 1996, « Transnationalism and refugee studies: rethinking forced migration and identity in the Middle East », *Journal of Refugee Studies*, vol. 9, n° 1 : 3-26.
- Simon Gildas, 1979, *L'Espace des travailleurs tunisiens en France: structures et fonctionnement d'un champ migratoire international*, Poitiers, France, G. Simon.
- Simon Gildas, 1995, *Géodynamique des migrations internationales dans le monde*, Presses universitaires de France, Paris.
- Simon Gildas, 2006, « Migrations, la spatialisation du regard », *Revue européenne des migrations internationales*, n° 2 : 9-21.
- Simon Gildas, 2008, *La planète migratoire dans la mondialisation*, Armand Colin, Paris.
- Simon-Lorrière Hélène, 2013, *Conditions de vie et projets migratoires des réfugiés libériens à Conakry (Guinée) et Accra (Ghana)*, Thèse de doctorat, Université de Poitiers.
- Spire Amandine, 2014, « Migrations mises en récit ou quand l'espace ne cesse de se (re)construire », *Hommes et migrations. Revue française de référence sur les dynamiques migratoires*, n° 1306 : 101-107.
- Stave Svein E. et Hillesund Solveig, 2015, *Impact of Syrian Refugees on the Jordanian Labour Market*, ILO & FAFO Report, Geneva.
- Stein Barry N. et Tomasi Silvano M., 1981, « Foreword », *International Migration Review*, vol. 15, n° 1 : 5.
- Steinhalper Elias et Hinger Sophie, 2017, « L'accueil allemand, un modèle pour la France ? », *Plein droit*, vol. 115.

- Stevens Dallal, 2013, « Legal status, labelling, and protection: the case of Iraqi “refugees” in Jordan », *International Journal of Refugee Law*, vol. 25, n° 1 : 1.
- Suter Brigitte, 2012, *Tales of transit: Sub-Saharan african migrants' experiences in Istanbul*, Malmö University.
- Suter Brigitte et Magnusson Karin, 2015, *Resettled and Connected?: Social Networks in the Integration Process of Resettled Refugees*, Malmö Institute for Studies of Migration, Diversity and Welfare, Malmö University.
- Tabar Paul, 2010, « Lebanon: A Country of Emigration and Immigration », *Paper submitted to « Forced Migration and Refugee Studies »*.
- Tallio Virginie, 2006, « L'humanitaire comme producteur de territoire. L'exemple du camp de Nkondo ouvert aux réfugiés angolais en R.D.C. (Humanitarian assistance as a mean of implementing a territory. The example of the angolan refugee camp of Nkondo in D.R.C.) », *Bulletin de l'Association de géographes français*, vol. 83, n° 1 : 39-49.
- Tallio Virginie, 2012, « La construction de la catégorie «réfugié» dans un camp en R.D.C.: rôle de l'institution, stratégies des exilés et place du chercheur », *e-Migrinter*, n° 9 : 18-28.
- Tastevin Yann Philippe et Pliez Olivier, 2015, « La discrète filière de l'autorickshaw. Une ethnographie de la mondialisation », *Revue Française de Socio-Économie*, vol. Hors-série, n° 2 : 121-137.
- Tarrius Alain, 2000, *Les nouveaux cosmopolitismes: mobilités, identités, territoires*, La Tour-d'Aigues, Éd. de l'Aube.
- Tarrius Alain, 2016, « Les routes euro-méditerranéennes discrètes de l'exode moyen-oriental », *Multitudes*, n° 64 : 101-109.
- Thiollet Hélène, 2014, « Wad Sharifey, Kishm el-Girbâ, Astoriba... Métamorphoses d'un réseau régional de douze camps de réfugiés érythréens dans l'est du Soudan (1962-2013) », in Michel Agier et Clara Lecadet (dir.), *Un monde de camps*, Paris, La Découverte.
- Thomas William Isaac et Znaniecki Florian, 1958, *The Polish peasant in Europe and America*, Dover Publications.
- Thorleifsson Cathrine, 2016, « The limits of hospitality: coping strategies among displaced Syrians in Lebanon », *Third World Quarterly*, vol. 37, n° 6 : 1071-1082.
- Thoumin Richard, 1936, *Géographie humaine de la Syrie centrale*, Paris, France, Librairie Ernest Leroux.
- Tobin Sarah A. et Otis Campbell Madeline, 2016, « NGO Governance and Syrian Refugee “Subjects” in Jordan | Middle East Research and Information Project », *Middle East Report Online*, n° 278.
- Torre Andre, 2016, « La figure du réseau: dimensions spatiales et organisationnelles », *Géographie, économie, société*, vol. 18, n° 4 : 455-469.

- Truzzi Oswaldo, 2002, « Libanais et Syriens au Brésil (1880-1950) », *Revue européenne des migrations internationales*, n° 1 : 7.
- Tubiana Marie-José, 1999, « Hommes, femmes: méthodes d'enquête », in Danielle Jonckers, Renée Carré, et Marie-Claude Dupré (dir.), *Femmes plurielles: Les représentations des femmes: discours, normes et conduites*, Les Editions de la MSH.
- Turner Lewis, 2015, « Explaining the (Non-)Encampment of Syrian Refugees: Security, Class and the Labour Market in Lebanon and Jordan », *Mediterranean Politics*, vol. 20, n° 3 : 386.
- Turner Lewis, 2016, « Are Syrian Men Vulnerable Too? Gendering The Syria Refugee Response », *Middle East Institute*.
- UNHCR, 2017, *Mid-Year Trends 2016*, UNHCR, Geneva.
- Urry John, 2003, « Social networks, travel and talk », *The British Journal of Sociology*, vol. 54, n° 2 : 155-175.
- Van Hear Nicholas, 2006, « *Refugees in Diaspora: From Durable Solutions to Transnational Relations* », vol. 23, n° 1 : 9.
- Van Hear Nicholas, 2014, « Reconsidering Migration and Class », *International Migration Review*, vol. 48 : S100-S121.
- Veith Blandine, 1994, « Un réfugié politique enraciné en Beauce », *Études rurales*, vol. 135, n° 1 : 97-109.
- Wall Melissa, Otis Campbell Madeline, et Janbek Dana, 2017, « Syrian refugees and information precarity », *New Media & Society*, vol. 19, n° 2 : 240-254.
- Walther Olivier, 2015, *Social Networks Analysis and Informal Trade*, Working Papers No. 01/15, Centre for Border Region Studies, University of Southern Denmark and Rutgers University, Sonderborg.
- Wellman Barry, 1996, « Are personal communities local? A Dumptarian reconsideration », *Social Networks*, vol. 18, n° 4 : 347-354.
- Wellman Barry et Haythornthwaite Caroline A. (dir.), 2002, « The Not So Global Village of Netville », in *The Internet in everyday life*, Oxford, Blackwell Pub : 345-371.
- Weulersse Jacques, 1946, *Paysans de Syrie et du Proche-Orient*, Paris, France, Gallimard.
- Wierzbicki Susan K., 2004, *Beyond the immigrant enclave: network change and assimilation*, New York, LFB Scholarly Pub.
- Willems Roos, 2003, *Embedding the refugee experience forced migration and social networks in Dar es Salaam, Tanzania*, Thèse de doctorat, University of Florida, 429 p.
- Winckler Onn, 1997, « Syrian Migration to the Arab Oil-Producing Countries », *Middle Eastern Studies*, vol. 33, n° 1 : 107-118.
- Winder R. Bayly, 1962, « The Lebanese in West Africa », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 4, n° 3 : 296-333.

Wissink Marieke et Mazzucato Valentina, 2018, « In transit: Changing social networks of sub-Saharan African migrants in Turkey and Greece », *Social Networks*, vol. 53 : 30-41.

World Bank Staff, 2016, *Migration and Remittances Factbook 2016*, World Bank Publications, Washington.

Youssef Maai, 2017, « Réfugiés syriens en Égypte : Secteur associatif et reconfiguration étatique (2011-2013) », *Égypte/Monde arabe*, n° 15 : 71-94.

Zaiotti Ruben, 2006, « Dealing with non-Palestinian Refugees in the Middle East: Policies and Practices in an Uncertain Environment », *International Journal of Refugee Law*, vol. 18, n° 2 : 333-353.

Zanin Christine, 2010, « Entre art et cartographie, quand la carte devient matériau artistique », *Mappemonde*, n° 97.

Zetter Roger, 1988, « Refugees and Refugee Studies — A Label and an Agenda Editorial Introduction to the Journal of Refugee Studies », *Journal of Refugee Studies*, vol. 1, n° 1 : 1-6.

Zetter Roger, 1991, « Labelling Refugees: Forming and Transforming a Bureaucratic Identity », *Journal of Refugee Studies*, vol. 4, n° 1 : 39-62.

Zetter Roger, 2007, « More Labels, Fewer Refugees: Remaking the Refugee Label in an Era of Globalization », *Journal of Refugee Studies*, vol. 20, n° 2 : 172-192.

LISTE DES CARTES

Carte 1 Terrains d'enquêtes	39
Carte 2 Trajectoire de Youssef	40
Carte 3 Trajectoires des membres du foyer d'Ibtissam et Youssef	42
Carte 4 Nombre de passagers convoyés par voies de chemin de fer en Irlande (Henry D. Harness, 1837)	81
Carte 5 Les émigrants du globe (Charles Minard, 1862)	82
Carte 6 Currents of migration (Ernst G. Ravenstein, 1885)	83
Carte 7 Modèles migratoires (Hägerstrand, 1957)	85
Carte 8 Processus de diffusion de la prise de décision migratoire (Rice & Ostrgren, 1978)	85
Carte 9 Parcours de migrants subsahariens vers l'Europe d'après «l'aquarium» d'Hägerstrand (Clochard et al., 2009)	86
Carte 10 Routes des franchissements irréguliers vers l'Europe (Projet Epsilon, 2015)	88
Carte 11 Répartition mondiale des réfugiés syriens en 2014 (The Refugee Project)	89
Carte 12 Signos cardinales, Cuadernos de geografía (Libia Posada, 2008)	95
Carte 13 The Constellations (Bouchra Khalili, 2011)	96
Carte 14 Du Soudan en France (2) (Issa Ibrahim Hamid, 2013)	97
Carte 15 Villages du Wadi Barada au début du 20ème siècle	113
Carte 16 Principaux axes de circulation au Proche-Orient au début du 20ème siècle	118
Carte 17 Itinéraires saisonniers des marchands de Deir Mqaren au début du 20ème siècle	122
Carte 18 Localisation des terrains militaires dans la vallée du Barada	127
Carte 19 Croissance des quartiers informels des gouvernorats de Damas et Rif-Damas entre 1942 et 2009	129
Carte 20 Principales destinations des migrants syro-libanais dans les années 1930-1940	139
Carte 21 Évolution de la répartition des migrantes syriennes dans les pays producteurs de pétrole entre 1970 et 2000	142
Carte 22 Évolution de la répartition des migrants syriens dans les pays producteurs de pétrole entre 1970 et 2000	143
Carte 23 Contours du champ migratoire syrien au début du 21ème siècle	147
Carte 24 Quelques destinations de migrants originaires de Deir Mqaren entre les années 1970 et 2000	153

Carte 25 Centre-ville d'Amman incluant les localités mentionnées dans le texte	166
Carte 26 Diffusion et contours du réseau marchand de Deir Mqaren en Jordanie	169
Carte 27 Provenance des mokasarat vendus par les marchands de Deir Mqaren en Jordanie	176
Carte 28 Premiers flux de réfugiés vers la Turquie en 2011	188
Carte 29 Premiers flux de réfugiés vers le Liban en 2011	189
Carte 30 Premiers flux de réfugiés vers la Jordanie en 2011	190
Carte 31 Flux de réfugiés vers les pays limitrophes de la Syrie entre mars 2011 et l'été 2012	193
Carte 32 Répartition des réfugiés syriens au Moyen-Orient en juin 2013	197
Carte 33 Encadrement des passages de réfugiés dans le sud de la Syrie entre 2011 et juillet 2013	198
Carte 34 Répartition des réfugiés syriens au Moyen-Orient en juin 2014	201
Carte 35 Dispositif de réception des réfugiés dans le nord de la Jordanie	203
Carte 36 Répartition des réfugiés syriens au Moyen-Orient en juin 2016	204
Carte 37 Flux globaux entre Deir Mqaren et la Jordanie	207
Carte 38 Flux infantiles entre Deir Mqaren et la Jordanie	208
Carte 39 Flux féminins entre Deir Mqaren et la Jordanie	209
Carte 40 Flux masculins entre Deir Mqaren et la Jordanie	210
Carte 41 Parcours de Fadia et Ibtissam entre Damas et Amman	236
Carte 42 Parcours de Yassin entre Deir Mqaren et Amman	239
Carte 43 Parcours de Hamza entre Deir Mqaren et Irbid	245
Carte 44 Parcours d'Alaa entre Deir Mqaren et Irbid	253
Carte 45 Parcours de Rim entre Deir Mqaren et Amman	260
Carte 46 Parcours de Yasmin entre Deir Mqaren et Amman	269
Carte 47 Parcours de Louai entre Deir Mqaren et Azraq	277
Carte 48 Parcours de Louai entre différentes villes de Jordanie	280
Carte 49 Périple de Nissrine H. entre son départ de Deir Mqaren et son installation à Amman	308
Carte 50 Localisation des secteurs de vente d'Abu Omar J. à Amman	318
Carte 51 Part relative des réfugiés syriens rapporté à l'ensemble de la population de chaque gouvernorats de Jordanie	327
Carte 52 Part relative des réfugiés de chaque gouvernorats rapporté à l'ensemble des Syriens enregistrés auprès du HCR	328
Carte 53 Principaux quartiers d'installation des exilés de Deir Mqaren à Amman	329
Carte 54 Lieux d'installation en Jordanie de quelques exilés de Deir Mqaren	331
Carte 55 Inégalités de l'accueil des réfugiés syriens dans le monde	333
Carte 56 Présence des réfugiés syriens dans les pays du CCG	339
Carte 57 Réfugiés syriens enregistrés en Afrique	342
Carte 58 Réfugiés syriens enregistrés en Amérique latine	344
Carte 59 Cinq trajectoires d'exil entre la Syrie et l'Europe,	

en passant par le reste du monde...	346
Carte 60 Répartition des réfugiés syriens dans les 28 pays de l'UE	352
Carte 61 Aperçu de la répartition mondiale des exilés de Deir Mqaren	354
Carte 62 Voyage de Wassim et son gendre entre Amman et Östersund (Suède)	368
Carte 63 Parcours de Yasmin G. entre sa sortie du camp d'Azraq et son départ pour Istanbul	377
Carte 64 Parcours de Yasmin G. entre Amman et Izmir	381
Carte 65 Parcours de Yasmin G. entre Izmir et Gevgeliya	383
Carte 66 Parcours de Yasmin G. en Macédoine (1ère tentative)	387
Carte 67 Parcours de Yasmin G. en Macédoine (2ème tentative)	389
Carte 68 Parcours de Yasmin G. en Serbie	391
Carte 69 Parcours de Yasmin G. en Europe centrale	393
Carte 70 Résumé du voyage de Yasmin G. entre Deir Mqaren et Dortmund	394
Carte 71 Répartition des réfugiés (toutes origines confondues) en Allemagne selon la clé de Königstein	408
Carte 72 Distribution des flux de réfugiés de Deir Mqaren en Allemagne	409

LISTE DES DIAGRAMMES

Diagramme 1 Dessin à main levée d'une chaîne relationnelle	105
Diagramme 2 Chaînes relationnelles activées durant le parcours de Hamza entre Deir Mqaren et Deraa	245
Diagramme 3 Mécanismes relationnels facilitant la sortie de Syrie par le poste frontière de Nassib/Jaber	247
Diagramme 4 Mécanismes relationnels facilitant l'entrée en Jordanie par le poste frontière de Nassib/Jaber	247
Diagramme 5 Personnes auprès desquelles Alaa Z. a voyagé entre Deir Mqaren et Irbid	249
Diagramme 6 Réseaux de l'accès aux ressources d'Alaa	250
Diagramme 7 Personnes auprès desquelles Noura Z. a voyagé entre Deir Mqaren et Mafraq	254
Diagramme 8 Personnes auprès desquelles Rim A. a voyagé entre Deir Mqaren et Mafraq	256
Diagramme 9 Réseaux de l'accès aux ressources de Rim A.	258
Diagramme 10 Mécanismes relationnels facilitant la sortie clandestine de Syrie	262
Diagramme 11 Mécanismes relationnels facilitant la sortie du camp de Zaatari avant l'arrivée en Jordanie	262
Diagramme 12 Mécanismes relationnels facilitant la sortie du camp depuis Zaatari	263
Diagramme 13 Personnes auprès desquelles Yasmin G. a voyagé entre Deir Mqaren et Azraq	266
Diagramme 14 Réseaux de l'accès aux ressources de Yasmin G. entre Deir Mqaren et Amman	270
Diagramme 15 Personnes auprès desquelles Louai O. a voyagé entre Deir Mqaren et Hadalat	273
Diagramme 16 Réseaux de l'accès aux ressources de Louai O. entre Deir Mqaren et Azraq	276
Diagramme 17 Réseaux de l'accès aux ressources de Louai O. en Jordanie	279
Diagramme 18 Exemple de mécanismes relationnels activés pour accéder au logement	303
Diagramme 19 Réseaux de l'accès à la location de Fadia et Ibtissam	304
Diagramme 20 Réseaux de l'accès aux ressources de Nissrine H.	314
Diagramme 21 Mécanismes relationnels facilitant l'accès à des	

passeurs en Turquie	371
Diagramme 22 Réseaux de l'accès aux ressources de Yasmin G. en Jordanie	378
Diagramme 23 Personnes auprès desquelles Yasmin G. a voyagé au départ d'Istanbul	379
Diagramme 24 Chaînes relationnelles activées par Yasmin G. afin de trouver des passeurs	381
Diagramme 25 Réseaux d'acteurs impliqués dans le voyage de Yasmin G. en Macédoine	386

LISTE DES PHOTOGRAPHIES

Illustration photographique 1 La vallée du Barada à la fin du 19ème/début du 20ème siècles	111
Illustration photographique 2 La vallée du Barada entre Aïn el-Fijeh et Deir Mqaren	115
Illustration photographique 3 Transport à dos d'âne sur un pont près du village de Souk Wadi Barada	120
Illustration photographique 4 Quartier des souks de la ville basse d'Amman	167
Illustration photographique 5 Usines de conditionnement de pistaches à Kerman (Iran)	177
Illustration photographique 6 Camp de Zaatari	295
Illustration photographique 7 Irbid	301
Illustration photographique 8 Quartier de Jabal al-Taj (Amman)	311
Illustration photographique 9 Camp de réfugiés palestiniens de Wihdat (Amman)	312
Illustration photographique 10 Gare routière et marché de Raghdan (Amman)	318
Illustration photographique 11 Passants dans King Talal Street	320
Illustration photographique 12 Quartier de Jabal al-Qalat (Amman)	322
Illustration photographique 13 Abords du souk de la ville basse	323
Illustration photographique 14 Ferry EL. Venizelos dans le port du Pirée (Grèce)	400
Illustration photographique 15 Eving (Allemagne)	411
Illustration photographique 16 Jobcenter de Dortmund	415

AUTRES ILLUSTRATIONS

• Tableau des terrains et calendrier d'enquêtes	37
• Notes prises par Fadia au cours d'un entretien	46
• Arbres généalogiques griffonnés au cours d'un entretien	52
• Capture d'écran du tableur contenant les informations collectées par le biais de l'enquête généalogique	53
• Croquis d'un exemple de la disposition des différents protagonistes durant un entretien	61
• Retranscription à main levée des étapes du parcours d'Alaa	99
• Légende «type» des cartes d'itinéraires	101
• Frise chronologique symbolisant la temporalité des différentes étapes d'un parcours migratoire	104
• Temporalités de l'activité de vente ambulante à Deir Mqaren	166
• Croquis d'un colporteur de Deir Mqaren	170
• Part des réfugiés pour 10 habitants au sein de la population jordanienne	289
• Schéma spatio-temporel de la trajectoire de Yassin J.	324

TABLE DES MATIÈRES

Introduction générale	15
- Chassé croisé migratoire	15
- Caractéristiques anciennes et recompositions récentes du système migratoire moyen-oriental	16
- Saisir la dimension réticulaire des flux de réfugiés	17
- Positionnement de la recherche	21
- Circonscrire la portée du regard pour gagner en qualité d'analyse	24
- Donner à voir l'invisible	27
- Huit chapitres pour revenir sur un processus de dispersion	28
Chapitre premier	33
Une « géographie de l'exil » forcément multisituée	33
1. Un terrain dessiné au fil de l'eau	35
- Sites d'enquête et calendrier de terrain	35
- Suivre des « pistes relationnelles » pour décrire des réseaux	38
2. Tours et détours d'une enquête menée au sein d'un milieu d'interconnaissance	44
- Complexité d'une relation d'enquête	45
- De la découverte du « malban » à la définition d'une population d'étude	48
- Posture de l'étranger dans une enquête menée auprès de réfugiés	55
Chapitre 2	67
La spatialisation des récits migratoires	67
1. Collecter des récits migratoires	70
- Question de l'interprétariat	72
- D'un entretien semi-directif classique à une narration plus orientée	73
2. Construire une cartographie des expériences vécues	79
- Genèse d'une cartographie des mouvements de population	81
- Apories de la cartographie quantitative des flux migratoires	87
- Vers une cartographie plus subjective	91
- Mettre en carte des récits migratoires	93

Chapitre 3	109
La vallée du barada, du jardin d'édén aux terrains militaires	109
1. Agriculture locale et circulations marchandes au début du XXème siècle	110
- Caractéristiques géographiques de la vallée du Barada	111
- Vivre au rythme du calendrier agricole	115
- Circulations marchandes vers le début du 20ème siècle	119
2. Vers une redéfinition des itinéraires saisonniers	124
- Création des États nations et soubresauts géopolitiques...	124
- Des orientations politiques fatales au secteur agricole de la vallée	126
Chapitre 4	133
Migrations internationales et « système de mobilité » transfrontalier	133
1. Contours du champ migratoire syrien à la veille de l'insurrection	135
- Le temps des premières migrations syro-libanaises	136
- Développement des migrations de main d'oeuvre	139
- Le village de Deir Mqaren dans la mondialisation migratoire	148
2. Diffusion et logiques de fonctionnement d'un réseau marchand transfrontalier	154
- La notion de « réseaux sociaux » en migration	155
- Réseau marchand et « système de mobilité » transfrontalier	159
- Mode de fonctionnement du « système de mobilité »	168
Chapitre 5	179
Dynamiques spatio-temporelles de l'exode syrien au Moyen-Orient	179
1. Pourquoi produire des données statistiques sur les réfugiés ?	180
- Le HCR : acteur incontournable de la production de chiffres...	180
- Compter les réfugiés : un exercice hasardeux qui peut rapporter gros...	182
2. Premiers départs vers les pays limitrophes	185
- L'effet domino de la révolution tunisienne sur les autres dictatures...	185
- D'un accueil sans conditions à un encadrement progressif des flux	187
3. Vers la fermeture hermétique des frontières jordaniennes	194
- Accélération de l'exode à partir de l'été 2012	195
- Durcissement de la position jordanienne	199
Chapitre 6	213
Décrypter la mécanique des flux de réfugiés	213
1. Le réseau marchand de Deir Mqaren à l'épreuve du conflit syrien	218

- Des difficultés de circulation qui entravent les mobilités marchandes	218
- Des départs motivés par des facteurs économiques	220
2. Des migrations circulaires à l'exil familial	225
- Un contexte d'insécurité qui favorise l'augmentation des départs	225
- Le temps des regroupements familiaux	230
3. Le Liban : une étape sur la route de la Jordanie	234
- L'impasse migratoire de Fadia et Ibtissam	234
- Des tensions confessionnelles qui favorisent les départs vers la Jordanie	237
4. Réseaux sociaux et passages frontaliers de la « migration d'urgence »	241
- Des relations (inter)personnelles qui facilitent le passage...	242
- Des passages encadrés par les rebelles de l'ASL	248
- Des voyages sans cesse plus fragmentés	264
Chapitre 7	285
Modalités d'insertion des réfugiés syriens en Jordanie	285
1. Questionner les catégories migratoires	287
- La Jordanie, un carrefour des migrations forcées au Moyen-Orient	287
- Quel statut juridique pour les réfugiés syriens de Jordanie ?	290
- De la « carrière » de colporteur à celle de réfugié	293
2. Trouver un logement et un emploi en Jordanie	298
- L'influence déterminante des relations (inter)personnelles...	299
- Une dégradation des conditions de travail...	315
- ...à l'origine d'une multiplication des bifurcations professionnelles	319
- Distribution spatiale de la population syrienne de Jordanie	325
Chapitre 8	335
Vers un inexorable processus de diasporisation ?	335
1. Identifier les contours du monde des réfugiés syriens	338
- La présence syrienne dans les pays du Golfe, un phénomène...	338
- L'Afrique, entre espace d'installation et « détour migratoire » ...	340
- L'Amérique, une lointaine terre d'accueil pour une poignée de réfugiés	343
- Peut-on réellement parler de crise migratoire en Europe ?	347
2. Rallier l'Occident depuis la Jordanie	355
- Quitter la Jordanie : une évidence pour certains, un dilemme...	356
- Des voies légales d'émigration difficilement accessibles	361
- Atteindre l'Europe par la périlleuse route libyenne	364
- Planifier le voyage vers l'Europe	369
- Entraves migratoires sur la « route des Balkans »	374
3. Les politiques d'accueil allemandes : une contrainte...	395
- Une courte entrouverture des frontières	396

- De la convergence à la redistribution des flux	402
- Vers un long processus d'insertion au sein de la société allemande	405
Vers une nouvelle bifurcation dans le processus de diasporisation ?	417
Conclusion générale	421
Bibliographie	431
Liste des cartes	459
Liste des Diagrammes	462
Liste des Photographies	464
Autres illustrations	465
Table des matières	466

Sur les routes de l'exil syrien

Récits de vie et parcours migratoires des réfugiés de Deir Mqaren

Depuis 2011, le conflit qui déchire la Syrie a poussé plus 5,5 millions de personnes sur les routes de l'exil. Si plus de 80% d'entre elles se sont installées dans les pays limitrophes, cet exode concerne aussi d'autres régions du globe telles que l'Europe, l'Afrique ou encore le continent américain. L'ampleur de ce phénomène mondialisé questionne les modalités d'un tel déplacement de population. En effet, autour de quelles échelles géographiques et temporelles s'ancrent, se structurent et se déploient ces mouvements de réfugiés ? Quels facteurs influencent les Syriennes et les Syriens dans leur prise de décision migratoire et le choix de leur lieu d'installation ? Pourquoi ces personnes empruntent-elles certains chemins plutôt que d'autres ? Comment accèdent-elles à la mobilité dans un pays en guerre et comment circulent-elles ensuite au sein d'espaces soumis à des politiques migratoires coercitives ?

En adoptant une approche qualitative et pluridisciplinaire, basée sur l'étude longitudinale des circulations de la population de Deir Mqaren - un village syrien situé entre Damas et la frontière libanaise - cette thèse interroge la dimension réticulaire des mobilités humaines. A travers les récits de vie des réfugiés de cette bourgade et l'analyse de leurs parcours migratoires vers la Jordanie et l'Allemagne, elle décrypte la mécanique des flux au départ de Syrie. Cette recherche invite ainsi le lecteur à déplacer son regard vers des réseaux de lieux et d'acteurs souvent considérés comme marginaux, mais formant pourtant l'ossature des routes de l'exil reliant la Syrie au reste du globe. En plaçant la focale sur les conditions du mouvement des individus, l'intention de cette étude est à la fois de mettre en exergue les imbrications entre les migrations économiques antérieures au conflit et la logique des mouvements actuels de réfugiés ; mais aussi de montrer de manière tangible l'évolution des mécanismes relationnels permettant aux exilés d'accéder à des ressources (informations, mobilité, logement, emploi) en dépit des contraintes structurelles auxquelles ils ne cessent d'être confrontés. Les représentations (carto)graphiques élaborées dans le cadre de cette thèse visent pour leur part à mieux rendre compte du caractère mobile, instable et particulièrement labile de ces dynamiques socio-spatiales.

Mots-clés : Réfugiés, Migrations, Réseaux, Cartographie, Mobilités, Parcours migratoires, Récits de vie, Frontières, Circulations, Moyen-Orient, Syrie, Jordanie, Allemagne.

On the Roads of Exile

Narratives and Migratory Journeys of the Syrian Refugees from Deir Mqaren

Since 2011, the Syrian conflict has pushed more than 5.5 million people on the roads of exile. Even though more than 80% of the refugees settled in the neighbouring countries, some Syrians also found refuge in other regions of the world such as Europe, Africa or America. The magnitude of this globalized phenomena questions the modalities of such a displacement of population. Indeed, around which geographical and temporal scales these refugee movements are organized and anchored? What are the factors influencing Syrians' decision-making process along their migration and how they choose where to settle? Why do these people follow specific routes rather than others? How do they access mobility in a country at war and how do they circulate in areas under coercive migration policies?

In adopting a qualitative and multidisciplinary approach, based on the longitudinal study of the Deir Mqaren's inhabitants' circulations – a Syrian village located between Damascus and the Lebanese border – this thesis questions the “reticular” dimension of human mobility. Through refugees' narratives and the analysis of their migration journeys to Jordan and Germany, it aims to understand the mechanics of refugee flows from Syria. Thus, this research invites the reader to move his focus towards networks of places and actors often considered as being marginal, despite the fact that they form the “backbone” of the roads of exile linking Syria to the rest of the world. By placing the focal point on individuals' conditions of movement, the intention of this study is to both highlight the continuum existing between pre-conflict economic migration and the logic of the current refugee movements; and show in a tangible way the evolution of the relational mechanisms allowing exiles to access resources (such as information, mobility, housing, employment) despite the structural constraints they are constantly facing on their way towards safe destinations. The (carto)graphic representations developed in the framework of this thesis aim to better reflect the mobile, unstable and particularly labile nature of these socio-spatial dynamics.

Keywords : Refugees, Migrations, Networks, Cartography, Mobilities, Migratory Journeys, Narratives, Borders, Circulations, Middle East, Syria, Jordan, Germany.